

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1889

JX  
3  
A6

Digitized by the Internet Archive  
in 2024

# ÀRCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,  
Membre de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,  
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

---

DEUXIÈME SERIE

---

**TOME XXXI**  
JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

---

### PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

BELGIQUE — BRÉSIL — ESPAGNE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
ITALIE — PORTUGAL — SERBIE — SUISSE

**Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires.**

15 mars 1886 (1)

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne, le Président des Etats-Unis d'Amérique, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Serbie, le Conseil Fédéral de la Confédération suisse, désirant établir, sur les bases adoptées par la Conférence réunie à Bruxelles du 10 au 14 avril 1883, un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires de leurs Etats respectifs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges : Monsieur le Prince de Caraman, Son Ministre des affaires étrangères, et Monsieur le chevalier de Moreau, Son Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics ;

Sa Majesté l'Empereur du Brésil : Monsieur le Comte de Villeneuve, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne : Monsieur de Tavira, chargé d'affaires ad interim d'Espagne, à Bruxelles ;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique : Monsieur Lambert Tree, Ministre-Résident des Etats-Unis d'Amérique, à Bruxelles ;

(1) L'échange des ratifications de la convention ci-dessus a eu lieu le 14 janvier 1889, à Bruxelles, par l'entremise du gouvernement belge, en ce sens que chacun des Etats contractants a déposé son instrument de ratification dans les archives du ministère belge des affaires étrangères et a reçu, en échange, un extrait authentique du procès-verbal constatant le fait.

Sa Majesté Roi d'Italie : Monsieur le marquis Maffei, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ; Monsieur le Baron de Sant' Anna, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté très-fidèle ;

Sa Majesté le Roi de Serbie : Monsieur Marinowitch, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Conseil Fédéral de la Confédération suisse : Monsieur Rivier, Son Plénipotentiaire spécial ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il sera établi dans chacun des Etats contractants un bureau chargé du service des échanges.

Art. 2. — Les publications que les Etats contractants s'engagent à échanger sont les suivantes :

1<sup>o</sup> Les documents officiels, parlementaires et administratifs qui sont livrés à la publicité dans le lieu d'origine ;

2<sup>o</sup> Les ouvrages exécutés par ordre et aux frais des gouvernements.

Art. 3. — Chaque bureau fera imprimer la liste des publications qu'il peut mettre à la disposition des Etats contractants.

Cette liste sera corrigée et complétée chaque année et adressée régulièrement à tous les bureaux d'échange.

Art. 4. — Les bureaux d'échange s'entendront sur le nombre d'exemplaires qui pourront être demandés et fournis.

Art. 5. — Les envois se feront directement de bureau à bureau. Il sera adopté des modèles et des formules uniformes pour les bordereaux du contenu des caisses, ainsi que pour toutes les pièces de correspondance administrative, demandes, accusés de réception, etc.

Art. 6. — Pour l'expédition à l'extérieur, chaque Etat se charge des frais d'emballage et de port jusqu'à destination. Toutefois, quand l'expédition se fera par mer, des arrangements particuliers régleront la part de chaque Etat dans les frais de transport.

Art. 7. — Les bureaux d'échange serviront d'intermédiaires officieux entre les corps savants et les sociétés littéraires, scientifiques, etc., des Etats contractants pour la réception et l'envoi de leurs publications.

Mais il demeurera bien entendu que, dans ce cas, le rôle des bureaux d'échange se bornera à la transmission en franchise des ouvrages échangés et que ces bureaux ne prendront aucunement l'initiative de provoquer l'établissement de ces relations.

Art. 8. — Ces dispositions ne sont applicables qu'aux documents et ouvrages publiés à partir de la date de la présente convention.

Art. 9. — Les Etats qui n'ont pas pris part à la présente convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement belge et par ce Gouvernement à tous les autres Etats signataires.

Art. 10. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra. Elle est conclue pour dix ans, à partir du jour de l'échange des ratifications, et elle



continuera à subsister au delà de ce délai tant que l'un des Gouvernements n'aura pas déclaré six mois à l'avance qu'il y renonce.

*En foi de quoi*, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles en huit exemplaires, le 15 mars 1886.

(L. S.)	Signé :	Prince de CARAMAN.
»	»	Chevalier de MOREAU.
»	»	Comte de VILLENEUVE.
»	»	JOSÉ M. DE TAVIRA.
»	»	LAMBERT TREE.
»	»	MAFFEI.
»	»	Baron de SANT' ANNA.
»	»	J. MARINOVITCH.
»	»	ALPHONSE RIVIER.

## BELGIQUE — FRANCE

### Arrangement relatif au mariage des indigents

12 décembre 1888 (1)

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi des Belges, désirant établir un régime de réciprocité au profit des indigents de l'un des deux pays qui veulent contracter mariage sur le territoire de l'autre pays, sont convenus de ce qui suit :

Les dispositions édictées par la loi française du 10 décembre 1850 en vue de faciliter le mariage des indigents seront applicables aux mariages contractés en France entre Belges, tant que les Français continueront à jouir en Belgique des mêmes avantages.

Les deux gouvernements se réservent la faculté de dénoncer cet arrangement six mois à l'avance.

En foi de quoi, les soussignés, ministre des affaires étrangères de la République française, et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges à Paris, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 12 décembre 1888.

(L. S.) Signé : René GOBLET.

(L. S.) Signé : BEYENS.

— Le gouvernement français a motivé cet arrangement dans l'*Exposé des motifs* suivant qui a été soumis au Parlement :

Messieurs, une loi belge du 16 août 1887 contient dans ses articles 5, 6 et 7, des dispositions qui, venant s'ajouter à différentes dispositions antérieures de la législation belge, ont eu pour effet d'établir en Belgique, en ce qui concerne les facilités et les exemptions de taxes accordées en vue du mariage des indigents et de la légitimation de leurs enfants naturels, un régime analogue à

(1) *Journal officiel de la République française*, du 2 juin 1889.

celui qui existe en France aux termes de la loi du 10 décembre 1850. Toutefois, à la différence de cette dernière loi qui n'est applicable qu'entre Français et entre Français et étrangers, la loi belge précitée profite aux étrangers sans restrictions; par suite, lorsque deux Français indigents contractent mariage sur le territoire belge, ils peuvent y obtenir gratuitement, avec dispense du timbre et de l'enregistrement, les pièces qui leur sont nécessaires.

Peu de temps après l'entrée en vigueur de la loi du 16 août 1887, le gouvernement belge a proposé au gouvernement de la République de conclure un arrangement ayant pour objet de faire cesser l'inégalité de traitement existant entre les Français indigents qui contractent mariage en Belgique et les indigents belges qui désirent se marier en France.

Nous avons pensé qu'il y avait lieu d'accueillir cette proposition : elle s'appuie sur des considérations d'équité et de réciprocité ; nous espérons donc que vous voudrez bien donner votre sanction au projet de loi qui autorise M. le Président de la République à ratifier cet acte international.

## BELGIQUE — FRANCE

### Convention pour le raccordement de chemins de fer

22 août 1888 (1)

Le Président de la République française et S. M. le roi des Belges, également animés du désir de procurer aux nationaux des deux pays de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une convention pour l'établissement d'un chemin de fer de Roubaix à la frontière belge, vers Audenarde, et d'un chemin de fer d'Avelghem à la frontière française, vers Roubaix,

Ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. René Goblet, député, ministre des affaires étrangères, etc., etc.

Et S. M. le roi des Belges,

M. le baron Beyens, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, à Paris, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

**Article premier.** — Le Gouvernement de la République française s'engage à assurer la construction et l'exploitation d'un chemin de fer de Roubaix à la frontière belge, vers Audenarde.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage à assurer la construction et l'exploitation d'un chemin de fer d'Avelghem à Estaimpuis et à la frontière française, dans la direction de Roubaix.

**Art. 2.** — Le raccordement à la frontière des deux lignes ci-dessus mentionnées sera effectué, conformément aux plans et profils joints au procès-verbal de la conférence internationale du 20 mai 1881, chargée de déterminer les conditions techniques du raccordement en question, lesquels, ainsi que le dit le procès-verbal, sont approuvés par les hautes parties contractantes et sont annexés à la présente convention.

(1) *Journal officiel de la République française* du 5 mars 1889. — Les ratifications ont été échangées à Paris, le 27 février 1889.



A Roubaix-Wattrelos et à Estampuis-Herseaux, le chemin de " objet de la présente convention, sera raccordé aux lignes existantes, de manière que les locomotives, les voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans entraves sur les différentes lignes.

Art. 3. — Chacun des deux gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction, sur son territoire, des deux tronçons de chemins de fer dont il s'agit, la largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux pays, de 1<sup>m</sup>44 au moins et de 1<sup>m</sup>45 au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 4. — Les travaux de construction seront poussés, des deux parts, de manière à arriver en même temps à l'achèvement de la ligne de chemin de fer sur les deux territoires.

Art. 5. — Le matériel d'exploitation approuvé par l'un des gouvernements contractants sera, sans autre épreuve, admis à la circulation sur le territoire de l'autre.

Art. 6. — Les deux gouvernements rechercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations frontières des deux chemins français et belge et située, partie sur le territoire français et partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie ou administration.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui sera soumis à l'approbation des hautes parties contractantes, les deux gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement, en ce qui concerne cette exploitation, par voie de correspondance.

Art. 7. — Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties française et belge, sera tenue de désigner, tant en France qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration. Cette élection de domicile entraînera compétence judiciaire. Les instances civiles dirigées contre la compagnie chargée de l'exploitation commune, à raison des faits survenus sur la portion du territoire de l'un des deux pays, comprise entre les stations frontières, pourront être portées devant la juridiction du domicile élu dans ce pays.

Art. 8. — Les deux gouvernements s'engagent à faire rédiger des règlements de police pour ces chemins de fer, autant que possible, d'après les mêmes principes, et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Les individus légalement condamnés pour crimes ou délits de droit commun et pour contraventions aux lois et règlements en matière de douane ou de péage, ne pourront pas être employés entre les stations de jonction.

Il n'est, d'ailleurs, dérogé en rien aux droits de souveraineté appartenant à chacun des Etats sur la partie du chemin de fer située sur son territoire.

Art. 9. — Les deux gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que, dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Belgique, le chemin de fer sera relié avec ceux existants dans les deux pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs. Ils se réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport des voyageurs.

Art. 10. — Sur tout le parcours du chemin de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux Etats, quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux Etats dans l'autre, ne seront pas traités, sur le territoire de l'Etat dans lequel ils entreront, moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux pays.

Art. 11. — Les deux gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir, le cas échéant, pour la vérification des passeports et pour la police concernant les voyageurs, seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux Etats.

Art. 12. — Pour favoriser, autant que possible, l'exploitation du chemin de fer, les deux gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportées, en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux Etats, et spécialement celles qui sont déjà ou seront ultérieurement accordées sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux Etats.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane, dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination, se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les envois circulant entre les stations frontières des deux pays.

Art. 13. — Les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des chemins de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes, entre et dans les stations frontières, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1<sup>o</sup> Transporter gratuitement par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux Gouvernements avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2<sup>o</sup> Transporter gratuitement, tant que les deux Gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles, dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de deuxième classe ;

3<sup>o</sup> Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets ;

4<sup>o</sup> Mettre à la disposition des administrations postales des deux Etats,



dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis les bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5° Etablir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui sera jugée nécessaire par les deux gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux Etats s'entendront entre elles relativement à l'emploi du chemin de fer pour le service postal entre les stations frontières.

Art. 14. — Les deux gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service du chemin de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront être également établis le long du chemin de fer par les soins des deux gouvernements, chacun sur son territoire.

Les administrations française et belge auront droit au transport gratuit du personnel et du matériel nécessaire à l'établissement, à l'entretien et à la surveillance des lignes établies par chacune d'elles le long du chemin de fer, entre les deux gares les plus rapprochées de la frontière.

Art. 15. — Toutes les fois que les administrations exploitantes ne parviendront pas à s'entendre entre elles, soit sur les différents points prévus dans la présente convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité du service, les deux gouvernements contractants interviendront à l'effet de prescrire les mesures nécessaires.

Art. 16. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 22 août 1888.

(L. S.) Signé : RENÉ GOBLET.

(L. S.) — BEYENS.

— Cette Convention a été brièvement expliquée aux Chambres comme suit par le gouvernement français :

Messieurs, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation une Convention que nous avons signée à Paris, le 22 août 1888, avec le gouvernement belge, pour régler les conditions de raccordement, à la frontière, des deux chemins de fer de Roubaix à la frontière belge, vers Audenarde, et d'Avelghem à Estaimpuis et à la frontière française, dans la direction de Roubaix.

La ligne belge, dont une loi du 26 juin 1877 a décidé la construction, est exécutée et en exploitation, depuis 1881, d'Avelghem à Estaimpuis.

Quant à la ligne française de Roubaix à la frontière, vers Audenarde, elle a été classée par la loi du 17 juillet 1879 dans le réseau complémentaire d'intérêt général et concédée à la compagnie du Nord, par la loi du 20 novembre 1883, à titre éventuel et sous réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir. Toutes les formalités préalables à cette déclaration ont été remplies et le décret qui prononcera l'utilité publique, rendant ainsi définitive la concession éventuelle, pourra être signé en même temps que sera promulguée la loi approbative de la convention internationale.



Cette convention a été précédée d'une conférence des délégués techniques désignés par les deux gouvernements, et les dispositions qu'elle renferme sont conformes à celles qui ont été insérées dans la convention relative au raccordement des chemins de fer français et luxembourgeois, laquelle a reçu votre sanction; ces dispositions s'expliquent d'ailleurs d'elles-mêmes. Nous espérons donc que vous voudrez bien approuver le projet de loi que nous vous soumettons.

## CORÉE — RUSSIE

### Règlements pour le commerce par terre

8 Août 1888 (1)

Pour consolider davantage encore l'amitié réciproque qui règne entre la Russie et la Corée et en vue du développement des relations commerciales sur la frontière commune qui les sépare,

Le conseiller d'Etat actuel Charles Weber, chargé d'affaires du grand Empire de Russie,

Tchjo-Pian-Sik, président du ministère des affaires étrangères de la Corée, fonctionnaire de 2<sup>e</sup> classe, etc., et M. Owen N. Denny, vice-président du Conseil secret de Sa Majesté, conseiller pour les affaires étrangères, etc., ont conclu d'un commun accord les règlements suivants :

Art. premier. — 1. En sus des ports déjà ouverts au commerce russe : Tchémulpo (Tsi-ou-pou), Hensan (Youzn-Schan), Fousan (Fou-Schan), et des villes de Séoul (Khan-Yan) et de Yan-Khua-Tsin (ou d'une autre localité à proximité de cette ville), on peut se livrer aussi au commerce dans la ville de Keng-Khong.

*Observation.* Dans le cas où le Séoul serait fermé au commerce étranger, simultanément serait retiré aux sujets russes le droit de se livrer au commerce dans cette ville.

2. Le gouvernement russe aura le droit de fonder à Keng-Khong un consulat ou un vice consulat.

L'agent consulaire n'entrera en fonctions qu'après avoir été reconnu par le roi ou par le gouvernement coréen.

Jusqu'à l'époque de l'entrée en fonctions de l'agent consulaire précité, le commissaire des frontières de l'Oussouri du Sud ou tout autre fonctionnaire dûment délégué à cet effet, peut, avec l'autorisation du gouvernement de la Corée, exercer temporairement ses fonctions.

3. Dans ses relations personnelles ou par écrit avec les autorités locales, l'agent consulaire de Russie à Keng-Khong jouira sans exception de tous les droits et privilèges accordés aux autres agents consulaires dans les autres localités ouvertes au commerce.

4. Les agents diplomatiques, aussi bien que les agents consulaires et les autorités des frontières, peuvent voyager librement et sans empêchement dans toutes les parties de la Corée; les autorités locales leur prêteront, à cet effet, toute espèce de concours, leur délivreront des passeports et, s'il y a besoin, une escorte pour leur protection.

Pour l'expédition de leur correspondance, les fonctionnaires russes

(1) *Journal de Saint-Petersbourg* du 11/23 mars 1889.

précités peuvent se servir des établissements postaux de l'Etat existant en Corée. Dans les cas d'une importance toute spéciale, les plis et documents de ces fonctionnaires peuvent être expédiés par un courrier russe ou d'une autre nationalité qui sera muni d'un certificat spécial et ne doit pas être arrêté en route.

Art 2. — 1. Les sujets russes résidant à Keng-Khong sont autorisés à louer ou à acheter des terrains ou des maisons et à construire des maisons, des entrepôts ou des fabriques. Ils jouissent aussi du droit de célébrer librement leur culte. Toutes les dispositions en vue du choix, de la délimitation et de l'arpentage de la localité destinée à la colonisation russe, ainsi que celles qui concernent la vente et la fixation du chiffre annuel de l'impôt foncier à payer, doivent être prises par le gouvernement coréen d'accord avec les autorités russes compétentes. Il pourra être fondé plus tard un conseil municipal. Par rapport à tout ce qui précède, et en ce qui regarde l'assignation d'un terrain pour le cimetière, on se conformera aux règlements existants pour les colonies étrangères dans les autres localités ouvertes au commerce. En outre, les autorités coréennes compétentes concéderont à proximité de la ville de Keng-Khong, mais en tous cas à cinq *lis* coréennes au plus de cette ville, une bande de terrain inhabitée n'ayant pas une longueur plus grande qu'une *li* coréenne pour servir de pâturage au bétail (bêtes de somme et bétail destiné à la consommation) appartenant aux sujets russes. Pour ce qui est du choix de cet endroit, de la surveillance dont il doit être l'objet et des autres conditions à remplir pour la jouissance de ce pâturage, les autorités locales auront à s'entendre dans l'avenir avec les autorités russes compétentes. Pour ce qui est du bétail destiné au commerce, il aura à payer une taxe d'entrée et de sortie, mais les bêtes de somme employées par les sujets russes pour leurs propres besoins ou pour le transport des marchandises n'auront à payer aucune taxe.

Les sujets russes sont de même autorisés à acheter et à affermer des terrains, à louer ou à acheter des maisons en dehors des limites de leur colonie à une distance de dix *lis* coréennes, mais pour ce qui est des impôts fonciers à payer de ce chef, la fixation de leur chiffre dépend du gouvernement coréen.

2. Les sujets russes peuvent voyager sans passeport, où ils veulent, à une distance de cent *lis* coréennes de Keng-Khong ou jusqu'à des limites qui seront fixées plus tard d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Etats. Les sujets russes munis de permis ont le droit de voyager dans toutes les parties de la Corée pour leur plaisir ou dans un but commercial; ils peuvent faire acquisition des produits locaux et peuvent transporter ou vendre toute espèce de marchandises, à l'exception des livres et des imprimés non autorisés par le gouvernement coréen. Ces permis seront délivrés par les autorités russes et porteront la signature ou le sceau des autorités coréennes locales; ils devront être exhibés sur demande dans les localités traversées par les voyageurs. Si les permis sont en ordre, les autorités locales doivent laisser passer sans aucun retard ceux qui en sont porteurs et qui ont ensuite le droit de continuer leur voyage et de se procurer toute espèce de moyens de transport.

Dans le cas où un sujet russe voyagerait sans être muni des permis

requis en dehors des limites indiquées plus haut et dans le cas où il commettrait un délit quelconque à l'intérieur du pays, il doit être arrêté et remis entre les mains de l'autorité russe la plus proche pour être puni. Les individus qui dépasseront les limites arrêtées sans être porteurs de permis seront passibles d'une amende ne dépassant pas cent dollars du Mexique avec un emprisonnement pour un mois au plus, ou bien sans cette dernière peine.

3. Les sujets coréens sont libres à leur tour de se rendre en Russie dans un but commercial ou pour leur agrément ; ils peuvent y transporter ou y vendre toute espèce de marchandises dont l'importation en Russie n'est pas prohibée et peuvent y acheter les produits locaux. A cet effet, ils sont tenus de demander à leurs autorités douanières un passeport établissant leur identité et qui, dès leur entrée sur le territoire russe, devra être présenté aux autorités russes pour être légalisé ; pendant leur voyage, ils devront l'exhiber aux autorités locales. Si celles-ci trouvent le passeport en règle, son porteur doit être autorisé à circuler sans retard. Les sujets coréens peuvent louer pour leur voyage ou pour le transport de leurs marchandises des individus, des chariots, des bateaux et tous autres moyens de transport.

4. Si un sujet coréen tente de passer la frontière sans être muni d'un permis, les autorités russes, après avoir instruit l'affaire, l'empêchent d'aller plus loin et l'ayant arrêté lui font repasser la frontière. Les autorités coréennes agissent de même à l'égard des sujets russes qui cherchent à passer la frontière sans permis.

5. Les sujets russes en Corée, ainsi que les sujets coréens en Russie, auront le droit, s'ils le désirent, de rentrer dans leur patrie respective et les autorités compétentes devront leur délivrer des passeports, s'il n'y a aucun obstacle à cet effet.

Art. 3. — 1. Les sujets russes jouiront à Keng-Khong de la pleine liberté de se livrer au commerce de toutes les marchandises non défendues par les présents règlements ; ils peuvent importer à Keng-Khong ou en importer les produits russes, coréens ou étrangers ; ils peuvent y acheter ou y vendre ces produits, soit contre argent, soit par voie d'échange, sans aucun obstacle de la part des autorités coréennes. Ils peuvent se livrer de même en toute liberté à toute espèce d'industrie.

2. A l'arrivée des marchandises au bureau de douane de la frontière, le sujet russe doit en informer les autorités de la douane et leur présenter une déclaration légalisée contenant l'indication du nom de la personne qui présente cette déclaration, du nombre de colis et des signes ou marques qui les distinguent, de la quantité, de la catégorie et du prix des marchandises que contiennent ces colis.

3. Toutes les marchandises, ainsi déclarées, peuvent être visitées par les employés de la douane à un endroit spécialement désigné à cet effet. Après cette formalité qui doit être accomplie sans retards inutiles et sans endommager les marchandises, celles-ci sont emballées de nouveau par les autorités de la douane et remises autant que possible dans le même état où elles se trouvaient avant d'avoir été ouvertes par la douane.

4. Une fois que les marchandises ont payé dans le courant de cinq jours après leur arrivée à la douane les droits d'entrée dont elles sont frappées d'après le tarif, le bureau de douane délivre un permis (Tchoun-



Dan) en vertu duquel elles peuvent être exportées ou importées à l'intérieur du pays.

5. Toutes les marchandises importées en Corée par les sujets russes et ayant payé des droits d'entrée d'après le tarif, peuvent être importées en franchise à l'intérieur du pays et n'auront à payer aucune taxe supplémentaire, aucune accise, ni aucun droit de transit. De même les marchandises destinées à l'exportation ne doivent payer que le droit de sortie et n'être soumises à aucune taxe, aucune accise, aucun droit de transit, soit au lieu de production, soit pendant leur transport.

6. Le propriétaire ou le destinataire de marchandises russes ou étrangères arrivées à Keng-Khong pour y être vendues et ayant payé les droits d'entrée voulus, aura le droit, s'il veut les réexporter du pays, de recevoir, dans treize mois après le jour de leur arrivée, un certificat en vertu duquel il sera remboursé des droits d'entrée déjà payés, à la condition que l'emballage primitif des marchandises soit resté intact. Les certificats précités doivent être rachetés par les douanes coréennes ou, si le marchand le désire, être acceptés en paiement de droits d'entrée dans toutes les localités de la Corée ouvertes au commerce.

7. Dans le cas où des produits coréens achetés dans une des localités ouvertes au commerce ou à l'intérieur du pays pour être exportés par voie de terre sur le territoire russe après avoir payé les droits de sortie seraient vendus en Corée même et n'auraient pas été exportés, et dans le cas où ces produits auraient été perdus en route, les droits de sortie doivent être remboursés par le bureau de douane compétent, sur présentation des preuves évidentes de ce qui précède.

Art. 4. — 1. Les autorités coréennes ont le droit de prendre les mesures qu'elles jugeront nécessaires contre le commerce de contrebande.

2. Dans le cas où un sujet russe aurait introduit ou tenté d'introduire des marchandises en contrebande en les faisant passer, non par la voie la plus directe de la douane, mais par des voies détournées, en évitant la douane, lesdites marchandises sont confisquées et leur propriétaire est passible d'une amende représentant le double de la valeur desdites marchandises. Les autorités coréennes peuvent confisquer ces marchandises et mettre en état d'arrestation tous les sujets russes qui ont pris part à la contrebande ou à la tentative de contrebande. Les individus compromis dans une affaire de ce genre sont immédiatement remis entre les mains de l'autorité russe la plus proche pour être mis en jugement, et les marchandises peuvent rester en la possession des autorités coréennes jusqu'au moment où le jugement définitif aura été rendu.

3. Les sujets russes n'ont pas le droit de transporter par les localités ouvertes au commerce des marchandises appartenant aux sujets coréens en les faisant passer pour des marchandises leur appartenant. Les individus qui se rendront coupables de ce qui précède sont passibles d'une amende équivalant à celle dont sont frappés, d'après les présents règlements, les individus qui se livrent à la contrebande.

4. S'il arrive qu'un marchand russe, après avoir exigé le remboursement des droits d'entrée pour marchandises russes ou étrangères, sous prétexte qu'il veut les faire rentrer en Russie, a reçu un certificat de douane conformément à l'article 3 des présents règlements, et qu'il les vende secrètement en totalité ou en partie en Corée, il est passible d'une

amende comme s'il s'était livré à la contrebande et en proportion de la quantité des marchandises vendues.

5. Le marchand a le droit de racheter les marchandises confisquées en payant la valeur de ces marchandises d'après une estimation faite d'un commun accord avec les autorités coréennes.

Art. 5. — 1. Les objets dont la dénomination suit sont autorisés à entrer en Corée et à en sortir en franchise par voie de terre :

Les bagages de voyageurs ; toute espèce de volaille : poules, canards, oies ; instruments d'agriculture ; or et argent affinés (la poudre d'or est exclue de cette règle) ; toute espèce de monnaie d'or et d'argent ; instruments scientifiques : de physique, de mathématique, de météorologie et de chirurgie, avec leurs attributs ; livres, atlas et cartes géographiques ; caractères d'imprimerie ; modèles divers ; échantillons en petites quantités d'exemplaires ; légumes, fruits, plantes, arbres et arbustes de toute espèce ; poison ; pompes à incendie ; matériel d'emballage : sacs, nattes et cordages.

2. L'importation des objets suivants est prohibée, et en cas de contravention, ils sont confisqués :

Opium, droguerie et produits pharmaceutiques falsifiés ; armes, armes à feu et munitions de guerre : canons de place et de campagne, boulets et engins creux, toute espèce d'armes à feu, poudre en paquets et cartouches, toute espèce d'armes blanches, lances et piques, salpêtre, poudre ordinaire et fulmi-coton, dynamite et autres substances explosives.

En sus des objets précités, l'importation en Russie de l'alcool de grain est prohibée, ainsi que l'exportation de la Corée du jen-schen rouge.

*Observation.* Les sujets russes qui voyagent en Corée peuvent porter pour leur défense personnelle un fusil ou un pistolet, ce dont il doit être fait mention dans les permis dont ils sont munis.

3. A l'exception des objets susmentionnés qui ne paient pas de droits d'entrée ou dont l'importation est interdite, toutes les autres marchandises importées en Corée ou exportées de ce pays par voie de terre paient une taxe de cinq pour cent de leur valeur. Les marchandises importées ou exportées par mer par les marchands russes dans les ports ouverts au commerce paient des droits d'entrée ou de sortie d'après le tarif existant pour le commerce maritime, et la présente règle relative aux taxes à payer par les marchandises transportées par voie de terre ne peut pas leur être appliquée.

4. Pour déterminer la valeur des marchandises importées par voie de terre, afin de leur faire payer les droits d'entrée d'après le tarif, on prend en considération leur valeur sur le marché de Vladivostok et les frais de transport, d'assurances et autres. La valeur des produits indigènes exportés de la Corée est déterminée d'après les prix de ces produits sur les marchés coréens. Si la valeur des marchandises qui ont à payer des droits de douane est déclarée d'une manière inexacte par leur propriétaire, on aura recours, pour éviter toute contestation, aux règlements généraux en vigueur pour le commerce maritime avec l'étranger. Les marchandises endommagées ou détériorées avant d'arriver à destination de Keng-Khong ont droit à une diminution des droits d'entrée proportionnelle au degré de l'avarie.

5. Le paiement des droits de douane s'effectue en monnaie d'argent ou, si on le désire, en monnaie de cuivre coréenne, au cours du jour.

6. La taxe *ad valorem* peut être transformée, s'il y a lieu, en taxe fixe par suite d'un accord entre les autorités compétentes des deux Etats.

7. Tous les documents, papiers et déclarations présentés par les marchands russes au bureau de douane de Keng-Khong peuvent être écrits en langue russe seulement ou avec la traduction en langue coréenne.

Art. 6. — 1. La juridiction sur les sujets russes en Corée et sur leur propriété appartiendra exclusivement aux agents consulaires russes ou à d'autres fonctionnaires russes, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet ; ils instruiront et jugeront sans aucune intervention des autorités coréennes toutes les affaires intentées contre des sujets russes par leurs compatriotes ou par des sujets étrangers.

2. Toutes les accusations et toutes les plaintes des autorités russes et des sujets russes contre les sujets coréens en Corée seront instruites et jugées par les autorités coréennes en vertu des lois coréennes.

3. Le sujet russe qui aura commis un délit quelconque en Corée sera jugé et puni par les autorités russes d'après les lois russes.

5. Le sujet coréen qui aura commis un délit ou un crime contre la personne d'un sujet russe sera jugé et puni par les autorités coréennes d'après les lois coréennes.

6. Toute plainte accusant un sujet russe d'avoir enfreint le traité conclu précédemment, ou les présents règlements, ou enfin les règlements qui pourront être conclus dans l'avenir d'un commun accord entre les deux Etats, doit être soumise à l'examen du consul de Russie, si cette plainte entraîne l'application d'une amende ou la confiscation ; l'amende ou les objets confisqués le sont au profit du gouvernement coréen.

7. Les marchandises russes saisies à Keng-Khong par les autorités coréennes doivent être mises sous scellés en présence d'employés du consulat de Russie et conservées par lesdites autorités jusqu'au moment où une décision aura été prise à leur égard par les autorités russes. Si cette décision est favorable au propriétaire des marchandises, celles-ci sont immédiatement mises à la disposition du consul. Du reste le propriétaire des marchandises peut en prendre possession avant le prononcé du jugement s'il consigne la valeur équivalente entre les mains des autorités coréennes.

8. Dans toutes les affaires civiles et criminelles instruites devant les tribunaux coréens et russes en Corée, les autorités appartenant à la nationalité du demandeur peuvent nommer un fonctionnaire qui est chargé d'assister aux débats. Le fonctionnaire nommé à cet effet jouira de tous les égards dus à sa position, et il est autorisé, s'il le trouve bon, à faire citer des témoins, à les interroger, à les soumettre à la confrontation ou à protester contre la procédure ou contre l'arrêt du tribunal.

9. Dans le cas où un sujet coréen accusé d'avoir enfreint les lois de son pays se serait réfugié dans la maison ou dans l'entrepôt d'un sujet russe ou à bord d'un bâtiment de commerce russe, le consul de Russie, après en avoir été informé par les autorités locales, prend les mesures nécessaires pour l'arrestation dudit sujet coréen, et il le livre à ces autorités pour être jugé. Mais sans l'autorisation du consul aucun employé coréen n'aura le droit d'entrer dans le domicile d'un sujet russe sans la permis-

sion de celui-ci ou de mettre le pied sur un bâtiment russe sans le consentement du capitaine ou de son remplaçant.

11. Sur la demande faite par l'autorité russe compétente, les autorités coréennes doivent arrêter et livrer à la première tout sujet russe accusé d'un crime ou tout déserteur d'un navire de guerre ou de commerce russes. On prendra en considération à cette occasion le contenu de l'article précédent.

Art. 7. — Les bâtiments de cabotage russes et coréens navigueront en toute liberté sur le Toumyne-Tsian. Pour régulariser les communications entre les deux rives, ainsi que la navigation sur ce fleuve, les autorités compétentes des deux Etats élaboreront plus tard des règlements spéciaux pour la navigation et pour la police fluviale.

Art. 8. — 1. Les présents règlements de commerce sont rédigés en langue russe et en langue coréenne-chinoise et les deux textes sont parfaitement identiques ; mais il est arrêté par la présente que le texte russe sera adopté pour base de l'interprétation du sens de tous les articles.

2. Toutes les communications officielles envoyées par les autorités russes au autorités coréennes seront écrites en langue russe et dans les premiers temps seront accompagnées d'une traduction en langue chinoise ou coréenne.

Art. 9. — Les présents règlements sont valables à partir de la date de leur signature et sont conclus pour cinq ans.

Si l'une des parties contractantes désire soumettre lesdits règlements à une revision, elle doit en prévenir l'autre six mois avant l'expiration du terme précité. Mais, si aucune des parties contractantes ne fait de déclaration de ce genre, les règlements resteront en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans.

Conclus et signés dans la ville de Séoul en l'an mil huit cent quatre-vingt-huit après la naissance du Christ, le huit août ou, d'après la chronologie coréenne, en l'an quatre cent quatre-vingt-dix-sept après la fondation de la dynastie, le treizième jour de la septième lune.

(Signé :)

CH. WEBER, (m. p.)

(Signé :)

TCHO-PIAN-SIK (m. p.)

(Signé : ) OWE N. DENNY, (m. p.)

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

ALLEMAGNE — ÉTATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

---

## LES AFFAIRES DE SAMOA

---

**M. Thurston, haut commissaire anglais, à M. Stanhope.**

*Extrait d'un rapport sur la condition des Iles Samoa (1)*

1<sup>er</sup> octobre 1886.

Un rapport sur la condition actuelle des îles Samoa et sur l'état chronique d'agitation qui est le caractère principal de leur politique locale, serait incomplet sans un exposé de la situation géographique de ce groupe d'îles et de leur histoire antérieure.

2. Car, si on n'est pas bien au fait du rapport que ces îles ont avec les colonies anglaises d'Australasie, colonies peu éloignées, de la valeur commerciale qui s'attache à elles à tort ou à raison, de leur commodité comme port d'attache pour les vapeurs trans-pacifiques, et de la valeur stratégique qu'on affirme qu'elles auraient dans le cas d'une guerre entre l'Angleterre et une quelconque des autres puissances maritimes, on ne peut apprécier convenablement les plus importants facteurs qui ont produit les récents événements.

3. Le groupe connu sous le nom de Samoa, ou Îles des Navigateurs, se trouve à la latitude moyenne de 13°30' sud, et s'étend du 170°30' au 173° de longitude ouest.

4. La plus grande du groupe est l'île de Savaï, qui atteint une altitude de près de 5,000 pieds et a une surface approximative de 325,440 acres.

5. L'île est de la même formation volcanique récente qu'on peut observer dans beaucoup d'autres parties du Pacifique. Une grande proportion de sa surface se compose de roc basaltique, de scories détachées et autres débris ignés.

(1) *Samoa* n° 1 (1889), C — 5629.

Correspondence respecting the affairs of Samoa 1885-89.

6. Ces parties de l'île sont données comme impropres à une agriculture profitable.

7. Le reste de l'île se compose d'un sol riche mais pierreux. Il est couvert de forêts luxuriantes, et peut probablement porter les produits tropicaux qui ne demandent pas, pour venir à bien, une température plus équatoriale.

8. Savaiï ne renferme pas de rivières et n'a que peu de cours d'eau. Elle ne possède actuellement aucun port.

9. On peut trouver un ancrage dans plusieurs rades, mais bien qu'on y trouve quelque abri contre les vents de l'est, elles ne peuvent servir qu'aux bateaux de commerce du pays.

10. Une grande étendue de la côte de Savaiï est faite de falaises basaltiques élevées et inabordables, contre lesquelles se brise puissamment la mer.

11. L'île d'Upolu, qui se trouve à dix milles à l'est de Savaiï, est celle qui s'en rapproche le plus par l'étendue. Elle a approximativement une surface de 169,984 acres, et atteint une altitude d'environ 2,500 pieds. L'île en beaucoup d'endroits s'élevant de la mer, en plaines graduellement échelonnées ou en montagnes couvertes de pentes et qui renferment des vallées par intervalles, a des attraits qui manquent en grande partie à Savaiï.

12. Le sol, quoique extrêmement fertile, est en grande partie pierreux ; une portion faible ou nulle en pourrait être cultivée à la charrue ou avec des instruments agricoles analogues. Les cours d'eau sont nombreux. Il n'existe pas de rivières de taille suffisante pour être accessibles à autre chose que des bateaux, et encore seulement à l'endroit où ces rivières se jettent dans la mer.

13. Il n'y a pas de havres parfaitement protégés à Upolu. Les prétendus ports d'Apia et de Saluafata, sur la côte nord, sont de simples ancrages d'une surface restreinte, offrant, cependant, un abri convenable contre les vents alizés de l'est.

14. Pendant la saison des ouragans, c'est-à-dire les mois de décembre, janvier, février et mars, ces ancrages, ouverts du côté du nord, sont exposés à toute la furie des cyclones qui traversent presque annuellement ces régions, et soufflent surtout du nord.

15. Dans de pareils cas, de grandes pertes se produisent. Les navires sont souvent jetés à la côte, où ils se brisent sur les récifs de corail. Quelquefois ils sombrent sur leurs ancres.

16. Près d'Upolu et à l'est, se trouve la petite île de Tutuila, d'une surface d'environ 24,978 acres et qui s'élève à une altitude de 2.000 pieds.

17. Son sol est aussi extrêmement fertile.

18. Les îles Manua se trouvent à l'est de Tutuila, à une distance de 60 milles. Elles sont au nombre de trois, et de peu d'étendue. La plus grande s'élève, en forme de cône, jusqu'à une altitude de 2.500 pieds.

19. Ces îles sont, il est vrai, classées dans le groupe des Samoa ; mais, sauf la langue et l'origine, leurs habitants n'ont que peu de choses communes avec les deux grandes îles, et ne prennent aucune part permanente ou pratique à la politique de celles-ci.

20. Les îlots de Manono, Apoluna, Closiga et Ofu ne demandent pas de remarques particulières. Ils sont petits et sans importance ; leur popu-

lation est comptée ci-dessous avec celle de plus grandes îles, avec lesquelles ces îlots sont naturellement associés.

21. Le tableau suivant est un résumé de la superficie et de la population approximatives des îles décrites :

NOM	POPULATION	MILLES CARRÉS	ACRES
1. Savau. . . . .	13.900	657	420.480
2. Upolu (avec Manono). .	16.000	341	218.240
3. Tutuila. . . . .	3.500	50	32.000
Total. . . . .	32.500	1.048	670.720

22. La distance d'Auckland (Nouvelle-Zélande) aux Samoa n'est que de 1,600 milles, et l'île de Tutuila, dont il a été parlé ci-dessus, se trouve sur la ligne directe que suivent les vapeurs transpacifiques entre les colonies australasiennes et San-Francisco ou l'île Vancouver, *via* Hawaï.

23. Passant maintenant à la partie commerciale du sujet, dans ses rapports avec les causes qui ont amené les récents événements de Samoa, il est nécessaire de se reporter à trente ans en arrière.

24. Avant 1856, on ne peut pas dire que le commerce ait eu une vie bien marquée à Samoa, bien que les baleiniers et les navires de commerce, surtout ceux qui venaient de Sydney et de Hobart, aient à l'occasion touché à ces îles.

25. Il y avait alors, cependant, deux Anglais et un Américain, résidant à Apia, qui faisaient un certain commerce avec les Colonies et avec les vaisseaux qui naviguaient entre la Californie et l'Australie.

26. Depuis l'année 1845, un Consul Anglais avait été nommé pour résider aux Samoa. C'était aussi la résidence d'un officier consulaire américain.

27. Vers l'année 1857, la maison puissante et bien connue de MM. Godefroy, de Hambourg, s'établit à Apia, faisant de cet endroit la base de ses opérations dans d'autres parties du Pacifique.

28. Au mois d'avril 1877, il y a lieu de supposer que les représentants consulaires et maritimes du gouvernement allemand négocièrent avec les autorités indigènes (Taimua et Faipule) des Samoa avec un double but : 1° garantir les intérêts allemands pendant les hostilités permanentes et les petites guerres des indigènes en lutte ; 2° obtenir la reconnaissance de l'égalité des droits de l'Allemagne à ceux des autres Puissances, malgré les efforts constamment faits pour amener ce groupe d'îles sous le protectorat d'un gouvernement étranger.

29. Avec ces deux objets en vue, le représentant allemand à Samoa obtint des autorités indigènes alors au pouvoir certains engagements, que ce représentant stipula dans un protocole du 3 juillet 1877.

30. La position prise par les représentants de l'Allemagne dans ce protocole est définie avec concision dans une lettre adressée aux Taimua et Faipule par le capitaine Hassenpflug, et le Consul T. Weber, datée d'Apia, le 24 mai 1877.

31. Le 17 janvier 1878, un traité fut signé entre les deux gouvernements de Samoa et des Etats-Unis d'Amérique.

32. Quand le traité ratifié arriva à Apia par le navire de guerre américain « Adams », les représentants allemands crurent nécessaire

de réclamer les droits de la nation la plus favorisée, qu'ils affirmaient avoir été, par le protocole déjà cité, garantis à l'Allemagne.

33. Le consul allemand affirmait que, dans le traité de commerce conclu avec les Etats-Unis, des privilèges avaient été accordés à une autre nation en violation des termes de l'art. 4 du protocole. L'objection soulevée par le consul allemand était fondée sur les termes de l'art. 5 du traité américain.

34. Ne recevant pas de réponse satisfaisante du gouvernement de Samoa, les ports de Saluafata et Fulcalili furent saisis par l'autorité allemande, et le gouvernement impérial notifia sa détermination de maintenir cette saisie jusqu'à ce que des garanties fussent données pour la conclusion d'un traité entre l'Allemagne et les Samoa sur le pied de la nation la plus favorisée.

35. Ce traité fut, après quelques difficultés, finalement conclu le 24 juin 1879. Entre autres choses, le traité stipulait (article 5) l'exercice de certains privilèges exclusifs de l'Allemagne dans le port de Saluafata. Il contenait aussi un arrangement relatif à la terre, dans les termes suivants :

« On maintient en la tranquille possession des sujets allemands toutes les terres situées aux Samoa et qu'ils ont jusqu'ici achetées aux habitants des Samoa régulièrement et conformément à la coutume en vigueur à l'époque; et toute action future relative à ces terres est par conséquent rendue impossible par la confirmation que donne le gouvernement des Samoa à la qualité de propriétaires des sujets allemands. » (On peut se demander si cette traduction de l'original allemand est correcte, mais c'est la traduction donnée par M. Weber, qui était à l'époque à la fois consul allemand et représentant de MM. Godefroy, et qui, siégeant en qualité de juge, se mit sur le champ en devoir d'agir en conformité).

36. Beaucoup de jalousie naquit par suite des privilèges exclusifs accordés à l'Allemagne en ce qui concerne le port de Saluafata, et les habitants de Samoa furent amenés à écouter une plainte semblable à celle si récemment formulée par les représentants allemands, à savoir que l'art. 5 du traité allemand violait les dispositions de l'art. 6 du traité américain.

37. Les résidents anglais et américains furent profondément troublés par la supposition que les sujets allemands, c'est-à-dire, en fait, la maison de MM. Godefroy, s'étaient assuré la possession sans enquête de toutes les terres réclamées par eux.

38. Comme beaucoup des terres ainsi réclamées étaient, et sont encore disputées par d'autres nationaux à des titres aussi bons ou meilleurs que ceux des Allemands, ce sentiment d'irritation n'était, peut-être, pas contre nature. Un traité avec la Grande-Bretagne, conférant à celle-ci les avantages de la nation la plus favorisée, fut conclu le 28 août 1879.

39. Il est bon de noter que, dans toute la correspondance officielle relative à la période et aux événements en question, le gouvernement allemand se déclarait seulement anxieux d'acquérir « des droits égaux » à ceux des autres nations aux Samoa, afin de sauvegarder « les droits acquis de ses sujets » contre les mesures arbitraires d'une politique influencée par des spéculateurs.



40. Au Reichstag, le 13 juin 1879, M. de Bülow, en soumettant le traité avec Samoa à l'approbation de la Chambre, fit la remarque suivante : « Nous ne voulons point fonder de colonie en ce pays, nous ne voulons pas avoir de monopole envers et contre d'autres, nous voulons uniquement établir, autant qu'on le peut faire, que la navigation allemande et le commerce allemand ont là le bon droit et l'égalité de droit. »

41. Peu après la conclusion du traité avec l'Allemagne, les îles furent troublées par la guerre civile, qui prit fin partiellement au mois de décembre 1879, grâce à l'influence des puissances unies par traités, mais surtout grâce aux démarches actives du Capitaine Deinhardt, du navire de Sa Majesté Impériale allemande « Bismarck », agissant dans l'intérêt et à la requête des représentants de l'Angleterre et des Etats-Unis, aussi bien que de ceux de l'Allemagne.

42. Malietoa Talavoa fut alors reconnu et déclaré roi « à vie », et Malietoa Laupepa fut nommé régent.

43. Il est peut-être bon d'établir ici que, dès 1873, ce qu'on appelait le gouvernement de Samoa se composait de deux Conseils, nommés respectivement les Taimua et Faipule.

44. Ces Conseils existaient à l'époque de la première visite du colonel Steinberger en 1873.

45. Quand celui-ci revint de Hambourg, en 1875, on augmenta, sur sa prière, le chiffre des chefs représentants, on réorganisa jusqu'à un certain point le gouvernement, et on choisit comme roi le chef Malietoa Talavoa. Le colonel Steinberger devint premier ministre.

46. Ce gouvernement, cependant, fut dissous en février 1876, quand, à la prière du Consul américain Forster et du roi Malietoa, le Premier Ministre, colonel Steinberger, fut emmené de Samoa par le capitaine Stevens, du navire de Sa Majesté « Barraconta ».

47. Le roi Malietoa fut peu après déposé par les amis du Colonel Steinberger, et un gouvernement sans tête fut institué par les chefs qui se décorèrent du nom de Taimua et Faipule.

48. Ce fut avec ce gouvernement, sans le concours du roi Malietoa et du fort parti qui le suivait, que le traité allemand-samoën fut conclu.

49. En mars 1879, les Taimua et Faipule se mirent dans les mains du général J.-J. Bartlett, désigné dans les papiers officiels de Samoa comme « gentleman des Etats-Unis d'Amérique ». Ses rapports avec le gouvernement donnèrent lieu à quelques difficultés, mais furent de peu de durée.

50. Le traité anglo-samoën fut conclu avec le gouvernement de Malietoa, qui s'établit bientôt au pouvoir.

51. Dans cette affaire, Sir Arthur Gordon, représentant le gouvernement de Sa Majesté, demanda leur avis aux différents fonctionnaires consulaires en résidence à Apia, aux officiers des navires anglais, allemands et américains qui étaient dans le port, et au Député commissaire de Sa Majesté faisant autrefois fonction de consul, et tous unanimement l'infirmèrent qu'à leur avis Malietoa avait droit à être reconnu comme roi *ipso facto*, et était en position de conclure des engagements par traité avec la Grande-Bretagne.

52. Malietoa fut généralement reconnu comme le chef auquel sa nais-

sance et son autorité actuelle donnaient le plus de titre à être roi. Il fut en conséquence proclamé, et sacré roi à Mulinuu, le 24 mai 1879.

53. Cette position, comme il est établi ci-dessus, fut ensuite confirmée par l'influence et l'autorité des trois puissances liées par traité, en décembre 1879 (voir articles d'un arrangement signé par les partis indigènes rivaux à bord du navire de Sa Majesté Impériale « Bismarck », le 23 décembre 1879, et attesté par le capitaine Deinhardt, le capitaine Chuden et le consul Weber).

54. Les partis opposés à Malietoa renièrent peu après les obligations que leur imposait l'arrangement dont il vient d'être parlé, et, jusqu'au milieu ou à la fin de juin 1880, l'île d'Upolu fut le théâtre de luttes et de désordres incessants.

55. Pour la plus grande sécurité de la vie humaine et des propriétés, pendant que continuaient les hostilités, les parties belligérantes avaient déjà conclu un accord avec les consuls étrangers pour délimiter et respecter un territoire neutre dans Apia et alentour. Cet accord fut conclu le 29 mai 1879.

56. Le 24 mars 1880, les représentants étrangers se mirent d'accord avec le roi Malietoa pour la constitution d'un conseil exécutif du gouvernement samoën.

57. Cet accord ne fut pas, cependant, confirmé par les puissances liées par traités. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique fut d'avis qu'un conseil de la nature proposée exercerait une influence tellement prépondérante sur les Samoëns, sur les dignitaires de Samoa, qu'en fait ce serait faire reposer le gouvernement des Iles sur les trois puissances, lesquelles seraient représentées par le Conseil exécutif.

58. Pendant 1880, les factions indigènes ennemies à Samoa cessèrent à peine leurs querelles, et de petits conflits se présentèrent fréquemment.

59. Le roi Malietoa mourut le 7 novembre 1880, et, le 13 du même mois, les consuls écrivirent aux deux partis en guerre, leur proposant la fin des hostilités.

60. Le parti du roi accepta ces propositions, les autres refusèrent.

61. En mars 1881, Malietoa Laupepa, le vice-roi, fut désigné comme roi, tandis que les chefs du parti opposé protestèrent et déclarèrent qu'ils avaient choisi Tamasese, chef de la famille Tupua.

62. Tamasese ne fut pas reconnu par les consuls, et le 28 avril Malietoa Laupepa fut reçu par le capitaine de la corvette allemande « Herthe » à son bord, et salué roi.

63. Le 12 juillet 1881, un arrangement de paix fut signé par les deux partis indigènes à bord du vaisseau des Etats-Unis « Lackawanna ».

64. La paix fut ensuite proclamée, et Malietoa accepté comme roi, avec Tamasese comme vice-roi.

65. Deux jours après, plusieurs luttes individuelles eurent lieu à Apia entre les chefs des partis du roi et du vice-roi. Les agents de police municipaux furent grièvement blessés. L'ordre fut temporairement rétabli par une troupe armée rapidement débarquée de la canonnière allemande « Mow ».

66. Après bien des troubles, un nouveau gouvernement fut inauguré à Mulinuu, le 12 juillet 1882.

67. Tout le corps consulaire était présent, et la réunion fut considé-

rée comme « parfaitement représentative ». Malietoa Laupepa et Tamasese furent de nouveau salués comme roi et vice-roi. Neuf lois ou règlements furent élaborés par ce gouvernement, et des copies en furent envoyées aux Consuls.

68. A l'exception de petites difficultés et de bruits de divisions parmi le peuple, les choses furent plus calmes jusqu'au milieu de 1883.

69. En juillet 1883, le roi Malietoa se plaignit que la famille Tupua (Tamasese) complotât de nouveau, et demanda avis et aide aux Consuls.

70. Les Consuls promirent leurs bons offices, le Consul allemand en exercice von Cœrten déclarant avoir pour instructions « que, tant que Malietoa observerait les arrangements conclus et ne provoquerait pas la guerre, il le soutiendrait, par la force, s'il était nécessaire ».

71. Le 29 septembre 1883, un accord fut signé entre le gouvernement de Samoa et les représentants étrangers, protégeant (prolongeant ?) pour une période indéfinie la Convention municipale du 2 septembre 1879.

72. A cette époque, et grâce à une série de circonstances, les rivalités commerciales et politiques aux Samoa et dans le Pacifique se rallumèrent en général ardemment.

73. Pour des raisons qui ont été expliquées par le gouvernement impérial allemand, son Consul général à Samoa avait, le 10 novembre 1884, conclu une Convention avec le gouvernement Samoën portant création d'un conseil samoën allemand de gouvernement.

74. Le roi Malietoa se refusa ou faillit à l'exécution des termes de cette convention.

75. Sur d'autres points aussi, le roi Malietoa offensa le Consul général allemand, qui, le 23 janvier 1885, en manière de « représailles », saisit ou empêcha les droits souverains du roi Malietoa dans et sur Apia, et hissa le pavillon impérial allemand sur la pointe Mulinuu.

76. Les raisons données de cette conduite du consul général allemand se trouvent dans les annexes qui comprennent les copies de communications de ce fonctionnaire au roi, aux consuls résidant et au peuple de Samoa.

77. Contre la conduite du consul allemand protestèrent sur le champ les consuls anglais et américain.

78. Peu de jours après ces événements, Tamasese, vice-roi et chef du parti Tupua, annonça qu'il s'était séparé du gouvernement. Son parti lança une proclamation, hissa un drapeau, et se mit en état de rébellion.

79. Après un délai de douze mois, pendant lequel les rapports de tous les partis furent très tendus, le roi Malietoa, par suite de la pression exercée sur lui par M. Weber, fut amené à s'éloigner de Mulinuu. Il hissa alors son pavillon à Apia, dans les limites de la zone neutre gouvernée par la municipalité d'après la convention du 2 septembre 1879.

80. Le pavillon fut enlevé de cet endroit par une troupe de matelots armés débarquée du navire de guerre de Sa Majesté Impériale allemande « Albatros », le 23 janvier 1886.

81. Cet acte souleva à nouveau les protestations des consuls anglais et américain.

82. Au départ du roi et de son peuple de Mulinuu, et à la saisie de ce point par M. Weber pour la compagnie qu'il représentait, tout le pays devint plus troublé que jamais. Le roi Malietoa, ne réussissant pas à



hisser son pavillon à Apia, établit son gouvernement dans un village à un mille ou deux à l'ouest de cette place. Les Tamasese, ou parti Tupua, avaient déjà hissé leur pavillon et fixé leurs quartiers à Leulumœga.

83. Le 28 avril 1886, l'amiral Knorr, commandant une escadre allemande de trois bâtiments, arrivait à Apia, quand on espérait qu'on en arriverait à une meilleure entente.

84. D'après des informations officielles et autres, il paraissait que l'amiral ne reconnut en aucune façon le roi Malietoa et son gouvernement.

85. Le 16 du mois, l'escadre partit pour le nord du Pacifique.

86. Le 13, cependant, Malietoa, alarmé de l'appui qu'il croyait fourni par les autorités allemandes au chef de l'opposition, Tamasese, s'était adressé au consul des Etats-Unis pour avoir aide et protection.

87. Cette requête fut bien accueillie par M. Greenebaum, consul des Etats-Unis ; le 14, il écrivit une note qui, par suite de retard dans l'impression ou pour quelque autre cause inexpiquée, ne semble pas avoir été publiée avant le 16.

88. Le 16, après que l'escadre allemande eut quitté le port d'Apia, le consul des Etats-Unis hissa le pavillon samoen aux couleurs américaines, comme marque qu'il avait, au nom de son gouvernement, établi un protectorat sur les Samoa.

89. Le même jour où partit la flotte allemande, arriva le vaisseau de Sa Majesté Britannique « Diamond », et le 20, le navire de guerre américain « Mohican » jeta aussi l'ancre à Apia.

90. Les complications étaient alors de jour en jour plus aiguës. En conséquence, au consulat anglais, le 25, eut lieu une réunion à laquelle le capitaine Clayton, du navire de Sa Majesté Britannique « Diamond », et le capitaine Day, du navire américain « Mohican » assistèrent, ainsi que les consuls d'Angleterre et d'Amérique.

91. Il fut alors convenu que les deux consuls iraient sur le « Mohican » à Leulumœga, et essaieraient d'arriver à une réconciliation avec Tamasese, ou d'obtenir de lui qu'il fit la paix.

92. Tamasese se conduisit avec rudesse, et refusa péremptoirement de recevoir des avis.

93. Malietoa se prépara alors ouvertement à la guerre.

94. Les factions armées étaient maintenant à portée des coups l'une de l'autre, bien que, par suite de l'incessante persuasion exercée sur lui par le consul anglais, Malietoa gardât ses forces dans son camp.

95. Le roi déclara aux deux consuls que le parti rebelle avait été reconnu par les autorités allemandes, et que le pavillon allemand flottait sur Apia, tandis que le consul allemand maintenait par la force abattu le sien (celui du roi). Il désirait, ajoutait-il, « en finir sur le champ ».

96. D'autres réunions furent tenues entre les consuls, quand le consul général allemand reconnut heureusement combien il était peu désirable de pousser les choses à l'extrême.

97. Le pavillon allemand fut donc amené, les scellés sur la municipalité d'Apia levés, et une proclamation collective fit savoir que ni les consuls, ni leurs gouvernements, ne reconnaissaient ni n'avaient reconnu en aucune façon Tamasese comme roi de Samoa.

98. Mais, malgré ces mesures réparatrices, le roi déclara qu'il atta-

querait les « rebelles », s'ils n'étaient pas retournés dans leurs foyers dans un délai de 5 jours qui finirait le 2 juin.

99. Le 29 mai, le consul général Stuebel, conformément à une promesse faite à ses collègues, visita personnellement le chef Tamasese, à Aana, dans l'intention de l'amener à retirer ses forces et à s'abstenir de la guerre. Le résultat de cette entrevue fut communiqué au consul américain dans une lettre datée du 30 mai.

99 bis. Le 8 juin, les « Représentants de Malietoa et de son gouvernement » et les « Représentants de Tamasese et de son parti » signèrent, à bord du navire des Etats-Unis « Mohican », un accord de paix perpétuelle, portant que les deux parties vivraient « en amitié et relations cordiales », et que « toutes les forteresses seraient détruites » et que « aucun Samoën ne porterait d'armes à feu ». Depuis cette date une paix armée a existé, les deux partis achetant, surtout à crédit, toutes les armes et les munitions disponibles.

100. Le pavillon des Etats-Unis resta hissé pendant quelque temps. Il fut abaissé — ou, pour parler peut-être plus correctement, non hissé — le 24 août 1886, date depuis laquelle le pavillon du roi Malietoa a flotté au sommet des « Bureaux du gouvernement » à Apia.

101. Maintenant que nous avons tracé une esquisse de l'histoire politique de Samoa, il sera bon de donner quelques renseignements au gouvernement de Sa Majesté Britannique sur le caractère et les aptitudes du peuple de Samoa.

102. On a décrit les indigènes comme « une race belle, forte, de couleur légèrement brune. Ils sont dociles, véridiques, hospitaliers, et sont animés et vivants dans leurs conversations entre eux, et dans leurs entretiens avec les étrangers ils sont excessivement courtois et polis. Ils ont différentes façons de saluer, correspondant au rang social de la personne à qui ils s'adressent. Par exemple, en s'adressant à des chefs ou à des étrangers distingués, ils usent de l'expression « Lau, Afio », ou « Votre Majesté ». En parlant à des chefs de rang plus bas, « ils disent « Lau Susu » ou, comme nous dirions « Votre Seigneurie ». Mais on dit que « aucun chef, si haut que soit son rang, ne paraît avoir d'autorité en dehors de sa propre famille; et s'il offense sa famille, il n'est pas rare qu'on lui enlève son nom et qu'on donne son titre à un autre membre de sa famille. En dehors de sa famille, un chef ne peut dire à aucun homme : « fais ceci », car l'homme ne le fera que s'il le veut bien. Tant qu'un indigène, cependant, porte le titre de la famille, tous, même ses ennemis et ses rivaux, lui parleront dans la forme particulière de respect dont on use avec les chefs seulement, et dans toutes les occasions publiques le recevront avec les égards dus à son nom plutôt qu'à son rang. Au commencement d'une assemblée publique, on perd souvent des journées et on prononce d'interminables discours avant d'arriver à établir celui auquel son nom donne droit de faire le premier discuter sur la question qu'on s'est réuni pour considérer. »

103. La seule objection que je fasse à l'exactitude de cette peinture se rapporte au mot « véridique ».

104. Le peuple de Samoa est facile à exciter, grand parleur, crédule, très enclin au mensonge et à la propagation de bruits faux ou extravagants.

105. Jusqu'à un certain point, ils sont voleurs d'instinct, et dans bien des cas ils le sont par nécessité. Ils sont extrêmement paresseux, dévorés d'une jalousie mutuelle et du souvenir de leurs anciennes querelles, portés aux expressions sonores et aux promesses creuses, amis des nouveaux visages, et accessibles aux influences de tout coquin ou aventurier payant de mine qui se présente chez eux. Comme peuple, ils sont incapables d'unité d'action. Ils n'ont aucune conception de l'usage ou de la valeur de l'opinion publique qui se déclare par une majorité de voix.

106. Après des discussions publiques, la minorité ne se soumet pas, même tacitement, aux décisions de la majorité. Elle se retranche sur le champ dans une opposition amère, latente ou active. Si elle est assez forte ou assez téméraire pour en venir sur le champ à l'*ultima ratio*, la guerre est déclarée, quelques individus sont massacrés de chaque côté, et quelques acres de terres de plus (vendus pour acquérir des munitions et des armes) passent aux mains des étrangers résidant. Considérée au point de vue politique, on ne peut découvrir dans la race de Samoa aucune homogénéité.

107. M. Maudslay, dans son Mémoire déjà cité, dit :

« Les soi-disant gouvernements, qui ont existé depuis que je connais Samoa, n'ont fait absolument rien pour se donner droit au nom de gouvernements, leur seule prétention à ce titre étant qu'ils ont occupé Molinun-Point, et qu'ils ont, en conséquence, visité et reçu les consuls étrangers et les commandants des navires de guerre.

« Ils n'ont levé aucun impôt, à moins qu'une souscription faite par un village ami, pour acheter des armes, ou pour aider à payer une indemnité levée par le capitaine d'un vaisseau de guerre étranger, ne puisse être appelée un impôt.

« Ces soi-disant gouvernements n'ont pas davantage essayé l'administration de la justice, excepté dans quelques cas, sous la vigoureuse pression des consuls étrangers. Quant à faire et entretenir des routes, et améliorer les moyens de communication, jamais ils n'ont songé à pareille chose.

« L'industrie de la population blanche est très gravement entravée par les déprédations des naturels, et la seule réparation qu'on puisse obtenir est, occasionnellement, la levée par force d'une amende par le commandant d'un navire de guerre, et l'espoir d'obtenir ces compensations pousse les blancs sans scrupules, bien au courant du pays, à confectionner des plaintes syndiquées qui, s'appuyant sur quelques faits réels, ne sont pas aisément mises en défaut. »

108. La situation à Samoa ne s'est pas améliorée depuis 1880, époque où furent écrites les remarques précédentes.

109. Le grand objet d'un parti samoen, quand il cherche à grandir, est d'intriguer pour avoir des secours étrangers; de là une grande partie des troubles qui se sont produits.

110. J'ai, dans une occasion précédente, exprimé l'opinion que, s'ils ne sont aidés, « les naturels de la Polynésie ne sont capables ni de constituer, ni de maintenir une forme quelconque de gouvernement digne de ce nom, et que toute tentative dans ce sens ne fait que leur fournir une occasion de difficultés avec les puissances étrangères, et d'embarras avec des spéculateurs particuliers et de bas aventuriers. »

111. J'ai aussi rapporté, pour l'information du gouvernement de Sa Majesté Britannique, que, par suite des conditions contenues dans les divers traités formés avec les puissances étrangères, on ne pouvait lever des revenus en rapport avec des desseins d'administration, et qu'aucun gouvernement local ou indigène digne d'être reconnu n'était possible.

112. Mes dernières observations personnelles à Samoa ont confirmé ces opinions.

113. Il peut être bon, pour la facilité de l'étude, de classer en deux chapitres les intérêts engagés :

- 1<sup>o</sup> Intérêts territoriaux ;
- 2<sup>o</sup> Intérêts commerciaux et maritimes.

## INTÉRÊTS TERRITORIAUX

### a) *Intérêts territoriaux allemands.*

114. Des informations que m'a fournies le consul général à Apia, il ressort que, sans parler des prétentions moins importantes de petits colons allemands, celles que soulèvent la Compagnie allemande de commerce et de transit, M. T. Weber et M. D. Wulff, s'étendent à une superficie de 133,422 acres, et, à l'exception d'un seul lot de terres à Savaï (30,000 acres), sont renfermées dans l'île d'Upolu.

115. La surface des propriétés moins importantes auxquelles il a été fait allusion est d'environ 2,000 acres.

116. La surface totale des propriétés allemandes revendiquées est donc de 135,422 acres. Les plans fournis par le consulat allemand n'indiquent pour Upolu qu'une surface de 81,000 acres, et pour Savaï de 30,000 ; les 24,000 acres qui restent n'y figurent pas.

117. Le document ci-annexé donne, sous forme de tableau, les noms et les surfaces totales des terres actuellement occupées. Il indique aussi la nature de la culture, le bétail et le nombre des ouvriers employés (1).

La superficie totale des terres en valeur est évaluée à 7,985 acres.

118. De ces plantations, Vaïble et Uluuapu sont les plus avancées.

119. La première contient 803 ares de cocotiers en pleine production et 800 de jeunes arbres qui n'ont pas encore produit.

120. A Utamapu, endroit agréablement situé, à 900 pieds au-dessus du niveau de mer, il y a une plantation de café de 900 acres en pleine production.

121. Le produit est, dit-on, d'environ 80 boisseaux à l'acre. Pour le moment, la plantation peut être regardée comme une expérience intéressante qui mérite d'être tentée à nouveau, mais on ne peut pour ainsi dire pas se montrer satisfait.

122. Il y a deux grandes plantations de coton de 677 et 436 acres respectivement, et trois petites d'un total de 95 acres.

123. Les plantations vivrières sont estimées à 336 acres. En déduisant le terrain indiqué comme « pâturages » de la surface totale plantée et récemment défrichée pour être plantée, nous avons une surface de

(1) Voici ce tableau résumé :

Planté en noix de coco . . . . .	5,411 acres
Diverses autres (coton, tabac) . . . . .	2,674 —
Bétail (têtes) . . . . .	1,364 —
Travailleurs . . . . .	927 —



6,770 acres, desservie par un corps de 927 travailleurs, soit environ un homme pour 7 acres.

124. La valeur totale des terres, constructions et bétail, est fixée à 588,000 dollars = 117,600 l. Le rapport de la plantation et de la vente du bétail a monté l'an dernier à 94,000 dollars = 18,980 l.

125. En considérant ces produits, une seule observation se présente à moi, c'est que les plantations semblent estimées à leur plus grande valeur productive. Mais je ne vois pas de raison pour ne pas accepter d'une façon générale ces déclarations.

126. Outre la propriété ci-dessus indiquée, il y a les constructions à Apia qui, avec le matériel, sont évaluées à 181,600 dollars = 36,320 l. Cette évaluation qui, après une observation sommaire, me semble pouvoir être acceptée sans objection, est donnée dans le rapport consulaire allemand. La valeur des constructions et du matériel représente probablement les sommes d'argent engagées plutôt que la valeur actuelle de ces propriétés.

#### *b. Intérêts territoriaux anglais.*

127. De terres cultivées et mises en valeur, les sujets anglais en ont comparativement peu.

128. Il y a beaucoup de petits lots de terre, cultivés d'une manière passagère et légère, desquels on ne peut tenir compte pour établir une comparaison, car ils sont entièrement balancés par les petites propriétés allemandes, sur lesquelles ce rapport ne contient pas de détails.

129. Les plus grands détenteurs de terre anglais aux Samoa sont MM. Mc. Arthur et Cie, d'Auckland (Nouvelle-Zélande) qui, par suite de diverses circonstances, ont été forcés de prendre en paiement des terres (ou plutôt les titres de vente qui les représentent).

130. Leurs droits s'étendent sur presque toute l'île de Savaï, et comprennent une superficie estimée à 281,600 acres, dont environ 10,000 sont disputés par la Société allemande de commerce et de plantation.

131. La mise en culture d'une partie de ces terres a, on l'affirme, été récemment commencée.

132. A Magia, dans l'île d'Upolu, la Compagnie a 700 ou 800 acres, où la culture a un caractère satisfaisant.

133. La totalité des terres réclamées par cette maison anglaise est donc (sans parler de ses propriétés à Apia) d'environ 282,000 acres.

#### *c) Intérêts territoriaux américains.*

134. Si on met à part, comme dans les deux cas précédents, les petites surfaces revendiquées ou occupées par des citoyens américains, il reste les revendications de la compagnie territoriale de la Polynésie centrale, de San-Francisco.

135. Ces revendications sont plus particulièrement spécifiées dans une cédule que m'a remise M. G.-T. Sherwood, sujet anglais, lequel les a acquises par voie d'achat.

136. Les terres décrites dans les actes qu'énumère cette cédule sont situées dans les îles d'Upolu, Savaï et Tutuila respectivement, et leur surface totale est évaluée à 276,000 acres.

137. Aucune partie de ces terres n'est mise en valeur ni occupée, et, en bien des endroits, les revendications américaines se rencontrent avec

celles de MM. Mc. Arthur et de la Compagnie allemande de commerce et de plantation.

138. En calculant d'après ces chiffres on arrive aux résultats suivants :

	Acres	Acres
La superficie totale des terres aux Samoa, telle qu'elle est établie au paragraphe 21 du présent rapport (à l'exception des petits îlots), se monte à . . . . .		670.720
De cette superficie il est réclamé par		
a) Les Allemands. . . . .	135.122	
b) Les Anglais. . . . .	283.600	
c) Les Anglo-américains. . . . .	276.000	694.722
Déficit. . . . .		24.002

139. On verra ainsi que, en dehors de toute mise en valeur, en s'en tenant à la simple question des intérêts territoriaux revendiqués, tels qu'ils ressortent de documents qui semblent être des actes de vente, ceux des sujets allemands sont comparativement faibles.

140. On concevra aussi sans difficulté que, pour ce qui est des accusations portées contre les indigènes de marauder, de voler les noix, les fruits à pain, etc.; il peut arriver que les indigènes doivent ou « marauder » et « voler », ou mourir.

141. L'idée peut aussi se présenter qu'il y a eu quelque « vol » de l'autre côté. Les gouvernements des revendiquants devraient, je soumets respectueusement cette idée, désigner sans délai des commissaires, des hommes compétents et indépendants, pour décider des revendications de terre aux Samoa et tirer les malheureux naturels d'une situation à laquelle on ne peut penser sans pitié.

142. La position prise par les sujets allemands dans cette question est:

a) Qu'ils ont presque seuls mis de grosses sommes d'argent à l'achat et à la mise en valeur des terres revendiquées par eux ;

b) Que la majeure partie des terres acquises par eux furent achetées avant la date du traité du 24 janvier 1879 ;

c) Que ces acquisitions furent généralement, sinon toujours, indiquées, et que des écriteaux furent fixés aux arbres pour avertir que la terre était la propriété de sujets allemands.

143. En ce qui concerne les mises en valeur, on ne peut nier la solidité de cette position. Mais quant au montant du capital employé à l'acquisition des terres, il n'y a pas lieu de supposer que la « compensation » payée par les Allemands ait été plus proportionnée que dans le cas d'acquisitions faites par les sujets d'une autre nation.

144. La réponse aux dernières propositions est que, la terre eût-elle été achetée avant la date du traité en question, la vente a souvent été faite par ceux qui n'y avaient aucun droit, ou qui n'avaient qu'un droit incomplet ; que cette terre ne fut pas, en général, aliénée conformément à une « loi coutumière » Samoane connue et que, dans la majorité des cas, la transaction ne fut « régulière » en aucun sens ; que, comme les Samoans ne parlent ni ne lisent l'allemand, les écriteaux en question (toujours en allemand) n'avaient, comme écriteaux, ni valeur ni effet.

145. Il a déjà été dit qu'il existe beaucoup de conflits de revendications de terres entre les sujets américains, anglais et allemands.

146. Mais même si on fait une déduction de 24,000 acres pour apaiser ces conflits, c'est-à-dire une surface égale au déficit dont il a été parlé ci-dessus, il ne reste toujours pour les naturels aucune partie du sol.

147. Le Rev. P. Didier, missionnaire catholique romain, m'a informé que sur les terres de sa mission, à Apia, ne restaient pas moins de 270 naturels, qui, ayant été exclus de leurs terres héréditaires, n'avaient plus à eux d'endroit où vivre. Comme ni les missions catholiques romaines ni les protestantes ne peuvent prendre soin de tous les naturels qui sont en train de perdre leurs terres, l'avenir des Samoans est extrêmement sombre.

#### MUNICIPALITÉ D'APIA

148. Le tableau ci-dessous qui est une copie du rôle de l'impôt de la municipalité d'Apia pour l'année présente (1886), donne une valeur comparative de la propriété possédée à Apia par des étrangers, et aussi le nombre et la nationalité des propriétaires.

Nationalité.	Valeur de la propriété.	Nomb. des étrang.
Allemands .....	163.280 dollars	12
Anglais .....	53.920	38
Américains .....	37.560	17
Autres nationalités....	16.440	9
	<u>271.200</u>	<u>76</u>

149. La taxe municipale est de 1 % de la valeur imposée de la propriété (règlement municipal, n° 33).

150. Le total des taxes levées, qui est de 271,200 dollars, se décompose comme suit :

	Dollars.
Allemands .....	163.280
Anglais .....	53.920
Américains .....	37.560
Autres nationalités .....	16.440
TOTAL .....	<u>271.200</u>

151. Comme on le voit, la valeur de la propriété allemande dans la municipalité est plus grande que celle de toutes les autres nations réunies, les chiffres étant respectivement de 163,280 et 107,920 dollars.

#### COMMERCE

152. Grâce à la rivalité des commerçants allemands et anglais aux Samoa, où chacun des deux partis grossit ses propres affaires et déprécie celles de l'autre, la question du commerce aux Samoa est pleine de difficultés.

153. Les deux arguments les plus inadmissibles sont :

a) Que les commerçants anglais persistent à donner comme la preuve des intérêts directs des Anglais aux Samoa toutes les importations de manufactures d'origine anglaise, n'importe par qui et sur quels bâtiments elles sont importées ;

b) Et que les commerçants allemands persistent à donner comme produits samoans, et par conséquent comme preuve des intérêts allemands



aux Samoa, tout produit des îles de la mer du Sud transbordé aux Samoa, n'importe d'où il soit amené.

154. Les archives du consulat anglais ne donnent pas de détails suffisants pour qu'on puisse absolument connaître les importations et les exportations anglaises au compte des commerçants anglais du pays.

155. Autant qu'on peut le savoir par ces archives, le tableau suivant indique le chiffre du commerce des sujets anglais du pays pendant les trois dernières années :

	Importation.	Exportation.	Total.
	— £	— £	— £
1883.....	9.103	1.180	10.283
1884.....	10.982	2.005	12.987
1885.....	27.733	8.767	36.500

156. Pendant les six premiers mois de 1886, les importations des commerçants anglais se sont élevées à 15,129 l., et les exportations à 2,721 l.

157. Mais on ne peut prétendre que ces tableaux donnent le degré d'information désiré. Il semble que la plus grande partie du commerce anglais avec les indigènes se fasse au comptant, et on ne peut se procurer d'état qui donne la valeur des remises au comptant et des traites. Cette circonstance (jusqu'à un certain point confirmée par les rapports consulaires allemands, qui insistent sur le taux élevé de l'escompte que les petits commerçants anglais sont forcés de payer pour les traites à la Compagnie commerciale allemande) sert à expliquer l'écart entre la valeur des importations et des exportations anglaises.

158. Le mouvement de la navigation anglaise pour les années 1882, 1883 et 1884, est le suivant :

	Tonnes.
	—
1882 . . . . .	3.000
1883 . . . . .	5.000
1884 . . . . .	12.000

159. L'état du commerce allemand, tel que le donnent les rapports officiels du consulat allemand à Apia pour 1885, est indiqué dans le tableau suivant :

Année 1885.	C <sup>e</sup> commerciale allemande.	Ruge et C <sup>e</sup> .	Total.
	—	—	—
Importations..	1. 50.124	1. 6.200	1. 56.324
Exportations..	43.890	15.000	58.890
Total ....	94.014	21.200	115.214

160. Ces chiffres comprennent les importations pour l'approvisionnement des centres de commerce « aux Samoa et dans les îles adjacentes », par quoi il faut entendre toutes les îles au sud de l'Equateur.

161. De la même façon les exportations comprennent tous les produits des Samoa et des îles adjacentes (à l'exception des Tonga, Fidji et Salu), produits qui, dans le détail, se sont élevés à :

Copra des Samoa et des îles adjacentes. . . . .	147.742 dollars.
Coton des Samoa . . . . .	71.089
Tabac. . . . .	102
Fungus. . . . .	817
Total des exportations de la C <sup>ie</sup> allemande de commerce et de plantation. . . . .	219.450
Total des exportations de Ruge et C <sup>ie</sup> (1). . . . .	75.000
Total . . . . .	294.450

Ce qui, à 5 dollars par livre sterling, donne 58,890 l.

162. Il est, cependant, déclaré aux Samoa, par l'autorité compétente, et je le crois volontiers, qu'à la sortie, pas plus d'un tiers du copra exporté par les maisons allemandes n'est produit aux Samoa, le reste étant amené à Apia pour être transporté de pays largement dispersés désignés sous le nom de « îles adjacentes ».

163. J'ai essayé, mais sans succès, d'obtenir des maisons allemandes le détail de leur commerce avec les autres îles.

164. Déduction faite de 148,794 dollars ou 29,758 livres, comme la valeur des deux tiers du copra embarqué aux Samoa pour le compte des allemands, et comme n'étant pas le produit du pays, mais y étant simplement en transit, la valeur actuelle des exportations samoano-allemandes en 1885 atteindrait une somme d'environ 29,132 l.

165. C'est plus de trois fois la valeur des exportations anglaises, sans parler de la valeur du numéraire ou des traites (qui reste une quantité inconnue), envoyés pendant la même année.

166. La valeur du copra dans le compte des Allemands est calculée au prix de 2 1/2 cents par livre, ou environ 11 l. 4 shillings par tonne.

167. Cette valeur est trop élevée, la valeur moyenne du copra aux îles Samoa, Tonga et Fidji n'étant pas de plus de 9 l. 10 shillings.

168. En tous cas, cependant, il reste toujours que le commerce allemand aux Samoa est de beaucoup plus considérable que le commerce anglais.

169. Il est déclaré par le consulat allemand que des importations allemandes seulement 22 à 25 0 0 sont d'origine allemande. Le reste est de production anglaise et américaine.

170. Ainsi en 1883, sur une importation totale, faite par la C<sup>ie</sup> Allemande de commerce et de plantation, se montant à 174,773 dollars, l'origine et la valeur étaient :

Allemandes. . . . .	64.668 dollars.
Anglaises . . . . .	55.206
Américaines . . . . .	54.899
Total . . . . .	174.773

171. Les résidents à Apia, y compris, jusqu'à ces derniers temps, les consuls Anglais et Américains, prennent en considération ces derniers articles quand ils parlent des intérêts commerciaux de leurs pays respectifs aux Samoa.

172. Les manufacturiers anglais et américains ont, sans aucun doute, un grand intérêt indirect aux Samoa, puisqu'une maison allemande

(1) Copra seulement.

établie dans ce pays achète annuellement 10,000 livres sterling de marchandises.

173. Mais il faut reconnaître que leur intérêt direct cessera du jour où la maison allemande aura payé ces marchandises.

174. Le tableau suivant montre le mouvement de la navigation allemande dans le port d'Apia en 1885.

Indication du vaisseau.	Nombre.	Entrées.	Tonnage.
Allant à l'étranger . . . . .	18	18	8.827
Employés dans le Pacifique. .	17	110	4.758
Côtières aux Samoa . . . . .	2	59	1.003
Total . . . . .	37	187	14.588

175. Les bâtiments suivants sont aussi arrivés, affrétés par des Allemands :

	Nombre.	Entrées.	Tonnage.
Anglais . . . . .	4	9	414
Américains . . . . .	1	1	296
Danois . . . . .	1	1	368

176. Un regard jeté sur le chiffre du tonnage, énorme pour un si petit port, en comparaison des exportations de celui-ci, montrera que beaucoup de bâtiments s'en vont vides, ou du moins en partie.

177. Le port d'Apia, comme il a été dit précédemment, est le point central dans le Pacifique du commerce allemand, et ainsi l'état de la navigation allemande dans cet endroit n'est pas absolument lié aux intérêts allemands aux Samoa.

178. Quelques-uns des plus petits bateaux entrent et sortent avec rien ou peu de chose.

Les plus grands arrivent vides parfois, et après être restés à l'ancre, quelquefois quatre ou cinq mois, à attendre une cargaison des autres groupes du Pacifique, désignés sous le nom de « îles adjacentes, » ils vont, pleins à moitié ou au quart, prendre plus de cargaison aux Tonga, aux Fidji ou à la Nouvelle-Bretagne.

179. Ces grands bâtiments, restant paresseusement à l'ancre à Apia, sont montrés comme la preuve de l'industrie allemande, et on demande : « Où sont vos navires anglais ? »

180. La réponse n'est pas difficile. Les navires anglais font, avec leurs cargaisons des « îles adjacentes », voile vers Sydney, Auckland, ou ailleurs, selon le cas, au lieu de rester inactifs au port. Leurs propriétaires n'ont pas besoin d'un « entrepôt » tel que le sont les Samoa pour la Compagnie allemande.

181. L'argument, cependant, que tirent les Allemands des rapports sur la navigation, est inutile. En ce qui concerne les affaires et les entreprises locales, on ne peut mettre en question la prépondérance des marchands allemands.

182. Mais même cela admis, les résidents anglais et américains, quand ils discutent la question de la prédominance d'influence que réclament et que cherchent pratiquement les Allemands, font les observations suivantes :

a) Le commerce allemand diminue, tandis que celui des Anglais et des Américains, le premier surtout, augmente ;

b) Les intérêts anglais ont été retardés par l'incapacité des sujets anglais à se procurer des travailleurs polynésiens, et à vendre aux naturels des liqueurs alcooliques, des munitions et des armes.

183. Il y a une grande part de vérité, en tous cas, dans les dernières affirmations. Pour des raisons dans lesquelles il n'y a pas à entrer ici, le gouvernement de Sa Majesté Britannique n'a pas favorisé l'entrée des habitants des îles du Pacifique comme travailleurs agricoles dans des lieux qui ne sont pas dans la juridiction de Sa Majesté. Les terres des sujets anglais, en conséquence, restent presque entièrement incultes.

184. Le gouvernement Allemand, d'autre part, donne sa sanction à cette immigration, et a récemment étendu son influence à certaines îles grandes et peuplées, afin, à ce qu'il paraît, entre autres motifs, de conserver les plantations des Samoa, qui, autrement, pourraient être négligées et perdues.

185. L'affirmation au sujet de l'alcool, des armes et des munitions, est aussi absolument exacte.

186. Le Haut Commissaire pour le Pacifique occidental a, par un règlement élaboré conformément aux dispositions des Ordres du Pacifique occidental rendus en conseil, déclaré un délit relevant de la loi pénale, le fait de vendre ou de donner ces articles aux naturels, et on ne peut douter de l'humanité et de la profonde sagesse de ces règlements.

187. Mais d'autres commerçants, des Allemands surtout, vendent librement des armes et des munitions, et jouissent par là d'une immense supériorité sur les sujets anglais.

188. Il est nécessaire, avant de terminer ce rapport sur la condition des Samoa, de considérer le territoire neutre et le bureau municipal d'Apia.

189. Les circonstances dans lesquelles une région neutre autour d'Apia fut délimitée ont été précédemment indiquées.

190. On verra la nature du bureau qui constitue l'autorité locale à Apia, les règlements qu'il a faits et les sommes qu'il prélève et débourse, si on se reporte aux documents annexés (annexes 14 et 15) (1).

191. Le commissaire Allemand a exprimé fortement l'opinion que le système municipal était une faute, que sa juridiction était souvent en contact avec celle du tribunal consulaire allemand, et qu'il ne pouvait continuer à fonctionner sans que des inconvénients s'élevassent bientôt.

192. Cette opinion ne fut partagée ni par le consul américain ni par moi-même.

193. Non seulement la majorité des Européens des Samoa regardent favorablement le bureau municipal, mais j'ai trouvé que Mgr Lamaze, l'évêque catholique romain de cette partie de l'Océanie, considérait que

(1) Suivent les règlements municipaux relatifs à :

1° Le service des finances ;

2° Le port des armes à feu ;

3° L'exercice des professions et métiers, les patentes ;

4° La voirie ;

5° Les rassemblements ;

6° Les déserteurs et les prisonniers ;

7° Les impôts ;

8° L'exercice de la justice ;

9° Les quarantaines, etc., etc.



ce bureau constituait un grand avantage pour la communauté. La même opinion fut exprimée par le chef de la Société des missionnaires de Londres.

194. Je remarque aussi que le consul général Stuebel, dans sa correspondance avec le roi Malieta, fait allusion aux bienfaits qu'on doit à ce corps.

195. Quelques-uns des règlements sont, comme on pouvait s'y attendre, d'un caractère exceptionnel. Ainsi le délit de « maraude ou de vol avec effraction » est punissable d'une amende de 10 à 200 dollars, et d'un emprisonnement de 12 à 180 jours.

196. Nul doute que les rédacteurs des règlements n'aient en vue les naturels Samoans, auxquels il aurait pu être injuste d'appliquer strictement les lois européennes. Mais l'expression « quiconque » par laquelle commence le règlement 76, rend la loi applicable à ceux qui ne sont pas naturels, et qui peuvent regarder la maraude au prix de 10 dollars comme un amusement à bon marché et profitable.

197. Il n'est pas improbable que quelques-uns des règlements faits par le bureau municipal soient, par rapport à la convention du 2 septembre 1879, *ultra vires*.

198. Le consul Zembseh, écrivant à sir Arthur Gordon, fait les observations suivantes :

« En organisant les détails de la Municipalité, nous avons à régler bon nombre de points auxquels n'a pas pourvu la Convention. La Convention ne peut qu'être la base sur laquelle nous construirons la municipalité tout entière. » (Apia, 17 avril 1880).

199. Une autre grande objection faite par les Allemands au bureau municipal est que les trois magistrats désignés jusqu'ici ont été Anglais, tandis que, disent-ils, les intérêts prédominants des Allemands à Apia demandent que le poste soit rempli par un sujet Allemand.

200. Il me semble que les qualités requises d'un magistrat sont la compétence et l'honnêteté, indépendamment de toute considération de nationalité.

201. Et je puis faire remarquer que les deux premiers magistrats désignés furent des Allemands, mis en fonctions contrairement aux désirs des sujets Anglais.

202. Cette objection n'a donc pas beaucoup de poids.

203. La personne actuellement chargée de ces fonctions est un sujet Anglais, nommé Mabe, qui ne semble pas mal choisi. M. Mabe est, de sa profession, arpenteur-géomètre, et résidait auparavant à la Nouvelle-Zélande. Il résulte de ses déclarations, qu'il a eu l'habitude d'adresser de temps à autre une lettre privée sur les affaires des Samoa à un membre du cabinet Samoan.

204. Dans une de ces lettres, faisant allusion à des questions politiques, il écrivait qu'il était difficile d'ajouter foi aux déclarations des Allemands, « parce que ce sont des menteurs ».

205. Cette lettre privée ayant été envoyée par le ministre en question à la presse de la Nouvelle-Zélande, pour qu'elle la publiât, la colonie allemande aux Samoa fut naturellement indignée de l'emploi, même dans une correspondance privée, d'un langage si injustifiable, et insiste maintenant pour que M. Mabe se retire de ses fonctions.

206. Il a été entendu qu'il se retirerait, et, selon toute probabilité, un

sujet Allemand sera dans peu nommé à sa place, sans opposition, tout au moins de la part du consul anglais.

207. Je n'ai pas pu m'assurer qu'une action quelconque d'un sujet anglais dans sa qualité judiciaire ait jusqu'ici causé, ou ait été accusé d'avoir causé préjudice aux droits d'un sujet allemand.

#### REMÈDES CONTRE LES DÉSORDRES FUTURS

208. Sur ce point très important, les Commissaires n'ont pas pu arriver à un accord.

209. Comme moi, le Commissaire Américain pensait qu'un essai sincère pour donner au gouvernement indigène actuel une base meilleure, valait au moins qu'on le tentât.

210. Le Commissaire Allemand n'espérait rien d'un pareil essai, et sans refuser de discuter officieusement toute proposition qui tendrait à ce but, il incline évidemment à la conviction qu'une solution de la difficulté ne pourrait se trouver que dans la mise en main du gouvernement des îles par une des Puissances au nom et dans l'intérêt du souverain Samoan; et, de plus, que la Puissance qui assumerait ce contrôle devrait être l'Allemagne.

211. Ce point n'étant pas d'accord avec mes instructions, je me suis trouvé dans l'impossibilité de le considérer comme rentrant dans le champ de notre discussion, opinion que partageait le Commissaire américain.

212. Je crois à propos de déclarer que, ayant demandé l'opinion de l'évêque catholique romain, du résident-représentant de la mission protestante, et d'autres autorités sur le caractère indigène, je les ai trouvés unanimes dans l'opinion qu'aucun gouvernement indigène n'était possible s'il n'était aidé par des européens occupant les postes les plus importants, et à peine possible même dans ce cas.

213. N'ayant par avance aucune expérience en de semblables questions, le Commissaire américain trouva une difficulté insurmontable à tracer un plan quelconque de gouvernement indigène; mais, après avoir reçu des explications sur ce sujet, il pensa comme moi qu'un gouvernement, tel que ceux mis en vigueur parmi les communautés indigènes aux Fidji, ne pourrait pas s'appliquer à un gouvernement purement indigène aux Samoa.

214. Après des observations et des études approfondies sur les lieux, il ne me semble pas, cependant, qu'à l'exception des questions de police et de bon ordre, qui pourraient être réglées dans un tribunal de juridiction sommaire, les intérêts et les affaires des européens pourraient être, comme elles l'ont été jusqu'ici, confiés à un gouvernement indigène.

215. Le premier point, pour arriver à un gouvernement bon et stable, est que les indigènes apprennent à se gouverner et à s'unir dans toutes les questions relatives à la chose publique, comme les indigènes des Fidji l'ont appris et l'apprennent encore.

216. Dans cette intention, je conseillerais la constitution d'un gouvernement composé du roi et de deux conseils, et, à l'exception des membres européens nommés, le principe de l'élection pour la formation de ces conseils.

217. Le conseil le plus élevé pourrait être appelé conseil royal, ou « Taimua », et le moins élevé assemblée législative, ou « Faipule ».

218. L'esquisse annexée (annexe 16) (1) est conforme, je pense, aux instincts du peuple et aux essais faits en 1875-76.

219. Le bureau municipal pour le gouvernement d'Apia pourrait, j'imagine, être remanié et augmenté avec avantage.

220. Le magistrat pourrait avoir sur toutes les personnes, en matière civile et criminelle, une juridiction aussi étendue que les magistrats salariés dans la colonie de Fidji. Il pourrait, dans certains cas, avoir des assesseurs.

221. Une esquisse de ce Bureau remanié est annexée (annexe 17).

222. En ce qui concerne les matières criminelles ne rentrant pas dans la catégorie des délits mineurs, et dans toutes les matières civiles où la somme d'argent ou le sujet de l'action excède 50 livres, la connaissance en devrait être, quand il s'agit de sujets anglais, portée devant le tribunal du haut commissaire. Et la juridiction du commissaire devrait être étendue aux classes de personnes telles que celles qui, en vertu de certaines ordonnances en conseil de Sa Majesté, à savoir « les ordonnances pour l'Afrique occidentale, 1885 », pourraient être regardées comme « jouissant à proprement parler de la protection de Sa Majesté dans le Pacifique occidental ».

223. Dans l'état où les Samoa sont actuellement et resteront probablement autant qu'on peut le prévoir, il est d'un grand avantage pour les sujets anglais, et aussi pour les étrangers soumis à la juridiction du tribunal du haut commissaire, que les procédés judiciaires des commissaires députés soient soumis sur le champ à une autorité supérieure, et que l'appel soit porté à la Cour suprême de Fidji.

224. En terminant ce rapport, je ne puis qu'exprimer mes regrets que les conseils que j'ai l'honneur de soumettre à l'examen du gouvernement de Sa Majesté n'aient pas obtenu l'approbation du commissaire allemand.

225. Dans une tâche telle que l'élaboration d'un plan de gouvernement pour une communauté d'indigènes, séparés par des jalousies intérieures et excités par des influences étrangères et une intervention de longue durée, on ne pouvait espérer au début un plus grand succès.

226. Mais les difficultés inséparables d'un tel problème ne furent pas diminuées, quand, sur trois commissaires désignés pour visiter les Samoa et renseigner leurs gouvernements respectifs sur leur condition et leurs besoins, il s'en trouva un qui n'était pas disposé à se joindre à eux pour un travail qu'il jugeait futile et, de plus, en dehors de ses instructions; et un autre qui, tout en abordant la question avec un vif et sincère intérêt, était incapable de faire aucune proposition importante, à cause de son inexpérience du caractère et des capacités des indigènes.

227. Avec l'aide de trois membres étrangers du gouvernement et d'un indigène, dont les revenus du gouvernement indigène pourraient sans difficulté payer les services, je crois à la possibilité de l'établissement d'un gouvernement indigène sur des bases satisfaisantes.

(1) Suit l'énumération de la composition :

- 1° Du Conseil privé du roi ou Taimua ;
- 2° De l'Assemblée législative au Faipule ;
- 3° Du Conseil municipal.

228. Il serait, cependant, nécessaire que les puissances qui ont des intérêts aux Samoa continuassent une vive affection au gouvernement indigène par l'entremise de leurs autorités navales, car, au début, chaque chef qui se figurerait non surveillé proclamerait qu'il avait « abandonné le roi » et hisserait un pavillon à lui.

229. Des commissaires des trois puissances, siégeant séparément ou collectivement, avec des collaborateurs samoans, selon le cas, devraient aussi régler la question, plus importante que toute autre, des revendications territoriales.

239. Cette commission devrait, peut-être, précéder tout changement dans la forme d'un gouvernement, dont les besoins et les ressources, sinon l'existence même, doivent dépendre tellement des décisions de cette commission.

(Signé) : JOHN B. THURSTON.

(*A suivre.*)

---



# CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES

Suite (1)

---

**Treizième Séance. — Lundi 23 Avril 1888.**

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à onze heures trois quarts.

M. le Président dit que, par suite de rectifications tardivement parvenues, il n'est pas possible de mettre aux voix le procès-verbal de la dixième séance.

M. Pistorius demande la parole sur ce procès-verbal. Il rappelle que M. Dupuy de Lome a entretenu la Conférence d'une loi votée par les Chambres pour introduire en Espagne le régime de l'admission temporaire. Il signale particulièrement les dispositions des articles 3 et 8, relatifs au fonctionnement de ce régime, dont il donne lecture :

« Art. 3. — Les importateurs de marchandises admises temporairement payeront les droits ou donneront caution suffisante, lorsque les marchandises seront importées dans la Péninsule ou les îles Baléares, pour le montant que le tarif des douanes signale, selon la provenance et l'état où elles se trouvent lors de l'introduction. Les droits d'importation, s'ils ont été payés, seront restitués aux importateurs, ou la caution leur sera rendue, lorsque les produits modifiés ou transformés seront exportés vers l'étranger, etc.

« Art. 8. — Le Gouvernement, après avoir entendu la Commission des tarifs et estimations et, s'il le juge convenable, d'autres corporations, stipulera, pour chaque concession qu'il accorde, les règles spéciales auxquelles elle est sujette et la somme qui devra être restituée pour chaque unité de marchandise transformée et réexportée, ou le tantième de garantie qui devra être restitué en tenant compte des déchets, etc. »

M. Verkerk Pistorius demande à M. Dupuy de Lome si ces dispositions qui sont déjà publiées au *Journal Officiel*, seront appliquées en Espagne aux sucres exportés après raffinage. Dans l'affirmative, il importerait de savoir sur quelle base la restitution sera calculée.

M. Dupuy de Lome répond que cette loi sur l'admission temporaire est restée deux ans et demi en discussion. Le Gouvernement vient de présenter aux Chambres un projet de loi spécial pour les sucres, lequel abroge les dispositions des lois antérieures. Ce projet contient une disposition

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 35, 139; II, p. 48, 289.

disant qu'il n'y aura aucune restitution sur les sucres exportés. En cas de convention, les sucres resteront en dehors du régime de l'admission temporaire, ou, du moins, si le Gouvernement croyait devoir maintenir ce régime, il adopterait pour son application un ensemble de mesures que la Conférence ou les Puissances contractantes auraient préalablement agréées.

M. Verkerk Pistorius fait observer que les dispositions auxquelles il vient d'être fait allusion ne sont encore qu'à l'état de projet. Pour le moment, la législation en vigueur n'exclut pas le sucre du bénéfice de l'admission temporaire. Il insiste pour savoir si, dans le cas où la Convention se fera, les Délégués espagnols peuvent donner l'assurance que le régime de l'admission temporaire ne sera pas donné aux sucres.

M. Dupuy de Lome répond que si la loi présentée aux Cortès le 4 avril n'est encore qu'à l'état de projet, la Convention elle-même est moins avancée, car elle n'est pas encore même un projet. Il ajoute que les Délégués espagnols ont demandé des éclaircissements à leur Gouvernement. Sous peu de jours ils seront à même de faire une réponse définitive. Dès à présent, M. Dupuy de Lome croit pouvoir dire que son Gouvernement ne veut conserver aucune prime, aucun remboursement à l'exportation. S'il veut recourir au régime de l'admission temporaire, on peut être sûr qu'un règlement satisfaisant sera soumis à la Conférence.

M. le Président annonce qu'il a des communications à faire à la Conférence. Il donne lecture des notes suivantes :

« Paris, le 21 Avril 1888.

« Monsieur l'Ambassadeur, Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'annoncer sous la date du 19 de ce mois, que son Gouvernement avait désigné comme Plénipotentiaires britanniques, pour signer la Convention qui serait adoptée par la Conférence sur le régime des sucres, Son Excellence le Marquis de Salisbury et M. le Baron Henry de Worms.

« Pour satisfaire au désir que vous m'exprimez en même temps, je m'empresse de vous faire connaître, Monsieur l'Ambassadeur, que le Gouvernement de la République a, de son côté, désigné comme Plénipotentiaires français, son Ambassadeur à Londres, M. Waddington, et M. Sans-Leroy, député, qui recevront incessamment les pleins pouvoirs.

« Agréé, etc.

« RENÉ GORLET. »

« Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles, le 19 Avril 1888.

« Cher Lord Vivian, comme suite à notre entretien de ce matin, et après m'en être entendu avec mon Collègue des Finances, je m'empresse de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Roi a résolu de désigner pour signer la Convention des sucres, actuellement réunie à Londres, M. le baron Solvyns, notre ministre accrédité près de Sa Majesté la Reine, M. Guillaume, Directeur général des contributions directes, douanes et accises, et M. du Jardin, Inspecteur général dans le même service.

« Veuillez, etc.

« PRINCE DE CHIMAY. »

En ce qui concerne la désignation des Plénipotentiaires de l'Allemagne, M. le Président annonce que, dans une dépêche du 21 du mois courant, l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Berlin fait savoir que M. le Comte de Bismarck a déclaré que l'état de santé de Sa Majesté l'Empereur

causerait un certain délai dans la préparation des pleins pouvoirs des Plénipotentiaires allemands.

M. le Président donne ensuite lecture d'une note par laquelle M. de Barner fait connaître que des raisons de famille l'obligent à retourner momentanément à Copenhague. M. le Président demande si tous les Délégués ont communiqué par écrit leurs idées sur l'article 7.

M. Pallain fait observer, à propos de l'ordre du jour, que tous les Délégués, sans exception, ont un désir si vif de faire l'entente, qu'ils hésitent à aborder les questions capitales qui dominent la négociation, du moins dans l'opinion des Délégués français. Le meilleur moyen de résoudre le problème ne serait-il pas de le poser ? Il a donné lecture devant la Conférence d'un bill voté par la Chambre des Représentants des Etats-Unis et tendant à l'union douanière des Républiques américaines. Cette union douanière, si elle venait à se réaliser, enlèverait à la France de bien importants débouchés pour ses manufactures. La France peut-elle s'exposer à aggraver le danger par des arrangements dont son agriculture, déjà si éprouvée, aurait à souffrir si l'accord préalable de tous les pays producteurs, et notamment des Etats-Unis, n'était obtenu pour placer les Etats contractants dans des conditions d'égalité complète ?

M. Pallain ne cherche qu'à s'éclairer et à éclairer ce point capital du débat international qui est ouvert devant la Conférence. Or, voici ce qui se passait le 5 avril dernier, le jour même de l'ouverture de la seconde session de la Conférence, le jour même où M. le Président disait que les communications diplomatiques échangées entre le Cabinet de Londres et celui de Washington l'assuraient que le Gouvernement des Etats-Unis ne demandait pas mieux que de se mettre d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique sur la question des sucres. On discutait la résolution de M. Sherman, tendant à renvoyer au Comité des Finances le Message du Président sur le point, qu'il avait soulevé, de l'emploi à faire des excédents budgétaires.

M. Pallain donne lecture de la traduction suivante d'un discours prononcé par un des orateurs les plus écoutés du Sénat américain et à coup sûr les mieux renseignés :

« M. le Président. — On dit beaucoup de choses sur l'abolition des droits sur le sucre et les mélasses. Ce sont des articles consommés par toutes les classes et qui font partie des nécessités de la vie... La question du sucre présente un champ précieux d'expériences commerciales ; elle représente un gros chiffre du capital d'affaires. Il me semble que nous pouvons l'exploiter pratiquement

« Si le Congrès déclarait par une loi que le sucre et les mélasses peuvent être importés librement aux Etats-Unis de tous les pays qui les produisent, à condition que ces pays s'abstiennent de les frapper de droits d'exportation et admettent librement dans leurs ports nos produits, ne pensez-vous pas que nous réaliserions un profit sérieux ? Cela, naturellement ne peut se faire d'un seul coup. Cela suppose des négociations entre le pays et les autres Etats.

« Durant ce temps, que ferons-nous des revenus qu'on continuera à percevoir ? Nous ne savons que faire de cet argent.

« Adoptons donc le système d'affaires qui a si bien réussi en Europe.

Encourageons par des primes raisonnables la production du sucre aux Etats-Unis.

« Refoulons ce mouvement et tâchons d'égaliser la production indigène à la demande; abordons, sans crainte, une entreprise qui n'est plus une expérience. Répétons ce qu'ont fait les autres pays et attendons-nous à en recueillir d'aussi bons résultats qu'eux. Etudions les résultats dans la production du sucre de betterave en Europe et faisons-en notre profit. En 1872, la production était de 873.000 tonnes; en 1884, elle s'était élevée à 2,305.000 tonnes.

« Il y a quelques années, l'Allemagne ne produisait pas assez pour sa consommation; maintenant elle produit plus de 1 million de tonnes et en exporte 600,000 tonnes. C'est l'œuvre du système des primes. Je sais que l'expression de *primes* est de celles que notre pays n'aime guère; mais ses bienfaits pratiques dans le cas actuel triompheront de ce préjugé. . .

« Faites connaître à nos agriculteurs les améliorations produites en Allemagne, et leur énergie nous donnera des résultats supérieurs à ceux réalisés en Europe.

« Le rapport sur les expériences faites en 1887 dans les manufactures de sucre de sorgho et de canne, publié par le département de l'agriculture, présente une perspective encourageante. Il rend compte de progrès réalisés dans le champ de ces expériences. Voici la conclusion: « Le point le plus important qui ressort de ces expériences est la démonstration de la valeur commerciale de la fabrication du sucre de sorgho.

« Ce sucre a été produit uniquement durant cette saison, et l'on ne peut attribuer ce résultat à ce que les cannes contenaient une quantité extraordinaire de sucre, car, au contraire, elles avaient été endommagées par la sécheresse.

« La valeur du sucre de sorgho et des mélasses obtenues cette année par tonne peut être comparée favorablement aux meilleurs produits que la Louisiane tire du sucre de canne, et si l'on apprécie que le sucre de canne coûte beaucoup plus cher, je n'hésite pas à dire que le Kansas peut produire le sucre au même prix que la Louisiane produit les mélasses. La différence de ces chiffres provient de la différence de culture.

« Ces extraits montrent les progrès réalisés dans la fabrication du sucre de sorgho. Mais on ne voit pas tout.

« Les procédés inventés pour les sucres de sorgho qui ont donné les résultats ci-dessus cités, sont également applicables à la fabrication du sucre de canne. Cela est démontré par un rapport de M. E.-C. Barthélemy sur l'application de ces procédés en Louisiane.

« Nous croyons que, par une meilleure culture, et des méthodes plus économiques, on pourrait porter la production de la Louisiane à 200 livres par tonne, et la production annuelle à 500,000 tonnes.

« Voilà qui donne le meilleur espoir pour l'industrie sucrière aux Etats-Unis. Si elle reçoit du Gouvernement les encouragements auxquels son importance lui donne droit, nul doute qu'avant dix ans nos fermiers usant de toutes les ressources (cannes, sorgho, etc.) n'aient changé le courant actuel. »

En terminant son intéressant rapport, M. E.-B. Cowgill dit que le sorgho est pour les fermiers du Kansas plus profitable à cultiver que n'importe quelle céréale. Le sorgho donne au fermier plus de douze fois autant par



acre que les meilleures céréales et comme grande culture, six fois plus par acre qu'on ne retire ordinairement de ces terrains.

Quant aux procédés pour extraire le sucre de sorgho, on les étudie; on est encore loin de la perfection, mais les progrès réalisés sont pleins de promesses prochaines, et nous permettront de tirer notre propre sucre de notre propre sol et de notre propre travail. Le Kansas sera vraisemblablement à la tête de ce progrès et deviendra le premier des Etats sucriers.

Voilà un rapport favorable pour le Kansas, nous en avons d'autres Etats qui sont aussi pleins de promesses. Dans le New-Jersey, la production est variable; le maximum est de 1,970 livres de sucre brut et 120 gallons de mélasse par acre. On extrait de 17 tonnes, 675 livres de canne. Le minimum est de 540 livres de sucre et 60 gallons.

M. Pallain ajoute qu'une prime de 5 dollars par tonne de sucre de sorgho produite est accordée à toute personne qui se livre à cette culture dans l'Etat de Massachusetts.

M. Pallain termine en disant qu'il cherche la lumière sur les intentions du Gouvernement des Etats-Unis, en provoquant des éclaircissements sur les documents communiqués. Il rappelle qu'il a dit dans une précédente séance, en ce qui concerne cette anxieuse question de l'adhésion des Etats-Unis, qu'il demandait la permission de mettre ses espérances en entrepôt; il demande aujourd'hui à ne pas les en faire sortir avant d'avoir reçu quelque assurance plus positive.

M. le Comte d'Onslow dit que dans tous les pays le système des primes rencontre des avocats. Le discours que vient de prononcer M. Pallain n'exprime pas l'opinion des Etats-Unis.

M. Pallain serait très heureux d'en avoir l'assurance; à défaut de communications positives faites officieusement ou officiellement, il est bien obligé à chercher la tendance d'opinion des Etats-Unis dans les documents publics qu'il consulte comme tout le monde.

M. White répond que ce discours est l'expression de l'opinion personnelle du Sénateur qui est un membre éminent du parti républicain de l'Etat d'Iowa. M. White ne saurait dire toutefois jusqu'à quel point cette opinion est partagée par ses compatriotes, mais il aura l'honneur de transmettre les observations de M. Pallain à son Gouvernement.

M. Kamensky ne croit pas que l'extraction du sucre de sorgho soit une industrie sérieuse. En Russie des essais tentés dans ce sens n'ont pas réussi.

M. Pallain fait remarquer que ce qu'on peut retenir des documents cités, c'est que les Etats-Unis ne s'orientent guère vers l'Union sucrière avec le continent.

M. le Président fait connaître que des renseignements reçus aujourd'hui même le portent à croire que le tarif douanier ne sera pas immédiatement discuté par les Chambres. Il est même possible que la discussion soit ajournée.

M. le Président dit que la discussion sur l'article 6 est à l'ordre du jour. Il rappelle que MM. les Délégués ont été invités à formuler des projets de rédaction.

M. Jordan dit que la matière ne lui paraît pas à point pour adopter une rédaction définitive.

M. Kennedy dit que le bureau de la Conférence a reçu les projets formulés par les Délégués belges et néerlandais.

M. le Président pense qu'avant de discuter une rédaction, la Conférence voudra, sans doute, entendre les idées générales des Délégués sur les attributions et l'organisation de la Commission internationale.

M. Pallain dit qu'en effet une partie des Délégués attendent, sans doute, pour se prononcer, les éclaircissements qui résulteront de la discussion.

M. le Président demande si MM. les Délégués désirent formuler des rédactions pour l'article 6.

M. Guillaume dit qu'on pourrait d'abord discuter les projets déjà présentés.

M. Jordan ne croit pas pouvoir indiquer une rédaction avant de savoir quelles seront les vues de la Conférence sur les attributions de la Commission. Il cite à cet égard les passages suivants du mémoire fourni par son Gouvernement :

« A ce point de vue, il importerait que certaines précautions fussent prises pour empêcher que l'un ou l'autre des Etats contractants adoptât des mesures au moyen desquelles il se soustrairait à l'engagement de ne donner aux sucres, ni ouvertement ni sous forme déguisée, des primes d'exportation.

« A cet effet on pourrait créer quelque organe international qui constaterait toute violation ouverte ou déguisée de la Convention, et l'on pourrait se concerter sur des mesures à prendre à l'égard de l'Etat manquant à ses engagements. »

Ainsi, dans l'opinion du Gouvernement allemand, la Commission doit être appelée à constater les infractions à la Convention. Mais cela ne suffit pas. Il s'agit de savoir si l'on fera quelque chose après que cette violation aura été constatée. Il y a là une question préjudicielle, c'est celle de la sanction pénale, c'est-à-dire celle d'un droit compensateur sur les sucres primés. L'institution de la Commission n'a pas grand intérêt si l'on ne sait pas quelles mesures seront prises en cas d'infraction.

M. Batanero trouve cette observation très juste. La question de la Commission se relie à celle de la sanction pénale. Il annonce que les Délégués espagnols ont donné une forme définitive à la proposition qu'ils avaient formulée à ce sujet.

M. Jordan termine en déclarant qu'il ne voit aucun inconvénient à discuter les projets de rédaction, mais qu'il ne peut se rallier à un texte quelconque que sous la réserve des modifications que pourront comporter les décisions prises ultérieurement sur d'autres points.

M. le Comte de Kuffstein se rallie à ce qu'a dit M. Jordan. Il ne lui paraît pas possible d'arriver pour le moment à une rédaction. Dans sa pensée la Commission internationale aura un double rôle : elle devra contrôler la législation des pays qui voudront accéder après la signature de la Convention, et d'un autre côté, il lui appartiendra de constater les infractions commises par les pays contractants. Cette deuxième partie de ses attributions est liée avec la question des droits compensateurs.

M. Guillaume fait remarquer que tout ce que fait actuellement la Conférence se trouve subordonné à la solution de certaines questions qu'elle n'a pas encore abordées. Mais, puisqu'on a adopté cette marche, il vaut mieux continuer à la suivre, que de changer continuellement l'ordre des discussions.

M. Batanero accepte l'article 6 sous les mêmes conditions que M. Jordan, c'est-à-dire sous réserve de le modifier dans le sens des décisions prises sur la question des droits compensateurs.

M. Dupuy de Lome demande la parole pour faire une proposition et s'exprime en ces termes :

Les Délégués de l'Espagne, en présentant à la considération de la Conférence, dans la cinquième séance de sa première session, la proposition annexée au procès-verbal de la sixième séance, ont tenu à éviter une discussion qu'ils croyaient alors peu opportune. Ils ont cependant voulu que MM. les Délégués, leurs honorables collègues, soumissent à leurs Gouvernements respectifs une idée sans l'adoption de laquelle la Convention n'aurait, à leur avis, aucune valeur.

Les Gouvernements impériaux de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Russie ont reconnu la justesse de notre opinion d'une manière claire et franche.

•Le rapport de l'Allemagne dit :

*« Des mesures pourraient être adoptées contre tout Etat qui ne prendra pas part à la Convention ou qui, après y avoir accédé, s'en séparerait à l'avenir. »*

L'Autriche-Hongrie, non moins explicite, dit :

*« La proposition faite par les Délégués de l'Espagne, et qui consiste à imposer un droit compensateur, semble le meilleur, sinon le seul moyen d'engager les pays qui voudraient rester passifs à donner leur adhésion à la Convention ;*

*.....*  
*ce droit compensateur devrait être fixé à un taux qui empêcherait son action d'être illusoire, et frapper non seulement le sucre primé actuellement, mais aussi le sucre de tous les pays qui n'auraient pas adhéré à la Convention. »*

La Russie, avec la même clarté, dit :

*« Quant à la proposition des Délégués espagnols, au sujet de la prohibition de l'importation du sucre étranger primé aux conditions du sucre non primé, le Gouvernement impérial en reconnaît toute l'opportunité et y donne son agrément. »*

Nous ne trouvons pas, dans les autres rapports présentés à la Conférence, des manifestations aussi claires et aussi nettes que dans les trois derniers que je viens de citer, mais nous voyons, dans celui de la France, une phrase qui nous laisse espérer que nous aurons aussi son puissant appui dans cette importante question.

Le Gouvernement de la République française croit, et celui de l'Espagne le croit aussi, *« qu'il est indispensable que la Convention projetée ait l'adhésion de tous les pays producteurs ou raffineurs de sucres, quelle que soit l'origine de ces sucres. »*

Il est évident que la France n'a pas voulu émettre un vœu purement platonique ; la France désire, comme nous, une garantie pour la Convention, et cette garantie, nous ne la trouvons que dans la proposition qui a pris forme dans un nouvel article que nous avons l'honneur de déposer sur le bureau de la Conférence.

Le Gouvernement des Pays-Bas, *« tout en reconnaissant l'intérêt qu'il pourrait y avoir à se défendre contre la concurrence des sucres primés, expor-*



*tés des pays ne formant pas partie de l'Union », craint des difficultés sérieuses par rapport à la clause du traitement de la nation la plus favorisée et suggère un projet d'article pour le cas où les primes directes ou indirectes « accordées par des pays tiers deviendraient compromettantes. »*

Nous croyons qu'il serait préférable de provoquer, dès maintenant, cette entente. Car, à notre avis, et à celui exprimé par plusieurs de nos honorables collègues, la situation serait déjà compromettante si des pays que nous n'avons pas besoin de nommer ne signaient pas la Convention.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges ne s'est prononcé, dans cette question, que contre notre interprétation de traités de commerce, qui nous fait croire que nous avons le plein droit de nous défendre quand un Gouvernement, par une intervention directe, change les conditions de la libre concurrence. Le Gouvernement Belge ne s'est pas prononcé contre une clause de garantie à adopter à l'égard des pays contractants et contre les Etats qui ne jouissent pas du traitement de la nation la plus favorisée.

Nous croyons devoir interpréter de la même façon les opinions émises dans leurs rapports par les Gouvernements de la Suède et du Danemark. C'est-à-dire il nous paraît que leur opposition vise seulement l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée.

L'Italie n'a pas fait de réserves au sujet de la proposition des Délégués de l'Espagne.

Il nous reste à connaître l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à laquelle nous attachons tous la plus grande valeur. Nous avons des indices de cette opinion dans le mémorandum de l'entretien qui a eu lieu entre notre honorable Président et S. Ex. le Président du Conseil de Sa Majesté le Roi des Belges.

M. le Baron de Worms semble accepter notre proposition, au moins en ce qui touche les pays contractants.

Loin de nous de vouloir devancer la discussion sur un sujet qui n'est pas encore à l'ordre du jour ; mais il nous est difficile de ne pas dire, si l'on nous permet le vulgaire de la phrase, que nous allons faire un marché de dupes si nous nous engageons, sans garantie, à bouleverser le système sur lequel repose l'industrie de la fabrication et du raffinage des sucres.

Dans tout traité comme dans tout contrat, les signataires abandonnent une partie de leurs droits au bénéfice commun. Mais, par notre Convention, si elle ne contenait pas une clause de garantie, applicable à tous les Etats, nous abandonnerions une partie de nos droits au bénéfice de ceux qui n'en feraient pas partie. Nous aurions passé des mois à travailler pour placer dans une meilleure condition que nous-mêmes ceux qui ne voudraient pas se rallier à notre convention.

Nous ne savons pas s'il s'agit d'avoir ou de n'avoir pas de Convention, mais, certes, il s'agit de savoir si la Convention que nous allons signer doit servir à quelque chose.

Il y aurait très mauvaise grâce de notre part à demander la discussion immédiate de notre projet d'article. Nous avons trop de preuves de l'intelligence, de l'habileté et de l'impartialité de notre respecté Président pour ne pas devoir lui laisser le choix du moment pour cette discussion.

En terminant, M. Dupuy de Lome donne lecture du projet d'article suivant :

*« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prohiber l'importation des sucres et des glucoses provenant des pays qui accordent des primes, ou*

*à leur imposer un surcroît de droits, ou un droit compensateur qui ne pourra être inférieur au montant des primes. »*

Une discussion s'engage sur l'ordre dans lequel les articles devront être classés.

M. le Président propose d'ajourner la discussion de l'article 6, qui sera considéré en même temps que la proposition espagnole, et de passer à l'examen de l'article 8, qui deviendrait ainsi l'article 9.

Il fait remarquer que l'article concernant la Commission internationale devient de plus en plus important. Il exprime l'avis qu'il convient de laisser à MM. les Délégués le temps de préciser leurs idées sur l'organisation de la Commission.

Avant de passer à la discussion de l'article 8, M. Pallain désire revenir sur la question dominante de l'adhésion des Etats intéressés. Par qui la Convention sera-t-elle mise à exécution ? Quels sont les Etats pour lesquels elle demeurera en vigueur pendant cinq années ? Cet article 8 demeure-t-il applicable à l'Italie ? Il a été très frappé des réserves renouvelées que son collègue, M. Catalani, a faites à la dernière séance sur les articles 4 et 5. Il lui a semblé que ces réserves ne portaient pas seulement sur la qualité des droits intérieurs, sur le régime douanier, puisqu'il a été expressément convenu qu'en ces matières les Gouvernements intéressés entendaient conserver leur liberté d'action. Le représentant du Cabinet de Rome aurait dans ce cas reçu complète satisfaction par les déclarations des Délégués britanniques. Il lui a paru, en un mot, que les réserves du Délégué du Royaume d'Italie touchaient même à l'assiette de l'impôt, à son mode de perception.

Dans ce cas, l'Italie tendrait à se placer dans des conditions différentes de celles qui sont recherchées pour assurer l'exacte application de la Convention.

L'Angleterre n'a pas d'impôt sur le sucre ; ses raffineries sont affranchies des charges de l'exercice. L'administration anglaise considère bien que ces charges sont quelque chose, puisque l'administration de la Grande-Bretagne paye aux distillateurs et aux rectificateurs, en considération de la perte et de la gêne que leur causent les règlements d'accise, l'exercice, etc., une prime de 2 d. par gallon sur les simples spiritueux et les esprits-de-vin fabriqués dans le Royaume-Uni, et de 4 d. par gallon sur les spiritueux composés.

M. Walpole conteste que ce soit une prime. Mais il accordera bien que c'est un avantage tiré du Trésor anglais, et que, toutes les fois qu'il y a bénéfice fait par l'exportateur sur le fisc public, il y a prime. Mais cette discussion viendra en son temps.

M. Walpole ne peut pas admettre, sans réserves, cette manière de voir.

M. Pallain continue son discours. Ce qu'il a voulu dire, c'est que le port de Gènes, par exemple, peut être mis aussi bien que celui de Marseille en mesure de raffiner pour l'exportation. Gènes a la main-d'œuvre à meilleur marché que Marseille ; elle est tout aussi bien que Marseille sur le chemin des 200,000 ou 300,000 tonnes de sucre de Java que cette colonie envoie en Europe par le canal de Suez. L'Italie adhère-t-elle au principe de la suppression des primes directes ou indirectes ? Consent-elle à se mettre en

mesure d'en assurer la suppression dans l'avenir par une législation sucrière adéquate au but à atteindre, ou pense-t-elle à devenir un pays sucrier en se maintenant en dehors ou à côté de la législation qui serait consacrée aux Etats contractants ?

M. Catalani, répondant à M. Pallain, dit qu'il a reçu ses instructions avant l'ouverture de la Conférence. Il a transmis à son Gouvernement les explications de M. le Président, mais n'ayant pas encore reçu de réponse il doit maintenir ses réserves. Il espère être bientôt en mesure de donner toutes les explications désirées.

M. Pallain remercie M. Catalani.

M. le Président soumet à la Conférence l'article 8 dont il donne lecture.

#### ART. 8.

« La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> août 1890.

« Elle restera en vigueur pendant cinq années, à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

« Dans le cas où une des puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard. »

Il prononce le discours suivant :

« Nous abordons maintenant la discussion d'un des articles les plus importants de la Convention ; c'est l'article 8 de la nouvelle rédaction. Vous n'ignorez pas, Messieurs les Délégués, la grande valeur qu'attachent à l'abolition des primes les classes commerciales et ouvrières, non seulement de la Grande-Bretagne, mais aussi des colonies britanniques. Si vous en cherchiez une preuve, vous la trouveriez dans l'empressement et l'unanimité avec lesquels les Indes orientales, ainsi que les colonies autonomes de Sa Majesté, se sont décidées à faire partie de la Convention. Quant à l'Angleterre même, la presse et les discussions des réunions d'industriels et d'ouvriers représentent fidèlement l'opinion publique. Partout, cette opinion s'est prononcée contre le système des primes. On y voit une violation des principes du libre échange, par l'adoption desquels la Grande-Bretagne a ouvert ses ports librement au commerce du monde, et il s'ensuit que le Gouvernement de Sa Majesté doit envisager, avec une sollicitude profonde, la perpétration d'un système de primes sur le sucre, qui, dans son opinion, ainsi que dans celle de la grande classe ouvrière et commerciale de la Grande-Bretagne, de ses Possessions et de ses colonies, grève injustement une industrie importante, et qui pourra nuire à cette entente cordiale qui doit nécessairement régler les relations commerciales des nations.

« Ce témoignage unanime n'a pas manqué de faire une vive impression sur le Gouvernement de Sa Majesté britannique. Il y a vingt-sept ans que cette question agite l'opinion publique. Pendant ce temps plusieurs Conférences internationales l'ont discutée. Malheureusement ces conférences n'ont pas réussi à établir un accord ou à arriver à un résultat pratique. Les conséquences de cet état de choses, funestes pour l'industrie sucrière de la Grande-Bretagne et de ses colonies, ont démontré au Gouvernement de Sa Majesté la nécessité impérieuse de n'épargner aucun effort pour arriver à



une solution de cette question. C'est dans ce but qu'il a convoqué notre conférence. Nous avons l'espoir, la certitude même, que nous arriverons à une solution heureuse et équitable. Le Gouvernement britannique est profondément convaincu qu'il est de son devoir de chercher des moyens efficaces qui empêchent que la question ne retombe dans l'incertitude et que les efforts des Gouvernements représentés ne soient perdus. Nous avons ardemment désiré que l'exécution de la Convention pût avoir lieu à une date prochaine. Mais les communications reçues de la part des Délégués des diverses Puissances nous ont montré qu'il faudra aux Gouvernements contractants une période assez prolongée pour compléter leurs législations. C'est une nécessité que nous reconnaissons, mais non sans un vif regret. Le Gouvernement de la Reine ne se dissimule pas, non plus, que les contrats des industriels demanderont un intervalle considérable entre la date de la ratification et celle de la mise en vigueur de la Convention.

« Voilà les considérations qui ont appelé l'attention du Gouvernement de Sa Majesté britannique. MM. les Délégués admettront, sans doute, qu'en vue des sentiments prononcés si souvent et avec instance par les représentants d'une industrie importante contre le système des primes, nous aurions pu être tentés de proposer une date qui se prêterait mieux aux intérêts de notre industrie sucrière. Mais le Gouvernement de Sa Majesté a reconnu qu'il ne doit pas entraver l'industrie sucrière des autres pays. C'est dans le même esprit de conciliation que mon Gouvernement m'a chargé de vous proposer les dates suivantes : pour la ratification de la Convention, le 1<sup>er</sup> août 1889 ; et, pour la mise en vigueur, le 1<sup>er</sup> août 1890. »

M. Jordan remercie M. le Président de la modification qu'il a apportée au texte de cet article, en ce qui concerne la date de l'application de la Convention. L'accueil bienveillant que les vœux exprimés à ce sujet par plusieurs Gouvernements ont trouvé auprès du Gouvernement britannique facilitera certainement les délibérations ultérieures de la Conférence et le succès final de ses travaux.

L'article en discussion comprend trois alinéas. Sur le premier, M. Jordan n'a pas d'objection. La date du 1<sup>er</sup> août 1890 lui paraît parfaitement acceptable. Sur le deuxième alinéa M. Jordan ne peut pas se prononcer définitivement. Ce qu'il peut dire sûrement, c'est qu'une période de dix années était trop longue ; mais son Gouvernement ne sachant pas que cette clause serait modifiée, n'a pas indiqué la durée qu'il juge convenable de donner à la Convention. C'est là une question qu'il a réservée.

Quant au troisième alinéa, M. Jordan craint qu'il n'y ait une certaine divergence sur son interprétation. Dans une précédente discussion, on a exprimé l'avis que, dans le cas où l'une des Puissances se retirerait, la Convention subsisterait et les autres Etats demeureraient engagés entre eux. Mais une autre opinion s'est produite : c'est qu'en pareil cas, les autres Gouvernements signataires pourraient sortir également.

M. Jordan croit que si l'une des Puissances quittait l'Union, les autres devraient se concerter sur le parti à prendre.

M. le Président invite M. Jordan à formuler sa proposition.

M. le Comte de Kuefstein accepte sans observation le premier alinéa. Sur le second alinéa il se réfère au mémoire austro-hongrois. Il donne lecture du passage suivant :

Il nous semble que dix ans est une durée beaucoup trop longue pour la



première période de la Convention. Dans le cours de cette période les circonstances pourraient changer si souvent et si complètement qu'il nous serait impossible de nous lier pour ce terme pour une mesure qui, au commencement au moins, n'est qu'un essai, bien qu'un essai d'une large conception. Nous trouvons qu'il serait préférable de ne fixer aucun terme, et de se limiter à la faculté de dénoncer la Convention d'année en année.

M. le comte de Kuefstein fait remarquer que cette manière de procéder est celle qui a été suivie pour des traités de commerce récemment conclus par la Monarchie austro-hongroise. Une période de cinq ans lui paraît trop longue. Il pourrait arriver telles circonstances qui ne permettraient pas à une Puissance de rester pendant cinq ans dans la Convention; il conviendrait d'adopter une clause qui permet d'en sortir en cas de nécessité. M. le comte de Kuefstein insiste pour la résiliation facultative d'année en année.

En ce qui concerne le troisième alinéa, M. le comte de Kuefstein ne pense pas pouvoir encore, en ce moment, se prononcer définitivement. La décision à prendre lui semble subordonnée à la solution de la question des droits compensateurs. Il lui paraît évident que la dénonciation d'une des Parties contractantes peut mettre une autre dans l'impossibilité absolue de rester dans la Convention. Ce n'est que par une clause pénale que cet inconvénient pourra être paralysé.

M. Kennedy dit que c'est une règle générale de fixer un terme pour les conventions de ce genre. A tous les points de vue, il y aurait de graves inconvénients à ne pas fixer de période ferme. En ce qui concerne le troisième alinéa, les termes en sont empruntés à la Convention pour la protection des câbles sous-marins. M. Kennedy n'aurait pas d'objection à ce qu'on rédigeât autrement cet alinéa, pour déterminer ce qu'il y aurait à faire dans le cas où une puissance sortirait de la convention.

M. Jordan se rallie aux idées exprimées par M. de Kuefstein. Il est d'une grande importance de savoir ce qu'il adviendra de la convention dans le cas de dénonciation par une des Puissances. La question est intimement liée à celle de la clause pénale : avec cette sanction, la sortie d'une des Puissances contractantes aura, pour les autres, des conséquences beaucoup moins graves. Si l'entente se faisait sur la proposition des Délégués espagnols, M. Jordan n'aurait pas d'objection au troisième alinéa de l'article en discussion.

Répondant à M. Kennedy, M. le comte de Kuefstein reconnaît que c'est en effet une règle générale de fixer un terme aux traités de commerce. Mais on est entré depuis un certain nombre d'années dans une période où il est souvent difficile de contracter des engagements à longue échéance. On a donc eu recours à des traités avec faculté de résiliation d'année en année. La proposition ne constitue pas une innovation. La Convention en projet se distingue, du reste, d'un traité de commerce ordinaire. Les questions de forme doivent se régler d'après les intérêts en jeu. M. de Kuefstein ne voit pas quelle objection il y aurait à adopter sa proposition.

M. le Président croit devoir déclarer, pour prévenir tout malentendu, que le Gouvernement britannique ne saurait accepter une convention pour un an.

M. le comte de Kuefstein fait remarquer qu'avec la rédaction proposée

les puissances contractantes se trouveront, à l'expiration des cinq premières années, sous l'empire d'une convention résiliable, comme il le propose d'année en année. En présence de la déclaration de M. le Président, il ne peut que demander des instructions. Il suggère, sans toutefois pouvoir prendre un engagement, une durée de deux ou trois ans.

M. Guillaume accepte le premier alinéa. Sur le deuxième alinéa, il préférerait une période moins longue, trois ans, par exemple. Cependant il ne ferait pas d'opposition absolue au terme de cinq ans. En ce qui concerne le troisième alinéa, M. Guillaume aperçoit de sérieuses difficultés. Il importe d'examiner si, dans le cas où une Puissance se retire, la convention reste debout et les engagements des autres pays subsistent. Il faudrait compléter la rédaction dans ce sens qu'un délai serait accordé aux autres Puissances pour se retirer à leur tour. Dans le cas, par exemple, où l'Allemagne se retirerait, la Belgique ne peut pas accepter de rester engagée. Si la résiliation était faite au dernier moment, le temps manquerait à d'autres Puissances pour se retirer à la même date. Il faudrait donc donner à ces dernières un nouveau délai pour notifier leur intention.

M. Batanero dit, au sujet du premier alinéa, que l'Espagne est toute disposée à appliquer la Convention. Elle désirerait donc un délai d'application plus court. Mais si des considérations différentes ne permettent pas aux autres Gouvernements d'adopter une date plus rapprochée, les Délégués espagnols se rallieront au vœu de la majorité. Sur le deuxième alinéa, M. Batanero aurait préféré que le terme de dix ans fût maintenu. Il accepte cependant le terme de cinq ans. Il importe que l'industrie nationale soit assurée d'une certaine stabilité dans la législation. L'Espagne n'accepterait peut-être pas une période de plus courte durée.

Quant au troisième alinéa, M. Batanero croit qu'il pourrait être maintenu, si l'on parvenait à se mettre d'accord sur le chapitre des garanties. Sinon, il importerait que, sur la dénonciation par une puissance, les autres recouvraient de plein droit leur liberté d'action.

M. Pallain déclare que les Délégués français ont à faire les plus expresses réserves, en tout ce qui a trait à la mise en vigueur et à la durée de la convention. Ces réserves sont consignées dans la note distribuée à l'appui du projet de la France, qui est entrée la dernière dans le système des primes continentales en matière de sucres. Les Délégués auront donc à en référer au Gouvernement de la République.

M. Pallain pense, d'ailleurs, qu'avant de fixer les délais d'application et la durée de la convention, il serait bien désirable tout au moins d'en connaître les termes. Trois questions capitales ne sont pas résolues, pas même provisoirement :

- 1<sup>o</sup> La nécessité de l'adhésion, à l'Union sucrière, des Etats intéressés ;
- 2<sup>o</sup> Les conditions, les règles de la législation à intervenir pour assurer un traitement rigoureusement égal à tous les contractants ;
- 3<sup>o</sup> La sanction prévue par M. le Président dans son allocution d'ouverture, pour empêcher les Etats signataires — et non signataires apparemment — de la Convention, d'en « nullifier » les effets d'une manière générale. En ce qui concerne le paragraphe final de l'article 8, il n'est pas surpris de voir les Puissances qui vont s'engager, se préoccuper de la faculté de se dégager, dans le cas où elles auraient la certitude que d'autres pourraient échapper aux obligations prises en dénonçant la convention.

M. Batanero croit que toute difficulté disparaîtrait si l'on acceptait la clause des droits compensateurs.

M. Verkerk Pistorius dit que les Pays-Bas désireraient une date d'entrée en vigueur plus rapprochée ; cependant, si la majorité se rallie à la date de 1890, il ne fera pas d'objections. Sur le deuxième alinéa, il se rallie à l'observation du Gouvernement britannique concernant l'impossibilité de faire une œuvre durable en laissant à chaque pays la liberté de se retirer d'année en année. Les Pays-Bas préféreraient une durée plus longue. Ils acceptent le terme de cinq ans comme un minimum.

En ce qui concerne le troisième alinéa, il croyait que la question avait déjà été discutée. Pour lui, il n'y a pas de doute que, si une puissance se retire, toutes les autres ont la faculté d'examiner ce que commandent leurs intérêts. Presque toutes les puissances représentées ont exprimé un vœu pour l'adhésion générale de tous les pays producteurs. Si la réalisation de ce vœu détermine les Puissances à signer une convention, qu'arrivera-t-il dans le cas où une des puissances viendrait à se retirer ? Il ne faut pas seulement se préoccuper du sort de cette puissance, mais aussi du sort des autres. La question ne se trouve pas tranchée par la proposition des Délégués espagnols. Il peut se faire que l'une des puissances ne veuille pas s'en tenir à surtaxer les sucres de l'Etat dissident et que son intérêt lui commande de se retirer elle-même.

M. le Président fait remarquer que cette Puissance aura la faculté de se retirer.

M. Batanero dit que chaque puissance pourrait dénoncer la convention à la date qui lui conviendrait.

M. Kamensky dit qu'en attendant de nouvelles instructions de son Gouvernement sur la continuation de la prime sur les frontières d'Asie, il est obligé de faire, sur le premier alinéa, des réserves pour la continuation de cette prime, au moins jusqu'à la date de l'expiration de la loi actuellement en vigueur, c'est-à-dire jusqu'au 1<sup>er</sup> (13) mai 1891.

Quant au second alinéa, le Gouvernement russe est tout disposé à accepter le terme de cinq ans.

Sur le troisième alinéa, M. Kamensky se range entièrement du côté de l'opinion formulée par MM. les Délégués de la Belgique, de l'Espagne et des Pays-Bas.

M. Catusse dit, au sujet du troisième alinéa, que la rédaction proposée semble exclure la résolution *ipso facto* de la convention à l'égard de tous les Etats par le fait de la sortie d'une des puissances contractantes.

Dès qu'une des parties aura dénoncé la convention, il y aurait seulement ouverture au profit de tous les autres Etats, du droit de dénoncer pour la même époque.

La question présenterait moins d'importance si la première période d'essai de la convention n'avait pas, dans la rédaction proposée, une durée de cinq ans : aussi, tout en réservant l'opinion de son Gouvernement, il n'hésite pas à dire, dès à présent, comme M. le comte de Kuefstein, que cette durée de cinq ans est beaucoup trop longue.

Quoi qu'il en soit, la faculté de résiliation sera ouverte à tous les Etats dès qu'une des parties contractantes aura dénoncé. Mais si elle est ouverte, dans quel délai la seconde ou la troisième dénonciation devra-t-elle être faite pour avoir son effet à la même date que la première ? On peut craindre qu'il n'y ait dans certains cas forclusion.



Une conversation s'engage sur l'interprétation du troisième alinéa. A la suite de cette discussion, il est entendu que la dénonciation ne pourra se faire d'année en année qu'à une date fixe ; c'est-à-dire que la résiliation, à quelque date qu'elle soit notifiée, n'aura son effet qu'un an après le 1<sup>er</sup> août qui suivra cette notification.

Une longue discussion s'engage alors sur les moyens d'assurer aux diverses puissances la faculté de se retirer à leur tour. Après un échange de vues, la rédaction de l'article est modifiée comme suit :

« La présente convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> août 1890.

« Elle restera en vigueur pendant *cinq* années, à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, quinze mois avant l'expiration de ladite période de *cinq* années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

« Dans le cas où une des puissances signataires dénoncerait la convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; mais les autres puissances conservent, pendant trois mois, la faculté de se retirer à leur tour. »

M. Catusse demande si, après une résiliation faite sous les conditions prévues par la nouvelle rédaction du troisième alinéa, un nouveau délai s'ouvrira à la suite de la seconde ou de la troisième dénonciation intervenant précisément à l'expiration de ce délai de trois mois.

L'article mis aux voix est adopté, provisoirement, sauf le dernier alinéa, et sous la condition que le procès-verbal fera mention des réserves formulées : 1<sup>o</sup> par la France en ce qui concerne la date d'application et la durée de la convention ; 2<sup>o</sup> par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en ce qui concerne la durée seulement ; 3<sup>o</sup> par la Russie en ce qui concerne la prime sur les frontières d'Asie.

Il est entendu en outre que la rédaction pourra être révisée s'il y a lieu.

Il est convenu que la prochaine séance de la conférence aura lieu vendredi 27 avril, à onze heures et demie.

La discussion des articles 6, 9 (nouvelle rédaction) 10 et 11 est mise à l'ordre du jour.

Il est entendu que la discussion de l'article 3 aura lieu après que la Conférence aura reçu le rapport de la Commission.

La séance est levée à trois heures moins un quart.

*Les Secrétaires :*

*Le Président de la Conférence,*

H. FARNALL, A.-E. BATEMAN, E. BOIZARD.

Henry de WORMS.

#### Quatorzième Séance. — Samedi 28 Avril 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.



La séance est ouverte à trois heures.

M. le Président met aux voix l'adoption des procès-verbaux des neuvième, dixième et onzième séances.

Ces procès-verbaux sont adoptés.

Un texte du projet de Convention est distribué à MM. les Délégués.

Ce texte indique quels sont les articles que la Conférence a déjà adoptés et quels sont ceux qui restent à discuter.

(Voir l'annexe au présent procès-verbal).

M. Pallain fait remarquer qu'à ce projet de Convention les articles 5 et 11 mentionnent bien les réserves faites par les Délégués, tandis que l'article 1 est porté avec la mention « adopté », alors que des réserves avaient été indiquées par plusieurs membres de la Conférence, notamment par MM. Jordan et le comte de Kuefstein, et par les Délégués français. Voici ce que disait M. le premier Délégué de l'Allemagne à Londres dans la séance du mardi 10 avril : « On est d'avis en Allemagne que tous les pays qui produisent ou qui exportent le sucre devraient adhérer dès à présent à cette Convention ; on tient beaucoup à ce que les Etats-Unis et le Brésil y prennent part. » Or ni les Etats-Unis ni le Brésil n'ont adhéré au principe de la suppression des primes. On nous dit qu'ils adhéreront en profitant de la clause ouverte. Autre chose est d'entrer, autre chose de se garder la porte ouverte.

La France désire sincèrement la suppression des primes ; elle est reconnaissante à l'Angleterre d'avoir provoqué un débat international pour arriver au concordat sucrier qui doit débarrasser, dans un avenir prochain, les budgets des pays intéressés des charges qu'ils supportent au profit des consommateurs étrangers, voire même des consommateurs de la Grande-Bretagne ; mais cette suppression des primes, qu'il est désirable d'assurer par un arrangement international, elle l'avait spontanément réalisée chez elle par la loi du 19 juillet 1880.

De 1880 à 1884, il n'a pas existé en France de primes d'exportation pour les sucres.

Par la loi du 19 juillet 1880, le Gouvernement de la République avait pris l'initiative d'un régime qui faisait disparaître les primes sur les sucres raffinés et qui, en imposant les sucres bruts d'après leur rendement au raffinage, ne laissait subsister pour eux aucune cause d'inégalité dans la perception de l'impôt. L'application du droit sur le produit achevé excluait toute allocation de prime.

C'est dans cette période que la sucrerie française a perdu le marché anglais, et qu'à l'aide de primes énormes d'autres pays sont venus lui faire concurrence jusque sur le marché français. La France, en 1884, dut adopter, pour son industrie sucrière, menacée d'une ruine complète, une législation analogue à celle des autres pays. C'est ce qu'a si bien rappelé, dans la première partie de la Conférence, le plénipotentiaire français désigné pour signer la Convention, M. Sans-Leroy.

L'adhésion du Gouvernement de la République au principe de la suppression des primes n'est donc pour lui que le retour au régime dont il avait dû s'écarter sous la pression de circonstances indépendantes de sa volonté. Mais à ce retour, la France met pour condition expresse qu'aucun autre pays ne pourra maintenir ses primes ou en profiter sous une forme quelconque, directe ou indirecte et que, au nom même de l'égalité recher-

chée, des délais soient stipulés par les Etats qui sont entrés les derniers dans le système des primes.

Le Délégué français ajoute que c'est pour se conformer à ses instructions, qui ne sont un mystère pour personne, puisque les journaux de la Cité ont reproduit la dépêche envoyée par M. Peytral, ministre des Finances du nouveau Cabinet, à la date du 15 avril dernier, qu'il a fait des réserves sur l'article 1 mentionné comme adopté sans revision, quand il a connu la non-adhésion des Etats-Unis. Cette dépêche est ainsi conçue : « Les instructions données aux Délégués français leur prescrivent de n'adhérer au principe de la suppression des primes qu'en cas d'accord de tous les pays producteurs, etc. »

M. Pallain rend hommage à la direction imprimée aux débats de la Conférence par son éminent président. Il demande la permission seulement, pour rendre exactement sa pensée, d'emprunter à l'histoire parlementaire de l'Angleterre un souvenir qui mérite d'être connu. Après la Révolution de 1830, M. de Talleyrand était ambassadeur de France à Londres, il y travaillait à cette alliance qui avait été le désir de toute sa vie et qui avait fait l'objet de sa première mission en 1792. Le duc de Wellington était premier ministre. L'opposition accusait l'administration anglaise de subir trop sensiblement le charme et l'ascendant du diplomate français. Une interpellation eut lieu à ce sujet à la Chambre des Communes. Le duc de Wellington prit la parole, et, tout en défendant sa politique de subir l'influence de l'ancien Constituant, il sut défendre noblement son ancien adversaire du Congrès de Vienne.

Les Délégués français pourraient-ils se défendre d'avoir subi le charme et l'ascendant du président qui dirige les débats avec tant d'autorité, s'ils ne prenaient le soin de se conformer scrupuleusement à leurs instructions; ils ne peuvent oublier, dans les délices d'une hospitalité londonnienne, que, suivant le proverbe anglais, les affaires sont les affaires, et que la salle du Foreign Office où se prépare l'Union sucrière, qui peut toucher si grandement l'industrie et l'agriculture des pays représentés, si tous les Etats intéressés n'y prennent pas part, si les conditions ne sont pas les mêmes pour toutes les industries rivales, n'est plus le salon où la courtoisie vous fait l'agréable office de ne pas contrarier l'opinion du maître de la maison.

On a dit souvent que dans ces Conférences internationales chacun avait le devoir de se montrer bon Européen. C'est pour se montrer tel, et au nom même de l'agriculture et de l'industrie européennes, que la France regarde du côté de l'Atlantique et attend, pour donner une adhésion définitive à l'article 1, que les Etats intéressés et notamment les Etats-Unis, aient donné la leur.

Est-il besoin de rappeler les réserves de l'Italie ? Il est vrai, comme l'a dit M. Catalani, que les sucres de Gènes ne se présentent sur le marché de Beyrouth qu'en faible quantité en concurrence avec ceux de Marseille; mais si, par un mode quelconque de législation, l'Italie, qui semble s'être réservé son régime intérieur, s'accordait une prime, immédiatement les conditions d'égalité que l'entente internationale a en vue seraient modifiées à son profit, ce qui ramènerait ses raffinés en Syrie. A l'heure qu'il est, c'est une différence de prix de 50 centimes par 100 kilogrammes qui fait pencher la balance au profit de Marseille.

Le Délégué de la Russie ne croit pas à l'avenir du sucre de sorgho, mais

le sorgho est de la même famille que la canne ; il a même sur elle l'avantage d'être une plante annuelle ; que lui faut-il ? Un sol fertile, des travailleurs énergiques, et des procédés perfectionnés d'extraction ; rien de tout cela ne manque dans la Grande République américaine.

Cet Etat du Kansas, dont il a été question le 5 avril dernier au Sénat américain, il était, il y a cinquante ans, un désert absolu ; on y compte aujourd'hui 1,200,000 à 1,500,000 âmes.

Voici le développement de son agriculture :

	Froment.	Mais.
1860.....	75.000	2.000.000
1870.....	850.000	6.000.000
1880.....	6.000.000	36.000.000

Du reste, la proposition du sénateur d'Iowa s'applique tout aussi bien au sucre de canne qu'au sucre de sorgho ; ce qu'il demande, c'est que les heureux excédents du budget des Etats-Unis soient consacrés à allouer des primes à l'agriculture et à l'industrie, et plus particulièrement à développer l'industrie sucrière.

La vérité, c'est que les Etats-Unis, devenant grands producteurs de sucres, pourraient, en les primant, non-seulement fermer quelque jour leur marché aux autres sucres, mais envahir les marchés tiers, d'où la conséquence qu'un concordat sucrier, dans lequel les Etats-Unis n'entraieraient pas, réserverait à l'Europe de désagréables surprises.

M. le Baron de Worms étant appelé à s'absenter temporairement de la Conférence, la Présidence est déferée à M. le Comte de Kuefstein, Vice-Président de la Conférence.

M. le Comte de Kuefstein prend place au fauteuil,

M. le Comte d'Onslow demande si, parmi les Puissances dont M. le Délégué français considère l'adhésion comme indispensable, il en est qui manquent à la Conférence.

M. Pallain répond affirmativement.

M. le Comte de Kuefstein rappelle que plusieurs autres Délégués ont également réservé leur adhésion définitive tant que certains Etats, dont on désire le concours, n'auront pas adhéré, le Délégué de l'Allemagne et lui-même entre-autres.

M. Batanero fait observer que la Conférence élabore une Convention dans la pensée que tous les Gouvernements représentés la ratifieront. L'objection soulevée se rattache à la question des droits compensateurs. Si la proposition faite, à ce sujet, par les Délégués espagnols, est adoptée, la Convention renfermera une sanction et, dès lors, les réserves relatives à l'adhésion générale de tous les Etats intéressés dans la question n'aura plus autant d'importance. L'adoption de chaque article de la Convention n'est pas définitive. Mais il est nécessaire, pour faciliter la discussion, d'établir une différence entre les articles sur lesquels la Convention a déjà discuté et ceux qu'elle n'a pas encore abordés.

M. Pallain répond que ces réserves n'en sont pas moins justifiées.

M. le Comte d'Onslow dit que la faculté de signer ou de ne pas signer est toujours réservée de plein droit aux plénipotentiaires.

Cette observation ne satisfait pas entièrement M. Pallain. La Conférence elle-même ne saurait se prononcer que lorsqu'elle saura exactement quelles sont les Puissances contractantes.

M. Dupuy de Lome croit que l'article peut être considéré comme provi-



soirement adopté, pourvu que chaque Gouvernement conserve la faculté de prendre une décision définitive le jour où il aura toute la Convention sous les yeux. Il reste encore deux pas à faire : les Délégués devront soumettre le projet de Convention à leurs Gouvernements respectifs, et ceux-ci auront à décider s'ils doivent y adhérer.

M. Pallain rappelle qu'à la fin de la première session, M. le Président avait laissé entrevoir, comme presque assurée, l'adhésion des Etats-Unis. Les événements n'ont pas jusqu'ici confirmé cette espérance. C'est là ce qui engage M. Pallain à insister sur ces réserves.

M. Dupuy de Lome fait observer qu'avant de se réunir en Conférence, les divers Gouvernements savaient que les Etats-Unis ne prendraient pas part officiellement aux travaux de la Conférence. Il croit avoir eu entre les mains une circulaire de Lord Salisbury, dans laquelle il était dit, si ses souvenirs sont bien exacts, que M. Bayard excusait l'abstention des Etats-Unis par des raisons constitutionnelles, dont il faut toujours tenir compte quand il s'agit de Traités avec les Etats-Unis. Ce pays est, cependant, dignement représenté par un Délégué officieux. M. Dupuy de Lome y voit une preuve du bon vouloir du Gouvernement des Etat-Unis. La Conférence ne peut pas mettre comme condition l'adhésion actuelle des Etats-Unis ; car elle savait avant de se réunir que cette adhésion était, pour le moment, impossible. L'Espagne a plus d'intérêt que tout autre pays à ce que les Etats-Unis fassent partie de l'Union. Car le principal, sinon le seul marché que les primes de l'Europe ont laissé aux sucres de Cuba, se trouve aux Etats-Unis. L'Espagne a confiance dans le sens pratique et juste du Congrès américain pour abolir les primes quand les autres Etats seront arrivés à les supprimer. M. Dupuy de Lome sait qu'il est impossible d'exiger une adhésion préalable en raison de la répugnance des Etats-Unis à s'unir à des manifestations collectives Européennes.

M. Jordan pense que ce n'est pas au contenu de l'article 1 du projet de Convention, mais plutôt à la nouvelle rédaction du préambule que se rapportent les réserves que M. le Délégué français vient de renouveler. Ce préambule, en énumérant les Hautes Parties contractantes, ne comprend ni les Etats-Unis ni le Brésil. M. Jordan avait espéré que les difficultés qui en résultent s'amoudraient si la Conférence acceptait la clause des droits compensateurs. Il voudrait bien savoir si, dans le cas où cette clause serait adoptée, le Gouvernement français ne croirait pas pouvoir traiter sans l'adhésion des Etats-Unis. Le Gouvernement allemand attache le plus grand prix à ce que les Etats-Unis se rattachent à la Convention ; si la clause pénale n'est pas adoptée, M. Jordan se verrait obligé de renouveler plus nettement les objections contenues dans les alinéas 2 et 3 du Mémoire imprimé de l'Allemagne. D'une manière générale, d'ailleurs, il ne croit pas devoir renouveler incessamment des réserves sur chaque article, son Gouvernement ayant déclaré officiellement qu'il ne prenait part à la deuxième session de la Conférence qu'en se réservant toute liberté d'accepter ou non la Convention, quand il aura sous les yeux le résultat final des travaux de la Conférence.

M. Batanero fait observer que tous les Gouvernements se sont réservé cette faculté d'examen. Dans le *Livre jaune* publié par le Gouvernement français, il est dit que ce gouvernement n'a accepté l'invitation, qui lui était faite par le Gouvernement britannique, qu'à la condition de conserver



sa liberté d'action. Il doit être entendu qu'il en est ainsi pour toutes les Puissances jusqu'à la signature de la Convention.

Les Etats-Unis n'ont pas dit qu'ils n'adhéreront pas ; la question reste ouverte ; il ne faut pas la préjuger ; dans ces conditions, la Conférence peut continuer ses délibérations.

M. le Président fait observer que les réserves insérées dans les procès-verbaux restent intactes.

M. Verkerk Pistorius pense qu'on attache trop d'importance au document qui a été distribué au début de la séance. Il n'y a pas là une constatation officielle des décisions prises par la Conférence. C'est un travail fait par MM. les Secrétaires à titre de simple indication pour tenir les Délégués au courant des travaux journaliers.

M. le Président confirme cette manière de voir. Le document en question n'est pas destiné à être utilisé en dehors de la Conférence.

L'incident est clos.

M. Catalani annonce que son Gouvernement l'a désigné comme Plénipotentiaire pour signer la Convention.

M. le Président propose d'aborder l'ordre du jour arrêté à la dernière séance. Cet ordre appelle la discussion de l'article 12, dont M. le président donne lecture comme suit :

« Art. 12. — Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes.

« Chacun de ces territoires admis à la présente Convention conserve la faculté de se retirer de la même manière que les puissances contractantes et dans les conditions indiquées à l'article 11.

« Dans le cas où l'un de ces territoires désirerait se retirer de la Convention, une notification à cet effet sera faite aux puissances contractantes par le Gouvernement de la Métropole de la province, colonie, ou possession en question. »

M. le Président invite MM. les Délégués à présenter leurs observations.

M. Jordan dit que, dans le cas où une colonie dénoncerait la Convention, les conséquences seraient les mêmes que si l'une des puissances signataires la dénonçait. Chacun des autres Gouvernements aurait alors le droit de se retirer. S'il y avait des doutes sur cette question, il faudrait spécifier.

M. Guillaume n'a pas d'observations à faire. Il est évident que les colonies sortiront de la Convention de la même manière que les Etats signataires, c'est-à-dire, dans les conditions de l'article 11.

M. Jordan se rallie à cette interprétation.

M. Batanero croit que la première partie de l'article 12 a déjà été implicitement adoptée par le vote de l'article 4.

M. le Président croit que l'article 4 accorde aux Etats et aux colonies la faculté d'entrer dans la Convention, tandis que l'article 12 implique pour les colonies et possessions étrangères des parties contractantes l'obligation d'entrer dans l'Union.

L'article 4 est le complément de l'article 2. On impose par l'article 2 un système d'impôt déterminé ; mais il fallait donner aux Etats, colonies, ou possessions étrangères qui, n'ayant pas d'impôt, n'ont pas besoin d'adopter ce système, la faculté d'adhérer à la convention ; c'est là le but de l'ar-

ticle 4. L'article 12 constate que les Etats contractants stipulent pour leurs colonies.

M. Verkerk Pistorius pense qu'on revient sur un point déjà décidé. A ses yeux l'art. 4 ne vise pas les Etats contractants, mais ceux qui adhéreront par la suite. Mais à l'égard des Etats qui forment la Convention, il faut une clause qui oblige les colonies. Voilà la signification de l'art. 12.

MM. Batanero et Dupuy de Lome contestent cette interprétation. L'Angleterre et l'Espagne leur semblent visées par l'art. 4.

M. le Président dit que, si cela paraît nécessaire, on pourrait modifier sur ce point la rédaction de l'art. 4. Pour le moment, il propose de revenir à la discussion de l'art. 12.

M. Catalani n'a pas d'observations à faire.

M. Verkerk Pistorius accepte pour toutes les colonies néerlandaises, sans exception, les principes de l'article 12. Mais il ne peut accepter la rédaction des deuxième et troisième paragraphes. Les colonies néerlandaises n'ont pas la faculté de se retirer de la Convention ; on ne peut donc pas dire dans le deuxième paragraphe que cette faculté leur est « conservée ». En d'autres termes, le paragraphe 2, tel qu'il est rédigé, suppose l'autonomie des colonies. Il faut trouver une rédaction qui n'implique pas cette autonomie.

M. Batanero partage cette manière de voir.

M. Kamensky dit que, sans faire de réserves spéciales sur l'article 12, il ne pourra cacher que le droit reconnu à chaque territoire de se retirer de la Convention lui paraît superflu. Il croit qu'il serait plus équitable que les colonies, provinces d'outre-mer et possessions étrangères suivissent, dans ce cas, complètement la conduite de la Métropole ou de la mère-patrie, sans jouir de l'indépendance qu'on a l'intention de leur conférer. Ce ne sont, à l'avis de M. Kamensky, que les Hautes Parties contractantes qui devraient avoir le privilège de dénoncer la Convention en entraînant avec elles les territoires qui font partie ou dépendent de la Métropole.

M. Pallain pose une question relative au régime douanier des colonies britanniques.

M. le Comte d'Onslow répond qu'elles sont entièrement maîtresses de leur tarif douanier.

M. le Comte d'Onslow propose de dire, par le deuxième paragraphe de l'art. 12, que les colonies autonomes et les Indes se réservent la faculté de se retirer de la Convention.

M. Batanero demande qu'on reconnaisse à l'Espagne la faculté de dénoncer la Convention pour les îles de Cuba et de Porto-Rico.

M. Verkerk Pistorius fait observer que, si la faculté de se retirer de la Convention est accordée aux colonies de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, tandis que la Métropole y resterait, la même faculté devrait être réservée aux Pays-Bas pour leurs colonies.

M. Guillaume croit qu'il ne faudrait pas reconnaître à une colonie non autonome la faculté de se retirer de la Convention.

M. Batanero dit que des considérations politiques obligent l'Espagne à se réserver le droit de résilier au nom de ses provinces et possessions d'outre-mer.

M. Jordan préférerait la rédaction de M. d'Onslow, qui réserve le droit de dénonciation aux colonies autonomes seulement. Si un Etat croit que les intérêts d'une colonie ou d'une province se trouvent lésés par la Con-

vention, cet Etat pourra se retirer lui-même de l'Union sous les conditions de l'art. 11.

M. Batanero réclame la faculté de dénoncer pour la province ou colonie dont les intérêts sont lésés, sans que les autres parties de l'Etat cessent d'appartenir à l'Union.

M. Verkerk Pistorius lit la rédaction suivante, qu'il a préparée sur la demande de M. le Comste d'Onslow :

« Art. 12 (deuxième paragraphe). — Les Hautes Parties contractantes conservent la faculté de se retirer pour un ou plusieurs de ces territoires sous les conditions, et avec les conséquences indiquées à l'article 11. La même faculté est réservée aux colonies autonomes et aux provinces d'outre-mer. »

M. Jordan présente une observation sur ce qui arrivera dans le cas où la Convention imposerait des droits compensateurs sur les sucres des pays qui se trouveraient en dehors de l'Union. L'Etat qui aurait dénoncé la Convention pour une de ses colonies, se verrait obligé d'imposer les droits en question aux sucres qu'il recevrait de cette colonie.

M. Dupuy de Lome accepte cette conséquence. L'Espagne pourrait, un jour, juger avantageux pour les intérêts de Cuba, de la faire sortir de l'Union sucrière européenne, pour la faire entrer dans l'Union sucrière américaine s'il s'en formait une. M. Dupuy de Lome fait remarquer à M. Jordan que, du reste, pour frapper de droits compensateurs les sucres coloniaux, il faudrait qu'il leur fût accordé des primes. Or l'Espagne ne pense pas en accorder ni à la Métropole, ni dans les colonies.

M. le baron de Worms reprend possession du fauteuil.

La discussion continue sur la rédaction de l'art. 12 proposée par M. Verkerk Pistorius.

M. Pallain croit que les colonies autonomes, à l'encontre de celles de la Couronne, doivent figurer individuellement, comme parties contractantes dans le projet de convention, puisqu'il a dépendu d'elles seules d'y adhérer ; c'est avec elles, nominativement, que les Etats de l'Union sucrière vont contracter.

Le service des douanes est-il organisé dans les colonies autonomes d'une façon positive ?

Pour les colonies de la Couronne, il n'y a aucune appréhension douanière à avoir, puisque le Gouvernement de la Grande-Bretagne stipule pour elles.

C'est surtout le régime intérieur des colonies autonomes qu'il y aurait intérêt à connaître. C'est surtout sur celles-là que l'action de la Métropole est moins directe, moins sensible, puisqu'elle semble se réduire à des liens de sentiment et d'allégeance.

A cet amas de fleurs étrangères, l'Angleterre, comme Montaigne, n'a mis qu'un fil à les relier.

Aussi ces colonies sont maitresses absolues de leur régime douanier : la mère-patrie s'en désintéresse absolument ; bien souvent les tarifs imposés par les colonies sont contraires aux intérêts de la Métropole.

Le Canada n'est-il pas en train de faire l'Union douanière avec les Etats-Unis ?

M. Pallain cite ce fait de la colonie australienne de Victoria qui a tout récemment établi entre les sucres de canne et les sucres de betterave, la différence de droit que voici :



	Par quintal anglais
	s. d.
Antérieurement au 27 juillet 1887, les droits étaient :	
Sucre brut et sucre raffiné.....	3 0
Postérieurement au 27 juillet 1887, les droits étaient :	
Sucre de canne.....	3 6
Sucre de betterave et autres sucres.....	6 0

Ainsi le droit préventif contre l'importation du sucre de betterave est de 7 fr. 38 par 100 kilogrammes.

Ce serait l'arrivée d'une cargaison de sucre de betterave austro-hongrois qui aurait motivé le traitement de défaveur pour le sucre de betterave.

Quant aux colonies françaises, leur situation est bien simple. L'objet de la Convention est de supprimer les primes directes ou indirectes. Or les sucres des colonies françaises n'ont d'autres primes que celles qui résultent, d'après les lois métropolitaines, de l'allocation d'un déchet de fabrication.

Il dépend donc de la Métropole et de la Métropole seule de retirer cette allocation, qui est la conséquence nécessaire et légitime de l'égalité de condition qu'on a entendu établir entre le sucre indigène et le sucre colonial.

Quant au régime douanier en vigueur dans les colonies françaises, il donne satisfaction aux vœux de la Conférence internationale, et il ne pourrait être modifié que par un règlement d'administration publique, qui ne pourrait être préparé sans l'intervention du Gouvernement et du Conseil d'Etat.

M. le Comte de Kuefstein dit qu'il n'a pas de renseignements officiels sur le cas cité par M. Pallain. Mais il a vu dans les journaux spéciaux des plaintes sur des modifications qui auraient été introduites récemment au Canada pour l'application de la surtaxe de 7 1/2 0/0 à l'importation indirecte que l'on vient à interpréter plus sévèrement que jusqu'ici.

M. Verkerk Pistorius demande s'il n'entre pas dans les intentions de la Grande-Bretagne de laisser à ses colonies autonomes le droit de se retirer.

Sur une réponse affirmative, il réclame la même liberté pour les colonies des Pays-Bas.

M. le Président croit qu'il est difficile qu'une colonie faisant partie intégrante d'un pays puisse se retirer.

M. Guillaume accepte cette interprétation, qui est contestée par MM. Dupuy de Lome et Pistorius.

M. Catusse tient à faire observer que l'article 12, tel qu'il est formulé dans la rédaction de M. Verkerk Pistorius, va faire naître des difficultés inextricables d'exécution. Déjà il sera très difficile de surveiller la législation dans tous les Etats. Comment organiser un contrôle sérieux si l'on permet aux colonies non autonomes d'avoir un régime autonome en matière de sucre ?

L'art. 12 est adopté avec la rédaction de M. Verkerk Pistorius.

On passe à la discussion de l'article 13, qui est adopté dans la forme suivante :

« Art. 13. — L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des pays contractants.



« La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Londres, le 1<sup>er</sup> août 1889, ou plus tôt si faire se peut ».

M. le Président invite MM. les Délégués à faire connaître par écrit l'opinion de leurs Gouvernements sur la proposition des Délégués espagnols.

Le Gouvernement britannique désire savoir si chaque puissance est d'avis : 1<sup>o</sup> qu'il est nécessaire d'adopter contre une puissance contractante des droits compensateurs ou même une prohibition, si cette puissance continue à donner des primes, soit qu'elle viole la Convention, soit qu'elle sorte de l'union; 2<sup>o</sup> que cette prohibition ou ces droits compensateurs peuvent s'appliquer aux pays non contractants.

La discussion de cette question est fixée au samedi 5 mai.

La prochaine réunion de la Conférence aura lieu mardi 1<sup>er</sup> mai.

La séance est levée à cinq heures et demie.

*Les Secrétaires,*

H. FARNALL, A-E. BATEMAN,  
E. BOIZARD.

*Le Président de la Conférence,*

HENRY DE WORMS.

#### ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRIÈME SÉANCE

#### Projet de Convention

Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer la suppression totale des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Adopté.

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres.

Adopté.

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à adopter, ou à proposer à leurs législatures respectives, un système d'impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, comme le seul qui permette d'arriver à la suppression des primes en question, et à soumettre au même régime les fabriques de glucose et les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

Renvoyé à la Commission.

Art. 3. — La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions au point de vue de l'application du système d'impôt sur les quantités de sucre produites, le régime actuellement établi dans ce royaume pourra être maintenu, sauf les modifications suivantes :

La quotité de l'impôt sera ramenée de 45 fr. à 25 fr. à partir de la mise en vigueur de la présente convention. La prise en charge des fabriques abonnées sera portée de 1,500 à 1,700 gr.

Réservé.

Art. 4. — Sont admis à la Convention les Etats et les Provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'art. 2, ne perçoivent pas d'impôts sur les sucres, ou qui n'accordent à l'exportation des sucres

bruts, des sucres raffinés, ou des glucoses aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités.

Adopté, sauf les réserves de l'Italie.

Art. 5. — Dans les cas où l'un des Etats contractants qui n'impose pas de droits sur le sucre viendrait à en établir, cet Etat devra établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ou bien ne donner aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités.

Adopté, sauf réserve pour les mots « établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation » ; et sauf les réserves de l'Italie.

Art. 6. — *Proposition de MM. les Délégués de l'Espagne* : Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prohiber l'importation des sucres et des glucoses provenant des pays qui accordent des primes, ou à leur imposer un surcroît de droits, ou un compensateur qui ne pourra être inférieur au montant des primes.

*Proposition de MM. les Délégués des Pays-Bas* : Dans le cas où des primes directes ou indirectes seraient accordées par des pays tiers à l'exportation des sucres bruts ou raffinés et deviendraient compromettantes pour la production de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, une nouvelle entente pourrait être provoquée pour aviser de concert aux mesures de défense qui pourraient être prises.

A discuter.

Art. 7. — *Proposition de MM. les Délégués des Pays-Bas* : Les surtaxes sur les sucres importés directement de l'un des Pays contractants dans un autre ne dépasseront pas franc par 100 kilogr. Le Pays où de pareilles surtaxes n'existent pas n'en établiront pas.

Art. 8. — *Proposition de MM. les Délégués Français* : L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que des besoins, à l'accomplissement des formalités établies par les lois constitutionnelles de chacun des pays contractants.

Art. 9. — *Rédaction de MM. les Délégués Britanniques* : Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par la voie diplomatique les Lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs Etats respectifs, relativement à l'objet de la présente Convention.

Elles conviennent de nommer une Commission pour l'examen de ces lois et des règlements qui en dépendent. Cette Commission est chargée de préparer un rapport sur les lois et règlements en question. Le Gouvernement du pays où la Commission s'est réunie communique ce rapport aux autres Gouvernements contractants. Ce Gouvernement nomme le Président de la Commission.

Chacune des Hautes Parties contractantes est représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et un Député adjoint.

La première réunion de la Commission aura lieu à Londres dans les six mois qui suivront la signature de la présente Convention.

La Commission est chargée de préparer à sa première réunion un projet de règlement déterminant le lieu et la date de ses réunions ultérieures.

Elle est également chargée de préparer à sa première réunion un rapport sur les lois ou les Projets de Lois qui lui auront été renvoyés par les Gouvernements intéressés.

A discuter.

*Rédaction de MM. les Délégués de la Belgique* : Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission internationale des Sucres, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et d'un Bureau permanent.

Les Délégués auront pour mission :

- 1<sup>o</sup> D'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents ;
- 2<sup>o</sup> D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;
- 3<sup>o</sup> D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention ;
- 4<sup>o</sup> De contrôler si, conformément à la présente Convention, il n'est accordé dans l'un ou l'autre des Pays contractants aucune prime directe ou indirecte à la fabrication ou à l'exportation des sucres ou des glucoses.

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non-seulement dans les Pays contractants, mais également dans tous les autres pays.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté Britannique qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et un Délégué adjoint.

La Commission aura son siège à Londres. Son Président sera nommé par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

La première réunion de la Commission aura lieu dans les six mois qui suivront la ratification de la présente Convention ; ses réunions ultérieures se feront sur convocation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Dans sa première réunion, la Commission arrêtera son règlement d'ordre intérieur et rédigera un rapport sur les lois ou projets de lois qui lui auront été soumis par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

La Commission n'aura qu'une mission de contrôle et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel le communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, au besoin — si tel est l'avis de la majorité des contractants — la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des Délégués qui seront payés par leurs pays respectifs — seront supportés par tous les Pays contractants et répartis entre eux proportionnellement à l'importance de l'importation et de la fabrication des sucres.

A discuter.

*Rédaction de MM. les Délégués des Pays-Bas :* Les Hautes-Parties contractantes se communiqueront par la voie diplomatique les lois qui auraient déjà été rendues, ou viendraient à l'être, dans leurs Etats respectifs, relativement à l'objet de la présente Convention.

Elles conviennent de nommer une Commission pour l'examen de ces lois et des règlements qui en dépendent.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut être représentée à la Commission par un Délégué, ou par un Délégué et un Délégué adjoint. Le Gouvernement du pays où la Commission se réunit nomme le Président de la Commission.

La première réunion de la Commission aura lieu à Londres dans les six mois qui suivront la ratification de la présente Convention.

La Commission est chargée de préparer à sa première réunion un projet de règlement déterminant le lieu et la date de ses réunions ultérieures.

Elle est également chargée de préparer à sa première réunion un rapport sur les lois ou les projets de lois qui lui auront été renvoyés par les Gouvernements intéressés, et un projet de publication d'un Bulletin international des

lois et règlements et de statistique concernant l'industrie et le commerce des sucres.

A discuter.

Art. 10. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande, à la condition que leurs Lois et leurs Règlements, sur le régime des sucres, soient d'accord avec les principes de la présente Convention, et aient été soumis, préalablement, à l'approbation des Hautes parties contractantes dans les formes prescrites à l'article précédent.

Adopté.

Art. 11. — La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> août 1889.

Elle restera en vigueur pendant cinq années, à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, quinze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard; mais les autres Puissances conserveront, pendant trois mois, la faculté de se retirer à leur tour.

Adopté, sauf réduction et sauf les réserves formulées : 1<sup>o</sup> par la France, en ce qui concerne la date d'application et la durée de la Convention; 2<sup>o</sup> par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, en ce qui concerne la durée seulement; 3<sup>o</sup> par la Russie, en ce qui concerne la prime sur les frontières d'Asie.

*Rédaction de M.M. les Délégués Belges* : La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> août 1890.

Elle restera en vigueur pendant cinq années, à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard : mais les autres Puissances conservent jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation la faculté de se retirer à leur tour à partir du 1<sup>er</sup> août de l'année suivante.

Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances concordataires se réunirait à Londres dans les trois mois pour aviser sur les mesures à prendre.

A discuter.

Art. 12. — Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes.

Chacun de ces territoires admis à la présente Convention conserve la faculté de se retirer de la même manière que les puissances contractantes et dans les conditions indiquées à l'article 11.

Dans le cas où l'un de ces territoires désirerait se retirer de la Convention, une notification à cet effet sera faite aux Puissances contractantes par le Gouvernement de la Métropole de la province, colonie, ou possession en question.

A discuter.

Art. 13. — La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Londres, le 1<sup>er</sup> août 1889, ou plus tôt si faire se peut.

A discuter.

### Quinzième Séance. — Mardi 1<sup>er</sup> Mai 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique,



de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

M. le Président propose d'arrêter la rédaction définitive de l'article 9.

M. Pistorius fait remarquer que toutes les idées exprimées dans la rédaction britannique et dans celle des Pays-Bas se trouvent contenues dans la rédaction belge, ce qui la rend éminemment propre à servir de base.

Il est entendu que la rédaction belge servira de texte à la discussion.

Le premier alinéa est adopté. Il est ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission internationale des sucres, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

M. le Président donne lecture du deuxième alinéa :

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et d'un bureau permanent.

M. Kennedy demande s'il est réellement nécessaire de créer un Bureau permanent à ce moment. Les Gouvernements sont sur le point de constituer à Bruxelles un Bureau international de statistique. Ne serait-il pas possible de donner à ce Bureau les fonctions que l'on entend donner au Bureau permanent des sucres ? Il faut éviter la multiplication de pareils organes internationaux. Dans ces circonstances, M. Kennedy propose de ne pas trancher dès à présent la question de l'établissement d'un Bureau spécial pour le sucre ; il la renverrait à la considération de la Commission internationale ; celle-ci la résoudrait dans le sens des instructions qui seraient données par les divers Gouvernements à leurs Délégués.

M. Guillaume fait observer que le Bureau international de statistique a reçu un mandat qui n'est pas susceptible d'extension.

La question a du reste été soulevée dans la discussion de la Conférence internationale des tarifs à Bruxelles, et résolue dans un sens négatif. M. Guillaume cite le passage suivant du procès-verbal de la séance du 16 mars 1888, de cette Conférence :

« M. le Délégué de la Russie fait observer que le Gouvernement russe publie périodiquement un compte-rendu des importations et des exportations de l'Empire. Il demande d'après les instructions de son Gouvernement, si ces documents et les documents similaires publiés par d'autres Gouvernements étrangers ne pourraient pas trouver place dans les publications du bureau international.

« Les renseignements statistiques complètent utilement les renseignements douaniers. M. de Kamensky fait remarquer à titre d'exemple que la Russie cherche à augmenter son importation d'alcool, et qu'il serait intéressant pour les exportateurs de connaître quels sont les marchés qui leur sont ouverts.

« M. le Baron Lambermont reconnaît l'incontestable utilité que présenterait la publication des statistiques commerciales auxquelles fait allusion M. de Kamensky, mais il se demande si l'adoption de la mesure préconisée par M. le Délégué de Russie n'entraînerait pas le Bureau international des tarifs dans des frais trop considérables. Il faudrait prévoir, en effet, le cas où tous les Gouvernements adhérents réclameraient l'insertion de leur propre statistique dans le *Bulletin international*. »

La Conférence a pu d'ailleurs constater combien sont grandes les difficultés techniques que soulève la question des sucres. Le Bureau international des tarifs pourrait ne pas avoir à cet égard la compétence nécessaire.

Devant les objections de la Belgique, M. Kennedy retire sa proposition.

M. Jordan n'a pas d'objections à faire sur le deuxième alinéa.

M. le Comte de Kuefstein ne prévoit pas non plus d'objections ; mais n'ayant pas d'instructions sur les détails de l'article, qui ne sont pas encore connus des Gouvernements autrichien et hongrois, il ne peut donner que son opinion personnelle.

M. Guillaume fait remarquer que le Bureau permanent étant un rouage distinct de la Commission des Délégués, il y aurait lieu de modifier la rédaction de l'alinéa.

M. Verkerk Pistorius se rallie à cette manière de voir. L'institution d'un Bureau permanent chargé de la publication d'un bulletin de législation et de statistique lui paraît très utile au point de vue du contrôle de l'exécution et des effets de la Convention. Quant à la Commission internationale, M. Pistorius se trouve, pour le moment, sans instructions, et il doit réserver la décision de son Gouvernement.

La rédaction du deuxième alinéa est modifiée comme suit :

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et il lui sera adjoint un Bureau permanent.

La discussion est ouverte sur le troisième alinéa, ainsi conçu :

« Les Délégués ont pour mission :

« 1<sup>o</sup> D'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents ;

« 2<sup>o</sup> D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

« 3<sup>o</sup> D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention ;

« 4<sup>o</sup> Et de contrôler si, conformément à la présente Convention, il n'est accordé dans l'un ou l'autre des Pays contractants aucune prime directe ou indirecte à la fabrication ou à l'exportation des sucres ou des glucoses. »

M. de Smet rappelle que la plupart des dispositions de la rédaction proposée ont été empruntées à la Convention postale de Berne.

Une discussion s'engage sur le mot « contrôler » dans la phrase « contrôler... s'il n'est accordé aucune prime. »

M. Verkerk Pistorius exprime la crainte que l'on n'entende cette expression dans le sens que la Commission pourrait contrôler sur place, dans les fabriques, l'exécution des lois et règlements.

M. le Comte de Kuefstein partage ces appréhensions

Cette interprétation est écartée ; il est entendu que la Commission n'aura pas le droit d'intervenir dans les usines. Le mot « examiner » est substitué au mot « contrôler »

M. Batanero dit que, si la clause pénale est adoptée, il conviendrait d'ajouter aux attributions de la Commission déjà énumérées, dans l'alinéa 3, celle d'examiner si les pays non contractants donnent des primes. Il demande que la rédaction soit modifiée de manière à prévoir le cas où la clause pénale serait adoptée.

M. Dupuy de Lome explique que, même en l'absence de la clause pénale, il y aurait intérêt à ce que la Commission se préoccupât de savoir si les Pays non contractants accordent des primes. Rien n'est plus intéressant au commerce que d'être bien informé, et la Commission et le Bureau sont destinés à devenir d'excellents moyens d'information.

M. Verkerk Pistorius appuie cette remarque en citant le Brésil, qui

donne de véritables primes à ses fabricants sous forme d'avances remboursables sans intérêt ou avec un faible intérêt.

M. Guillaume fait remarquer que les Pays non contractants sont déjà mentionnés dans l'alinéa qui suit le littéra 4°.

Aux mots « prime directe ou indirecte », M. Pallain propose de substituer « prime ouverte ou déguisée. »

Le troisième alinéa est adopté sous la forme suivante :

« Les délégués auront pour mission :

« 1° D'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents, et si, dans la pratique, il n'est accordé aucune prime ouverte ou déguisée à l'exportation des sucres et glucoses ;

« 2° D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

« D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la Convention. »

Les alinéas 4, 5 et 6 sont adoptés comme suit :

« Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les Pays contractants, mais également dans tous les autres pays.

« Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté britannique, qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

« Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et un Délégué adjoint. »

Une discussion s'engage sur l'alinéa 7, qui place à Londres le siège de la Commission :

« La Commission aura son siège à Londres. Son président sera nommé par le Gouvernement de Sa Majesté britannique. »

MM. Jordan et le Comte de Kuefstein acceptent cet article.

M. Dupuy de Lome pense qu'il vaudrait mieux dire que la première réunion se tiendra à Londres et que la Commission règlera elle-même le lieu de ses réunions ultérieures.

M. Batanero partage l'opinion de son collègue ; cependant il se ralliera à la décision de la majorité.

M. du Jardin estime que la Commission doit siéger au même lieu que le Bureau, et que le Bureau lui-même, qui aura des archives, doit être à poste fixe.

M. Sans-Leroy croit qu'un point quelconque de l'Europe centrale serait plus convenable pour y mettre le siège de la Commission et que cette Commission aurait ainsi plus de facilité pour exercer son mandat.

La Commission n'aura pas le droit de se transporter dans les fabriques ; mais, s'il n'y a pas de police officielle, on peut être sûr que les industriels des divers pays sauront organiser une police volontaire et se surveilleront les uns les autres. C'est dans les indications qui lui seront fournies par les chambres syndicales que la Commission trouvera ses meilleurs éléments d'information. Il ne semble pas naturel que la Commission se réunisse dans un pays qui n'est pas producteur.



L'Angleterre a été le trait d'union naturel et nécessaire pour amener une entente entre les différents Etats intéressés ; mais ce rôle, qu'elle seule pouvait jouer, prend fin du jour où la Convention est signée.

M. le Président dit que le gouvernement britannique est tout disposé à laisser aux Puissances la faculté de choisir le lieu de réunion.

M. le Comte de Kuefstein désirerait voir maintenir le siège de la Commission à Londres. Mais dans le cas où il serait reconnu qu'elle pourrait mieux fonctionner dans un pays producteur de sucre de betterave, il verrait dans les raisons qui lui sont données à l'appui de cette idée, un argument contre la stabilité, car, dans ce cas, elle trouverait avantage à siéger à tour de rôle dans les différentes capitales, ainsi que cela se fait pour plusieurs autres réunions internationales.

M. Verkerk Pistorius croit qu'on pourrait concilier les deux idées d'une Commission qui se déplacerait et d'un Bureau à poste fixe. Les documents réunis par le bureau étant publiés, il n'y aurait pas de déplacement d'archives.

M. Guillaume pense qu'il vaudrait mieux fixer à Londres le siège de la Commission ainsi que le porta la proposition. Comme le dit M. Sans-Leroy, il serait difficile de faire voyager le bureau avec ses archives ; cela présenterait de grands inconvénients dans la pratique. Quant à la Commission, les décisions qu'elle prendra emprunteront une véritable autorité à sa présence dans la capitale d'une grande Puissance qui n'a pas d'intérêt direct dans les détails de la législation sucrière, et dont l'influence s'est manifestée, une fois de plus, en parvenant à réunir la présente Conférence. Quelle que soit d'ailleurs la confiance que doive inspirer l'impartialité des Gouvernements représentés et des membres de la Commission, on peut craindre que des intérêts locaux viennent peser sur les résolutions à prendre. Il est donc indispensable que la Commission soit mise à l'abri de semblables suppositions.

En ce qui concerne les difficultés pouvant résulter de la situation insulaire de la Grande-Bretagne, il ne semble pas qu'on doive s'y arrêter, car les renseignements arriveront aussi bien à Londres que partout ailleurs.

M. Jordan se rallie à cette manière de voir. Si la Commission n'était pas à poste fixe, ses déplacements pourraient être considérés comme une marque de suspicion à l'égard des pays dans lesquels elle se transporterait.

M. Jordan ajoute, toutefois, qu'il n'a pas d'instruction sur ce sujet et ne peut donner qu'une opinion personnelle.

M. Catalani adopte la même manière de voir.

M. Kamensky insiste sur cette idée que la Commission et le Bureau international doivent avoir leur siège à Londres pour les raisons suivantes :

1° La Grande-Bretagne, n'étant pas un pays producteur de sucre de betterave, est, sous ce rapport, un pays neutre, et on pourrait compter sur son impartialité dans les questions litigieuses.

2° Elle possède, dans son Foreign Office, l'organisation la plus complète pour recueillir tous les renseignements nécessaires pour la Commission ou le Bureau.

3° L'appui diplomatique qu'elle pourrait prêter à ces institutions aurait une grande importance aux yeux de toutes les Puissances, qui peut-être ne prêteraient pas autant d'attention aux désirs et aux réclamations que



ces institutions leur feraient directement elles-mêmes de leur propre initiative.

4<sup>o</sup> La Grande-Bretagne, étant à l'abri de toutes les complications politiques pour les questions commerciales et industrielles, restera neutre.

5<sup>o</sup> Et enfin avec son appui et son aide, tous les devoirs de la Commission et du Bureau, qui seront assez considérables, seront remplis plus consciencieusement et avec plus d'impartialité qu'ailleurs.

M. le président propose, comme moyen de conciliation, d'en revenir à la rédaction des Délégués britanniques, qui a été appuyée par M. Dupuy de Lome, et qui fixe à Londres la première réunion de la Conférence en lui laissant le soin de régler le lieu de ses réunions ultérieures.

M. le Président en donne lecture comme suit :

« La première réunion de la Commission aura lieu à Londres dans les six mois qui suivront la signature de la présente Convention. »

M. Saus-Leroy s'incline devant l'opinion de la majorité, en ajoutant toutefois que l'absence d'instructions sur ce point l'oblige à faire toutes réserves.

Une discussion s'engage sur le point de savoir si la première réunion de la Commission doit avoir lieu après la signature, ou après la ratification de la Convention.

M. Dupuy de Lome dit que c'est la ratification seule qui consacrerait l'existence de la Commission.

M. Jordan dit que, si la ratification est prise comme point de départ, le délai de six mois pourrait être réduit.

M. Kennedy donne des explications sur la proposition telle que l'ont formulée les Délégués britanniques. Ils ont en effet proposé que la première réunion de la Commission ait lieu avant que la Convention soit ratifiée. Voici le motif de cette proposition. Les projets de lois destinés à mettre la Convention en vigueur devront être examinés avant l'échange des ratifications. C'est à la réunion préalable de la commission que cet examen peut se faire le plus facilement.

M. Pallain demande à M. Kennedy si son interprétation est celle-ci : que les auteurs de la proposition entendraient renvoyer l'examen des projets dont la Conférence est saisie, ou doit être saisie en vertu du Protocole du 19 décembre 1887, à la Commission dont il est question à l'article en discussion ?

Si telle était l'interprétation des Délégués britanniques, il aurait le devoir de faire des réserves immédiates ; ce serait dessaisir la Conférence de l'objet principal de sa mission, qui est de déterminer les conditions d'application de la Convention, en ramenant les législations des États intéressés au point voulu pour assurer la suppression des primes ouvertes ou déguisées.

C'est à la Conférence réunie en ce moment autour de la table du Foreign Office, et à elle seule, qu'appartient, en l'état, la mission de procéder à ce travail délicat. C'est pour remplir cette mission que les Gouvernements représentés ont désigné des représentants spéciaux. Il ajoute que c'est uniquement à son titre de directeur général des douanes qu'il doit l'honneur de prendre part aux travaux de la Conférence internationale des sucres. Quel serait l'objet de sa mission s'il était dessaisi de la faculté de coopérer à l'examen des législations à intervenir pour assurer l'exacte application

de la Convention? Que disait M. le Président dans la séance de clôture des travaux de la première session? « Si nous nous séparons, ce n'est que pour préparer les lois qui donneront un corps au projet de Convention que nous devons rédiger? »

Tant que les projets de lois des Pays contractants n'ont pas été adoptés par la Conférence réunie en ce moment, il n'y a pas de Convention dans les termes du Protocole du 19 décembre. La Commission dont il s'agit ne peut tirer son existence que de la Convention elle-même, et la Convention n'existe, aux yeux des Délégués français, que par l'adoption des législations destinées à établir une égalité complète entre les industries des Pays contractants.

M. Sans-Leroy confirme la déclaration de son collègue.

M. Catusse croit qu'il est nécessaire d'éviter tout malentendu. Il demande donc si, dans la pensée des Délégués, la mission de la Conférence sera terminée dès qu'elle aura adopté le texte de la Convention, et sans être entrée dans l'examen détaillé des législations? En d'autres termes, la Conférence se dessaisit-elle par cet article de l'examen des projets de lois rédigés par chaque Gouvernement, et confie-t-elle à la Commission, qu'ils s'agit d'établir, le soin exclusif d'apprécier si ces lois sont conformes ou non aux principes adoptés par la Conférence?

M. le Président répond que la Convention devant être signée avant l'entrée en fonction de la Commission, il ne saurait être question de prolonger au delà de cette signature les pouvoirs de la présente Conférence.

M. Catusse croit, au contraire, que les lois et règlements devraient faire, comme documents annexes, partie intégrante de la Convention, et que c'est à la Conférence elle-même que la Commission devrait soumettre son rapport.

Les Délégués français déclarent qu'ils font sur ce transfert des attributions de la Conférence les plus expresses réserves. Dans la pensée du Gouvernement français, la Convention ne peut être soumise à la signature des Hautes-Parties contractantes qu'après examen et adoption par elles, et, par conséquent, par la Conférence de Londres des projets déposés ou à déposer en conformité des engagements réciproques pris par les États représentés.

M. le Comte de Kuefstein rappelle ses réserves générales.

Sous le bénéfice de ces réserves, cet alinéa et le suivant sont adoptés dans la forme ci-après :

« La première réunion de la Commission aura lieu à Londres, dans le mois qui suivra la ratification de la présente Convention.

« La Commission est chargée de préparer à sa première réunion un projet de règlement déterminant le lieu et la date de ses réunions ultérieures, ainsi que le siège du Bureau permanent. »

M. le Président lit l'alinéa suivant :

« Dans sa première réunion, la Commission arrêtera son règlement d'ordre intérieur et rédigera un rapport sur les lois ou projets de lois qui lui auront été soumis par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. »

M. Catusse demande à qui le rapport de la Commission sera adressé.

M. le Président répond qu'il sera adressé à tous les Gouvernements contractants.

L'alinéa est adopté sous les réserves déjà formulées pour l'alinéa précédent.

M. le président lit l'alinéa suivant :

« La Commission n'aura qu'une mission de contrôle et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel le communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, au besoin, si tel est l'avis de la majorité des contractants, la réunion d'une conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances. »

Une discussion s'engage sur la portée du mot « examen » dans la première phrase. On craint qu'on n'y voie le droit d'aller inspecter les usines.

M. Guillaume fait remarquer que, dans la pensée de l'auteur de la proposition, la disposition dont il s'agit n'a d'autre but que d'exclure des attributions de la Commission le jugement des infractions commises. Il ne lui semble pas, d'ailleurs, que la mission « d'examen » dont il est parlé ici puisse justifier les craintes manifestées, puisque, d'après un alinéa précédent, la Commission est chargée « d'examiner » si l'application des lois et arrêtés ne donne naissance à aucune prime dans la pratique, et qu'il a été convenu que cela ne pouvait s'entendre de l'inspection des usines.

M. Sans-Leroy présente une objection sur les mots « si tel est l'avis... ». Il ne croit pas que, lorsque des Puissances se réunissent pour traiter des questions de haute importance, elles puissent se soumettre à la loi des majorités. Il croit que, dans l'éventualité prévue, il faut laisser à chacune d'elles la faculté de provoquer la réunion de la Conférence. Bien certainement personne ne songera à demander cette réunion sans motif, et, pas plus dans la Commission que dans la Conférence elle-même, il ne faut pas que la coalition de quatre ou cinq Puissances puisse étouffer la voix de deux ou trois autres et sacrifier leurs intérêts.

Une modification dans ce sens est apportée à l'alinéa.

M. Pallain fait observer qu'aucune disposition ne prévoit un arbitrage en cas de différend. Comment compte-t-on arriver à une décision finale? La Convention de Berne prévoit le cas d'un dissentiment possible entre deux ou plusieurs membres de l'Union postale, et elle donne à régler la question en litige à un jugement arbitral.

M. Jordan explique quel sera, dans sa pensée, le procédé à suivre. La Commission est chargée d'examiner les cas d'infractions qui lui sont signalés; elle prépare son rapport et elle l'adresse au Gouvernement britannique: celui-ci le communique aux autres Puissances. Il suffit qu'une seule des Puissances contractantes demande la convocation de la Conférence. Si aucune d'elles ne demande cette convocation, il faut en conclure que l'infraction signalée n'est que d'une importance tout à fait minime.

Mais, en tout cas, c'est la Conférence qui statue en dernier lieu et non la Commission.

M. Pallain dit que M. Jordan ne semble pas entrevoir clairement le cas où la Commission elle-même penserait que le fait signalé ne constitue pas une infraction à la Convention, alors que l'État indicateur aurait la conviction que le fait signalé constitue une prime ouverte ou déguisée. Il ne faut pas se dissimuler que cette définition peut donner lieu à des difficultés d'interprétation, l'expression « déguisée » pouvant aller jusqu'à interdire tout avantage que ferait un État, sous une forme quelconque, à l'industrie



sucrière. Quand on prévoit les difficultés, il vaut mieux assurer le moyen de les résoudre.

M. Pallain regrette que les Délégués belges, rédacteurs de l'article en discussion, ne l'aient pas complété dans le sens de l'article 17 de la Convention de Berne.

M. Jordan pense que la rédaction proposée donne une entière satisfaction dans le cas prévu par M. Pallain. Il est signalé à la Commission un fait qui est censé constituer une infraction. La Puissance dont le Délégué aura appelé l'attention de la Commission sur le fait en question aura le droit de demander la convocation, bien que toute la Commission ait été d'avis qu'aucune infraction n'avait été commise. Il est toujours possible que la Conférence rende le même jugement que la Commission et que la Puissance qui a signalé une infraction supposée à la Convention se trouve pour une deuxième fois dans la minorité. Bien qu'une majorité ne lie pas la minorité, même à la Conférence, la première parlera avec une autorité telle, qu'il n'est pas nécessaire d'entrevoir le cas où sa décision ne sera pas reçue comme finale. Il n'y a pas besoin d'arbitrage.

M. le président lit le dernier alinéa de l'article 9 :

« Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des Délégués qui seront payés par leurs pays respectifs — seront supportés par tous les Pays contractants et répartis entre eux proportionnellement à l'importance de l'importation de la fabrication des sucres. »

M. le Président fait observer qu'une disposition de ce genre se trouve dans toutes les Conventions qui établissent un Bureau permanent.

Sur la proposition de M. Verkerk Pistorius, les mots « proportionnellement à l'importance de l'importation et de la fabrication des sucres » sont retranchés. Il y est substitué le membre de phrase « d'après un mode à établir par la Commission. »

Une conversation générale s'engage sur la question des frais de la Commission et du Bureau permanent. Il est décidé que les frais du Bureau seul seront répartis entre les Puissances contractantes.

M. Guillaume fait remarquer que la Conférence n'a pas encore statué sur le mode de nomination du personnel du Bureau permanent.

Sur la proposition de M. Verkerk Pistorius, il est décidé que la Commission nommera le personnel du Bureau.

M. Verkerk Pistorius rappelle que, dans une note du 3 mars dernier, M. le Ministre des Affaires étrangères à La Haye avait demandé au Gouvernement de la Reine un aperçu de la législation sur le sucre en vigueur dans les colonies et possessions britanniques, y compris celles qui ne dépendent pas de la Couronne. Il répète la demande ainsi faite par son Gouvernement.

Les DÉLÉGUÉS FRANÇAIS désirent aussi qu'un document de ce genre soit présenté à la Conférence.

M. le Président prend acte de la demande. L'aperçu en question sera préparé.

M. le Président annonce que la Commission, nommée par la Conférence à sa sixième séance, a terminé ses travaux. Elle soumettra son rapport à la Conférence à la prochaine séance de celle-ci.

Sont mis à l'ordre du jour pour la seizième séance, fixée au mercredi 3 mai,

à onze heures et demie, le rapport de la Commission sur l'article 2, l'article 3 concernant les équivalents offerts par la Belgique, et la considération de la rédaction définitive de l'article 11.

La séance est levée à deux heures.

*Les Secrétaires,*

H. FARNALL, A. E. BATEMAN,  
E. BOIZARD.

*Le Président de la Conférence,*

HENRY DE WORMS.

### Seizième Séance. — Mercredi 3 Mai 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique; de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

M. Sans-Leroy demande la parole pour faire une déclaration, dont l'objet se rattache à un incident consigné dans les procès-verbaux de la première session de la Conférence. M. Sans-Leroy avait eu l'occasion de faire allusion à un entretien qu'il avait eu avec le ministre des Finances de Russie sur l'organisation d'un syndicat des fabricants en vue de l'exploitation. Il s'agissait là d'une conversation toute particulière dont les termes ne doivent pas être interprétés dans le sens d'une déclaration du Gouvernement russe. Le Gouvernement russe déclare qu'il n'a pas eu d'action directe sur la formation de ce syndicat qui s'était formé sans son approbation ou autorisation quelconque, et M. Sans-Leroy ne connaît rien qui puisse infirmer cette déclaration.

M. Kamensky se déclare satisfait.

M. Guillaume appelle l'attention sur les conditions dans lesquelles l'article 11 a été provisoirement adopté. Dans la pensée de M. Guillaume, il y a eu malentendu dans la rédaction du procès-verbal. M. Catusse avait présenté une observation qui avait paru parfaitement justifiée, mais dont il n'a pas été tenu compte dans le texte inséré au procès-verbal, qui porte que l'article a été adopté alors qu'il ne l'a été que sous réserve. Pour faire disparaître ce malentendu, les Délégués Belges, d'accord avec les Délégués des Pays-Bas, ont préparé une nouvelle rédaction qu'ils proposent de substituer à la première.

Une conversation s'engage à ce sujet.

Il est convenu que la rédaction définitive de l'article 11 fera l'objet d'une discussion ultérieure, lorsque M. Catusse assistera à la séance.

M. le Président annonce que la Grande-Bretagne a reçu de l'Ambassadeur d'Espagne une note annonçant que les Plénipotentiaires de l'Espagne, pour la signature de la Convention, seront l'Ambassadeur, M. del Mazo, M. Dupuy de Lome et M. Batanero.

M. Catalani déclare, à son tour, qu'il a reçu les pleins pouvoirs dont son Gouvernement, par une dépêche déjà communiquée à la Conférence, lui avait annoncé l'envoi.

M. le Président dépose sur la table de la Conférence le Rapport de la Commission à laquelle avaient été renvoyés, comme programme de ses travaux, l'article 2 et les projets d'application présentés par les Gouvernements. (Voir annexe A au présent procès-verbal).

La Conférence remarquera, dit M. le Président, que la Commission n'a pu arriver à une décision sur la question du régime applicable aux raffineries. M. le Président ne croit pas qu'il soit possible d'arriver à un résultat positif, en reprenant, devant la Conférence, l'étude des questions techniques qui ont été si laborieusement discutées au sein de la Commission. Il rappelle que les Délégués de plusieurs puissances ont exprimé le désir de soumettre à leur Gouvernement l'ensemble des résolutions votées par la Conférence. Or on se trouve précisément là en présence d'une question sur laquelle les Délégués n'ont pu se mettre d'accord. Le mieux serait donc, après avoir adopté l'article relatif aux fabriques de sucre, de prendre *ad referendum* les propositions qui ont été formulées, notamment par les Délégués français, au sujet des raffineries, pour les soumettre à la considération des Gouvernements entre la signature du Protocole et celle de la Convention.

M. Sans-Leroy tient à ce qu'il soit bien constaté que la proposition d'en référer aux Gouvernements n'émane pas de l'initiative des Délégués français. Ceux-ci ne demandent pas ce que les autres Délégués n'ont pas demandé. Si M. le Président croit que l'intérêt général est d'en référer aux Gouvernements, M. Sans-Leroy ne fait pas d'objection ; mais il constate que ce n'est pas lui qui fait cette proposition. Les Délégués français sont convaincus, d'une manière générale, que les mesures d'application proposées par le Gouvernement français sont les plus propres à répondre au but que poursuit la Conférence, et qu'ils auraient plus d'objections à soulever contre les propositions des autres pays, que ceux-ci n'en pourront jamais formuler contre les leurs. En ne soulevant pas ces difficultés, ils donnent une nouvelle preuve des sentiments de conciliation dont ils sont animés.

M. le Président annonce qu'il a reçu de M. le premier Délégué des Pays-Bas une proposition sur la question des raffineries. (Voir annexe B au présent procès-verbal).

M. Verkerk Pistorius dit que ce document est une nouvelle rédaction de la partie de l'article 2 relative aux raffineries. Il ne demande pas qu'elle soit discutée par la Conférence, mais seulement qu'elle soit soumise *ad referendum* aux divers Gouvernements.

M. le Président propose à la Conférence l'adoption du rapport de la Commission.

M. Pallain fait observer que rapport et article viennent seulement d'être distribués à l'ouverture de la séance, il y a quelques minutes ; que la généralité des Délégués n'a pas encore pris connaissance de ce document capital ; que les Gouvernements intéressés qui ont adhéré à l'ancien article 2 n'ont encore aucun avis des modifications qui lui sont apportées ; qu'il lui semble impossible de procéder avec cette précipitation à la discussion d'un article nouveau dans lequel réside toute la Convention.

On a bien voulu offrir un délai de huit jours aux Délégués pour consulter leurs Gouvernements sur la proposition des Délégués espagnols. La courtoisie bien connue du Président ne se refusera pas à leur donner quelques



heures pour prendre connaissance du rapport rédigé par M. Walpole, conformément aux conclusions de la Commission et du nouveau texte de l'article 2.

M. Catalani se rallie à ce que vient de dire M. Pallain ; il n'a même pas eu le temps de lire le rapport.

M. Guillaume croit que la procédure proposée par M. le Président est régulière, la Conférence n'ayant pas à discuter en détail les questions déjà débattues en Commission et résumées dans le rapport, mais simplement à adopter ou à rejeter les conclusions de ce rapport.

M. le Comte de Kuefstein pense qu'il ne peut pas s'agir d'adopter ou non le rapport de la Commission. On peut le discuter, mais un vote ne pourrait porter que sur les propositions contenues dans le rapport.

M. Kamensky cite ce qui s'est passé pendant la dernière session. Le nombre des Délégués restés en dehors de la Commission était beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui ; cependant les conclusions de la Commission ont été adoptées séance tenante.

M. Pallain réplique que la situation est maintenant bien différente : il s'agissait à la première session de principes sur lesquels il était facile de se mettre d'accord, tandis que les questions actuellement en discussion sont bien plus complexes et plus délicates.

M. Verkerk Pistorius croit qu'il y a un malentendu. Ce que M. le Président veut dire, c'est, sans doute, qu'il présente le rapport à la Conférence. La Conférence dira si elle veut le discuter à une prochaine réunion, en prenant la partie qui se rapporte aux raffineries *ad referendum* avec la proposition de M. le Délégué des Pays-Bas.

M. Jordan fait observer, en premier lieu, que l'article 2, tel qu'il a été formulé par la Commission, est incomplet ; il ne vise que les fabriques de sucre. Il ne sait pas si le Gouvernement allemand donnerait son adhésion à un article établissant un régime pour les fabriques seulement ; M. Jordan pense que son Gouvernement voudrait examiner en même temps les propositions relatives aux raffineries.

En deuxième lieu, M. Jordan rappelle que la Commission a cru devoir écarter certains détails qui figurent au troisième alinéa de la proposition allemande qui est annexée au rapport. M. Jordan n'est pas en mesure de dire si son Gouvernement tient ou ne tient pas à ce que ces détails soient inscrits à la Convention.

Il est alors entendu que le rapport est simplement déposé. Il est convenu que la Conférence siégera samedi prochain pour discuter l'article 2 dans la forme qui lui a été donnée par la Commission.

M. le Président propose de discuter l'article 3, relatif à la Belgique.

M. Guillaume fait observer que l'article 3 constitue une exception à l'article 2. Il lui paraît peu rationnel de discuter l'exception avant d'avoir posé la règle.

M. le Président fait remarquer que si l'on adopte cette manière de voir, la discussion de l'article 3 sera indéfiniment ajournée, puisqu'il a été entendu que la deuxième partie de l'article 2 resterait en suspens. La Conférence veut-elle que l'article 3 soit référé aux Gouvernements au même titre que la deuxième partie de l'article 2 ?

M. Guillaume pense qu'il n'y a pas de raison pour ne pas adopter la même procédure.

M. le Président dit que la procédure consisterait, en ce cas, à inviter tous les Délégués à exprimer successivement leur manière de voir sur l'article 3; puis, s'il y avait divergence d'opinions, à prendre l'article *ad referendum*.

M. Verkerk Pistorius dit que les dispositions de l'article 3 constituent, en effet, une exception à une règle qui n'a pas encore été définitivement arrêtée, mais il ne croit pas qu'il y ait là un motif suffisant pour ajourner la discussion. La proposition belge peut être considérée isolément.

M. Guillaume se soumet à la décision de la Conférence. Il est prêt à défendre la proposition belge; mais il croit qu'il serait plus correct de n'aborder cette discussion qu'après avoir discuté l'article 2 en séance plénière, et à suivre ensuite, pour l'article 3, la procédure qui aura été employée pour l'article 2.

M. Verkerk Pistorius rappelle que la proposition belge a déjà été soumise à l'appréciation des Gouvernements. Il ne comprendrait pas que cette proposition fût soumise de nouveau *ad referendum*. Les Gouvernements ont à ce sujet une opinion tout à fait arrêtée, sauf, bien entendu, les arguments nouveaux qui pourraient être produits.

M. Sans-Leroy rappelle qu'on ne doit pas oublier qu'à la fin du rapport de la Commission il est dit que les législations intérieures n'ont pas pu faire l'objet d'une discussion, parce que les bases générales n'étaient pas encore arrêtées. Il ne voit pas pourquoi la législation intérieure de la Belgique serait mise en discussion alors que celles des autres pays ne l'ont pas été. Il pense que les questions qui seront soumises à l'appréciation des Gouvernements devraient être tranchées avant de placer la Belgique dans une situation d'infériorité, à laquelle la Conférence ne peut pas et ne veut certainement pas la condamner.

M. Sans-Leroy repousse, d'une manière générale, l'idée de porter la discussion sur la législation intérieure de la Belgique, alors que tous les projets d'application, réclamés par le Protocole du 19 décembre 1887, n'ont pas été fournis. Il rappelle que dans la Commission il s'est déjà opposé à cette discussion.

M. le comte de Kufstein est tout prêt à accepter un ajournement, si cet ajournement est présenté comme une marque de déférence envers les Délégués belges. Il ne saurait, cependant s'associer aux motifs donnés à l'appui. La question des équivalents belges n'a pas été soulevée dans le sein de la Commission. On avait, d'ailleurs, déjà abordé l'examen des projets de lois et on s'est occupé pendant une séance entière de celui de l'Autriche-Hongrie. Les équivalents belges pourraient être discutés d'autant plus facilement qu'il ne s'agit pas ici d'un nouveau projet, comme pour les autres pays, mais seulement de modifications du tarif et du taux de la mise en charge. Cependant, du moment que l'ajournement est demandé, il s'y rallie avec plaisir.

M. Jordan parle dans le même sens que M. le comte de Kufstein sur ce qui concerne l'ajournement, mais, en réponse à M. Sans-Leroy, il croit devoir rappeler que la proposition allemande a servi de texte aux délibérations de la Commission.

M. Sans-Leroy répond que la proposition à laquelle il est fait allusion a été présentée comme un développement de l'article 2, et ne constituait d'aucune façon un projet d'application répondant aux vœux du Protocole du 19 décembre. Il n'y a pas d'assimilation possible entre ce développe-

ment, qui ne vise qu'un point spécial, qui a le caractère d'une œuvre personnelle, et un ensemble de dispositions législatives spécialement préparé pour faire entrer dans la pratique les principes adoptés par la Conférence.

M. Jordan fait observer que, si l'Allemagne n'a pas fourni de projet spécial, c'est parce qu'elle possède déjà une loi qui lui paraissait répondre aux vues de la Conférence, puisqu'elle contient toutes les prescriptions nécessaires pour assurer la perception de l'impôt à la consommation par le régime de l'entrepôt.

M. Jordan ajoute qu'il ne s'agit pas de discuter la législation belge, mais de décider s'il convient d'accorder pour cette puissance une position exceptionnelle.

M. Kennedy pense qu'il est impossible d'examiner les projets de lois avant que les dispositions de la Convention soient définitivement arrêtées ; voilà la raison pour laquelle M. le Président propose de discuter à la prochaine séance les articles sur lesquels la Conférence ne s'est pas encore prononcée.

M. Guillaume répète qu'il a présenté une simple observation sur la procédure, et il remercie M. le premier Délégué français de l'avoir appuyée, mais il s'en rapporte absolument à la décision de l'Assemblée.

La discussion de l'article 3 est ajournée après la discussion de l'article 2.

M. Verkerk Pistorius propose de préciser la signification des articles 4 et 5. Il s'agit de savoir si l'article 4 s'applique exclusivement aux Puissances qui adhéreront ultérieurement à la Convention, ou bien s'il vise également ceux des Pays contractants qui, n'ayant pas d'impôts ou n'accordant aucune espèce de drawback, n'appliquent pas le mode d'impôt spécifié par l'article 2.

L'expression « sont admises » semble exclure cette dernière interprétation.

MM. Dupuy de Lome et Batanero proposent une nouvelle rédaction de l'article 4 :

Art. 4. — « Les Hautes parties contractantes et leurs provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères, qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres, ou qui n'accordent, à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés ou des glucoses, aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités pouvant donner lieu à une prime, s'engagent à conserver un de ces systèmes pendant la durée de la Convention, ou, en cas de changement, à adopter le système établi à l'article 2. »

M. Verkerk Pistorius fait remarquer que cette rédaction réserverait aux pays visés par l'article 4 la faculté d'appliquer le système de l'admission temporaire, qui, alors même qu'il serait accepté pour les pays tombant sous l'application de l'article 2, ne peut pas être appliqué dans les pays qui se réservent le bénéfice de l'article 4.

M. Dupuy de Lome accepte la suppression des mots « pouvant donner lieu à une prime », puisqu'ils renferment une question à discuter.

L'article est adopté avec cette modification et les réserves déjà formulées à une séance antérieure par le Délégué de l'Italie.

Le nouvel article remplace les articles 4 et 5 du projet actuel.

M. Sans-Leroy demande quel sera l'ordre du jour pour la séance de samedi prochain.



M. le président répond qu'on discutera le texte de l'article 2 rédigé par la Commission, les conclusions de son rapport en ce qui concerne le régime applicable aux raffineries, et enfin l'article 3 concernant les équivalents offerts par la Belgique.

M. Sans-Leroy rappelle qu'on avait inscrit à l'ordre du jour de samedi prochain la discussion de la sanction pénale proposée par les Délégués espagnols. Il estime que l'attitude de chaque pays pourra se trouver considérablement modifiée par les éclaircissements qui seront fournis sur l'article 6 et par la décision qui interviendra.

M. Dupuy de Lome dit que les Délégués espagnols sont tout disposés à discuter leur proposition, d'autant plus qu'il est personnellement convaincu qu'il n'y a pas de convention possible s'il n'y a pas de sanction pénale. Ils laisseront à M. le Président le choix du moment de la discussion, mais il croit qu'il serait utile de reconnaître les opinions des diverses Puissances sur leur proposition, opinions que M. le Président a demandées à la quatorzième séance.

M. Sans-Leroy appelle l'attention de la Conférence sur ces paroles. Il fait remarquer que, devant une déclaration aussi grave, il est vraiment inutile d'alarmer les intérêts ou d'éveiller les susceptibilités par des discussions qu'un défaut d'entente sur le point capital rendrait sans objet. On peut dire que l'article 6 commande toute la discussion.

M. Dupuy de Lome tient à répéter que ce qu'il a dit a le caractère seulement d'une opinion personnelle.

M. le Président explique que lui-même ne sera pas en mesure d'annoncer à la Conférence la décision de son Gouvernement sur cet article avant la séance de lundi prochain.

La séance, ouverte à onze heures trois quarts, est levée à une heure et demie.

*Les Secrétaires,*  
H. FARNALL, A. BATEMAN,  
E. BOIZARD.

*Le Président de la Conférence,*  
HENRY DE WORMS.

#### ANNEXE À AU PROCÈS-VERBAL DE LA SEIZIÈME SÉANCE.

#### Rapport de la Commission.

A sa dixième séance, la Conférence a chargé une Commission de formuler un texte pour l'article 2 du projet de Convention. Cette Commission vient rendre compte de ses travaux. Elle a donné à la rédaction de cet article tous ses soins et toute son attention.

Le Délégué de la France avait particulièrement insisté pour que l'article 2 ne fût pas suspendu. La majorité de la Commission a décidé néanmoins d'étudier, en premier lieu, la forme à donner à cet article en ce qui concerne les fabriques de sucre. A sa dernière séance, la Commission a adopté l'article dont le texte suit. Cet article impose aux pays contractants le système de la fabrication en entrepôt. Il défend d'accorder à l'exportation aucun drawback, de quelque sorte que ce soit.

Il exige, en outre, un ou plusieurs modes de contrôle sur la fabrication et un magasin pour les sucres achevés.

Art. 2. — Les Hautes Parties s'engagent :

« A percevoir l'impôt sur les quantités de sucre destinées à la consommation,

sans accorder à l'exportation aucun drawback ou remboursement de droits, ni aucune décharge qui puisse donner lieu à une prime quelconque.

« Dans ce but, elles s'engagent à soumettre au régime de l'impôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques de sucres et les fabriques-raffineries, de même que les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

« A cette fin, les usines seront construites de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

« Des livres de contrôle seront tenus sur une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

« Par exception au principe mentionné au premier alinéa, on pourra accorder un remboursement ou une décharge de droits pour le sucre employé à la fabrication des chocolats et autres produits destinés à l'exportation, pourvu qu'il n'en résulte aucune prime. »

Le Délégué de la France avait insisté pour que le contrôle portât également sur toutes les phases de la fabrication. Cette proposition, vivement appuyée par la Belgique, n'a pas été adoptée.

Le Délégué belge a proposé l'addition ci-après de l'article 2.

« En ce qui concerne les fabriques de sucre, on devra constater, à titre de contrôle, la densité et le volume des jus de betterave. »

Cet amendement, admis d'abord par la majorité de la Commission, a été ensuite écarté, parce qu'on ne croyait pas que toutes les mesures de contrôle pouvaient trouver place dans la Convention et que, dès lors, en mentionnant, à titre obligatoire, celle qui était proposée par la Belgique, on semblait exclure les autres.

A la suite d'une discussion, l'avant-dernier alinéa de l'article adopté est venu remplacer la proposition des Délégués belges.

En second lieu, la Commission a étudié le système à adopter pour les raffineries ; mais, par suite de la différence d'opinion qui s'est produite, la Commission n'a pu formuler un texte d'article sur le régime qui doit leur être appliqué.

La différence d'opinion qui s'est manifestée implique une question de principe du premier ordre. La Commission a cru devoir en réserver la discussion à la Conférence plénière.

La Commission se borne à indiquer la question ainsi soulevée : c'est celle de savoir si les raffineries doivent être soumises au même régime que les fabriques.

Les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas ont demandé, en ce qui concerne les produits des raffineries, les mêmes garanties que celles adoptées contre les primes à l'exportation du produit des fabriques, un impôt basé sur les méthodes saccharimétriques n'offrant pas à leurs yeux de garanties suffisantes sous ce rapport.

Le Délégué français a présenté, au nom de son Gouvernement, un système qui consiste à établir l'impôt en évaluant par la saccharimétrie la quantité de raffiné contenue dans les sucres bruts. Bien que ce système présente, à ses yeux, plus de garanties que tout autre, il ne s'est pas opposé à l'adoption, dans les autres pays, du système de l'entrepôt.

Le Délégué de la Belgique était d'avis que le système présenté par la France donne autant de garanties dans la pratique que le raffinage en entrepôt.

Le Délégué de l'Espagne a manifesté que son Gouvernement ne rejette pas en principe le système polarimétrique comme base d'impôt pour les raffineries, pourvu que l'adoption de ce système ne comporte aucune espèce de prime.

Le Délégué de la Russie était d'avis que le système de saccharimétrie, proposé par le Délégué de la France, peut continuer à fonctionner en France sans porter préjudice à la Convention.

La Commission avait également reçu le mandat d'étudier les différents projets préparés pour l'application des principes contenus dans la Convention. Elle

n'a pas cru devoir procéder à cet examen, attendu qu'elle considère qu'il serait prématuré, s'il précédait l'adoption de ces principes par la Conférence.

Henry de WORMS, JAEHNIGEN, Comte de KUEFSTEIN, GUILLAUME, Antonio BATANERO, Ch. SANS-LEROY, F.-G. WALPOLE, W.-A.-P. VERKERE PISTORIUS, G. KAMENSKY.

#### ANNEXE AU RAPPORT DE LA COMMISSION.

Le Délégué de l'Allemagne avait présenté la rédaction suivante pour l'article 2 :

« 1<sup>o</sup> Les fabriques de sucre (fabriques de sucre brut raffiné, établissements où l'on extrait le sucre de la mélasse, etc.) doivent être d'une construction qui permette de surveiller la marche de la fabrication et les objets fabriqués jusqu'au moment où ceux-ci sortiront de la fabrique, et qui donne toutes les garanties possibles contre un enlèvement clandestin de sucre ;

« 2<sup>o</sup> La fabrication du sucre (la production de sucre brut, toute opération de raffinage du sucre brut, etc.) doit être soumise à la surveillance permanente des employés du fisc. Le sucre doit être déposé, jusqu'au moment où l'expédition définitive de la part de l'autorité fiscale aura lieu, dans des magasins dont la construction donne toute sûreté, et qui seront fermés conjointement par les employés de la fabrique et ceux du fisc ;

« 3<sup>o</sup> Le montant de l'impôt sur la consommation doit être le même pour tous les sucres durs ou liquides qui seront soumis à cet impôt, excepté, s'il y a lieu, les résidus de la fabrication de sucre (sirops, mélasses) ;

« 4<sup>o</sup> L'impôt sur la consommation sera prélevé au moment où le sucre sort du contrôle du fisc pour entrer dans la libre circulation, et il sera perçu d'après la quantité effective du sucre.

« Il est défendu d'accorder aucune rémission du poids à titre de déchets causés par la fabrication ;

« 5<sup>o</sup> La perception de l'impôt pour la consommation peut être remise si le sucre est destiné à l'exportation. L'impôt pour la consommation une fois perçu, il est défendu de le restituer à l'exportation.

« Des exceptions à cette défense ne sont admissibles qu'à l'exportation d'objets fabriqués contenant du sucre (chocolat, confitures, etc.), dans le cas où l'impôt pour la consommation était perçu pour le sucre dont on s'est servi pour produire ces objets. »

Cette rédaction a servi de base à la discussion de l'article 2. La plupart des dispositions de la proposition allemande (1, 2, 4 et 5) ont été admises en principe ; on n'a généralement écarté que celles qui introduiraient dans la Convention des détails qui ne semblent pas devoir s'y trouver.

#### ANNEXE B AU PROCÈS-VERBAL DE LA SEIZIÈME SÉANCE.

##### Raffineries.

*Proposition des Délégués des Pays-Bas.* — En se référant à la seconde partie du rapport de la Commission sur l'article 2 du projet de Convention, les Délégués des Pays-Bas ont l'honneur de soumettre à l'examen de la Conférence le projet d'article suivant sur le régime à adopter pour les raffineries :

« Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

« Cependant, elles se réservent d'évaluer, par les méthodes saccharimétri-



ques, la quantité de raffiné que représentent les sucres bruts admis dans les raffineries en franchise de droits à charge d'exportation après raffinage, sauf à prélever les droits des excédents à constater par la surveillance permanente à la sortie et par l'inventaire des sucres et sirops qui se trouvent dans la raffinerie. Cet inventaire devra se faire au moins une fois par an. »

Pour motiver cette proposition, il suffira de rappeler que les Délégués de quelques Puissances ont cru devoir s'opposer à l'adoption du système présenté par la France, parce qu'à leurs yeux l'évaluation du rendement au raffinage par la méthode saccharimétrique ne donnerait pas de garanties suffisantes contre les primes à l'exportation. De leur côté, les Délégués de la France, appuyés par ceux d'autres Puissances, ont soutenu qu'un système d'impôt basé sur les rendements saccharimétriques présente une meilleure garantie que les autres.

Après plus ample examen, les Délégués des Pays-Bas croient que tous les Gouvernements intéressés pourraient tomber d'accord sur un système d'entrepôt réduit à sa plus simple expression — contrôle à l'entrée et surveillance permanente à la sortie complétée par l'inventaire des raffineries — combiné avec une prise en charge et avec décharge à l'exportation d'après les résultats de l'analyse saccharimétrique. D'un côté, ce système présenterait bien moins de difficultés que l'exercice suivi des raffineries, sur les inconvénients duquel les Délégués français ont particulièrement insisté dans la Commission ; d'un autre côté, en assurant la perception des droits des excédents éventuels en fin de compte et en basant de la sorte l'impôt non pas sur des rendements présomptifs, mais sur le résultat réel du raffinage, il rendrait justice aux craintes exprimées par les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.

Les Délégués des Pays-Bas ont l'honneur de soumettre la proposition qui précède *ad referendum* aux divers Gouvernements.

(A suivre.)

---

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

#### Loi sur la nationalité

26 juin 1889 (1)

Art. 1<sup>er</sup>. — Les articles 7, 8, 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 7. — L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales.

« Art. 8. — Tout Français jouira des droits civils.

« Sont Français ;

« 1<sup>o</sup> Tout individu né d'un Français en France ou à l'étranger.

« L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui de ses parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Si elle résulte pour le père ou la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père ;

« 2<sup>o</sup> Tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ;

« 3<sup>o</sup> Tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né ;

« 4<sup>o</sup> Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exemptions prévues aux traités :

« 5<sup>o</sup> Les étrangers naturalisés.

« Peuvent être naturalisés :

(1) *Journal Officiel* du 28 juin 1889.

« 1<sup>o</sup> Les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France, conformément à l'article 13 ci-dessous, après trois ans de domicile en France, à dater de l'enregistrement de leur demande au ministère de la justice ;

« 2<sup>o</sup> Les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années ;

« Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français ;

« 3<sup>o</sup> Les étrangers admis à fixer leur domicile en France, après un an, s'ils ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués ou s'ils y ont introduit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies et les protectorats français ;

« 4<sup>o</sup> L'étranger qui a épousé une Française, aussi après une année de domicile autorisé.

« Il est statué par décret sur la demande de naturalisation, après une enquête sur la moralité de l'étranger.

« Art. 9. — Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera enregistrée au ministère de la justice.

« S'il est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père ; en cas de décès, par sa mère ; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

« Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.

« Art. 10. — Tout individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français pourra réclamer cette qualité à tout âge, aux conditions fixées par l'article 9, à moins que, domicilié en France et appelé sous les drapeaux, lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger.

« Art. 12. — L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari.

« La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9.

« Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se sont fait naturaliser Français, à moins que, dans l'année



qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8, paragraphe 4.

« Art. 13. — L'étranger qui aura été autorisé par décret à fixer son domicile en France y jouira de tous les droits civils.

« L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée.

« En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profiteront à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation.

« Art. 17. — Perdent la qualité de Français :

« 1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la naturalisation étrangère par l'effet de la loi.

« S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le gouvernement français ;

« 2° Le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus au paragraphe 4 de l'article 8 et aux articles 12 et 18 ;

« 3° Le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé ;

« 4° Le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prend du service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

« Art. 18. — Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret. La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'art. 8, paragraphe 4.

« Art. 19. — La femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, à moins que son mariage ne lui confère pas la nationalité de son mari, auquel cas elle reste Française. Si son mariage est dissous par la mort du mari ou le divorce, elle recouvre la qualité de Française, avec l'autorisation du Gouvernement, pourvu qu'elle réside en France ou qu'elle y rentre, en déclarant qu'elle veut s'y fixer.

« Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée par le même décret de réintégration aux enfants mineurs, sur la demande de la mère ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille.

« Art. 20. — Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

« Art. 21. — Le Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prendrait du service militaire à l'étranger, ne pourra rentrer en France qu'en vertu d'une permission accordée par décret, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées en France à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire. »

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

Continueront toutefois de recevoir leur application, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie.

Art. 3. — L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrége ce délai. Le délai pourra être réduit à une année.

Les Français qui recouvrent cette qualité, après l'avoir perdue, acquièrent immédiatement tous les droits civils et politiques, même l'éligibilité aux assemblées législatives.

Art. 4. — Les descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes continueront à bénéficier des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret ne produira d'effet que pour l'avenir.

Art. 5. — Pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera : 1<sup>o</sup> les conditions auxquelles ces dispositions seront applicables aux colonies autres que celles dont il est parlé à l'article 2 ci-dessus, ainsi que les formes à suivre pour la naturalisation dans les colonies ; 2<sup>o</sup> les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la naturalisation ordinaire et à la naturalisation de faveur, dans les cas prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, ainsi qu'à la renonciation à la qualité de Français, dans les cas prévus par les articles 8 (paragraphe 4), 12 et 18.

Art. 6. — Sont abrogés les décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811 : les lois des 22 mars 1847, 7 février 1851, 29 juin 1867, 16 décembre 1874, 15 février 1882, 28 juin 1883, et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Toute admission à domicile obtenue antérieurement à la présente loi sera périmée si, dans un délai de cinq années à compter de la promulgation, elle n'a pas été suivie d'une demande en naturalisation, ou si la demande en naturalisation a été rejetée.

---

## SERBIE

# CONSTITUTION

(22 décembre 1888)

### I<sup>re</sup> PARTIE

#### Forme du gouvernement, religion de l'Etat et territoire du Royaume.

Article 1<sup>er</sup>. — Le royaume de Serbie est une monarchie héréditaire et constitutionnelle, avec représentation nationale.

Art. 2. — Les armes du royaume de Serbie sont : l'aigle éployée d'argent sur un écu de gueules avec la couronne royale.

Les deux têtes de l'aigle d'argent sont sommées de la couronne royale ; chaque serre tient une fleur de lis. L'aigle porte sur la poitrine les armes de la principauté de Serbie : « une croix d'argent sur écu de gueules avec un fusil entre chacune des quatre branches ».

Les couleurs nationales sont : rouge, bleu et blanc.

Art. 3. — La religion de l'Etat en Serbie est la religion orientale orthodoxe.

L'Eglise serbe est autocéphale. Elle ne relève d'aucune Eglise étrangère ; toutefois elle conserve l'unité des dogmes avec l'Eglise orientale Universelle.

Art. 4. — Le territoire de l'Etat serbe ne peut être ni aliéné ni divisé.

Ses limites ne peuvent être ni diminuées ni modifiées sans l'assentiment de la Grande Skoupschtina Nationale. Mais, en ce qui concerne les rectifications de frontières des territoires non peuplés et de peu d'importance, l'assentiment de la Skoupschtina Ordinaire est suffisant.

Art. 5. — Le royaume de Serbie se divise en 15 okrougs (départements). Les okrougs se divisent en srezs (arrondissements) et les srezs en opschtinas (communes).

### II<sup>e</sup> PARTIE

#### Droits constitutionnels des citoyens serbes.

Art. 6. — La présente Constitution et les lois déterminent les modes d'acquisition et de retrait de la qualité de citoyen serbe, les droits qui sont attachés à cette qualité et les causes qui en provoquent la perte.

Art. 7. — Tous les Serbes sont égaux devant la loi.

Art. 8. — Il est défendu d'accorder ou de reconnaître aux citoyens serbes des titres de noblesse.

Art. 9. — La liberté individuelle est garantie par la présente Constitution.

Art. 9. — Nul ne peut être soumis à un interrogatoire (par l'autorité publique) que dans les cas prévus par la loi et dans les formes prescrites par elle.

Nul ne peut être mis en état d'arrestation, ni être privé d'aucune autre façon de sa liberté, qu'en vertu d'un mandat écrit et motivé du juge d'instruction. Ce mandat doit être communiqué à la personne arrêtée au moment même de l'arrestation. Seuls les coupables surpris en flagrant

délit peuvent être arrêtés sans aucun mandat préalable, mais alors même un procès-verbal écrit sera rédigé et leur sera communiqué dans les 24 heures à partir du moment de l'arrestation.

La personne arrêtée a le droit de porter plainte devant le tribunal de première instance contre le mandat concernant son arrestation. Si elle ne fait pas usage de ce droit dans les trois jours à partir de la communication du mandat d'amener ou du procès-verbal d'arrestation, le juge d'instruction sera obligé de transmettre d'office les dossiers au tribunal compétent dans les 24 heures qui suivent l'expiration du premier délai. Le tribunal est alors tenu de prononcer le maintien ou l'annulation de l'arrestation dans un nouveau délai de 24 heures. Les décisions du tribunal sur ces questions sont immédiatement exécutoires.

Les agents de l'autorité publique qui auraient enfreint ces dispositions seront punis pour atteinte illégale à la liberté.

La loi déterminera les circonstances dans lesquelles les tribunaux seront tenus de remettre la personne arrêtée en liberté provisoire, sans caution ou sous caution personnelle ou pécuniaire.

Art. 10. — Nul ne peut être jugé par un tribunal incompétent.

Art. 11. — Nul ne peut être jugé sans être préalablement interrogé par l'autorité compétente, ou invité par la voie légale à se défendre.

Art. 12. — Les peines ne peuvent être établies que par la loi, ni appliquées qu'aux faits postérieurement prévus par la loi.

Art. 13. — La peine de mort est abolie en matière de délits purement politiques.

Elle est maintenue pour les cas d'accomplissement ou de tentative d'attentat contre la personne du Roi ou des membres de la Maison Royale, cas auxquels le Code pénal applique cette peine.

Elle est de même maintenue en matière de délits mixtes, conformément aux dispositions du Code pénal, ainsi que pour les cas prévus par les lois militaires.

Art. 14. — Les citoyens serbes ne peuvent être expulsés de Serbie. On ne peut également leur interdire le séjour dans une localité ni les obliger à se fixer dans un endroit déterminé que dans les cas prévus expressément par la loi.

Art. 15. — Le domicile privé est inviolable.

L'autorité publique ne peut procéder à aucune visite domiciliaire, sauf dans les cas prévus par la loi et suivant les formes prescrites par elle.

Avant la visite domiciliaire l'autorité compétente est tenue de communiquer à l'intéressé l'ordonnance écrite du juge d'instruction autorisant cette mesure. L'intéressé peut attaquer cette ordonnance devant le tribunal de première instance, sans pouvoir toutefois suspendre de cette façon l'exécution de la visite. La visite ne pourra être opérée qu'en présence de deux citoyens serbes.

La visite domiciliaire achevée, l'autorité est tenue de remettre à l'intéressé un certificat constatant le résultat obtenu et un procès-verbal signé énumérant les objets saisis en vue de la poursuite de l'enquête.

En aucun cas la visite domiciliaire ne peut avoir lieu de nuit.

Art. 16. — La propriété de toute nature est inviolable.

Nul ne peut être contraint à céder ses biens à l'Etat ou à d'autres personnes morales publiques, ni à subir aucune restriction en leur faveur, sauf les cas établis par la loi et moyennant une indemnité légale.



Art. 17. — La peine de la confiscation générale des biens est interdite. Toutefois pourront être confisqués les objets provenant d'une source frauduleuse, ou les objets ayant servi ou destinés à servir à l'accomplissement d'un délit.

Art. 18. — La liberté de conscience est absolue.

Tous les cultes reconnus sont libres et placés sous la protection de la loi, en tant que leur célébration ne porte atteinte ni à l'ordre public ni à la morale.

Art. 19. — Tout acte pouvant porter atteinte à la religion d'Etat (prosélytisme) est interdit.

Art. 20. — Les citoyens serbes ne peuvent pas se prévaloir des prescriptions religieuses afin de se soustraire à l'accomplissement de leurs devoirs de citoyens et de soldats.

Art. 21. — L'enseignement est libre en tant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public et à la morale.

L'instruction primaire est obligatoire. Elle est gratuite dans les écoles primaires publiques.

Art. 22. — Tout Serbe a le droit d'exprimer librement sa pensée : par la parole, par écrit, par la voie de la presse ou par images, en se conformant aux prescriptions de la loi.

La presse est libre.

La censure, ainsi que toute autre mesure préventive, destinée à entraver la publication, la vente ou la distribution des journaux et autres écrits, est interdite.

La publication des journaux n'est soumise à aucune autorisation préalable.

Il ne sera exigé aucune caution de l'auteur, du rédacteur en chef, de l'éditeur ni de l'imprimeur.

La saisie des journaux et des autres imprimés n'est autorisée que dans les cas où ils contiendraient des outrages envers le Roi et la Maison Royale, ou envers les souverains étrangers et leurs Maisons, ainsi que dans le cas où il s'y trouverait une excitation à la rébellion. Dans tous ces cas, l'autorité est tenue de porter l'affaire devant le tribunal dans les 24 heures après que la saisie a été effectuée, et ce dernier est tenu de prononcer dans le même délai la confirmation ou la levée de la saisie. Dans le cas contraire, la saisie est, à l'expiration de ce dernier délai de 24 heures, levée de plein droit.

Il est interdit d'adresser aux publications imprimées des avertissements administratifs.

Les journaux sont tenus d'avoir un rédacteur responsable jouissant de ses droits civils et politiques.

L'auteur est responsable en premier lieu. Si l'auteur est inconnu ou s'il n'habite pas la Serbie, ou s'il est irresponsable, la responsabilité tombe sur le rédacteur, l'imprimeur ou le distributeur.

Art. 23. — Le secret des lettres et des dépêches télégraphiques est inviolable, sauf en temps de guerre et dans le cas d'enquête criminelle.

Une loi déterminera quels agents du gouvernement sont responsables de la violation du secret des lettres et des dépêches confiées aux bureaux de la poste et du télégraphe.

Art. 24. — Les Serbes ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes en se conformant aux lois.

Il n'est point nécessaire d'aviser les autorités pour tenir une réunion dans un local fermé. Les réunions en plein air qui sont soumises à des lois et des règlements spéciaux, ne peuvent être tenues sans que l'autorité en soit préalablement avisée.

Art. 25. — Les Serbes ont le droit de s'associer dans des buts qui ne sont pas contraires à la loi.

Ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive.

Art. 26. — Tout Serbe a le droit de s'adresser en son propre nom aux autorités publiques par des pétitions portant une ou plusieurs signatures. Les pétitions en nom collectif ne peuvent émaner que des autorités constituées et des personnes civiles (corporations).

Art. 27. — Tout Serbe a le droit de porter plainte contre les agissements illégaux de l'autorité.

Si l'autorité supérieure repousse la plainte comme étant mal fondée, elle est tenue, en communiquant sa décision au plaignant, d'en indiquer les motifs.

Art. 28. — Tout Serbe a le droit d'intenter une poursuite judiciaire, sans aucune autorisation préalable contre les fonctionnaires publics, les maires, les présidents des conseils municipaux et les employés communaux, ayant porté, dans l'exercice de leur pouvoir, atteinte à ses droits.

Des dispositions spéciales sont applicables à cet égard aux ministres, aux juges et aux soldats sous les drapeaux.

Art. 29. — Les Serbes sont libres de renoncer à leur nationalité après avoir satisfait au service militaire et rempli toutes les obligations tant envers l'Etat qu'envers les particuliers.

Art. 30. — Les étrangers habitant la Serbie sont placés sous la protection des lois serbes quant à leurs personnes et à leurs biens. Mais ils sont astreints au paiement des impôts et des autres charges au profit de l'Etat et de la commune, à moins qu'ils n'en soient affranchis par les traités internationaux.

Art. 31. — L'extradition est interdite en matière de délits purement politiques.

### III<sup>e</sup> PARTIE

#### Pouvoirs de l'Etat.

Art. 32. — Tous les pouvoirs de l'Etat s'exercent conformément aux dispositions de la présente Constitution.

La Constitution ne peut être suspendue ni dans son ensemble ni dans aucune de ses parties.

Art. 33. — Le pouvoir législatif est exercé en commun par le Roi et par la Représentation Nationale.

Art. 34. — Le droit d'initiative en matière législative appartient à chacune des deux branches du pouvoir législatif.

Art. 35. — Pour chaque loi l'adhésion des deux branches du pouvoir législatif est nécessaire.

Art. 36. — Les lois n'ont pas de force rétroactive au préjudice des droits acquis en vertu des lois antérieures.

Art. 37. — L'interprétation de la loi n'a un caractère obligatoire que si elle émane du pouvoir législatif.

Art. 38. — Le pouvoir exécutif appartient au Roi. Le Roi exerce ce pouvoir par l'intermédiaire de ses ministres responsables conformément aux dispositions de la présente Constitution.

Les ministres sont nommés et révoqués par le Roi.

Art. 39. — Le pouvoir judiciaire est exercé par les cours et les tribunaux. Leurs arrêts et sentences sont rendus et exécutés au nom du Roi et en vertu de la loi.

#### IV<sup>e</sup> PARTIE

##### Le Roi.

Art. 40. — Le Roi est le chef de l'Etat. Il détient tous les droits qui dérivent de cette autorité suprême, et il les exerce conformément aux dispositions de la présente Constitution.

La personne du Roi est inviolable. On ne peut rendre le Roi responsable, ni porter contre lui une accusation quelconque.

Art. 41. — Le Roi et les membres de la Maison Royale doivent appartenir à la religion orientale-orthodoxe.

Art. 42. — Le Roi est le protecteur de tous les cultes reconnus en Serbie.

Art. 43. — Le Roi sanctionne et promulgue les lois. Aucune loi n'a force exécutoire avant d'avoir été promulguée par le Roi.

Art. 44. — L'Héritier du Trône et les autres membres de la Maison Royale ne peuvent contracter mariage sans l'assentiment du Roi.

Art. 45. — Le Roi nomme tous les fonctionnaires de l'Etat. C'est en son nom et sous sa haute surveillance que toutes les administrations publiques exercent leur autorité.

Art. 46. — Le Roi est le commandant en chef de toutes forces militaires du pays.

Art. 47. — Le Roi confère les grades militaires en se conformant aux dispositions de la loi.

Art. 48. — Le Roi confère les ordres et autres distinctions établis par la loi.

Art. 49. — Le Roi a le droit de faire frapper monnaie conformément à la loi.

Art. 50. — Le Roi a le droit d'amnistie.

Art. 51. — Le Roi a le droit de grâce en matière criminelle. Il peut commuer la peine infligée, ou la réduire ou la remettre en entier.

Art. 52. — Le Roi représente le pays dans toutes ses relations extérieures. Il déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de toute autre espèce en les communiquant à la Skoupschtina Nationale aussitôt que les intérêts du pays le permettent.

Mais les traités de commerce, ainsi que tous les autres traités dont l'exécution entraîne soit une dépense à la charge du trésor public soit une modification des lois existantes, et de même les traités qui porteraient atteinte aux droits publics ou privés des citoyens serbes, n'ont pas de valeur sans l'assentiment de la Skoupschtina Nationale.

Art. 53. — Le Roi réside à titre permanent dans le pays. S'il s'absente pour quelque temps du territoire serbe, il est remplacé, de droit, dans l'exercice des pouvoirs royaux par l'Héritier du Trône, si ce dernier est majeur. Si l'Héritier du Trône est mineur ou s'il est empêché de remplacer le Roi, le Conseil des Ministres exercera le pouvoir royal d'après les instructions que lui donne le Roi dans les limites de la Constitution.

Art. 54. — Le Roi convoque la Skoupschtina Nationale en sessions ordinaires ou extraordinaires.

Il ouvre et clôt les sessions de la Skoupschtina Nationale personnellement, par un Discours du Trône ou par Message ou Décret présenté par le Conseil des Ministres. Le Discours du Trône, le Message et le Décret doivent être contresignés par tous les ministres.

Il a le droit de proroger la session de la Skoupschtina Nationale. Mais cette prorogation ne peut s'étendre à une durée de plus de deux mois, ni être renouvelée dans une même session sans le consentement de la Skoupschtina elle-même.

Il a le droit de dissoudre la Skoupschtina Nationale, mais l'acte de dissolution doit en même temps ordonner de nouvelles élections à faire dans deux mois au plus tard, ainsi que la convocation de la nouvelle Skoupschtina dans le délai de trois mois. Le décret de dissolution de la Skoupschtina doit être contresigné par tous les ministres.

Art. 55. — Le Roi ne peut être en même temps le chef d'un autre Etat sans l'adhésion de la Grande Skoupschtina Nationale.

Art. 56. — Aucun acte royal se rapportant aux affaires d'Etat n'a de force d'application et ne peut être exécuté s'il n'est contresigné par le ministre compétent qui en assume la responsabilité par l'apposition de sa signature.

Art. 57. — En Serbie règne le Roi Milan I<sup>er</sup>, quatrième de la dynastie des Obrénovitch.

La dignité royale et tous les droits royaux reconnus par la Constitution passent après lui au Prince Royal Alexandre comme cinquième Prince de la dynastie nationale des Obrénovitch.

La descendance du Prince Royal Alexandre se succédera sur le Trône de Serbie dans l'ordre suivant :

Le Roi est succédé par ses descendants mâles issus du mariage légitime, dans l'ordre de primogéniture. Si le Roi ne laisse après lui aucun descendant mâle, la succession du Trône revient à la ligne consanguine dans le même ordre de primogéniture.

Art. 58. — Le Roi et l'Héritier du Trône sont majeurs à l'âge de 18 ans révolus.

Art. 59. — En cas de décès du Roi, l'Héritier du Trône, s'il est majeur, prend immédiatement le pouvoir comme Roi constitutionnel. Le Roi fait connaître au pays son avènement par une proclamation.

Il convoque alors la Skoupschtina Nationale dans les dix jours après notification de la mort du Roi défunt afin de prêter devant elle le serment prescrit par la Constitution.

Si la Skoupschtina a été dissoute et si les nouvelles élections n'ont pas encore été faites, la Skoupschtina dissoute est convoquée pour recevoir le serment du Roi.

Ces dispositions s'appliquent également dans le cas où le Roi remet le Trône de son vivant à son héritier.

Art. 60. — En prenant l'exercice du pouvoir royal le Roi prête devant la Skoupschtina le serment suivant :

« Moi (nom), en prenant l'exercice du pouvoir royal, je jure par le Dieu tout-puissant et par tout ce qui m'est le plus sacré et plus cher en ce monde, que je veillerai à la conservation de l'indépendance de la Serbie et de l'intégrité de son territoire, que je maintiendrai intacte la Constitution nationale, que je gouvernerai d'après elle et conformément aux lois et que dans tous mes désirs et tous mes actes j'aurai en vue le bonheur de la



nation. En prononçant solennellement ce serment devant Dieu et devant la nation, je prends à témoin le seigneur Dieu, auquel je rendrai compte au jugement dernier. Ainsi le seigneur Dieu me soit en aide ! Amen ! ».

Art. 61. — Si, lors de la mort du Roi, l'Héritier du Trône est mineur, le pouvoir royal délimité par la Constitution, sera exercé jusqu'à sa majorité par un Conseil de Régence composé de trois personnes.

Art. 62. — Les Régents sont nommés par la Skoupschtina Nationale, spécialement convoquée à cet effet, parmi six personnes que le Roi défunt aura désignées dans son testament comme candidats à la régence.

Ce testament sera écrit en entier et signé de la main du Roi. Il ne sera pas contresigné par les ministres. Sur le verso tous les membres du Conseil des Ministres doivent signer comme témoins.

Ce testament sera établi en trois exemplaires, dont chacun portera le sceau royal. L'un sera remis en dépôt au Conseil d'Etat, l'autre à la Cour de Cassation et le troisième au garde des sceaux.

Art. 63. — Si le Roi n'a pas désigné par testament les candidats à la Régence, la Grande Skoupschtina Nationale sera convoquée afin de procéder à l'élection des membres du Conseil de Régence. La Grande Skoupschtina Nationale devra alors être convoquée au plus tard un mois après la mort du Roi.

Art. 64. — La Régence ne peut être confiée qu'à des citoyens Serbes de naissance, appartenant à la religion orientale orthodoxe, jouissant de tous leurs droits civils et politiques, âgés de 40 ans, et exerçant ou ayant exercé les fonctions de ministre, conseiller d'Etat, général ou ministre plénipotentiaire accrédité auprès d'un gouvernement étranger.

Art. 65. — L'élection des Régents a toujours lieu au scrutin secret.

Art. 66. — La liste civile est fixée par la loi et ne peut être augmentée sans le consentement de la Skoupschtina, ni diminuée sans le consentement du Roi.

Chaque Régent recevra pendant la durée de ses fonctions 60,000 fr. par an, prélevés sur la liste civile.

Art. 67. — Avant de prendre en main l'exercice de l'autorité royale, les Régents prêteront, devant la Skoupschtina qui les aura élus, le serment de demeurer fidèles au Roi, et de gouverner conformément à la Constitution et aux lois du pays. Ils feront ensuite connaître au pays, par une proclamation, qu'ils ont pris en main, au nom du Roi, le pouvoir royal.

Art. 68. — La Constitution ne peut pas être modifiée pendant la minorité du Roi.

Art. 69. — Si le Roi se trouve empêché d'exercer le pouvoir royal, l'Héritier du Trône, s'il est majeur, régnera en son nom. Si l'Héritier du Trône est mineur, le Roi aura le droit de nommer une Régence provisoire.

Art. 70. — Si le Roi transfère de son vivant le pouvoir à son héritier mineur, il a le droit de nommer en même temps les trois Régents. Pour les Régents ainsi nommés, sont valables toutes les dispositions de la présente Constitution se rapportant aux Régents élus par la Skoupschtina Nationale.

Art. 71. — Si un membre du Conseil de Régence vient à mourir, ou s'il est atteint d'une maladie qui, de l'avis de trois médecins désignés par le Conseil d'Etat sur réquisition des autres Régents et d'accord avec eux, le met hors d'état de remplir ses fonctions, ou enfin s'il donne sa démission, les deux autres Régents pourvoiront seuls aux affaires de l'Etat, jusqu'à

la réunion de la Skoupschtina Nationale qui procédera à l'élection du troisième Régent.

Si l'un des trois Régents se trouve dans la nécessité urgente de s'absenter momentanément du pays, les deux autres administreront seuls les affaires de l'Etat pendant son absence. Mais dans ce cas celui qui s'absente est obligé de laisser à ses collègues une déclaration écrite portant qu'il adhère à tout ce que ces derniers feront dans les limites de leurs pouvoirs constitutionnels.

Dans tous les cas qui précèdent, on doit faire connaître immédiatement les motifs pour lesquels deux seulement des Régents exercent l'autorité royale.

Art. 72. — Les Régents pourvoiront à l'éducation du Roi mineur, si le Roi mineur a succédé au Roi défunt. Si, au contraire, il est monté sur le Trône par suite d'une abdication, le Roi qui lui aura transmis la dignité royale pourvoira lui-même à son éducation.

La gestion des biens appartenant au Roi mineur est confiée aux tuteurs que le Roi défunt aura désignés dans son testament, ou si le testament du Roi ne dit rien à ce sujet, aux tuteurs que les Régents institueront d'accord avec le Conseil d'Etat.

Art. 73. — Si le Roi meurt sans descendance masculine, mais qu'au moment de sa mort la Reine soit enceinte, le pouvoir royal sera exercé jusqu'aux couches de la Reine, à titre de Régence provisoire, par le président du Conseil d'Etat, le président de la Cour de Cassation et le ministre de la justice.

Art. 74. — Dans tous les cas où, conformément aux dispositions de la présente Constitution, il y aura lieu de procéder à l'élection de la Régence, le Conseil des Ministres exercera provisoirement, sous sa responsabilité, le pouvoir constitutionnel du Roi.

Le Conseil des Ministres fera connaître au pays, par une proclamation, le fait et la cause de sa prise du pouvoir royal.

Art. 75. — Dans le cas où le Trône, en vertu de la présente Constitution, resterait sans héritier, le Conseil des Ministres prendra en main le pouvoir royal.

Il doit alors, dans le délai d'un mois à partir de la mort du Roi, convoquer la Grande Skoupschtina Nationale qui règlera la question du Trône.

## V<sup>e</sup> PARTIE

### Représentation Nationale.

Art. 76. — La Skoupschtina Nationale est la représentation du pays.

La Skoupschtina Nationale est Ordinaire ou Grande.

Art. 77. — La Skoupschtina Nationale est composée de députés librement élus par le peuple conformément aux dispositions de la présente Constitution.

Art. 78. — Les élections des députés nationaux sont directes. Le vote est secret et se fait au moyen de boules.

Art. 79. — Chaque okroug choisit un nombre de députés proportionnel au nombre de ses contribuables, à raison d'un député par 4,500 contribuables. Si le nombre en plus de contribuables dépasse le chiffre de 3,000, il y sera élu encore un député.

Sont compris dans ce nombre les députés pour lesquels l'art. 100 de la Constitution exige des conditions spéciales.

Art. 80. — Le nombre des contribuables de chaque okroug, ainsi que le nombre des députés que les différents okrougs auront à élire sont déterminés, conformément aux dispositions de la présente Constitution, préalablement à chaque élection générale, par une commission composée : du président du Conseil d'Etat, du président et deux vice-présidents de la dernière Skoupschtina, et du président de la Cour de Cassation.

Art. 81. — La ville de Belgrade élit quatre députés, les villes de Nisch et de Kragouiévatz, chacune deux députés, et les villes d'Alexinatz, Valiévo, Vrania, Gorni Milanovatz, Zaïtchar, Iagodina, Kniagévatz, Krouschévatz, Loznitza, Leskovatz, Négotin, Paratchin, Pirot, Pojarévatz, Prokouplié, Svilainatz, Smédérévo, Tchoupria, Ougitzé, Tchatchak et Schabatz, chacune un député.

Art. 82. — La commune rurale à laquelle appartient le village de Dobrinié, dans l'okroug actuel d'Ougitzé, et la commune rurale à laquelle appartient le village de Takovo, dans l'okroug actuel de Roudnik, nomment chacune un député.

Art. 83. — Chaque député national représente toute la nation et non seulement ses électeurs.

Art. 84. — Les électeurs ne peuvent donner, ni les députés accepter, de mandat impératif.

Art. 85. — Sont électeurs tous les citoyens serbes, de naissance ou naturalisés, ayant 21 ans accomplis et payant à l'Etat au moins 15 francs d'impôt direct par an.

Les membres de zadrougas (associations de famille) qui ont 21 ans révolus, ont le droit de voter, quel que soit le montant des impôts qu'ils paient à l'Etat.

Quiconque veut faire usage de son droit électoral doit, au préalable, retirer sa carte d'électeur. L'autorité compétente est tenue de délivrer cette carte à tous ceux qui prouvent, par un récépissé ou par le registre où l'on inscrit les impôts perçus, avoir acquitté, pour le dernier semestre ou le semestre courant, la somme d'impôt donnant droit d'électeur.

Art. 86. — Tout électeur n'a droit de voter qu'en un seul endroit et cela dans la circonscription électorale où il est inscrit.

Art. 87. — Les officiers en service actif ou en disponibilité, et les soldats se trouvant sous les drapeaux ne peuvent pas voter.

Sont privés temporairement du droit électoral :

1. Les condamnés aux travaux forcés, jusqu'à leur réintégration aux droits de citoyen ;

2. Ceux qui sont condamnés pour cause de délit à la perte de l'honneur civique, pendant la durée de cette peine ;

3. Ceux qui se trouvent en détention préventive ou en état d'incarcération à la suite de crimes et de délits prévus par les §§ 1 et 2 du présent article ;

4. Ceux qui sont condamnés pour avoir fait abus de leur autorité ou pour avoir eu recours aux menaces ou à la corruption, afin d'être élus eux-mêmes ou de faire élire un autre, ainsi que tous ceux qui sont condamnés pour avoir trafiqué de leur vote. La durée de cette perte du droit électoral sera fixée par le jugement prononçant la condamnation ;

5. Ceux qui sont déclarés en faillite ;

6. Ceux qui sont placés en curatelle ou pourvus d'un conseil judiciaire ;  
7. Ceux qui sont entrés, sans l'autorisation du gouvernement serbe, au service d'une puissance étrangère ;

8. Ceux qui ont été condamnés pour avoir refusé de satisfaire à leurs devoirs de citoyens et de soldats, comme adhérents d'un culte non reconnu.

Art. 89. — Tous les électeurs d'un okroug constituent un seul corps électoral et votent, non pas pour des candidats isolés, mais pour une liste complète de candidats. Dans les villes ayant à élire plus d'un député, on vote de la même manière.

Art. 90. — Dans chaque okroug le vote s'effectuera à la fois sur plusieurs points désignés par la loi. Les villes peuvent également, en cas de nécessité, être divisées en plusieurs sections de vote.

Art. 91. — En chaque lieu où doit se faire le vote, il sera constitué un bureau électoral composé d'un conseiller municipal désigné par le conseil de cette commune, d'un représentant de chaque liste des candidats et d'un juge, ou d'un attaché au tribunal ou d'un homme de loi.

Art. 92. — Dans chaque chef-lieu d'okroug, de même que dans les villes qui ont à nommer plus d'un député, il sera formé un bureau électoral central qui réunit tous les votes, les dépouille, proclame le résultat du scrutin et délivre le mandat de député.

Le président de ce bureau sera un conseiller d'Etat ou un conseiller à la Cour de cassation désigné par le tirage au sort ; ses membres seront : un membre de la commission permanente de l'okroug, le président du conseil municipal local, un conseiller à la Cour d'appel ou un président de Tribunal de première instance, et deux représentants de chaque liste de candidats.

Art. 93. — Dans chaque okroug cent électeurs, et dans chaque ville élevant plus d'un député cinquante électeurs, auront droit d'établir une liste de candidats. Chaque liste doit porter autant de candidats qu'il y a de députés à nommer dans l'okroug ou la ville intéressés. La liste portera le nom du candidat inscrit en tête. Chaque liste aura son urne spéciale en tout endroit où le vote a lieu.

Le chiffre total des électeurs qui ont voté, divisé par le nombre des députés que doit choisir le corps électoral intéressé donne le quotient électoral, d'après lequel on déterminera le nombre des candidats élus à prendre dans chaque liste. Chaque liste reçoit autant de sièges qu'elle réunit de fois le quotient électoral.

Le quotient sera décerné tout d'abord au candidat inscrit en tête de la liste, et ensuite aux autres candidats suivant l'ordre d'inscription jusqu'à ce que le nombre des suffrages obtenus par cette liste soit épuisé.

S'il reste des sièges de députés pour lesquels aucune liste n'a réuni un nombre de voix égal au quotient, ces sièges seront répartis entre les listes disposant du chiffre le plus proche du quotient jusqu'à ce qu'on obtienne le nombre complet de députés. En cas d'égalité de voix entre deux ou plusieurs listes, le tirage au sort décide à quelle liste le siège en cause sera attribué.

Art. 94. — Dans les villes qui ont à élire un seul député, ainsi que dans les communes, auxquelles l'art. 81 de la présente constitution accorde le droit électoral spécial, on doit considérer comme élu le candidat réunissant la majorité absolue des suffrages.



Si personne n'a obtenu la majorité absolue, on procédera à une élection nouvelle. Lors de cette nouvelle élection la majorité relative suffit et dans le cas de partage égal des voix le sort décidera.

Le bureau électoral délivrant le mandat de député est composé d'un juge au tribunal de première instance de la localité ou de l'endroit le plus rapproché désigné par le sort, du maire et d'un délégué de chaque candidat en cause.

Art. 95. — Quiconque n'a pas droit de voter ne peut être élu député.

Art. 96. — Pour être nommé député à la Skoupschtina Nationale, il faut, indépendamment des conditions exigées pour le droit d'électeur, réunir les conditions suivantes :

1. Etre Serbe de naissance ou, si on a obtenu la qualité de serbe par la naturalisation, être établi en Serbie depuis cinq ans ;
2. Jouir de tous ses droits civils et politiques ;
3. Résider, d'une manière permanente, en Serbie, sauf si le séjour à l'étranger est imposé par une fonction publique ;
4. Avoir 30 ans accomplis ;
5. Payer à l'Etat au moins 30 francs d'impôt direct par an.

Art. 97. — Les fonctionnaires appartenant au service de la police ne peuvent être élus députés.

Art. 98. — Les députés qui ne sont pas fonctionnaires de l'Etat au moment de leur élection, et qui seraient entrés au service de l'Etat pendant la durée de leur mandat législatif, perdent, par cela même, leur caractère de députés. Ils peuvent, toutefois, être réélus conformément à l'article 99.

La disposition ci-dessus ne s'applique pas aux ministres, qui demeurent députés sans avoir à se soumettre à une réélection.

Art. 99. — Les fonctionnaires et tous autres agents au service de l'Etat élus députés et acceptant le mandat législatif perdent, par ce fait même, leurs fonctions ou emplois. Toutefois, peuvent garder leurs fonctions, tout en ayant accepté le mandat législatif, les fonctionnaires suivants :

1. Ministres en service actif ou en disponibilité ;
2. Conseillers d'Etat ;
3. Envoyés extraordinaires et Ministres plénipotentiaires accrédités auprès d'une Cour étrangère, Agents diplomatiques et Consuls généraux ;
4. Présidents et Membres des Cours et Tribunaux de première instance ;
5. Professeurs à l'Université, aux Ecoles professionnelles et dans l'Enseignement secondaire ;
6. Ingénieurs et Médecins au service de l'Etat ;
7. Fonctionnaires en retraite et en disponibilité.

Art. 100. — Parmi les députés nommés par chaque okroug, il doit se trouver au moins deux personnes qui, indépendamment des conditions générales auxquelles est subordonné le droit d'être élu député, doivent remplir la condition particulière qui suit :

Avoir terminé, soit en Serbie, soit à l'étranger, les cours de quelque faculté ou d'une école professionnelle supérieure placée au même rang que les facultés universitaires.

Toutefois, seront considérés comme remplissant cette condition, bien que n'ayant terminé les cours d'aucune faculté ou école professionnelle :

a. Ceux qui ont été présidents ou vice-présidents de la Skoupschtina Nationale ;

b. Les Ministres et les Agents diplomatiques, ou ceux qui ont précédemment rempli une de ces fonctions ;

c. Le Président, le Vice-Président et les Membres du Conseil d'Etat, ou ceux qui ont précédemment rempli une de ces fonctions ;

d. Les Généraux et les Colonels en retraite.

Les deux députés sus-mentionnés seront élus par les okrougs le même jour et de la même manière que les autres députés, mais à part de ces derniers.

Art. 101. — Les députés à la Skoupschtina Nationale ordinaire désignés aux élections générales sont élus pour une durée de trois ans. Pour chaque période triennale de la Skoupschtina, les élections auront lieu le jour de la fête de Sainte-Croix, le 14 septembre.

Si les élections générales ont lieu à la suite d'une dissolution de la Skoupschtina Nationale, les trois ans de la période législative ne commenceront à courir qu'à partir du mois de septembre suivant. Avant le commencement de cette période, la Skoupschtina peut être convoquée en session extraordinaire.

Les députés nommés aux élections complémentaires n'obtiennent leurs mandats que jusqu'à l'expiration de la période législative pendant laquelle ils ont été élus. Les élections complémentaires doivent avoir lieu au plus tard un mois après que le siège de député sera devenu vacant.

Art. 102. — La Skoupschtina Nationale est convoquée régulièrement dans la capitale le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année.

Seulement dans le cas d'une nécessité absolue, la Skoupschtina peut être réunie en dehors de la capitale ; le Gouvernement est alors tenu de justifier sa conduite devant cette Skoupschtina convoquée en dehors de la capitale.

La session ordinaire de la Skoupschtina ne peut durer moins de six semaines.

Art. 103. — Le Roi peut aussi convoquer la Skoupschtina Nationale en session extraordinaire.

Art. 104. — La Skoupschtina Nationale est seule appelée à examiner les pouvoirs de ses membres et à prononcer sur leur validité ainsi que sur les contestations éventuelles élevées à ce sujet.

Personne ne peut empêcher un député, auquel le bureau électoral compétent (art. 92 et 94 de la présente constitution) a délivré un mandat, de pénétrer dans la Skoupschtina. Seule la Skoupschtina aura à décider si l'élection est valable ou non.

Art. 105. — Dans sa première séance, tenue sous la présidence du doyen d'âge, la Skoupschtina se divisera par tirage au sort en sections. Chaque section désignera ensuite un de ses membres pour faire partie de la commission de vérification des pouvoirs.

Art. 106. — La Skoupschtina Nationale choisit dans son sein, pour chaque session, un président, deux vice-présidents et des secrétaires.

Art. 107. — Tous les députés, après leur validation par la Skoupschtina, prononcent le serment suivant :

« Moi (nom), je jure, par le Dieu seul et unique, par ce que la loi a de plus sacré pour moi et par ce que j'ai de plus cher en ce monde, d'observer fidèlement la Constitution, et d'avoir, dans l'accomplissement de ma mission de député, constamment en vue, en y consacrant toutes les forces de

mon âme et de mon intelligence, le bien commun du Roi et de la Nation. Qu'ainsi Dieu me soit en aide dans ce monde et dans l'autre ! »

Art. 108. — La Skoupschtina répond au discours du trône par une adresse.

Art. 109. — Les séances de la Skoupschtina Nationale sont publiques ; mais le huis-clos peut être prononcé quand le président de la Skoupschtina, le Gouvernement ou dix députés le demandent.

Si le huis-clos est demandé par le président de la Skoupschtina ou par dix députés, la Skoupschtina peut statuer sur la question si la séance sera maintenue secrète ou non.

Art. 110. — La Skoupschtina ne peut prendre de résolution que si plus de la moitié du nombre des députés prévu par la constitution se trouve réunie.

Une résolution de l'assemblée, pour être valable, doit réunir la majorité des suffrages des députés présents.

En cas de partage égal des voix, la proposition qui fait l'objet du vote est rejetée.

Art. 111. — Le scrutin dans la Skoupschtina a lieu à l'appel nominal, par assis et levé ou secrètement.

L'appel nominal a lieu toutes les fois qu'il s'agit de se prononcer sur l'ensemble d'un projet de loi, ainsi que dans tous les cas où soit le Gouvernement, soit vingt députés le demandent.

Le bureau de la Skoupschtina est toujours nommé au scrutin secret.

Les députés ne peuvent pas voter par procuration.

Art. 112. — La Skoupschtina Nationale ne peut délibérer sur des projets de lois avant que le Conseil d'Etat ne les ait pris en examen et n'ait transmis à la Skoupschtina son avis à leur sujet. Seuls le budget et les lois financières annuelles en relation immédiate avec le budget ne seront pas soumis à l'examen préalable du Conseil d'Etat.

Art. 113. — Tout projet de loi, y compris le budget, doit être renvoyé, avant d'avoir été discuté par la Skoupschtina, à l'examen d'une commission spéciale. Cette commission présentera son rapport à la Skoupschtina.

Art. 114. — Pour chaque projet de loi une commission spéciale sera désignée dans les sections de la Skoupschtina.

Le budget sera étudié dans son ensemble par une seule commission.

Art. 115. — Un projet de loi ne peut pas être adopté dans son ensemble, si chacun de ses articles n'a pas été approuvé au préalable.

Art. 116. — Chaque projet de loi doit être soumis à deux lectures et à deux votes dans la même session de la Skoupschtina avant son adoption définitive. Un délai d'au moins cinq jours doit être laissé entre le premier et le second vote.

Art. 117. — Aucune loi ne peut être promulguée, abrogée, modifiée ou interprétée sans l'adhésion de la Skoupschtina Nationale.

Les règlements pour l'application des lois, de même que les règlements ayant leur source dans le pouvoir exécutif et le droit de contrôle reconnu au Roi, sont émis par les organes du pouvoir exécutif. Toutefois, ils doivent porter une mention expresse de la loi sur laquelle ils sont fondés.

Aucune loi, aucun règlement émanant des autorités qui représentent l'Etat, l'okroug ou la commune, n'ont force d'application avant d'avoir été publiés de la manière prescrite par la loi.

La formule de la publication des lois doit constater expressément leur adoption par la Skoupschtina Nationale.

Art. 118. — Les lois et règlements dérivant des lois ont force obligatoire pour tous les Serbes et pour les autorités du pays dès qu'ils ont été publiés conformément à la loi. Il est de la compétence de la Skoupschtina Nationale seule de se prononcer si une loi régulièrement publiée a été élaborée conformément à la Constitution.

Art. 119. — Aucun impôt ou autre contribution générale ne peut être créé ni modifié sans l'approbation de la Skoupschtina Nationale.

L'Etat ne peut contracter aucune dette sans l'adhésion de la Skoupschtina. Le Gouvernement est tenu de soumettre à la Skoupschtina Nationale un rapport exact, certifié par la Cour des comptes, constatant que les conventions financières ont été conclues et exécutées conformément à la loi.

Art. 120. — Le Gouvernement peut retirer un projet de loi soumis par lui à la Skoupschtina, aussi longtemps que ce projet n'a pas été l'objet d'un vote définitif.

Art. 121. — Un projet de loi définitivement rejeté par la Skoupschtina, ne peut lui être représenté durant la même session.

Art. 122. — La Skoupschtina a le droit d'enquête en matière électorale et dans les questions purement administratives.

Chaque député a le droit d'adresser aux ministres des questions et des interpellations. Les ministres doivent y répondre avant la clôture de la session.

Art. 123. — Chacun a le droit d'adresser à la Skoupschtina, par l'intermédiaire de son président, des pétitions et des plaintes.

La Skoupschtina a le droit de communiquer aux ministres ces pétitions ou plaintes à elle adressées. Les ministres doivent fournir des explications sur leur contenu toutes les fois que la Skoupschtina le demande.

Ne peuvent prendre parole au sein de la Skoupschtina que les députés, ministres et les commissaires du Gouvernement. La Skoupschtina Nationale ne peut pas recevoir des députations ou des particuliers, ni donner la parole à qui que ce soit, en dehors des personnes sus-nommées.

Art. 124. — Personne ne peut, en aucun temps, demander compte à un député d'un vote qu'il a émis comme membre de la Skoupschtina.

En ce qui concerne les discours prononcés à la Skoupschtina, les députés n'en répondent qu'à la Skoupschtina elle-même, qui peut leur infliger, sur la proposition de son président, les peines disciplinaires prévues par le Règlement de la Skoupschtina Nationale.

Art. 125. — Les députés ne peuvent, sans l'autorisation préalable de la Skoupschtina Nationale, être poursuivis ou mis en arrestation pour cause de délits ou de dettes, du jour de leur élection jusqu'à l'expiration de leur mandat, sauf dans le cas de flagrant délit. Mais même dans ce dernier cas, la Skoupschtina, si elle se trouve réunie, doit être immédiatement avisée, et elle donnera ou refusera l'autorisation de poursuivre l'affaire avant la clôture de la session.

Art. 126. — La Skoupschtina a le droit exclusif de maintenir l'ordre dans son sein par l'intermédiaire de son président.

Aucune force armée ne peut pénétrer dans le local de la Skoupschtina Nationale, à l'exception de ceux que leur profession oblige à porter les



armes et qui sont appelés dans la Skoupschtina par des affaires parlementaires.

Art. 127. — La Skoupschtina Nationale n'est en relation directe qu'avec les ministres.

Art. 128. — Les députés reçoivent de la caisse de l'Etat des frais de déplacement et une indemnité quotidienne pour la durée des sessions législatives.

Le montant de cette indemnité sera fixé par une loi spéciale.

Art. 129. — Une loi spéciale établira le règlement intérieur de la Skoupschtina

Art. 130. — Pour la grande Skoupschtina Nationale, il sera élu deux fois autant de députés que pour la Skoupschtina Nationale ordinaire.

L'art. 100 de la présente Constitution n'est pas applicable à la grande Skoupschtina Nationale.

Art. 131. — La Grande Skoupschtina Nationale est convoquée quand il est nécessaire :

1. De décider de la question du Trône (art. 75) ;
2. De nommer le Conseil de Régence (art. 63) ;
3. De décider des modifications à apporter à la Constitution (art. 201 et 202) ;
4. De décider de l'aliénation ou de l'échange d'une portion du territoire de l'Etat ;
5. Quand le Roi juge utile de consulter la Grande Skoupschtina Nationale.

## VI<sup>e</sup> PARTIE

### Des Ministres.

Art. 132. — A la tête des services de l'Etat se trouve le Conseil des Ministres, placé immédiatement sous le Roi.

Le Conseil des Ministres se compose des ministres préposés aux divers services publics et du Président du Conseil des Ministres qui peut être sans portefeuille. Le Roi nomme par décret les Ministres, et le Président du Conseil des Ministres. En entrant en fonctions les Ministres prêtent le serment d'obéissance et de fidélité au Roi et jurent d'observer consciencieusement la Constitution et les lois.

Art. 133. — Ne peuvent être ministres que les Serbes de naissance ou les naturalisés résidant depuis cinq ans en Serbie.

Art. 134. — Aucun Membre de la Maison Royale ne peut être ministre.

Art. 135. — Les Ministres ont libre accès dans la Skoupschtina Nationale qui est tenue de les entendre chaque fois qu'ils le demandent. Cependant, les Ministres ne peuvent prendre part au vote de la Skoupschtina, sauf dans le cas où ils seraient en même temps députés.

La Skoupschtina a le droit d'exiger la présence des ministres à ses séances.

Art. 136. — Les Ministres sont responsables devant le Roi et devant la Skoupschtina Nationale de tous les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Tout acte officiel signé par le Roi doit être contresigné par le Ministre compétent.

Un ordre écrit ou verbal du Roi ne peut, en aucun cas, couvrir la responsabilité d'un ministre.

Art. 137. — Le Roi, aussi bien que la Skoupschtina Nationale, ont le droit de mettre en accusation un ministre : 1<sup>o</sup> pour trahison envers la Patrie et le Souverain ; 2<sup>o</sup> pour violation de la Constitution et des droits garantis par la Constitution aux citoyens Serbes ; 3<sup>o</sup> pour prévarication ; 4<sup>o</sup> pour préjudice porté à l'Etat dans un but d'intérêt personnel ; 5<sup>o</sup> pour violation des lois dans les cas qui seront précisés ultérieurement par une loi spéciale sur la responsabilité ministérielle.

Le Roi et la Skoupschtina Nationale peuvent faire usage de ce droit de mise en accusation dans le délai de quatre années à partir de l'accomplissement du délit.

Art. 138. — La proposition de mise en accusation d'un ministre doit être faite par écrit, contenir l'énumération des chefs d'accusation et porter les signatures d'au moins vingt députés.

Pour que la mise en accusation soit prononcée, il est nécessaire que la majorité qui la vote comprenne les deux tiers des députés présents.

Le ministre mis en accusation est jugé par un tribunal d'Etat composé de membres du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation.

Art. 139. — Une loi spéciale dont la Skoupschtina Nationale sera saisie dans sa première période législative, précisera les différents cas de responsabilité ministérielle, les pénalités à appliquer aux différents délits, la composition du tribunal appelé à juger les ministres et la procédure à suivre.

Pour les cas de responsabilité ministérielle qui ne sont pas prévus par le Code pénal et qui ne relèvent pas du droit commun, le ministre prévenu ne peut être condamné à une peine plus grande que la prison.

Art. 140. — Le Roi ne peut faire usage de son droit de grâce en faveur du ministre condamné sans le consentement de la Skoupschtina Nationale.

## VII<sup>e</sup> PARTIE

### Conseil d'Etat.

Art. 141. — Le Conseil d'Etat est composé de 16 membres dont 8 sont nommés par le Roi et 8 élus par la Skoupschtina Nationale et ce, de la façon suivante : le Roi soumet à la Skoupschtina une liste de 16 candidats ; celle-ci choisit parmi eux 8 candidats que le Roi nomme membres du Conseil d'Etat ; la Skoupschtina Nationale, de son côté, soumet au Roi une liste de 16 candidats parmi lesquels le Roi choisit et nomme 8 membres du Conseil d'Etat. Il sera pourvu de la même façon aux vacances dans le Conseil d'Etat.

Art. 142. — Les Membres du Conseil d'Etat sont nommés à vie. Ils rentrent dans la catégorie des fonctionnaires de l'Etat. Les Membres du Conseil d'Etat ne peuvent être, sans leur assentiment, relevés de leurs fonctions, ni appelés à un autre emploi de l'administration publique. Ils ne peuvent également être mis à la retraite, s'ils n'en ont exprimé le désir, à moins qu'ils n'aient 40 ans de services révolus, ou bien qu'ils n'aient dépassé 65 ans d'âge, ou que leur état de santé ne leur permette plus de remplir leurs fonctions.

Si un Membre du Conseil d'Etat est nommé ministre, il n'est pas pourvu

à son remplacement au Conseil d'Etat, et lorsqu'il cesse d'être ministre, il retourne à son poste de Conseiller d'Etat.

Dans le cas seulement où le nombre des membres du Conseil d'Etat deviendrait inférieur au nombre fixé par le règlement intérieur du Conseil d'Etat pour que des délibérations aient plein et entier effet, il sera pourvu immédiatement à autant de vacances qu'il est nécessaire pour que le Conseil d'Etat puisse tenir ses séances.

Art. 143. — Nul ne peut être membre du Conseil d'Etat s'il n'est citoyen Serbe, s'il n'a 35 ans d'âge révolus, s'il n'a terminé les cours d'une faculté en Serbie ou à l'étranger ou d'une Ecole spéciale assimilable à une faculté, et s'il n'a été employé dix ans au moins dans un service public.

Toutefois, les titulaires des sièges au Conseil d'Etat au moment de la promulgation de la présente Constitution peuvent être choisis et nommés membres du Conseil d'Etat même s'ils ne remplissent pas les conditions ci-dessus indiquées.

Art. 144. — Le Roi nomme parmi les membres du Conseil d'Etat un Président et un Vice-Président du Conseil qui restent en fonctions pendant trois ans

Art. 145. — Les attributions du Conseil d'Etat sont les suivantes :

1. Elaborer, sur l'invitation du Gouvernement, les projets de lois ou de règlements administratifs d'intérêt général, et émettre son avis sur les questions que le Gouvernement lui soumet.

2. Examiner les projets de lois que le Gouvernement présente à la Skoupschtina Nationale ou qui sont apportés par l'initiative de la Skoupschtina et donner son avis sur lesdits projets.

Cet avis n'aura d'effet obligatoire ni pour la Skoupschtina ni pour le Gouvernement ; toutefois, il devra être communiqué dans tous les cas, *in extenso*, à la Skoupschtina nationale avant l'ouverture de la discussion des dits projets. La Skoupschtina et le Gouvernement peuvent fixer pour leurs projets de lois respectifs un délai dans lequel le Conseil d'Etat aura à soumettre son avis ; le Conseil d'Etat peut demander le prolongement dudit délai. Toutefois, si, à l'expiration de ce nouveau sursis, le Conseil d'Etat ne présentait pas son rapport et ses observations, la Skoupschtina pourra passer outre et commencer la discussion et les débats.

3. Fixer la liste des candidats aux sièges vacants de la Cour des comptes et des Cours de cassation et d'appel.

4. Statuer, en dernier ressort, sur les plaintes relatives aux élections pour la Skoupschtina et les Conseils départementaux, et aux élections municipales.

5. Juger les fonctionnaires de l'Etat comme tribunal disciplinaire.

6. Statuer sur les plaintes contre les décisions ministérielles en matière de contentieux administratif. Les résolutions de l'espèce apportées par le Conseil d'Etat seront obligatoires pour les ministres.

7. Statuer sur les conflits d'attributions entre les autorités administratives.

8. Approuver les dépenses partielles sur les crédits généraux inscrits au budget pour les besoins extraordinaires, ainsi que l'application détaillée du crédit alloué pour travaux publics, en tant que ces dépenses dépasseraient la somme dont le ministre peut lui-même légalement disposer.

9. Statuer sur les cas exceptionnels d'admission à la naturalisation Serbe.

10. Approuver les compromis entre l'Etat et des particuliers qui seraient trouvés avantageux pour l'Etat.

11. Statuer, s'il y a lieu, suivant la loi, de prononcer l'expropriation pour cause d'utilité publique.

12. Remplir les fonctions qui lui seraient attribuées par les différentes lois du pays.

Art. 146. — Le règlement intérieur du Conseil d'Etat sera fixé par une loi spéciale.

### VIII<sup>e</sup> PARTIE

#### Des Tribunaux

Art. 147. — Les tribunaux sont indépendants. En rendant la justice, ils ne relèvent d'aucune autorité que de celle de la loi. Aucun pouvoir dans l'Etat, ni législatif, ni exécutif, ne peut s'immiscer dans les affaires judiciaires et, réciproquement, les tribunaux ne peuvent participer à l'exercice du pouvoir législatif ou exécutif.

La justice est rendue au nom du Roi.

Art. 148. — Il ne peut être institué de tribunal quelconque, ni créé quoi que ce soit en matière d'organisation et de compétence judiciaire, que si une loi est rendue à cet effet.

Toutefois, dans aucun cas et à aucun titre, il ne peut être institué de tribunaux extraordinaires ou sommaires, ni de commissions rendant la justice.

Art. 149. — L'institution du jury est maintenue. La compétence du jury est fixée par la loi.

Art. 150. — Les tribunaux en Serbie sont : les tribunaux de première instance et les Cours d'appel et de cassation.

Pour toute la Serbie il n'y a qu'une Cour de cassation, laquelle est appelée à statuer seulement sur les questions de droit, laissant de côté les questions de fait.

La dite Cour de cassation statuera également sur les conflits entre les autorités judiciaires et les autorités administratives.

Le Président de la Cour de cassation a rang de Membre du Conseil d'Etat.

Art. 151. — Nul ne peut être cité devant un tribunal, ni jugé par un tribunal autre que celui dont il relève légalement.

Art. 152. — Pour qu'un tribunal puisse rendre la justice, il faut que trois juges au moins soient présents.

Cependant, on pourra établir, par une loi, qu'un seul juge est suffisant pour prononcer dans les affaires de peu d'importance tant civiles que pénales.

Art. 153. — Les débats des tribunaux sont publics sauf les cas où les juges trouveraient que le huis-clos est dans l'intérêt de l'ordre public ou de la morale.

Les juges délibèrent et votent secrètement ; mais le jugement est prononcé à haute voix et publiquement.

Tout jugement et toute sentence doivent contenir les considérants et l'énonciation des articles de la loi en vertu desquels ils sont rendus.

Art. 154. — Tout prévenu d'un crime ou d'un délit doit être pourvu d'un défenseur dès sa mise en accusation ; il peut s'en pourvoir même avant, dans le cas prévu à l'art. 9 de la présente Constitution, afin d'interjeter



plainte. S'il néglige de prendre un défenseur, le tribunal doit lui en désigner un d'office. Dans les contraventions le prévenu est libre de se pourvoir d'un défenseur s'il le juge nécessaire.

**Art. 155. — Tous les juges sont nommés par le Roi.**

Les présidents des tribunaux de première instance sont choisis parmi les candidats figurant sur deux listes dont l'une est proposée par la Cour de cassation et l'autre par la Cour d'appel.

Les présidents et les membres des Cours de cassation et d'appel sont choisis également parmi les candidats figurant sur deux listes dont l'une est proposée par le Conseil d'Etat et l'autre par la Cour de cassation.

Chacune de ces listes doit contenir deux fois autant de candidats qu'il y a de places vacantes. Les mêmes personnes peuvent être portées comme candidats sur l'une et l'autre liste.

**Art. 156. —** Ne peuvent être juges en même temps dans un tribunal, ni y rendre la justice ensemble, des parents en ligne ascendante ou descendante à un degré quelconque, des collatéraux jusqu'au quatrième degré, des personnes alliées jusqu'au deuxième degré inclusivement.

**Art. 157. —** Nul ne peut être juge s'il n'est Serbe et si, indépendamment des conditions générales requises par la loi pour l'admission à un emploi public, il n'a terminé régulièrement les cours d'une faculté de droit en Serbie ou à l'étranger. Nul ne peut être juge dans un tribunal de première instance, s'il n'a vingt-cinq ans révolus, et dans une Cour supérieure s'il n'a dépassé trente ans d'âge.

Nul ne peut être président d'un tribunal de première instance, ni juge à une Cour d'Appel, s'il n'a servi au moins 5 ans comme juge dans des tribunaux de première instance, ou comme secrétaire au Ministère de la Justice ou dans une Cour supérieure, ou comme professeur titulaire de droit à la Faculté de Belgrade, ou s'il n'a exercé pendant 7 ans la profession d'avocat.

Nul ne peut être président d'une Cour d'Appel, ni président ou membre de la Cour de Cassation, s'il n'a, indépendamment des conditions exposées au premier alinéa du présent article, servi pendant 10 ans comme juge ou comme professeur titulaire de droit à la Faculté de Belgrade, ou s'il n'a exercé pendant 10 ans la profession d'avocat, ou s'il n'a été pendant 5 ans membre de la Cour d'Appel ou président d'un tribunal de première instance, ou s'il n'a été ministre de la justice.

Ne peut être proposé ni nommé à l'emploi de président ou de juge d'un tribunal quelconque quiconque, par suite d'un jugement de la Cour de Cassation, relatif à un délit disciplinaire, aura perdu sa charge dans la magistrature, ou, par suite d'une condamnation par un tribunal régulier pour délit ou crime de droit commun, aura été éliminé de la magistrature.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux juges, qui ne sont pas fonctionnaires de l'Etat.

**Art. 158. — L'inamovibilité de leurs fonctions est assurée aux juges.**

Un juge ne peut être destitué ni révoqué à aucun titre de ses fonctions contre son gré, à moins que ce ne soit en vertu d'un jugement d'un tribunal régulier ou d'un jugement de la Cour de Cassation pour délit disciplinaire.

Un juge ne peut être cité devant la justice pour ses actes officiels sans l'assentiment de la Cour de Cassation.

Un juge ne peut être transféré que s'il déclare par écrit accepter sa nouvelle destination.

Un juge ne peut être mis à la retraite contre son gré, sauf s'il a 60 ans d'âge révolus ou 40 ans de service, ou si ses infirmités physiques ou intellectuelles le rendent impropre au service. Toutefois, dans ce dernier cas, il faut que sa mise à la retraite soit prononcée par sentence de la Cour de Cassation.

Art. 159. — Un juge ne peut accepter aucun autre emploi dans l'administration publique, à l'exception des fonctions de professeur honoraire à la Faculté de Droit.

Il ne peut être affecté contre son gré, même à titre provisoire, à aucun autre emploi rétribué ou honorifique.

Art. 160. — Une loi spéciale règle la composition, l'organisation et la compétence des tribunaux militaires, aussi bien que les conditions que doivent remplir ceux qui y rendent la justice.

## IX<sup>e</sup> PARTIE

### Départements (okrougs), arrondissements (srez) et communes (opschtinas).

Art. 161. — Dans les départements fonctionnent, à côté des autorités administratives représentant l'Etat, comme pouvoirs autonomes : les assemblées départementales et les commissions permanentes. Ces pouvoirs sont appelés à veiller aux intérêts départementaux en matière d'instruction publique, d'industrie, de voies de communication, d'hygiène et de finances, et à travailler à leur développement. Ils ont également à donner leurs soins à toutes affaires qui leur seraient confiées par les lois.

Art. 162. — Les communes sont autonomes.

La gestion des intérêts communaux est confiée aux tribunaux communaux, aux conseils municipaux et aux assemblées générales des communes.

Art. 163. — Les élections municipales ont lieu au suffrage direct.

Art. 164. — En matière d'élections municipales et départementales, est électeur tout citoyen Serbe ressortissant de la commune ou du département respectif qui, en outre des conditions prescrites par la loi, paye à l'Etat 15 francs de contributions directes par an.

Tout membre d'une communauté de famille qui a 21 ans révolus est électeur, quelle que soit la taxe des contributions directes qu'il paye.

Art. 165. — Les autorités communales, aussi bien que les assemblées départementales et les commissions permanentes sont tenues, en outre de la gestion des intérêts communaux et départementaux, de donner leurs soins aux affaires de l'Etat qui leur sont confiées par les lois.

Art. 166. — Aucune commune nouvelle ne peut être instituée, aucune commune existante ne peut modifier sa circonscription, sans l'approbation de l'autorité législative.

Art. 167. — Tout citoyen, de même que tout immeuble, fait partie d'une commune et doit participer aux charges communales, d'arrondissement et de département.

Art. 168. — Il ne peut être prélevé de centimes additionnels à un département ni à un arrondissement, sans l'assentiment de l'assemblée départementale. Les communes également ne peuvent être imposées de centimes additionnels sans l'assentiment de l'assemblée communale.

Pareillement, les départements, arrondissements et communes ne peu-

vent contracter d'emprunts sans l'autorisation préalable des assemblées départementales et communales intéressées.

La loi déterminera les cas où, pour instituer les centimes additionnels et contracter les emprunts en question, l'assentiment du pouvoir législatif ou d'un autre pouvoir de l'Etat sera nécessaire.

Art. 169. — Les départements, arrondissements et communes peuvent posséder au même titre que les particuliers.

Art. 170. — Les attributions et l'organisation des pouvoirs autonomes départementaux, d'arrondissement et communaux, ainsi que leurs rapports avec les différents pouvoirs de l'Etat, seront déterminés par une loi spéciale.

## X<sup>e</sup> PARTIE

### Finances, Économie et Domaine de l'État.

Art. 171. — Tout citoyen Serbe est tenu de payer l'impôt à l'État.

L'impôt est réparti proportionnellement à la fortune.

Art. 172. — Nul ne peut être déchargé de l'obligation de payer les impôts, en dehors des cas prévus par la loi.

Le Roi et l'Héritier du Trône ne paient pas d'impôts.

Art. 173. — Aucune pension, aucun secours ou rétribution quelconque ne peuvent être servis par le Trésor, si ce n'est en vertu d'une prescription légale.

Art. 174. — Chaque année, la Skoupschtina Nationale approuve le budget de l'Etat, lequel est valable pour un an seulement.

Le budget doit être présenté à la Skoupschtina Nationale au début même de la session. En même temps la Skoupschtina devra être saisie des tableaux rectificatifs de l'exercice échu.

Toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent figurer au budget aussi bien qu'aux tableaux rectificatifs.

La Skoupschtina peut augmenter, ou réduire, ou même supprimer entièrement, des crédits proposés par le projet de budget.

Les économies réalisées sur certains crédits alloués par le budget ne peuvent être affectées à d'autres chapitres budgétaires, sauf le cas où ces virements seraient approuvés par le pouvoir législatif.

Art. 175. — Si la Skoupschtina Nationale ne pouvait voter le nouveau budget avant le commencement de l'exercice, elle pourra appliquer, à titre provisoire, le budget de l'exercice échu jusqu'à l'adoption du nouveau budget.

Si la Skoupschtina Nationale se trouvait dissoute ou prorogée avant le vote du budget, le Roi peut ordonner l'application du budget de l'exercice échu pour une période de quatre mois au plus,

Art. 176. — Les mines appartiennent au domaine de l'État.

Art. 177. — Le droit de monopole appartient à l'Etat. L'Etat peut céder ce droit à un tiers, mais seulement en vertu d'une loi, et pour un temps déterminé.

Art. 178. — Le domaine de l'État se compose de tous les biens meubles et immeubles, ainsi que de tous les droits de possession que l'Etat acquiert ou qu'il possède en propre.

Ce n'est qu'en vertu d'une loi que les biens du domaine peuvent être aliénés ou hypothéqués, ou leurs revenus engagés ou grevés d'autres charges.

Art. 179. — Le domaine de l'Etat est distinct du domaine privé du Roi, lequel peut en disposer librement de son vivant et par acte de dernière volonté conformément aux dispositions du Code civil.

L'alinéa 2 de l'article 40 de la présente Constitution n'est pas applicable au domaine du Roi.

Les dépenses pour l'entretien de ceux des biens de l'Etat dont le Roi a gratuitement la jouissance, sont supportées par la liste civile.

## XI<sup>e</sup> PARTIE

### Cour des Comptes.

Art. 180. — En vue du contrôle des comptes des différents services de l'Etat, est instituée la Cour des Comptes, fonctionnant comme administration indépendante. Une loi déterminera les cas où il peut être porté plainte à la Cour de cassation contre les décisions de la Cour des Comptes.

La Cour des Comptes est composée d'un président et de quatre membres. Le président, aussi bien que les membres de la Cour des Comptes, sont choisis par la Skoupschtina Nationale parmi les candidats proposés par le Conseil d'Etat. Cette liste de candidats doit toujours contenir deux fois autant de noms qu'il y a de sièges vacants.

Les membres de la Cour des Comptes ont rang de membres de la Cour de Cassation, et son président a rang de conseiller d'Etat.

Art. 181. — Peuvent être membres de la Cour des Comptes les citoyens Serbes qui ont terminé les études de droit en Serbie ou à l'étranger et qui, en outre, ont servi pendant 10 ans dans un des services de l'Etat, ou qui ont été ministres des finances, ou qui ont servi pendant 10 ans en qualité de hauts fonctionnaires au département des finances. Toutefois le président de la Cour des Comptes et deux de ses membres doivent avoir fait leur droit.

Le président et les membres de la Cour des Comptes en fonctions au moment où la présente Constitution entrera en vigueur, pourront être maintenus à la nouvelle Cour des Comptes, même s'ils ne remplissaient pas les conditions requises au présent règlement.

L'immovibilité de leurs fonctions est assurée au président et aux membres de la Cour des Comptes. Ils ne peuvent être licenciés du service qu'en vertu d'un jugement rendu par les tribunaux du pays, ni transférés à un autre poste à moins de leur consentement formel consigné dans une déclaration écrite. Ils ne peuvent être mis à la retraite que s'ils comptent 40 ans de service, ou s'ils ont dépassé 55 ans, ou si leur état de santé les rend impropres à continuer leur service.

Art. 182. — La Cour des Comptes fait la révision, la rectification et le décompte des comptabilités de l'administration générale ainsi que de toutes gestions de caisses relevant du Trésor. Elle veille à ce que les différents crédits alloués par le budget ne soient pas dépassés, et à ce qu'il ne se fasse pas de virements. Elle clôt les comptes de toutes les administrations publiques et elle est tenue de recueillir toutes pièces justificatives et tous renseignements nécessaires.

Le compte général est présenté à la Skoupschtina Nationale avec les observations de la Cour des Comptes, dans un délai de deux ans à partir de la clôture de chaque exercice.

Une loi spéciale déterminera de plus près l'organisation et les attributions



tions de la Cour des Comptes, ainsi que le mode de recrutement de son personnel.

## XII<sup>e</sup> PARTIE

### Services de l'État.

Art. 183. — Tous les citoyens Serbes de naissance ont des droits égaux à tous les emplois des différentes branches des services de l'État, pourvu qu'ils remplissent les conditions requises par les lois.

Les naturalisés Serbes ont droit aux emplois publics, pourvu qu'ils aient cinq ans de résidence en Serbie.

Les étrangers, aussi bien que les naturalisés Serbes qui n'ont pas cinq ans de résidence en Serbie, peuvent être admis aux emplois publics, mais sous contrat seulement et dans des cas déterminés prévus par la loi.

Art. 184. — Lors de la nomination et de l'avancement des fonctionnaires, il sera tenu compte de la bonne conduite, des aptitudes et connaissances spéciales. Comme contrôle des connaissances spéciales, il sera institué graduellement des examens d'État dans toutes les branches de l'Administration publique.

Art. 185. — Tout fonctionnaire est responsable de ses actes officiels.

Art. 186. — Les fonctionnaires prêtent, à leur entrée au service de l'État, le serment d'obéissance et de fidélité au Roi, et jurent d'observer consciencieusement la Constitution.

Art. 187. — Les emplois dans les services de l'État, ainsi que les traitements des fonctionnaires dans les différentes branches sont fixés par la loi.

Art. 188. — L'institution des pensions de retraite des fonctionnaires est maintenue. La loi détermine les considérations qui peuvent donner à un fonctionnaire droit à la retraite, aussi bien que celles qui peuvent motiver sa mise à la retraite.

Art. 189. — Pour la pension à servir aux orphelins et à la veuve d'un fonctionnaire, est maintenue la caisse spéciale constituée par les versements prélevés sur les traitements et les pensions de retraite des fonctionnaires.

## XIII<sup>e</sup> PARTIE

### L'Eglise, les Écoles et les Institutions de Bienfaisance.

Art. 190. — L'administration intérieure de l'Eglise orthodoxe appartient au Synode.

Pour les autres cultes, l'administration des affaires intérieures appartient aux autorités spirituelles compétentes.

Les organes spirituels, aussi bien de l'Eglise orthodoxe que de tous les autres cultes reconnus en Serbie, sont sous la surveillance du Ministre des Cultes.

L'organisation des autorités spirituelles et des séminaires de l'Eglise orthodoxe est réglée par une loi, après entente du Ministre des Cultes avec le Synode.

Art. 191. — Les autorités spirituelles ont droit de juridiction sur les ecclésiastiques pour délits commis dans leurs fonctions spirituelles, à l'exception des délits relevant du Code pénal.

Les plaintes à raison d'abus, dirigées contre les autorités spirituelles de l'un quelconque des cultes exercés dans le pays, sont déférées au Ministre des Cultes.

Les personnes ecclésiastiques et les pouvoirs spirituels relèvent, en ce qui concerne leurs actes civils et leurs biens, des lois communes du pays.

Art. 192. — La correspondance des autorités spirituelles de l'Eglise orthodoxe avec les autorités spirituelles, Conciles et Synodes de l'étranger, est soumise à l'approbation du Ministre des Cultes.

La correspondance des ministres des autres cultes, professés en Serbie, avec les autorités spirituelles, Conciles et Synodes de l'étranger, doit également être soumise à l'approbation du Ministre des Cultes.

Aucun acte émanant des autorités spirituelles, Conciles et Synodes de l'étranger, ne peut être publié par une autorité spirituelle quelconque en Serbie, ni recevoir son exécution, qu'au su et avec l'autorisation du Ministre des Cultes.

Art. 193. — Toutes les écoles publiques et privées et tous autres établissements d'éducation sont placés sous la surveillance de l'Etat.

Art. 194. — Les établissements de bienfaisance, fondations d'enseignement et autres œuvres philanthropiques, institués par des particuliers, soit de leur vivant, soit par acte de dernière volonté, au moyen de donations et de legs, ou par la création de fonds, n'auront droit d'existence qu'en tant que ces œuvres auront reçu l'autorisation de l'Etat en vertu des lois du pays. Mais les biens de ces institutions ne pourront être considérés comme propriété de l'Etat, ni détournés de la destination qui leur a été assignée par leurs fondateurs.

Dans le cas seulement où, à la longue, par suite des changements survenus dans l'état social, ou pour une cause quelconque, il devenait impossible de les affecter à leur destination primitive, les biens de ces institutions pourront, en vertu d'une décision du pouvoir législatif et sur la proposition des personnes préposées à leur gestion, recevoir une autre destination analogue.

Une loi précisera la procédure à suivre en la matière, ainsi que les droits et devoirs des personnes chargées de la gestion de ces œuvres de bienfaisance et fonds, et déterminera la mesure dans laquelle s'exercera la surveillance de l'Etat.

#### XIV<sup>e</sup> PARTIE

##### Armée.

Art. 195. — Tout Serbe est tenu de servir dans l'armée.

La durée du service militaire, les modes de service et les cas d'exemption du service personnel sont fixés par une loi spéciale.

La loi détermine également quels sont les grades dans l'armée, comment ces grades sont conférés et quelles sont les circonstances qui peuvent motiver la perte de ces grades.

Art. 196. — L'organisation de l'armée fait l'objet d'une loi spéciale, et sa formation est déterminée par voie d'ordonnance Royale.

Art. 197. — Le budget de chaque année déterminera l'effectif de l'armée permanente pour le courant de l'exercice.

Art. 198. — Les soldats sous les drapeaux sont justiciables, en matière pénale, des tribunaux militaires qui statuent d'après les prescriptions de la juridiction militaire.

Les règlements concernant la discipline militaire et les peines disciplinaires sont édictés par ordonnance Royale.

Art. 199. — Nul ne peut entrer au service de l'Etat, s'il n'a, d'après les

prescriptions des lois militaires, fait son service dans l'armée, ou s'il n'est exempté du service.

Art. 200. — Des troupes étrangères ne peuvent être prises au service de l'Etat. Toute convention stipulant qu'une armée étrangère occupera le territoire Serbe, ou traversera ce territoire, n'est valable que si elle est consentie par la Skoupschtina Nationale. De même, l'armée Serbe ne pourra être mise au service d'un autre Etat sans le consentement de la Skoupschtina Nationale.

## XV<sup>e</sup> PARTIE

### Révision de la Constitution.

Art. 201. — Les propositions tendant à introduire des modifications ou des additions dans la Constitution, ou à interpréter une de ses dispositions, peuvent être présentées par le Roi ou par la Skoupschtina Nationale.

Une proposition de ce genre doit contenir l'énonciation de tous les points de la Constitution sur lesquels doivent porter les amendements, additions et interprétations projetés.

Si la proposition est présentée par le Roi, elle sera communiquée à deux Skoupschtimas issues de deux élections consécutives : la Skoupschtina sera, ensuite, dissoute, et la Grande Skoupschtina Nationale sera convoquée dans un délai de quatre mois au plus.

Si, par contre, une proposition de ce genre provient de l'initiative de la Skoupschtina, elle doit être votée, à trois reprises différentes et à cinq jours d'intervalle entre deux votes consécutifs.

Pour statuer sur une proposition de l'espèce, il faut que les trois quarts au moins du nombre des députés, fixé par la Constitution, soient présents à la séance : et la proposition sera considérée comme adoptée si les deux tiers au moins des députés présents votent en faveur de la proposition.

La proposition une fois adoptée de cette façon par deux Skoupschtimas issues de deux élections consécutives, la Skoupschtina sera dissoute, et la Grande Skoupschtina Nationale sera convoquée dans un délai de quatre mois au plus, compté du jour de l'approbation de la proposition.

Dans chacun des deux cas, la Grande Skoupschtina Nationale pourra statuer seulement sur les amendements et additions à introduire dans la Constitution et les interprétations de la Constitution, renfermées dans la proposition en vertu de laquelle elle a été convoquée.

Les décisions de la Grande Skoupschtina Nationale seront exécutoires lorsqu'elles auront été sanctionnées par le Roi.

Art. 202. — Exceptionnellement les articles 89, 90, 91, 92, 93 et 94 de la présente Constitution peuvent, à l'expiration d'une période de six ans, être l'objet d'une révision constitutionnelle sur la proposition votée par une Skoupschtina Nationale dans les conditions ordinaires.

### Dispositions transitoires.

Art. 203. — I. La Sous-Commission chargée de la rédaction de l'avant-projet de la présente Constitution nommée au sein de la Commission Constituante convoquée par le Roi à l'effet d'élaborer le projet de la même Constitution, devra préparer, sur la base des principes contenus dans la présente Constitution, un projet de système électoral provisoire, lequel sera appliqué exclusivement à l'élection des représentants du peuple pour

la première session extraordinaire de la Skoupschtina Nationale. Ce projet sera soumis à la délibération et à l'approbation du Conseil d'Etat, et acquerra force de loi lorsque le Roi l'aura sanctionné. Il devra être élaboré au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 1889.

II. Les élections pour cette session extraordinaire de la Skoupschtina Nationale auront lieu le 14 septembre 1889, et l'Assemblée sera convoquée pour le 10 octobre de la même année.

III. Le Conseil d'Etat conservera sa composition actuelle, tout en assumant les nouvelles attributions que lui confère la présente Constitution, jusqu'à ce que la Skoupschtina Nationale, dans sa première session extraordinaire, ait procédé à la nomination des membres du Conseil d'Etat, conformément aux prescriptions de la présente Constitution (art. 141). Les attributions assignées au Conseil d'Etat par la Constitution de 1869, et qui sont dévolues par la présente Constitution à de nouvelles institutions, resteront confiées provisoirement au Conseil d'Etat, jusqu'à l'inauguration de ces institutions.

Cette clause s'applique également aux membres et au président de la Cour des Comptes.

IV. Tant que les lois sur l'organisation des nouvelles institutions créées par la présente Constitution n'auront pas été apportées, les institutions qui se trouveront en vigueur au moment de la promulgation de la présente Constitution, continueront à fonctionner en se conformant aux prescriptions de la présente Constitution.

V. Tant qu'il n'aura pas été apporté de loi sur les juges d'instruction, les dispositions de l'article 9 de la présente Constitution seront appliquées par les autorités chargées actuellement de faire les instructions.

VI. Durant la première session extraordinaire de la Skoupschtina Nationale, lorsqu'une loi aura fixé la division administrative du territoire et que le Conseil d'Etat aura été constitué conformément à l'article 141 de la présente Constitution, il sera procédé à l'installation des présidents et membres des Cours de Cassation et d'Appel et des Tribunaux de première instance de la façon suivante :

1<sup>o</sup> Aussitôt que le Conseil d'Etat aura été constitué conformément à la présente Constitution, il procédera à l'élection du président et des membres de la Cour de Cassation et soumettra au Roi la liste des élus.

2<sup>o</sup> Le président et les membres de la Cour de Cassation entreranno en fonctions aussitôt que le Roi les aura nommés.

3<sup>o</sup> Le président et les membres de la Cour d'Appel sont choisis et nommés conformément aux dispositions de la présente Constitution (Art. 155).

4<sup>o</sup> Les présidents des Tribunaux de première instance sont choisis comme suit : une liste de candidats est dressée par le conseil d'Etat, une autre par la Cour de Cassation. Le Roi choisit parmi les candidats figurant sur ces deux listes et nomme les présidents des différents tribunaux.

5<sup>o</sup> Les juges aux tribunaux de première instance seront confirmés dans leurs fonctions s'ils remplissent les conditions requises des juges par la présente Constitution et les lois, et si la nouvelle organisation judiciaire maintient le tribunal dans la composition duquel ils figurent. Dans les Tribunaux de première instance maintenus, auront priorité de droit aux sièges vacants les juges des tribunaux supprimés remplissant les conditions requises.



6° Tant que les tribunaux n'auront pas été constitués conformément aux présentes dispositions transitoires, tous les juges continueront à remplir leurs fonctions comme par le passé. Tous les juges actuels qui, par suite de la réorganisation des Tribunaux, quitteront la magistrature, recevront une pension de retraite conformément aux dispositions de la loi sur les fonctionnaires.

VII. Toutes les lois seront révisées et mises en accord avec la présente Constitution.

VIII. Dans la session extraordinaire de la Skoupschtina Nationale du 1<sup>er</sup> octobre 1889, les lois suivantes seront apportées :

1° Loi sur le budget ; 2° loi transférant aux tribunaux civils le pouvoir judiciaire exercé actuellement par l'autorité administrative, ainsi que certaines attributions se trouvant actuellement dans la compétence de la justice communale ; 3° loi électorale pour la Skoupschtina ; 4° loi sur l'organisation des départements, arrondissements et communes, et 5° loi sur le règlement intérieur de la Skoupschtina, ainsi que toutes autres lois reconnues indispensables à l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

Au cours de la première période législative, les lois suivantes seront apportées : 1° loi sur la responsabilité ministérielle ; 2° loi sur la presse ; 3° loi sur les associations et réunions publiques ; 4° loi sur le règlement intérieur du Conseil d'Etat ; 5° loi sur l'organisation de la Cour des Comptes

Art. 204. — Du jour de la promulgation de la présente Constitution, la Constitution du 29 juin 1869 sera abrogée, ainsi que toutes les lois et ordonnances en tant qu'elles sont contraires à la présente Constitution.

Le Conseil des Ministres est tenu de promulguer la présente Constitution dans le *Journal officiel* dans un délai de 24 heures après qu'elle aura été sanctionnée, et de la publier ensuite dans tout le pays.

Belgrade, le 21 décembre 1888.

La présente Constitution a été promulguée par Sa Majesté le Roi Milan I<sup>er</sup> le lendemain, le 22 décembre 1888.

---

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### FRANCE

A propos du budget des Affaires étrangères, plusieurs questions d'un intérêt international ont été discutées à la Chambre des Députés dans la séance du 4 juin.

#### Affaires d'Haïti et d'Egypte.

M. Félix Faure. — Messieurs, j'ai deux questions à adresser, avec son agrément, à M. le Ministre des Affaires étrangères. La première concerne les affaires d'Haïti.

Au mois de décembre dernier, j'avais eu déjà l'honneur de poser à M. le Ministre des Affaires étrangères une question sur ces mêmes affaires d'Haïti, dans laquelle je visais trois points. Sur l'un d'eux, l'honorable M. Goblet me donnait satisfaction, et, pour les deux autres, il me faisait des déclarations qui étaient de nature à rassurer complètement les intérêts français sur la situation particulièrement difficile, extraordinaire tout au moins, qui résultait pour eux de l'attitude du ministre de France à Port-au-Prince.

Voici quelles étaient ces déclarations qui, d'une part, avaient trait à la question de la suppression du service de la Compagnie transatlantique, et, de l'autre part, répondaient à une demande que j'adressais au ministre pour qu'il voulût bien recommander la plus grande réserve à notre représentant en Haïti.

« Nous n'avons pas à prendre parti dans ces luttes des deux prétendants, disait M. le ministre, et nous ne l'avons pas fait. Par une correspondance du 16 octobre, le comte de Sesmaisons informe le département que le général Légitime a déclaré le blocus des ports du nord de l'île. Pour notre ministre, le blocus avait dès lors un caractère effectif et vient de se manifester par un bombardement.

« Je n'ai pas à ma connaissance non plus que ce soit en vertu d'ordres adressés par les autorités françaises, que les navires de la Compagnie générale transatlantique auraient, en dernier lieu, cessé de faire escale au Cap-Haïtien. C'est probablement le fait d'un remaniement du service.

« Si M. de Sesmaisons avait pris parti pour un des adversaires, ce serait en contradiction avec les instructions formelles qu'il a reçues à plusieurs reprises. »

Or, messieurs, en ce qui concerne le blocus, les faits que je signalais à cette date du 22 décembre se sont continués. Ce blocus n'a jamais été effectif que pour le pavillon français et non pour les autres pavillons. C'est ainsi que, du 16 octobre au 10 janvier, il est entré au Cap-Haïtien, l'un des ports du Nord, sur lesquels, paraît-il, le blocus existait, dix-sept voiliers étrangers et huit steamers, et depuis ce moment ce mouvement ne s'est pas arrêté. J'en ai la preuve par les manifestes, documents officiels, qui indiquent de la façon la plus sérieuse que ni le pavillon anglais, ni le pavillon américain, ni le pavillon allemand n'ont observé le blocus.

Cependant, la Compagnie générale transatlantique, qui reçoit, vous le savez,

une forte subvention de l'Etat, a cessé de faire ses escales dans les ports du Nord et, d'après des renseignements que j'ai tout lieu de croire exacts, elle n'a cessé ce service que sur un ordre écrit du ministre de France à Port-au-Prince adressé à l'agent de la Compagnie dans l'île.

Aussi et depuis cette époque, la Chambre de commerce et les négociants du Havre et de Bordeaux ont-ils vivement réclamé contre la situation exceptionnelle qui était faite au commerce français. Nos exportations, en effet, ne peuvent plus s'effectuer maintenant que par le transit de New-York, d'où elles sont expédiées à Haïti, grâce à la liberté qu'a su garder le pavillon américain. Quant à nos importations, elles se font par des navires étrangers et notamment par des navires allemands, car une Compagnie allemande dessert l'île d'Haïti, y compris les ports du Nord, et vient accidentellement, dans ses escales, apporter les produits de l'île dans les ports français.

Il est vrai que, par une lettre que j'avais l'honneur de recevoir de M. le ministre des affaires étrangères, le 10 avril, il voulait bien me dire que M. de Sesmaisons avait travaillé à adoucir les effets du blocus et qu'il paraissait y avoir réussi, au moins pour la Compagnie transatlantique.

Je ne sais dans quelles conditions le ministre de France a pu atténuer les effets du blocus pour la Compagnie transatlantique : toujours est-il que, tout dernièrement encore, les paquebots de la Compagnie transatlantique sortaient avec des frets dérisoires et que, je le répète, les négociants français étaient contraints de faire leurs opérations par navires étrangers, malgré la très large subvention accordée à la Compagnie française.

J'ai dit tout à l'heure que le blocus n'avait jamais existé que pour nous. A cet égard, je puis citer deux exemples qui édifieront complètement la Chambre. Au mois de décembre, un navire portant le pavillon américain, le *Haïtian Republic*, avait débarqué des armes dans un port du Nord. Ce navire fut saisi et conduit à Port-au-Prince ; mais, sur les réclamations du Gouvernement américain, il a été immédiatement relâché et ses armateurs ont reçu une indemnité.

Plus récemment, le navire le *Delta*, portant pavillon anglais, était saisi à Port-de-Paix, dans le nord de l'île, et amené à Port-au-Prince : mais, sur les protestations du Gouvernement anglais, le navire fut relâché, ses armateurs indemnisés de 25,000 francs pour cette saisie et le navire déchargé de la moitié des taxes de navigation à payer par les marchandises qu'il débarquait.

En ce qui concerne notre ministre à Port-au-Prince, je ne crois pas qu'il se soit conformé aux instructions données par le département des affaires étrangères. J'ai sous les yeux un journal d'Haïti du 16 mars dernier, qui établit que M. le comte de Sesmaisons, après avoir tenté sans succès de servir d'arbitre entre le général Hippolyte et le général Légitime, avait été dans le port des Gonaïves tenter une démarche auprès de l'un des lieutenants du premier pour lui faire mettre bas les armes.

Si le fait est exact, et j'ai lieu de le penser, j'ai le droit de dire que le ministre de France à Port-au-Prince n'a pas gardé la neutralité qui lui était recommandée, de la façon la plus formelle, par le département des affaires étrangères.

Je ne veux pas dire que son attitude ait été de nature à soulever des susceptibilités : cependant, vous avez pu voir, messieurs, il y a peu de jours, que les journaux américains menaient grand bruit autour d'un prétendu traité qui aurait été négocié entre la France et le Gouvernement d'Haïti, et pour lequel la France accorderait au Gouvernement actuel Haïtien un concours pécuniaire et un concours militaire.

J'ai la conviction que ce traité est apocryphe, qu'il n'existe pas ; je demande néanmoins à M. le ministre des affaires étrangères de bien vouloir le démentir nettement à cette tribune.

Je lui demande également de vouloir bien prescrire, et prescrire d'une façon définitive, la levée de l'interdiction écrite qui empêche les navires de la Compagnie générale transatlantique de faire le service pour lequel ils sont subventionnés.

Enfin, après les événements dont vous avez eu connaissance, étant donnée, je

le répète, la situation qui ressort des récits parus dans les journaux et non démentis, je lui demande également s'il ne croit pas que la situation de notre ministre à Port-au-Prince soit devenue telle qu'il ne puisse continuer à y représenter la France.

M. Spuller, Ministre des Affaires étrangères. — Messieurs, la situation qui a été faite au ministre de France par les événements d'Haïti s'est trouvée particulièrement difficile. Le département lui a constamment adressé des instructions pour lui indiquer que la plus stricte neutralité s'imposait à lui dans la crise dont il était le témoin. Nous n'avions à prendre parti ni pour le Sud contre le Nord, ni pour le Nord contre le Sud : nous n'avions à nous prononcer pour aucun des deux prétendants : ni pour le général Hippolyte, ni pour le général Légitime. Mais il est impossible de ne pas comprendre qu'après la reconnaissance du Gouvernement du général Légitime par diverses puissances européennes, notamment par l'Angleterre, par l'Espagne, par les Pays-Bas, le jour où la France l'a reconnu à son tour, le rôle de M. le comte de Sesmaisons a dû prendre un tout autre caractère.

Bien loin d'incriminer la conduite de notre agent, je me joindrai plus volontiers aux éloges que lui a adressés mon prédécesseur quand il est venu déclarer à cette tribune, en termes qui ont dû singulièrement toucher M. de Sesmaisons, que pour lui il n'avait qu'à reconnaître la fermeté et l'énergie mises par notre ministre à Haïti au service de la cause de l'ordre et des intérêts de nos nationaux dans ce pays.

Le blocus du Nord avait été déclaré par le général Légitime, président d'Haïti. M. Félix Faure, dans sa première interpellation, a dit que ce blocus n'avait jamais été effectif. Nous avons, sur ce point, interrogé à diverses reprises les commandants de nos croiseurs, et nous avons reçu d'eux comme de notre représentant les déclarations les plus nettes, de nature à nous convaincre que le blocus était effectif autant qu'il pouvait l'être.

Car il convient de remarquer, messieurs, dans quelles conditions ce blocus a été déclaré. C'est un blocus de guerre civile et non un blocus de guerre étrangère. Dans la lutte engagée entre le Nord et le Sud qui sont aux prises, il n'est pas possible que le blocus soit établi tout comme s'il s'agissait d'une guerre nationale contre un envahisseur étranger. Le seul exemple du blocus violé, c'est l'affaire du bâtiment américain. L'*Haïtian Republic* a été en effet saisi dans les eaux du Nord, et, à la suite de ce fait, il a été réclaté par les Etats-Unis qui ont envoyé dans les eaux d'Haïti une petite flottille. On a cédé devant la force, on a rendu l'*Haïtian Republic*. Cela ne saurait suffire pour contester que le blocus ait été effectif. Dans tous les cas, nous qui avons reconnu le Gouvernement du général Légitime, nous ne devons pas, pour quelque intérêt que ce fût, chercher à violer le blocus. Quant aux prétendus ordres qui auraient été donnés à la Compagnie générale transatlantique d'avoir à cesser tout trafic avec le Nord, je déclare à la Chambre, comme l'avait déjà fait mon honorable prédécesseur, que jamais des instructions de ce genre n'ont été adressées à la Compagnie.

M. Félix Faure. — De Paris !

M. le Ministre des Affaires étrangères. — De Paris. Tout s'est borné à la notification du blocus, qui a été faite à Haïti, par les soins de M. le comte de Sesmaisons, et ici, par les soins du ministre des affaires étrangères, au moyen d'une insertion au *Journal officiel*. Jamais nous n'avons prétendu interdire à la Compagnie transatlantique quoi que ce soit en dehors de ce qui était interdit à tous les navires, quel que fût leur pavillon, par le blocus lui-même et par le droit des gens. Et le fait que le blocus aurait été violé par d'autres pays n'eût pas été — M. Félix Faure voudra bien l'avouer avec moi — une raison suffisante pour que nos nationaux et nos Compagnies maritimes, suivant cet exemple, vinssent la violer à leur tour.

Voilà ce que j'ai à dire sur la question du blocus : nous n'avons fait que le notifier ; nous ne l'avons accompagné d'aucune instruction l'aggravant ou le



restreignant; nous nous sommes tenus exactement dans les limites que nous devons observer.

Quant à ce qui est de l'installation souvent proclamée, d'une puissance étrangère au Môle Saint-Nicolas, en vue d'y établir un dépôt de charbon, M. Félix Faure a bien voulu n'en rien dire aujourd'hui. Mais, dans son interpellation du mois de février, il en avait parlé, et cette question a préoccupé si vivement les esprits qu'elle a fait l'objet d'un traité auquel M. Félix Faure a fait allusion tout à l'heure. Ce traité est une œuvre apocryphe d'un bout à l'autre. Il porte la signature, comme plénipotentiaire, d'un certain comte de Bressigny, dont l'existence même n'a pas pu être vérifiée. C'est une signature absolument fausse, et toutes les stipulations contenues dans ce traité sont fausses également. Nous avons été, à cet égard, l'objet d'une question officieuse de la part de la légation des Etats-Unis d'Amérique, et nous avons pu lui faire la réponse catégorique que j'apporte à cette tribune. Il n'y a rien de vrai dans ce traité; c'est, je le répète, une pièce complètement apocryphe. Si elle eût existé, si elle eût pu exister, elle semblerait attester que nous étions résolus à sortir de la stricte neutralité, qu'au contraire nous avons toujours soigneusement conservée.

Nous avons reçu depuis lors de Haïti, par une voie étrangère, par un délégué du général Hippolyte à Paris, la nouvelle que le général Lègitime serait dépossédé de son pouvoir et que les insurgés auraient réussi à entrer à Port-au-Prince.

Aucune confirmation de cette nouvelle ne nous est parvenue ni directement ni indirectement. La situation reste la même, et en ce qui touche M. le comte de Sesmaisons, nous n'avons eu à lui adresser d'autres instructions que celles que nous lui avons toujours données, à savoir de se tenir dans une neutralité absolue, de ne se prononcer pour aucun des deux partis qui se partagent le pays. Nous sommes assez confiants dans la dignité, dans l'activité et dans l'énergie de notre agent pour ne pas lui imposer une autre règle.

Lorsque les événements se seront déroulés, qu'il sera possible d'en mesurer mieux le caractère et les conséquences, nous aurons à apprécier la situation et la conduite de chacun, celle de notre ministre, s'il y a lieu, aussi bien que celle des autorités que nous avons reconnues, dans le cas où elles n'auraient pas eu la force de se maintenir au pouvoir. (Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.)

M. Félix Faure. — Je remercie M. le ministre des affaires étrangères d'avoir bien voulu déclarer à la tribune que le traité auquel j'avais fait allusion tout à l'heure n'existait pas.

Mais je me permets d'insister sur un point, sur la question du blocus qui, je le répète, n'a jamais été effectif que pour le pavillon français. J'ai cité le cas de la *Haytian Republic*, que M. le ministre a rappelé à la tribune : la *Haytian Republic*, qui portait des armes dans les ports du Nord, a été saisie ; puis, sur une demande pressante, je le reconnais... (On rit.)

Ce bâtiment a été relâché. Mais j'avais également cité le cas, que M. le ministre ne doit pas ignorer, d'un autre navire qui portait le pavillon anglais, le *Delta*, et qui, après avoir été saisi à Port-de-Paix, et amené dans la capitale de l'île, a été alors, sur des instances également pressantes... (Nouveaux rires) relâché avec une indemnité de 3,000 piastres et une diminution de moitié sur les taxes de navigation que devaient acquitter les marchandises débarquées. J'ai en mains les manifestes de tous les steamers allemands qui ont quitté Port-au-Prince depuis le mois de janvier, et tout récemment la *Croatia* arrivait au Havre avec les marchandises que ne pouvait prendre la Compagnie transatlantique, en raison de l'interdiction qui lui a été notifiée de continuer son service dans les ports du Nord ; si M. le ministre des affaires étrangères n'est pas informé de cette interdiction, M. le ministre des postes ne saurait l'ignorer, attendu que la Compagnie transatlantique a protesté contre elle.

Quant à la réserve recommandée très justement à notre agent, M. le ministre ne paraît pas se préoccuper de la démarche tentée par celui-ci dans le port des Gonaïves pour faire déposer les armes à un des généraux, du parti du Nord. Il y a là évidemment un manquement à cette neutralité si souvent recommandée et à l'observation de laquelle semblait croire, il n'y a pas longtemps, M. le ministre des affaires étrangères. Faut-il ajouter pourtant que M. le ministre de France a télégraphié à une Société qui exploite un établissement financier dans l'île d'Haiti pour l'engager à fermer ses comptoirs dans les ports du Nord; mais cette Société n'a pas voulu obtempérer à une telle demande. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a de la part du représentant de la France à Port-au-Prince un manque de réserve que je signale à M. le ministre.

J'arrive, messieurs, à la seconde question que je me propose d'adresser à M. le ministre des affaires étrangères; elle est relative au projet de conversion d'une partie de la dette égyptienne, dont on parle depuis quelque temps.

Je n'ai pas à rappeler à la Chambre les nombreuses enquêtes financières auxquelles l'Égypte a été soumise. Je me bornerai à noter qu'en 1876, par suite de l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Gouvernement khédivial de faire face à ses engagements, des réductions ont été opérées tant sur le capital que sur les intérêts de la dette égyptienne, et ceci, naturellement au préjudice des créanciers.

Malgré cela, en 1879, les puissances européennes devaient intervenir de nouveau et entamer des négociations qui aboutissaient à l'acte qu'on a appelé la loi de liquidation de 1880, lequel revêt un véritable caractère international.

La dette égyptienne, messieurs, se divise de la manière suivante :

La dette unifiée, garantie par les revenus des douanes, par les droits sur le tabac et par les revenus des provinces de Garbieh, de Menoufieh, de Behera et de Syout. En cas d'insuffisance de ces revenus, le service des intérêts doit être assuré par les ressources générales du Trésor;

La dette privilégiée, garantie par une hypothèque spéciale sur les chemins de fer égyptiens et sur le port d'Alexandrie, remboursable au pair en soixante-cinq ans par tirages semestriels, et produisant un intérêt annuel de 5 p. 100. Les titres sont munis de coupons dont le dernier porte le numéro 130, à l'échéance du 15 octobre 1941. C'est cette dette qui, paraît-il, devrait être convertie;

La dette de la Daira-Sanieh, garantie par les propriétés de Daira-Sanieh et de Daira-Kassa, qui ont été déclarées propriétés de l'Etat par la loi de 1880;

Les obligations domaniales hypothécaires sur les propriétés du khédivé cédées à l'Etat;

Et, enfin, l'emprunt de 1885, 3 p. 100, garanti par les puissances.

Je ne veux pas examiner si l'Égypte a le droit de convertir sa dette; je me borne à faire remarquer que nous sommes là dans le pays des vaches maigres et des vaches grasses (On rit); et si, à raison de la précarité des finances de ce pays, et de son impossibilité de faire face à ses charges, l'Égypte a pu, en 1876 et en 1880, réduire sa dette au préjudice de ses créanciers, — c'étaient les vaches maigres, — je me demande si, en raison d'une prospérité momentanée, l'Égypte aurait le droit de réduire à nouveau sa dette par une conversion et, par conséquent, de porter aussi bien dans la mauvaise que dans la bonne fortune le même préjudice aux porteurs européens.

Le Gouvernement égyptien prétend avoir ce droit, et il émet à l'appui de sa prétention la consultation de trois juriscultes appartenant à des nationalités différentes; par contre, trois juriscultes anglais, MM. Horace Davy, Charles Russell et George Burnes, professent l'opinion opposée.

La question, vous le comprenez, messieurs, ne peut pas être traitée à cette tribune; il est nécessaire, avant de se prononcer, d'examiner les textes, de s'inspirer de l'esprit qui a guidé les négociateurs lors de la loi de liquidation de 1880 et de la convention de 1885.

Mais ce que personne ne conteste, c'est que les dix-sept puissances qui ont

adhéré à la loi de liquidation doivent être unanimes pour consentir une modification quelconque à la situation des créanciers.

Les commissaires de la dette sont les représentants légaux des « Bond Holders », et aucun acte touchant les ressources affectées à cette dette, ou apportant des modifications au taux d'intérêt, ne peut intervenir sans l'assentiment unanime et absolu des dix-sept puissances signataires de la convention internationale.

Parmi ces puissances, il en est cinq qui ont préparé la loi de 1880 par la déclaration collective du 12 mars 1880; ce sont : la France, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Italie. Mais c'est la France qui a été véritablement l'initiatrice des négociations, et elle n'a jamais manqué à la tâche qu'elle s'était assignée, de sauvegarder les intérêts des porteurs de titres, et d'intervenir pour rétablir, dans la mesure du possible, les finances khédiviales dans une situation plus prospère.

Cette puissance, l'a-t-on consultée?

Il me paraîtrait étrange, d'ailleurs, qu'un pareil acte eût pu être préparé sans qu'on eût recueilli préalablement l'avis unanime des puissances adhérentes à la loi de liquidation. (Très bien! très bien!)

Et cependant, le représentant allemand à la caisse de la dette, le baron Rischtoffen, est en Europe depuis plusieurs mois. Sa première visite a été pour Berlin, la seconde pour Londres; là, il a rencontré le conseiller financier du khédivé, et on prétend que des conventions préliminaires en vue de la conversion seraient déjà signées avec des maisons de Londres et de Berlin.

J'ai la conviction que le Gouvernement français sera consulté, que le droit de l'Egypte sera examiné en ce qui concerne cette conversion, et sans vouloir poser ici les principes qui, à mon sens, devraient servir de base à l'adhésion de la France à cette opération financière, il me sera permis, je crois, d'exprimer mon sentiment sur quelques points, sur cinq points notamment.

Tout d'abord, l'Egypte est-elle à ce point prospère qu'elle puisse convertir sa dette?

L'Egypte n'exécute pas les conventions de 1883. Aux termes de l'article 22 de ces conventions, lorsqu'une somme de 90.000 livres égyptiennes aurait pu être mise à la réserve pour amortir le fonds 3 p. 100 garanti par les puissances, tout le reste devait servir à l'amortissement des autres fonds égyptiens. Or, l'excédent des recettes s'élève à plus de 500.000 livres égyptiennes par an, et rien de ce chef n'a servi à l'amortissement, suspendu depuis 1884.

Je pense donc qu'avant d'autoriser l'Egypte à convertir sa dette, il faut exiger de ce pays l'exécution stricte des conventions, et j'estime qu'aucune adhésion ne devrait être donnée par la France avant d'avoir pris des garanties précises et formelles pour l'exécution des conventions antérieures. (Très bien!)

En second lieu, l'occupation de l'Egypte par les troupes britanniques cause à notre commerce un préjudice considérable. De 93 millions de francs qu'il était en 1880, il est tombé, en 1887, à 48 millions. Or, le Gouvernement anglais a répété à maintes reprises que l'occupation militaire de l'Egypte devait prendre fin lorsque la tranquillité serait assurée dans ce pays. En 1882, un colonel anglais prenait la charge de créer un corps de police et de gendarmerie indigène pour assurer l'ordre, et il demandait, pour cette création, six mois seulement. Or, voilà sept ans que cet officier supérieur est à la tête de ce corps de gendarmerie indigène; l'organisation doit en être parfaite. Si la sécurité de l'Egypte est à ce point assurée, si l'ordre et la tranquillité sont tellement certains pour les *bondholders* que l'on puisse convertir la dette, nous touchons à l'évacuation; si, au contraire, les troupes britanniques doivent être maintenues en Egypte, la conversion ne se justifie plus.

Je crois, par conséquent, que, sur ce point également, le Gouvernement français devrait, avant de donner son adhésion, prendre des garanties très certaines quant à la date de l'évacuation par les troupes britanniques.

En troisième lieu, si l'on convertit — à supposer qu'on ait le droit de convertir — pourquoi prendre la dette privilégiée de 5 p. 100, quand un fonds



que je viens de vous indiquer tout à l'heure, et qui rapporte également 5 p. 100, la dette domaniale, donne des insuffisances de cinq millions par an, qui doivent être parfaites par le budget, tandis qu'en ce qui concerne la dette privilégiée les insuffisances sont beaucoup moindres; elles vont en diminuant chaque année et sont parfaites par les ressources de l'unifiée.

En quatrième lieu, les portefeuilles français contiennent autant de titres égyptiens que les portefeuilles anglais. J'estime donc que les porteurs français doivent pouvoir suivre leurs intérêts à Paris, sans être obligés de se faire représenter sur les places de Londres ou de Berlin.

Enfin, à quel usage affectera-t-on l'économie réalisée par le fait de cette conversion? A mon sens, il n'y a qu'un emploi à faire de cette somme: c'est l'amortissement. Etant donnée la solidarité de tous les créanciers de l'Egypte, en présence des pertes qu'ils ont dû subir en 1876, et de telles qu'ils peuvent subir encore par suite de la prospérité momentanée de l'Egypte, on ne peut qu'affecter à l'amortissement les sommes qui seraient ainsi économisées sur eux.

Tels sont, messieurs, les points principaux que cette question m'amenait à traiter devant vous; j'ai pensé que vous n'écouteriez pas sans intérêt ces observations, car elles touchent autant les intérêts matériels de nos nationaux que la dignité de la France. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

M. le ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je remercie l'honorable M. Félix Faure de la question qu'il vient de m'adresser au sujet de la conversion de la dette égyptienne. Je le prie seulement de ne pas perdre de vue, en écoutant ma réponse, que je ne suis pas, sur ces matières, aussi libre que lui de ma parole.

M. Félix Faure a demandé s'il était vrai que la question de la conversion de la dette égyptienne fût définitivement posée. A cela je répons: oui. Elle est posée depuis quelques jours déjà, mais c'est seulement samedi que j'ai reçu le décret du Gouvernement khédivial qui annonce dans quelles conditions cette conversion doit s'opérer. Ce document soulève un très grand nombre de questions qui n'ont pas échappé à la sagacité de M. Félix Faure. Il a apporté à cette tribune diverses considérations, il a formulé diverses opinions que j'ai écoutées avec attention, que j'ai recueillies avec soin, et que je n'oublierai pas dans la poursuite des négociations auxquelles le projet de conversion doit donner lieu entre les diverses puissances.

Pour ce qui est des préoccupations de notre honorable collègue, en ce qui touche la façon dont ce projet de conversion aurait été préparé, je puis le rassurer complètement. La France, comme toutes les autres puissances intéressées, a été saisie de la question aussitôt qu'elle a été posée officiellement, et je puis dire qu'avant même que cette démarche officielle eût été accomplie, nos agents en Egypte n'avaient pas été laissés dans l'ignorance de ce qui se préparait, et qu'ils avaient pu m'en entretenir officieusement, comme on les en avait sans doute entretenus eux-mêmes.

La proposition du Gouvernement khédivial ne s'est donc pas présentée comme une surprise. Elle est déjà connue dans le monde financier, et je ne pense pas qu'il y ait indiscrétion à vous en faire connaître les termes.

Voici le texte de ce décret:

« Nous, khédivé d'Egypte...

« Sur la proposition de notre Conseil des ministres,

« Avons décrété et décrétons:

« Article premier. — Notre ministre des finances est autorisé à créer une dette privilégiée 4 p. 100, jouissance du 16 juillet 1889, au moyen d'une émission de rentes sur l'Etat ou d'obligations, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire:

« 1° Pour convertir et rembourser en espèces et au pair les titres actuellement en circulation de la dette privilégiée 5 p. 100;

« 2° Pour rembourser en espèces et au pair les titres actuellement en cir-



culution de l'emprunt 4 1/2 p. 100 émis en vertu de notre décret du 30 avril 1888;

« 3<sup>e</sup> Pour produire une somme effective de 1,200,000 livres égyptiennes. »

Tel est, messieurs, l'objet de la conversion.

M. Félix Faure a demandé si le Gouvernement égyptien avait le droit de faire cette conversion.

Sur la question de droit, il est exact, en effet, que des contestations se sont élevées, et M. Félix Faure a pu rappeler l'opinion de divers jurisconsultes anglais, qui tiennent que le Gouvernement égyptien n'a pas le droit de faire cette conversion. Mais cette opinion n'a été partagée à aucun moment par les jurisconsultes de la Couronne, et il est très vraisemblable que c'est l'opinion de ces derniers qui l'a emporté ou qui l'emportera dans les conseils du Gouvernement anglais.

Je puis dire sur ce point que nos agents en Egypte ont toujours été d'avis que, doctrinalement, le Gouvernement khédivial avait le droit de faire la conversion. Il y a donc lieu de croire que la conversion est légitime, légale, qu'elle est dans le droit du Gouvernement égyptien; mais je n'ai pas besoin d'ajouter qu'elle ne peut l'être d'une manière définitive qu'à la condition de réunir l'assentiment des puissances. C'est ce que le Gouvernement khédivial a reconnu lorsqu'il a soumis son projet à nous et aux autres Gouvernements intéressés.

Nous aurons donc à apprécier ce projet, sans doute même à nous mettre d'accord avec d'autres puissances; il en résultera un échange de vues qui n'est pas encore commencé, et sur lequel il serait par conséquent prématuré de s'expliquer.

M. Félix Faure a posé une autre question, qui est encore plus délicate, et à laquelle cependant je ne refuse pas de répondre. Il a demandé s'il n'y avait pas, à nos yeux, certains rapports entre la question de l'évacuation de l'Egypte et la question de la conversion.

Je ne ferai à cet égard qu'une déclaration d'une portée générale.

Nous considérons qu'on ne peut pas adhérer à un acte aussi grave et aussi important que la conversion de la dette égyptienne sans examiner, comme nous y avons été maintes fois autorisés par les déclarations réitérées de l'Angleterre et par des précédents formels, les questions politiques relatives à l'Egypte.

Nous considérons que cela est notre droit strict et que c'est aussi notre devoir; nous y sommes autorisés, je le répète, par des déclarations maintes fois répétées, et nous pensons que, précisément au moment où la prospérité de l'Egypte, sa sécurité, sa tranquillité sont affirmées par une demande de conversion, le moment est venu de rechercher si l'évacuation de l'Egypte n'est pas devenue possible, dans les prévisions de l'Angleterre qui l'a tant de fois annoncée.

Quant à nous, il va sans dire que traiter avec une Egypte encore sous la domination des armes anglaises ou avec une Egypte rendue à sa complète indépendance, cela comporte des différences considérables de conduite sur lesquelles nous ne pouvons pas nous expliquer davantage.

Nous prions la Chambre de s'en rapporter à cet égard à toute notre vigilance. (Applaudissements.)

M. Félix Faure. — Je remercie M. le ministre de ses déclarations.

M. le président. — La parole est à M. Bourgeois (Jura).

M. Bourgeois (Jura). — Messieurs, c'est en s'inspirant des besoins de l'agriculture, du commerce et de l'industrie que le Gouvernement actuel nous a donné, comme don de joyeux avènement, le rattachement des colonies au ministère du commerce. Il a voulu, dans un but réalisable, sans doute, modifier une situation qui tendait à s'aggraver, puisque nos exportations diminuent et que nos dépenses augmentent dans nos colonies.

En rendant hommage à l'esprit d'initiative du Gouvernement dans ce cas particulier, nous verrons lui demander de vouloir bien achever son œuvre et lui

dire avec une entière conviction : Il y a un intérêt égal, sinon supérieur, à étendre la mesure aux consulats.

Si nous voulons que le ministère du commerce étende son action, concentre ses efforts en faveur de l'industrie et du commerce, il est de toute nécessité de placer sous sa haute direction ses agents naturels. Or, les consuls ne sont-ils pas les agents naturels du commerce et de l'industrie? Tous les auteurs sont d'accord sur ce point, les intéressés le répètent sans cesse : Les consuls sont des agents constitués par leurs Gouvernements dans les places de commerce, dans les ports étrangers pour favoriser l'intérêt commercial de leurs nationaux.

Pourquoi faut-il qu'en France ils soient nommés par le pouvoir exécutif sur la proposition du ministère des affaires étrangères?

D'où vient qu'ils dépendent et relèvent de ce ministère?

Pour répondre à cette double question, il faudrait recommencer ici l'histoire de nos consulats, et discuter le principe que j'ai eu l'honneur de poser dans une proposition de résolution, et je ne veux pas le faire; je préfère me borner à quelques réflexions seulement.

Il ne faut pas, en effet, messieurs, s'étendre longuement sur cette question pour démontrer qu'il y a là une erreur d'attribution très dangereuse, erreur contre laquelle le commerce et l'industrie réclament sans succès depuis longtemps. Et ce n'est pas seulement en France qu'il en est ainsi; l'honorable M. Hubbard le disait hier à la tribune, la tutelle diplomatique, l'histoire le répétera, ne cesse d'épuiser le commerce, l'agriculture et l'industrie.

N'a-t-on pas vu, de nos jours même, une voisine, l'Italie, avec laquelle nous avons le plus grand intérêt à maintenir des relations amicales et qui devrait, avec nous, entrer dans la voie des relations commerciales et des concessions réciproques, préférer des alliances pleines d'équivoque et de dangers?

Ce pays, les journaux économiques de ce matin même le constataient, a perdu 600 millions d'exportation en une année. Et je dis que, s'il avait dans son sein un ministre du commerce étranger à la politique, ayant une certaine influence dans le conseil du Gouvernement, une autorité qu'il tiendrait de l'organisation intérieure commerciale, ce ministre pourrait empêcher dans une certaine mesure la continuation de cette politique qui consiste à sacrifier les intérêts économiques aux intérêts politiques.

Quel que soit d'ailleurs le pays, quelle que soit sa politique, quelle que soit la forme de son Gouvernement, quelles que soient ses vues, ses prétentions et ses espérances, je dis qu'il y a le plus grand danger à confondre dans une seule main et la politique et les questions économiques. Ce sont deux éléments essentiellement distincts de la vie des peuples, qui doivent non-seulement être traités séparément, mais encore de façon à ne pouvoir être solidarisés, de façon encore à ne sortir jamais, ni en faveur de l'un, ni en faveur de l'autre, de la sphère de leurs intérêts respectifs. (C'est cela! très bien!)

Je ne sais si je me fais bien comprendre, et je serais vraiment heureux d'y réussir. Je veux dire que le développement des relations internationales peut et doit se produire en dehors de la politique et parfois même malgré la politique qui, chacun de nous le sait pertinemment, divise les intérêts et les peuples, tandis que le commerce et l'échange tendent à les rapprocher. (Très bien! très bien!)

Que se passe-t-il, à l'heure actuelle, au ministère des affaires étrangères avec la manie que nous avons de mêler en tout et partout la politique? C'est que nos consuls ne rendent guère, je n'ose pas dire ne rendent aucun service à l'industrie nationale.

M. Hanotaux, *rapporteur*. — C'est inexact.

M. Bourgeois (Jura). — Ce n'est pas inexact, c'est un fait incontestable contre lequel tous les intéressés, tout le commerce et l'industrie, tous ceux qui se préoccupent des relations commerciales étrangères, réclament et se plaignent à juste titre. Pourquoi en est-il ainsi? C'est que, il faut bien l'avouer, les intérêts généraux du commerce et de l'industrie ne sont au ministère des affaires étrangères que secondaires, et il n'en peut pas être autrement parce que — je

ne fais pas ici de personnalités, j'expose un fait afin de pouvoir le combattre — quel que soit le ministre, il est tout naturellement dominé par une préoccupation principale sinon unique, celle « d'éviter les points noirs à l'horizon » ; tout en veillant à la sûreté et à la dignité de l'Etat dans ses relations avec les nations étrangères. Je dis que, dans ces conditions, il ne lui est pas possible d'être l'interprète naturel, compétent et fidèle, le défenseur autorisé et pratique des intérêts commerciaux internationaux.

Messieurs, l'intérêt commercial impose, exige même avant tout qu'on ne déplace pas les attributions. Il faut laisser au ministère des affaires étrangères le soin de prévoir les questions politiques et de les résoudre avec sa compétence spéciale, et au ministère du commerce le soin de diriger son personnel partout, et particulièrement à l'étranger, si nous voulons faciliter l'expansion de notre commerce international. (Très bien ! sur divers bancs.)

Je sais bien l'observation qui me sera faite par M. le ministre : il dira qu'il y a des points délicats sur lesquels il faut que le commerce s'en rapporte au ministère des affaires étrangères. Oui, sur ces points particulièrement délicats, le ministère du commerce peut en référer au ministère des affaires étrangères. Mais en général, il faut que le ministère du commerce soit prépondérant et dirige les affaires commerciales.

C'est dans cette pensée, — car je sais bien que je ne puis obtenir cette réforme par voie budgétaire — que j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour but le rattachement des consulats au ministère du commerce. J'espère que cette proposition, ayant déjà été prise en considération, viendra bientôt en discussion devant vous. Je veillerai à ce qu'elle soit promptement mise à l'ordre du jour et je pense que la Chambre voudra bien lui accorder le bénéfice de l'urgence.

Au moment où l'on discute de toutes parts les questions commerciales, au moment où la période des traités de commerce va s'ouvrir — car, dès 1890, il va falloir prendre certaines mesures, — il me paraît absolument urgent que nos agents consulaires soient inspirés par le ministère du commerce pour donner aux ministres ainsi qu'aux législateurs eux-mêmes d'utiles renseignements, dans le but de faciliter l'adoption du meilleur mode de relations commerciales internationales.

La Chambre, dans sa sollicitude pour les classes laborieuses, a décidé que le vendredi serait spécialement consacré aux discussions intéressant les classes ouvrières. Je lui ferai remarquer que le rattachement des consulats au ministère du commerce est, de sa nature, une question ouvrière ; car elle intéresse, au plus haut degré, le travail national.

J'espère donc qu'elle voudra la prendre en sérieuse considération.

Il n'y a pas ici de question politique, il ne s'agit ni de principes économiques, ni de liberté commerciale, ni de protection ; aussi la Chambre voudra-t-elle m'aider, sans aucune distinction d'opinion, à la faire adopter ; elle m'accordera d'autant plus son concours dans cette question patriotique, que j'aurai à vaincre une sorte de parti-pris de la part du ministère des affaires étrangères et à lutter contre une vieille habitude, d'autant plus difficile à déraciner qu'elle est plus ancienne.

C'est sous le bénéfice de ces simples observations que je voterai le budget des affaires étrangères. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche.)

M. le marquis de La Ferronnays. — Je ne m'attendais pas, messieurs, à voir notre honorable collègue, M. Bourgeois, profiter de la discussion générale du budget pour ouvrir la première délibération sur une proposition excessivement grave qui nous a été présentée il y a quelques jours à peine ; je me réservais, quand elle viendrait naturellement à son rang en discussion, de la combattre de la façon la plus complète : je ne suis donc pas prêt aujourd'hui à entrer dans l'examen complet du très long et très intéressant exposé des motifs dont cette proposition est précédée : je me permettrai seulement de dire que l'argumentation de l'honorable M. Bourgeois serait facile à réfuter. Loin de partager, en



cette matière, les sentiments de notre collègue du Jura, je viens instamment demander à M. le ministre des affaires étrangères de vouloir bien conserver dans ses attributions la direction et tout le service des consulats. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Je ne dirai pas que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Je suis le premier à reconnaître que, sous certains rapports, le fonctionnement du service consulaire, tel qu'il est établi aujourd'hui, ne répond pas d'une manière suffisante à tous les besoins auxquels il doit satisfaire. Mais à cette critique il y a une contre-partie ; c'est singulièrement réduire la question et restreindre l'importance de nos agents consulaires que de vouloir les limiter strictement, rigoureusement, à l'étude des intérêts commerciaux.

Et quand je dis que, sous le rapport des relations commerciales, ils sont peut-être insuffisants, je m'empresse d'ajouter que, dans bien des cas, ils le sont aussi au point de vue politique. Pour remédier à ce double inconvénient, il y a toute une œuvre de réorganisation à entreprendre, de modifications importantes à introduire dans tous les services du département des affaires étrangères. L'heure n'est pas venue d'en aborder l'examen. Ce n'est pas quand une Chambre arrive aux derniers mois de son existence qu'elle peut s'engager dans une œuvre aussi considérable ; elle la laisserait forcément ébauchée, et la transformation inachevée ne serait peut-être pas reprise par nos successeurs ou le serait tout au moins dans un ordre d'idées différent. Lorsque l'heure de cette réforme sera venue, j'ai la confiance qu'il sera donné satisfaction, dans une certaine mesure, aux demandes de M. Bourgeois, mais sur un terrain absolument différent de celui où il s'est placé.

Aujourd'hui, les questions commerciales et les questions politiques sont si intimement mêlées qu'il est très difficile de tracer entre elles une ligne de démarcation précise. Aujourd'hui, toutes les négociations politiques, quelles qu'elles soient, ont comme point de départ et comme point d'arrivée une question commerciale. Pourquoi les complications danubiennes renaissent-elles sans cesse ? C'est la lutte pour le commerce dans la mer Noire et en Orient. Pourquoi y a-t-il une question africaine ? Parce que toutes les puissances se disputent la première place sur les futurs marchés de l'Afrique centrale. D'où viennent les difficultés qui, à un moment récent, ont divisé les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne ? Du désir que ces trois nations maritimes aient de s'assurer la meilleure route commerciale de l'Océan Pacifique.

Partout nous trouvons une question commerciale, mais partout aussi elle ne peut se résoudre que par la solution d'un problème politique, et séparer le service politique du service commercial, ce serait les condamner l'un et l'autre à l'impuissance. (Très bien ! très bien !)

La proposition de M. Bourgeois soulève en outre une question préjudicielle sur laquelle je ne fais que glisser. La voici : Aucune nation, quelle qu'elle soit, parmi celles qui sont reconnues comme telles — je ne sais pas comment il en serait chez les peuplades sauvages — n'accepterait d'avoir chez elle des représentants de puissances étrangères qui ne relevassent pas de la seule autorité que les nations reconnaissent comme l'intermédiaire entre leurs agents du ministère des affaires étrangères. Nos agents à l'étranger qui seraient rattachés au ministère du commerce ne seraient que des voyageurs en mission ; ils n'auraient pas droit aux égards et à l'appui sans lesquels il leur serait impossible de mener à bonne fin l'accomplissement de leur mandat.

Nous touchons ici à un point extrêmement grave. En vain, nous aurons voté toutes les décisions législatives que nous voudrons, inscrit dans la loi que les agents consulaires sont rattachés au ministère du commerce, quand ils arriveront au poste qui leur aura été assigné, ils trouveront visage de bois, on ne les reconnaîtra pas. En face d'eux, ils verront les agents des autres pays, rattachés au ministère des affaires étrangères, jouissant dans toute leur plénitude des privilèges internationaux, qui profiteront de la situation fautive que vous aurez créée à vos représentants pour rendre notre situation commerciale encore plus mauvaise qu'elle n'est aujourd'hui.



Oui, certes, il y a quelque chose à faire, beaucoup à faire. Mais c'est là, je le répète, une œuvre qu'il faudra laisser à nos successeurs. Il faut aujourd'hui, loin de disjoindre les deux carrières, arriver à un certain moment, — à mon avis, dès leur origine, — à un contact plus intime de leurs éléments.

Il faut que tous les agents politiques qui sont appelés, à un moment donné, à être chefs de mission ou de service, aient une connaissance suffisante des questions commerciales, pour les traiter comme elles doivent l'être, pour comprendre leur importance, pour sentir que la richesse, la fortune et souvent l'indépendance du pays dépendent d'un trait de plume en trop ou en moins dans un traité commercial, d'une disposition, dans un sens ou un autre, insérée dans un protocole. (Très bien ! très bien !)

Il faut également que nos agents consulaires comprennent bien que telle ou telle question commerciale imprudemment soulevée par eux pourra susciter des complications diplomatiques et peut-être compromettre la sécurité, l'avenir même du pays.

Il y a une nécessité absolue, selon moi, à arriver, non pas à la fusion, — parce que fusion veut souvent dire confusion, — mais à une union plus grande et plus intime des deux carrières. C'est là une réforme que nos successeurs réaliseront, je l'espère, et qui aura pour résultat certain le développement de la grandeur de la France à la fois dans le domaine de la politique et dans celui du commerce. Mais, je ne saurais trop le répéter, cette œuvre ne peut être entreprise qu'à une seule condition, c'est que les deux services restent réunis entre les mains d'un seul chef responsable et reconnu par toutes les puissances, M. le ministre des affaires étrangères.

Je demande donc à M. le ministre de repousser la proposition qui est faite par M. Bourgeois, et je me réserve, le jour où elle viendra en discussion, de la combattre plus énergiquement encore que je ne viens de le faire.

M. le ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je n'éprouve aucun embarras à répondre à l'appel qui m'est adressé par l'honorable M. de La Ferronnays et à déclarer que le Gouvernement repousse le projet de résolution qui vous est soumis par l'honorable M. Bourgeois.

Les raisons qui ont été données par M. de La Ferronnays ont dû vous frapper à la fois par leur justesse et par leur élévation.

Il est parfaitement certain qu'il n'y a de véritable agent de la France à l'étranger, soit qu'il prenne un titre politique et diplomatique, soit qu'il se contente de se présenter comme agent commercial, que s'il se recommande, relève et dépend immédiatement de celui qui a l'honneur, dans le cabinet français, de représenter notre pays devant l'étranger, c'est-à-dire du ministre des affaires étrangères. (Très bien ! très bien !) Il est indispensable, messieurs, que toutes les affaires extérieures soient soumises à sa décision ; le bien du service exige cette unité de direction, et je n'ai pas besoin d'insister sur les arguments que M. de La Ferronnays a si heureusement tirés du caractère nouveau de la politique dans les temps modernes, pour que vous en sentiez toute la force et toute la portée.

Messieurs, c'est une occasion pour moi de déclarer à la Chambre que la politique suivie par le gouvernement de la République est une politique de paix et une politique de justice fondée sur la satisfaction des intérêts légitimes des peuples. Ces intérêts se manifestent aujourd'hui, surtout dans le monde commercial, dans le monde des affaires ; et, de plus en plus, la diplomatie républicaine devra s'appliquer à faire que la politique française défende, non plus l'esprit de conquête, non plus l'esprit de propagande, non plus l'esprit de système, mais un esprit, tout nouveau et tout différent, d'échange entre les peuples, d'échange d'idées et d'échange d'intérêts.

Messieurs, cette politique est caractérisée cette année sous nos yeux par cette réunion de merveilles qu'on appelle l'Exposition universelle.

C'est là l'image de la politique républicaine telle que tous les gouvernements la comprendront. (Protestations à droite. — Approbation à gauche.)

Permettez-moi de vous le dire, messieurs, cette Exposition, que je regrette de ne pas vous voir approuver davantage, — même après le succès si légitime qu'elle obtient, — cette exposition est à la fois un gage de paix et une preuve de force, et, sous ces deux rapports, vous devriez y applaudir. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

M. le colonel baron de Plazanet. — Il ne faut pas nous prêter des sentiments que nous n'avons pas.

*A gauche.* — Eh bien ! Pourquoi protestez-vous ?

M. de Lamarzelle. — Vous dites : diplomatie républicaine, et l'on vous a fait remarquer que vous devriez dire : diplomatie de la France.

M. le ministre des affaires étrangères. — Messieurs, il n'y a pas d'autre diplomatie que la diplomatie de la France ; il ne peut pas y en avoir d'autre. (C'est cela ! très bien ! à droite.) Mieux que cela, messieurs, la politique républicaine, la diplomatie républicaine, telle que je la comprends, s'efforce d'honorer le glorieux passé de la France, de continuer et d'étendre ses plus anciennes et ses plus nobles traditions. Ne nous reprochez donc pas de distinguer entre la France ancienne et la France nouvelle. (Très bien ! très bien ! à droite.) Mais, lorsque celle-ci vous apparaît, à travers cette exposition, comme elle apparaît aux yeux du monde entier, étonné et ébloui, ne protestez pas, soyez avec nous, associez-vous à toute la France ! (Très bien ! très bien ! à gauche.) A qui donc peut-il échapper que l'Exposition universelle est véritablement, comme je vous le disais, et tout ensemble, un gage de paix et une preuve de force ? (Applaudissements.)

Et, si j'ajoute que cette Exposition a été qualifiée par une parole qui a retenti non-seulement en France, mais dans le monde entier, comme étant l'œuvre de la France tout entière, sans distinction de partis, qui, de vous, voudrait démentir ce jugement ?

J'insiste sur cette pensée que la politique du gouvernement républicain, que la politique de la France doit être à la fois pacifique et forte ; on ne peut pas séparer ces deux termes ; c'est ce que j'ai voulu marquer aujourd'hui en me représentant à la tribune après avoir entendu les observations de M. de La Ferrière.

Messieurs, la situation que nous avons aujourd'hui dans le monde peut se définir ainsi : Nous ne sommes pas inquiets, et nous ne serons jamais inquiets. Cette politique républicaine est sans jactance, comme aussi sans faiblesse : elle sait ce qu'elle veut ; elle sait ce qu'elle vaut.

Un dernier mot, messieurs.

Cette politique, pour être pratiquée comme elle mérite de l'être, exige une modération indéfectible, un sang-froid imperturbable, une patience qui ne se démente jamais. Quels que soient les incidents qui se produisent, il faut que vous vous habituiez, il faut que la France s'habitue à compter sur elle-même, et rien que sur elle-même, parce qu'elle a aujourd'hui de justes motifs de croire qu'elle peut se suffire à elle-même. (Très bien ! très bien !)

Une grande puissance morale a l'habitude de dire en parlant d'elle-même : *Patiens, quia æterna* ; je dirai, moi, en parlant de la France : *Patiens, quia fortis*. (Applaudissements répétés à gauche et au centre.)

---

*Le Gérant : FÉCHOZ.*

---

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie LÉON FRÉMONT.

# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

## TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

### ITALIE — SUISSE

#### Traité de Commerce.

(23 janvier 1889.)

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le Roi d'Italie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre les deux Pays, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : M. Siméon Bavier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près Sa Majesté le Roi d'Italie ; M. Conrad Cramer-Frey, membre du Conseil national suisse ; M. Edouard Blumer, landammann du Canton de Glaris ; et

Sa Majesté le Roi d'Italie : S. Exc. M. François Crispi, député au Parlement national, chevalier de l'ordre de la Très-Sainte Annonciade, Grand Croix décoré du Grand Cordon des ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Officier de l'ordre militaire de Savoie, décoré de la médaille des mille, etc., etc., président du Conseil des ministres, Son ministre *ad interim* des Affaires étrangères ; M. Victor Ellena, député au Parlement national, Grand Croix de l'ordre de la Couronne d'Italie, Grand Officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., Conseiller d'Etat ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'assurent réciproquement, pour l'importation directe ou indirecte des objets de pro-

venance italienne en Suisse, et des objets de provenance suisse en Italie, le traitement de la nation la plus favorisée.

Les objets provenant de la Suisse, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent traité, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit tarif. Les objets provenant de l'Italie, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent traité, seront admis en Suisse aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 2. — Les droits à l'exportation sont réglés dans les deux Etats par les tarifs *C* et *D* joints au présent traité.

Il ne sera perçu ni dans l'un, ni dans l'autre des deux Etats, de droits de douane quelconques sur les marchandises en transit.

Art. 3. — Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux Pays et importés dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation, perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des cantons ou de communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou qui grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 4. — Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits et des charges mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Les drawbacks à l'exportation de produits italiens ou suisses ne pourront pas dépasser les droits d'accise ou de consommation intérieurs grevant lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 5. — Les produits formant l'objet des monopoles d'Etat de chacune des deux Parties contractantes, ainsi que les articles servant à la fabrication de marchandises monopolisées, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou articles similaires indigènes n'auraient pas à acquitter cette taxe.

La taxe d'entrée complémentaire, dont il s'agit, sera restituée dans le cas où l'objet frappé de cette taxe n'aurait pas été employé à la fabrication d'un article monopolisé.

Art. 6. — Les articles d'orfèvrerie ou de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux Pays dans l'autre, seront soumis, s'il y a lieu, au régime de contrôle qui serait établi pour les articles similaires de fabrication nationale et paieront sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Les droits de contrôle seront fixés aussi bas que possible et ne dépasseront jamais 80 francs par kilogramme pour les objets en or d'alliage, et dans la même proportion pour les objets d'autres métaux, suivant la valeur de chacun de ces objets.

Art. 7. — Chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, en matière de douane, que l'une d'elles a accordée ou pourrait accorder à l'avenir à une tierce Puissance ; et ceci



en même temps qu'elle la met en vigueur pour cette tierce Puissance, et de plein droit.

Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit, ni aucune prohibition d'importation ou d'exportation, qui ne soit en même temps applicable à toute autre nation.

Enfin elles s'engagent à ne point interdire, ni entraver l'importation ou l'exportation des céréales et des bestiaux et animaux de toute espèce de l'un des deux pays dans l'autre, sauf pour les bestiaux et les animaux dans les cas bien constatés d'épizootie. Ne sera cependant pas tenu à se conformer à cette disposition l'Etat qui se trouverait en guerre avec une autre Puissance quelconque, ou qui serait forcé de mettre son armée sur le pied de guerre.

Art. 8. — Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux Pays voisins et notamment entre les pays de frontière respectifs, franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie est accordée au bétail conduit, d'un territoire à l'autre, aux marchés, à l'hivernage et au pâturage des Alpes, sauf obligation de le faire retourner, conformément aux règlements qu'arrêteront, d'un commun accord, les Parties contractantes.

Art. 9. — Les deux Parties contractantes s'engagent à maintenir dans les principales avenues des routes qui relient les deux Etats, des bureaux-frontières dûment et suffisamment autorisés à percevoir les droits de douane, soit de péage, et à faire les opérations relatives au transit sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Les formalités pour les expéditions nécessaires dans ce but seront, de part et d'autre, simplifiées autant que possible, pour éviter tout arrêt.

Art. 10. — Afin de faciliter la circulation à la frontière, il a été convenu d'affranchir réciproquement de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation :

- Les céréales en gerbes ou en épis ;
- Les foins, la paille et les fourrages verts ;
- Les fruits frais, y compris les raisins frais ;
- Les légumes verts ;

Tous produits de propriétés situées dans une zone de dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

Seront également affranchis : le fumier, les détritux de marais, les boues végétales, la lie et le marc de raisin, le résidu des gâteaux de cire, le sang des bestiaux, les semences, plantes, perches, échalas, la nourriture journalière des ouvriers, les animaux et instruments agricoles de toute sorte ; tout ceci servant à la culture de ces propriétés, et sous réserve du contrôle et de la faculté de la répression en cas de fraude.

Les propriétaires ou cultivateurs de ces terres, domiciliés dans l'autre Etat, jouiront généralement, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la localité, à la condition qu'ils se soumettront aux règlements administratifs ou de police applicables aux ressortissants du pays.

A l'effet de faciliter le trafic de frontière, visé par les clauses qui précèdent, des dispositions spéciales seront arrêtées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 11. — Sous obligation de réexportation et en conformité des règlements que l'Italie jugera utile de fixer, il est accordé franchise tem-

poraire de tout droit d'entrée et de sortie aux toiles écruées de coton qui seront introduites de la Suisse en Italie pour y être imprimées et qui seront réexpédiées après avoir subi cette opération.

Art. 12. — Les deux Parties contractantes s'entendront sur un règlement de police pour la navigation sur les lacs de Lugano et Majeur, et sur les mesures à prendre pour garantir la propriété des bois emportés par des sinistres, comme inondation, tempête, etc.

Art. 13. — Les négociants, les fabricants et les industriels en général, qui prouveront qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts établis pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieurs dans l'autre Pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats ou de recueillir des commandes. Mais, dans tous les cas, ils n'auront droit à aucune faveur dont ne jouiraient pas les nationaux.

Pour jouir du traitement susdit, les voyageurs de commerce italiens en Suisse et les voyageurs de commerce suisses en Italie, devront être munis d'une carte de légitimation industrielle.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons, et qui sont importés en Italie par des commis-voyageurs de maisons suisses, et en Suisse par des commis-voyageurs de maisons italiennes, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 14. — Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les Sociétés anonymes ou autres, commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux Pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, dans toute l'étendue des Etats et Possessions de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois (y compris les lois financières) desdits Etats et Possessions.

Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux Compagnies et Associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 15. — Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement italien, désireux de compléter et d'étendre les relations commerciales entre la Suisse et l'Italie, s'engagent à favoriser, autant que faire se pourra, la création de voies de communication destinées à relier entre eux les deux Pays, et notamment à assurer, de part et d'autre, toutes les facilités possibles à des entreprises ayant pour but de mettre en rapport direct au moyen de la locomotion à vapeur à travers les Alpes suisses, les réseaux de chemin de fer au sud et au nord de ces montagnes.

Art. 16. — Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à négocier une Convention d'établissement et consulaire.

En attendant la conclusion de cette Convention nouvelle, la Convention en vigueur continuera à régir les rapports des deux Hautes Parties contractantes, lesquelles, dans tous les cas, s'assurent mutuellement,

pour les matières dont il s'agit, le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 17. — Le présent Traité entrera en vigueur le 15 avril 1889 et restera exécutoire jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce Traité, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachets respectifs.

Fait à Rome, en double expédition, le 23 janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf.

(L. S.) (Sig.) BAVIER.

(L. S.) (Sig.) F. CRISPI.

(L. S.) (Sig.) C. CRAMER-FREY.

(L. S.) (Sig.) V. ELLENA.

(L. S.) (Sig.) E. BLUMER.

#### TARIF A

#### Droits à l'entrée en Italie.

		Droits. Lires.
Ex 16	Farinelactéen'ayant pas plus de 40 pour cent de sucre (1) (les 100 kg.) . . . . .	42 »
19	Chocolat (les 100 kg.) . . . . .	430 »
	Fils de coton, simples :	
Ex 96 a.	Fils écrus, mesurant au demi kilogramme :	
	3 <sup>o</sup> Plus de 20,000 mètres et pas plus de 30,000 mètres (les 100 kg.) . . . . .	30 »
	4 <sup>o</sup> Plus de 30,000 mètres et pas plus de 40,000 mètres (les 100 kg.) . . . . .	36 »
	Tissus de coton, écrus :	
Ex 103 a.	Tissus pesant 13 kg. ou plus les 100 m. carrés et présentant en chaîne et trame dans le carré de 5 millimètres de côté :	
	2 <sup>o</sup> Plus de 27 fils (les 100 kg.) . . . . .	72 »
	b. Tissus pesant 7 kg. ou plus, mais moins de 13 kg. les 100 m. carrés et présentant en chaîne et trame dans le carré de 5 millimètres de côté :	
	1 <sup>o</sup> 27 fils ou moins (les 100 kg.) . . . . .	75 »
	2 <sup>o</sup> Plus de 27 fils (les 100 kg.) . . . . .	86 »
Ex 103 c.	Tissus pesant moins de 7 kg. les 100 m. carrés et présentant en chaîne et trame dans le carré de 5 millimètres de côté :	

(1) Faculté est réservée à l'importateur de payer, au lieu du droit fixe de 42 liras les 100 kg., inscrit au tarif A du présent traité, le droit en vigueur sur la farine de blé, augmenté du droit afférant à la quantité de sucre contenu dans le produit.

	1 <sup>o</sup> 27 fils ou moins (les 100 kg.) . . . . .	100 »
	2 <sup>o</sup> Plus de 27 fils (les 100 kg.) . . . . .	124 »
104	Tissus de cotons blanchis (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus écrus, plus 20 0/0 du droit.	
105	Tissus de coton, en couleur ou teints (les 100 kg.) .	
	Droits des tissus écrus, plus 35 livres les 100 kg.	
106	Tissus de coton imprimés (1) (les 100 kg.) . . .	
	Droits des tissus blanchis, plus 70 livres les 100 kg.	
	Tissus de coton, brodés (2) :	
109 a.	Tissus à chaînette (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus écrus, plus 175 livres.	
	b. Tissus à point passé (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus, plus 275 livres.	
Ex 110 a, b.	Tulles de coton, brodés à chaînette (les 100 kg.) .	530 »
	Mousselines, et tissus de coton façon voile ou clairs :	
111 a.	Ecrus (les 100 kg.) . . . . .	200 »
	b. Blanchis (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus écrus, plus 20 0/0 du droit.	
	c. En couleur ou teints (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus écrus, plus 35 livres les 100 kg.	
	d. Imprimés (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus blanchis, plus 70 livres les 100 kg.	
	e. Ouvrés (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus non ouvrés, plus 20 livres les 100 kg.	
	f. Brochés (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus selon l'espèce, augmentés de 40 livres les 100 kg.	
	g. Brodés à chaînette (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus, plus 175 livres.	
	h. Brodés à point passé (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits des tissus, plus 275 livres.	
	Articles confectionnés en coton :	
120 a.	Sacs, linge de lit et de table, essuie-mains, mouchoirs et similaires (les 100 kg.) . . . . .	
	Droits du tissu, avec augmentation de 10 0/0.	
121 b.	Laine artificielle (les 100 kg.) . . . . .	10 »
	Feutres :	
133 a.	Feutres jusqu'à 3 millimètres d'épaisseur et pesant plus de 500 grammes le mètre carré (les 100 kg.) . . . . .	110 »
182	Pâte de bois, de paille et de matières similaires (les 100 kg.) . . . . .	4 »

(1) Les petits châles de coton, ou articles semblables de coton, ayant une légère impression à sec sur leur bord, ne paieront pas de surtaxe en raison de cette impression à sec.

(2) Les rideaux brodés à application seront soumis aux droits afférant aux tulles, seulement dans le cas où ces rideaux en contiendraient dans la proportion de cinq pour cent de la surface ou plus.

Le droit pour la simple confection desdits rideaux sera réduit à 10 pour cent.



185	Estantes, lithographies et étiquettes (les 100 kg.).	75	»
197 a.	Courroies de transmission (les 100 kg.) . . . .	90	»
	Machines :		
226 a.	Machines à vapeur fixes et demi-fixes, avec ou sans chaudière (les 100 kg.). . . . .	12	»
	b. Machines, chaudières :		
	1 <sup>o</sup> Tubulaires (les 100 kg.). . . . .	14	»
	2 <sup>o</sup> Autres (les 100 kg.) . . . . .	12	»
	c. Machines, moteurs à eau ou à vent et machines hydrauliques (turbines, roues hydrauliques, pulsomètres, pompes et machines élévatoires, presses, accumulateurs, ascenseurs, monte-poids hydrauliques, etc.) (les 100 kg.) . . .	10	»
	d. Machines locomotives sans tender (les 100 kg.).	14	»
	e. Machines locomobiles (les 100 kg.). . . . .	12	»
	f. Machines marines (les 100 kg.). . . . .	12	»
	g. Machines agricoles de toute sorte (les 100 kg.) .	9	»
	h. Machines pour filatures (les 100 kg.). . . . .	10	»
	i. Machines et métiers à tisser (les 100 kg.). . . .	10	»
	j. Machines-outils pour le travail du bois et des métaux (scies, rabots, tours, machines à fileter, trépan, etc.) (les 100 kg.) . . . . .	9	»
	k. Machines dynamo-électriques :		
	1 <sup>o</sup> Jusqu'à 20 chevaux (les 100 kg.). . . . .	25	»
	2 <sup>o</sup> De 20 chevaux et plus (les 100 kg.). . . . .	16	»
	m. Machines non dénommées au tarif (les 100 kg.).	10	»
	Les machines incomplètes seront soumises aux droits afférant aux machines respectives.		
227	Appareils en cuivre ou autres métaux pour chauffage, raffinage, distillation, etc. (les 100 kg.) .	18	»
229	Garnitures de cardes (les 100 kg.) . . . . .	70	»
	Wagons :		
230 b.	Wagons de troisième classe (les 100 kg.). . . .	14	»
	c. Wagons de deuxième classe (les 100 kg.). . . .	16	»
	d. Wagons de première classe (les 100 kg.). . . .	18	»
	Les wagons mixtes paient le droit le plus élevé.		
Ex 231 a.	Or simplement laminé en bandes d'au moins 1 millimètre d'épaisseur ou tiré en fil d'au moins 2 millimètres de diamètre (le kilogr.).	2	50
Ex 232 b.	Argent simplement laminé en bande d'au moins 1 millimètre d'épaisseur ou tiré en fil d'au moins 2 millimètres de diamètre (le kg.). . . . .	2	50
	Bijoux :		
233 a.	Bijoux et chaînes d'or (l'hectogr.). . . . .	7	»
	b. Bijoux d'argent, même doré (le kg.). . . . .	10	»
	Montres de poche :		
236 a.	Montres à boîte d'or (la pièce) . . . . .	1	»
	b. Montres à boîte de tout autre métal (la pièce) .	0	50
237	Orgues à cylindre ou boîtes à musique (la pièce).	1	»
239	Fournitures d'horlogerie (les 100 kg.) . . . . .	30	»
309	Extrait de lait (les 100 kg.) . . . . .	10	»
311	Fromages (les 100 kg.). . . . .	11	»
	Caoutchouc et gutta-percha :		
334 g.	Ouvrés en passementerie, en rubans et en tissus élastiques (les 100 kg.). . . . .	130	»
	Fils et cordons électriques :		
335 a.	Composés d'un ou de plusieurs conducteurs métal-		

liques, recouverts de matières textiles et vernis,  
et même avec gutta-percha ou caoutchouc . .

60 »

(Sig.) BAVIER.

(Sig.) C. CRAMER-FREY.

(Sig.) E. BLUMER.

(Sig.) F. CRISPI.

(Sig.) V. ELLENA.

## TARIF B.

## Droits à l'entrée en Suisse.

		Droits. Francs.
Ex 9	Jus de réglisse (les 100 kg.). . . . .	7 »
Ex 9	Huile de ricin incolore, purifiée, etc. (les 100 kg.).	7 »
13 a.	Parfumeries (les 100 kg.). . . . .	30 »
Ex 15	Soufre brut et raffiné (les 100 kg.) . . . . .	0 20
Ex 17	Huile de ricin pour usage technique (les 100 kg.).	4 »
48	Vitrifications, émail, perles en verre (y compris les conteries de Venise) (les 100 kg.) . . . . .	4 »
Ex 52	Bois à brûler et charbon de bois (les 100 kg.) .	0 02
	Meubles et parties de meubles :	
Ex 65	En bois commun : peints, vernissés, plaqués (les 100 kg.). . . . .	16 »
Ex 66	En bois commun : polis, sculptés, rembourrés, etc. (les 100 kg.). . . . .	16 »
67	En bois d'ébénisterie et imitation : de tout genre (les 100 kg.). . . . .	16 »
90	Gants de peau (les 100 kg.). . . . .	30 »
Ex 156	Corail ouvré (les 100 kg.). . . . .	30 »
167	Chaux grasse et plâtre, moulus (les 100 kg.). .	0 20
	Marbres en plaques ou sciés :	
176 a.	Ni égrisés (frottés), ni polis (les 100 kg.) . . . .	0 75
177 a.	Egrisés ou polis (les 100 kg.) . . . . .	1 50
191	Oeufs (les 100 kg.). . . . .	1 »
200	Volaille vivante (les 100 kg.) . . . . .	4 »
Ex 201	Volaille tuée (les 100 kg.). . . . .	6 »
201 a.	Charcuterie (les 100 kg.) . . . . .	12 »
204	Raisins de table, frais (les 100 kg.). . . . .	2 50
Ex 209	Oranges et citrons (les 100 kg.). . . . .	2
Ex 209	Figues sèches (les 100 kg.). . . . .	3
211	Légumes frais (les 100 kg.). . . . .	Exempts.
Ex 216	Riz en grains perlés (les 100 kg.). . . . .	1 50
Ex 218	Pâtes alimentaires (les 100 kg.). . . . .	8 »
252	Vin en fûts (les 100 kg.) . . . . .	3 50
253	Vin en bouteilles ou cruchons (les 100 kg.). . .	3 50
Ex 256	Vermouth en fûts, bouteilles ou cruchons, jusqu'à 18 degrés d'alcool (1) (les 100 kg.). . . . .	8 »
257	Huile d'olive en fûts (les 100 kg.) . . . . .	1 »
Ex 258	Huile d'olive en bouteilles ou estagnons (les 100 kg.). . . . .	10 »
	Savons de tout genre :	
264	Savons ordinaires (les 100 kg.). . . . .	1 50
265	Savons parfumés (les 100 kg.). . . . .	1 50

(1) Il est convenu que le vermouth dépassant 18 degrés d'alcool paiera, en outre du droit de douane, la finance de monopole sur l'alcool.

293	Lin, chanvre, jute et autres matières textiles analogues, et leurs déchets :	
	Bruts, débouillis, teillés ou sérancés (les 100 kg.).	0 30
Ex 294	Filés de lin et de chanvre, jusqu'au n° 10 inclusivement, écrus ou crévés (les 100 kg.). . .	0 60
315	Soie et filloselle non moulonnées (grèges) (les 100 kg.). . . . .	1 50
316	Soie et filloselle moulonnées (les 100 kg.). . . . .	6 »
316 b.	Soie à coudre, à broder, cordonnet, soie pour passementerie (les 100 kg.). . . . .	7 »
319	Tissus de soie ou de filloselle, écrus, blancs, teints, imprimés, apprêtés (les 100 kg.). . .	16 »
Ex 356	Tresses de paille (les 100 kg.). . . . .	10 »
Ex 357	Chapeaux de paille, non garnis (les 100 kg.). . .	50 »
Ex 386	Crins nettoyés, préparés (les 100 kg.). . . . .	5 »
395	Ouvrages en cire de tout genre (les 100 kg.). .	16 »
	Poterie grossière :	
403, 404 a.	Tuiles, briques, tuyaux, plaques, carreaux d'argile commune, non vernissés, non colorés, non fumés, non ardoisés (les 100 kg.). . . . .	0 10
Ex 405, 406	Tuiles, briques : fumées, ardoisées, vernissées; tuyaux, plaques, carreaux, huilés, vernissés, ou en grès : non peints (les 100 kg.). . . . .	2 »
406 a.	Poterie : cornues à gaz (les 100 kg.). . . . .	0 10
407	Poterie commune : à cassure grise ou rouge, vernissée ou non; poterie de grès commun; creusets; pipes en terre (les 100 kg.). . . . .	2 »
Ex 411	Mercerie commune (les 100 kg.). . . . .	16 »

(Sig.) BAVIER.

(Sig.) C. CRAMER-FREY.

(Sig.) E. BLUMER.

(Sig.) F. CRISPI.

(Sig.) V. ELLENA.

## TARIF C.

## Droits à la sortie d'Italie.

	Droits. Lires.
30 b. Acide borique (les 100 kg.). . . . .	2 20
42 Sel marin et sel gemme (la tonne). . . . .	0 22
44 Tartre et lie de vin (les 100 kg.). . . . .	2 20
	Bois, racines, écorces, feuilles, lichens, fleurs, herbes et fruits pour la teinture et le tannage :
67 a. Non moulus (les 100 kg.). . . . .	0 27
b. Moulus (les 100 kg.). . . . .	0 55
	Soie :
145 a. Soie grège et moulinée (les 100 kg.). . . . .	38 50
	Déchets de soie :
147 a. Frisons, bourre de soie grège et bourre des douppions ( <i>strusa, strazza di seta e di dop-pio</i> ), non ouvrés (les 100 kg.). . . . .	14 »
b. Autres non ouvrés (les 100 kg.). . . . .	8 80
c. Peignés (les 100 kg.). . . . .	20
181 Drilles de toute sorte (les 100 kg.). . . . .	8 80
	Minerais métalliques :
198 a. De fer (la tonne) . . . . .	0 22
b. De plomb, même argentifère (la tonne) . . . .	2 20

c.	De cuivre (la tonne) . . . . .	5 50
248	Soufre brut ou raffiné et fleur de soufre (les 100 kg.) . . . . .	1 10
287	Graines oléagineuses et autres (les 100 kg.) . . . . .	1 10
344	b. Objets d'art et de collection, les tableaux et les statues d'auteurs vivants ou contemporains exclus (valeur). . . . .	(1)
	Tous autres articles exempts.	

(Sig.) BAVIER.

(Sig.) F. CRISPI.

(Sig.) C. CRAMER-FREY.

(Sig.) V. ELLENA.

(Sig.) E. BLUMER.

## TARIF D.

## Droits à la sortie de Suisse.

		Droits. Francs.
1	Chevaux et mulets (la pièce) . . . . .	1 50
2	Poulains et ânes (la pièce) . . . . .	0 50
3	Bétail pesant plus de 60 kg (la pièce) . . . . .	0 50
4	Veaux pesant 60 kg. au plus (la pièce) . . . . .	0 05
5	Porcs pesant 40 kg. ou plus (la pièce) . . . . .	0 50
6	Porcs pesant moins de 40 kg. (la pièce) . . . . .	0 05
7	Moutons et chèvres (la pièce) . . . . .	0 05
8	Ruches d'abeilles habitées (la pièce) . . . . .	0 10
14	Ferraille. (les 100 kg.) . . . . .	0 20
15	Cuir et peaux, bruts (les 100 kg.) . . . . .	1 »
16	Viande fraîche (les 100 kg.) . . . . .	0 20
17	Ecorce à tan, brute ou moulue (les 100 kg.) . . . . .	1 »
19	Chiffons (drilles) de coton ou de lin; vieux cordages et câbles (les 100 kg.) . . . . .	1 »
	Tous autres articles exempts.	

(Sig.) BAVIER.

(Sig.) F. CRISPI.

(Sig.) C. CRAMER-FREY.

(Sig.) V. ELLENA.

(Sig.) E. BLUMER.

## Protocole.

Les deux Hautes Parties contractantes ont convenu que des négociations ultérieures seront ouvertes, dans un délai de trois mois au plus tard après l'échange des ratifications du traité de commerce signé en date de ce jour, sur les questions relatives au trafic-frontière et à la contrebande.

Fait, en double expédition, à Rome, le 23 janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf.

(Sig.) BAVIER.

(Sig.) F. CRISPI.

(Sig.) C. CRAMER-FREY.

(Sig.) V. ELLENA.

(Sig.) E. BLUMER.

(1) Le Gouvernement italien se réserve la faculté de fixer le droit de sortie des objets de collection.



### Procès-verbal de clôture.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce, conclu à la date de ce jour, entre la Suisse et l'Italie, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes sont convenus des déclarations suivantes :

#### I. — *En ce qui concerne le Traité de Commerce.*

Ad. art. 8. — Par effet des stipulations contenues dans cet article, il est convenu que toutes les dispositions stipulées dans le protocole final du traité de commerce entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie en date du 23 novembre 1888 (1) et toutes les dispositions stipulées dans le protocole final du traité de commerce entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie du 7 décembre 1887, en vue de faciliter d'un côté des frontières à l'autre le mouvement du bétail mené au pâturage, à l'hivernage ou aux marchés, et du bétail de labour, sont applicables de plein droit au bétail italien introduit en Suisse et au bétail suisse introduit en Italie.

Il est, du reste, entendu que l'obligation prévue au protocole final du traité susmentionné entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie concernant la conclusion d'une Convention spéciale pour les épizooties (ad. art. VI, § 3), ne s'applique pas aux rapports entre la Suisse et l'Italie.

Ad. art. 9. — D'après la demande de MM. les Plénipotentiaires de la Suisse, MM. les Plénipotentiaires d'Italie déclarent que l'Administration italienne des douanes a été engagée à faire des études ayant pour but d'arriver à une diminution des frais actuels de dédouanement des marchandises dans les gares des chemins de fer.

#### II. — *En ce qui concerne le tarif A (Droits à l'entrée en Italie).*

1. Les mousselines pour doublure, identiques aux échantillons présentés par MM. les Plénipotentiaires de la Suisse et annexés au présent procès-verbal de clôture, seront soumises aux droits afférant aux tissus écrus, blanchis et teints.

2. Les mousselines (linon), identiques aux échantillons présentés par MM. les Plénipotentiaires de la Suisse et annexés au présent procès-verbal de clôture, seront soumises aux droits afférant aux tissus respectifs, unis, non façonnés.

3. Les fils retors de coton (cordonnet), identiques aux échantillons présentés par MM. les Plénipotentiaires de la Suisse et annexés au présent procès-verbal de clôture, seront soumis au droit fixé par la position 97 du tarif général des douanes italiennes.

4. Le droit de 10 litres les 100 kilogrammes, inscrit pour les « machines non dénommées » au tarif A (droits à l'entrée en Italie) annexé au présent traité, est applicable exclusivement aux machines classifiées dans la position 226 m du tarif général des douanes italiennes.

#### III. — *En ce qui concerne le tarif B (Droits à l'entrée en Suisse).*

1. Il est entendu que dans les vins en fûts, bouteilles ou cruchons, inscrits au tarif B sous les numéros 252 et 253, ne sont pas compris les vins artificiels dénommés sous les numéros 252 a et 253 a du tarif des péages fédéraux.

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 270.

Les Hautes Parties contractantes choisiront des experts pour étudier et établir d'un commun accord les caractères que les vins doivent présenter pour être admis comme tels par les douanes.

2. Le vermouth titrant jusqu'à 18.5° d'alcool sera considéré comme n'ayant que 18 degrés; au-delà de cette limite, il sera soumis au paiement de la finance de monopole en sus du droit de douane.

Fait, en double expédition, à Rome, le 23 janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf.

(Sig.) BAVIER.

(Sig.) C. CRAMER-FREY.

(Sig.) E. BLUMER.

(Sig.) F. CRISPI.

(Sig.) V. ELLENA.

— Voici le *Message* adressé par le Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui du Traité de Commerce qui précède :

Monsieur le Président et Messieurs,

Dans notre message du 1<sup>er</sup> décembre de l'année dernière (1), concernant les traités de commerce conclus avec l'empire d'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, nous avons déjà donné des renseignements assez détaillés sur la situation politique, commerciale de la Suisse vis-à-vis, non seulement de ces deux Etats voisins, mais encore de l'Italie. En même temps, nous avons aussi mentionné le fait que des négociations étaient déjà engagées avec le Gouvernement de ce dernier Pays en vue d'arriver, si possible, à remplacer par un arrangement définitif le régime provisoire du traitement de la nation la plus favorisée, existant depuis le 1<sup>er</sup> mars 1885.

Les négociations longues et difficiles qui ont eu lieu à Rome et ont duré près de deux mois, négociations que nous avions confiées à MM. le ministre Bavier, le conseiller national Cramer-Frey et le landammann Blumer, ont abouti, le 23 janvier de l'année courante, à la signature du traité que nous vous soumettons aujourd'hui.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1888, les rapports commerciaux entre la Suisse et l'Italie étaient réglés par le traité conclu le 22 mars 1883 et par le protocole signé le 27 novembre de la même année. Ce traité renfermait, outre la garantie du traitement réciproque de la nation la plus favorisée, un certain nombre de dispositions spéciales, puis un tarif conventionnel, peu étendu toutefois, pour l'importation et l'exportation des deux Pays.

Déduction faite de l'or et de l'argent à l'état brut et à l'état monnayé, le trafic des marchandises dans le commerce spécial entre l'Italie et la Suisse s'est élevé, pendant les années 1883, 1886 et 1887, aux chiffres ronds ci-après :

*Exportation de la Suisse en Italie :*

	D'après la statistique suisse :	D'après la statistique italienne :
1885.	60 millions de francs, en valeur.	69 millions de francs, en valeur.
1886.	61   "   "   "	79   "   "   "
1887.	62   "   "   "	63   "   "   "

*Importation d'Italie en Suisse :*

	D'après la statistique suisse :	D'après la statistique italienne :
1885.	100 millions de francs, en valeur.	107 millions de francs, en valeur.
1886.	114   "   "   "	88   "   "   "
1887.	108   "   "   "	88   "   "   "

Le vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie a terminé, peu

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 278.

avant l'ouverture des négociations, un travail qui a été utilisé pendant celles-ci et par lequel il cherche à éclaircir autant que possible les différences qui existent, pour les postes principaux, entre la statistique des deux Pays.

Mais tandis que les divergences entre les données italiennes et les données suisses sont moins importantes en ce qui concerne l'exportation en Italie de produits suisses et s'expliquent facilement par le fait que la statistique italienne attribue à l'importation de Suisse plusieurs millions qui représentent évidemment des marchandises d'origine allemande, belge ou anglaise, les différences concernant l'importation en Suisse de produits italiens ont exigé une enquête approfondie. De cette enquête, résulte à peu près ce qui suit :

D'un côté, la statistique italienne inscrit comme exportation d'Italie en Suisse quelques espèces de marchandises qui ne peuvent absolument pas être d'origine italienne ; tel est le cas, par exemple, pour le coton écri, représenté en l'année 1885, par environ 9 millions de francs et encore en 1887 par plus de 4 1/2 millions de francs ; dans cette même statistique d'exportation figurent des marchandises dont la quantité et la valeur excèdent l'importation totale de la Suisse ; tel est par exemple le cas, en l'année 1886, pour le lin, le chanvre, les étoupes et le jute. Mais, d'un autre côté, la statistique italienne est défectueuse en ce sens qu'elle renferme, dans l'exportation de l'Italie pour d'autres Pays que le nôtre, d'importantes quantités de marchandises qui, en réalité, ont trouvé leur écoulement en Suisse. Nous relevons principalement les points ci-après :

*Vin.* — Selon la statistique italienne, l'importation du vin en Suisse s'est élevée, en 1887, à environ 5 millions de francs, tandis que la statistique suisse indique à peu près 8 millions. Suivant l'opinion concordante d'experts, la différence git dans le fait que la statistique italienne a enregistré comme ayant été exportés en Autriche, en Allemagne et en France, des vins italiens expédiés par le Brenner et le Mont-Cenis et destinés à la Suisse orientale et occidentale.

*Bétail.* — Tandis que, d'après les données de la statistique suisse, les chiffres de l'importation italienne de bétail en Suisse vacillent entre 3 1/2 à 4 1/2 millions de francs dans chacune des 3 à 4 dernières années, les données italiennes n'indiquent que 1 1/4 à 1 1/2 million. Ici également, il est hors de doute que la différence est due à une inexactitude de la statistique italienne, attendu qu'elle indique la France comme pays d'exportation d'une quantité considérable de bétail qui n'a fait que transiter cet Etat en venant d'Italie en Suisse. Les chiffres de notre statistique doivent être les plus exacts par la raison déjà que la Suisse exerce, à l'entrée sur ses frontières, un contrôle vétérinaire assez minutieux, s'étendant aussi à la production des certificats d'origine.

*Soie et filotelle.* — C'est sur ces articles qu'existe la plus forte différence. La statistique italienne indique, comme valeur de l'exportation de chacune des années 1885 à 1887, 43 1/4 jusqu'à 50 millions, tandis que les relevés suisses portent 55 jusqu'à 65 millions, somme qui ne s'écarte pas beaucoup de l'estimation de la valeur par quintal métrique. Suivant des recherches détaillées faites chez des commerçants et des fabricants en vue de découvrir le véritable état de choses, on peut parfaitement admettre que les chiffres de la statistique suisse sont justes. L'explication de la différence doit principalement être cherchée dans la circonstance que la statistique italienne ne porte pas en compte de fortes quantités de soie asiatique que l'Italie laisse entrer en admission temporaire et réexporte à l'état de produit partiellement confectionné. Par suite surtout de l'introduction de la loi sur le travail dans les fabriques, et en raison aussi d'autres conditions plus favorables sous lesquelles travaille la retorderie italienne, l'industrie suisse de la retorderie de la soie a dû abandonner à cette dernière une part très importante du terrain qu'elle occupait autrefois. Il n'est par conséquent pas admissible que la statistique italienne relative à l'exportation en Suisse laisse simplement de côté un poste considérable de marchandises dont la matière première est, il est vrai, d'origine étrangère, mais a été l'objet d'un travail de perfectionnement dans le pays d'exportation.

Il résulte incontestablement de ce qui précède que les chiffres de la statisti-





Fruits du midi.....	780	410	820
Châtaignes.....	300	300	350
Raisins, frais.....	1.000	860	720
Racines et baies.....	320	285	455
Œufs.....	1.050	680	870
Volaille, charcuterie, gibier, poisson....	1.880	1.580	1.570
Pâtes.....	160	140	140
Ouvrages en bois.....	120	130	185
Confections en soie et mi-soie.....	330	240	180
Tissus de soie, mi-soie, laine, lin, coton..	1.100	1.200	1.200
Marbre et albâtre.....	105	100	105

Si nous voulons, sur la base des tableaux qui précèdent, exposer plus clairement encore l'importance économique du trafic commercial actuel entre la Suisse et l'Italie, en séparant les articles en quelques groupes principaux, nous arrivons aux chiffres suivants :

	Exportation de Suisse	Importation en Suisse
Valeurs en francs :		
Matières premières et produits mi-fabriqués..	8 millions	65 millions
Produits industriels.....	38 »	15 »
Denrées alimentaires.....	14 »	21 »

Les explications qui précèdent, appuyées sur des chiffres, indiquent déjà, jusqu'à un certain point, la direction dans laquelle les efforts des deux Parties contractantes devaient porter, dès le début des négociations. Nous ajoutons, pour ne rien omettre, que les matériaux statistiques, qui étaient à la disposition du Conseil fédéral et de ses délégués, ont été considérablement enrichis et rendus utiles pour les négociations, par les enquêtes préparatoires consignées dans des préavis détaillés du vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, du « Gewerbeverein » suisse et de quelques Sociétés d'agriculture.

Les nouveaux tarifs généraux des deux Pays et les tarifs conventionnels actuellement en vigueur entre chacun d'eux et d'autres Etats, ayant été adoptés comme base des négociations, il s'agissait, pour l'une et l'autre des Parties contractantes, non seulement d'obtenir la clause de la nation la plus favorisée, mais encore de s'assurer dans la plus large mesure possible, par un tarif conventionnel spécial, des facilités pour son propre commerce d'exportation.

C'est peut-être ici le lieu de mentionner que, dès le début des négociations, la question de se concéder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée a été considérée comme pouvant être résolue affirmativement. Nous indiquons ce fait, parce qu'à différentes reprises déjà l'opinion a été exprimée en Suisse, principalement dans les sphères agraires, que, lors de la conclusion des traités de commerce, certains articles de l'importation en Suisse, que l'on pourrait facilement refouler au moyen de droits élevés, devraient être exclus du régime de faveur. De semblables idées avaient également surgi ces derniers temps dans les cercles agraires italiens ; ceux-ci auraient désiré que, lors de la conclusion du Traité qui nous occupe, on n'eût, par exemple, concédé à la Suisse qu'un droit, celui pour les fromages, droit qui aurait été supérieur de quelques francs à celui fixé par le tarif conventionnel austro-italien.

Nous envisageons que le projet d'un régime de faveur simplement partiel n'est, en principe, pas conciliable avec la conclusion de traités de commerce, et qu'il n'est pratique et exécutable qu'à titre exceptionnel, comme pis-aller, ou à l'égard du trafic frontière pour l'une et l'autre des spécialités de l'un ou de l'autre des Pays voisins, ainsi que cela est stipulé, par exemple, dans le nouveau Traité austro-italien.

Quant aux Tarifs conventionnels à conclure, les efforts des délégués italiens ont d'abord tendu à circonscrire, autant que possible, l'exportation suisse dans la limite qui avait été tracée par le traité de commerce de 1883. Les arguments

avancés à ce sujet consistaient à dire que, par principe, l'Italie ne pouvait ni modifier, ni même lier vis-à-vis de la Suisse ou d'un autre petit Etat, les droits d'entrée sur les articles des grosses branches d'industrie, comme les marchandises en coton, les machines, etc., — que l'Italie devait tenir compte du fait que si elle donnait satisfaction à maintes demandes suisses, ses concessions profiteraient à d'autres pays étrangers dans une bien plus grande mesure qu'à la Suisse elle-même, et qu'il en résulterait pour le fisc italien une perte considérable dans les recettes douanières. En revanche, l'Italie se déclarait prête à établir également dans le Tarif conventionnel pour l'exportation des produits italiens en Suisse, une limite plus étroite et correspondant à celle fixée pour l'exportation suisse en Italie.

Nous avons dû persister dans l'opinion complètement opposée à celle de l'Italie, lors même que ce pays se montrait disposé à élargir l'ancien Traité en consentant des réductions pour un plus grand nombre d'autres articles moins importants, mais ayant cependant une certaine valeur pour l'exportation suisse.

Nous ne pouvions accepter l'argument de principe des délégués italiens, eu égard au chiffre considérable de l'exportation italienne en Suisse. Depuis la conclusion du Traité de 1883, la situation s'est d'ailleurs beaucoup modifiée à notre désavantage. Les droits d'entrée italiens ont été récemment augmentés ; le nouveau Traité austro-italien laisse, de plus, en dehors du Tarif conventionnel, quelques espèces de marchandises importantes pour nous, de sorte que ce Traité a affaibli dans une assez forte mesure l'effet qu'avait pour la Suisse la clause de la nation la plus favorisée. Enfin et chose principale, par suite de la non-réussite du Traité entre la France et l'Italie, la Suisse a perdu les avantages dont elle avait joui, sous l'empire de l'ancien Traité franco-suisse et en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, pour l'exportation en Italie de diverses catégories importantes de marchandises, telles que les articles de coton, les soieries, les machines, etc.

C'est pour ces raisons que le Traité que nous vous soumettons renferme des Tarifs conventionnels assez étendus, avec réductions et consolidations de droits, tant pour l'exportation dans les deux Pays que pour l'importation.

Les concessions obtenues et accordées sont indiquées séparément dans les tableaux A (I et II) et B (I et II) qui suivent ; nous inscrivons en regard des droits des Tarifs généraux actuellement en vigueur, ceux des Tarifs conventionnels, ainsi que la valeur de l'importation ou de l'exportation de chaque article. Nous ajoutons en outre des observations ou explications aux endroits où cela nous paraît nécessaire.

(Nous n'avons pas jugé utile de reproduire ces tableaux.)

Résumons maintenant les concessions indiquées en détail dans les tableaux A (I et II) et B (I et II), qui précèdent, et expliquons-en la portée au moyen de la valeur de l'importation et de l'exportation.

La Suisse a obtenu les concessions suivantes pour l'exportation de ses produits en Italie :

Statistique suisse 1887.

1. Réductions de droits pour une valeur d'exportation de .....	environ 25	millions de francs.
2. Consolidations (y compris les montres) pour une valeur d'exportation de .....	» 18	» »

Les consolidations se rapportent pour environ 1/2 million de francs à des droits conventionnels stipulés par l'Italie avec d'autres Etats ; le reste se rapporte à des droits généraux italiens.

La Suisse a, en revanche, consenti pour l'importation de produits italiens sur son territoire :

1. Des réductions de droits applicables à une valeur d'importation de.....	environ	4 1/2 millions de francs.
Non compris la soie écrue, moulignée; mais en comprenant cet article, la valeur sus-indiquée de l'importation s'élève à....	»	65        »        »
2. Consolidations pour une valeur d'importation de.....	»	15        »        »

Les consolidations se rapportent pour un peu plus de 10 millions de francs à des droits conventionnels stipulés par la Suisse avec d'autres Etats; le reste se rapporte à des droits généraux suisses.

En ce qui regarde les tarifs douaniers des deux Parties contractantes, il nous reste simplement à ajouter que par le Traité, les droits de sortie de l'un comme de l'autre Etat, actuellement en vigueur, ont été liés et qu'ils ne peuvent donc pas être augmentés pendant la durée du Traité.

Quelques modifications assez importantes ont été apportées au texte du Traité de 1883.

Les anciennes dispositions relatives aux impôts cantonaux sur les boissons ont été supprimées.

En revanche, l'article 5 stipule la réserve nécessaire pour garantir à l'un ou à l'autre Etat les monopoles existants ou qui pourront être créés à l'avenir. En Suisse, cette disposition s'applique principalement au monopole de l'alcool.

L'article 8 et l'explication y relative insérée au Procès-verbal de clôture, établissent, pour le mouvement du bétail dans les districts frontières des deux Pays, des facilités analogues à celles qui sont fixées par les nouveaux Traités de commerce austro-suisse et austro-italien. Toutefois, l'obligation inscrite dans ce dernier Traité de conclure une Convention spéciale pour les épizooties n'a pas été introduite dans le Traité italo-suisse.

Par l'article 11, l'Italie s'engage à admettre en franchise de tout droit d'entrée et de sortie (admission temporaire), les toiles écruës de coton introduites de la Suisse en Italie pour être imprimées et réexportées.

Si, pour le moment peut-être, on ne peut encore attribuer une grande portée matérielle à cette disposition, celle-ci gagnera cependant en importance avec le temps, lorsque l'industrie italienne de l'impression sur étoffes sera plus développée.

Par l'article 13, le régime auquel sont soumis les voyageurs de commerce est réglé d'une manière plus favorable pour la Suisse que ce n'était le cas auparavant. En effet, le Traité renferme, comme celui récemment conclu avec l'Autriche-Hongrie, le principe que les voyageurs de l'autre Pays n'auront droit, dans aucun cas, à des faveurs dont ne jouiraient pas les nationaux.

Dans l'article 17, la durée du Traité et le délai de dénonciation sont stipulés de la même manière que dans le nouveau Traité austro-suisse.

Par convention entre les Etats italiens et les Compagnies de chemins de fer, ces dernières sont exclusivement autorisées à procéder au dédouanement des marchandises dans les gares tant à la frontière qu'à l'intérieur du pays. Or, au moment de l'introduction du nouveau tarif de marchandises conclu entre la Suisse et l'Italie, les compagnies italiennes de chemins de fer ont élevé d'une façon tout à fait anormale les frais des formalités de douane. Ce surcroît de charges est d'autant plus sensible que, suivant une prescription du Gouvernement italien, certaines marchandises ne doivent être dédouanées que dans les bureaux des péages à l'intérieur du pays; il a été constaté que, dans de tels cas, les frais prélevés pour le traitement en douane se montaient jusqu'à 11 0/0 du droit brut sur des marchandises soumises à des taxes assez fortes.

Dans le but de remédier à cet inconvénient, les Plénipotentiaires d'Italie ont donné, dans le Procès-verbal de clôture, ad article 9, la promesse que la demande faite par la Suisse de diminuer les frais des formalités de douane dans



les gares de chemins de fer, sera examinée par l'Administration italienne des douanes.

Dans le cours des négociations, les Plénipotentiaires suisses ont, en outre, soumis à leurs collègues italiens un certain nombre de vœux et réclamations formulés par des intéressés suisses, et se rapportant surtout aux modalités de dédouanement à l'importation en Italie.

Le mémoire suisse relatif à cette question a reçu sa réponse par un contre-mémoire qui n'est pas mentionné dans le Traité; nous en extrayons, à l'intention des intéressés suisses, les renseignements suivants :

*1. En ce qui concerne le dédouanement des soieries façonnées.*

En conformité de la disposition spéciale renfermée dans le répertoire du Tarif douanier (décret royal du 27 août 1888), l'Administration italienne des douanes ne traite comme « operati » que les tissus fabriqués au métier Jacquard.

*2. En ce qui concerne les certificats d'origine.*

La demande suisse tendant à ce que des marchandises étrangères, lorsqu'elles traversent la Suisse en libre trafic, soient admises en Italie avec des certificats d'origine établis par des autorités suisses, est encore à l'étude. Sur ce point, on a l'opinion qu'il ne pourrait s'agir que de marchandises provenant des Pays avec lesquels l'Italie a conclu des Traités.

D'autres demandes suisses tendaient à l'abrogation de la prescription d'après laquelle les fonctionnaires douaniers italiens doivent refuser les certificats d'origine qui ne portent pas la même date que les papiers d'expédition accompagnant les marchandises; ces demandes sont devenues sans objet, la prescription dont il s'agit ayant été rapportée il y a un certain temps.

*3. En ce qui concerne les retards dans l'expédition des marchandises, occasionnés par l'inaccessibilité des locaux de la douane à Côme.*

Les inconvénients signalés seront prochainement levés, attendu que les crédits pour l'agrandissement des locaux de la douane de Côme sont déjà accordés.

Enfin, nous devons citer le fait que dans le cours des négociations, différentes demandes ont été formulées par la Suisse relativement à des facilités à accorder pour le trafic frontière, et par l'Italie en ce qui concerne des mesures à prendre contre la contrebande. Les demandes suisses se rapportaient principalement aux produits d'origine tessinoise, tels que la chaux, le ciment, les tuiles, les chapeaux de paille, etc. Comme l'examen préliminaire des demandes faites par les deux parties exige un temps assez long, cet examen a été réservé à d'ultérieures négociations.

Les tableaux et remarques qui précèdent devraient suffire complètement pour permettre d'apprécier le Traité. Toutefois, nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter encore quelques mots.

On ne peut guère supposer que par suite des concessions accordées par l'Italie, — réductions et consolidations de droits de son Tarif douanier, — le chiffre moyen de l'exportation suisse des années 1885 à 1887 soit garanti pour les années prochaines. En effet, si on jette un regard sur les données, publiées jusqu'à aujourd'hui, de la statistique pour l'année 1888, on reconnaît de suite que, abstraction faite des droits, d'autres facteurs très importants contribueront à réduire, dans les exercices prochains, les chiffres de l'importation totale de l'Italie et par conséquent aussi ceux de l'importation lui venant de Suisse. La forte diminution survenue l'année dernière dans l'exportation suisse en Italie ne peut être attribuée qu'en partie au surcroît d'importation qui avait précédé l'entrée en vigueur du nouveau Tarif majoré; elle ne peut être mise qu'en partie également à la charge des droits surélevés, attendu que leur effet, quant



à une augmentation de la production interne de l'Italie par la création de nouvelles fabriques ou une extension donnée à celles qui existent actuellement, ne peut se produire que graduellement.

En outre, — en ne tenant pas compte des montres et des fromages, — la plupart des réductions de droits obtenues par la Suisse ne sont pas non plus tellement fortes qu'il puisse en résulter d'autre effet qu'un arrêt quelconque de la rapide extension des branches respectives d'industries italiennes.

D'un autre côté, les concessions faites par la Suisse à l'Italie sont profitables pour les finances fédérales et pour la production nationale. Leur principale valeur pour l'Italie réside dans la consolidation des droits du Tarif suisse, que nous avons déjà convenus avec d'autres Etats. Abstraction faite de la soie écrue, les réductions se rapportent presque exclusivement aux denrées alimentaires et ne sont, à quelques exceptions près, que de nature fiscale. Ne rentre pas dans cette dernière catégorie, mais est plutôt à considérer comme chose essentielle, la petite réduction que nous avons consentie sur les soies écrues, moulinées, qui forment à peu près les deux tiers de l'exportation totale de l'Italie en Suisse.

Tout bien pesé, nous recommandons à votre adoption le Traité ci-annexé. Il rétablit, dans les rapports commerciaux entre les deux Pays, une plus grande stabilité que celle qui existait sous l'empire de la situation provisoire actuelle, durant depuis plus d'une année; il protège les intérêts suisses mieux que ne pourrait le faire un régime ne reposant sur aucune convention ou même une guerre de tarifs avec ses dommages réciproques, et il met obstacle, d'une manière générale, à une interruption des relations amicales avec un Pays voisin. Il n'est, d'ailleurs, nullement impossible que pendant la durée du Traité, la guerre de tarifs entre l'Italie et la France ne fasse place à un arrangement reposant sur des concessions réciproques, arrangement qui, par suite de la clause de la nation la plus favorisée, procurerait encore à la Suisse d'autres avantages en faveur de son exportation en Italie. Le Traité que nous vous soumettons constitue le dernier anneau de la chaîne formée par les arrangements de politique commerciale que la Suisse a conclus avec trois Etats voisins, et par lesquels elle a, sans contredit, amélioré sa position commerciale vis-à-vis de l'étranger.

Nous avons exprimé nos plus vifs remerciements à nos Délégués qui ont, dans des conditions très difficiles, consacré toutes leurs forces et tout leur temps aux négociations.

Pour terminer, nous vous proposons de ratifier le Traité en adoptant le Projet d'arrêté ci-après.

Nous saisissons en même temps cette occasion pour vous renouveler, monsieur le Président et messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Berne, le 5 mars 1889.

## FRANCE — ROUMANIE

### Convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce.

(12 avril 1889) (1)

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi de Roumanie, également animés du désir d'assurer une protection efficace à la propriété des marques de fabrique ou de commerce des nationaux respectifs,

(1) *Journal officiel de la République française*, du 13 août 1889.

ont résolu de conclure à cet effet une convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Gustave-Louis de Coutouly, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Bucarest, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.,

Et Sa Majesté le roi de Roumanie :

M. Alexandre Lahovari, grand officier de l'ordre de l'Etoile-de-Roumanie, etc., ministre, secrétaire d'Etat au département des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et en due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les Français en Roumanie et les sujets Roumains en France jouiront de la même protection que les nationaux en ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce, à savoir les divers signes qui servent à distinguer les produits d'une industrie ou d'un commerce, tels que le nom sous une forme spéciale, les noms commerciaux (*denumirile*), les empreintes, timbres, cachets, reliefs, vignettes, chiffres, enveloppes et autres semblables.

Art. 2. — Pour assurer à leurs marques la protection garantie par l'article précédent les ressortissants de l'un et l'autre Etat devront remplir les conditions et formalités prescrites par les lois et règlements de l'autre.

Art. 3. — Les marques de fabrique ou de commerce auxquelles s'applique la présente convention sont celles qui, dans les deux pays, sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque française doit être appréciée en Roumanie d'après la loi française, de même que le caractère d'une marque roumaine doit être jugé en France d'après la loi roumaine.

Il est toutefois entendu que chacun des deux Etats se réserve le droit de refuser le dépôt et d'interdire l'usage de toute marque qui serait, par sa nature, contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs dans l'Etat où le dépôt en aurait été demandé ou effectué.

Art. 4. — En ce qui concerne les raisons sociales ou de commerce (*firme*), les ressortissants de chacun des deux Etats jouiront également dans l'autre de la même protection que les nationaux à condition d'en faire le dépôt prévu par leurs lois respectives. En France, le dépôt des raisons sociales roumaines sera, s'il est nécessaire, fait au greffe du tribunal de commerce de la Seine, et réciproquement en Roumanie, le dépôt des raisons sociales ou de commerce françaises sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Bucarest.

Art. 5. — Le dépôt étant déclaratif et non attributif de propriété, la contrefaçon ou l'usurpation qui serait faite d'une marque de fabrique, de commerce ou d'une raison sociale avant que le dépôt en eût été opéré conformément aux dispositions des articles 2 et 4, n'infirme pas les droits du propriétaire des dites marques contre les auteurs de cette contrefaçon ou de cette usurpation.

Toutefois ces droits n'impliquent pas pour lui la faculté de requérir des dommages-intérêts, en raison de l'usage fait des contrefaçons ou usurpations antérieurement au dépôt.

Art. 6. — Aussitôt que la protection des modèles et des dessins industriels sera réglée en Roumanie, par une loi, les Hautes Parties contractantes s'entendront pour garantir cette protection aux ressortissants de chacun des deux Etats sur le territoire de l'autre.

Art. 7. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Bucarest aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur trois semaines après l'échange des ratifications, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la dénonciation faite par l'une ou l'autre des parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition à Bucarest le 12 avril/31 mars 1889.

L. S. (*Signé*) : de COUTOULY.

L. S. (*Signé*) : LAHOVARL.

— Voici l'exposé des motifs soumis aux Chambres par le Gouvernement français pour obtenir l'approbation de la Convention qui précède :

Messieurs,

Actuellement nos marques de fabrique ou de commerce et nos noms commerciaux sont dépourvus, en Roumanie, de toute protection conventionnelle ; il en résulte pour notre industrie un sérieux préjudice, de nombreux produits étrangers se vendant dans ce pays sous des marques françaises contrefaites.

Depuis longtemps, nous nous préoccupons de cet état de choses. Pour y mettre fin, des négociations ont été engagées dès le mois de mars 1885 ; elles ont abouti, le 12 avril dernier, à la conclusion de la convention que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

Les dispositions de cet arrangement ne nécessitent que de courtes explications, car elles ne s'écartent, sur aucun point important, de celles que renferment nos conventions de même nature avec les autres pays.

D'après les articles 1 à 4, les nationaux respectifs ont droit au traitement national en matière de marques de commerce ou de fabrique et de noms commerciaux, pourvu qu'ils remplissent les conditions et formalités prescrites par les lois et règlements de l'autre pays.

Afin d'assurer intégralement à nos produits le bénéfice de la législation roumaine, l'article 1<sup>er</sup> en reproduit les termes et vise expressément les divers signes qu'elle considère comme servant à distinguer les produits d'une industrie ou d'un commerce, tels que le nom sous une forme spéciale, les noms commerciaux, les empreintes, timbres, cachets, reliefs, vignettes, chiffres, enveloppes et autres semblables.

L'article 3 spécifie, d'ailleurs, que le caractère d'une marque française doit être apprécié en Roumanie d'après la loi française. Les seules marques dont le dépôt pourrait être refusé ou l'usage interdit, sont celles qui seraient par leur nature contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs dans l'Etat où le dépôt en aurait été demandé ou effectué. Cette restriction a été jugée nécessaire par la Roumanie, sa législation ne permettant pas d'intenter des poursuites pour cause de publication et de colportage de dessins contraires à l'ordre et aux bonnes mœurs.

En ce qui concerne les raisons sociales ou de commerce françaises, l'article 4 porte que, conformément à la loi roumaine, le dépôt en sera effectué au greffe de Bucarest.

Dans l'article 5, nous avons stipulé que la contrefaçon qui serait faite d'une marque, avant que le dépôt en eût été opéré conformément aux dispositions des articles 2 et 4, n'infirmerait pas les droits du propriétaire des dites marques contre les auteurs de cette contrefaçon. A ce principe, une seule restric-



tion a été admise, à savoir que des dommages-intérêts ne pourraient pas être réclamés en raison de l'usage fait des contrefaçons antérieurement au dépôt. La continuation de l'usage des contrefaçons après le dépôt donnerait, au contraire, ouverture à une action en dommages-intérêts.

L'article 6 prévoit la conclusion d'une convention spéciale pour la protection des modèles et dessins industriels, aussitôt qu'il aura été fait une loi en Roumanie sur cette matière.

Enfin, l'article 7 porte que la convention entrera en vigueur trois semaines après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la dénonciation faite par l'une ou l'autre partie contractante. Sa durée, conformément au vœu exprimé par les Chambres françaises en ce qui concerne les arrangements de cette nature, est entièrement indépendante de celle de l'arrangement commercial provisoire existant entre la France et la Roumanie.

Tels sont, messieurs, les éclaircissements que nous a paru comporter l'acte international ci-annexé. Nous ajouterons seulement que les commerçants roumains n'important en France que peu de produits revêtus de leurs marques, le cabinet de Bucarest a vu surtout dans cette convention la reconnaissance d'un principe de probité internationale.

: La Chambre roumaine vient de l'approuver à l'unanimité.

Nous espérons que, de votre côté, vous voudrez bien, messieurs, donner votre approbation à l'arrangement ci-joint, et autoriser, le plus tôt qu'il sera possible, le Président de la République à le ratifier.

— M. Philipon, député, a présenté le rapport suivant au nom de la Commission chargée d'examiner la Convention :

La Convention soumise à votre approbation a pour but de soustraire à la contrefaçon, en Roumanie, nos marques de fabrique ou de commerce et nos noms commerciaux, qui jusqu'à ce jour ont été dépourvus de toute protection, dans ce pays, au grand détriment de nos industriels et de nos commerçants. Du jour où elle sera devenue exécutoire, les Français en Roumanie et les Roumains en France jouiront de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce et les raisons commerciales (art. 1<sup>er</sup>), à la condition de remplir les formalités prescrites par les lois et règlements du pays où la protection est réclamée.

Quant aux litiges que pourraient soulever les questions de propriété des marques et aussi, bien que la convention ne le dise pas, celles de propriété des noms commerciaux, ils seront jugés en Roumanie d'après la loi française et réciproquement (Argument tiré du rapprochement des art. 3 et 4).

L'article 4 prévoit le jour prochain, sans doute, où par suite d'une réforme très désirable, la propriété du nom commercial et de la raison de commerce sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

L'article 5 n'est qu'un paragraphe de ce principe posé dans la loi de 1857 sur les marques de fabrique ou de commerce, qu'en matière de marques, le dépôt est déclaratif et non attributif de propriété. Il va de soi, dès lors, que le fait de contrefaire une marque de fabrique non déposée ne saurait donner au contrefacteur la propriété de cette marque. Mais comme, d'autre part, en l'absence de dépôt signalant aux tiers le droit privatif portant sur cette marque, le contrefacteur a pu agir de bonne foi, notre article dispose avec raison que les contrefaçons commises antérieurement au dépôt ne pourront donner ouverture à aucune action en dommages-intérêts.

L'art. 6 a, pour nos industriels, une très grande importance puisqu'il stipule que le jour où la Roumanie aura fait une loi sur les modèles et dessins industriels, les Hautes Parties contractantes devront s'entendre pour garantir cette protection aux ressortissants de chacun des deux Etats sur le territoire de l'autre.



Il serait fort à désirer qu'un engagement semblable soit pris en ce qui concerne les brevets d'invention.

L'article 7 est relatif à l'échange des ratifications qui aura lieu le plus tôt possible à Bucarest et aux conditions de dénonciation de la convention qui vous est soumise.

Sur ce dernier point, il faut féliciter le Gouvernement d'avoir rendu la durée de cette convention indépendante de celle du *modus vivendi* commercial qui nous lie provisoirement à la Roumanie. En cela, il a fait droit à un vœu souvent exprimé par l'industrie française.

Telle est, esquissée à grands traits, la convention passée entre la France et la Roumanie pour la garantie des marques de fabrique et de commerce. Elle améliore très sensiblement la situation de nos industriels en Roumanie et fait honneur aux sentiments de loyauté et de probité qui animent les deux Parties contractantes.

## BELGIQUE — SUISSE

### Convention sur l'assistance judiciaire devant les tribunaux (bénéfice du pauvre).

(9 septembre 1889)

Article 1<sup>er</sup>. — Les Suisses jouiront en Belgique, et les ressortissants belges jouiront en Suisse de l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre) dans tous les cas où cette assistance serait accordée aux nationaux eux-mêmes, en se conformant aux lois qui sont ou seront en vigueur dans le pays où l'assistance sera réclamée.

Art. 2. — Dans tous les cas, le certificat d'indigence devra être délivré à l'étranger qui demande l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre) par les autorités de sa résidence habituelle.

Si l'étranger ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Par contre, lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. — Les Suisses admis en Belgique, ainsi que les ressortissants belges admis en Suisse à l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre), y seront dispensés de plein droit de tout cautionnement ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut, en vertu de la législation en vigueur dans le pays où l'action sera introduite, être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux.

Art. 4. — La présente convention restera en vigueur pendant cinq années.

Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à demeurer en force jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Art. 5. — La présente convention sera soumise à la ratification des autorités compétentes, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications en seront échangées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berne, le 9 septembre 1886.

(L. S.) (Sig.) L. RUCHONNET.

(L. S.) (Sig.) Maurice DELFOSSE.

— Message du conseil fédéral à l'assemblée fédérale au sujet de la convention avec la Belgique sur l'assistance judiciaire.

Monsieur le Président et Messieurs,

Des ressortissants suisses domiciliés en Belgique, appelés à y faire valoir leurs droits en justice, se sont vu refuser ces derniers temps la faculté de plaider au bénéfice du pauvre, par le motif qu'il n'existe pas, entre la Suisse et la Belgique, de convention sur l'assistance judiciaire. Cette circonstance engagea notre consul général à Bruxelles, M. le professeur Rivier, qui était alors gérant de ce consulat, à nous demander s'il ne serait pas utile pour la Suisse de conclure avec la Belgique une convention sur la matière, comme nous en avons déjà avec l'Autriche-Hongrie et avec l'Italie, et comme en a la Belgique avec l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, la Roumanie.

Nous ne pouvions qu'applaudir à cette idée de mettre par la voie d'une convention diplomatique les indigents suisses domiciliés en Belgique au bénéfice de l'assistance gratuite devant les tribunaux, et cela d'autant plus que, — nous le savions, — les autorités belges compétentes n'eussent en aucun cas considéré de simples promesses de réciprocité échangées entre les gouvernements respectifs comme équivalant à un traité. Aussi n'avons-nous pas hésité à faire savoir au gouvernement belge que nous étions disposés à entamer des négociations à l'effet de conclure avec lui une convention semblable à celle que la Suisse a conclue le 8 janvier 1884 avec l'Autriche-Hongrie sur le bénéfice du pauvre devant les tribunaux.

Le gouvernement belge accueillit favorablement notre proposition et s'empressa de nantir sa légation en Suisse des instructions nécessaires, sur quoi les plénipotentiaires respectifs ont conclu à Berne le 9 septembre 1886, sous réserve de la ratification des autorités législatives, la convention que nous vous soumettons par le présent message.

Cette convention est pour ainsi dire textuellement conforme dans sa teneur à celle de la Suisse avec l'Autriche-Hongrie du 8 janvier 1884 (Rec. off. nouv. série, VII. 447). Nous pouvons dès lors nous dispenser d'entrer dans de nouveaux développements dans ses diverses dispositions. La seule modification digne de remarque consiste en ceci que le préambule de la convention actuelle ne parle pas des causes pénales, l'assistance judiciaire, telle que la connaît la législation belge, étant étrangère aux causes de nature exclusivement pénale. Mentionnons aussi que, sur la proposition de la légation belge, nous avons remplacé partout dans le texte original français les mots « bénéfice du pauvre » par ceux usités en Belgique de « assistance judiciaire », auxquels les premiers ont été ajoutés entre parenthèses.

En terminant, nous vous proposons d'accorder, par l'adoption du projet d'arrêté ci-après, votre approbation à la présente convention, qui a déjà été ratifiée par le gouvernement belge.

Agréez, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 23 novembre 1886.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

ALLEMAGNE — ÉTATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

---

## LES AFFAIRES DE SAMOA

*Suite* (1).

---

**Rapport du Commissaire spécial Allemand (Consul général Travers) au Prince de Bismarck, sur les affaires de Samoa (communiqué au marquis de Salisbury par le baron Plessez, le 14 février 1887).**

Apia, 8 décembre 1886.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence le rapport suivant, résultat de mes études et de mes observations pendant un séjour de quatre mois aux Samoa.

La plus grosse part des intérêts étrangers aux Samoa est manifestement aux mains des Allemands.

Au moment où vous entrez dans le port d'Apia, vos yeux s'arrêtent sur les grands magasins et les établissements des maisons allemandes de H. N. Rüge et C<sup>ie</sup>, de la C<sup>ie</sup> allemande de commerce et de plantation, surtout les chantiers à laver la laine et à travailler les fibres de coco à la vapeur, les immenses dépôts, et, à côté, la longue file de maisons occupées par les employés de la Compagnie, tandis que vous apercevez visiblement, sur les collines vertes qui descendent tout près du port, les vastes plantations allemandes de Vaihle, Motootua, Vaihle, et surtout la plantation de café d'Utumapu qui domine toutes les autres.

La position et l'importance de cette Compagnie éclatent encore davantage à Apia même. Qui connaît l'endroit reconnaîtra sur trois étrangers qu'il rencontre, un employé de la Compagnie ou, sinon, une personne qui a été précédemment à son service et qui lui doit ses moyens de subsistance, ou qui, du moins, dépend d'elle pour ses relations d'affaires. Les Samoans eux-mêmes, et, en vérité, tous ceux qui sont aux Samoa, n'ont qu'une façon de désigner la Compagnie : « la vieille maison ». Les indigènes ne la connaissent pas autrement.

Des 210 étrangers qui habitent à Apia (sans compter les membres

(1) V. plus haut, p. 19-40, le Rapport adressé par le haut Commissaire anglais.

dépendant du chef de famille), 90 sont allemands. Si nous ajoutons les nationalités de langue allemande qui n'ont pas de consuls propres (Suisse, Danois, Suédois, etc.), l'élément allemand comprend plus de la moitié des étrangers, et est bien supérieur à l'élément anglais (33) et à l'élément américain (24) réunis.

La Compagnie allemande de commerce et de plantation peut montrer aussi une population étrangère de travailleurs de couleur se montant à environ 1,000 âmes.

Le commerce des maisons anglaises aux Samoa	
représentait en 1885 un chiffre de. . . . .	490.000 dollars.
Celui des Américains . . . . .	123.000
Celui de la Nouvelle-Galles du Sud et de la	
Nouvelle-Zélande. . . . .	48.000
Total . . . . .	261.000

Tandis que le commerce des maisons allemandes avec le groupe des Samoa seul représente la somme de 576.413 dollars, c'est-à-dire bien plus du double du total de tout le reste du commerce étranger aux Samoa; et, si nous comptons le commerce des maisons allemandes d'Apia avec les autres îles de la Mer du Sud, l'Allemagne présente un chiffre total de 1.005.175 dollars, c'est-à-dire presque cinq fois le total du reste du commerce étranger.

En ce qui concerne le commerce de la Nouvelle Zélande avec le groupe des Samoa, dont les gens de la colonie essaient de faire une si grosse affaire, son commerce n'est pas le vingtième du commerce allemand au seul groupe des Samoa.

Quant à la statistique de la navigation, sur les 24 bâtiments de la flotte marchande étrangère des Samoa, d'un total de 1.675 tonnes anglaises, 21 bâtiments, représentant 1.519 tonnes anglaises, appartiennent à l'Allemagne.

De 225 entrées de vaisseaux dans les ports de Samoa (avec un tonnage de 22.000 tonnes anglaises) en 1885, 187 (avec un tonnage de 14.588 tonnes anglaises) sont au compte de l'Allemagne. Si nous regardons les vaisseaux uniquement occupés au commerce avec les Samoa, l'Angleterre n'a que 21 entrées (1.423 tonnes anglaises), tandis que 161 entrées (14.146 tonnes anglaises) reviennent à l'Allemagne, c'est-à-dire que celle-ci a huit fois autant d'entrées et dix fois le tonnage.

La superficie totale des terres allemandes aux Samoa est de 135.137 acres anglais, ou environ 211.000 milles carrés anglais. La superficie totale du reste des terres étrangères, comprenant les terres anglaises et américaines, est moins de 80,000 acres (ou 125,000 milles carrés). Des terres allemandes, 7,985 ou, en chiffres ronds, 8,000 acres (ou, en chiffres ronds, 12,672 acres prussiens) sont cultivés, c'est-à-dire plantés sous la surveillance d'inspecteurs de plantations par des travailleurs (environ 1,000 en moyenne) régulièrement employés, d'après les principes du travail de la plantation organisée. En face des 8,000 acres de l'Allemagne, nous trouvons 1,300 à 1,400 acres de terres cultivées, aux mains des Anglais et des Américains. En donnant à ces dernières terres le nom de terres cultivées, on entend seulement qu'elles ont été depuis des années plantées de cocotiers et d'arbres utiles du pays. D'autre part, elles ne sont pas cultivées par des travailleurs réguliers, et sont généralement négligées. Les Allemands seuls font la véritable plantation aux Samoa.



La maison anglaise de Mc Arthur et C<sup>ie</sup> a, à la vérité, installé cette année une petite plantation à Magia, mais même là, on ne peut pas dire qu'il y ait jusqu'ici de véritable culture.

Si grands que puissent être les avantages naturels du pays, ils sont contrebalancés par le mauvais état de son gouvernement. Chacun aux Samoa admet que l'état politique actuel ne peut durer, et que l'anarchie qui triomphe maintenant ne peut prendre fin que par l'intervention des Puissances.

Une réforme du présent ordre de choses est rendue nécessaire par le simple fait qu'il n'y a eu aucun gouvernement légalement constitué depuis la séparation des Tumuas et la création d'un royaume indépendant sous Tamasese. Les points suivants pourront être pris pour guides dans les réformes qui sont réclamées aux Samoa.

1. Les Samoans devraient se borner au règlement de leurs affaires intérieures.

2. Il faut veiller à ce que le nouveau gouvernement soit composé d'éléments homogènes, ait la plus grande liberté d'action possible, et, devant le pays déchiré en factions, devant le peuple si porté à l'intrigue, paraisse un organisme uni, assez fort pour se maintenir contre les attaques étrangères, et soutenu par une seule Puissance.

Les regrettables incidents qui se sont si souvent produits dans les réunions de la Municipalité ne devront plus reparaitre sous la nouvelle administration. On ne peut acunement songer à un triumvirat de consuls ou au gouvernement du pays par une Commission internationale.

3. Le nouvel état de choses qui sera établi aux Samoa devra être durable ; l'accord des Puissances devra être définitif et exécutoire.

Une limitation dans le temps du nouveau système de gouvernement imprimerait à celui-ci un caractère de faiblesse. Les nationaux mécontents, aussi bien que les indigènes, regarderaient vers la fin de la période fixée pour réaliser leurs plans de renversement de l'ordre de choses établi, en faisant, néanmoins, tous leurs efforts pour apporter des entraves au fonctionnement du gouvernement, pendant que celui-ci, sachant que sa durée serait brève, manquerait de l'énergie nécessaire pour mener à bien les réformes, ne s'intéresserait pas à son œuvre et n'aurait pas peut-être le sentiment de sa responsabilité.

Le gouvernement du pays doit donc être mis aux mains d'une des Puissances contractantes, qui agirait seule avec la sanction des autres.

La justesse de ce projet est prouvée par l'histoire des Samoa et des luttes politiques des trois dernières années et des causes de ces luttes, aussi bien que par les opinions de juges compétents.

Je renverrai tout d'abord à l'avis de la Commission des Mers du sud, réunie à Londres en 1885 :

« Une réforme sérieuse et immédiate dans les conditions sociales et économiques des Samoa sera le mieux assurée si l'administration du gouvernement local est prise par une des Puissances contractantes. »

Les expressions dont se sert le gouverneur de la Nouvelle-Zélande dans sa dépêche au Ministère des colonies du 31 décembre 1885, et dont il a déjà été parlé ailleurs, sont encore plus fortes. Il dit :

« Le seul moyen, donc, d'éviter l'anarchie est de mettre l'administration des affaires publiques des îles aux mains d'une nation civilisée. »

Je voudrais aussi attirer l'attention sur l'opinion de la mission française aux Samoa :

« L'action unique d'un gouvernement étranger, en sauvegardant les droits et les intérêts des autres, semblerait devoir donner plus d'unité, de consistance et de force au gouvernement des Samoa ; il est évident que trois délégués de diverses nations n'auraient pas toujours les mêmes vues ni les mêmes intérêts. »

Cette opinion est confirmée, en principe, par le témoignage du docteur Turner, pendant de longues années chef de la mission de Londres aux Samoa. Ce témoignage se trouve dans sa lettre du 24 mars 1885 au ministère des colonies, au sujet des moyens d'établir un état de choses régulier aux Samoa. Sa proposition la plus importante, à savoir que les îles devraient être annexées par une des Puissances contractantes, est fondée sur sa conviction que le pays doit être gouverné par une seule Puissance.

Quant à la question de savoir laquelle des trois Puissances prendra le gouvernement, on ne peut en bonne justice nier que, en considération de l'importance et de la valeur des intérêts de l'Allemagne aux Samoa, aussi bien que des services qu'elle a rendus à ces îles, la préférence doive lui être donnée.

La prétention des autres Puissances à une part égale dans le gouvernement ne s'appuie pas sur la possession d'importants intérêts aux Samoa.

D'un grand nombre d'opinions identiques sur ce sujet, je veux seulement citer une dépêche de la Commission du Pacifique occidental, Sir W. G. des Vœux, au gouverneur de la Nouvelle-Zélande, du 26 octobre 1883, dans laquelle il écrit ce qui suit : « . . . n'aurait sans doute pas la sanction de l'Allemagne, qui a dans ces îles des intérêts bien plus importants que ceux de n'importe quelle autre Puissance, et qui mérite une considération spéciale, comme ayant fourni pendant les années passées la principale protection aux colons blancs, en tenant des navires de guerre presque continuellement dans les eaux de Samoa. »

On ne peut certainement pas compter que l'Allemagne, dont les sujets paient la moitié du montant total des taxes levées aux Samoa, dont le commerce avec les Samoa, sans parler du commerce de la Mer du sud, est le double de celui de l'Angleterre et des Etats-Unis ensemble, et qui occupe presque le double des terres incultes et six fois la surface des terres cultivées, occupées par l'Angleterre et les Etats-Unis ensemble, abandonnera l'administration effective du pays, à laquelle l'a appelée la voix libre de la grande majorité du peuple, et la remette aux mains de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Remettre à l'Allemagne l'administration des Samoa, cela ne veut bien entendre pas dire que l'Angleterre et l'Amérique seront exclues d'une participation active à la création du nouveau régime aux Samoa, ou d'une influence effective sur le futur gouvernement du pays. Mais leur participation au nouvel arrangement, aussi bien que leur influence future, doit être déterminée dans un traité conclu à ce sujet par les trois Puissances.

Dans ce traité, les Puissances devront tout d'abord s'accorder sur le nouvel ordre à introduire aux Samoa, sur la constitution selon laquelle

sera dirigée l'administration de ce pays, et sur les conditions dans lesquelles l'Allemagne prendra en mains le gouvernement.

Sur ce dernier point, le traité fixera le programme du gouvernement, qui ne pourra être modifié sans l'assentiment des deux autres Puissances. Des dispositions seront aussi prises dans le traité pour la sécurité des intérêts des Puissances qui ne seront pas appelées au gouvernement, en sorte qu'on ne puisse craindre que les Allemands soient favorisés au préjudice des autres.

Les principes qui devraient guider les Puissances dans l'exécution du plan indiqué ci-dessus, paraissent être les suivants :

1. Toute la considération possible serait montrée pour les institutions actuelles du pays, et pour les besoins et les désirs raisonnables des naturels et des étrangers.

2. Les droits acquis des tiers devraient être respectés.

3. Le nouveau gouvernement doit paraître un organisme formé d'éléments homogènes, et fort au dedans et au dehors.

Par rapport à ces différents points, nous devons faire les remarques suivantes :

a) La position légale des étrangers ne doit pas être affectée par le nouvel ordre de choses.

La juridiction reconnue aux consuls et au haut commissaire anglais subsiste par conséquent, et ne devrait être modifiée qu'autant qu'il le semblerait nécessaire pour fortifier l'autorité du nouveau gouvernement et dans l'intérêt des étrangers eux-mêmes.

b) Un organe du gouvernement plus ou moins indépendant, que ce soit un roi avec des attributions plus que purement nominales, ou une assemblée représentative avec un pouvoir de décision définitive, ne peut exister dans le nouveau système.

Un roi investi de pouvoirs indépendants représenterait, comme le prouve l'histoire, une Puissance étrangère dans le gouvernement central du pays. Un roi n'a jamais joui d'un pouvoir autre que nominal chez les Samoans.

c) Aucune influence directe des consuls des trois Puissances contractantes sur le gouvernement ne sera permise. L'action des consuls doit se borner à l'accomplissement de leurs devoirs consulaires, sans préjudice, toutefois, de leur droit de veiller à ce que le nouveau gouvernement dirige l'administration du pays, conformément à l'accord conclu entre les trois Puissances. Leur contrôle doit, cependant, se borner à l'envoi de rapports à leurs gouvernements.

d) Le bureau municipal, tel qu'il est composé actuellement, et avec ses pouvoirs actuels, doit être aboli. Le droit illimité de faire des règlements de police, le droit d'imposer des taxes, la juridiction criminelle, la surveillance du port, etc., doivent passer aux mains du nouveau gouvernement. Le maintien du bureau municipal actuel créerait un état dans l'état. On ne peut rien objecter à l'abolition du bureau municipal, puisque dans l'article 10 du Traité sur la municipalité, aussi bien que dans l'accord du 29 septembre 1883, pour la prolongation de la Convention, des dispositions sont expressément prises pour la remise des fonctions de la municipalité au gouvernement central dès qu'un système plus ordonné aura été établi.

e) Les résidents étrangers qui ne jouissent pas d'une représentation



consulaire propre aux Samoa seront placés sous la juridiction du nouveau gouvernement. Il est aussi très désirable que le jugement des procès mixtes, c'est-à-dire de toutes les causes civiles entre étrangers de nationalités différentes, appartienne au nouveau gouvernement.

f) Les discussions relatives aux terres demandent un traitement spécial.

Ces affaires devront être enlevées à la juridiction des consuls et du haut commissaire anglais, et remises au nouveau gouvernement.

Les procès relatifs aux terres devront être réglés d'après un mode uniforme de procédure et sur des principes uniformes par une Commission de trois membres, un pour chacune des trois Puissances, et en dernier ressort, par un tribunal spécial constitué sous la présidence du chef de la justice du nouveau gouvernement.

Une fois posé ces points préliminaires, nous passons au plan de constitution du nouveau gouvernement :

a) *Administration étrangère.* — A sa tête sera l'« Administrateur » (conseiller résident) qui sera désigné par l'Allemagne. Il est chargé de toute la direction du pays, à l'exception des parties du gouvernement qui sont confiées à des autorités particulières. Il préside le conseil du gouvernement, et nomme les fonctionnaires administratifs, à l'exception de ceux dont la nomination est réservée au gouvernement allemand.

Il a, à côté de lui, comme chefs des départements particuliers, un chef de la justice, un directeur des finances et un juge de première instance.

Ces trois fonctionnaires doivent aussi être désignés par le gouvernement allemand. Au cas où le résident est absent ou empêché, le chef de la justice prend sa place.

Le directeur des finances dressera le budget annuel et les lois de finances et d'impôts nécessaires, et contrôlera et surveillera tout le mécanisme financier.

Le chef de la justice aura à régler toute l'administration de la justice, de la police et des prisons ; il est juge d'appel et premier magistrat du tribunal qui sera constitué pour les procès relatifs aux terres.

Le magistrat de police à Apia est juge en première instance dans les affaires mixtes et les procès civils entre sujets de pays non représentés par des consuls ; il a aussi la juridiction criminelle dans les causes où un étranger, non représenté par un consul aux Samoa, est défendeur, aussi bien que la décision en appel sur les jugements prononcés dans les affaires civiles par des juges samoans dans la région de l'île d'Upolu. Il remplira également les fonctions de surintendant de la police et des prisons.

Un magistrat de police blanc devra être aussi désigné pour chacune des îles de Sava'u et de Tutuila, et il agira aussi dans son district comme représentant du résident dans toutes les questions d'administration.

Le rôle de ces fonctionnaires sera analogue à celui du magistrat de police à Apia. Dans les procès criminels contre étrangers non représentés par un consul de leur pays, ils ne seront, cependant, compétents que pour décider dans le cas de délits minimes.

Au cas de crimes commis par ces individus, ils ne dirigeront que les



mesures préliminaires, tandis que l'enquête et la sentence seront réservées au magistrat de police ou au chef de la justice à Apia.

La confection des lois et la rédaction des ordonnances appartiendront à un conseil d'état, composé du résident comme président, du chef de la justice, du directeur des finances, et, dans certains cas, du juge de première instance, et fortifié par l'addition d'un membre qui sera nommé par chacune des trois Puissances contractantes, peut-être leur consul.

*b) Administration des affaires indigènes samoanes.* — Cette administration pourra se faire avec des organes indigènes de gouvernement, en maintenant les arrangements qui existent.

1. *La question du roi.* — Les fonctions du roi devront avoir un caractère purement représentatif.

2. *L'administration intérieure du pays.* — L'administration des districts. — Rien ne sera changé à l'administration actuelle des districts.

La surveillance et le contrôle réservés au gouvernement central s'exerceront, en premier lieu, grâce au droit du résident de confirmer ou non les nominations des gouverneurs élus par les districts, et, dans le cas des gouverneurs déjà en fonctions, le droit de les reconnaître ou non; et, en deuxième lieu, par des rapports périodiques qui devront être remis au résident sur leur manière d'être comme fonctionnaires. En fixant les limites des districts judiciaires, on devrait se reporter autant que possible aux anciens districts politiques.

La nomination des magistrats de police indigènes sera laissée, comme elle l'a été jusqu'ici, aux mains des districts, mais ces désignations devront être confirmées par le gouvernement central, c'est-à-dire par le chef de justice.

Tous les fonctionnaires samoans, y compris les gouverneurs et les membres de l'Assemblée du peuple, recevront des salaires qui seront fixés et payés par le gouvernement central.

3. *L'Assemblée du peuple.* — Les projets de lois relatifs aux affaires des Samoa devront être portés devant une assemblée représentative des délégués du pays pour être examinés et sanctionnés, avant leur adoption finale par le conseil d'état. La constitution de cette assemblée, qui se rassemblera peut-être deux fois par an en sessions d'un mois ou deux, est tirée des anciennes coutumes indigènes de délibération sur les questions d'intérêt général dans les assemblées publiques de Taimua et Faipule. L'Assemblée ne devra pas avoir le droit de décision finale, bien que ses vœux au sujet du projet de loi soumis à elle, doivent être, autant que possible, exaucés. La même procédure a été adoptée à Fidji, et, dit-on, avec succès.

L'Assemblée populaire comprendra les gouverneurs des huit districts, comme représentants des chefs, et dix-huit ou dix-neuf Faipule, comme représentants du peuple, à savoir : trois d'Atna, trois de Tuamasaga, trois d'Hustane, deux d'Aana, deux de Faassaleleaga, deux d'Ituofafine, deux de Tituila, et un, ou deux peut-être, de Manono. Un fonctionnaire du gouvernement assistera à l'Assemblée, exposera et expliquera les projets de lois à elle soumis, donnera toutes les informations demandées et dirigera les débats.

Il serait peut-être bon de commencer par envoyer aux Samoa, comme Administrateur, un fonctionnaire qui connût déjà le pays, la langue,

les principaux habitants, de le charger de préparer l'introduction du nouvel état de choses, et de procéder petit à petit, sur ses avis, à la nomination des autres fonctionnaires, selon ce que demanderaient les circonstances.

(Signé) : TRAVERS.

---

**Extrait d'un rapport de M. Bates, Agent du Gouvernement des Etats-Unis, sur l'intervention étrangère aux Samoa (1).**

La question matérielle qu'il s'agit maintenant de déterminer est de savoir de quelle façon, jusqu'à quel point et par quelles méthodes on peut donner une satisfaction effective au désir formel des trois grandes Puissances de coopérer à l'établissement d'un gouvernement stable aux Samoa.

Ma conviction est, sans doute, déjà visible, à savoir que l'extension de cette intervention, pour être effective et heureuse, doit être systématique et compréhensive. Le gouvernement central doit être, pendant un temps, au moins, administré par les trois Puissances contractantes, ou par telles administrations qu'elles pourront choisir. Il devrait y avoir, en premier lieu, un traité quadripartite, dans lequel les trois Puissances européennes contractantes et le gouvernement de Samoa seraient parties, et qui serait pratiquement la base constitutionnelle du nouveau gouvernement.

Tout en évitant un trop grand détail, ce document devrait clairement définir les conditions auxquelles le gouvernement doit être constitué, ce à quoi on pourrait arriver en annexant au traité une constitution sur laquelle on se serait accordé et en la liant à lui par des renvois.

Le traité devrait contenir une garantie mutuelle donnée par les trois Puissances de la neutralité et de l'autonomie du nouveau gouvernement ; il devrait aussi contenir la stipulation en due forme que chaque Puissance empêchera ses citoyens ou sujets, d'accomplir les actes, qu'il faudra spécifier, dans lesquels l'expérience a matériellement fait voir un obstacle à la paix et au bien-être des indigènes. Telle serait la vente, aux naturels, d'armes et munitions et de liqueurs fortes, et l'excitation à la révolte et à la guerre civile.

**PRINCIPES DU FUTUR GOUVERNEMENT.**

Le pouvoir exécutif peut être donné soit à un conseil, soit à un roi ou vice-roi, comme il l'a été jusqu'ici. Je penche à croire que l'idée d'un roi plait à l'esprit des indigènes ; et dans ce cas, on peut faire un arrangement pour l'avenir — en suivant expressément les leçons du passé — en amenant un retour à l'accord par lequel Malietoa serait reconnu roi et Tamasese vice-roi, avec un rôle limité à une alternative dans l'occupation de ces fonctions entre les deux familles de Malietoa et Tumua. Le roi et le vice-roi seraient élus par les Tumua. Je suis sûr que cet arrangement serait accepté immédiatement s'il était proposé par les trois Puissances. Qu'il y ait ou non un vice-roi, le pouvoir exécutif réel doit

(1) Cet extrait de rapport est annexé à une dépêche en date du 23 mars 1887, de M. Bayard, secrétaire d'Etat à Washington, à M. L. West, ministre d'Angleterre à Washington.

être exercé par des fonctionnaires, qui pendant longtemps devront être des blancs, nommés par le gouvernement Samoan, sur la désignation des Puissances.

Les fonctions exécutives se diviseraient naturellement en trois classes, réclamant chacune un de ces fonctionnaires, qui auraient ainsi le caractère d'un cabinet, s'il y a un roi, ou, sinon, d'un conseil exécutif. Dans ce dernier cas, je conseillerais de faire aussi des chefs choisis des deux grandes familles des membres du conseil exécutif.

Les trois divisions de l'exécutif seraient : la première, dirigée par un secrétaire, qui correspondrait à ce qu'on appelle secrétaire d'Etat ou Premier, chargé des affaires étrangères, de la promulgation et de la garde des lois, et pouvant faire aussi office de ministère public ; la deuxième, s'occupant du cadastre des travaux publics, et généralement des matières d'administration intérieure, y compris les règlements de port et de quarantaine ; la troisième, s'occupant du trésor et des revenus. Ces fonctionnaires pourraient être appelés respectivement secrétaires d'Etat, de l'intérieur et du trésor ; mais, pour un gouvernement simple approprié au pays, je préférerais des titres moins prétentieux, tels que secrétaire, inspecteur en chef du cadastre, trésorier. Je suis sûr qu'on a fait beaucoup de mal dans des pays qui ne font qu'arriver à la civilisation en employant des titres sonores, sans aucun sens pour ceux qui les portent. Si on adoptait la théorie du contrôle tripartite, chacune de ces trois fonctions pourrait être remplie par un délégué d'une des Puissances ; et, dans ce cas, ces fonctionnaires auraient tous un rang égal.

Le pouvoir législatif devrait être constitué, sur le modèle familial au pays, en deux branches, qui s'appelleraient Taimua et Faipule. La Chambre haute serait composée de chefs choisis par les districts, et la Chambre basse de représentants, le nombre et le mode de nomination devant être établis de façon à garantir la différence des compétences et l'équilibre des pouvoirs, en vue desquels le pouvoir législatif est séparé en deux branches.

Les trois fonctionnaires étrangers siègeraient parmi les Taimua, avec droit de prendre part aux débats, et si on croyait ce contrôle nécessaire, toutes les lois rendues, avant d'entrer en vigueur, pourraient requérir l'approbation de deux des fonctionnaires étrangers, ou, si on le préférerait, de tous les trois ; et des sessions régulières des corps législatifs ne devraient pas se tenir plus d'une fois par an.

Le département judiciaire comprendrait un chef de la justice qui devrait être un blanc, désigné par les trois fonctionnaires étrangers de l'exécutif, ou par la majorité, et la durée de ses fonctions devrait être assez longue pour donner de la stabilité à l'administration de la justice. Il devrait aussi y avoir un juge indigène, choisi par les Taimua, qui siégerait avec le chef de la justice dans toutes les affaires où un indigène serait partie. Le chef de la justice pourrait être révoqué pour cause motivée par le vote unanime des trois fonctionnaires étrangers de l'exécutif, cet acte de révocation cependant, devant être approuvé par les trois Puissances étrangères ; et en attendant cette approbation, la révocation entraînerait la suspension.

Le roi, le vice-roi et le juge adjoint indigène ne devraient être révo-



cables que par la procédure d'une accusation de haute trahison et un jugement conforme.

La juridiction du tribunal ainsi constitué devrait s'étendre à tous les appels dans les affaires où ceux-ci sont prévus, à toutes les affaires qui sont maintenant de la juridiction du magistrat municipal d'Apia, et à telles autres affaires qui pourront être spécifiées dans le traité qui devra être fait.

Le magistrat local devrait être nommé par les fonctionnaires étrangers de l'exécutif, ou par la majorité d'entre eux, sur la proposition du chef de la justice. J'investirais aussi le chef de la justice ou le ministère public, comme on voudra, des fonctions de surintendant de police, et je lui donnerais ainsi l'entière responsabilité de l'administration de la justice et du maintien de l'ordre. La remise de ce pouvoir au chef de la justice n'est pas conforme aux meilleures théories du gouvernement, mais comme mesure pratique, adaptée aux nécessités des circonstances, je pense qu'elle opérerait d'une façon satisfaisante, comme l'a fait déjà à Apia un arrangement analogue.

En ce qui concerne le partage de la juridiction entre le tribunal ainsi créé et le tribunal consulaire extra-territorial, j'ai étudié avec soin un mémoire de M. Travers sur ce sujet, et je suis prêt à le recommander. Je le cite donc textuellement.

« La juridiction consulaire restera sans modification :

« 1<sup>o</sup> En ce qui concerne la juridiction civile. Toutes les affaires civiles entre deux sujets de la même nationalité seront jugées par un tribunal consulaire compétent.

« 2<sup>o</sup> Tous crimes, etc., commis par un sujet d'une nation qui a un consul aux Samoa seront jugés par ce consul.

« Seront enlevés, cependant, à la justice consulaire :

« 1<sup>o</sup> En ce qui concerne la juridiction civile :

« a) Tous procès entre un sujet d'une puissance consulaire, et un sujet d'une autre puissance, représentés ou non par des consuls.

« b) Tous les procès en réclamation de terre.

« 2<sup>o</sup> En ce qui concerne la juridiction criminelle, toutes les affaires de délits de police actuellement sous la juridiction de la municipalité.

« Les tribunaux du nouveau gouvernement devront en conséquence régler :

« 1<sup>o</sup> Tous les procès civils ou criminels contre les sujets de nations non représentées par des consuls.

2<sup>o</sup> Tous les délits de police dont il a été parlé plus haut.

« 3<sup>o</sup> Les affaires de terres, mais par un tribunal spécialement constitué. »

M. Thurston a exprimé l'avis que la juridiction consulaire devrait ne pas être modifiée, mais le présent projet, discuté postérieurement par M. Travers et par moi, ne lui a pas été soumis.

A part et distinctement du système judiciaire permanent, je recommanderais l'établissement d'un tribunal ou d'une commission temporaire pour la fixation et le règlement de toutes les réclamations territoriales des étrangers. Ce tribunal serait constitué sous le nom de « tribunal foncier » et serait sur le modèle de la cour internationale d'Egypte.

Dans ces propositions pour un futur gouvernement, je n'ai pas essayé



d'entrer dans le détail, ni de tracer ce qu'on pourrait appeler une constitution, mais seulement d'énumérer les différents traits suffisamment pour indiquer le caractère du gouvernement que je crois nécessaire.

Quant aux détails, plusieurs projets de gouvernements ont été tracés qu'on trouvera assez semblables les uns aux autres, et qui donnent une matière suffisante pour guider, dans l'élaboration d'un plan spécifique de gouvernement, ceux qui pourrort être chargés de ce soin.

1<sup>o</sup> Une constitution préparée par les consuls avant le retour de Steinberger aux îles. Elle organise un gouvernement purement indigène, et est accompagnée d'une estimation des recettes et des dépenses. Le dispositif au sujet de deux rois dans cette constitution est nominalemt inutile, les observations déjà faites sur ce point étant celles qui seraient, sans aucun doute, acceptées si elles étaient proposées par les Puissances.

2<sup>o</sup> Ce qu'on appelle la constitution Steinberger, préparée par celui-ci et adoptée quand il faisait partie du contrôle du gouvernement.

3<sup>o</sup> Les plans proposés par M. Thurston, reçus de lui par courrier, qui sont un amendement des idées à lui exprimées par M. Travers et par moi à Apia (inclus sous le titre « annexes 1 et 2 »).

4<sup>o</sup> Des mémoires sur ce sujet qui m'ont été soumis par deux des résidents étrangers, et dont l'un renferme aussi une estimation des recettes et des dépenses (inclus sous le titre « annexes 1, 3 et 4 »).

L'idée d'établir un système d'élection par lequel les étrangers voteraient n'est pas, je crois, pratique dans la condition actuelle de la société à Apia. Toute façon d'agir analogue ne servirait qu'à accroître les jalousies que font naître la différence de nationalité et d'autres causes. On pourra dans l'avenir développer un système qui permette aux résidents étrangers d'acquérir, s'ils le désirent, une voix dans le gouvernement du pays, une sorte de citoyenneté, comme à Hawaï ; mais pour le moment, je trouve parfaitement simple que les étrangers, en ce pays, doivent acquiescer au résultat naturel d'une résidence volontaire en pays étranger. Toute autre situation est incompatible avec une intervention de leurs gouvernements, intervention qui a pour objet leur protection et qui l'assure.

#### OBJECTIONS A UN CONTRÔLE<sup>7</sup> TRIPARTITE.

Mes instructions ayant envisagé un contrôle tripartite exercé sur le gouvernement indigène, j'ai exposé les principes qui m'y semblent le mieux adapté. M. Thurston s'est aussi regardé comme obligé par ses instructions à faire de même, et a élaboré un projet, auquel j'ai déjà fait allusion.

M. Travers et moi, nous étions d'avis que, quoi qu'on décidât, ce devait être soigneusement stipulé dans le traité dont j'ai donné l'idée, mais il pensait fermement qu'une tentative des trois Puissances pour mettre en pratique, par une action collective, les détails du gouvernement aux Samoa serait absolument futile. Son plan, tel qu'il me l'a expliqué, était que les trois Puissances devraient, par le traité, en choisir une pour prendre en main le gouvernement de Samoa, selon les arrangements proposés, en qualité d'agent commun, garantissant pleinement les droits des citoyens et des sujets des autres Puissances.

J'ai maintenant des doutes sérieux, que je lui ai exprimés, sur la pra-

ticabilité du contrôle tripartite. Mes instructions sont basées, sans nul doute, sur le fait qu'il y a un gouvernement indigène local avec quelque force, et que le rôle des trois Puissances serait moins d'administration que de surveillance.

Je doute qu'on comprenne bien à Londres, à Berlin ou à Washington que la vraie fonction des Puissances aux Samoa sera nécessairement l'administration effective du gouvernement. Cela seul, du moins pendant un temps, remédiera à l'état actuel des choses.

Le partage, en grande partie, les craintes éprouvées par M. Travers qu'un gouvernement, qui au fond, sera celui des représentants des trois Puissances ne soit perpétuellement troublé par des dissensions internationales de même nature, bien que moins fortes peut-être, que celles qui ont caractérisé le gouvernement par les consuls. Ce gouvernement — le seul pendant les deux dernières années — a eu, jusqu'à un certain point, le caractère du contrôle tripartite qu'on propose, et personne ne peut douter que ce n'ait été une erreur absolue.

La difficulté que je voyais dans le plan de M. Travers, et que je lui ai franchement indiquée, était la difficulté bien apparente qu'il y avait d'arriver à une conclusion satisfaisante pour les trois Puissances et leurs citoyens et sujets, de même que d'arriver à savoir laquelle des trois Puissances serait déléguée dans cette œuvre d'administration. J'ai des raisons de croire qu'il ne convient pas à notre gouvernement de consentir à la délégation du pouvoir exclusif d'administration aux Samoa, soit à la Grande-Bretagne, soit à l'Allemagne.

Il y a deux objections sérieuses au contrôle exclusif par ce dernier gouvernement :

1<sup>o</sup> La concentration des intérêts allemands presque entièrement dans une seule Compagnie, qui a exercé dans le passé, et qui exercerait sans aucun doute dans l'avenir, une influence dominatrice sur les fonctionnaires allemands locaux aux Samoa.

2<sup>o</sup> Il y a à Apia un grand nombre de résidents allemands, et, à peu d'exceptions près, ils sont employés à la grande Compagnie allemande. Les autres résidents sont ou anglais ou américains, et la langue employée parmi les étrangers est l'anglais, que les allemands comprennent généralement, tandis que les anglais et les américains ne comprennent pas l'allemand. Dans ces conditions, l'administration du gouvernement et des lois, en allemand, serait une grande difficulté, à laquelle ne donnerait pas lieu l'emploi de la langue anglaise.

J'ai franchement exprimé mon opinion à M. Travers, en réponse à sa déclaration également franche que, quand il proposait un contrôle par une seule Puissance déléguée en vertu d'un traité conclu avec les autres, il entendait réellement un contrôle par son propre gouvernement, donnant comme seule base à cette prétention l'importance plus grande des intérêts allemands.

D'autre part, M. Thurston n'admettait pas la supériorité des intérêts allemands, et des statistiques à l'appui de l'une et de l'autre opinion se trouveront sans doute dans les rapports de ces Messieurs.

S'il était vrai que les intérêts allemands fussent prédominants, ce serait, à mon avis, une raison de plus pour que l'Allemagne n'obtînt pas le contrôle du gouvernement, et il y a des raisons pour que le gouvernement anglais ne soit pas choisi pour le contrôle exclusif des Samoa.

De même que l'Allemagne, l'Angleterre poursuit dans les îles méridionales du Pacifique une politique d'annexion et d'acquisition, qui impose aux Etats-Unis la nécessité, s'ils veulent absolument assurer l'autonomie et la neutralité du groupe des Samoa, de s'opposer à la prise en main, par l'une ou l'autre de ces Puissances, du contrôle du gouvernement Samoan, quand même le traité contiendrait toutes les garanties possibles.

La seule solution que je puisse voir à cette difficulté est que les autres Puissances consentent au choix des Etat-Unis comme Puissance unique, pour exercer la surveillance conjointement avec le gouvernement nouveau qui sera formé. Notre pays est libre de toute tendance à l'absorption du territoire dans ces régions: c'est un point qu'ont absolument reconnu les représentants de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

Le fait que nous nous intéressons à la question, non par suite de la prépondérance des intérêts de nos nationaux, mais seulement par le désir, né d'une politique nationale, de préserver la neutralité et l'indépendance des Samoa, est une raison pour qu'on ait plus de confiance dans l'action désintéressée de notre gouvernement, et dans la garantie des intérêts de la population indigène, à laquelle le pays appartient réellement, aussi bien que des étrangers qui se sont établis ici.

Il me suffit d'ajouter sur ce sujet que je crois que le contrôle des îles par les Etats-Unis serait le résultat qui satisferait le plus grand nombre des résidents étrangers aux Samoa.

#### MUNICIPALITÉ D'APIA.

Le gouvernement municipal actuel d'Apia a été cité comme un exemple de ce qu'on pouvait faire dans la voie d'un contrôle tripartite.

Bien que cet arrangement municipal ait été, jusqu'à un certain point, un succès, en ce qui concerne le maintien de la paix et de l'ordre, son histoire donne du poids aux objections soulevées contre un gouvernement tripartite plutôt qu'elle n'en encourage l'extension. Il s'est distingué par des différends perpétuels entre les consuls, et dans la nomination des fonctionnaires, les distinctions de nationalité ont été strictement observées, la nationalité d'un candidat ayant souvent plus fait pour son choix que ses capacités et sa compétence.

Dans le même ordre de choses, je voudrais conseiller que, quelque soit le plan adopté pour l'établissement d'un gouvernement stable, il impliquera l'abolition du gouvernement actuel de la municipalité, qui n'aura pas lieu d'exister plus longtemps, puisqu'elle n'a été qu'un expédient pour maintenir l'ordre pendant la suspension effective de tout gouvernement depuis les deux ou trois dernières années.

#### DÉPENSES DU GOUVERNEMENT.

J'avais l'intention, avec le plan du gouvernement, de présenter aussi une estimation des recettes et des dépenses probables, mais on ne le peut sérieusement tant que le plan du gouvernement n'aura pas été mûri dans le détail. Il est un point, cependant, que je soumettrai à votre examen et qui est lié aux futures négociations entre les Puissances.

Bien qu'on puisse tirer un revenu considérable des impôts sur la propriété et sur les affaires des étrangers, il n'est ni pratique ni juste de

leur imposer le poids de l'entretien du gouvernement du pays, et, par conséquent, la meilleure méthode de lever sur les indigènes les sommes nécessaires, en les gênant le moins possible, sera un point très important à déterminer. Un gouvernement qui leur coûtera quelque chose, sera sans doute plus apprécié des indigènes, mais il faudrait avoir soin que toutes les taxes directes soient assez modérées pour être levées aisément, et les habituer graduellement à ces charges.

La méthode la plus aisée pour taxer les indigènes serait d'établir des impôts sous forme de droits qu'on pourrait organiser de façon à leur faire rendre un revenu considérable sans les rendre sensibles, comme l'est un impôt direct. Si, cependant, il semble utile de recourir à cette dernière méthode, il faudra faire quelques modifications aux traités existants. Je n'ai donc pas à envisager ce point.

Quand on se sera déterminé pour une forme de gouvernement, il ne sera pas difficile d'estimer la somme nécessaire des recettes et des dépenses.

Comme l'abolition de la municipalité a été conseillée et suivrait, je pense, l'établissement d'un gouvernement, ses revenus actuels iraient alors au gouvernement général.

Je n'hésite pas à dire, et sur ce point M. Thurston, M. Travers et moi, nous sommes d'accord, qu'il n'y aura aucune difficulté à tirer du pays, par voie d'impôts, une somme annuelle suffisante pour payer toutes les dépenses du gouvernement qui est réclamé.

(A suivre.)

---



## AFFAIRES PELLETIER ET LAZARE

*(Réclamations à raison de dommages subis par des particuliers, arbitrage) (1)*

---

### AFFAIRE PELLETIER

Légation d'Haïti.

Washington, le 18 novembre 1886,

**A l'hon. T. F. Bayard, secrétaire d'Etat des Etats-Unis  
à Washington.**

Le soussigné, Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire de la République d'Haïti, demande au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis la permission d'appeler son attention sur la réclamation d'Antonio Pelletier contre Haïti et sur la sentence arbitrale qui s'y rapporte.

Ce serait une tâche inutile que de présenter ici l'histoire longue et quelque peu embrouillée de cette réclamation.

Le soussigné se bornera à dire que, le 30 novembre 1863, l'honorable W. H. Seward, alors Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, décida « qu'il n'était pas jugé expédient d'intervenir en faveur du réclamant » (Voyez le dossier de Antonio Pelletier, pp. 121-122); et, le 6 janvier 1874, un projet de loi pour autoriser le Président des Etats-Unis à demander à la République d'Haïti d'indemniser Antonio Pelletier, fut présenté au Sénat des Etats-Unis; le projet de loi fut lu deux fois et renvoyé au comité des affaires étrangères; ce comité fit, le 9 janvier suivant, par l'organe de M. Mc Creery, un rapport défavorable, et, sur ce, la discussion du projet de loi fut indéfiniment ajournée. Le soussigné demande à joindre à cette note un exemplaire du projet de loi et du rapport. (Ces pièces sont marquées Annexes n° 1 et n° 2.)

Environ trois ans après que le Sénat avait ainsi exprimé son opinion au sujet de la réclamation, l'honorable Wm. M. Evarts, alors Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, donna des instructions à M. John M. Langston, alors Ministre des Etats-Unis en Haïti, afin de la présenter au Gouvernement du soussigné (12 avril 1878) — (voir dossier de l'affaire Pelletier, pp. 309 et suivantes); cette détermination de la part des Etats-Unis amena d'assez longues négociations qui aboutirent au protocole du 28 mai 1884. Il fut convenu que la réclamation d'Antonio Pelletier, ainsi que celle de A. H. Lazare, seraient remises à l'arbitrage de l'honorable Wm. Strong.

Relativement au vrai but et à la portée dudit protocole, le soussigné espère que sa manière de voir est en parfait accord avec celle de l'honorable Thomas F. Bayard, dont la loyauté et le sentiment élevé de justice sont bien connus du soussigné.

(1) Documents publiés par le Gouvernement Haïtien en 1887.

En outre, il prendra la liberté de se référer à une décision de cet éminent tribunal, dont les jugements ont tant d'influence sur le progrès du droit public dans le monde civilisé. La Cour suprême des Etats-Unis a jugé récemment que, « sans le traité, la sentence arbitrale n'aurait obligé personne, et qu'elle eût été, tout au plus, une recommandation amicale. En vertu du traité elle devint une très solennelle et très importante obligation internationale, par laquelle la Grande-Bretagne s'obligea, autant qu'une nation peut s'obliger, à payer le montant de la sentence, et, en même temps, se libéra et se déchargea de toute responsabilité ultérieure résultant des réclamations de cette nature. » (*Great Western Insurance Co. vs. The United States*, 412 U. S., pp. 197-198.)

En présentant ces vues au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, le soussigné n'entend pas soulever la question de validité ou discuter les conséquences du protocole conclu, le 28 mai 1884, entre l'honorable Frederick T. Frelinghuysen et le soussigné; mais il partage ce qu'il a été amené à considérer comme l'opinion de l'honorable Thomas F. Bayard, à savoir que ledit protocole ne peut pas rentrer dans la catégorie de ces contrats solennels entre nations dont il a été parlé dans la décision, ci-dessus citée, de la Cour suprême des Etats-Unis. D'un autre côté, les dossiers imprimés de la réclamation de Pelletier contre Haïti, qui contiennent près de deux mille pages, montrent qu'ils n'ont pas été formés d'après des règles strictes, puisqu'ils n'ont pas été légalisés et qu'ils ne sont pas même signés par le Secrétaire de l'arbitrage.

Mais en admettant que les preuves et les débats qu'ils contiennent aient été correctement reproduits, le soussigné demande la permission de remarquer que, d'après lui, l'affaire Pelletier contre le Gouvernement du soussigné révèle un état de faits si contraires aux précédents les mieux établis du département d'Etat, qu'ils placent cette affaire dans la catégorie de celles dont la Cour suprême a dit avec beaucoup de force dans Frelinghuysen contre Key : « Qu'entre les Etats-Unis et le réclamant, l'honnêteté de la réclamation peut toujours être mise en question dans le but d'agir loyalement vis-à-vis du Gouvernement contre lequel une réclamation a été faite par l'intermédiaire des Etats-Unis. (Voyez 110 U. S., pp. 75, 76.)

Le soussigné pense que cette proposition comprend la réclamation de Pelletier.

En effet, toute la correspondance du département d'Etat des Etats-Unis au sujet de cette réclamation, repose sur l'affirmation que le voyage de la barque le *William* a été légal, que toutes les accusations produites contre le capitaine, contre l'équipage et contre le navire étaient sans fondements, et que, par conséquent, il n'y avait pas eu de motif de poursuivre Pelletier et ses associés; en d'autres termes, la bonne foi et l'honnêteté des intentions du réclamant ont été nettement affirmées.

Mais en vue des faits établis pendant la durée de l'arbitrage, et présentés dans la sentence de l'honorable Wm. Strong, il appert que Pelletier, comme capitaine de la barque *William*, était engagé dans une opération de traite des noirs, et que, dans l'opinion de l'arbitre, « on ne peut douter que, si la barque avait été capturée et amenée dans un port américain après qu'elle fut saisie à Fort Liberté, elle eût été condamnée par les cours des Etats-Unis comme étant destinée à faire la traite; et je pense, ajoute l'arbitre, que les autorités haïtiennes avaient de telles raisons de soupçonner et même de croire qu'elle faisait la traite et qu'elle avait des intentions

coupables contre leurs citoyens ; qu'il existait des motifs suffisants pour la saisir dans un de leurs ports et pour arrêter le capitaine, au moins en vue de faire une enquête. »

D'après l'arbitre, cette conclusion repose sur les articulations suivantes :

1<sup>o</sup> Pelletier était coupable du crime d'avoir préparé, à Mobile, dans l'automne de 1860, en violation des lois des Etats-Unis, la barque *William* pour une expédition destinée à faire la traite ;

2<sup>o</sup> Il a poursuivi ce plan au milieu des îles de la mer des Caraïbes, le long de la côte et dans les eaux territoriales d'Haïti, jusqu'au moment où il a été arrêté à Fort Liberté, en avril 1861 ;

3<sup>o</sup> Il a été jugé par les autorités judiciaires d'Haïti et conformément à la loi établie par les institutions du pays pour avoir tenté de commettre des actes de piraterie et de traite des noirs sur la côte d'Haïti.

Il est vrai que, sur la question de compétence, l'arbitre a décidé que, d'après le droit des gens, les autorités d'Haïti étaient incompétentes pour juger Pelletier ; et, par ce seul motif, une indemnité de 57,250 dell. a été accordée au réclamant.

Le soussigné demande la permission de suggérer que cette indemnité ne saurait être réclamée par le département d'Etat, et cela, pour les raisons suivantes :

a. La demande de paiement d'une pareille indemnité serait contraire à la législation interdisant la traite des noirs, en vigueur aux Etats-Unis depuis trois quarts de siècle.

b. Aux termes de la jurisprudence constante du département d'Etat, tout réclamant trouvé coupable d'un ou de plusieurs délits, qui se rattachent au sujet de la réclamation, perd ses droits à l'interposition de ce Gouvernement en sa faveur.

c. La sentence arbitrale établit, en outre, le fait que Pelletier s'était aussi rendu coupable de diverses offenses dans les eaux territoriales d'Haïti, et qu'Haïti avait incontestablement le droit d'en connaître.

Ces offenses sont énumérées de la manière suivante par l'honorable arbitre :

« A Fort Liberté, il avait hissé un drapeau français, jamais un drapeau américain ; il a affirmé que son navire était le *Guillaume Tell*, venant de la Havane et en route pour le Havre ; il a déclaré que son nom était Jules Letellier. Il a même fait écrire une lettre au Consul de France, répétant ces fausses déclarations et signées Jules Letellier. (Voir la sentence arbitrale p. 73 et les autorités citées dans le mémoire (*brief*) pour le Gouvernement défendeur. — Dossier Pelletier, pp. 1786-87-88.)

Il ressort aussi de l'enquête devant l'arbitre, que l'honorable William Strong ne s'est pas cru autorisé à prononcer sur les points que le soussigné vient d'énoncer ; ceci est établi par la citation suivante qui n'est pas la seule qui pourrait être produite :

« M. DE CHAMBRUN : Est-ce que Pelletier qui, d'après les preuves produites devant votre Honneur, est reconnu coupable d'actes criminels commis à Fort Liberté, peut obtenir des dommages-intérêts dans une action qui est fondée sur un acte délictueux ?

« L'ARBITRE. — La question de savoir si le Gouvernement des Etats-Unis aurait dû présenter cette réclamation, est une question différente qui

est en dehors de l'affaire qui est devant nous. Quand une réclamation a été faite, elle devient une question de droit (*legal right*). » — (Dossier Pelletier, p. 1787.)

Ce n'est donc pas sur les principes de justice internationale soulevés par la poursuite de cette réclamation que l'arbitre s'est proposé de rendre sa sentence ; il s'est borné aux questions légales, pour ne pas dire techniques, qui résultaient du renvoi de l'affaire à son arbitrage.

Par conséquent, il appartient aux Gouvernements qui ont signé l'arrangement du 28 mai 1884, d'examiner et de décider le point suivant : La demande présentée par les Etats-Unis à Haïti, en faveur de la réclamation d'Antonio Pelletier, reposait sur l'idée que le voyage de la barque *William* était légal ; mais la présomption générale d'innocence et les déclarations répétées de Pelletier ont été renversées ou détruites par des preuves positives de culpabilité fournies à l'arbitre. Par ces motifs, le soussigné est convaincu que l'indemnité allouée en faveur de Pelletier ne sera pas réclamée au moyen de l'interposition des Etats-Unis.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à l'honorable Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, les assurances de sa très haute considération.

STEPHEN PRESTON.

**Protocole des Conventions faites en vue de soumettre à un arbitre les réclamations connues sous le nom des réclamations Pelletier et Lazare contre Haïti.**

Attendu que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a présenté au Gouvernement d'Haïti, les réclamations d'Antonio Pelletier et d'A. H. Lazare, afin d'obtenir des indemnités pour actes contre la personne et la propriété qui auraient été commis par des autorités haïtiennes ;

Et attendu que le Gouvernement d'Haïti a constamment nié sa responsabilité dans la matière ;

Et attendu que l'honorable William Strong, autrefois juge à la Cour suprême des Etats-Unis d'Amérique, inspire aux deux Parties contractantes entière confiance dans sa science, son habileté et son impartialité, en conséquence :

Les soussignés, Stephen Preston, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République d'Haïti, et Frédérick T. Frelinghuysen, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, ayant reçu les pouvoirs nécessaires de leurs Gouvernements respectifs, ont arrêté les conventions contenues dans les articles suivantes :

**Article premier.** — Lesdites réclamations d'Antonio Pelletier et d'A. H. Lazare contre la République d'Haïti, seront référées à l'honorable William Strong, dont il vient d'être parlé, comme seul arbitre en la matière, sous les conditions ci-après exprimées.

**Art. 2.** — Les faits suivants sont admis par le Gouvernement d'Haïti en ce qui regarde ces deux réclamations.

Quant à Antonio Pelletier :

Que Pelletier était capitaine de la barque le *William*, lequel navire entra dans le port de Fort Liberté à peu près à la date énoncée (le 31 mars 1861) ; que le capitaine et l'équipage furent arrêtés et jugés comme accusés de



piraterie et de tentative de traite des noirs ; que Pelletier, le capitaine, fut condamné à être fusillé, et que le second et les autres gens de l'équipage furent condamnés à diverses peines d'emprisonnement ; que la Cour suprême d'Haïti (Tribunal de cassation) mit à néant le jugement contre Pelletier, et renvoya l'affaire à la Cour du Cap Haïtien, où Pelletier fut condamné à cinq ans d'emprisonnement, et que le navire avec ses agrès fut vendu, et les produits divisés entre le Gouvernement Haïtien et les personnes qui, prétendant avoir été les victimes de ses actes, avaient procédé contre le vaisseau devant un tribunal haïtien.

Quant à A. H. Lazare :

Que Lazare fit un contrat écrit avec le Gouvernement haïtien, le 23 septembre 1874, à l'effet d'établir une Banque Nationale à Port-au-Prince, avec des succursales. Le capital étant fixé d'abord à 3,000,000 doll., et ultérieurement réduit à 1,500,000 doll. ; le Gouvernement devait en fournir un tiers et Lazare deux tiers ; que la banque devait être ouverte dans un an à partir de la date du contrat ; qu'une prolongation de quarante-cinq jours fut accordée à la demande de Lazare, et que le jour où la banque devait être ouverte, le Gouvernement haïtien, alléguant que Lazare n'avait pas exécuté les obligations qui résultaient de son contrat, déclara, aux termes des stipulations de l'article 24 de la convention, le contrat nul et non avenu, et Lazare, de son côté, déchu de ses droits.

Art. 3. — Ledit arbitre recevra et prendra en considération tous les documents et preuves relatifs aux dites réclamations qui pourront lui être présentés au nom de l'un des deux Gouvernements.

Si, en présence de ces dits documents et preuves ainsi soumis, ledit arbitre demande que des preuves additionnelles, écrites ou testimoniales, soient produites devant lui ou devant toute personne dûment nommée à cet effet, les deux Gouvernements, ou l'un d'eux, s'engagent à procurer et à fournir, par tous les moyens en leur pouvoir, ces preuves additionnelles ; et tous les documents pertinents dans les archives de l'un des deux Gouvernements seront accessibles audit arbitre.

Les deux Gouvernements auront le droit de se faire représenter devant ledit arbitre par des conseils qui pourront présenter des mémoires (*brief*) et qui pourront être aussi entendus oralement, si l'arbitre le désire.

Art. 4. — Avant d'entrer dans l'exercice de ses fonctions, ledit arbitre signera la déclaration suivante :

« Je déclare solennellement que je déciderai avec impartialité les réclamations d'Antonio Pelletier et d'A. H. Lazare, présentées au nom du Gouvernement des Etats-Unis contre la République d'Haïti ; et que toutes les questions qui me seront référées par l'un des Gouvernements au sujet des dites réclamations, seront décidées par moi, d'après les principes du droit international en vigueur, à l'époque des événements qui font le sujet des réclamations. »

Art. 5. — Ledit arbitre devra rendre sa décision séparément dans chacune des affaires susdites, dans un an, à partir de la date de cette convention.

Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes payeront, en parts égales, les dépenses de l'arbitrage qui est ici convenu ; et elles s'engagent à accepter la décision dudit arbitre dans chacun desdits cas, comme finale et obligatoire, et à donner à cette décision plein effet et vigueur, de bonne foi,

sans délais qui ne seraient pas justifiables, et sans réserve et sans évasion quelle qu'elle soit.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente et y ont apposé leurs sceaux, le vingt-huitième jour de mai 1884.

(Sceau) STEPHEN PRESTON.

(Sceau) FREDERICK T. FRELINGHUYSEN.

**Message du Président des Etats-Unis transmettant un rapport en réponse à la résolution du Sénat en date du 8 décembre 1886, sur l'affaire Antonio Pelletier et autres contre la République d'Haïti.**

21 Janvier 1887. — *Lu et référé au Comité des Affaires Etrangères.*

#### AU SÉNAT :

Je transmets ci-joint un rapport du Secrétaire d'Etat en réponse à la résolution du Sénat en date du 8 décembre 1886, au sujet des réclamations d'Antonio Pelletier et de A. H. Lazare contre la République d'Haïti.

« Executive Mansion », 20 janvier 1887.

Grover Cleveland.

#### AU PRÉSIDENT :

Le Secrétaire d'Etat, auquel a été référée la résolution du Sénat en date du 8 décembre 1886, en demandant au Président de communiquer à cette assemblée, (si toutefois ce n'est pas contraire à l'intérêt public), copie des sentences rendues par l'arbitre dans les affaires Antonio Pelletier et A. H. Lazare contre la République d'Haïti, suivant le protocole du 24 mai 1884, signé par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et le Ministre Plénipotentiaire de la République d'Haïti, ensemble avec telle décision qui peut avoir été prise à ce sujet, a l'honneur de lui soumettre le rapport suivant :

### I. AFFAIRE PELLETIER.

L'attention du Département d'Etat fut attirée pour la première fois sur l'affaire Pelletier, celle dont il s'agit d'abord dans la résolution du Sénat que j'ai devant les yeux, par une dépêche de M. G. E. Hubbard, agent commercial des Etats Unis au Cap Haïtien, datée du 13 avril 1861. Cette dépêche, que nous citerons ailleurs et plus au long, faisait connaître que Pelletier avait été arrêté sous charge de tentatives faites dans les eaux haïtiennes, en vue de réduire en esclavage des citoyens d'Haïti. M. Seward, alors Secrétaire d'Etat, après une longue correspondance, refusa finalement le 30 novembre 1863 de se mêler des poursuites intentées par Haïti dans cette affaire ; et, dans les instructions qu'il donna à M. Whidden, alors commissaire des Etats-Unis en Haïti, il considère que « sa conduite (celle de Pelletier) en Haïti et sur les côtes semble avoir fourni aux autorités de cette République des raisons suffisantes de le soupçonner et, les faits qui déterminèrent son arrestation, son procès et sa condamnation conformément à la loi, paraissent être de ceux pour lesquels il n'est pas jugé expédient d'intervenir ».

Dans la première partie de 1864, Pelletier s'enfuit d'Haïti, et, le 16 juillet

de la même année il présenta au Département d'Etat une réclamation formelle, exposée dans un long mémoire. Cependant la seule démarche dont cette affaire devint l'objet, fut une réponse de la Secrétaire d'Etat à la demande de la Chambre des Représentants, qu'on lui communiqua une copie de tous les documents composant le dossier de cette réclamation. Cette réponse porte la date du 3 avril 1868. La Chambre des Représentants ne prit aucune détermination ultérieure.

Une seconde demande fut adressée à ce département en 1871. Le résultat en est mentionné dans la lettre suivante, écrite aux conseils de Pelletier à cette époque :

« Département d'Etat,

« Washington, 26 septembre 1871.

**MM. Bartley et Casey, Washington.**

« Messieurs :

« Votre lettre du 23 courant, relative à l'affaire d'Antoine Pelletier contre la République d'Haïti, nous est parvenue.

« Je me vois obligé de vous répondre, que ce département, après un examen attentif, n'a pas trouvé de motifs suffisants pour s'écarter de l'opinion exprimée par M. Seward en ce qui regarde cette réclamation, et exposée par lui dans sa lettre d'instruction à M. Whidden, Ministre des Etats-Unis en Haïti, portant la date du 30 novembre 1863. Les instructions se trouvent à la page 56 du document imprimé par ordre de la Chambre des Représentants auquel vous vous référez.

« Je dois ajouter en plus, qu'il est de coutume de suspendre toute action dans une réclamation contre un gouvernement étranger, pendant que le Sénat et la Chambre des Représentants en ont demandé le dossier, en vue d'examiner l'affaire. Ce département n'a pas reçu avis que la Chambre des Représentants ait pris de décision à ce sujet.

« Je suis, etc., etc.,

« J. C. B. DAVIS,

« Secrétaire par intérim ».

Le réclamant fit ensuite une demande au Sénat. Le 6 janvier 1864, sa réclamation fut renvoyée au Comité des Affaires Etrangères. Le 9 juin 1874, M. McCreery présenta le rapport unanime du comité, dont copie est annexée ci-contre, qui, tout en entrant dans plus de détails, se plaçait au même point de vue que M. Seward. J'aurai l'occasion de citer ailleurs certains passages de ce rapport.

Le réclamant s'adressa une seconde fois à la Chambre des Représentants, et le 14 janvier 1878, un mémoire additionnel et de nouveaux documents furent présentés par lui ; cette nouvelle tentative fut suivie d'une résolution de cette assemblée refusant de faire aucune recommandation au sujet de cette affaire.

Le 22 janvier 1878, Pelletier se présenta de nouveau au Département d'Etat avec une série de déclarations faites *ex parte*, qui furent référées à M. O'Connor, alors examinateur des réclamations et solliciteur du Département d'Etat. M. O'Connor fit deux rapports, l'un le 19 février 1878, l'autre le 29 mars 1878. Dans ce dernier rapport, il est dit : que la réclamation, telle qu'elle est à présent établie d'après les preuves fournies par le réclamant à ce département, constitue un motif suffisant pour fonder

une demande en réparation de la part du Gouvernement haïtien. M. Evarts, Secrétaire d'Etat, envoya à M. Langston, alors Ministre en Haïti, des instructions à cet effet. M. Langston fit la demande d'arbitrage et conclut en ces termes :

« J'ai reçu l'ordre, au cas où votre Gouvernement se proposerait d'opposer de nouvelles défenses à la justice de la réclamation du capitaine Pelletier, de lui proposer un arbitrage prompt et impartial ; si toutefois un semblable arrangement rencontrait un refus de la part du Gouvernement haïtien, j'ai l'ordre de déclarer ultérieurement que le Gouvernement des Etats-Unis demandera satisfaction ».

Sous la pression de ces paroles, le Gouvernement haïtien, qui avait refusé de prime abord et d'une façon péremptoire, de consentir à un arbitrage, y consentit enfin, et, le 24 mai 1884, une convention fut signée par M. Frelinghuysen, alors Secrétaire d'Etat, et M. Preston, Ministre d'Haïti.

Cependant cette convention n'ayant jamais été soumise au Sénat, elle ne devint pas une loi du pays. Par conséquent, comme nous en ferons la remarque ailleurs et avec plus de détails, l'arbitre ne fut revêtu d'aucunes prérogatives judiciaires distinctes.

D'après cette convention, l'honorable William Strong, qui avait été pendant longtemps membre distingué de la Cour Suprême des Etats-Unis, fut choisi arbitre. Les séances de l'arbitrage commencèrent le 10 novembre 1884 et durèrent jusqu'au 27 avril 1885. Pendant ces séances un grand nombre de preuves écrites furent soumises, des témoins interrogés sous serment, des preuves admises ou rejetées par l'arbitre et des plaidoyers faits par les deux parties. L'arbitre rendit une sentence le 20 juin 1885. Copie de cette sentence ainsi que de toute la procédure antérieure devant l'arbitre est jointe à ce rapport.

Ignorant à cette époque les détails de cette affaire, dont je ne fus instruit que plus d'un an après, et n'ayant pris aucune part aux négociations préliminaires, je me suis borné à instruire le Président de la sentence arbitrale qui venait de m'être communiquée. Mention en fut faite dans le Message annuel du Président au mois de décembre 1885. Peu de temps après l'envoi au Congrès du Message présidentiel, je fus averti officieusement des grandes difficultés qu'aurait le Gouvernement haïtien à se conformer à la sentence arbitrale en question. L'état embarrassé de ses finances et l'arbitrage accepté à une époque où ce moyen semblait être le seul auquel on pût avoir recours pour éviter des difficultés imminentes avec les Etats-Unis, n'étaient pas les seules causes qui empêchaient le Gouvernement haïtien de se soumettre à la décision arbitrale ; mais la réclamation en question, par sa nature et par le développement des faits, aujourd'hui entièrement connus, était telle qu'elle ne pouvait être acceptée sans entraîner la ruine du pays, et sans porter atteinte à l'honneur national.

Pour expliquer la lenteur apparente avec laquelle s'est accomplie l'entière présentation des faits, il est utile de dire que quelques années après les événements qui donnèrent lieu au procès, nombre de documents officiels de l'affaire Pelletier, ainsi que de l'affaire Lazare, se trouvèrent détruits dans l'incendie des archives haïtiennes, et que ce n'est que tout récemment que les faits sur lesquels se basent les deux affaires purent enfin être mis en lumière.

Le 18 novembre 1886, le Gouvernement haïtien communiqua au Dépar-



tement d'Etat des observations générales contre la mise à exécution de cette sentence arbitrale. Ces observations me forcèrent à examiner avec soin le dossier, en ce qui avait trait au fond de l'affaire. Je vais à présent exposer le résultat de cet examen.

A l'automne de l'année 1860, la barque le *William*, condamnée à Key West pour avoir servi à la traite des noirs, fut achetée du « marshal » par un nommé Packer, agissant, paraît-il, pour Pelletier, le réclamant. Ce navire fut conduit à Mobile, où des réparations y furent faites ; il reçut une patente américaine au nom d'Edward Lee Launde, ou d'Edward de Launa. Ces noms semblent avoir couvert le nom véritable d'Emile Delaunay, personnage résidant à la Nouvelle-Orléans, à qui, paraît-il, appartenait la plus grande partie de l'attirail à bord du navire, et qui, sans consulter Pelletier, avait pourvu aux frais de réparations et d'assurances. D'après les preuves, Emile Delaunay semble en avoir été propriétaire non-seulement de nom mais aussi de fait. Cette conclusion est celle que le Juge Strong exprime dans sa sentence. où, après avoir examiné les assertions contradictoires faites par Pelletier au sujet de la propriété du navire, il lui refuse le droit de réclamer des dommages et intérêts par suite de sa saisie et de sa confiscation, dont nous expliquerons plus loin les détails.

Le bâtiment, muni des permis de douane, quitta vers la fin d'octobre 1860 le port de Mobile pour Carthagène (Nouvelle-Grenade), avec un chargement déclaré par le manifeste comme se composant entièrement de bois de construction et de biscuits, mais auquel le réclamant ajoute, dans sa déclaration, une somme considérable d'argent en espèces, plus deux barils de poudre et un grand nombre de pistolets et de fusils.

L'équipage se composait de quatorze hommes, sans compter le réclamant ; ces matelots étaient étrangers et le réclamant les décrit comme des « vagabonds et des bandits ». Le navire arriva à Carthagène à la fin du mois de novembre. Une partie du chargement fut vendue et de la poudre d'or fut achetée, suivant les dires du réclamant. D'après les déclarations de Pelletier, il semblerait qu'une révolution, qui avait éclaté, empêcha la vente de ce qui restait du chargement. Le navire, muni des permis de douane, quitta Carthagène pour Rio Hacha, port situé à environ 100 milles est-nord-est de Carthagène, sur la côte de la Nouvelle-Grenade. L'équipage s'était accru d'un matelot réfugié, de race noire, nommé Bina, de Jean Cortez et de sa famille.

Cortez apportait avec lui des marchandises et il fut pris comme passager pour Rio Hacha. Toutefois, au lieu de faire voile vers ce port, Pelletier, comme il l'a déclaré, fut contraint par les vents et les courants contraires de diriger sa course vers le nord-ouest, et ne s'arrêta qu'en atteignant Georgetown, port de l'île du Grand Caïman, éloigné de 700 milles de Rio Hacha. Là, Cortez, inquiet et effrayé d'avoir été entraîné si loin de sa destination première, abandonna ses marchandises moyennant 1,000 dollars, dont 500 furent déduits pour services rendus.

Le 24 décembre 1860, le navire, muni de permis de douane, fit voile pour Port-au-Prince (Haïti). Au sujet de l'abandon de son premier dessein d'aller à Rio Hacha, Pelletier ne donne aucune explication satisfaisante.

A Port-au-Prince, où le navire arriva en janvier 1861, ce qui restait du chargement de bois fut vendu ; mais avant de le livrer, Bina, le réfugié de race noire ; et plusieurs hommes de l'équipage qui, sur la demande de Pelletier, avaient été arrêtés par les autorités haïtiennes, dénoncèrent

Pelletier à ces autorités, en disant qu'il avait fait la traite des noirs. Pour citer les mots du Juge Strong, « il était très naturel et raisonnable que la police fit une perquisition partielle sur le navire. On trouva le navire muni d'armes, de munitions et d'un grand nombre inaccoutumé de menottes... et on trouva un grand nombre de tonneaux d'eau. Tous ces ustensiles sont considérés comme faisant partie de l'attirail d'un navire affecté à la traite des noirs.... Considérant les accusations de Bina et des matelots emprisonnés, le résultat de la perquisition à bord du navire, et la demande faite par Pelletier à Maximillian en vue d'obtenir des ouvriers pour aller à la Navase, je crois pouvoir penser que les autorités haïtiennes avaient des motifs bien fondés de soupçonner que le navire était un négrier poursuivant un voyage illégal. »

Cependant, après un court délai, les autorités haïtiennes relâchèrent le navire et, sur la demande de Pelletier, lui donnèrent un permis de sortie pour la Nouvelle-Orléans. Mais, au lieu de se diriger vers l'ouest et de suivre le plus court et meilleur chemin pour la Nouvelle-Orléans, Pelletier tourna vers le nord et, « faisant face aux vents debout et aux courants rapides, » il traversa le Passage-sous-le-Vent à la côte nord d'Haïti. Il fit ensuite escale dans la baie « Man-of-War, » dans l'île de la Grande Inague, pour lester son navire, comme il le dit lui-même. Le navire s'engagea sur des bancs de sable et les attaches de son gouvernail se brisèrent ; mais, au lieu de réparer cette avarie, Pelletier cingla son gouvernail avec des chaînes et s'efforça d'atteindre Porto Plata, un port de Saint-Domingue, dans une direction opposée à celle de la Nouvelle-Orléans. Peu de temps après, Pelletier apparut de nouveau sur la côte nord d'Haïti. Là, il hissa le pavillon français et, dépassant le Cap Haïtien, où se trouve un bon port ouvert au commerce, il alla, ajoute le Juge Strong, « mouiller à Fort Liberté, port haïtien peu connu, fermé au commerce et éloigné seulement d'environ vingt milles du Cap Haïtien ; il allègue qu'il était entré dans ce port par erreur, le prenant pour celui de Porto-Plata (Saint-Domingue). Il m'est impossible d'admettre que l'entrée de Pelletier à Fort Liberté soit due à une pareille erreur. La courte distance qui sépare le Cap Haïtien du Fort Liberté est d'environ vingt milles seulement. Porto Plata est à près de cent milles à l'est. Les abords de ces deux ports, tels qu'ils sont décrits dans le guide maritime, paraissent très dissemblables, et les côtes qui devaient être en vue depuis son passage devant le Cap Haïtien devaient avertir Pelletier qu'il était très loin de Porto Plata. »

Le Juge Strong continue son exposé en ces termes :

« A Fort Liberté il fit flotter un pavillon français, non un drapeau américain ; il déclara que son navire s'appelait le *Guillaume Tell*, de la Havane, en route pour le Havre. Il donna ordre à son équipage de ne parler que français et assura que son nom était Jules Letellier. Il alla même jusqu'à entrer en correspondance avec le consul français, répétant, dans une lettre qu'il signa « Jules Letellier », les mêmes assertions fausses que nous venons de relever. Pour excuser ces manœuvres frauduleuses, Pelletier allègue qu'à son entrée dans Fort Liberté la terreur que lui fit éprouver la vue du drapeau haïtien, et le souvenir des péri's récents qu'il avait courus au Port-au-Prince, en sont les seules causes. Cette explication est, à mon avis, insuffisante. De pareilles craintes n'étaient pas fondées, et il est difficile de penser qu'elles eussent leur raison d'être. Le navire avait reçu ses permis de douane en quittant Port-au-Prince, et s'il était en détresse,

ce fait eût expliqué entièrement sa rentrée dans un port haïtien pour se réparer. D'ailleurs, ces explications mensongères ne sont pas les seules que Pelletier ait données. Il a dit qu'il avait été à la Guadeloupe, qu'il avait été forcé de jeter son chargement à la mer et que son navire s'était ensablé sur ces bas-fonds. De fausses déclarations, faites dans le but de tromper, éveillent naturellement les soupçons de ceux auxquels elles sont faites, et constituent dans une certaine mesure une preuve de culpabilité.

« La fausseté des assertions de Pelletier fut bientôt découverte par le Consul de France et par les autorités haïtiennes ; son arrestation et la saisie de son navire en furent les conséquences. En présence des faits que nous venons d'examiner et qui me paraissent établis, je ne puis échapper à cette conviction que le but du voyage entrepris par la barque le *William* était illégal ; que son objet principal était de se procurer un chargement de noirs, soit en les achetant, ou s'en emparant de force pour les emmener esclaves en Louisiane. Ce chargement de bois de construction, et cette intention feinte de charger son navire de guano, ne servaient que de prétextes pour cacher le but véritable de l'entreprise. A mon avis, on ne peut douter que si ce navire avait été capturé et amené dans un port américain, au moment même où on le saisissait à Fort Liberté, il eût été condamné par les cours des Etats-Unis comme navire affecté à la traite des noirs. Je considère donc que les autorités haïtiennes avaient de bonnes raisons de soupçonner, voire même d'être persuadées que ce navire, affecté à la traite des noirs, était venu dans un but hostile aux habitants d'Haïti : et, qu'elles avaient le droit de le saisir dans un de leurs ports, d'arrêter le patron, au moins pour commencer contre lui une procédure criminelle. Si l'on peut en croire le témoignage, non contredit, de M. Moses, ce voyage paraît avoir été préparé par Delaunay et Pelletier ; le navire avait été acheté dans un but illicite. Il fut équipé et approvisionné à cet effet, et la façon dont il erra plus tard le long de la côte haïtienne, passant, sans y entrer, un port excellent, ouvert au commerce, pour aller inouïller sous de fausses couleurs, dans un port presque inconnu et fermé au commerce ; tout semble corroborer ce dessein. Les circonstances de nature à éveiller les soupçons se produisent dès le début. Le transfert du titre à Delaunay, suivant les dires de Pelletier, en vue de se procurer une patente à la Nouvelle-Orléans ; la patente obtenue à Mobile au nom de Lee Launde, ou d'Edward de Launa, ou d'Edward Lee Launa, l'approvisionnement de poudre, de pistolets, de fusils, dont la quantité et le nombre ne sont pas exprimés dans le manifeste ; le chargement de planches, dont environ un tiers était placé sur le pont, quand la cale pouvait aisément le tenir en entier ; le nom d'emprunt pris par le contre-maître, la composition de l'équipage, formé d'étrangers et de vagabonds ; l'évidente fausseté du prétendu chargement de guano ; le déguisement du nom du navire ; les assertions mensongères faites au sujet de sa nationalité et touchant le port qu'il avait quitté et le but de son voyage ; le changement du nom du patron ; le nombre inaccoutumé de raenottes à bord ; le grand nombre de tonneaux d'eau, y compris le nombre des récipients capables de contenir de l'eau ; tous ces faits se corroborent. Ils tendent vers une même direction, et, pris collectivement, ils imposent presque les conclusions que le voyage était ill'cite et que la traite des noirs en était l'objet. Ajoutez à ces faits la demande adressée par Pelletier à un Haïtien en vue de se procurer 30 hommes et quelques femmes, de la race



noire, afin qu'ils l'aidassent à ramasser du guano ; et, je ne puis échapper à la conclusion que le Gouvernement haïtien, bien qu'il ignorât peut-être à cette époque une partie de ces détails, fût en droit d'entretenir de justes soupçons, alors même qu'il n'eût pas été entièrement certain que ce navire était venu pour faire la traite, et que le dessein de Pelletier était d'obtenir un chargement de noirs dans le pays. A l'unanimité, même les représentants des Gouvernements étrangers, qui se trouvaient alors en Haïti, émisrent l'avis que Pelletier s'était rendu coupable de piraterie et que le Gouvernement haïtien était pleinement justifié en procédant judiciairement contre lui. M. Lewis, Agent commercial des États-Unis, se joignit à M. Byron, Consul général d'Angleterre, remplissant par intérim les fonctions de Chargé d'Affaires, pour demander que le capitaine et le navire, alors en état d'arrestation et de saisie, ne fussent pas mis en liberté. » (Sentence arbitrale rendue dans l'affaire Pelletier, pages 14, 16).

L'exposé suivant, concluant dans le même sens, est pris du rapport de M. McCreery, du 9 juin 1879. (*Rapport du Sénat, N° 426, première session du 43<sup>e</sup> Congrès.*)

M. McCreery présente le rapport suivant (*pour accompagner le « bill » du Sénat, 255*) :

« Le Comité des Relations Etrangères a pris en considération le projet de loi, la pétition et les documents d'Antonio Pelletier, et il soumet le rapport suivant :

« Le pétitionnaire réclame l'intervention de ce Gouvernement, en vue d'adresser une demande aux autorités haïtiennes pour obtenir une indemnité fondée sur la perte de la barque le *William* et de son chargement, ainsi que des autres pertes d'argent résultant de l'emprisonnement illégal du capitaine dans cette île. Ce navire fut condamné et vendu, d'après un jugement rendu par les cours haïtiennes, comme ayant été affecté à la traite des noirs ; Pelletier et la majeure partie de son équipage furent emprisonnés comme pirates.

« Les intentions de Pelletier, en faisant l'achat de ce navire et en s'embarquant pour ce voyage, sont si étranges, que nous nous voyons forcés de reproduire ici ses propres paroles. Il dit : « Etant à cette époque « riche et prospère, je formai le dessein de revoir certains ports que j'avais « visités lorsque j'étais pauvre, et dans lesquels je m'étais fait des amis « qui, je le pensais, se réjouiraient de ma prospérité, et au milieu desquels « je voulais au moins montrer les preuves de mes succès. » Ces sentiments, quoique désintéressés, peuvent être imputés à la faiblesse de l'esprit des hommes favorisés par la fortune ; toutefois, ce qui paraît surprenant, c'est que celui-là même qui compte faire ainsi l'étalage de ses richesses s'embarque sur un négrier de second ordre, avec un équipage composé de « bandits et de vagabonds », comme il désigne lui-même quelques-uns de ses matelots dans ce voyage singulier. Bien que partiellement couvert par la vanité de l'étalage, se révélait néanmoins le désir que les profits de l'entreprise commerciale comblassent au moins une partie des dépenses ; du sapin résineux et du guano furent les articles choisis pour le voyage d'aller et de retour. Si l'odeur de ces marchandises devait être incommode dans les climats méridionaux, il pouvait supporter ces inconvénients en pensant que « ses amis » ne sauraient pas l'accuser d'être fier, quoiqu'il fût devenu riche et qu'ils seraient plus à leur aise en sa présence. Ce que



nous sommes incapables de comprendre dans les actions humaines est généralement attribué aux excentricités du génie, et cette expédition, avec ses absurdités apparentes, peut trouver peut-être une explication sous le couvert d'une expression commode.

« D'autre part, si Pelletier désirait aller en Haïti, il allongeait sa route d'environ 500 milles en passant par le Grand Caïman ; il pouvait déposer Cortez à la Jamaïque qui est presque en ligne avec Haïti. L'indisposition de Madame Cortez peut à peine avoir été considérée comme un obstacle, car après que Pelletier eut quitté le soir l'île du Grand Caïman, elle s'embarqua le lendemain matin sur la goëlette l'*Eden*.

« Lorsque Pelletier se dirigeait du Grand Caïman sur le Port-au-Prince (Haïti), il s'arrêta six jours dans l'île de Cuba, où il n'avait aucune affaire ; il s'y arrêta uniquement par bonté, afin de faire soigner par un médecin un homme et une femme, malades à son bord. Peu de capitaines commandant un équipage se soumettraient à un pareil délai pour une pareille cause. Si l'on peut supposer pour un instant que Pelletier allât en Haïti avec l'intention d'enlever de force des citoyens de ce pays, ce pour quoi il fut accusé et condamné par les tribunaux haïtiens, un court séjour sur l'île de Cuba n'aurait pas été dépourvu de certains avantages commerciaux. La barque le *William* arriva au Port-au-Prince vers la seconde moitié du mois de janvier 1861 ; peu de temps après, Pelletier obtint l'arrestation et l'emprisonnement de cinq matelots de son équipage, coupables d'insubordination. Ce fut vers cette époque que Bina, le passager de race noire, qui pensait sans doute qu'il était possesseur de secrets importants, alla voir Pelletier, et, après un entretien dont il ne fut pas satisfait, lui écrivit de pourvoir à son soutien, lui demandant immédiatement 100 dollars et le menaçant, au défaut de ce paiement avant midi, d'agir de sorte qu'il lui en coûterait plus cher. Dans la conversation qui précéda cette lettre, Pelletier fit à Bina de vives remontrances, et lui rappela les services qu'il lui avait rendus à cause de sa famille ; il lui dit aussi qu'il avait acquitté une partie de ses dettes à Carthagène et qu'il l'avait amené sans lui faire payer son voyage, loin du pays où il courrait des dangers, et en outre qu'il s'était livré au « caquetage ».

« Quelque part que Bina ait prise aux événements subséquents, il est évident que Pelletier ne prétendait pas qu'on se livrât au caquetage. Exaspéré de ce que Pelletier ne lui avait pas avancé la somme demandée, Bina le dénonça aux autorités, comme négrier. Le procureur du Gouvernement, accompagné du commandant de la place et d'une escouade de police armée, vint à bord du *William* pour y faire une perquisition dans le but de savoir si les accusations de Bina étaient vraies ou fausses. Ils trouvèrent des menottes, des tonneaux d'eau, des armes et des munitions en telle quantité qu'ils furent convaincus de la vérité de l'accusation. Pelletier, qui était alors à terre, instruisit son second et lui ordonna, au cas où la police reviendrait, d'étendre sur l'échelle d'abordage, qui était tendue au flanc du navire, le drapeau américain, et d'empêcher qu'elle ne vint à bord. En dépit de ces précautions, le commandant de la place conduisit ses hommes au haut de l'échelle qui montait au navire, foulant aux pieds et déchirant le drapeau qui la couvrait. Avant la perquisition, Pelletier s'était efforcé d'obtenir l'assistance de cinquante hommes et de quelques femmes, en vue d'aller sur une île voisine pour charger son navire de guano.

« Les Haïtiens soupçonnaient que le véritable dessein de Pelletier était

de les prendre de force et de les emmener en esclavage. Ils étaient descendants d'esclaves, et très probablement n'avaient pas reçu en héritage l'opinion la plus favorable de cette « institution particulière ». Quoi qu'il en soit, votre Comité pense que les faits justifiaient la perquisition, et que le drapeau, dans ces circonstances, ne pouvait exercer aucune protection.

« Pelletier ne fut pas arrêté comme on aurait pu s'y attendre, et, après un séjour d'environ six semaines, on lui permit de partir, accompagné d'un vaisseau de guerre haïtien, le *Geffrard*, qui ne devait le quitter qu'à une distance de 200 milles de la côte.

« Bien que les autorités haïtiennes eussent de bonnes raisons de se croire à tout jamais débarrassées de Pelletier et de la barque le *William*, elles étaient dans l'erreur. Peu de semaines après, vers le 1<sup>er</sup> avril, Pelletier entra dans le port du Fort Liberté, sous un nom d'emprunt ; il se disait le patron d'un navire français, le *Guillaume-Tell*, faisant le trajet de la Havane au Hâvre. Un drapeau français flottait à son mât. Il se mit en relation avec l'agent commercial de France, et représenta que son navire était en détresse. Le commandant de la place le traita avec une civilité peu ordinaire, et il jouit d'une tranquillité parfaite, jusqu'à ce que l'un de ses matelots dont le nom était Miranda s'enfuit du navire.

« Pensant que Miranda le dénoncerait aux autorités comme pirate, il s'efforça de quitter le port pendant la nuit ; mais son navire s'ensabla. Le jour suivant, le vice-consul de France arriva, et découvrant la fraude dont il avait été le jouet, demanda l'arrestation de Pelletier.

« Quelques jours après, Pelletier était amené au Cap Haïtien et de là transporté à Port-au-Prince. Avant d'intenter un procès contre Pelletier, le Ministre des Affaires Etrangères consulta, au sujet de la juridiction, les agents commerciaux des principales puissances d'Europe qui se trouvaient alors à Port-au-Prince. Par une décision unanime, partie des consulats de France, d'Angleterre, de Danemark, d'Espagne, de Hanovre, d'Italie, de Prusse et de Suède, le Gouvernement haïtien était entièrement autorisé à intenter contre Pelletier les poursuites judiciaires d'usage dans le cas de crime de piraterie. L'affaire de Pelletier devint l'objet d'une enquête prolongée devant les plus hautes cours d'Haïti et Pelletier fut condamné à mort ; mais cette sentence fut commuée ultérieurement en cinq années d'emprisonnement. Pelletier ne se fit pas représenter par un conseil, il ne voulut répondre à aucune question ; nous n'entendons pas d'ailleurs critiquer sa conduite, elle fut peut-être la plus sage qu'il pût adopter. L'habile conseil qui représentait le pétitionnaire soutint avec vigueur que les cours haïtiennes n'étaient pas compétentes ; mais Pelletier donna à la baie dans laquelle il entra le nom de « rade » ou de « port » ; or, si la juridiction d'un gouvernement ne s'étend pas à ses rades ou à ses ports, les citoyens de ce pays n'ont aucune sécurité ni pour leurs vies, ni pour leurs personnes, ni pour leurs propriétés, et ils sont à la merci du premier corsaire venu qui aurait formé le dessein de leur faire violence.

« Le document produit par Pelletier pour prouver sa nationalité ne ressemble ni par la forme ni par la rédaction à aucun document de naturalisation qui nous soit jamais tombé sous les yeux. Le droit considère deux démarches à faire en pareil cas ; le réclamant semble n'en avoir fait qu'une et avoir expédié promptement cette besogne. Sur une des faces de ce document est écrit le mot « duplicata » ; or, ceci est un terme commercial dont,

nous le croyons, il n'est jamais fait usage dans ce pays-ci pour l'attestation de procédures judiciaires.

« Après un examen minutieux des faits, nous sommes conduits à adopter l'opinion de l'honorable William H. Seward exposée dans sa dépêche No. 36, à Benjamin F. Whidden, Esq. :

« La conclusion que nous tirons est que la nationalité du personnage « en question n'est pas établie par des preuves suffisantes pour motiver « une intervention en sa faveur. Supposant même que le contraire fût « prouvé, la conduite de Pelletier en Haïti et sur les côtes, semble avoir « fourni aux autorités de cette République, des raisons suffisantes de le « soupçonner, et les faits qui déterminèrent son arrestation, son procès et « sa condamnation conformément à la loi, paraissent être de ceux pour « lesquels il n'est pas jugé expédient d'intervenir. »

Voici les conclusions auxquelles le Juge Strong était arrivé :

1. Que Pelletier n'avait aucun droit de recouvrer des dommages-intérêts pour la saisie et la confiscation de son navire ; mais

2. Qu'il avait droit à des dommages-intérêts par suite de l'emprisonnement et des autres injures personnelles que lui avaient infligées les autorités haïtiennes pour le punir des actes de piraterie et de tentatives de traite. De ce dernier chef, il fixa les dommages-intérêts à une somme de 57,250 dollars.

En premier lieu, je dois exprimer mon entière adhésion à la conclusion formulée par le juge Strong et le Comité du Sénat, à savoir que le réclamant n'a pas droit à des dommages-intérêts pour la saisie et la confiscation de son navire. Mais comme je suis obligé à en venir à des conclusions directement opposées à celles du savant arbitre sur la question de la compétence d'Haïti à juger les offenses dont il s'agit, je dois reproduire en entier la partie de sa sentence où il motive sa décision.

Elle est comme suit :

« Et rien ne fut fait par lui, dans les ports d'Haïti, qui peut être qualifié de piraterie, reconnue pour telle par le droit des gens. Comme je l'ai déjà dit, je ne m'occupe pas de rechercher ce qui peut avoir constitué la piraterie d'après le droit haïtien. C'est un autre droit qui doit régir la décision de cette affaire ; ainsi il est stipulé dans le protocole. Le nom d'emprunt pris par Pelletier à Fort Liberté, le changement du nom de son navire, l'usage illégal du drapeau français, les assertions mensongères au sujet du port qu'il avait quitté, du port de destination, et enfin toutes les supercheries dont il se rendit coupable, tous ces actes, dis-je, si reprehensibles et si coupables qu'ils soient, ne constituent pas cependant des actes de piraterie, et, la demande que fit Pelletier à Maximilien, pendant son séjour au Port-au-Prince, en vue de savoir s'il pouvait se procurer des Haïtiens, hommes et femmes, afin de charger son navire de guano dans les îles à guano, n'est pas un acte de piraterie, bien que de nature à éveiller le soupçon que son intention était d'enlever de force des esclaves. Il en est de même du projet qu'on lui a attribué, (si toutefois il l'a jamais fait), d'emmener en esclavage tous ceux qu'il aurait invités à un bal sur son navire pendant le séjour qu'il fit à Fort Liberté ; ce projet non exécuté et non réalisé en fait, ne constitue ni un acte de piraterie ni un acte de traite. Ce sont tout au plus de criminels desseins non exécutés. Il n'existe en vérité aucun acte apparent de piraterie, telle qu'elle est définie par le droit des gens, ni même un

acte apparent de traite, et aucun n'a été allégué. Je considère par conséquent que les cours haïtiennes n'avaient aucune juridiction sur le navire ni sur le patron. Il s'ensuit, qu'ayant subi des dommages en conséquence d'une usurpation de pouvoir commise par ces cours, afin de juger et de punir Pelletier, la République d'Haïti peut être justement obligée de l'indemniser pour les torts dont il a eu à souffrir. »

À mon tour je ne soutiens pas que Pelletier ait commis des actes manifestes de piraterie, ou qu'il se soit rendu coupable d'avoir fait la traite dans les eaux territoriales d'Haïti. Mais je me place au point de vue suivant, qui, s'il était admis, soutiendrait la juridiction haïtienne dans son action :

1. Pelletier vint à Haïti en 1861, avec l'intention d'enlever de force et de réduire en esclavage des citoyens d'Haïti ; il fit, pendant qu'il se trouvait dans les eaux territoriales du pays, tous préparatifs pour exécuter son projet ; et il eût sans doute réussi à enlever et à conduire en esclavage des Haïtiens si n'avait été son arrestation.

2. Une pareille conduite, de sa part, dans les eaux territoriales d'Haïti, constitue, d'après notre droit coutumier aussi bien que d'après le droit français en vigueur à Haïti, une tentative criminelle sujette à l'action publique.

3. Le crime de tentative, ainsi mentionné, tombait sous le coup de la juridiction des cours haïtiennes.

4. Le procès, autant que nous pouvons le savoir, a été juste et loyal ; et la pénalité finalement imposée, ne fut pas rigoureuse en comparaison de la gravité du délit.

## I

Que Pelletier avait fait la traite, et qu'il était venu en Haïti pour emmener de force et réduire en esclavage des citoyens haïtiens est un fait reconnu, non-seulement par les tribunaux haïtiens, mais aussi par le Comité des Affaires Étrangères du Sénat en 1874, et par le Juge Strong en 1885. Aucun autre tribunal n'a examiné en détail les faits du côté de l'accusation ni de celui de la défense ; et, si nous examinons la procédure, telle qu'elle a été faite devant le Juge Strong, nous avons l'avantage d'un rapport complet de plus de deux mille pages imprimées, contenant tous les témoignages rassemblés. Après un examen soigneux de tous ces témoignages, je pense devoir dire, qu'il est établi au-delà de tout doute raisonnable, que le voyage de Pelletier à Haïti avait pour objet d'emmener en esclavage des citoyens de ce pays ; et, je dois ajouter, en me séparant à cet égard du Juge Strong pour me ranger à l'avis du Comité du Sénat et des cours haïtiennes, que cette entreprise fut conduite dans les eaux territoriales d'Haïti, jusqu'à un point où elle aurait réussi, si n'avait été l'arrestation de Pelletier par les fonctionnaires haïtiens. Voici les motifs dont je me sers pour tirer ces conclusions :

M. G. Eustis Hubbard, Agent Commercial des États-Unis au Cap Haïtien, s'exprime ainsi dans une dépêche officielle qu'il adressait à ce département le 13 avril 1861, à une époque où les faits, que sa fonction lui faisait un devoir d'examiner, étaient encore nouveaux :

« De tous les rapports et preuves que je puis réunir, il semble ressortir que la barque le *William*, après un voyage prolongé dont le but paraît



illégal, sur la côte du continent espagnol et dans les Antilles, arriva au Port-au-Prince le 21 janvier dernier ; là, le patron déclara son navire comme venant de la Nouvelle-Orléans, bien qu'il ne pût montrer les expéditions de la douane de cette ville. On passa sous silence cette irrégularité, et le navire fut dûment enregistré à la douane du Port-au-Prince. Là on soupçonna qu'il était affecté à la traite des noirs, et ce soupçon fut confirmé par le témoignage écrit de plusieurs matelots de son équipage et des passagers ; les preuves à cet effet étaient si convaincantes que les autorités de Port-au-Prince vinrent à bord du navire pour y faire une perquisition, sans avoir, contrairement au droit et à l'usage, avisé l'Agent Commercial des Etats-Unis des faits et de la perquisition. On trouva à bord 20 paires de menottes, 12 revolvers à six coups, 4 carabines, 1 pistolet-revolver avec un poignard attaché et 2 quarts de poudre ; c'était certainement un armement bien considérable pour un navire marchand dont le trafic eût été légal. Dans la cale du navire on trouva un grand nombre de poutres, de traverses, de planches, de tonneaux d'eau, (plus de cent tonneaux d'eau sont portés sur l'état-de-lieu), et enfin une grande quantité de provisions.

« A son arrivée au Fort Liberté, le capitaine déclare que son navire s'appelle le *Guillaume-Tell*, venant du Havre et allant à la Havane ; il dit que son nom est Jules Letellier et il assure que son navire s'est ensablé sur les Cayes d'Argent ; il désire engager des ouvriers pour y aller avec lui et sauver une partie de son chargement qu'il avait jeté à la mer, afin d'alléger son navire. Le jour suivant, (le 1<sup>er</sup> avril), il écrit au Vice-Consul de France au Cap Haïtien, une lettre en français ; il déclare dans sa lettre qu'il a cassé son gouvernail, et qu'aussitôt cette avarie réparée, il irait au Cap Haïtien avec son navire, et qu'il se mettait sous la protection du Vice-Consul de France.

« Nous joignons à cette dépêche une traduction de cette lettre. Il semblerait que depuis son arrivée à Fort Liberté, le patron faisait tout son possible pour se concilier la bienveillance des autorités et des habitants de cette ville. Un jour même, il invita des personnes à dîner à son bord ; il les reçut avec grande politesse. Les habitants de cette ville n'entretenaient aucun soupçon au sujet du navire jusqu'au 3 avril, jour où l'un des matelots, s'étant enfui, avait déclaré que c'était le navire américain le *William*, de la Nouvelle-Orléans, capitaine A. Pelletier, et que l'intention du patron était de saisir à l'improviste des citoyens d'Haïti et de les vendre comme esclaves.

« Selon moi, la conduite du capitaine de la barque le *William*, pendant le voyage qu'il fit autour de ces îles, éveilla de tels soupçons qu'elle ne laisse aucun doute sur son intention d'emmener de force et de vendre comme esclaves ceux des citoyens d'Haïti qu'il aurait attirés sur son navire, en vertu d'un contrat ou sous un prétexte quelconque. Il est impossible de concevoir la hardiesse et la témérité de cette entreprise, tant elle est contraire aux mœurs du temps présent. Toutefois il est très possible que ce projet criminel aurait réussi, si la conduite de Pelletier pendant son séjour à Port-au-Prince, n'avait pas attiré sur lui tous les regards, en éveillant tous les soupçons. Je dois dire aussi que mes propres soupçons sur la légalité des actes de Pelletier étaient si forts, qu'au cas où ce navire aurait quitté à l'improviste Fort Liberté, j'eusse écrit sur le champ à

St. Thomas, à Aspinwall et à la Havane pour demander aux Consuls américains de soumettre les faits en question au commandant de n'importe quel vaisseau de guerre dans l'un de ces ports. afin que le navire fût saisi et que les intentions véritables de Pelletier fussent découvertes.

« Il est possible que le navire soit conduit dans ce port et que le patron et son équipage soient amenés ici pour y être jugés. Je sollicite donc avec respect les instructions du Gouvernement, afin de connaître la conduite que je dois tenir si le navire est ultérieurement rendu et qu'un arrêt de non-lieu soit prononcé au sujet de l'équipage, ce qui est probablement l'issue à prévoir dans cette affaire. Il est évident que cet équipage est composé du rebut de tous les pays, et que, bien qu'il soit placé sous la protection américaine, il s'est embarqué sur un navire dont le voyage est illégal. » (*Dossier Pelletier, pages 1099, 1101, 1103, 1104.*)

Le 22 février 1885, M. Hubbard, alors Agent Commercial à Porto-Rico, témoigna, en réponse à des interrogatoires écrits, sur la question alors pendante devant le Juge Strong. Il fit la déclaration suivante :

« Je n'entretenais aucun sentiment hostile à l'égard de Pelletier, à l'époque où j'écrivais à l'honorable Secrétaire d'Etat la dépêche dont la pièce annexe A est une copie, à moins qu'on ne regarde comme un sentiment hostile celui d'indignation et d'horreur qu'inspire d'ordinaire un homme capable de souiller son âme d'un crime pareil à celui dont Pelletier était soupçonné. Les circonstances infiniment suspectes qui accompagnaient cette affaire, et particulièrement le fait que Pelletier s'était fait passer pour sujet français, commandant un navire français, jusqu'au jour où il avait été contraint de s'avouer citoyen naturalisé des Etats-Unis, commandant un navire américain, m'avaient amené à penser qu'il n'était pas de mon devoir de m'opposer aux poursuites du Gouvernement haïtien dans cette affaire, ni d'entraver son action par une intervention officielle, sans avoir auparavant reçu du département d'Etat des ordres formels à cet effet ; et je me rappelle très nettement le soulagement que j'éprouvai lorsque j'appris que l'affaire échappait à mon contrôle, Pelletier et son navire étant conduits à Port-au-Prince pour y être jugés.

« Plus tard, je ne me souviens pas au juste si cette information me vint de conversations particulières, de documents écrits ou si elle fut la conséquence de déductions logiques tirées des actions mêmes de Pelletier pendant ses séjours au Port-au-Prince, en janvier et en février 1861, ou ultérieurement à Fort Liberté ; mais j'atteigns, j'en suis sûr, les conclusions suivantes :

« Que l'intention du patron de la barque le *William* était de se rendre maître aux Antilles d'environ 50 hommes de la race noire, vigoureux et bien portants, et de les emmener en esclavage.

« Que son premier projet d'engager à Port-au-Prince des ouvriers, sous prétexte d'aller dans les îles à guano, n'ayant pas réussi, il s'était enfin décidé à faire escale dans un petit port, fermé au commerce étranger, où il pourrait exécuter ses plans avec plus de facilité.

« Qu'il ne s'arrêta pas en passant devant le Cap Haïtien, parce qu'il pensait que ses actes au Port-au-Prince pouvaient y être connus.

« Qu'antérieurement à son entrée à Fort Liberté et, à ce moment, étant lui-même né en France, il prétendit être patron français, commandant un navire français ; il croyait que, de cette façon, il gagnerait plus aisément les sympathies des habitants du lieu.

« Qu'il représenta faussement que son navire était désarmé, en vue d'obtenir les gens dont il avait besoin pour aller avec lui à l'endroit où il alléguait que l'accident avait eu lieu.

« Qu'ayant échoué dans sa tentative d'engager des hommes en qualité de sauveteurs, il se proposait en dernier ressort, de donner une fête à bord de son navire ; et, pendant que ses convives seraient ivres et probablement rendus insensibles par des liqueurs frelatées, le navire gagnerait à l'improviste le large. Il avait déjà donné une fête à son bord, et il avait reçu ses hôtes avec grande politesse. Mais une fois le navire en haute mer, il aurait mis aux fers ces gens en état d'ivresse, et les y aurait tenus jusqu'à son arrivée à destination.

« Qu'il n'entendait pas vendre les noirs, ainsi emmenés de force, mais les débarquer à Ship Island, à l'embouchure du Mississipi ; un de ses parents, frère ou beau-frère, m'a-t-on dit, je crois, avait une plantation, soit dans l'île, soit dans le voisinage. Là il comptait les employer comme esclaves.

« Que ces tentatives criminelles, dont l'atrocité dépasse toutes les bornes d'une cruauté sans exemple à l'époque où nous vivons, fussent conçues au moment où les Etats du Sud commençaient à se séparer de l'Union ; dans l'hiver de 1860 à 1861, tout homme du Sud savait que la guerre était inévitable entre le Nord et le Sud ; et, selon les plans de Pelletier, un chargement de noirs pouvait être déposé sur la côte de l'extrême Sud, sans que le Gouvernement des Etats-Unis intervint, et, probablement, avec complète impunité vis-à-vis de l'Etat ou des autorités locales. Depuis que j'ai eu tiré ces conclusions, ma conviction a été et est encore que le Gouvernement haïtien aurait dû faire exécuter cet homme comme pirate et confisquer entièrement son navire. » (*Dossier Pelletier, pages 1117, 1119, 1120*).

Comme nous l'avons déjà dit, les documents concernant les poursuites judiciaires faites en Haïti dans l'affaire Pelletier, furent incendiés ; avec eux disparurent aussi les témoignages pris dans ce procès. Cependant le *Moniteur Haïtien*, journal officiel d'Haïti, publié le 10 août 1861, donne un exposé officiel des faits, tels qu'ils ont été présentés par l'accusation contre Pelletier et ses associés. Comme cet exposé donne une récapitulation officielle des témoignages réunis durant l'instruction d'après la pratique française et haïtienne, il s'ensuit que l'existence de ces témoignages nous met en mesure, en nous servant aussi des autres preuves et du jugement subséquent des Cours, de déduire quelles ont été les preuves fournies au procès. De cet exposé nous tirons le passage suivant :

#### ACTE D'ACCUSATION.

« Sur la déclaration de M. Baïna à la police générale, cinq des matelots du *William*, que le capitaine Pelletier avait fait emprisonner, de crainte qu'ils ne laissassent transpirer ses infâmes projets de traite et de piraterie, furent interrogés par les autorités locales et déclarèrent les menées du capitaine Pelletier, de Carthagène au Grand Caïman, de là à Cienfuegos, et de Cienfuegos ici. C'est sur la déclaration de Baïna et des cinq matelots Carlo Tiscornia, Juan Poux, Antonio Lobos, William Smith et Pablos Rebautes, que le Commissaire du Gouvernement, le commandant de la place et d'autres autorités se rendirent à bord du *William* et constatèrent



l'existence d'une quantité de vingt paires de menottes, quatre carabines de Colt, douze revolvers, deux quarts de poudre, des pipes vides en grand quantité, des provisions en masse, des couvertures de laine en grand nombre, et un faux pont en construction. Cela, joint à la déclaration de Wil Maximilien, citoyen haïtien, à qui le capitaine Pelletier s'était adressé pour avoir cinquante hommes et six femmes qu'il désirait engager, disait-il à Maximilien, pour faire du guano ; les manœuvres du capitaine Pelletier et les moyens d'intimidation qu'il employa pour échapper à nos investigations, se plaignant au consul américain de la conduite des autorités qui avaient visité son bord et qui avaient, disait-il faussement au Consul, foulé sous leurs pieds le pavillon américain, tout cela prouve jusqu'à l'évidence que le but du capitaine Pelletier, après avoir échoué en partie dans son vaste plan de traite et de piraterie, était de se dédommager au moyen d'une certaine quantité d'hommes qu'il avait l'intention de nous enlever. S'il a été permis au capitaine Pelletier de partir de Port-au-Prince, après tout cela, ce n'était pas qu'il manquât de preuves pour asseoir sa culpabilité : c'est que le Gouvernement, dans sa sagesse, plutôt que de retenir Pelletier et son navire, avait mieux aimé laisser le coupable à la vigilance des nations philanthropiques, dont les navires parcoururent les mers pour punir promptement ces sortes de brigands, et à la justice divine qui ne tarda pas à se manifester. Il le laissa partir et envoya notre aviso de guerre le *Geffard* à la piste du navire négrier. Dans la traversée, l'accusé Pelletier conçut l'idée de capturer le *Geffard* : Il fit confectionner des balles et des fusées par l'accusé Henri Millet, ci-devant mécanicien à bord de notre aviso, et qui était préposé à diriger les feux vers la sainte-barbe du *Geffard* ; cinq hommes furent envoyés à bord pour explorer le navire, sous le spécieux prétexte de prier le commandant du *Geffard* d'arranger les chronomètres du *William* qui étaient dérangés. Les accusés, bien qu'ils nient tous, à l'exception de Miranda, le seul dénonciateur, que le capitaine Pelletier ait eu l'idée de capturer le *Geffard*, ont maintenant unanimement déclaré néanmoins que des balles avaient été confectionnées par Henri Millet et qu'une députation avait été envoyée à bord du navire haïtien par l'accusé Pelletier. L'attitude du commandant Chassaing et de son équipage, la sommation énergique qu'il fit à ces envoyés de descendre immédiatement du bord et la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'exécuter cet audacieux projet, le portèrent à y renoncer.

« Il se vengea, toutefois, en changeant de direction continuellement, pour porter le *Geffard*, disait-il à ses matelots, à user son charbon. Quand le *Geffard* quitta le navire négrier dans le voisinage du Môle, le capitaine Pelletier louvoya plusieurs jours dans le canal, laissant la route de la Nouvelle-Orléans, le port auquel il avait été expédié du Port-au-Prince, commençant à mettre à exécution ses projets de piraterie, dans nos mers. Il avait dit à Miranda le maître d'équipage du *William*, que, pour se dédommager des 40,000 francs dépensés par lui à Port-au-Prince, il avait besoin de prendre sur nos côtes et sur nos habitations 150 hommes qu'il devait vendre comme esclaves à la Havane ; et quand Miranda lui eut objecté que les Haïtiens, étant libres et civilisés, il lui serait impossible de les enlever, l'accusé lui répondit : *nous en tuons quelques-uns et les autres se laisseront bien prendre*. Miranda dépose aussi, que le capitaine Pelletier avait l'intention bien arrêtée de s'emparer de nos caboteurs qu'il trouverait chargés de café et de marchandises. C'est dans ce but qu'il continua à



louveroy si longtemps devant le Môle ; qu'il alla à la Grande Inague, de la aux Cayes des Caïques et devant le Cap, d'où il s'enfuit avec précipitation, sous le pavillon français, ayant reconnu le pilote du port.

« Le capitaine Pelletier, qui avait manqué dans ses tentatives de piraterie devant le Môle, se dirigea sur la côte nord-est de l'île, toujours dans le même but. Il arriva à Fort Liberté et arbora de nouveau le pavillon français. En entrant dans le port, il ordonna à l'équipage de l'appeler Jules Letellier ; d'appeler le navire le *Guillaume Tell* du Hâvre, venant de la Havane ; de dire qu'il venait d'essuyer des avaries et qu'il avait laissé une partie de sa cargaison au banc d'Argent. Ceci dit, il ordonna au charpentier de retirer le tableau qui portait le véritable nom du navire.

« Cependant les autorités de Fort Liberté se rendirent à bord : le capitaine, pour mieux les tromper, les reçut avec beaucoup d'affabilité. Il leur dit que son mât, ses chronomètres, son gouvernail étaient dérangés ; qu'il venait du banc d'Argent, où il avait laissé une partie de sa cargaison, et qu'il avait besoin d'une cinquantaine d'hommes pour l'enlever. Il leur déclara que le navire s'appelait le *Guillaume* du Hâvre, venant de la Havane, et qu'il était rentré dans le port pour le réparer. Procès-verbal fut dressé ; l'accusé Pelletier le signa de ses mains, *Jules Letellier*.

« Pelletier ne se contenta pas de demander cinquante hommes ; il projeta un bal à bord dans l'intention de lever l'ancre avec les jeunes filles et les jeunes hommes de Fort Liberté qu'il y aurait invités. Ses projets étaient aux demandes d'hommes et aux invitations, lorsque Miranda, le maître d'équipage, se sauva pendant la nuit et alla dénoncer le capitaine-pirate aux autorités de Fort Liberté.

« Somination fut donnée par le général commandant la place à l'accusé Pelletier, de se rendre à terre avec ses papiers. Il s'y refusa obstinément et écrivit avec assez de hardiesse au général de l'endroit, dans le but de l'intimider et trouver le moyen de s'évader.

« Cependant, la nuit de la fuite de Miranda et le jour qui la suivit, le capitaine Pelletier fut dans de vives agitations. Il descendit lui-même avec l'accusé Urbain Castaing et quatre hommes armés de poignards et de revolvers, pour se saisir de Miranda mort ou vif, s'il était possible, tant il est vrai qu'il redoutait son évasion. » (*Dossier Pelletier, pages 979, 980, 981, 982*).

D'après le rapport imprimé dans le *Moniteur Haïtien*, en date du 20 avril 1861 (*dossier Pelletier, page 973*), et qui n'a pas été démenti par les preuves produites dans l'affaire, Pelletier et son équipage tirèrent avec des revolvers sur les bateaux envoyés par les autorités haïtiennes pour l'arrêter, et ce n'est qu'après avoir essuyé ce feu que la police les força de se rendre.

## II

Il nous faut maintenant examiner si les faits en question, qui se produisirent dans les eaux territoriales d'Haïti, constituent une tentative de faire la traite des noirs. En répondant à cette question, il importe de se souvenir que, suivant notre droit commun, et suivant le droit français, est punie toute tentative de crime, tentée et non consommée. Quatre éléments la déterminent : premièrement, l'intention ; deuxièmement, l'inachèvement ; troisièmement, l'équipement apparent des moyens nécessaires pour atteindre le but, et, quatrième, tels faits indiquant qu'elle aurait été

consommée si elle n'avait été interrompue par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. Nulle part on ne trouve ces distinctions mieux établies que dans les commentaires de Rossi, d'Ortolan et de Lelièvre, sur l'article 2 du Code pénal français, qui déclare que « toute tentative de crime... est considérée comme le crime même. »

Si j'évoque ici le jugement de ces illustres commentateurs de la jurisprudence française, c'est pour mieux démontrer que les Cours haïtiennes, en se plaçant à ce point de vue légal, n'ont fait que suivre strictement la jurisprudence française, qui est aussi la jurisprudence haïtienne. Je ne cite pas les nombreuses instances où ce même point de droit a été appliqué en Angleterre et aux Etats-Unis. Il me suffit de dire à présent que ce principe est admis dans notre jurisprudence, et qu'une tentative, ainsi définie, peut devenir l'objet d'une mise en accusation devant nos tribunaux, comme le crime consommé dont elle était un des éléments ; aussi, de même qu'il y a lieu à mise en accusation pour un crime consommé en Angleterre et dans la plupart de nos Etats, de même l'auteur de la tentative peut être reconnu coupable. Ainsi, quoiqu'il n'y ait pas matière à mise en accusation pour avoir acheté une boîte d'allumettes, il y a matière à mise en accusation contre celui qui a approché une allumette d'une balle de foin avec l'intention de la brûler, intention qui n'échoue que par l'intervention de la police. Tandis qu'il n'y a pas lieu non plus à mise en accusation pour avoir possédé les instruments qui servent à faire de fausses clefs, il y a lieu à mise en accusation contre celui qui porte à une maison des clefs fabriquées avec ces matières, s'il se propose d'y pénétrer, même quand cette tentative a été déjouée par la vigilance du propriétaire. Avoir du poison ne peut devenir l'objet d'une mise en accusation, mais il en est autrement si ce poison est sciemment placé là où il pourrait nuire à l'existence humaine, à moins qu'il ne soit enlevé par une tierce personne. Dans tous les cas de ce genre où la tentative a été faite, l'auteur peut en être reconnu coupable par toute juridiction dans laquelle ont été faits les deniers préparatifs relativement à la chose.

Après un examen soigneux des preuves versées au procès, et considérant cette tentative dans le sens ci-dessus donné, je regarde la conduite de Pelletier dans les eaux territoriales d'Haïti comme constituant une tentative de faire la traite des noirs. Il n'y a pas de doute sur la tentative de Pelletier ; il n'y a pas de doute sur le fait que le crime soit resté inachevé ; il n'y a pas de doute que Pelletier n'ait pas réussi dans son entreprise, par suite de l'intervention armée des autorités haïtiennes. Il existe encore un autre élément à considérer : l'adaptation des moyens au but à atteindre. Et, sur ce point, tous mes doutes sont levés. Je ne puis concevoir rien de plus propre à lui permettre de réaliser ses projets criminels que les moyens dont Pelletier se servit dans le port isolé de Fort Liberté. Il aborde là dans des eaux où ne se trouve aucun navire qui pourrait le surveiller ; il n'y a pas de vaisseaux de guerre dont les officiers, au premier soupçon, pourraient faire une perquisition sur son navire ; il a à sa portée une population noire dont la simplicité et la crédulité naturelles étaient accrues par son isolement des grands centres, et lui-même, comme les témoignages nous le laissent entrevoir, habitué comme il l'est à saisir à l'improviste des esclaves, il s'embarque sur un navire dont l'aptitude à faire la traite avait été reconnue dans des voyages précédents ; il hisse sur le champ à l'arrière de son navire un pavillon français, prenant, pour mieux détourner

les soupçons qu'il avait éveillés lors de ses premières tentatives à Port-au-Prince, un nom français. Plusieurs plans étaient déjà conçus en vue d'enjôler et d'attirer à son bord le nombre de citoyens haïtiens qu'il désirait enlever de force. Il lui était loisible de parler du projet qu'il avait de charger son navire de guano, et des ouvriers, hommes et femmes, qu'il voulait engager à cette fin, bien qu'en vérité il n'eût pas à son bord un seul instrument avec lequel il eût pu extraire ou préparer l'engrais, s'il atteignait jamais les îles à guano. Il avait aussi un autre travail à faire sur une autre île, pour lequel il avait besoin d'ouvriers. Il comptait donner un bal et y inviter un nombre suffisant d'hommes et, de femmes pour constituer un chargement d'esclaves; et, afin de donner plus de poids à ses invitations, de rendre plus joyeuse la fête et de mieux couvrir son criminel passé, il prend, comme nous l'avons dit, un nom plus évidemment français, il donne à son navire un faux nom de la même langue, et il ordonne à son équipage, presque entièrement composé de Français, de ne parler que français. « *Des liqueurs choisies.* » et en abondance avaient été préparées, de telle sorte qu'après la danse les victimes se trouvaient suffisamment étourdies pour qu'on pût s'en rendre maître sans difficulté aucune. Mais quels que fussent les moyens qui dussent servir à l'enjôlement des Haïtiens pour les amener à bord, toutes les précautions étaient prises pour étouffer leurs cris, se saisir de leurs personnes et tirer sur eux au cas où leur résistance ne pourrait être autrement surmontée. Il y avait assez de menottes pour les meneurs, et en vérité le nombre de menottes était si considérable qu'on ne peut autrement en expliquer l'usage. On avait à bord les matériaux nécessaires pour construire le faux pont traditionnel, sous lequel devaient être entassés les captifs. Il y avait des revolvers et des armes à feu dont Pelletier et son équipage composé de bandits, dans le seul espoir de se partager le butin promis, étaient pourvus; ces matelots étaient tels qu'ils pouvaient faire usage de ces armes, comme l'a démontré la façon dont ils ont tiré sur les embarcations haïtiennes venant pour les arrêter. Supposons qu'un vaisseau de guerre, pourvu de boulets rouges, fût venu mouiller dans ces eaux tranquilles, en face de ces bourgades remplies d'habitants ignorants et crédules; supposons que les canons étant chargés, prêts à détruire les demeures et porter atteinte à la vie de ces habitants; si les canonniers à leurs pièces avaient été arrêtés un instant avant de faire feu, bien qu'en vérité leur tentative criminelle eût été moins abominable que celle que Pelletier avait conçue, elle ne serait pas tombée plus clairement sous le coup de la juridiction haïtienne. En effet, Pelletier avait placé dans ces eaux territoriales d'Haïti, en vue d'opérer sur la côte haïtienne, une machine horrible adaptée avec une habileté particulière pour consommer le crime qui, d'après moi, est un des plus grands qui soient prévus par nos lois, car il réunit les éléments de l'enlèvement, de la torture, de la mise en esclavage, de l'assassinat, et est inséparable du plus grand des fléaux qui puisse tomber sur le pays d'où les victimes sont arrachées et sur celui qui les reçoit. Il m'est donc impossible de penser que la punition d'une pareille tentative échappât à la juridiction haïtienne, et il me semble qu'il soit ridicule de soutenir que le coupable puisse l'échapper sous le prétexte qu'un négrier mouillant dans les eaux haïtiennes, pourvu de l'attirail nécessaires pour saisir à l'improviste et réduire en esclavage des citoyens d'Haïti, ne trouble pas la tranquillité de ses eaux territoriales, même lorsque la manœuvre étant découverte au moment de



la consommation de l'acte, ce négrier, en cherchant à s'échapper, aurait tiré sur ceux qui le poursuivaient. Avoir tiré était partie de la même offense, et je ne conçois pas d'infractions plus flagrantes à la tranquillité des eaux territoriales que celles que présentent ces faits.

L'opinion donnée ici au sujet de la juridiction du souverain qui s'étend aux offenses commises dans ses eaux territoriales, quand ces offenses sont de nature à troubler la paix du port, est affirmée dans l'affaire de *Mali vs. Jailer*, décidée cette semaine par la Cour Suprême des Etats-Unis. Dans la décision du Chief Justice Waite, que j'ai permission de citer avant qu'elle soit publiée, se trouve le passage suivant :

« C'est une partie du droit des nations civilisées, quand un navire marchand appartenant à une puissance entre dans un port d'une autre puissance pour s'y livrer au commerce, qu'il se soumette au droit du lieu où il va, à moins que, par traité ou autrement, les deux pays soient arrivés à une entente ou aient fait une convention différente ; car, selon l'opinion du Chief Justice Marshall dans *The Exchange*, 7 Cranch, 144, il y aurait évidemment inconvénients et dangers pour la société, et des infractions continuelles aux lois feraient perdre au gouvernement sa dignité et son crédit, si les marchands . . . ne devaient pas se soumettre temporairement aux lois et ne se considéraient pas comme justiciables de sa juridiction. (*United States v. Dieckman*, 93; *U. S.*, 520; 1 *Philimore's Int. Law*, 3d ed., 483, sec. CCCXI; *Twiss's Law of Nations in Time of Peace*, 229, § 159; *Creasy's Int. Law*, 167, § 176; *Halleck's Int. Law*, 1st ed., 171). Et les juges anglais ont uniformément reconnu le droit des tribunaux du pays dont le port est partie, de punir les crimes commis par un étranger contre un autre, à bord d'un navire marchand étranger. (*Regina v. Cunningham*, *Bell C. C.*, 72; *S. C.*, 8 *Cox C. C.*, 104; *Regina v. Keyn*, 11 *Cox C. C.*, 198, 204, *S. C.*, *L. R.*, 1 *C. C.*, 161, 163; *Regina v. Keyn*, 13 *Cox, C. C.*, 403, 486, 525; *S. C.*, 2 *Ex. Div.*, 63, 161, 213). Quand le propriétaire d'un navire le conduit volontairement dans un port situé dans un pays autre que le sien, et où il attend protection pendant son séjour, il doit au gouvernement de ce pays l'allégeance à laquelle celui-ci a droit en échange de la protection due à lui-même. Depuis longtemps, l'expérience a démontré qu'il était avantageux pour le commerce, que les gouvernements locaux n'intervinssent pas en matière de discipline ou de réglemens intérieurs des navires relatifs aux droits ou aux devoirs des officiers, soit à l'égard du navire, soit entre eux. Et aussi, par courtoisie, il a été généralement entendu entre les nations civilisées, que toutes les questions de discipline et tous les actes faits à bord qui affectaient seulement le navire ou ceux qui le montaient, et qui ne touchaient pas à la paix du pays ni à la tranquillité du port, seraient laissés par le gouvernement local aux soins des autorités de la nation à laquelle le navire appartenait, pour y être décidés conformément aux lois de cette nation et aux intérêts de son commerce; mais si des crimes de nature à troubler la paix et la tranquillité du pays où le navire a été conduit ont été commis à bord, la courtoisie et l'usage n'ont jamais exempté les coupables ni leur ont donné le droit de réclamer aucune immunité de la loi locale, si les tribunaux du lieu jugent qu'ils doivent affirmer leur autorité. »

Mais on pourrait dire qu'Haïti infligea à Pelletier une peine cruelle, outrepassant l'étendue de sa juridiction, et que pour cette raison et dans



cette limite, sa réclamation devrait être maintenue. Sur ce point il est avantageux de tenir compte du résumé suivant fait par le savant arbitre :

« Le Palais de Justice et les Archives judiciaires de Port-au-Prince furent incendiés depuis l'année 1861, mais j'ai sous les yeux les rapports officiels faits pendant le procès de Pelletier et des autres accusés, actes qui sont conformes aux originaux, attestés et signés par les juges et publiés à l'époque dans le journal officiel du gouvernement. Je les considère comme dignes de notre confiance. Ces documents nous montrent que la conduite des tribunaux dans l'action intentée contre Pelletier, et pendant le procès, est tout autre que celle que Pelletier lui-même a dépeinte dans son témoignage. Laissant présentement de côté la question de savoir si les cours haïtiennes avaient juridiction, question sur laquelle je reviendrai ci-après, je ne puis découvrir dans la procédure ni dans les débats publiés aucune trace de violence ou d'arbitraire, et je ne puis rien y voir qui prouve que les débats n'y furent pas conduits avec modération et conformément aux coutumes ordinaires aux procès criminels. Bien que Pelletier ait soutenu le contraire, je pense que son assertion n'est pas prouvée. » (*Sentence arbitrale*, pages 19, 20).

J'adhère à cette opinion, et je dois ajouter que la peine infligée à Pelletier est d'une extrême douceur, lorsqu'on considère la gravité de l'offense.

Dans tous les cas ceci n'est pas une question de juridiction, mais une question d'administration de la justice, au sujet de laquelle, pour les raisons données plus haut, Pelletier n'a pas raison de se plaindre.

Je me suis expliqué si au long sur la question de juridiction en général, parce qu'il est important pour la paix et la tranquillité des nations, que cette question soit résolue maintenant par le Gouvernement des Etats-Unis.

D'après le droit international, il faut se rappeler que tous les Etats souverains doivent être traités sur le pied d'égalité. Il n'y a pas de distinctions entre l'Etat fort et l'Etat faible; le faible doit avoir les mêmes garanties pour son territoire que le fort. Il y a de ceci une bonne raison : en serait-il autrement, l'Etat faible deviendrait l'objet d'un brigandage, qui ne serait pas seulement une honte pour la civilisation, mais qui mettrait aussi en péril la sûreté des mers, en y développant des hordes de maraudeurs et de boucaniers trouvant leur butin dans des communautés sans moyens suffisants de défense. Et il y a en particulier des raisons spécialement fortes pour que le Gouvernement des Etats-Unis lève une main résolue pour empêcher de tels brigandages et de telles spoliations, quand ces tentatives sont faites par des personnes qui portent son drapeau; vagabonds, comme ils peuvent l'être et rejetés, ainsi qu'ils rejettent eux-mêmes ce drapeau toutes les fois, comme dans l'espèce actuelle, qu'ils croient que cet acte peut servir leurs desseins funestes. Les Etats-Unis se sont proclamés les protecteurs de ce continent occidental, où ils sont de beaucoup le pouvoir le plus fort, contre toute intrusion des souverainetés européennes. Ils peuvent montrer avec orgueil les occasions nombreuses où ils ont déclaré et prouvé que graves seraient les conséquences, si ces souverainetés plaçaient avec des intentions hostiles, et sans juste cause, le pied sur les territoires du Nouveau-Monde qui se sont affranchis de la domination de l'Europe. Ils ont annoncé qu'ils développeraient comme il leur sied les droits territoriaux des plus faibles de ces Etats, ne les regardant pas simplement comme les égaux, aux yeux de la loi, des plus grandes nations,

mais, à l'égard de leur politique propre, comme méritant de droit leur plus gracieuse assistance.

Je me crois donc obligé de dire qu'en justifiant par des représailles la sauvage invasion du territoire d'Haïti et les insultes portées à sa souveraineté, que nous montrent les faits que nous venons d'examiner, et en les appuyant par la sanction solennelle du Président et par l'assentiment du Congrès, il nous serait dorénavant difficile d'affirmer que dans le Nouveau-Monde, dont les droits sont particulièrement placés sous notre sauvegarde, ces droits n'ont jamais été violés par nous-mêmes.

Mais, laissant de côté pour le moment cette grave question, j'affirme maintenant que le caractère même de cette réclamation est tel qu'un gouvernement ne peut la maintenir. Je suis heureux de penser que le savant et éminent arbitre a fait ses réserves sur ce point, et que sa sentence doit être considérée comme soumise à la décision de ce département.

Il paraît avoir dit d'après le compte-rendu : « La question de savoir si le Gouvernement des Etats-Unis devait réclamer en faveur de Pelletier est tout autre, et elle est en dehors de l'affaire qui m'est soumise. Puisque cette réclamation a été faite, elle ne présente plus qu'une question de droit (*legal right*). » (*Dossier, page 1781*).

Je suis forcé de rechercher si le savant arbitre ne s'est pas trompé en croyant son pouvoir aussi limité par les termes du protocole qui l'en avait investi. D'après ces termes, il devait examiner les questions qui lui étaient soumises, « suivant les règles du droit international existantes à l'époque où les faits en questions se sont passés. » Ceci, suivant moi, ne devait limiter en quoi que ce soit l'étendue de ses recherches dans les mérites mêmes des affaires qui lui étaient présentées, mais simplement assurer que les mérites des affaires fussent considérés, selon les principes du droit international, contemporains aux événements qui donnèrent lieu à ces réclamations, et d'après lesquels la responsabilité du Gouvernement haïtien devait être déterminée. Si ceci est l'exacte interprétation du protocole, je ne puis comprendre pourquoi le fait que le Gouvernement des Etats-Unis a présenté une réclamation en faveur de Pelletier, exclut l'examen de la question de savoir si le Gouvernement « aurait dû présenter cette réclamation en sa faveur. » Il paraîtrait que la question du « droit légal » était étroitement jointe à celle de savoir si cette réclamation aurait dû être présentée; car la solution de ces questions dépendait de l'application des règles du droit international aux faits de cette affaire. L'arbitre devait faire enquête sur les faits. Le Département d'Etat, en soumettant cette réclamation à l'arbitrage, n'avait considéré cette affaire que sur sa *prima facie*, et l'un des objets qu'il visait en la présentant était qu'un entier examen des faits devait avoir lieu. En consentant à cette enquête, il paraît indiqué que le Département d'Etat avait le désir qu'on ne tint nullement compte des démarches qu'il avait faites *ex parte*, et qu'elles ne fussent pas de nature à préjuger en quoi que ce soit l'affaire soumise.

La réplique de l'un des conseils d'Haïti, répondant à une remarque qu'avait faite le savant arbitre, n'a-t-elle pas beaucoup d'à-propos?

« Les deux gouvernements ont confié la décision de ces questions à Votre Honneur, afin qu'il les décidât après avoir examiné les preuves fournies par les deux parties; et c'est pour cette raison que Pelletier n'a

acquis aucun droit légal avant la constitution de ce tribunal. » (*Dossier, page 1781.*)

Le passage suivant de sa sentence nous montre que le savant arbitre croyait ses pouvoirs restreints par les termes même du protocole :

« Car Pelletier ne fit rien dans les ports d'Haïti qui constituât un acte de piraterie, tels que ces actes sont définis par le droit international; comme je l'ai dit, il ne m'importe pas de rechercher ce qui peut avoir constitué un acte de piraterie d'après les lois haïtiennes; c'est un autre droit qui doit régir ma décision dans cette affaire; c'est ainsi qu'il a été stipulé dans le protocole. »

A côté de la citation que nous venons de faire, nous pouvons placer ce passage imprimé à la page 1779 du dossier. Le conseil d'Haïti soumet la proposition suivante :

« J'ajoute en plus que, si d'après les principes du droit international, la cour n'avait aucune juridiction sur les faits qui se sont passés au Grand Caïman, elle avait juridiction sur les actes de Pelletier le long de la côte haïtienne. »

A ceci, le savant arbitre répondit :

« Si les actes de Pelletier constituaient des actes de piraterie suivant le droit international, les cours haïtiennes avaient le droit de le juger et de le condamner, et il n'est pas pertinent d'examiner si une erreur a été commise dans les preuves. Si l'acte n'est pas un acte de piraterie d'après le droit international, alors une autre question se présente. Celle de savoir si cet acte constituait suivant le droit haïtien un acte de piraterie, est une question en dehors de cette affaire. »

Si la question de savoir si les actes de Pelletier constituaient des actes de piraterie d'après la loi haïtienne ne peut donner lieu à un doute, il semblerait que rien dans le protocole n'en excluait la prise en considération. Le savant arbitre s'exprime ainsi :

« Quand ce navire fut saisi à Fort Liberté, s'il avait été amené dans un port américain, on ne peut douter, selon moi, qu'il eût été condamné par les cours des Etats-Unis comme navire affecté à la traite des noirs. »

Si donc ce navire, à son arrivée à Fort Liberté, — sans contredit dans la juridiction territoriale d'Haïti, — chargé de tout l'attirail nécessaire pour l'exécution de ses desseins néfastes, comme les preuves ont conduit l'arbitre à le décider, avait pu être condamné par les cours des Etats-Unis comme navire affecté à la traite des noirs, pourquoi les tribunaux haïtiens n'auraient-ils pas pu le condamner et faire arrêter et juger son capitaine pour la même raison, au cas où, comme on ne peut en douter, la loi haïtienne prévoyait ce crime? Peu importe de quel nom le droit haïtien l'ait qualifié; soit qu'il l'ait appelé piraterie, tentative de piraterie, ou tentative à faire la traite des noirs, pourvu que, dans l'espèce, il punit la tentative de traite faite dans la juridiction haïtienne. Il paraîtrait que les termes du protocole n'avaient nullement restreint les pouvoirs du savant arbitre sur la question de savoir si Pelletier était réellement coupable de piraterie, telle qu'elle est définie par le droit des gens. Ses termes indiquaient seulement que la réclamation serait décidée « suivant les règles du droit international, existantes à l'époque où se passèrent les événements qui donnèrent lieu à la plainte ». Nous ne concevons pas que ceci soit entendu comme devant limiter l'arbitre à la décision de la question de savoir si



Pelletier était coupable des offenses telles qu'elles sont définies par le droit des gens. Ce texte, on doit le penser, ne signifiait pas que l'arbitre serait restreint à décider si Pelletier était coupable, d'après le droit international, des offenses pour lesquelles il avait été condamné, mais il voulait dire seulement qu'en décidant la question relative à son emprisonnement, à son procès et à la condamnation de son navire, l'arbitre devait accorder à Pelletier les droits que lui garantissait le droit des gens, en vigueur en 1861, et déterminer si l'un de ces droits avaient été violé par Haïti. Un des principes de droit international en vigueur en 1861, et qui est encore un principe de ce droit, consiste en ce que les offenses commises dans la juridiction territoriale d'un pays puissent y être jugées et punies selon les définitions et les peines du droit municipal de ce pays ; et, ce droit devient, en ce cas particulier, le droit international qui doit régir l'affaire. Peu importe le nom qu'on ait donné à l'offense, s'il appert qu'une violation du droit municipal ait été commise et punie.

La loi municipale d'Haïti n'est pas la seule qui définisse la traite des noirs comme acte de piraterie. Les lois des Etats-Unis l'appellent aussi de ce nom (Revised Statutes, Section 5376) et la punissent de mort ; si donc le Gouvernement des Etats-Unis, ainsi que le Gouvernement haïtien, déclarait la tentative à faire la traite des noirs équivalente au crime consommé et entraînant les mêmes peines, il n'est pas à supposer que les règles du droit international en seraient par cela violées.

Je ne puis pas supposer que le Gouvernement des Etats-Unis, en stipulant que l'affaire Pelletier serait décidée conformément aux règles du droit international, telles qu'elles existaient en 1861, entendit refuser au Gouvernement haïtien le droit de mettre en vigueur à cette époque, dans sa juridiction territoriale, les lois contre la traite des noirs et contre les tentatives de piraterie. Je suis même forcé de déclarer que si telle avait été l'intention expresse de ce Gouvernement, je ne pourrais pas recommander de la mettre à exécution, après qu'une vraie lumière vient d'éclairer les faits établis pendant cet arbitrage, et surtout après que l'arbitre lui-même, faisant des réserves touchant la justice de la réclamation en question, a laissé ce point à l'examen et à la décision du Président. Le pouvoir exécutif doit refuser de mettre à l'exécution une sentence qui, malgré le caractère irréprochable de l'arbitre, comme dans le cas présent, paraît n'avoir pas été équitable ou fondée en conscience ; ceci a été nombre de fois décidé par ce département, et a été sanctionné par la Cour Suprême des Etats-Unis. Dans l'affaire *Frelinghuysen vs. Key*, 110 U. S., 63, la question se présenta relativement à une sentence prononcée, non pas en vertu d'un arrangement sans sanction, mais en vertu d'un traité. Cependant, dans sa décision sur le sujet d'une sentence rendue en vertu d'un traité, le Chief Justice Waite dit :

« L'arbitrage international doit toujours être conduit d'après les principes de l'honneur et de l'intégrité des nations. Les réclamations présentées et les preuves qui sont produites devant un tel tribunal, doivent nécessairement porter l'empreinte de l'entière bonne foi du gouvernement qui les présente ; car, on ne peut présumer qu'un gouvernement se prête jamais, sciemment, à aider à une injustice dans de semblables procédures, en vue de ses intérêts. Les règles techniques de procédure, telles qu'elles sont appliquées devant les cours municipales, ne doivent jamais être évoquées pour empêcher le pouvoir national de faire ce qui est juste en toute circons-



tauce. Tout citoyen réclamant l'intervention de son propre gouvernement contre un gouvernement étranger, en vue d'obtenir justice pour ses griefs personnels, doit nécessairement se soumettre, en ce qui le regarde lui-même et en ce qui regarde son affaire, aux exigences de la courtoisie internationale. »

L'opinion ainsi exprimée est entièrement conforme aux décisions rendues par mes prédécesseurs, toutes les fois que les pouvoirs du Président, dans des affaires semblables, ont été discutés. M. Frelinghuysen se place au même point de vue dans une lettre à M. Suydam, portant la date du 25 septembre 1882 :

« On doit remarquer ici que ce gouvernement exerce un pouvoir discrétionnaire en déterminant les réclamations qui nécessitent son intervention diplomatique auprès d'un gouvernement étranger. Il n'a pas prêté et ne prêterait pas son concours aux réclamations frauduleuses. Et, quand ce gouvernement réclame d'une autre puissance, en faveur d'un individu, un paiement en argent, il ne doit pas se soustraire à un examen de la question de savoir si le titre apparent du réclamant à l'indemnité est valide ou s'il est nul par suite de sa fraude. Si les situations étaient renversées, ce gouvernement affirmerait ce droit. Toute autre doctrine compromettrait infailliblement la dignité et mettrait en péril les droits de ceux qui ont honnêtement obtenu la nationalité américaine. »

Dans une lettre subséquente de M. Frelinghuysen, les distinctions suivantes sont établies de la manière que voici :

« Les réclamations présentées à la Commission française ne sont pas des réclamations d'individus, mais d'un gouvernement ; elles proviennent des torts infligés à des citoyens ou à leurs propriétés par le gouvernement contre lequel elles sont présentées. Entre les Etats-Unis et les citoyens, la réclamation peut être en un certain sens regardée comme celle d'un individu ; mais lorsqu'elle est prise en main et qu'elle devient l'objet d'une intervention diplomatique, c'est une réclamation nationale contre un gouvernement étranger.

» Sur de telles réclamations, le gouvernement peut exercer un entier contrôle ; il peut, et il en a le droit, refuser absolument de les présenter ; il peut les abandonner ou transiger à leur sujet sans consulter les réclamants : Plusieurs cas où ceci a été fait vous viendront à la mémoire, notamment dans l'affaire connue sous le nom de « French Spoliation Claims. » Les droits du citoyen à une indemnité par voie diplomatique, existent contre son gouvernement et non contre le gouvernement étranger. » (*M. Frelinghuysen, Secretary of State, to Messrs. Mullan and King, 11 February, 1884.*) (*M. S. S. Domestic Letters.*)

Ce qui suit fournit des preuves additionnelles tirées de cas où s'est exercé le pouvoir du gouvernement dont il vient d'être parlé.

Des décisions rendues d'après le traité avec le Mexique de 1848, furent annulées par un acte du Congrès, dans l'affaire Atocha, et par les tribunaux dans l'affaire Gardiner. (13 *Stat.*, 595 ; 16 *Stat.*, 633.) Deux des sentences rendues en vertu du traité avec la Chine, 1858, furent rouvertes en faveur des réclamations rejetées. (15 *Stat.*, 440 ; 20 *Stat.*, 171.) Dans l'affaire de la Caroline, le Secrétaire d'Etat restitua au gouvernement brésilien, eu dépit des protestations du réclamant, l'argent qui lui avait été alloué par

un règlement diplomatique. (*Voir le rapport du Sénat. N° 1376, 1<sup>re</sup> Session, 40<sup>e</sup> Congrès.*)

Les précédents de ce département corroborent par conséquent en entier les principes énoncés par le Chief Justice Waite, savoir que :

« Entre les Etats-Unis et les réclamants, l'honnêteté de la réclamation demeure toujours sujette à un examen approfondi, afin que la conduite du Gouvernement des Etats-Unis à l'égard du gouvernement étranger contre lequel la réclamation a été faite par son intermédiaire, soit légale et juste. » (*Frelinghuysen v. Key, 110, U. S., '63.*)

En admettant que Pelletier fût dûment naturalisé citoyen des Etats-Unis, la question de son droit à réclamer une indemnité par suite du tort qui lui a été fait, quand il était lui-même l'auteur d'actes coupables, doit être résolue négativement. Cette vue du sujet devient plus frappante, lorsque, pour consommer l'acte coupable, il rejette le nom sous lequel il prétend avoir été naturalisé, et en prend un autre plus distinctement français ; qu'il fait enlever de la proue de son navire le nom de *William*, sous lequel il avait obtenu sa patente, et le remplace par celui de *Guillaume Tell*.

Sur la question générale de l'infamie qui existe dans la cause de l'action qui réduit à néant la présente réclamation, je suis maintenant en mesure de rendre une décision positive et, je l'espère, finale. Devrions-nous même admettre que ces crimes commis dans les eaux haïtiennes ne tombaient pas sous la juridiction d'Haïti, j'affirme que cette réclamation contre le Gouvernement haïtien, d'après les faits présentés, doit être abandonnée, et abandonnée péremptoirement et immédiatement par le Gouvernement des Etats-Unis. « Le principe d'ordre public, dit lord Mansfield, dans l'affaire *Holman contre Johnston* (*Cowper's, Reports, 343*), est celui-ci : *Ex dolo malo non oritur actio*. Aucun tribunal ne prêterait son aide à celui qui fonde sa cause d'action sur un acte contraire à la morale ou contraire au droit. » *Ex turpi causa non oritur actio*; par d'innombrables décisions rendues sous le droit romain tel qu'il a été interprété par les peuples qui conservent les traditions latines, et sous l'empire du droit commun tel qu'il existe en Angleterre et aux Etats-Unis, ce principe a été appliqué. La *lex fori* détermine la question de turpitude. Et nulle part, ni avec plus de motifs fondés, la traite des noirs n'a été marquée d'une telle infamie ni d'une telle honte qu'en Angleterre et aux Etats-Unis.

On peut dire que, pour ce département, la question est chose jugée. Et en ce cas je n'aurais pas la plus légère hésitation à faire le rapport que je suis en voie de rédiger et qui doit montrer que cette réclamation ne peut être maintenue par les Etats-Unis, ni au point de vue de l'honneur, ni au point de vue du droit. Mais l'affaire n'est pas *res adjudicata*. M. Seward, comme nous l'avons vu, la rejeta péremptoirement ; pendant qu'il fut Secrétaire d'Etat, M. Fish rendit une décision qui confirma la sienne ; mais de M. Evarts émanèrent des instructions ordonnant qu'elle fût présentée au Gouvernement haïtien : elles étaient accompagnées d'une suggestion tendant à l'arbitrage ; enfin, de la part de M. Langston, alors ministre en Haïti, cette demande fut l'objet d'une instance, dont les termes, nous l'avons vu, contraignaient presque à céder. Toutefois, en dictant ces instructions, M. Evarts se fondait sur les rapports de l'Examineur des réclamations, maintenant dans les archives de ce département. Or, ces

rapports sont exclusivement fondés sur la *prima facie* de l'affaire telle qu'elle était exposée par le réclamant lui-même ; l'autre vue du sujet, la défense d'Haïti en réponse, n'avait pas encore été, par la nature même des choses, soumise au département d'Etat. MM. Blaine et Frelinghuysen continuèrent ces affaires sans les soumettre à un nouvel examen ; la défense du gouvernement haïtien n'avait pas encore été présentée à ce département. Une décision de cette nature ne peut pas plus être considérée comme formant chose jugée, que la caution préliminaire fournie par le défenseur sur la simple accusation de la poursuite, ne peut être regardée comme formant chose jugée, quand le procès s'engage au fond, les deux parties étant en cour. Pour la première fois aujourd'hui, la réclamation Pelletier, ensemble avec la défense du gouvernement haïtien, est présentée à ce département pour y être jugée. Maintenant, avec toute l'affaire devant les yeux, et en vue des réserves faites par le savant arbitre qui a rendu la sentence, je conclus qu'après un second et soigneux examen des preuves, et pour les raisons déjà données, les Etats-Unis ne peuvent pas maintenir cette réclamation.

Je dois ajouter que mon opinion est appuyée par le rapport du Comité du Sénat, par qui les deux côtés de l'affaire avaient été entendus. Et quant à la question de l'atteinte portée à la tranquillité du port, ma manière de voir est conforme à de nombreux précédents, fournis par les actes mêmes de ce département.

On pourrait alléguer enfin que la sentence rendue dans la présente affaire est finale et qu'elle ne peut être changée.

Cette proposition est insoutenable.

Quelque solennel et quelque autorisé que soit un jugement, il peut toujours être annulé par l'assentiment des parties. Aux sentences rendues par les commissions internationales (eu supposant que la sentence que nous examinerons puisse être considérée comme telle), cette manière de voir s'appliquerait avec une force singulière ; en effet, d'après ce que nous avons fait remarquer ailleurs dans ce rapport, c'est un principe fondamental de droit international, qu'un souverain ne pourrait pas insister en honneur sur l'exécution d'une sentence injuste ou entachée d'erreur, lors même qu'elle aurait été rendue par un tribunal international, investi du pouvoir d'interroger des témoins sous serment, d'admettre ou d'écarter des témoignages. Mais la sentence que j'ai sous les yeux, n'est pas celle d'une commission judiciaire internationale investie de semblables pouvoirs. Afin de constituer un pareil tribunal, il faut ou un traité dûment approuvé par le Sénat, de sorte qu'il fasse loi dans le pays, ou un acte législatif qui l'autorise.

Le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif sont séparés ; et, à moins d'un traité ou d'un acte de la législature fait en vertu de la Constitution, les fonctions de l'un, en ce qui concerne la décision des questions de faits litigieux, ne peuvent être conférées à l'autre.

Le département d'Etat ne peut donc pas, soit par ses agents, soit au moyen d'une commission nommée par lui, prendre ou mettre en forme des témoignages, en vue de déterminer la décision des questions de faits litigieux.

D'où il résulte que les décisions rendues par une commission internationale, dont la seule sanction serait celle du pouvoir exécutif du Gouverne-



ment, ne pourraient être, suivant le langage même de la Cour Suprême, regardées que comme des décisions « qui n'auraient lié personne, et qui auraient au plus servi de recommandation amicale ». (*Miller, T., Great West Ins. Co. v, V. U. S., 112, U. S., 197.*)

Le fait que l'homme éminent qui a servi d'arbitre dans la présente réclamation, fit prêter serment aux témoins, émit des commissions, et détermina les questions qui pouvaient être adressées aux témoins, donnant ainsi leur forme aux témoignages produits, ne rectifie pas la procédure dans le cas présent.

Le département d'Etat considère que tout ce qui a été fait dans cette affaire en ce qui a trait aux prérogatives judiciaires essentielles, était *ultra vires* et qu'il en est ainsi de la sentence rendue, en tant que sa nature était purement judiciaire.

En me plaçant à ce point de vue, je n'attaque pas le droit du pouvoir exécutif de négocier, par la voie du Secrétaire d'Etat ou de ses agents, le règlement des réclamations individuelles avec les pays étrangers. On peut assimiler ces négociations aux conférences des parties en matière de litige particulier, quand elles ont lieu par l'intermédiaire de leurs conseils, ou au moyen des dépositions ou des déclarations volontaires des intéressés. Ces conférences entre parties ont été très utiles par le passé, et le seront aussi à l'avenir. Mais n'étant pas revêtues de la forme d'un traité, elles n'ont pas aux Etats-Unis l'effet de la loi investissant les fonctionnaires en question du pouvoir judiciaire de recevoir ou d'écarter des témoignages et de décider les questions incidentes qui leur sont soumises. D'où il s'en suit que les sentences de ces tribunaux étant incomplètes et ne contenant que des recommandations, elles doivent être regardées comme moins obligatoires que celles rendues en vertu d'un traité. Et de même que les décisions rendues par un arbitre, qu'un traité a revêtu de pouvoirs judiciaires suffisants à rendre les témoins examinés par lui criminellement responsables pour cause de parjure, peuvent être annulées si elles sont injustes ou inconsciemment émises, *à fortiori* cette règle s'applique aux sentences rendues par un arbitre qui n'a pas été revêtu des prérogatives judiciaires et lorsque le serment par lui déféré est nul.

En raison de la position prise par Haïti, telle qu'elle appert dans le dossier de l'affaire, il incombe maintenant au Gouvernement des Etats-Unis de décider s'il exigera qu'Haïti paye le montant de cette sentence.

Laissant de côté l'état de pénurie de ses finances, qui empêcherait pour le moment un paiement volontaire, il n'est pas à penser qu'une nation, regardant cette affaire comme Haïti la regarde, puisse jamais consentir à faire un tel paiement à moins d'y être contrainte par l'action d'une force supérieure à la sienne. Haïti est une république dans laquelle, non-seulement les hauts fonctionnaires du gouvernement, mais aussi la majeure partie du peuple, sont des descendants de noirs. Pelletier était généralement connu pour avoir fait la traite des noirs, et l'indemnité qui lui est allouée dans la présente affaire résulte de l'emprisonnement auquel Haïti l'avait condamné pour avoir tenté d'emmener des citoyens haïtiens et de les vendre comme esclaves. Payer à Pelletier cette indemnité ne serait pas seulement reconnaître que la juridiction d'Haïti ne s'étendait pas à la tentative faite dans ses eaux territoriales pour enlever et réduire ses citoyens en esclavage, mais aussi que l'auteur d'une pareille tentative serait à même



de recevoir une indemnité considérable, par suite de la peine nullement exagérée qui lui aurait été infligée pour son crime

Changeons pour un instant de point de vue. Supposons qu'un négrier étranger vienne dans un de nos ports et tente d'enlever de force un nombre de citoyens des Etats-Unis de la race noire, pour les réduire en esclavage ; supposons que ce brigand ait été condamné par nos cours : si son gouvernement nous demandait de payer une somme considérable, par suite de la peine qui lui a été infligée, la réponse de tous les citoyens des Etats-Unis, à quelque race qu'ils appartenissent, consisterait en un refus prompt et résolu, quelque graves que fussent les conséquences qui pourraient le suivre. Ce que feraient les Etats-Unis dans ces circonstances, Haïti a le droit de le faire. Pour Haïti, la question n'est pas seulement de savoir s'il pourra maintenir sa souveraineté sur son propre territoire, mais aussi s'il pourra établir son habileté à protéger désormais contre l'esclavage, la race dont son territoire est presque entièrement peuplé.

Nous ne pouvons donc pas nous attendre à ce que Haïti accorde volontairement le paiement de cette indemnité. C'est au Congrès qu'il appartient de décider, en vertu de sa prérogative constitutionnelle, si la force doit être employée sous forme de représailles, pour faire exécuter cette sentence. Cependant, je n'hésite pas à dire que, selon moi, la réclamation de Pelletier est telle que ce gouvernement ne doit intervenir en sa faveur ni par la persuasion, ni par la force ; et j'en viens, en terminant, à cette conclusion : en premier lieu, parce que Haïti avait juridiction pour lui infliger cette peine même, dont il se plaint à tort, car elle n'était pas sévère en comparaison de la gravité de l'offense ; et en second lieu, parce que sa cause est, suivant la nature même des faits, tellement marquée de honte et d'infamie, qu'elle exclut toute action judiciaire ou diplomatique qui pourrait se fonder sur elle.

*Signé* : T. F. BAYARD.

Département d'Etat, Washington, le 20 janvier 1887.

## AFFAIRE LAZARE

Légation d'Haïti.

Washington, 15 avril 1886.

**A l'Honorable T. F. Bayard, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,  
à Washington.**

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Haïti, a l'honneur d'appeler l'attention de l'Honorable Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, sur la réclamation de A. H. Lazare contre la République d'Haïti, et sur la sentence arbitrale à laquelle elle a donné lieu.

L'Honorable Secrétaire d'Etat sait que cette affaire fut soumise à l'arbitrage de l'Honorable William Strong, en vertu du Protocole du 28 mai 1884.

« L'affidavit » ci-joint, de M. de Chambrun, marqué Annexe n° 1, contient un exposé des faits qui se sont produits devant l'arbitre pendant l'enquête et pendant la discussion de cette affaire. Il établit pour quelles rai-

sons il fut impossible à l'arbitre d'appeler l'affaire avant le 15 janvier 1885, et comment, dès que les débats s'ouvrirent, il devint impossible aux Conseils d'Haïti de se procurer pendant le temps qui restait encore à courir, aux termes du Protocole du 28 mai 1884 (à savoir : quatre mois et treize jours) les preuves nécessaires pour démontrer la fausseté des allégations de Lazare et de ses témoins.

Le soussigné, en se référant à cette pièce, croit superflu d'en présenter ici l'analyse. Il ajoutera seulement, que l'Honorable Wm. Strong lui a déclaré oralement, qu'il était d'avis que les Conseils d'Haïti avaient fait dans les circonstances où ils se trouvaient placés toutes les diligences possibles ; cette déclaration il en est certain, l'Honorable Arbitre est prêt à la répéter à l'Honorable Secrétaire d'Etat. Il ressort encore de « l'affidavit » de M. de Chambrun, qu'aussitôt que les Conseils d'Haïti constatèrent l'état de la réclamation Lazare, eux s'adressèrent, par l'intermédiaire de M. de Chambrun, au Gouvernement d'Haïti pour lui suggérer de s'entendre avec le Gouvernement des Etats-Unis, en vue de proroger les pouvoirs de l'Arbitre pendant un temps suffisant pour les mettre en mesure de faire une enquête minutieuse sur les déclarations de Lazare et de ses témoins. Ceci exigeait un travail compliqué, puisque Lazare mentionnait des faits et s'appuyait sur des transactions qui avaient eu lieu, d'après lui, en Angleterre, en France, et en Haïti. En outre, les incendies du Port-au-Prince de 1879 et de 1883, qui y avaient détruit, à deux reprises différentes, les archives des Relations Extérieures, rendaient impossible la production des documents de l'affaire. Enfin, les Haïtiens qui avaient été auteurs principaux dans les phases diverses du contrat Lazare, étaient morts ; et du moment que Lazare alléguait des faits nombreux, des incidents multiples, en un mot, sortait absolument du terrain où s'était placé M. John Mercer Langston, alors Ministre résident des Etats-Unis au Port-au-Prince, dans sa note du 27 mars 1878, où il présentait la réclamation, il fallait, de toute nécessité, du temps pour rechercher les preuves contraires aux siennes.

Cependant, le Gouvernement des Etats-Unis ne consentit qu'à une prorogation de deux mois. L'*affidavit* de M. de Chambrun montre comment l'arbitre décida que ces deux mois additionnels lui étaient indispensables pour préparer ses décisions, par cette raison, ils ne furent d'aucune utilité aux Conseils de la défense.

Le soussigné ajoutera que dans sa note du 9 juin 1879, il avait produit nombre d'allégations contre A. H. Lazare. Beaucoup d'entre elles, accompagnées de preuves, ont servi à la défense et n'ont pu être contestées par les Conseils du réclamant. Malheureusement, d'autres qui reposaient sur des documents originaux tirés des archives du Port-au-Prince, et qui avaient été retournés, ont péri dans l'incendie de septembre 1883, c'est-à-dire près de huit mois avant l'arbitrage. Enfin, c'est en présence de cet état de choses qui était, on peut l'affirmer, parfaitement connu de Lazare, qu'il a pu, impunément, présenter, sous serment, la réclamation, et dont il a pu développer les faits devant l'arbitre.

Quant à son caractère personnel, son Conseil et ami, M. James Thomson, qui peut se réclamer de hautes relations et de puissantes amitiés, s'est chargé de le garantir contre les attaques contenues dans la note du 9 juin 1879, adressée par le soussigné à l'honorable Wm. M. Ewarts, alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis. « M. Lazare, a dit M. Thomson, n'était

pas un grand capitaliste et il n'était pas un grand banquier ; c'était un homme dans une bonne position pécuniaire, d'un caractère irréprochable et qui avait une situation morale et des relations de premier ordre. » (Voir *dossier Lazare*, p. 181.)

Et auparavant, le même M. Thomson, ayant proposé, devant l'arbitre, d'établir, par témoins, l'honorabilité du caractère de M. Lazare, l'Arbitre avait refusé d'entendre ces témoins. (*Voir dossier Lazare*, pp. 84, 85, et particulièrement les sept dernières lignes de la page 85 et les premières de la page 86.)

Le soussigné joint à cette note les nouvelles preuves découvertes jusqu'ici. — Elles sont marquées Annexes n° 2. — Il convient d'observer qu'elles n'ont pas été toutes soumises à l'arbitre dans l'audience du 24 juillet 1883, qui fut tenue au « Kaaterskill House ». L'*affidavit* de Francis P'esser n'était pas alors en possession des Conseils d'Haïti. — Quant à l'*affidavit* de M. de Chambrun qui se trouve à la fin desdites pièces, il est de date toute récente, et parle seulement d'une partie des recherches qui se poursuivent encore.

Néanmoins, c'est sur les pièces seules qui lui ont été soumises à la fin de juillet que l'arbitre appelé à se prononcer, a bien voulu exprimer son opinion sur la valeur des nouvelles preuves qu'il a pu connaître, dans la lettre qu'il écrivit au soussigné à la date du 18 février 1886. Au surplus, comme le soussigné tient, par dessus tout, à ce que les faits soient présentés à l'Honorable Secrétaire d'Etat exactement comme ils se sont passés, il prend la liberté de joindre à la présente note, une copie de sa lettre à l'Honorable Wm. Strong et de la réponse de celui-ci. (*Annexes n° 3 et 4.*)

Enfin, pour compléter les pièces de l'affaire, le soussigné prend la liberté de soumettre à l'Honorable Secrétaire d'Etat, un exposé préparé et signé par l'Honorable Georges S. Boutwell et par M. de Chambrun, Conseils d'Haïti, où l'importance des nouvelles preuves découvertes est mise en saillie. En outre, les signataires ont expliqué, avec quelques détails, l'histoire du premier exposé (*statement*) de Messieurs Foster et Thomson, avocats de Lazare, qui porte la date du 23 octobre 1877, et ils disent comment ce document leur est resté inconnu.

Le soussigné est en mesure de confirmer l'exactitude d'une grande partie des faits que les Conseils rapportent relativement à l'exposé de 1877, et qui sont à sa connaissance personnelle. Il fera remarquer, en outre, qu'il ne peut mieux faire que de demander à l'Honorable Secrétaire d'Etat de comparer l'exposé (*statement*) de 1877 et celui de 1885. Cet examen suffit pour jeter une fort triste lumière sur la réclamation Lazare. L'arbitre a déclaré au soussigné qu'il n'avait pas eu connaissance de la pièce de 1877 ; il est cependant bien certain que, si elle avait été portée à sa connaissance, il l'eût rapprochée de celle du 15 janvier.

Cette simple comparaison eût suffi à le faire douter des allégations de Lazare. (*Voir Annexe n° 5.*)

Telles sont, en aussi peu de mots que possible, les observations que le soussigné a cru devoir présenter relativement aux faits nouvellement établis ; et telles sont les graves raisons sur lesquelles il s'appuie pour demander à l'Honorable Secrétaire d'Etat de soumettre la réclamation A. H. Lazare contre Haïti, à un procès en révision.

A son avis, les principes qui gouvernent la matière ne sont nullement ceux qui sont appliqués dans les tribunaux de droit commun. Bien que le

soussigné soit convaincu que l'Honorable Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, dont la réputation comme juriconsulte est bien connue, serait d'avis qu'une Cour de Chancellerie ou de droit commun accorderait en présence des faits, un procès en révision, il n'insistera pas sur les principes que ces tribunaux appliqueraient parce qu'il les regarde comme étrangers au sujet en discussion. Les règles qui s'imposent dans l'espèce actuelle sont celles du droit international.

Le Protocole du 28 mai 1884, porte que l'arbitre prêtera le serment suivant :

« Je déclare solennellement que je déciderai avec impartialité les réclamations d'Antonio Pelletier et d'A. H. Lazare, présentées au nom du Gouvernement des Etats-Unis contre le Gouvernement de la République d'Haïti ; et que toutes les questions qui me seront déférées par l'un des deux Gouvernements au sujet desdites réclamations seront décidées par moi selon les principes du droit international en vigueur à l'époque des événements qui font le sujet des réclamations. »

Aux termes de cet article du Protocole, c'est donc exclusivement des principes du droit international dont les Hautes Parties contractantes entendaient que l'arbitre fit l'application aux affaires que l'un des Gouvernements se proposait de présenter contre l'autre. D'où il suit que toute la procédure, de quelque nature qu'elle fût, devait être conforme aux principes du droit international. C'est ce que l'arbitre a décidé relativement aux règles des preuves (*Voir le Dossier Antonio Pelletier contre Haïti*, pp. 1390-1391), et d'où il suit encore que toute demande en révision de procès doit être justifiée et décidée d'après ce droit.

Quels sont donc les principes du droit international qui gouvernent dans le cas actuel ?

Le soussigné se félicite de les trouver admirablement énoncés dans une décision de la Cour suprême des Etats-Unis. Il ne croit pas pouvoir mieux faire que de citer une page de la décision à laquelle il se réfère :

« Au sujet du droit des Etats-Unis, dit la Cour suprême, de traiter pour un procès en révision, nous n'avons aucun doute. Chaque Gouvernement, lorsqu'il a fait le contrat en vertu duquel les sentences ont été rendues, s'est confié à l'honneur et à la bonne foi de l'autre pour le protéger, autant que possible, contre les fraudes et les tromperies des individus qui avaient des réclamations ; c'est pour cette raison qu'ont été exclues de l'examen de la Commission toutes réclamations qui n'ont pas été déférées par les divers gouvernements, et que nulle preuve pour ou contre une réclamation ne devrait être soumise autrement que par l'intermédiaire des gouvernements ou par eux. La présentation par un citoyen d'une réclamation frauduleuse, ou de preuves fausses, pour être soumises à la Commission, est un acte de tromperie à l'égard de son propre gouvernement, et, *si ce gouvernement découvrirait plus tard qu'il s'est fait de la sorte l'instrument d'un dommage causé à une puissance amie, ce ne serait pas seulement son droit, ce serait encore son devoir de répudier l'acte et de réparer, autant qu'il le pourrait, les conséquences de sa négligence, s'il y en avait eu. Les arbitrages internationaux doivent toujours procéder d'après les principes les plus élevés de l'honneur et de l'honnêteté.*

« Les réclamations présentées et les preuves soumises à un tribunal semblable, doivent nécessairement porter le caractère de l'entière bonne



foi du gouvernement d'où elles viennent, et on ne doit pas présumer qu'un gouvernement se prêterait sciemment à devenir le moyen d'un dommage dans une procédure semblable.

« Nulle règle technique de la procédure qui est appliquée dans les tribunaux de compétence ordinaire, ne devrait jamais être opposée sur la voie de la puissance nationale pour prévenir ce qui est juste dans toutes les circonstances. Tout citoyen qui demande l'intervention de son gouvernement contre un autre, en vue d'obtenir réparation des dommages qui lui ont été causés personnellement, doit nécessairement soumettre, et lui-même et sa réclamation, à ces exigences des relations internationales. » (*Prelinghuy-sen vs. Key*, 110. U. S., pp. 72-73.)

D'autres parties de cette même opinion (surtout la conclusion, pp. 75-76) pourraient être citées ici avec autant de force que celles qui viennent d'être traduites ; mais la citation ci-dessus établit si nettement les principes qui gouvernent la matière, qu'il semble inutile au soussigné d'aller plus avant.

En effet, il résulte de ces principes :

1° Que le réclamant qui a présenté une réclamation frauduleuse, est coupable vis-à-vis de son propre gouvernement ;

2° Qu'il incombe au gouvernement du réclamant de présenter la réclamation, de vérifier les preuves ;

3° D'où il faut déduire que c'est par l'intervention du gouvernement du réclamant devant le tribunal arbitral où il est représenté par un agent choisi à cet effet, que ce gouvernement est mis en mesure de prendre toutes les précautions protectrices ;

4° La Cour suprême, appliquant le principe de droit international énoncé par « Hall » de la manière suivante : « Une sentence arbitrale peut être mise à néant quand il est prouvé que la sentence a été obtenue par fraude... (Voir *International Law*, by W. E. Hall, p. 306. Edition de 1880) a déclaré que, si malgré toutes les précautions prises, l'un des deux gouvernements a été la victime de fraudes commises par le réclamant, il a le droit de demander que cette fraude soit mise au jour et que la sentence rendue soit révisée ; et c'est aussi le droit et le devoir du gouvernement du réclamant de répudier l'acte et de le réparer autant qu'il pourra ;

5° Enfin, il ne saurait être question d'appliquer en un cas semblable les règles du droit commun ou de la procédure des Cours de Chancellerie ; c'est affaire de bonne foi, et les arguties, les « technicalités » doivent être laissées de côté.

En jugeant l'affaire Lazare d'après ces principes, il ressort des faits :

1° Que du côté des Etats-Unis le Solicitor General, dont la signature se trouve apposée au mémoire (*statement*) du 15 janvier 1885, ne fut présent qu'à une seule séance pendant l'enquête, qu'il n'assista pas aux débats oraux, qu'il ne plaida pas l'affaire, et que sa signature ne fut pas non plus apposée au dernier mémoire écrit (*brief*) en faveur du réclamant. (*Voir le dossier de Lazare qui contient le compte-rendu sténographique de chaque séance.*)

2° Il ressort des déclarations faites tout récemment par l'Honorable Wm. Strong, que le premier exposé présenté au Département d'Etat par Foster et Thomson, et dont il a été déjà parlé au commencement de cette

note, ne lui a pas été communiqué. Cependant cette pièce est, dans l'opinion du soussigné, d'une grande importance, et il ne doute pas qu'après l'avoir examinée, l'Honorable Secrétaire d'Etat ne soit de son avis.

Non, assurément, que le soussigné entende jeter une imputation quelconque sur le jurisculte distingué et respecté qui occupait alors les fonctions de Solicitor General ; occupé lui-même par les grandes affaires de son « office », il ne pouvait, sans aucun doute, donner à la réclamation Lazare tout le temps nécessaire. Le soussigné comprend parfaitement aussi comment une pièce expédiée en 1877, par les Conseils de Lazare, a pu échapper à l'œil le plus exercé ; mais ces circonstances mêmes ne sont-elles pas de nature à montrer que le Gouvernement des Etats-Unis a été, pour partie, victime ?

Le soussigné connaît, d'ailleurs, les sentiments d'intégrité et d'honneur qui animent ce grand Gouvernement, et il le sait tout disposé à s'unir au Gouvernement du soussigné pour s'opposer à tout acte quelconque de la part d'un réclamant, s'il était prouvé qu'un tel acte fût entaché de fraude.

C'est en présence de cet état des faits, et plein de confiance dans les sentiments élevés qui animent les Etats-Unis, que le soussigné a l'honneur de demander formellement, au nom de son Gouvernement, une procédure en révision de la sentence rendue dans l'affaire Lazare. Au Gouvernement des Etats-Unis appartient, sans doute, le droit, comme le devoir lui en incombe, d'examiner, de concert avec celui d'Haïti, les pièces présentées et de juger si une fraude a été commise contre les deux Hautes Parties contractantes. Mais le soussigné se demande s'il ne conviendrait pas, dans les circonstances actuelles, de faire revivre, immédiatement, le Protocole du 28 mai 1884, de référer la question toute entière au point même où elle en est, à l'Honorable Wm. Strong, afin qu'il décide, s'il y a lieu, d'ordonner une révision du procès. Dans le cas où il se prononcerait pour l'affirmative, il procéderait à juger de nouveau l'affaire au fond.

Il aurait, en outre, le pouvoir exprès d'émettre des commissions en vue de faire entendre les témoins et de recueillir les preuves supplémentaires, soit en Angleterre, soit en France, soit en Haïti.

L'*affidavit*, de M. de Chambrun (marqué Annexe n° 1), en relatant ce qui s'est passé à ce sujet, pendant la durée de l'arbitrage, explique l'importance de cet amendement.

Le projet de solution que le soussigné vient d'indiquer lui paraît le plus expéditif et le plus satisfaisant. Il propose donc de restaurer à l'Honorable Wm. Strong la juridiction dont il avait été investi par le Protocole du 28 mai 1884 ; de lui remettre la décision de toutes les questions que les nouvelles preuves fournies soulèvent, avec pouvoir de rendre, à ce sujet, tous ordres interlocutoires ou toutes sentences définitives que les deux Hautes Parties contractantes s'engageraient à accepter comme obligatoires et à exécuter sans délai d'aucune sorte.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à l'Honorable Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, les assurances de sa très haute considération.

STEPHEN PRESTON.

## AFFAIRE LAZARE

Les faits de cette réclamation peuvent être exposés ainsi :

M. Bassett, alors Ministre en Haïti, répondant aux demandes d'informa-

tions de ce département en date du 18 septembre 1876, lui expédia la dépêche suivante :

Légation des Etats-Unis,

Port-au-Prince (Haïti), le 24 avril 1877.

**M. Bassett à M. Evarts.**

Monsieur,

En me conformant aux instructions du département, N° 283, portant la date du 18 septembre 1876, qui me sont parvenues vers la fin du mois de janvier dernier, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-contre plusieurs pièces annexes, et de vous soumettre quelques remarques au sujet de la réclamation de M. A. H. Lazare contre ce gouvernement, fondée sur la prétendue violation d'un contrat qu'il avait fait en vue de l'établissement d'une banque nationale en ce pays.

La pièce annexe *A* est une traduction authentique du contrat signé le 1<sup>er</sup> septembre 1874, et des modifications qui y furent apportées et qui furent signées le 11 mai 1875. (*Pour cette annexe voir le dossier Lazare, pagez 1\*, 15\*.*)

On ne peut douter que les documents contenus dans l'annexe *A* ne soient conformes aux originaux.

La pièce annexe *B* contient une traduction, acceptée et reconnue exacte et correcte par M. Lazare, de sa correspondance avec les autorités de ce gouvernement pendant les mois d'août et d'octobre 1875, telle qu'elle parut alors dans plusieurs numéros du journal officiel, le *Moniteur Haïtien*, de cette époque. (Cette correspondance a été imprimée tout au long dans le dossier de l'affaire Lazare). Selon moi, toutes les lettres et tous les documents renfermés dans la pièce annexe *B* sont conformes aux originaux ; cependant j'ai quelques doutes sur la question de savoir si M. Lazare a réellement écrit et a fait dûment remettre aux ministres des finances, du commerce et des affaires étrangères d'alors, la dernière lettre qui s'y trouve et qui est en date du 18 octobre 1876.

Je n'ai pu trouver trace d'une semblable lettre, soit dans les colonnes du *Moniteur*, soit dans les archives d'un de ces départements ministériels du gouvernement.

Il existait sans doute d'autres correspondances sur le même sujet entre les fonctionnaires de ce gouvernement et M. Lazare, qu'il n'a pas jugé utile de produire ; mais peut-être ne pensait-il pas qu'elles dussent avoir assez de portée sur les faits même de sa réclamation pour être présentées à son appui.

Au reçu de la dépêche du département, N° 283, je demandai à M. Lazare de me communiquer un exposé écrit des faits qu'il croirait devoir soumettre au sujet de sa réclamation ; et, vers la fin du mois de février dernier, il prépara et me remit un exposé des faits. On peut croire que ce document contient tout ce que M. Lazare peut présenter en faveur de son affaire ; je le joins ci-contre et le marque *C*. Il est écrit par M. Lazare lui-même et dans son propre langage. Avec votre permission, je reviendrai tout à l'heure sur les faits exposés dans ce rapport et les examinerai avec plus de détails.

Ces trois pièces annexes relatent les faits, les allégations et les arguments sur lesquels M. Lazare appuie sa réclamation.

Je prends la liberté de vous y référer, elles vous fourniront d'amples



renseignements sur ce côté de l'affaire, et je demanderai que toute autorité et toute force leur soient données en l'état où elles sont.

M. Lazare, qui paraissait habituellement franc et loyal, fut l'hôte agréable de ma maison pendant les mois de juillet, août et septembre 1874, et ceux d'avril et de mai 1876 qu'il passa dans ce pays, et j'eus par conséquent l'occasion de connaître les démarches faites par lui à cette époque au sujet de la banque.

Certaines circonstances me mirent aussi au courant de tous les faits importants, à mesure qu'ils se produisaient dans cette affaire.

En vue des documents contenus dans les pièces annexes, et au moyen de mes informations personnelles, je me propose, en me conformant aux instructions du département, N° 283, de vous soumettre quelques observations relatives à la réclamation présentée par M. Lazare.

Permettez-moi de dire en commençant que M. Lazare, dans tout ce que j'ai pu apprendre, et d'après ma conviction propre, a toujours agi de bonne foi et avec une persévérance digne d'éloges dans ses efforts constants pour exécuter les obligations que lui imposait le contrat.

Peu de temps après la signature du contrat, il mit le gouvernement en rapport avec des personnes responsables qui devaient se charger de l'érection des bâtiments, et ceux-ci furent achevés à l'époque convenue.. Il partit ensuite pour l'Europe par voie de New York ; là on suppose qu'il réussit à se procurer conditionnellement une promesse pour une grande partie du capital qu'il s'était engagé à fournir à la banque. Mais trouvant qu'il importait de modifier les termes du premier contrat, afin d'assurer la faveur qu'il désirait lui assurer en Europe, il revint en Haïti en avril 1875, fit agréer et accepter certaines modifications, et repartit en hâte au mois de mai 1875. A son arrivée à Londres, il trouva que la maison (celle de Robert Benson et Cie, de Londres) avec laquelle il avait fait ses premières négociations, était devenue insolvable. Ce que voyant, il s'efforça d'entrer en négociations, et il y entra effectivement, avec d'autres maisons ; mais aucune d'entre elles, en dépit de tous ses efforts, ne voulut, paraît-il, consentir à lui accorder autre chose que des lettres de crédit, données en son nom comme président de la Banque Nationale d'Haïti qui n'était pas encore en fonctions. Il réussit enfin à se procurer des lettres de crédit de plusieurs maisons européennes pour une somme de près d'un million de dollars. Mais elles ne représentaient, ni la somme que M. Lazare s'était engagé à déposer en espèces dans les caveaux de la banque, ni elles n'auraient pu être converties immédiatement en argent comptant, au cas où M. Lazare l'aurait voulu. Toutefois, c'était le plus qu'il pût obtenir et qu'il obtint en fait ; et il revint en Haïti avec sa famille en août 1875, espérant, sans aucun doute, qu'il réussirait à persuader au Gouvernement haïtien de le laisser s'écarter des stipulations du contrat, en vue d'ouvrir la banque avec ces lettres de crédit dont il aurait pu faire usage.

Connaissant, comme je la connaissais alors, la mauvaise foi qui caractérisait le Gouvernement de Domingue, et, par conséquent, porté, comme je pouvais l'être, à accepter toute version de M. Lazare à ce sujet, je dois néanmoins rendre justice à Domingue et à Rameau, et dire que je crois, sans même leur attribuer en particulier aucune bonne intention dans la question, qu'ils désiraient ardemment que la banque fût établie, et que, jusqu'au jour où ils apprirent que M. Lazare n'avait pas réussi à obtenir l'argent en Europe, ils étaient allés aussi loin, en favorisant M. Lazare aux



fin d'ouvrir la banque, qu'ils croyaient que le sentiment public le permettrait. Je sais qu'au commencement ils comptaient beaucoup sur le succès de M. Lazare.

Ils s'étaient figuré qu'avec l'appui de leur gouvernement il serait en mesure de disposer d'un crédit presque sans limite en Europe, et qu'il pourrait ainsi leur être utile. Mais on ne peut ignorer le fait que le contrat exigeait de M. Lazare le dépôt dans les caveaux de la banque de 1,000,000 de dollars en espèces le 1<sup>er</sup> septembre 1875 ou avant. (*Voir les articles 24 et 31 du contrat et voir aussi les modifications*).

Au cas où cette condition, considérée comme vitale quoique difficile à remplir, ne serait pas tenue ; si la banque, d'après les clauses du contrat, n'était pas ouverte, et si la banque et le magasin n'étaient ni l'un ni l'autre « en complet fonctionnement » à la date stipulée, le contrat deviendrait nul et sans effet, et le gouvernement serait libre d'agir comme bon lui semblerait. (*Article 24*).

Le gouvernement, connaissant le fait que M. Lazare était incapable de se procurer en Europe autre chose pour la banque que des lettres de crédit, lui écrivait, le 27 août (*pièce annexe B*) une lettre qui était, selon toutes les probabilités, la réponse à une demande qu'il avait faite ; il lui était accordé jusqu'au 15 octobre suivant pour l'ouverture de la banque et il était averti qu'au cas où les obligations que lui imposait le contrat ne seraient pas remplies à cette date, il deviendrait nul et sans effet.

Il ne ressort pas du contrat que le gouvernement ou M. Lazare, ou tous deux ensemble, eussent le droit de changer la date définitivement fixée dans le contrat et maintenue dans les amendements. D'après la situation, telle qu'elle existait alors, ce délai pouvait être considéré comme une faveur faite à M. Lazare, bien que, selon moi, aucune tentative faite pour exécuter ce contrat n'aurait mis M. Lazare en mesure de se procurer 1,000,000 de dollars pour le déposer en espèces dans ce pays.

Mais passons. Le 15 octobre arriva, et on savait que M. Lazare se trouvait toujours dans l'impossibilité de déposer 1,000,000 de dollars en espèces dans les caveaux de la banque, tandis que le gouvernement, aidé par les marchands étrangers, déclara qu'en exécution du contrat, il avait déposé ses 500,000 de dollars en espèces métalliques ; et, sur ce, il déclara le contrat nul et non avenue. (*Pièce annexe B*).

On engagea M. Lazare à écrire une lettre de protestation au Gouvernement haïtien. Qu'il ait écrit ou non une semblable lettre, ou qu'il l'ait fait remettre (*voir la dernière lettre de la pièce annexe B*), le gouvernement, deux jours avant celui où M. Lazare prétend avoir écrit pour « réserver ses droits » relativement au contrat, fit publier dans le journal officiel du 16 octobre 1875 (*pièce annexe D*), un document, réservant aussi ses droits contre M. Lazare. Je suis certain, d'autre part, que M. Lazare refusa d'entendre les conseils de ses amis à ce sujet, espérant toujours qu'en conservant avec Domingue et Rameau de bonnes relations, il pourrait obtenir une somme d'argent en rétribution de ses efforts et de ses dépenses en vue d'établir la banque.

C'est d'après cet espoir qu'il régla sa conduite et son maintien, et pendant près de six mois il fit des visites presque tous les jours à Rameau et aux autres membres du gouvernement.

Plusieurs de ses amis pensaient qu'il aurait dû agir différemment et suivre une ligne de conduite où il aurait pu déployer plus de fermeté.

D'autre part, je suis certain que de cette façon M. Lazare reçut en réponse à ses pressantes demandes 10,000 dollars en bons du gouvernement et le Consulat Général de New-York, avec promesse de nouveaux contrats avec le gouvernement. Il accepta tout, et ce n'est qu'après la chute du Gouvernement de Domingue, lorsque le Ministre d'Haïti à Washington lui eut donné avis officiel que le gouvernement provisoire qui avait succédé à celui de Domingue ne reconnaîtrait la validité d'aucuns engagements conclus entre le gouvernement précédent et lui ; ce n'est qu'alors, dis-je, que M. Lazare présenta une réclamation pour prétendue violation du contrat relatif à la banque.

Quant à sa déclaration contenue dans la pièce annexe C, et indiquant que M. Lazare m'avait présenté sa réclamation avant de la soumettre à Washington, vers la fin du mois d'août dernier, elle est certainement inexacte.

Dans l'exposé des faits qui constituent sa réclamation (*pièce annexe C*), M. Lazare soutient en substance qu'il a éprouvé des dommages de la part de ce gouvernement :

1. En ce que le gouvernement lui avait refusé les colonnes du journal officiel pour publier certaines informations au sujet de la banque, et en ce qu'il l'avait aussi empêché d'imprimer les statuts de la dite banque.

2. En ce qu'en contractant à Paris l'emprunt de 1875, le gouvernement avait contrevenu à l'article 14 de son contrat relatif à la banque.

3. En ce que le gouvernement n'avait pas payé une portion plus considérable des dépenses pour l'érection de la banque et du magasin.

4. En ce que le gouvernement, malgré qu'il fût obligé par l'esprit et par la lettre du contrat de payer d'abord sa part contributive du capital avant qu'il ne commençât à verser lui-même sa part contributive du capital, avait exigé un paiement simultané par les deux parties contractantes.

5. En ce que, pendant qu'il exécutait ses obligations résultant du contrat, en y perdant beaucoup de temps, d'argent, et au moyen de ses efforts personnels et de son crédit, le gouvernement, sans motifs valables, avait déclaré ces conventions nulles et non avenues ; et en ce que pendant ce temps le gouvernement, ayant violé le contrat, n'était pas libéré de ses obligations antérieures envers lui.

En vertu des articles 18 et 19 du contrat, il demande donc :

1. Que le Gouvernement d'Haïti lui accorde une indemnité de 500,000 dollars ; 2. en plus, que le gouvernement (je pense que c'est celui d'Haïti) « nomme un arbitre qui fixera les dommages-intérêts qui lui sont dus ».

Tels sont, en un mot, les griefs sur lesquels, si je l'entends bien, M. Lazare fonde sa réclamation. Si je m'étais trompé en quoi que ce soit dans les faits que je viens d'exposer, les pièces annexes pourraient rectifier mon erreur.

Je passe sous silence le premier point, car il n'est pas possible de fonder sur lui une réclamation. Si ce premier point est correctement exposé, comme il me paraît l'être, au moins en partie, il ne tend qu'à démontrer la mauvaise foi que le Gouvernement de Domingue apportait au règlement des affaires, et M. Lazare en avait été averti par moi-même et par d'autres.

M. Lazare s'appuie sur l'article 14 du contrat pour démontrer que le gouvernement, en contractant un emprunt à Paris en 1875, viola ses engagements envers lui ; tandis qu'en réalité M. Lazare avait le droit et le

devoir de connaître, lorsqu'il consentit à l'article 14, qu'une partie du revenu était et avait été notoirement, depuis bien des années, affectée à la dette française.

Je ne puis douter que la tournure que prit l'affaire de l'emprunt en Europe, que les débats et les révélations de la mauvaise foi de ce gouvernement provoqués par elle, n'aient entravé l'action de M. Lazare lorsqu'il s'efforçait de se procurer le capital qu'il s'était engagé de fournir pour la banque.

Mais cela constitue-t-il un cas de force majeure ?

Quant aux dépenses relatives à l'érection de la banque et du magasin, je suis informé que Heuvelman, Haven et Cie firent ce contrat au su et avec le consentement de M. Lazare.

Cet article figure de cette façon parmi les réclamations de Heuvelman, Haven et Cie contre le Gouvernement haïtien.

Dans le contrat ou dans ses amendements, et malgré l'article 30 que M. Lazare invoque, je ne vois rien qui l'autorise à prétendre que le gouvernement s'était engagé à verser sa part du capital avant qu'il eût commencé le versement de la sienne. Il est vrai que M. Lazare fit tout ce qui lui était possible pour exécuter sa part du contrat, et qu'en faisant tous ses efforts, il a dépensé une somme importante ; il est également vrai qu'il ne réussit pas, en fin de compte, à se procurer le 1,000,000 de dollars en espèces métalliques qu'il s'était engagé à déposer à la banque en vertu de l'article 31 du contrat.

Il est évident que M. Lazare a fait ce que d'autres personnes font dans tous les pays, c'est-à-dire consentir des conventions qu'ils ne peuvent exécuter ; il a promis de remplir certaines conditions qu'en dépit des assertions renfermées dans la pièce annexe C, il lui était impossible de tenir.

D'ailleurs, il ne prétend pas avoir jamais possédé des capitaux en son propre nom.

Il soutient aussi dans son exposé que le Gouvernement haïtien était incapable de remplir sa part du contrat, ne pouvant déposer dans les caveaux de la banque 500,000 dollars en espèces.

Mais le procès-verbal (*voir la pièce annexe B*), signé par plusieurs négociants étrangers résidant ici, et parmi eux par le chef d'une des grandes maisons américaines, dit en propres termes que la somme fut dûment déposée dans les caveaux de la banque, en « exécution du contrat ». La pièce annexe B', qui contient un extrait du journal officiel du 16 octobre 1875, confirme ce qui est dit dans ce procès-verbal.

Toutefois, il est nécessaire d'ajouter qu'il était notoire à l'époque que moins de la moitié des 500,000 dollars avait été déposée en espèces à la banque, et que la plus grande partie de cette somme était en lettres de change tirées par les négociants étrangers établis ici.

A cette époque, j'ajoutais foi à cette rumeur publique. Mais, contrairement aux dires de M. Lazare, je crois que le Gouvernement haïtien aurait pu obtenir la somme voulue en espèces, et je fonde cette croyance sur ce que plusieurs négociants capables de la fournir eux-mêmes m'ont dit alors.

Je suis forcé de dire, d'après tous les faits que je viens d'examiner, que la réclamation de M. Lazare, telle qu'il la présente, n'est pas bien fondée,

et qu'elle ne saurait motiver une intervention en sa faveur de la part de notre gouvernement.

Le Département d'Etat ne peut méconnaître mon opinion, tant de fois réitérée dans ces dépêches, à savoir que nombre de citoyens américains qui ont fait des affaires avec ce gouvernement, ont été et sont encore les victimes de la mauvaise foi, des subterfuges et des délais qui ont marqué et qui marquent encore la façon dont le Gouvernement d'Haïti remplit ses engagements.

Je ne veux pas qu'on m'impute l'intention de justifier le gouvernement de Domingue et de Rameau ou le gouvernement actuel, ni de lui reconnaître de bonnes intentions dans ses rapports avec M. Lazare. J'aurais même désiré ne rien écrire qui pût nuire en quoi que ce soit aux intérêts de M. Lazare, tels qu'il les entend lui-même ; mais les faits m'y ont forcé.

M. Lazare demande un arbitrage. Cette façon de régler les affaires a toujours été considérée amicale, on ne peut donc pas s'y opposer. Mais il est de mon devoir de vous dire que, bien que ma conduite sur ce point comme sur tous les autres doive être conforme aux instructions que je recevrai de vous, il existe ici, dans les cercles qui entourent le monde officiel, un sentiment peu amical à l'égard de M. Lazare qu'il serait difficile pour le moment de vaincre par une influence personnelle. Je crois que les bruits qui ont fait naître ces sentiments contraires à M. Lazare ne sont pas fondés. Ils proviennent de sa prétendue intimité avec Domingue et Rameau, et aussi de ses correspondances avec les ennemis déclarés du gouvernement actuel et de son amitié pour eux. Tout en redisant que je n'ai pas entière confiance dans le bien fondé de ces allégations, je tiens à faire observer que, selon moi, quels que soient les sentiments et les préjugés de ce gouvernement à l'égard de M. Lazare, et quelle que soit la conduite que la prudence puisse dicter à ce sujet, ils ne sauraient affecter en aucune façon, sérieuse ou permanente, l'examen des droits qui appartiennent à M. Lazare.

Je suis, etc., etc.

EBENEZER D. BASSETT.

Le document qui suit la dépêche de M. Bassett, reproduite ci-dessus, est un exposé écrit par M. Lazare et déposée par lui entre les mains de M. Bassett pour expliquer et établir les faits sur lesquels repose sa réclamation contre Haïti. Cet exposé, joint à la dépêche qui en vérifie l'exactitude (ces documents sont conservés aux archives du département), contiennent, après une récapitulation du contrat entre Lazare et Haïti et les amendements y apportés, le résumé suivant des faits sur lesquels repose cette réclamation.

« La position des parties et leurs obligations réciproques étant ainsi établies, il ne leur restait plus qu'à les remplir ; le gouvernement, sans se soucier de ses engagements envers M. Lazare, viola le premier le contrat et contrevint aux clauses les plus importantes :

« En supprimant du journal officiel, le *Moniteur Haïtien*, les noms des directeurs locaux, lorsque l'annonce officielle de la formation de la compagnie venait d'y être faite ;

« En refusant aussi d'insérer et de publier dans le même journal l'avis donné par M. A. H. Lazare de la vente de 4,000 actions réservées pour Haïti ;



« Et enfin en donnant l'ordre illégal défendant d'imprimer les statuts de la banque.

« Les sus-dits actes, illégaux, sommaires et arbitraires, venant du gouvernement, compromettaient le succès de l'entreprise, et M. A. H. Lazare l'en rend responsable.

« D'autre part, en disposant en faveur de l'emprunt fait en France, de la partie des droits de douane affectée à couvrir les avances que la banque aurait à faire pour payer les dépenses inscrites au budget de la République et pour garantir le paiement des subventions accordées à M. Lazare ; et cela, lorsque la totalité de ces droits de douane garantissait les dépenses extraordinaires que la banque serait obligée d'avancer.

« En ne payant pas la majeure partie des comptes et des factures que le gouvernement s'était engagé à payer pour matériaux fournis à la banque et à l'entrepôt de Port-au-Prince.

« Il est bien évident que, d'après le contrat passé entre M. A. H. Lazare et le Gouvernement d'Haïti, le gouvernement, suivant l'esprit de la lettre de ces conventions, *devait verser le premier* dans les caveaux de la banque sa part du capital, et qu'après que le gouvernement aurait rempli ses engagements, M. Lazare devrait à son tour faire le versement de la somme promise par lui.

« Or, le 27 août 1875, le Secrétaire des Finances et du Commerce écrivait à M. A. H. Lazare, lui annonçant que le Conseil des Secrétaires d'Etat, dans sa séance du même jour, avait décidé : qu'en prenant en considération les difficultés que M. Lazare avait dû rencontrer et la nécessité où il se trouvait placé de réaliser la lettre de crédit dont il était porteur, il lui accordait un délai de quarante-cinq jours pour ouvrir les bureaux, à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain, date que le contrat avait fixée pour l'ouverture de la banque. M. A. H. Lazare, qui, de son côté, connaissait les embarras du gouvernement et « l'impossibilité matérielle » où il était de déposer dans les caveaux de la banque sa part du capital, aux termes du contrat passé entre les deux parties, répondit le 1<sup>er</sup> septembre 1875, exprimant « qu'en vue de l'importance de la communication à lui faite par le « Secrétaire d'Etat du Commerce qui l'avait forcé, lui (M. Lazare), à s'en-tretenir d'abord avec le vice-président, et à s'entendre avec lui à ce sujet, « il s'était vu obligé de laisser écouler quelques jours sans lui accuser « réception de sa lettre ; que, bien que ce fût comme un ami du gouver-nement qu'il consentait à remettre jusqu'au 15 octobre l'ouverture de la « banque, parce qu'il « comprenait *dans toute son étendue* la position du « gouvernement, » il espérait cependant que le gouvernement lui accorde-rait son aide au lieu de contrevenir à ses projets en annulant les négocia-tions qu'il avait déjà faites au sujet de la banque. »

« Qu'en réponse à cette lettre, le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce annonçait à M. A. H. Lazare que, d'après les termes du contrat passé avec lui, il ne pouvait admettre un cas de force majeure en ce qui regardait le capital de la banque, et que si les quarante-cinq jours s'écoulaient sans que M. A. H. Lazare eût rempli ses obligations, le gouvernement se croirait en droit absolu de déclarer le contrat nul et non avenu ;

« Que les choses en restèrent là jusqu'au 14 octobre 1875 ; ce jour-là le Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce avertit M. Lazare que le Gouvernement haïtien, se trouvant prêt à verser dans les caveaux de la

banque sa part contributive, désirait savoir si lui aussi (M. A. H. Lazare) se trouvait en mesure de faire de même.

« Que M. A. H. Lazare, sachant parfaitement que le gouvernement n'était pas en mesure, et que, même s'il l'était, M. Lazare savait aussi parfaitement que rien ne pourrait être fait sans sa présence, se borna à répondre au Secrétaire d'Etat des Finances qu'aussitôt que le gouvernement aurait effectué son dépôt, il serait lui aussi prêt à remplir les conditions qu'il avait portées à la connaissance du vice-président du Conseil.

« Que dans sa réponse à cette lettre, le Secrétaire d'Etat des Finances instruisit M. A. H. Lazare de l'étonnement qu'avait causé au gouvernement haïtien sa proposition de payer une partie en lettres de change, au lieu de payer en espèces métalliques, et qu'il se trouvait autorisé à déclarer de nouveau à M. A. H. Lazare que le 15 octobre, à défaut de la mise à exécution ponctuelle de ses obligations, le contrat serait nul et non avenue.

« Qu'en conséquence une commission fut nommée par le gouvernement (sans que M. Lazare le sût, ou en eût reçu avis), en vue de constater que le 15 octobre 1875 le gouvernement avait bien et dûment déposé dans les caveaux de la banque les 500,000 dollars constituant sa part contributive du capital, et que M. A. H. Lazare n'avait fait aucun versement, ni avant le 15 octobre, ni pendant la durée de ce jour.

« Que, par le procès-verbal dressé le jour sus-dit par la commission, M. Lazare apprit que le gouvernement l'avait averti qu'ayant manqué de faire le dépôt des fonds qu'il devait fournir dans les caveaux de la banque, le contrat passé entre les deux parties devenait nul et sans effet.

« Que M. A. H. Lazare avait fait savoir au gouvernement, en réponse à cet avertissement, qu'il avait remarqué d'une part que dans le journal officiel du 17 (courant), suivant le contrat du 1<sup>er</sup> septembre 1874 passé entre le gouvernement et lui, le gouvernement venait de déposer dans la Banque Nationale, en présence d'une commission nommée à cet effet, *la somme en espèces or ou argent* de 500,000 dollars, la part du capital qu'il devait fournir, selon les modifications apportées au contrat le 14 mai 1875, et, de l'autre, que dans le *procès-verbal* de l'acte de dépôt dont il avait eu copie, mention n'était pas faite de *l'espèce ou des espèces dans lesquelles* le payement s'était opéré, et qu'il était de notoriété publique que, sur les 500,000 dollars déposés le 15 octobre, il n'y en avait que \$235,500 *en espèces métalliques*, le reste consistant en lettres de change et autres valeurs que le gouvernement s'était procurées sur place, afin de pouvoir montrer que 500,000 dollars *avaient été déposés* quand le contrat *spécifiait en propres termes que le versement devait s'effectuer seulement en or ou en argent*.

« Que lui, M. Lazare, se réservait le droit de montrer en temps utile les causes indépendantes de sa volonté qui s'étaient produites par les fautes et les manœuvres coupables du gouvernement.

« Qu'en outre, le droit de *prononcer* l'annulation d'un contrat n'appartient à aucune des parties contractantes ; qu'un contrat ne peut être légalement annulé sans le consentement des *deux parties ou bien sans la décision d'un tribunal compétent*.

« Une fois que le contrat fut ainsi annulé, des différends s'élevèrent entre le gouvernement et M. Lazare ; ils s'accrochèrent tellement que le gouvernement refusa avec violence et avec des menaces de consentir à l'arbitrage que proposait ledit M. Lazare, à cause de la persistance du gouvernement à couvrir son infraction par une mesure définitive d'arbi-

traire. M. Lazare, se fondant sur le refus violent et arbitraire qui avait été opposé à sa demande de *soumettre* la question à l'arbitrage, prit telles mesures que sa position nécessitait, en vue de protéger sa personne et ses intérêts sans compromettre en aucune façon ses droits, de manière à les faire valoir en temps propice.

« M. Lazare prépara alors un exposé de sa réclamation contre le gouvernement et le présenta au Ministre résident des Etats-Unis au Port-au-Prince, en vue de revendiquer ses droits. Ce moyen était le seul par lequel M. Lazare pensait qu'il pût obtenir justice. Plus tard, le gouvernement ayant reconnu ses torts et ayant promis de faire justice à la réclamation, aucune nouvelle démarche ne fut alors faite dans cette affaire.

« Les événements de la révolution étant survenus, M. Lazare s'embarqua pour les Etats-Unis. C'est là que, peu de jours après, il apprit la chute du gouvernement.

« Le 29 avril 1876, le Ministre d'Haïti à Washington lui fit savoir qu'il venait de recevoir des instructions du Gouvernement provisoire d'Haïti afin de faire connaître à M. Lazare que le dit Gouvernement ne reconnaissait pas la validité des contrats qui avaient existé entre M. Lazare et le Gouvernement précédent.

« Pour cette raison, M. Lazare se rendit à Washington et soumit au Gouvernement des Etats-Unis sa réclamation. Le Secrétaire d'Etat fit remettre immédiatement au Ministre Résident des Etats-Unis au Port-au-Prince les instructions requises aux fins de s'occuper sur le champ de cette réclamation. . . . »

L'exposé de M. Lazare se termine par les demandes suivantes :

« Que la somme de 500,000 dollars qui lui était justement due par suite de l'annulation du contrat, soit réclamée du Gouvernement d'Haïti et lui soit payée sans autres formes de procès et sans délai ; que le Gouvernement nomme un arbitre pour décider les dommages-intérêts qui lui sont dus à cause de la violation du contrat. Il fait ses réserves, en général et en particulier, sur l'intérêt annuel de 6 pour cent, depuis la date de la réclamation de 500,000 dollars.

« A. -H. LAZARE. »

Le 28 mai 1884, suivant le protocole qui avait été signé par M. Frelinghuysen, en qualité de Secrétaire d'Etat, et par M. Preston, Ministre d'Haïti, les réclamations de MM. Lazare et Pelletier furent déferées à l'arbitrage et à la décision de l'honorable William Strong. Ce protocole, dont j'ai déjà parlé dans mon rapport sur l'affaire Pelletier, stipule que (article 3) :

« Le dit arbitre recevra et prendra en considération tous les documents et preuves relatifs aux dites réclamations qui pourront lui être présentés au nom de l'un des deux gouvernements.

« Si, en présence de ces dits documents et preuves ainsi soumis, le dit arbitre demande que des preuves additionnelles écrites ou testimoniales soient produites devant lui ou devant toute personne dûment nommée à cet effet, les deux gouvernements ou l'un d'eux se gagent à procurer et à fournir par tous les moyens en leur pouvoir ces preuves additionnelles ; et tous les documents pertinents dans les arbitres de l'un des deux gouvernements seront accessibles au dit arbitre.



« Les deux gouvernements auront le droit de se faire représenter devant le dit arbitre par des conseils qui pourront présenter des mémoires (*briefs*), et qui pourront être aussi entendus oralement, si l'arbitre le désire. »

L'article 4 stipule aussi que :

« Les hautes parties contractantes payeront en parts égales les dépenses de l'arbitrage qui est ici convenu ; et elles s'engagent à accepter la décision du dit arbitre dans chacun des dits cas comme finale et obligatoire, et à donner à cette décision plein effet et vigueur de bonne foi, sans délais qui ne seraient pas justifiables et sans réserve et sans évasion quelle qu'elle soit. »

Comme il a été dit plus haut, dans mon rapport sur l'affaire Pelletier, le protocole ne fut jamais soumis à la ratification du Sénat ; cependant l'arbitre entra en fonctions, et, pendant les débats de l'affaire Lazare, furent présents : M. Phillips, « Solicitor General » ; MM. Thomson et Ashton, conseils du réclamant, et MM. de Chambrun et Boutwell, conseils du Gouvernement haïtien. Après nombre de séances, dans lesquelles des témoins furent interrogés sous serment, des preuves admises ou rejetées après objections, et divers documents reçus, l'arbitre décida le 20 juin 1885 que la somme de 117,000 dollars, accrue de ses intérêts depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1875, était due à M. Lazare par Haïti.

Jusqu'où la sentence rendue dans la présente affaire doit-elle être considérée comme revêtue d'une force légale, a été le sujet d'un examen de ma part dans mon rapport sur l'affaire Pelletier. En ce qui concerne le droit de l'arbitre d'interroger des témoins sous serment, d'admettre ou de rejeter des témoignages selon l'assentiment ou l'objection des parties adverses, d'émettre des commissions, de s'arroger enfin l'autorité judiciaire, les exceptions présentées à la conduite de l'arbitre dans l'affaire Pelletier s'appliquent aussi à sa conduite dans celle de Lazare dont il est à présent question.

Toutefois, laissant de côté la question des obligations résultant de l'action de l'arbitre, je vais procéder à l'examen du fond de l'affaire.

Les preuves que nous avons à considérer sont :

1. Les documents que j'ai présentés au début de mon rapport, qui ne furent pas soumis à l'arbitre.
2. Les preuves orales et écrites recueillies par l'arbitre, qui sont reproduites dans le volume imprimé que je joins ci-contre.
3. Les preuves appelées « nouvellement découvertes » et qui sont aussi jointes à ce rapport.

Au début, il est important de considérer la valeur relative qui doit être attribuée à ces différentes classes de preuves.

Dans cette comparaison, il est essentiel de peser les circonstances dans lesquelles la dépêche de M. Bassett a été écrite. M. Bassett était alors le représentant diplomatique des États-Unis résidant au Port-au-Prince, où se passèrent les faits sur lesquels étaient dirigée son enquête. Il était ami intime de M. Lazare, qui pendant un temps fut son hôte, et dans sa dépêche, il rend hommage au charme de son esprit aussi bien qu'à son activité à faire valoir la justice de sa réclamation. M. Bassett ne peut pas non plus être accusé de partialité envers Haïti. Au contraire, il blâme la conduite générale du Gouvernement haïtien, et si cette dépêche avait été produite, ce à quoi il ne pouvait s'attendre, il eût été environné de diffi-



cultés qui auraient rendu intenable son séjour en Haïti. Il me semble impossible, à la lecture de cette dépêche, de penser que M. Bassett n'ait pas essayé d'être juste dans l'exposé des faits, et si ses sympathies penchaient d'un côté, c'était du côté de M. Lazare. Ce document est très remarquable et facile à comprendre ; il porte, ainsi que je viens de le dire, ce que je regarde comme les marques de l'impartialité ; il fut écrit à une époque où les événements avaient conservé leur fraîcheur dans la mémoire de M. Bassett, où M. Lazare était encore en Haïti, avant que les archives haïtiennes fussent brûlées, et quand elles étaient encore à la portée de tout le monde pour le contredire, s'il était tombé dans l'erreur, et établir la véracité des faits. M. Bassett était en outre un haut fonctionnaire du gouvernement, chargé d'une enquête officielle, d'après les instructions formelles du département, et il lui adressait une communication, où des erreurs importantes commises par une personne au courant des faits, et liée par un serment professionnel, l'auraient exposé à être sur le champ démenti, et au cas où ce démenti aurait trouvé des preuves, elles auraient amené un blâme sévère, sinon un rappel immédiat. D'ailleurs aucune tentative n'a été faite ultérieurement en vue de contredire les faits exposés par M. Bassett, bien que ses conclusions n'aient pas toujours reçu l'approbation de tous. Je dois donc regarder cet exposé, au cas où tous les autres motifs se balanceraient de part et d'autre, comme présentant plus de garantie d'exactitude que les dires contradictoires de M. Lazare et de ceux qui ont parlé pour lui huit ans plus tard, après la destruction des archives haïtiennes et que le temps a si lourdement pesé sur une mémoire influencée par de si puissants intérêts personnels.

Je pense que les mêmes objections s'appliquent à l'exposé remis par M. Lazare entre les mains de M. Bassett au mois de février 1877, lorsqu'on le compare à l'exposé rédigé par ses conseils en janvier 1885 et au témoignage subséquent donné par M. Lazare devant l'arbitre.

Lorsque M. Lazare remit l'exposé de son affaire à M. Bassett en février 1877, il savait que M. Bassett était à même de découvrir et de signaler les erreurs de fait que ce document pourrait contenir, et il savait aussi que les archives haïtiennes étaient là pour vérifier l'exactitude de ses dires. Lorsqu'en 1885 il prépara son cas pour ses conseils, il s'adressait à des personnes qui n'avaient plus les mêmes moyens de s'assurer de la vérité. La dépêche de M. Bassett et l'exposé des faits par M. Lazare semblent avoir été oubliés, et l'esprit de M. Lazare paraît avoir été influencé par l'effet de huit années écoulées aussi bien que par un puissant intérêt à défigurer les événements accomplis dont nous avons déjà parlé. Il ne faut pas oublier non plus que l'exposé de M. Lazare de février 1877 est le seul qui soit signé par lui. Les exposés faits en octobre 1877 et en janvier 1885 ne sont rédigés que par ses conseils, c'est-à-dire par des tierces parties. Les témoignages de M. Lazare devant l'arbitre furent oraux, et sont de telle nature qu'ils semblent, pour dire le moins, avoir été rendus de façon à dégager ultérieurement sa responsabilité pénale. C'est de ce point de vue que je dois décider que l'exposé de M. Lazare fait en février 1877 doit être suivi, au cas où, toutes autres choses étant d'ailleurs égales, il contredit l'exposé et les preuves de 1885. Je vais donc établir que les contradictions existantes entre l'exposé de 1877 et celui de 1885, en les considérant ensemble avec les preuves nouvellement découvertes que je joins ci-contre, sont si importantes qu'elles réduisent à néant la

demande de dommages et intérêts de M. Lazare fondée sur la violation du contrat.

### ANALYSE DES PREUVES.

1. D'après l'exposé rédigé par les Conseils de M. Lazare, le 15 janvier 1885 (*voir la page 9*), « le 22 mai 1875 l'organisation de la banque fut bien et dûment annoncé par le gouvernement en tête du journal officiel »; ceci a été avancé comme preuve que le contrat avait été ratifié par Haïti. Dans l'exposé de février 1877, le défaut de ratification est un des griefs de M. Lazare; il y est affirmé que le gouvernement ne donna pas suffisamment avis de la concession dans le journal officiel, et qu'il ordonna « que les statuts de la banque ne fussent pas imprimés. »

2 Dans l'exposé du 15 janvier 1885 se trouve ce qui suit :

« Que, lorsque M. Lazare était à Paris, il découvrit que trois concessions sur les droits de douane avaient déjà été accordées par le Gouvernement haïtien à ses créanciers et que ces faits constituaient une violation flagrante du contrat. » (*Pages 13 et 14.*)

Que ces concessions aient été antérieures aux « contrats », et cela de notoriété publique, et que M. Lazare en eût eu connaissance lorsqu'il signa le contrat, c'est ce qu'affirme M. Bassett dans la dépêche donnée plus haut, qui fut écrite à une époque où ces événements étaient de date récente, et où M. Lazare était en relations avec M. Bassett. Dans l'exposé du 23 octobre 1877, rédigé par les Conseils de M. Lazare, il n'est pas soutenu que M. Lazare ignorât ces négociations, mais seulement que le manque de bonne foi en question du Gouvernement haïtien fut découvert en Europe par d'autres que par lui. Le témoignage de M. Lazare sur ce point n'est pas en conflit et peut s'accorder sur ce point avec le fait qu'il connaissait préalablement les affectations hypothécaires déjà données. Même en mettant de côté la déclaration sous serment (*affidavit*) de M. de Chambrun sur la conversation que M. Lazare eut avec M. Peters à ce sujet en 1874, il semblerait, ou que M. Lazare ait dû connaître à l'époque du contrat l'existence d'affectations hypothécaires partielles, comme l'affirme M. Bassett, ou qu'il fût obligé de s'instruire sur ce point, et il ne peut pas apporter son ignorance de ces faits comme excuse de ce qu'il n'a pas pu tenir ses engagements. Dans ses derniers exposés, M. Lazare ne relève aucune assertion fausse de la part du Gouvernement haïtien en ce qui concerne ce point, et il ne peut se plaindre d'une suppression sur ce sujet, sur lequel il devait être instruit, en admettant même qu'il l'ignorât. En ce qui me concerne, je ne puis faire autrement que de maintenir que Lazare eut connaissance de ces affectations hypothécaires antérieures.

Sans doute le fait qu'elles furent connues à Londres et à Paris en 1875 peut avoir empêché M. Lazare d'obtenir les emprunts qu'il désirait. Mais, en ceci, lui seul et non le Gouvernement haïtien était responsable.

3. D'après l'exposé du 15 janvier 1885 (*page 14*), M. Lazare s'arrangea de façon à transmettre d'Europe en Haïti une somme suffisante en vue de fournir sa part contributive du capital de la banque, au cas où Rameau continuerait à agir de bonne foi envers lui à ce sujet.

Suivant l'exposé du 23 octobre 1877, M. Lazare fit un arrangement à Londres avec la « Consolidated Bank » et avec MM. Kerford, Sears et autres, afin d'obtenir la somme entière de 1,000,000 de dollars.

M. Lazare s'exprime ainsi dans son témoignage devant le juge Strong :

« Quelque temps après, j'entrais dans d'autres négociations avec les maisons Kerford et C<sup>o</sup>, de Liverpool, et avec Sears et C<sup>o</sup>, de Londres, ainsi qu'avec Hazlewood frères, de Londres. » (*Voir la page 49*).

Mais, en réalité, M. Lazare n'obtint pas une promesse formelle pour l'exécution de ses plans : et, en supposant même qu'il en eût obtenu une de MM. Sears et C<sup>o</sup> et des Hazlewood frères, elle n'aurait eu aucune valeur marchande. Ce qu'il obtint n'était pas des lettres de change qui auraient pu être converties en espèces sonnantes pour ouvrir la banque ; c'étaient tout au plus des lettres de crédit dont la banque aurait pu faire usage au moment où elle aurait commencé ses opérations avec un capital suffisant ; d'ailleurs, comme les preuves nouvellement découvertes le montrent, la maison Kerford et C<sup>o</sup>, la seule maison solide avec laquelle il fût entré en relations, ne lui ouvrait un crédit que jusqu'à concurrence de 5,000 livres sterling, à moins que de nouvelles garanties ne fussent fournies à l'avance. En examinant le compte rendu des séances de l'arbitrage, j'ai été frappé par le fait que les prétendues lettres de change qui représentaient l'équivalent de l'argent en espèces que M. Lazare devait fournir à la banque, ne furent pas même produites devant l'arbitre, ni en originaux ni en copies certifiées ; il n'y a pas de preuves extrinsèques démontrant qu'elles aient jamais existé. Quant à l'existence de ces lettres de crédit, autant qu'une proposition négative peut être prouvée, les preuves nouvellement découvertes établissent qu'elles n'existaient pas.

Dans l'exposé de M. Lazare de février 1877, dont j'ai parlé ci-dessus, et auquel je dois revenir parce qu'il dépeint les transactions auxquelles M. Lazare a été mêlé, au point de vue où il se plaçait lui-même à cette époque, il n'a jamais prétendu avoir fait au Gouvernement haïtien d'offre réelle de ces lettres de change en exécution de ses obligations. Si donc ces offres réelles n'ont pas été faites, à moins que M. Lazare ne se justifie, il était en défaut ; et, se trouvant en défaut, il ne peut pas maintenir une action contre le gouvernement haïtien pour violation ou pour non-exécution du contrat. Il est aussi important de faire remarquer, comme on le verra dans une des pages suivantes, que le gouvernement haïtien, en donnant avis à M. Lazare qu'il était prêt à déposer dans les caveaux de la banque « sa part du capital », désirait savoir si lui aussi était également prêt à y déposer la sienne. De plus, nous avons le droit de croire, en nous appuyant sur l'exposé de M. Lazare, sur la dépêche de M. Bassett et sur l'avis du 14 octobre 1875, avis que nous citerons ailleurs, que le réclamant était bien et dûment averti de la réunion qui devait avoir lieu le 15 octobre, afin de vérifier les versements requis. Il refusa néanmoins de s'y rendre, et une des raisons qu'il donna est « qu'il croyait que rien ne pouvait se faire sans sa présence. » Il est difficile d'échapper à la conclusion suivante : si M. Lazare refusa d'être présent, ce ne fut pas seulement parce qu'il ne voulait pas donner au gouvernement haïtien l'occasion d'effectuer ses versements, au cas où il aurait dû objecter à la manière dont ils étaient faits, mais aussi parce qu'il n'avait pas les moyens de remplir ses propres engagements. Son refus de comparaître, quand il avait reçu avis de prouver qu'il était en mesure de remplir ses obligations, est une circonstance additionnelle montrant qu'il ne le pouvait pas.

Après ce refus et le gouvernement ayant agi en conséquence, je pense qu'en droit M. Lazare ne peut pas prouver subséquemment qu'il était en mesure d'exécuter son contrat.



4. Dans l'exposé du 15 janvier 1885 il est dit que les agents haïtiens à Paris se montrèrent hostiles à l'établissement de la banque pendant les mois de juin et de juillet 1875; et, qu'en conséquence :

« Les banquiers ayant des correspondants en Haïti apprirent à M. Lazare qu'il avait été dupé » et qu'en ces circonstances, l'envoi en Haïti de l'argent en espèces sonnantes serait aussi inutile que dangereux. M. Lazare se trouvant à Paris découvrit en fait une complète violation du contrat de la part de Rameau. » (*Page 13 de l'exposé, mots imprimés en lettres italiques*).

On ne trouve nulle part, dans l'exposé de février 1877, mention faite de cette « hostilité »; dix ans après la clôture de la transaction aucune preuve ne l'établit, en dehors des assertions de M. Lazare; et ceci coïncide avec la déclaration de M. Bassett, suivant laquelle le gouvernement haïtien fit tous ses efforts pour seconder les projets de M. Lazare, en vue d'obtenir l'argent nécessaire à l'ouverture de la banque. Il n'est pas possible non plus de concilier les dires suivants, à savoir que les intrigues haïtiennes firent échouer les projets de M. Lazare en Europe, et qu'il réussit néanmoins en Europe à obtenir les emprunts promis.

5. Suivant l'exposé du 15 janvier 1885, M. Lazare se trouvant en Europe « s'acquitt, moyennant une somme considérable, les services d'un habile banquier qui devait l'aider dans le détail des opérations financières, et il l'emmena avec lui ainsi que d'autres personnes compétentes en ces matières. Il arriva en Haïti, avec sa famille et les personnes qu'il voulait associer à ses travaux, vers le 1<sup>er</sup> août 1875. » (*Page 14*). Ceci est controversé, en ce qui regarde les « dépenses considérables provenant de l'engagement d'un homme éminent versé dans les opérations de la banque. » Ceci ressort de la déclaration sous serment de M. Fesser, « la personne versée dans les opérations de banque » dont il est ici question, qui dit n'avoir reçu qu'une lettre de change de 500 livres sur Kerford et C<sup>e</sup>, laquelle fut protestée pour non-paiement. Sur ce, M. Fesser se retira.

6. D'après l'exposé du 15 janvier 1885 (*page 16*) :

« Aussitôt que le bâtiment de la banque fut terminé, deux clefs furent faites qui pouvaient également permettre d'y entrer. M. Lazare garda l'une et le gouvernement l'autre. Vers le 1<sup>er</sup> septembre 1875, le gouvernement obtint que M. Lazare lui rendit la clef qu'il avait et entra ainsi en complète possession de la banque à l'exclusion de M. Lazare. »

M. Lazare, dans son exposé de février 1877, ne fait pas la moindre allusion à ceci; au contraire, il laisse accroire qu'il avait libre accès à la banque, et qu'il s'en absenta librement par suite de motifs personnels.

7. L'exposé du 15 janvier 1885 (*page 16*), parlant de la réunion convoquée par le gouvernement, le 15 octobre, pour effectuer son versement et demander à M. Lazare d'effectuer le sien, porte que :

« Le 15 octobre 1875, quelques boîtes ayant autrefois contenu du savon furent transportées à la banque, et M. Lazare, n'ayant reçu aucun avis de se rendre à la banque et n'ayant pas de clef pour y entrer, ce que fit le gouvernement haïtien fut entièrement *ex parte*.

« M. Lazare n'eut aucune connaissance de ce qui se passait dans l'intérieur du bâtiment de la banque, jusqu'au jour où le journal officiel publia que le gouvernement haïtien avait abrogé le contrat. »

Dans l'exposé de février 1877, nous trouvons ce qui suit :

« Le gouvernement, après avoir accordé à M. Lazare un délai de quarante-cinq jours pour ouvrir la banque, délai qui commençait le



1<sup>er</sup> septembre et qui fut accepté par M. Lazare, l'avertit que si « ce dernier délai de quarante-cinq jours se passait sans que M. A. H. Lazare eût tenu ses engagements, le gouvernement se considérerait pleinement autorisé à annuler le contrat et à le déclarer non avenu. » Le 14 octobre 1875 *le gouvernement arisa M. Lazare* qu'étant prêt à déposer dans les caveaux de la banque sa part du capital, il désirait savoir si M. Lazare, en ce qui le regardait, était prêt à faire de même. Que M. Lazare, sachant que le gouvernement haïtien n'était pas en mesure de faire son versement, et sachant aussi que, si même il était prêt, il ne pourrait rien faire sans sa présence, se borna à répondre au Secrétaire d'Etat des Finances qu'aussitôt que le gouvernement aurait fait ses versements, il se conformerait aux conditions dont il avait déjà informé le gouvernement, etc. »

Je voudrais aussi appeler l'attention sur une autre lettre du même Secrétaire d'Etat, du 14 octobre 1875, adressée à M. Lazare ; cette lettre se trouve parmi les documents qui font partie du dossier du réclamant ; elle contient le passage suivant :

« C'est pourquoi, monsieur, je suis autorisé à vous déclarer encore, et en appuyant sur ce point, qu'à moins que vous ne remplissiez avec exactitude votre part du contrat à la date marquée, c'est-à-dire demain le 15 octobre, ledit contrat deviendra nul et sans effet. »

Après avoir passé en revue tous les faits mentionnés ci-dessus, je dois décider sur cette question vitale :

« Que M. Lazare averti que le gouvernement était prêt à effectuer le versement de la somme par lui promise, refusa librement de se rendre à la banque le jour marqué, pour servir uniquement ses intérêts personnels.

8. Dans l'exposé du 15 janvier 1885 il est dit (*page 2*) que M. Lazare était :

« Au mois de juin 1874, président de la « West India Steamship Company, » dont les paquebots faisaient le trajet entre New-York et le Port-au-Prince (Haïti), s'arrêtant aussi en d'autres ports des Antilles ; qu'il était aussi à la même époque directeur administrateur de « l'Indiana and Illinois Central Railway Company ; » qu'il avait de grands intérêts personnels engagés dans ces compagnies, et que ces soins occupaient tout son temps et toute son attention. »

Dans son témoignage il dit qu'au moment où il partit pour Haïti, il était directeur administrateur de ce chemin de fer, avec un traitement de 6,000 dollars ; que son traitement comme président de la compagnie de paquebots à vapeur était « d'environ 4,000 dollars (je crois) ; » mais ce dernier traitement, paraît-il, ne lui fut jamais payé, d'après ce qui est dit à la page 44. Il ressortirait, cependant, du témoignage rendu par le président de la compagnie du chemin de fer en question, que M. Lazare n'était pas « directeur administrateur » de cette compagnie, mais qu'il était engagé par contrat à rendre tels services dont il pourrait être requis comme agent de la ligne, pour une compensation qui ne devait pas s'élever à plus de 500 dollars par mois. En 1874 et en 1875 aucun service n'ayant été rendu par lui à la compagnie, il ne reçut aucun payement pendant le courant de ces années. Cette ligne de chemin de fer devint insolvable en 1874 quand une procédure en expropriation forcée fut intentée contre elle. D'après les dires du conseil du réclamant, il paraîtrait que la compagnie de paquebots à vapeur dans laquelle Lazare avait des intérêts fit

aussi, mais plus tard, de « mauvaises affaires. » (*Voir l'argument final, page 17*). Qu'à cette époque M. Lazare lui-même fût insolvable, cela semble ressortir de la liste des jugements rendus contre lui. D'ailleurs il n'y a rien qui contredise cette conclusion dans les lettres écrites par les deux personnes bien placées que les conseils de Lazare ont produites pour édifier sur son caractère.

Le fait que ces lettres sont écrites par des tierces parties étant mis à part, elles ne paraissent pas venir d'hommes d'affaires au courant des négociations de M. Lazare. La conclusion qu'on peut tirer de l'ensemble des preuves est que M. Lazare, insolvable et sans emploi lorsqu'il se rendit en Haïti, était à la recherche d'un nouveau champ d'entreprises, ayant été forcé par des circonstances adverses d'abandonner l'ancien.

9. Reste encore à examiner la prétendue lettre qui fut produite devant l'arbitre et insérée par M. Lazare dans l'exposé qu'il remit entre les mains de M. Bassett en février 1877.

Cette lettre peut-être regardée comme apocryphe, et je pense qu'étant en contradiction directe avec la conduite de M. Lazare à l'époque où on dit qu'elle fut écrite, la date est évidemment fausse. Il suffit néanmoins, pour faire naître des soupçons sur l'authenticité de cette lettre, de citer le passage suivant de la dépêche de M. Bassett que nous avons déjà produite :

« J'ai quelques doutes sur la question de savoir si M. Lazare a réellement écrit et fait dûment remettre aux Ministres des Finances, du Commerce et des Affaires Etrangères la dernière lettre qui s'y trouve (*dans la pièce annexe B*), et qui est en date du 18 octobre 1875. Je n'ai pu trouver trace d'une semblable lettre ni dans les colonnes du *Moniteur*, ni dans les archives de l'un de ces départements ministériels du gouvernement. »

Il faut se rappeler que cette dépêche a été écrite avant l'incendie des archives haïtiennes.

Sur les faits de l'affaire, voici mon rapport :

Aucune preuve ne démontre d'une façon satisfaisante que la tentative faite par M. Lazare en Europe, afin d'obtenir les fonds pour ouvrir la banque, ait échoué à cause de l'intervention du Gouvernement haïtien.

Au contraire, nous pouvons inférer des preuves que le Gouvernement haïtien était vivement intéressé au succès de M. Lazare et qu'il lui prêta par cela même tout son appui. Il n'y a pas de preuves que subséquemment à la signature du contrat, le Gouvernement haïtien ait affecté à d'autres emplois les revenus qui devaient aller à la banque.

Les affectations hypothécaires sur les revenus existaient avant que le contrat ne fût signé et cela en vertu d'actes publics. Si l'on pouvait supposer que M. Lazare en ignorât l'existence au moment de la signature du contrat, il n'était pas moins obligé de s'en enquérir.

Aucune preuve ne démontre que le Gouvernement haïtien n'ait pas en somme rempli ses engagements, en déposant, le 15 octobre 1875, les 500,000 dollars en espèces dans les caveaux de la Banque Nationale. Nous reviendrons ailleurs sur ce point. Il est vrai que le certificat des parties que le gouvernement avait convoquées pour assister aux versements se borne à mentionner que le dépôt des 500.000 dollars fut (dûment) effectué au terme du contrat ; mais l'avis officiel du gouvernement, publié le jour suivant, dit qu'il était en espèces « or et argent », et ceci n'a pas été

contredit par M. Lazare jusqu'en février 1877, à moins que ce ne fût dans la prétendue lettre du 18 octobre 1875. Il faut aussi se rappeler que parmi les personnes appelées à vérifier les dépôts affectués par le gouvernement, qui approuvèrent l'avis officiel publié le jour suivant et indiquant que les dépôts s'étaient effectués en or et argent, il y avait, suivant la dépêche de M. Bassett, des négociants étrangers résidant à Port-au-Prince ainsi que le chef d'une des grandes maisons de commerce américaines, et M. Bassett en parle comme de personnes méritant une haute considération. Il se peut, au surplus, ainsi que l'indique M. Bassett, qu'une grande partie, s'élevant presque à la moitié du versement en question, fût en or et en argent, tandis qu'une partie fût en lettres de change payables en espèces métalliques, lesquelles étaient tirées par des négociants agissant comme banquiers à Port-au-Prince, et qui étaient entièrement en mesure de convertir en espèces sonnantes les lettres de change qu'ils avaient ainsi données. Je n'entreprendrai pas de dire jusqu'où ce mode d'effectuer les versements, s'il était clairement démontré qu'on en eût fait usage, était complètement d'accord avec les termes du contrat. J'incline à penser cependant, que si ces négociants eussent dit : « Voici un ordre de vous remettre les espèces, elles vous seront données si vous les envoyez chercher », comme ces négociants étaient parfaitement en mesure de faire honneur à cet ordre, ceci constituait une exécution suffisante de la stipulation. Mais je suis prêt à dire, en tout cas, que M. Lazare ayant sciemment refusé d'être présent lors de l'examen fait par la commission, afin de paralyser l'action du Gouvernement haïtien, il ne peut pas contester aujourd'hui que les versements se soient (légalement) effectués, ou contester la véracité du rapport fait par le gouvernement et disant que les versements s'étaient effectués en or et en argent. S'il entendait maintenir qu'un ordre donné par un banquier comme devant être payé en or, ne saurait être considéré comme ayant valeur d'or, il aurait dû présenter cette objection à l'époque où l'on aurait pu soit y répondre, soit y porter remède.

Après avoir refusé d'être présent et de vérifier le mode de paiement, son refus n'étant ni un acte de négligence, ni le résultat d'une contrainte quelconque, mais ayant été délibéré et volontaire, il ne peut pas en faire maintenant le sujet d'une exception. Loin qu'il paraisse que M. Lazare fût prêt le 15 octobre 1875 à remplir les obligations qui lui incombaient d'après le contrat, les preuves, prises dans leur ensemble, montrent qu'il n'était pas en mesure de les exécuter, et que son défaut à cet égard n'avait pas été causé par les actes du Gouvernement haïtien dont il n'avait pas connaissance et dont il n'aurait pas pu prendre connaissance au moment où il signa le contrat. Il se peut que le Gouvernement haïtien, après avoir rempli en fait ses engagements, comme je décide qu'il les a remplis, et après avoir effectué son versement, n'aurait pas dû annuler le contrat, mais qu'il aurait dû, aux termes du dit contrat, offrir à M. Lazare de régler l'affaire par voie d'arbitrage.

Toutefois M. Lazare ne peut pas se mettre aujourd'hui à ce point de vue. Car, en fait, je n'ai aucun doute qu'il ait acquiescé à la révision du contrat.

Il demeura au Port-au-Prince six mois après qu'il eut reçu avis de la rescision, entrant en pourparlers avec le Gouvernement haïtien d'une façon qui ne s'explique que par l'hypothèse suivante, à savoir qu'il considérait



le contrat comme rompu. Il n'a montré aucun document prouvant qu'il ait demandé l'arbitrage.

Certes, il demanda des faveurs qui auraient exclu d'elles-mêmes toute idée qu'il avait une réclamation contre Haïti pour autre chose que pour défraiement des dépenses qu'il avait faites en qualité de mandataire haïtien. Il obtint un paiement de 10,000 dollars en bons haïtiens et la nomination de Consul d'Haïti à New-York. Son attitude vis-à-vis du Gouvernement d'Haïti à cette époque, ainsi qu'elle est décrite par M. Bassett, est celle d'un homme qui dit : « Je n'ai pu vous procurer l'argent que je vous avais promis ; l'affaire est terminée ; faites donc quelque chose pour me venir en aide. »

Ce n'est qu'après la chute du gouvernement de Rameau, et après que le Consulat de New-York lui avait été retiré, que cette énorme réclamation pour dommages-intérêts fut présentée. On peut donc en conclure qu'elle n'a été imaginée qu'après coup. Je maintiens que le contrat fut rescindé par Haïti le 16 octobre 1875 et que cette révision fut ratifiée par M. Lazare. Après ceci, le plus que M. Lazare pourrait réclamer est le montant de ses dépenses et de son traitement comme agent haïtien. C'est probablement pour compenser les pertes qu'il avait faites en cette qualité, que les 10,000 dollars en bons haïtiens et que le Consulat de New-York lui furent donnés. Si d'autres promesses et pour des sommes plus considérables lui furent faites, elles furent gratuites et elles dépendaient des services qu'il pourrait rendre à l'avenir (tels que la construction du Palais), services qui ne furent jamais rendus. Tout au plus serait-il justifié en réclamant l'assistance du Gouvernement des Etats-Unis à l'effet de recouvrer une indemnité pour les services par lui rendus comme agent haïtien, en surplus du paiement dont nous avons déjà parlé.

J'en arrive donc à cette conclusion, d'accord avec M. le juge Strong, l'arbitre qui avait rendu la sentence, et je suis heureux de lui pouvoir rendre ici le tribut dû à sa grande expérience, à sa grande connaissance du droit et à sa haute intégrité. Dans une lettre datée du 18 février 1886, qu'il écrivit à M. Preston, Ministre d'Haïti, dont je joins une copie au présent rapport, M. le juge Strong dit que les preuves nouvellement découvertes « étaient de nature à avoir changé d'une façon vitale ma décision, eussent-elles été présentées pendant que les affaires m'étaient encore soumises et pendant que je remplissais encore les fonctions dont le protocole m'avait investi. » Or ceci fut écrit avant que le juge Strong ou moi fussions informés de l'existence de la dépêche de M. Bassett écrite le 24 avril 1877 et de l'exposé de M. Lazare en date du mois de février de la même année, documents que nous avons présentés en tête de ce rapport. Lorsque la copie de la dépêche de M. Bassett et de l'exposé de M. Lazare sur la connaissance qu'il avait des versements faits par les autorités haïtiennes, fut plus tard présentée au juge Strong, il fit au département, le 23 juin 1886, la déclaration verbale suivante :

« En présence de ces documents qui ne m'avaient pas été communiqués, je suis sans aucun doute d'avis de réviser la sentence ; le Gouvernement des Etats-Unis ne peut pas s'interposer en faveur d'une réclamation dont l'honnêteté n'est pas avérée. Si ces documents m'avaient été soumis, ensemble avec les déclarations sous serment qui me furent présentées à l'appui de la motion de réviser la sentence, ils auraient incontestablement affecté en grande partie ma décision.



« Ces documents tendent à démontrer que la seule erreur commise par Haïti fut de ne pas proposer l'arbitrage au lieu de déclarer sur l'heure le contrat nul, lorsque le dit contrat stipulait que tous les différends seraient référés à des arbitres. Ceci n'ayant pas eu lieu, le réclamant est justifié en ayant recours à des moyens légaux pour les torts qu'il a soufferts ; mais, dans ces circonstances, il me paraît que la réclamation devait se confiner au remboursement des dépenses nécessaires ».

Je me vois donc forcé d'admettre que l'honneur des Etats-Unis est directement engagé à considérer la question comme ouverte ; en ceci M. le juge Strong opine de même. La dépêche de M. Bassett et l'exposé de M. Lazare rédigé en février 1877, dont il a été parlé ci-dessus, me paraissent, pour les raisons que j'ai données, avoir porté le coup de grâce à cette sentence. On ne peut en vouloir aux Conseils du Gouvernement haïtien de ne pas les avoir produits. Nous avons leur déclaration sous serment attestant qu'ils en ignoraient l'existence, et ceci s'explique clairement. Les documents en question n'ont pas été imprimés dans nos rapports annuels sur les relations extérieures. Les archives haïtiennes qui auraient pu peut-être donner quelques indications sur leur existence avaient été incendiées. Les conseils du Gouvernement haïtien n'avaient pas libre accès à nos archives ; et j'ai moi-même refusé de le leur donner, lorsqu'en vue de cette même affaire ils me firent la demande d'y faire des recherches. Je l'ai refusé par la raison que seules les pièces spécifiquement décrites pouvaient être livrées à leur examen, et les conseils n'étaient pas en mesure de les désigner par avance. Nous ne pouvions pas nous attendre à ce que les conseils du réclamant présentassent des documents qui auraient été si contraires aux intérêts de leur affaire, bien qu'il faille observer que certaines pièces présentées par eux à une date subséquente contenaient des allusions aux documents non produits. C'eût été, cependant, le devoir du conseil des Etats-Unis de les verser au procès ; et si, à la suite de son inadvertance — cause sans doute de cette omission — les documents en question ne furent pas produits, le Gouvernement des Etats-Unis ne peut pas mettre à exécution cette sentence arbitrale. Une sentence qui, selon l'arbitre même qui l'a émise, n'aurait pas été rendue par lui si le dossier complet de l'affaire lui avait été soumis, ne peut pas être l'objet d'une action hostile de la part des Etats-Unis.

Je me suis jusqu'ici borné à examiner cette affaire, en supposant que si elle était bien et dûment établie, le Gouvernement des Etats-Unis devrait intervenir en sa faveur. Or, même au cas où cette réclamation serait établie par des preuves irréfutables, toute intervention de notre part qui dépasserait l'offre de nos bons offices serait en conflit avec notre politique traditionnelle. Nous avons maintes fois décidé que lorsque des capitalistes, même les plus respectables, plaçaient leur argent en bons d'un gouvernement étranger, nous n'interviendrions pas en leur faveur. Cependant ce réclamant ne peut pas se prévaloir de tels mérites. Il alla en Haïti étant insolvable, il ne plaça aucuns capitaux dans la banque, et la cause de sa réclamation est que le Gouvernement haïtien ne réussit pas à établir cette banque.

Il a dû ou il aurait dû s'apercevoir que l'aventure qu'il tentait était une spéculation hasardeuse qui n'avait pour elle aucune chance de succès. Il ne paraît pas que sur les 8,000 actions de la banque, qui devaient être souscrites en dehors du gouvernement, une seule ait été achetée en Haïti

ou à l'étranger ; et il est à peine possible de concevoir qu'un capitaliste européen, dont le crédit fût bien fondé, aurait placé son argent dans une entreprise pareille, mise en péril comme elle l'était par le manque de crédit d'Haïti sur les marchés étrangers.

Nous ne pouvons pas supposer que M. Lazare s'attendit au succès de cette entreprise ; en supposant le contraire, nous serions forcé d'admettre qu'il agissait sans esprit de suite, ce qui serait de nature à forclure la présente réclamation.

S'il s'engagea sciemment dans cette affaire, la sachant désespérée, ou s'il s'y engagea en complète ignorance des difficultés qu'il devait rencontrer, il n'a pas le droit de réclamer notre assistance. En admettant même que nous puissions nous intéresser à sa cause, il ne pourrait compter que sur nos bons offices.

La réclamation, même en supposant qu'elle soit bien fondée, repose en réalité sur une spéculation haïtienne dans laquelle M. Lazare est entré de plein gré.

Il reste à discuter la question qu'un second examen des mérites de l'affaire est exclu par le Message annuel du Président de l'année 1885, dans lequel il est dit que les séances de l'arbitrage sont terminées et qu'une sentence finale a été rendue. Mais une déclaration de cette nature n'empêche pas plus une révision que celle annonçant la clôture des travaux de l'ex-commission mexicaine ne s'est opposée à la révision des affaires Weil et La Abra, ou que l'enregistrement d'un jugement par une cour n'empêche la discussion d'une motion tendant à rouvrir ce jugement sur preuves de fraude ou d'erreur. Je dois reprendre, à ce sujet, la thèse par laquelle s'est ouvert ce rapport, à savoir, qu'essentiel comme il est, que les rapports internationaux soient caractérisés par l'honneur le plus élevé aussi bien que par l'honnêteté la plus grande, du moment que le Gouvernement des États-Unis découvre qu'une réclamation présentée par lui contre un gouvernement étranger ne peut pas être honorablement ni honnêtement maintenue, quelle que soit la phase de la procédure, cette réclamation doit être abandonnée.

J'ai l'honneur de soumettre, avec respect, le présent rapport.

*Signé : T. F. BAYARD.*

Département d'Etat, Washington, le 20 janvier 1887.

#### ANNEXE

#### M. Strong à M. Preston.

Washington, le 18 février 1886.

*Cher Monsieur,*

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre datée de Paris le 24 janvier 1886, dans laquelle vous m'adressez plusieurs questions relatives à la réclamation de A. H. Lazare contre le Gouvernement d'Haïti. Je me considère en mesure de répondre à ces questions sans qu'il y ait d'impropriété de ma part.

Ma sentence, comme unique arbitre dans cette réclamation, fut rendue le 13 juin 1885 et transmise au Département d'Etat deux ou trois jours après. Je quittai alors la ville avec ma famille pour rester absent durant l'été.

Bientôt après je fus rejoint dans les Catskill Mountains, où je séjournais alors ;

à une demande me fut faite au nom du Gouvernement d'Haïti pour rouvrir la sentence et permettre que l'affaire fût de nouveau entendue; il était allégué que certaines preuves avaient été nouvellement découvertes et qu'il avait été impossible, disait-on, de les produire plus tôt. Je fixai un jour pour entendre cette demande, et au jour marqué, j'écoutai un argument de M. de Chambrun en faveur de la motion, et un du conseil de M. Lazare à l'encontre.

Des déclarations sous serment et nombre d'autres preuves recueillies en Angleterre après que la sentence avait été rendue, preuves qui me parurent pertinentes à l'affaire et très importantes si elles avaient été connues et m'avaient été présentées avant que la sentence fût rendue, me furent soumises.

Après plaidoyers complets de la part des conseils et après examen des nouvelles preuves produites, je me suis vu forcé de rejeter cette demande pour la seule raison que, selon moi, mon pouvoir sur la sentence avait cessé le jour où elle était passée de mes mains pour être transmise au Département d'Etat. Je n'ai rédigé aucune opinion, mais je me suis borné à dire verbalement aux conseils que telle était ma raison pour refuser d'entreprendre de réviser la sentence et de rouvrir l'affaire.

Je puis ajouter que, selon moi, les preuves nouvellement découvertes, qui me furent présentées et soumises à l'appui de la demande de rouvrir l'affaire, n'étaient pas uniquement cumulatives. Elles avaient plus de poids, et étaient de telle nature, qu'elles auraient essentiellement affecté ma décision, si elles avaient été présentées quand l'affaire était encore pendante devant moi, et avant que les pouvoirs dont le protocole m'avait investi n'eussent expiré.

Je suis, etc.

*Signé : W. STRONG.*

# CONFERENCE INTERNATIONALE

## SUR LE RÉGIME DES SUCRES

*Suite (1)*

---

**Dix-septième séance. — Samedi 5 mai 1888.**

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à onze heures trois quarts.

Un texte du projet de Convention est distribué à MM. les Délégués.

Ce texte indique quels sont les articles que la Conférence a déjà adoptés et quels sont ceux qui restent à discuter.

M. Sans-Leroy demande la parole. Il tient à dire que les Délégués français viennent d'être avisés que des instructions complémentaires leur sont adressées de Paris sur les différents points traités par l'article 2. M. Sans-Leroy ajoute qu'avant de prendre part à la discussion, les Délégués français doivent attendre que ces instructions leur soient parvenues. D'ailleurs, elles ne sauraient tarder.

M. le Président répond que, si les instructions des Délégués français ne sont pas encore arrivées, on ne peut leur demander de discuter l'article 2 avant de les avoir reçues. Il demande à MM. les Délégués belges s'ils sont disposés à accepter la discussion sur l'article 4.

M. Guillaume rappelle que déjà, à la précédente séance, il s'en était rapporté à la décision de la majorité; il avait fait observer, il est vrai, que l'article 4 constitue une exception aux règles posées par les articles 2 et 3, et qu'il paraissait naturel de s'entendre sur la règle avant de discuter l'exception; mais il répète qu'il est tout prêt à accepter la discussion, si la Conférence le demande.

M. le Président croit que le temps est précieux, et qu'en vue des difficultés que présentent les articles 2 et 3, il conviendrait d'aborder l'article 4.

M. Guillaume ayant déféré à l'observation de M. le Président, la discussion est ouverte sur l'article 4.

M. Jordan déclare que, n'ayant pas reçu de nouvelles instructions, il est obligé de répéter que, dans la pensée de son Gouvernement, le système d'impôt adopté en commun par les Puissances représentées à la Conférence devrait s'appliquer à tous les pays adhérents, et que, dès lors, la position exceptionnelle stipulée pour la Belgique par l'article 4 ne lui paraît pas acceptable. Il exprime donc le vœu que la Belgique finisse par se rallier au

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 35, 139; II, p. 48, 289.



système d'entrepôt qu'il espère voir adopté définitivement par la Conférence.

M. du Jardin fait observer que les paroles de M. Jordan font apparaître l'inconvénient de discuter l'article 4 avant d'avoir arrêté les articles précédents. On ne s'est pas encore mis d'accord sur le régime qui doit constituer la règle. On a parlé d'entrepôt, mais on a aussi parié d'exercice, et, en définitif, on n'est pas tombé d'accord.

M. Guillaume prie M. le Président d'examiner si, avant d'appeler chaque Délégué à se prononcer sur l'article 4, il ne conviendrait pas de laisser aux Délégués belges le soin d'exposer la situation et de faire connaître les intentions de leur Gouvernement.

La parole est donnée à M. Guillaume.

M. Guillaume ne veut pas abuser de la patience de ses collègues. Il ne reviendra pas sur les motifs économiques qui empêchent la Belgique de prendre un système que d'autres pays sont disposés à accepter. Il dira seulement qu'à ces motifs s'en ajoutent d'autres d'ordre politique. Il insiste sur ce point, parce qu'on a dit souvent qu'il y a mauvais vouloir de la part de la Belgique, qu'elle ne *veut* pas adopter le système admis par les autres Puissances représentées. La vérité est qu'elle ne le *peut* pas. Dans l'intervalle des deux sessions, le Gouvernement belge a fait connaître explicitement au Gouvernement britannique, par l'intermédiaire de Lord Vivian, l'existence de ces motifs. M. Guillaume n'a pas mission de les exposer devant la Conférence ; il se bornera à dire que le ministère actuel ne fait que se conformer à ce qu'ont fait avant lui tous les ministères qui, depuis vingt-cinq ans, se sont succédé et ont toujours refusé d'introduire en Belgique le régime de l'exercice. Au cours de la première session, M. Walpole a dit que des industriels avaient demandé, et que la section centrale de la Chambre avait proposé de substituer le régime de l'exercice au régime actuel. Cela est vrai, et cependant, le Gouvernement n'est pas entré dans la voie qu'on lui a indiquée. Il faut évidemment qu'il ait eu, pour cela, des raisons bien sérieuses. On ne saurait donc pas accuser le Gouvernement actuel de mauvaise volonté. Il a prouvé, d'ailleurs, quels sont les sentiments qui l'animent en prenant naguère l'initiative d'une Conférence pour la suppression des primes. On peut être sûr qu'on trouvera toujours la Belgique à la tête des nations qui demandent la liberté la plus absolue en matière commerciale.

Cela établi, le Gouvernement belge avait à rechercher les équivalents qu'il pouvait proposer : c'est à l'élévation de la prise en charge à un taux qui fasse disparaître la prime pour l'ensemble des fabricants et à une diminution des droits pour atténuer les inégalités qui pourraient exister entre les fabricants qu'il s'est arrêté. M. Guillaume comprend parfaitement que l'on discute la valeur de ces équivalents, et il est prêt à soutenir la discussion sur ce point.

Ce qu'il comprendrait moins, c'est que, par une sorte de question préalable, on écartât *a priori* tout équivalent. Il ne voit pas pourquoi on refuserait à la Belgique ce qu'on est prêt à accorder à d'autres pays. Au sein de la Commission, toute la discussion a roulé sur des équivalents. Les uns sont partisans de l'exercice qui suit la matière dans toutes ses transformations, les autres se contentent de l'entrepôt qui fait reposer toute la garantie du Trésor sur la surveillance exercée par les employés à la sortie des usines.

M. Guillaume ne suspecte pas la bonne foi des employés qui seront attachés à la surveillance des établissements, mais il ne croit rien apprendre de nouveau à la Conférence en disant que ces agents, faiblement rétribués, sont exposés à bien des tentations. Dans certains pays, on a cherché un complément de garanties en prescrivant un certain mode d'emballage et l'application de marques de fabrique ; ailleurs, on oblige les fabricants à présenter leurs livres de commerce.

Il ne faut pas dire qu'on ne veut pas d'équivalents, puisque les systèmes que les autres Puissances sont sur le point d'adopter sont les équivalents les uns des autres. En admettant qu'on pût arriver à l'uniformité de législation, l'identité ne saurait exister aussi longtemps qu'il y aura des tarifs différents, puisque le bénéfice réalisé par l'industriel, grâce aux *fissures* de la législation, est proportionné au taux de l'impôt. La Conférence reconnaîtra donc que, dans l'intérêt de la justice et de l'équité, elle ne peut repousser *a priori* les équivalents de la Belgique. L'esprit des populations, les habitudes administratives ne sont pas partout les mêmes. L'uniformité de législation pourrait amener, dans la pratique, de véritables inégalités, comme l'a si excellemment dit M. le Président à la fin de la première session. Faut-il parler encore des exceptions que la Conférence est toute prête à admettre en faveur de certains pays, de la Russie, par exemple, en ce qui concerne ses primes sur les frontières d'Asie et le remboursement, à l'exportation, des droits perçus sur la totalité de la production ? Hier encore, la Commission autorisait une exception au régime de l'entrepôt en ce qui concerne l'exportation des chocolats. M. Guillaume est loin de réclamer contre ces dérogations, mais il ne comprendrait pas qu'on refusât des équivalents à la Belgique quand on en accorde à tout le monde. Le seul point sur lequel il n'y ait qu'un sentiment, c'est qu'il faut supprimer les primes dans la mesure du possible. La Belgique, en ce qui la concerne, s'engage à le faire.

Mais, s'il ne peut s'expliquer qu'on repousse en principe le système des équivalents, M. Guillaume admet parfaitement que l'on discute le taux de la prise en charge. Un premier argument qui milite en faveur du système belge, c'est qu'avec ce système toute fraude est impossible, grâce à l'appareil de contrôle actuellement employé, et que M. le Président, ainsi que M. le comte d'Onslow, ont pu voir fonctionner avec une exactitude absolue dans les fabriques belges. De ce côté le système de la Belgique présente des garanties complètes.

Il reste à examiner si le taux de la prise en charge est en rapport avec les rendements effectifs. Dans le Mémoire qu'il a présenté, le Gouvernement belge proposait de le porter successivement à 1,700 grammes pour la première année, et à 1,750 et 1,775 grammes pour les années suivantes, chaque fois avec deux années d'intervalle. Sur la demande qui a été faite par le Cabinet britannique pour faciliter une entente, son Gouvernement l'autorise à déclarer aujourd'hui qu'il consentirait à élever la prise en charge à 1,750 grammes dès la première année de la mise en vigueur de la Convention, et à 1,800 grammes à l'expiration de la deuxième année.

M. Guillaume croit que c'est là une grande concession, et que, dans de telles conditions, aucune prime n'est à craindre sur l'ensemble de la fabrication. La seule objection possible, c'est qu'il pourra subsister quelques avantages pour des fabricants exceptionnellement favorisés. C'est évidemment là une conséquence d'un système où la prise en charge doit repré-

senter la moyenne des rendements effectifs. Mais, à côté des fabricants qui conserveront quelques avantages, il y en aura d'autres qui auront des primes à rebours, c'est-à-dire qui n'atteindront pas la prise en charge légale, et la compensation s'établira dans l'ensemble.

A ce sujet, M. Guillaume croit devoir rappeler qu'en Belgique les betteraves n'atteignent pas la richesse de celles qui sont cultivées dans les Pays-Bas. Dans le midi de la Belgique, il y a des fabricants qui seront loin de réaliser le taux de la prise en charge. On a fait cette objection qu'en imposant une moyenne à tous les fabricants on amènera la disparition des usines qui n'atteindront pas cette moyenne. Cette éventualité n'est pas à craindre, parce que le Gouvernement belge, en élevant la prise en charge à la moyenne des rendements, diminue de moitié le taux de l'impôt, ce qui diminue, dans la même proportion, l'inégalité entre les fabricants. Il en résultera que, si la proposition belge est acceptée, les fabricants qui n'ont que des rendements peu élevés se trouveront, vis-à-vis de leurs confrères, dans une situation meilleure que celle qu'ils ont aujourd'hui, puisque l'écart entre les rendements ne sera affecté que d'un droit inférieur de moitié à ce qu'il est aujourd'hui.

M. Guillaume croit avoir répondu d'avance à toutes les objections que l'on pourrait lui faire. Il conçoit que chaque pays se préoccupe de n'être pas victime de la législation appliquée dans les pays voisins. Mais la Belgique a, comme tout autre pays, le droit de demander qu'on ne la place pas dans une position d'infériorité. On a souvent suggéré que, pour la Belgique, le meilleur moyen de supprimer toute prime est de supprimer ses droits. Mais cette solution radicale, outre qu'elle imposerait au Trésor un sacrifice financier qu'aucun autre pays ne serait disposé à accepter, placerait les fabricants belges dans une situation désavantageuse. Les plus grands partisans du travail en entrepôt ne nient pas que ce système ne laisse subsister ce qu'on a appelé *des fissures*. Il ne serait donc pas juste d'imposer à la Belgique qui, par ses concessions, montre un vif désir d'abolir toute prime, une condition qui mettrait en péril son industrie, car elle lui ferait subir, sans compensation possible, les conséquences de tout ce qu'il pourrait y avoir ailleurs de défauts et d'inexactitudes.

M. Jordan est persuadé que son Gouvernement est tout disposé à examiner encore la proposition belge et les motifs invoqués par M. Guillaume. Mais, pour le moment, ses instructions lui disent que l'exception concédée à la Belgique par l'article 3 du projet de convention ne paraît pas acceptable, d'autant plus que, conservant l'impôt sur le jus, la Belgique ne pourra pas éviter toute prime d'exportation. M. Jordan est convaincu que son Gouvernement ne refusera pas d'examiner de nouveau la question, et peut-être les arguments invoqués par M. Guillaume pourront-ils le convaincre. Mais M. Jordan n'a pas le droit de préjuger sa décision.

M. le comte de Kuefstein se réfère aux paroles du Mémoire de l'Autriche-Hongrie pour préciser l'opinion des Gouvernements de Vienne et de Budapest. « Nous ne pouvons », y est-il dit, « accepter la stipulation relative à la Belgique. La plupart des Délégués ont déjà déclaré que les équivalents offerts par la Belgique sont insuffisants et inacceptables. Nous ne pouvons qu'approuver cette manière de voir ». Lorsqu'il a formulé en ces termes son appréciation, il n'avait pas connaissance des considérations nouvelles qui viennent d'être soumises à la Conférence et que M. Guil-



laume a fait valoir si chaudement. Le comte de Kuefstein s'empressera de les communiquer à son Gouvernement. Il demande toutefois la permission d'observer que, s'il s'est prononcé jusqu'ici contre les équivalents proposés par la Belgique, c'est que ce système ne lui paraît pas offrir les mêmes garanties que l'entrepôt. Chaque système, sans doute, peut avoir ses fissures ; mais ici, c'est le système en lui-même qui est considéré comme défectueux.

Devant les raisons politiques citées par M. Guillaume, M. le comte de Kuefstein doit s'abstenir de toute appréciation. Tous les Délégués sont convaincus que chaque Gouvernement est inspiré de la même volonté. En ce qui concerne l'argument tiré des équivalents que la Conférence serait prête à admettre en faveur d'autres pays, M. le comte de Kuefstein fait remarquer qu'il s'est toujours prononcé contre tous les équivalents, et que la Conférence n'en a pas encore acceptés. Les exceptions citées sont loin d'avoir, comme dérogations à la loi commune, la portée des équivalents proposés par la Belgique. D'un côté, il s'agit de régler de simples détails ; de l'autre, c'est tout un système particulier qu'on veut substituer à la règle commune. M. le comte de Kuefstein termine en répétant que, d'après ses instructions, il doit se prononcer une fois de plus contre le système des équivalents, mais qu'il soumettra à son Gouvernement les nouvelles propositions. Quant aux marques auxquelles M. Guillaume a fait allusion et que le projet de loi austro-hongrois adopte, il faut distinguer les marques de fabrique et les marques de paiement analogues à un précédent des Etats-Unis et dont on attend de très bons résultats.

M. de Barner dit que son Gouvernement n'ayant pas, dans sa réponse officielle, fait d'objections contre le système belge, il se bornera à dire que, dans son opinion personnelle, il serait bon d'avoir le même système dans tous les pays contractants, pour éviter les soupçons que fera naître inévitablement l'existence de deux systèmes différents.

M. de Smet fait remarquer que, lors de la première session de la Conférence, le Délégué du Danemark avait, de même que le Délégué de la Suède, accepté sans réserves le système d'équivalents proposé par la Belgique, alors cependant que les concessions faites à cette époque par les Délégués belges étaient moins larges que celles qu'ils offrent aujourd'hui.

M. Batanero dit que l'Espagne n'a pas, dans la question des équivalents belges, le même intérêt que les pays dont les fabricants utilisent la betterave comme matière première. L'Espagne serait disposée à considérer comme satisfaisants des équivalents dans lesquels les Puissances productrices de sucre de betterave, mieux placées pour en apprécier la valeur, auraient trouvé des garanties suffisantes. L'Espagne se ralliera donc à la manière de voir de la majorité des Puissances qui produisent du sucre de betterave.

M. Sans-Leroy ne croit pas, comme il l'a déjà dit dans la dernière séance, avoir à se prononcer sur la question actuellement en discussion. Il lui paraît inadmissible que le mode de perception de l'impôt proposé par une Puissance soit discuté avant que toutes les autres aient fait connaître, par des projets détaillés, conformément au Protocole du 19 décembre, le régime sous lequel elles entendent se placer.

M. le Président demande si, dans le cas où M. Sans-Leroy aurait reçu les instructions de son Gouvernement, les mêmes motifs l'auraient empêché d'accepter la discussion sur l'article 2.



M. Sans-Leroy demande à ne pas répondre à cette question. Il désire réserver sa liberté d'action jusqu'à plus ample informé.

M. Catalani n'a pas d'observations à présenter ; il se ralliera à l'opinion de la majorité.

M. Verkerk Pistorius se réfère à l'opinion de son Gouvernement, que le but de la Convention, c'est-à dire l'abolition des primes, ne pourra être atteint par la voie dans laquelle la Belgique offre de s'engager (Lettre de M. de Karnebeck au Chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique à la Haye, du 3 mars dernier). Cette opinion est confirmée par le Rapport du Gouvernement belge lui-même, qui reconnaît que toute moyenne pour la fixation du taux de la prise en charge laissera un avantage à quelques industriels. Les Délégués néerlandais ne sauraient admettre que cet avantage ne s'étendit qu'à quatre ou cinq fabriques situées dans une zone spéciale du territoire belge. D'après leurs renseignements, les quarante-cinq fabriques situées dans les provinces d'Anvers, de Brabant, des deux Flandres et de Liège, soit presque un tiers du total de la Belgique, auraient de très bonnes betteraves à leur disposition ; et en Hesbaye, elles seraient aussi bonnes que dans la province néerlandaise de Zélande, où plusieurs fabriques belges viennent, du reste, s'approvisionner. Quant à l'estimation des excédents obtenus dans les fabriques des Pays-Bas et qui, selon le Rapport du Gouvernement belge, supposeraient des rendements pratiquement impossibles, les Rapports des employés, tout en reposant, pour la majorité des fabriques, sur des constatations non prescrites par la loi, sont dressés avec le plus grand soin, et leur exactitude est confirmée par le caractère frappant de régularité qu'ils présentent. Bien que ces Rapports soient faits chaque année par des employés différents, ce sont toujours les mêmes fabriques qui obtiennent les excédents les plus ou les moins considérables, fait dont, du reste, dans la plupart des cas, la cause est connue. Ainsi telle fabrique, située à proximité des frontières allemandes et pouvant se procurer, par cette circonstance, des betteraves de qualité exceptionnelle, obtient régulièrement des excédents qui varieraient de 24 à 30 0/0.

M. Pistorius se réfère, du reste, aux détails qu'il a déjà communiqués, à ce sujet, dans la séance du 14 décembre 1887, et que, depuis cette époque, les évaluations pour la campagne 1887-1888 sont venues confirmer. En prenant pour base la moyenne des trois dernières campagnes, on arrive à un excédent de 17 0/0, ce qui, avec la prise en charge actuelle dans les Pays-Bas (1,450 grammes de raffiné, soit 1,647 grammes de sucre brut à 88 0/0), conduirait à un rendement de 1,927 grammes par hectolitre et par degré de densité des jus. L'hypothèse de fraude, mise en avant dans le Rapport du Gouvernement belge, est inacceptable, à moins d'admettre que la soustraction frauduleuse des jus se fit régulièrement dans toutes les fabriques.

Si M. Pistorius attache tant de prix aux renseignements qui précèdent, c'est surtout parce que, dans son opinion, ils donnent, en quelque sorte, la mesure des progrès que l'agriculture et l'industrie ont faits depuis 1879, époque de laquelle date le *Livre bleu*, cité dans le Mémoire du Gouvernement belge, d'après le Rapport de l'enquête allemande. Ces progrès ont-ils atteint leurs dernières limites ? Le contraire paraît résulter de l'extrait d'un Mémoire de l'établissement chimique de la Société centrale pour l'industrie sucrière, communiqué par M. le Délégué de l'Autriche-Hongrie.

Comme, d'ailleurs, la majorité des Délégués accepte les nouvelles propositions de MM. les Délégués belges *ad referendum*, M. Pistorius ne refuse pas de suivre cet exemple et les communiquera à son Gouvernement, afin de faire connaître sa décision.

M. Guillaume fait observer que le Mémoire autrichien cité par M. Pistorius n'a aucun caractère officiel. Il préfère s'en rapporter aux indications de l'enquête allemande.

Quant aux chiffres de rendement cités, M. Guillaume insiste sur ce point que, dans la séance du 14 décembre 1887, M. le Premier Délégué des Pays-Bas disait que le rendement moyen des fabriques de son pays était de 1.900 grammes, et il ajoutait loyalement qu'il ne mentionnait pas ce chiffre pour mettre la Belgique en demeure d'élever sa prise en charge à ce taux. Il reconnaissait donc implicitement que le rendement moyen est moins élevé en Belgique que dans les Pays-Bas. En effet, si un certain nombre de fabricants belges atteignent les rendements hollandais, tous les fabricants du Midi, c'est-à-dire plus de la moitié des fabricants belges, sont loin d'y arriver et d'obtenir les rendements proposés par la Belgique.

M. le comte de Kuefstein dit que le document auquel on a fait allusion émane de l'établissement technique de la Société industrielle sucrière. Ce document a été préparé avec beaucoup de soin ; mais c'est à titre tout à fait officieux qu'il l'a communiqué à la Conférence.

M. Kamensky rappelle que la note que M. l'Ambassadeur de la Russie a adressée au Marquis de Salisbury exprime positivement, comme l'opinion du Gouvernement Impérial, qu'il ne croit pas pouvoir consentir à la continuation du système de la perception de l'accise adopté en Belgique. Cette opinion a été formée sur la proposition belge telle qu'elle a été formulée dans le premier projet de convention, le 19 décembre dernier, quand le Gouvernement Impérial ne connaissait pas encore les nouvelles concessions offertes par la Belgique. M. Kamensky croit donc qu'il est de son devoir de les soumettre à l'appréciation de son Gouvernement, en ne les recevant que provisoirement *ad referendum*.

M. le Président, s'exprimant au nom du Gouvernement Britannique, déclare que ce Gouvernement se ralliera à l'opinion de la majorité des Puissances productrices de sucre de betterave.

Il résume, ensuite, les opinions exprimées par les Délégués.

M. le comte d'Onslow dit que M. le Président vient de donner un sommaire très exact des vues des Délégués, à l'exception des Délégués français. Il regrette cette abstention, parce qu'il a cru comprendre que les raisons par lesquelles M. Sans-Leroy a refusé de se prononcer sur l'article 3 étaient également applicables à l'article 2. Il demande donc aux Délégués français de faire connaître leurs intentions.

Le Protocole de clôture du 19 décembre contenait ces mots : « Chaque Gouvernement communiquera au Gouvernement Britannique... un projet indiquant les bases d'application du système d'impôt sur les quantités produites ». La Conférence a eu sous les yeux les bases d'application proposées par l'Autriche-Hongrie, par la Belgique, par la France, par les Pays-Bas, par la Russie, ainsi que le texte de la loi actuelle de l'Allemagne. On ne comprend pas ce qu'attendent les Délégués français. Au cours de la dixième séance, M. Pallain a exprimé l'avis « qu'après avoir adopté le principe général de l'article 2 dans la forme sous laquelle il a été soumis

à l'appréciation des Gouvernements signataires du Protocole du 19 décembre 1887, il y a lieu de considérer les projets de lois comme les instruments nécessaires qui doivent procurer l'exécution du système d'impôt défini dans ses dispositions générales par le projet de Convention ».

Il paraît donc que les projets actuellement devant la Conférence ne seraient pas considérés comme répondant au Protocole du 19 décembre, et que les Délégués devraient demander à leurs Gouvernements des projets nouveaux et détaillés. Les Délégués français demandent-ils que la Conférence procède elle-même à l'examen de ces nouveaux projets, et que cette étude précède l'examen de l'article 2 ?

M. Pallain fait remarquer que la citation faite par M. le comte d'Onslow ne fait que confirmer l'opinion exprimée par son collègue.

L'article 1<sup>er</sup> déclare que les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres. Quelles seront ces mesures ? Comment constitueront-elles une garantie absolue et complète ? Peut-on les rencontrer dans une disposition générale ? Doit-on, au contraire, comme l'ont demandé les Délégués français, les prendre dans les projets de lois déposés ou à déposer entre les mains du Gouvernement Britannique, qui s'est chargé de les réunir ?

M. Pallain rappelle les termes du Protocole et du commentaire que M. le Président en a fait dans son allocution de clôture, où l'on ne pouvait tracer un programme plus net des travaux de la Conférence dans la seconde session, qui s'est ouverte le 5 avril :

« La loi que le Gouvernement de chaque Etat formulera devra établir nettement que la prime cessera désormais d'exister chez lui. Il incombe à chaque Gouvernement d'agir comme si la réalisation du désir commun dépendait de lui seul ; il faut que les dispositions de chacune des lois soient d'une efficacité si complète et si évidente que les autres Gouvernements n'aient aucune difficulté à y trouver toutes les garanties qu'ils ont le droit de demander, et sans lesquelles ils ne voudraient pas, de leur côté, faire partie de l'Union ». . . . . « Si nous nous séparons, ce n'est que pour préparer les lois qui donneront un corps au projet de Convention que nous venons de rédiger ».

M. Sans-Leroy dit que M. Pallain a parfaitement expliqué les motifs qui lui ont dicté son abstention, laquelle était, d'ailleurs, la conséquence naturelle de l'attitude prise par les Délégués français à la précédente séance. Quant à lui personnellement, sans répondre à la mise en demeure de M. le comte d'Onslow, il insiste sur la liberté qu'il croit avoir de réserver provisoirement sa manière de voir sur le point en discussion, d'autant plus qu'il espère être bientôt en mesure de faire une réponse plus catégorique qu'il ne pourrait le faire aujourd'hui.

M. le comte d'Onslow admet cette réserve pour la séance d'aujourd'hui ; mais il a cru comprendre que les Délégués français ne voulaient pas prendre part à la discussion de l'article 2 avant d'avoir examiné les divers projets de lois et la loi allemande.

M. Sans-Leroy répète qu'il réserve, d'une manière générale, pour aujourd'hui, son attitude, et proteste contre toute spécification qu'il n'aurait pas faite.

M. le comte d'Onslow dit que les Délégués britanniques voudraient

savoir si les Délégués français maintiendront leur attitude de réserve à la prochaine séance.

M. Sans-Leroy répond que son attitude sera conforme à ses instructions.

M. le Président dit qu'en effet l'attitude de MM. les Délégués français doit dépendre nécessairement des instructions qu'ils attendent.

Sur l'article 4, il est entendu que les Délégués en référeront à leurs Gouvernements et communiqueront, le plus tôt possible, les réponses qui leur seront faites.

La séance est levée à deux heures.

La prochaine séance est fixée à lundi 7 mai, à trois heures.

*Le Président de la Conférence,*

Henry DE WORMS.

*Les Secrétaires,*

H. FARNALL, A.-E. BATEMAN,  
E. BOIZARD.

### Dix-huitième séance. — Lundi 7 mai 1888.

PRÉSIDENTICE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

Les procès-verbaux de la treizième et de la quatorzième séance sont adoptés.

M. le Président prie M. le comte de Kuefstein de prendre place au fauteuil pendant quelques instants.

M. Sans-Leroy demande la parole.

Il dit que les Délégués britanniques ont particulièrement insisté pour connaître l'opinion de la France sur une question qui a été l'objet d'une récente discussion, celle du régime applicable à la Belgique. Il doit déclarer aujourd'hui que, dans les nouvelles instructions adressées à ses Délégués, le Gouvernement Français insiste pour que le système Belge ne soit pas adopté. Cependant, à la dernière réunion, M. Guillaume a formulé des propositions nouvelles, et, bien qu'il n'ait pas grand espoir de les voir agréer, parce que les objections portent sur le principe même du système, M. Sans-Leroy se fera un devoir de les soumettre à son gouvernement. En résumé, la France est hostile à tout système de prise en charge; mais ses délégués ne manqueront pas de porter à la connaissance de leur gouvernement les explications qui ont été fournies par M. Guillaume.

M. Guillaume fait remarquer que l'opposition faite par le Gouvernement Français au principe même des équivalents Belges ne se concilie guère avec la proposition formulée par ce gouvernement pour ses raffineries. Il est évident que le système qu'il a proposé pour ces établissements ne peut être présenté que comme un équivalent au système adopté par les autres Pays. Ce n'est donc pas sans quelque surprise que M. Guillaume rencontre, de la part des Délégués français, une opposition aussi catégorique



contre toute prise en charge, car il est évident que le régime de l'admission temporaire et de la saccharimétrie repose, comme le système de prise en charge belge, sur une présomption de rendement. M. Guillaume rappelle qu'il a appuyé les propositions françaises, parce qu'elles reposaient sur les mêmes principes que le système belge. Il aurait compris que les délégués discutassent le taux de la prise en charge, mais non qu'ils fussent opposés au principe même du système.

En terminant, M. Guillaume prend acte de la promesse faite par M. Sans-Leroy d'en référer de nouveau à son gouvernement.

M. Sans-Leroy déclare qu'il ne peut accepter l'assimilation que M. Guillaume voudrait établir. Il ne reprendra pas une discussion épuisée en exposant de nouveau comment le système français met sous la main du fisc, par une surveillance ininterrompue des phases de la fabrication, la totalité du sucre effectivement obtenu sans qu'aucune parcelle puisse échapper à l'impôt. Mais, puisque M. Guillaume lui demande d'en référer à son gouvernement, il tient à dire que les relations si courtoises qui existent entre les délégués, lui font un devoir de déférer à ce désir; sans cela, les instructions qu'il a reçues sont si positives qu'il oserait à peine soumettre, de nouveau, la question à son gouvernement.

M. le baron de Worms reprend place au fauteuil.

M. le Président propose d'aborder la discussion de l'art. 2.

M. Jordan dit qu'il n'a pas de nouvelles observations à faire sur l'art. 2, mais qu'il s'intéresserait beaucoup à la discussion de cet article si de nouvelles propositions étaient faites. A ses yeux, il conviendrait peut-être de renoncer à la règle de la discussion par ordre alphabétique, et de demander d'abord si personne n'a d'amendements à proposer. M. Jordan n'a rien à ajouter à la déclaration qu'il a faite à la treizième séance, dans les termes ci-après :

« M. Jordan fait observer, en premier lieu, que l'art. 2, tel qu'il a été formulé par la Commission, est incomplet, car il ne vise que les fabriques de sucre; il ne sait pas si le Gouvernement allemand donnerait son adhésion à un article établissant un régime pour les raffineries seulement; M. Jordan pense que son gouvernement voudrait examiner en même temps les propositions relatives aux raffineries. »

M. le comte de Kuefstein déclare qu'il s'en réfère au mémoire présenté par le Gouvernement Impérial et Royal, et dans lequel un seul et même régime est demandé pour les fabriques et pour les raffineries. Aux yeux de M. le comte de Kuefstein, la question des raffineries est liée à celle des fabriques. Il n'a rien de particulier contre les stipulations de l'article 2 tel qu'il a été rédigé par la Commission. Cependant, son adhésion définitive dépend de ce qui sera décidé sur l'art. 3.

M. le comte d'Onslow croit qu'il faut demander à chaque délégué s'il accepte l'art. 2 dans le cas où l'art. 3 lui donnerait satisfaction.

M. Guillaume n'a pas d'observations à faire.

M. de Barner pourrait accepter l'une ou l'autre des deux rédactions qui figurent au projet de Convention; mais il préfère l'article tel qu'il a été soumis à la Conférence par la Commission.

M. Batanero accepte l'article 2 tel qu'il a été rédigé par la commission, mais il entend qu'il doit être soumis à son gouvernement avant de procéder à la signature de la convention.

M. Sans-Leroy déclare qu'il accepte, en principe, l'art. 2, tout en maintenant ses réserves, qui portent sur deux points principaux. D'une part, le mot « entrepôt » ne lui paraît pas avoir un sens bien défini. Il croit que le terme « exercice » le remplacerait avantageusement. D'autre part, des termes du quatrième alinéa : « Des livres de contrôle seront tenus par une ou plusieurs phases. . . » il semble résulter qu'on pourrait se contenter de surveiller une seule phase de la fabrication. C'est sur ce point que M. Sans-Leroy fait toutes ses réserves ; à ses yeux, l'exercice doit porter sur toutes les phases de la fabrication, de telle sorte que les constatations s'enchaînent et se contrôlent les unes par les autres.

Sous les réserves qui ont déjà été faites au sein de la commission, M. Sans-Leroy accepte l'art. 2.

M. Pallain ajoute qu'en tant qu'il s'agit des fabriques, le travail en entrepôt ne peut signifier que l'exercice de ces établissements. Il ne peut suffire de cet engagement général pour compenser le régime rigoureux proposé par le projet français. Quand les Etats représentés auront produit devant la Conférence les lois et règlements qu'ils entendent appliquer en conformité avec l'article 2, alors seulement on pourra en apprécier la portée.

M. Catalani déclare que, si tout le monde tombe d'accord, et malgré les inconvénients qu'un changement de régime peut avoir pour l'Italie, son gouvernement acceptera l'art. 2 tel qu'il a été rédigé par la commission. M. Catalani retire donc les réserves qu'il avait formulées sur l'art. 5.

M. Verkery Pistorius n'a pas d'observations à présenter ; il accepte l'article 2, rédigé par la commission, naturellement dans la supposition que les autres puissances l'acceptent de même.

M. Kamensky accepte l'art. 2 tel que la commission l'a rédigé, mais en maintenant la réserve qu'il a déjà formulée, à savoir : que la Russie ne serait pas obligée à changer sa législation, laquelle donne des garanties complètes contre les primes.

M. le Président dit qu'en résumé, sous les réserves formulées par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France et la Russie, l'article 2 est adopté.

M. Guillaume, rappelant la proposition qu'il avait faite concernant la constatation du volume et de la densité des jus, croit devoir reproduire les réserves qu'il avait faites au sein de la Commission et qui sont dans le même ordre d'idées que celles formulées par M. le premier Délégué de la France.

M. Kamensky dit qu'il se propose de faire connaître les intentions de son gouvernement lorsque l'art. 2 sera adopté.

M. le Président croit que le moment est venu pour faire cette déclaration.

M. Kamensky lit la déclaration suivante :

« Maintenant que l'art. 2 de la convention est adopté, je crois que c'est un temps opportun et qu'il est de mon devoir de préciser la position du Gouvernement Impérial de la Russie vis-à-vis de cet article.

« Cet article signale une manière pratique d'application du grand principe que nous admettons tous et qui est l'objet de notre Conférence : je veux dire le principe de l'abolition des primes. Tout en acceptant le droit des autres Puissances d'appliquer ce principe, dans la pratique, par les moyens énoncés dans l'art. 2, que le Gouvernement Russe croit complè-

tement efficaces, et en accord avec les besoins et les circonstances de leurs pays, le gouvernement pense, néanmoins, avoir atteint le même but, c'est-à-dire l'abolition des primes, par le système de l'impôt de l'accise sur le sucre qui est en vigueur en Russie. Le Mémoire sur notre législation, que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Conférence, donne, je crois, tous les détails de notre système, et je me flatte que ce système exclut toute possibilité de l'existence de primes déguisées. Si le gouvernement avait l'intention de donner un encouragement à ses fabricants sous quelque forme par des primes déguisées, sa législation l'empêcherait de la faire, à moins de se mettre en connivence avec les fabricants et les laisser violer la loi; et j'ose croire que personne ne pourrait soupçonner un gouvernement d'une conduite si peu loyale. Nous avons, dans nos usines, un exercice complet qui nous garantit le maximum d'un revenu considérable et croissant, comme le prouvent les chiffres de l'aperçu statistique incorporé dans le Mémoire sur la législation présente.

« Nous avons l'impôt sur le produit achevé, qui frappe du même taux tous les sucres bruts et raffinés, et, s'il y a restitution à l'exportation, elle est complètement identique à cet impôt; comparé avec celui perçu dans les autres pays, cet impôt est peu considérable, ce qui éloigne naturellement le désir de fraude. Cet ensemble de conditions, il me semble, donne des garanties de l'absence de primes déguisées dans notre système, et, sans nommer spécialement aucun de mes Collègues, je crois que telle était l'expression de plusieurs d'entre eux, énoncée dans les premières séances de la Conférence.

« Dans ces circonstances, je dois exprimer ici, au nom de mon gouvernement, qu'il n'a pas l'intention de faire de changement dans sa législation quant à l'impôt de l'accise sur le sucre qui est en vigueur, et présenter ici la rédaction d'une clause qui statuera sa position vis-à-vis de la Convention.

« Le Gouvernement Impérial de Russie, vu que le système existant de l'impôt de l'accise sur le sucre basé sur la perception d'un taux uniforme sur tous les produits achevés, excepté la mélasse épuisée, donne toutes les garanties nécessaires contre les primes indirectes, a la faculté de conserver ce système sans y mettre aucun changement, et de continuer la restitution identique à cet impôt à l'exportation ».

M. Pallain craint que le système auquel le Gouvernement Russe ne veut pas renoncer, n'offre pas aux cocontractants des garanties suffisantes. La meilleure preuve que ce système prête à des abus, c'est que les statistiques fournies par M. Kamensky accusent un chiffre élevé pour le produit des amendes.

En résumé, les Délégués français ne peuvent accepter que sous réserves les conclusions de la note lue par M. Kamensky.

M. le comte de Kufstein croit inutile de reproduire une fois de plus devant la conférence les réserves qu'il a faites à ce sujet à plusieurs reprises et qui se trouvent consignées dans le mémoire austro-hongrois.

M. Catalani dit qu'il désire réserver à son gouvernement le soin d'apprécier la suite que comporte la déclaration faite par M. Kamensky.

M. Batanero déclare que le projet de convention sera soumis à l'appréciation de son gouvernement, auquel il doit laisser le soin d'examiner si le système adopté par la Russie donne des garanties efficaces.

M. Verkerk Pistorius dit, que puisque tous les délégués forment des



réserve, il doit observer la même attitude. Personnellement, il serait tout disposé à discuter la proposition russe, d'autant plus que la législation de ce pays lui semble aboutir à un résultat qui est le contraire d'une prime.

M. le Président propose à la Conférence l'adoption de l'art. 3.

M. Pallain demande à la Conférence s'il ne serait pas plus conforme à l'accord recherché d'ajourner la discussion de cet article 3, qui n'est pas à l'ordre du jour, jusqu'au moment où les délégués seraient saisis de l'ensemble des législations préparées ou à préparer pour assurer l'exécution du Protocole du 19 décembre et des dispositions du projet de convention.

On ne doit se prononcer sur cet article qu'après examen des régimes respectifs de législation sucrière proposés ou à proposer par les Etats représentés.

M. Pallain a pour instructions de rechercher, autant que faire se pourra, un régime d'identité; mais il faut bien reconnaître que la Conférence est entrée, comme le disait son savant et expérimenté collègue, M. Guillaume, dans l'examen des régimes d'équivalence. Est-ce que la conférence peut vraiment se prononcer par des dispositions générales, alors qu'elle n'a pas sous les yeux le texte même des lois ou des projets de lois qui doivent, selon la forte expression du Président, donner à chacune des parties l'assurance qu'elle aura *les garanties qu'elle est en droit de demander, et sans lesquelles elle ne voudra pas faire partie de l'Union* ? Or, s'il est procédé par ordre alphabétique, comme d'usage, à l'examen des projets présentés, on vient à considérer l'Allemagne; M. Pallain reconnaît après un examen approfondi de la loi, qui a été distribuée à la Conférence, qu'elle n'indique pas les moyens que l'Allemagne entend adopter pour assurer, suivant le Protocole du 19 décembre, la suppression de la prime.

M. Pallain ajoute qu'il a analysé la loi allemande, qu'il a eue déjà sous les yeux dans le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du Ministère des finances de France, du mois de juillet 1887. L'impôt sur la matière première est maintenu, impôt réduit, il est vrai, combiné avec un second impôt sur la quantité effective mise en consommation, mais qui n'en laisse pas moins au fabricant un boni de rendement qui s'accroît en proportion de la richesse de la betterave employée.

La betterave rend 12 0/0, en d'autres termes, il faut seulement 833 kilogrammes de betteraves pour produire 100 kilogrammes de sucre brut. A partir du 1<sup>er</sup> août prochain, l'impôt sur la matière première sera de 80 pfennings (1 franc) par 100 kilogrammes de betteraves. Les 833 kilogrammes employés auront donc acquitté 8 fr. 33. Le drawback, d'après la loi qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> août, sera de 8 m. 50 pf., soit de 10 fr. 33; entre le drawback et le droit payé, la différence sera de 9 fr. 53 par 100 kilog. de sucre brut ou de 2 fr. 50 à 2 fr. 60 par 100 kilogrammes de sucre exprimé ou raffiné. La prime sera plus forte si le sucre est exporté raffiné.

Le mode d'exercice n'est que très incomplètement indiqué. On laisse à l'autorité fiscale la faculté d'exiger ou de ne pas exiger certaines précautions indispensables. Le mode de surveillance n'est guère à comparer au système de l'exercice tel qu'il fonctionne en France depuis 1852.

En somme, cette loi de 1887, qui dessine un mouvement vers la suppression des primes, comme l'a dit M. Jordan, devra subir de très sensibles modifications pour se mettre en harmonie avec la loi qui procure la sup-



pression des primes « ouvertes ou déguisées », conformément à l'art. 1<sup>er</sup> du projet de Convention.

M. Pallain espère que les Délégués britanniques qui ont rédigé l'article 2 voudront bien se joindre à lui pour demander que la discussion en soit ajournée après l'examen détaillé des lois présentées ou à présenter. Comment pourrait-on apprécier les avantages ou les inconvénients réciproques des législations avant de les avoir examinées ?

Il n'est guère douteux que l'article 3 constitue un avantage immédiat au profit exclusif des pays qui n'ont pas d'impôt sur le sucre, puisqu'il entraîne des charges et des gênes d'une nature spéciale pour les pays à l'impôt.

On sait bien à Londres que les charges que l'application de l'article 3 entraîne se traduisent pour l'industriel par une fabrication plus coûteuse. C'est l'Angleterre qui la première a inscrit, dans les Traités de 1860, le principe d'une compensation pour les charges que l'exercice impose. Les alcools anglais acquittent par hectolitre 477 francs ; les alcools français, alors qu'ils ont droit à l'égilité de régime, d'après les dispositions générales de notre Traité, sont imposés à 495 fr. Le distillateur anglais obtient ainsi, en compensation des gênes que l'exercice lui impose, une différence d'impôt de 18 francs.

Aussi, dans les Conférences antérieures, on n'hésitait pas à dire — et l'on avait raison — que les pays sans impôt étaient placés dans des conditions privilégiées.

M. Pallain exprime le regret qu'avant de connaître les charges et compensations qui résulteront pour chacune des Hautes Parties contractantes de l'ensemble des législations adoptées pour assurer l'exacte et scrupuleuse application de la Convention, MM. les Délégués britanniques, représentants d'un pays sans impôt, croient devoir insister pour la discussion et l'adoption immédiates de l'article 3.

M. Pallain termine en rappelant que la moindre inégalité maintenue ou établie peut changer les conditions de libre concurrence que chacun veut s'assurer et assurer à son voisin. Il persiste dans son opinion déjà exprimée que l'examen préalable ou concomitant des lois et règlements s'imposait à la Conférence, et, pour se conformer au programme arrêté par les Délégués britanniques et pour atteindre lentement, mais sûrement, le but commun des efforts de toutes les Puissances représentées.

M. le Président fait observer qu'il serait difficile de discuter tous les projets à la table de la Conférence.

M. Pallain répond que la Conférence, ne pouvant régler la question par la voie d'identité des régimes, comme le voudraient ses instructions, est entraînée à recourir à la méthode des équivalents. Mais comment arriver par cette voie à un résultat, si l'on n'a pas sous les yeux les régimes proposés par chaque Gouvernement ? Dans le discours par lequel il a clos la première session de la Conférence, M. le Président a déclaré que les Délégués, à leur retour, trouveraient ici les projets de loi par lesquels les Gouvernements se proposent de réaliser la suppression des primes, et qu'ils y rencontreraient toutes les garanties sans lesquelles aucune puissance ne saurait aliéner sa propre liberté. Ces projets, qui devaient être élaborés spécialement en vue d'appliquer les principes proclamés par la Conférence, ne sont pas encore entre ses mains. Pourquoi donc veut-on faire porter aujourd'hui la discussion sur un point qui affecte particulière-

ment le système français, alors qu'on ne sait pas encore ce que seront les législations des autres pays ? Tant que la France ne peut pas comparer les législations étrangères à la sienne, elle n'est pas en état d'apprécier les concessions que, dans d'autres circonstances, elle pourrait faire au succès de l'œuvre commune.

M. Jordan sait bien que la loi allemande, dont le texte a été distribué aux Délégués, n'est pas précisément le projet que réclamait le Protocole du 19 décembre. Cette loi contient évidemment des dispositions qui ne sont pas conciliables avec les principes de la Convention. Mais il est bien entendu qu'en acceptant la Convention, le Gouvernement allemand s'engagerait par cela même à les supprimer.

M. Walpole dit que l'article 3 énonce un principe, et il ne voit pas pourquoi l'on ne peut pas statuer sur ce principe avant de passer à l'examen des projets d'application.

M. Werkerk Pistorius fait remarquer que, si la loi allemande ne répond pas pleinement aux vœux du Protocole, elle indique cependant d'une manière générale les bases d'après lesquelles le Gouvernement allemand compte réaliser l'abolition des primes ; sans doute il serait intéressant de connaître les règlements dans tous leurs détails, mais il n'est pas tout à fait exact de dire qu'on ne sait pas ce que fera l'Allemagne.

M. Jordan croit qu'il y a un malentendu. La Conférence n'a-t-elle pas institué une Commission permanente qui sera chargée « d'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par la Convention ? » Pourquoi dès lors s'occuper de ces détails au sein de la Conférence ?

M. Catusse dit que M. Jordan vient de mettre le doigt sur un point délicat. C'est là, en effet, que se trouve le malentendu, point de départ de toutes les divergences d'opinion qui viennent de se manifester. Dans la pensée de M. Jordan, la Conférence a délégué à la Commission instituée par l'article 8 une partie du mandat qu'elle avait reçu, en la chargeant d'examiner les projets d'application dressés par les Etats contractants. Or la France n'a pas accepté sans réserves ce transfert des attributions de la Conférence. M. Catusse rappelle que des réserves ont été formellement exprimées par chacun des Délégués français.

Personnellement il a tenu à préciser de la manière la plus positive que, dans sa pensée, les lois et règlements devraient faire, comme documents annexes, partie intégrante de la Convention, et que dès lors c'est à la Conférence elle-même qu'il appartenait de les sanctionner.

M. le Président invite les Délégués à faire connaître leur manière de voir sur l'article 3.

M. le Comte de Kuefstein dit que, dans sa pensée, il y a entre l'article 2 et l'article 3 une connexité qui ne permet pas de les apprécier l'un sans l'autre. Il ne voit, à première vue, rien qui puisse l'empêcher de se rallier à l'article 3. Cependant, avant de donner une adhésion plus définitive, il désire se réserver le temps d'examiner de plus près la nouvelle rédaction. Il désirerait surtout obtenir des explications sur le point de savoir si le deuxième alinéa constitue une exception à la règle posée par le premier alinéa, ou bien seulement des mesures complémentaires. Le mot « cependant » ne lui paraît pas assez clair. Sur l'explication que la dernière version est celle qui est exacte, il accepte cette interprétation comme répondant à ses idées.

M. Guillaume n'a pas d'objection à faire sur l'article 3, mais, étant bien entendu que le deuxième alinéa de la rédaction britannique ne restreint pas la portée du premier, il n'en comprend pas l'utilité. Il est évident qu'on ne peut empêcher un Gouvernement d'employer tous les moyens de contrôle qu'il jugera nécessaires.

M. de Barner accepte la rédaction britannique, quoique le deuxième alinéa ne lui paraisse pas nécessaire.

M. Batanero, au nom de son gouvernement, accepte la rédaction des Délégués britanniques.

M. Sans-Leroy renouvelle ses réserves. Puisque, malgré l'opposition des Délégués français, la Conférence a cru devoir aborder la discussion de l'article 3, il répète, une fois de plus, qu'il repousse absolument cet article, mais qu'il en référera à son gouvernement. M. Sans-Leroy ajoute qu'il ne comprend pas comment, étant donnée l'attitude prise jusqu'ici par la Belgique, M. Guillaume a pu se rallier à l'article 3.

M. Guillaume répond qu'il est évident qu'il n'accepte ce système que pour les autres, puisque l'article suivant fait une exception en faveur de la Belgique.

M. Catalani dit qu'il n'a pas eu le temps de se rendre compte de la portée de l'article 3 et qu'il en référera à son gouvernement.

M. Verkerk-Pistorius dit que les Délégués des Pays-Bas n'ont pas d'objections à faire valoir contre l'article 3. Mais il croit que la proposition qu'ils ont formulée comme moyen de transaction doit être maintenue. Il s'en réfère à la note qu'il a rédigée à l'appui de sa proposition (voir l'annexe B au procès-verbal de la seizième séance).

M. Kamensky est disposé à se rallier à la rédaction des Délégués britanniques. Mais il ajoute que, l'avis de la Conférence n'étant pas unanime, il y a lieu de prendre, en même temps, la rédaction des Délégués des Pays-Bas *ad referendum*.

M. Jordan se rallie à la manière de voir qui a été exprimée tout à l'heure par M. le comte de Kuefstein. Il accepte l'article 3, mais il fait, quant aux détails, les mêmes réserves que sur l'article 2.

M. le Président résume la discussion.

M. Jordan demande à M. Verkerk-Pistorius des explications sur sa proposition.

M. Verkerk-Pistorius répond qu'il a donné par écrit toutes les explications nécessaires. Il estime que sa proposition doit être examinée à tête reposée. Personnellement, il accepte la rédaction britannique; mais quoiqu'il n'ait pas qualité pour parler au nom des Délégués français, il croit pouvoir exprimer l'avis que sa rédaction serait plus aisément conciliable avec leur manière de voir.

M. Sans-Leroy est obligé de dire qu'il ne peut prendre cette proposition que sous réserve. Il rend hommage à l'esprit de conciliation de M. Pistorius et le remercie des sentiments qui ont inspiré sa proposition. Il la soumettra à l'appréciation du gouvernement français.

M. le Président dit que l'article 3, rejeté par la France, est adopté en principe par les autres pays sous les réserves formulées par l'Allemagne et par l'Autriche-Hongrie, et qu'en ce qui concerne le deuxième alinéa, la rédaction des Délégués des Pays-Bas sera soumise *ad referendum* aux gouvernements.



M. le Président met en discussion l'article 6. Il donne lecture de la rédaction proposée par MM. les Délégués espagnols :

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prohiber l'importation des sucres et de glucoses provenant des pays qui accordent des primes, ou à leur imposer un surcroît de droits, ou un droit compensateur qui ne pourra être inférieur au montant des primes. »

M. Jordan dit qu'il ne peut que se référer au mémoire présenté par son gouvernement. Il donne lecture du passage suivant :

« A ce point de vue, il importerait que certaines précautions fussent prises pour empêcher que l'un ou l'autre des Etats contractants n'adopte des mesures au moyen desquelles il se soustrairait à l'engagement de ne donner aux sucres, ni ouvertement ni sous une forme déguisée, des primes d'exportation.

« A cet effet, on pourrait créer quelque organe international qui constaterait toute violation ouverte ou déguisée de la Convention, et l'on pourrait se concerter sur des mesures à prendre à l'égard de l'Etat manquant à ses engagements.

« Des mesures analogues pourraient être adoptées contre tout Etat qui ne prendra pas part à la Convention ou qui après y avoir accédé, s'en séparerait à l'avenir. »

Avant d'avoir sous les yeux, dans la forme où elle se présente aujourd'hui, la proposition des Délégués espagnols, le gouvernement allemand avait donc donné à ses Délégués des instructions sur la sanction que la Convention lui paraît comporter. Sur certains points, cependant, ces instructions ne sont pas aussi radicales que l'article rédigé par MM. Dupuy de Lome et Batanero. Sans aller jusqu'à prévoir la prohibition des sucres primés, le gouvernement allemand jugeait que ces sucres pouvaient et devaient être frappés d'une surtaxe équivalente au montant de la prime. D'un autre côté, il ne lui paraissait pas nécessaire que tous les gouvernements s'engageassent à établir ces droits. Il suffisait, à ses yeux, que la mesure fût prise à l'importation dans le Royaume-Uni. M. Jordan ajoute que, dans son opinion personnelle, la proposition espagnole, telle qu'elle est aujourd'hui formulée, répond aux vues de son gouvernement, mais que, toutefois, il n'a pas reçu à cet égard, de nouvelles instructions.

M. le Comte de Kuefstein se réfère au mémoire présenté par son gouvernement, dans lequel il est dit :

« La proposition faite par les Délégués de l'Espagne, et qui consiste à imposer un droit compensateur, semble le meilleur, sinon le seul moyen d'engager les pays qui voudraient rester passifs à donner leur adhésion à la Convention, et de soustraire le sucre de betterave à la concurrence funeste que lui fera le sucre de provenance coloniale, lorsque la production de celle-ci augmentera grâce à la suppression des primes; ce droit compensateur devrait être fixé à un taux qui empêcherait son action d'être illusoire, et frapper non-seulement le sucre primé actuellement, mais aussi le sucre de tous les pays qui n'auraient pas adhéré à la Convention.

C'est par ce moyen seul que la Convention peut devenir possible. Car, s'il est permis de supposer que, dans l'idée de la Conférence, une telle Convention ne pourrait pas être créée sans la coopération des principaux Etats qui ont déjà adhéré aux principes qu'elle a émis, nous pensons que, pour la maintenir en vie, on devra aller encore plus loin; car dès son premier jour son existence ne cessera d'être en danger tant que manquent



à l'Union les Etats-Unis, le Brésil, et non-seulement presque toutes les colonies de la Grande-Bretagne, mais aussi celles de la France, de l'Espagne, et des Pays-Bas, dont la concurrence prendrait immédiatement de nouvelles forces et pourrait arriver à un développement qu'il est à présent impossible d'entrevoir. »

On trouvera peut-être que le gouvernement austro-hongrois donne une extension bien large à la clause pénale. Mais, à ses yeux, cette clause doit être un moyen d'action sur les pays qui hésiteraient encore pour les faire entrer dans l'Union. Si les droits compensateurs ne sont stipulés que contre les Pays contractants qui se rendraient fautifs, il n'y aurait aucune incitation pour entrer dans la Convention, et celle-ci serait exposée au danger de rester incomplète. Or il peut se produire telles circonstances où des primes accordées par des Pays non contractants viendraient jeter la perturbation dans les marchés. C'est pour cela que l'Autriche-Hongrie demande que les droits compensateurs s'étendent à tous les Pays contractants, et qu'ils soient fixés au moins à la hauteur de la prime la plus élevée. C'est ainsi qu'on pourrait espérer amener à la signature tous les Pays dont le concours a été posé comme condition par plusieurs Puissances.

M. Guillaume donne lecture du passage suivant du Mémoire présenté par le gouvernement belge :

« Le gouvernement belge est d'avis que le bénéfice de tous les dégrèvements ou avantages douaniers quelconques concédés par un Pays à un autre doit être acquis de plein droit à toutes les nations jouissant dans le premier Pays du traitement de la nation la plus favorisée.

« Cette thèse a toujours été énergiquement défendue par la Belgique chaque fois qu'un gouvernement étranger a semblé vouloir y porter atteinte.

« Si d'autres Pays ne donnaient pas la même portée à la clause dont il s'agit, on aurait à apprécier les considérations par lesquelles ils justifieraient leur opinion. »

M. Guillaume n'a rien à ajouter à ces observations.

M. de Barner dit que, dans la pensée du gouvernement danois, la proposition soumise à la Conférence ne peut se concilier avec la clause dite *de la nation la plus favorisée*. Il ne peut prendre la proposition de MM. les Délégués espagnols que sous réserves, et il se rallierait plutôt à la rédaction qui a été proposée par le gouvernement néerlandais, et qui fait dépendre les mesures à prendre d'une entente nouvelle.

M. Sans-Leroy dit que le gouvernement de la France est resté sur le terrain où il s'est placé quand il a accepté l'invitation qui lui était faite par le gouvernement britannique, de prendre part à une Conférence sur la question des sucres. Il avait mis pour condition à cette adhésion que tous les Etats producteurs ou raffineurs de sucre seraient représentés à la Conférence. C'est, du reste, ce qu'avaient fait également les gouvernements de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. A la question qui lui est aujourd'hui posée, le gouvernement français répond que, si les conditions dans lesquelles il a accepté l'invitation sont remplies, c'est-à-dire si tous les pays sont liés par la Convention, il ne lui paraîtrait pas impossible de frapper d'une sanction pénale ceux qui se soustrairaient à leurs engagements.

M. le Président demande comment, dans la pensée du gouvernement français, doivent être traitées les Puissances non signataires.

M. Sans-Leroy répond que le cas n'était pas à prévoir, la France ayant dit qu'elle ne traiterait que si tous les Etats intéressés donnaient leur adhésion.

M. Catalani n'a pas encore reçu ses instructions, mais il croit pouvoir se rallier à la majorité.

M. Verkerk-Pistorius dit que sans doute il serait désirable d'avoir une clause pénale, mais qu'à son avis, la proposition des Délégués espagnols ne tient pas assez compte des Traités de commerce, et, en particulier, de la clause de la nation la plus favorisée. C'est dans cet ordre d'idées que le gouvernement des Pays-Bas a proposé une rédaction qui pose le principe d'une clause pénale, mais qui laisserait le soin d'en régler l'application à une entente nouvelle. On trouvera peut-être que cette proposition est trop vague, mais M. Pistorius croit qu'en la discutant, on arriverait à lui donner la précision qui lui fait défaut.

M. Kamensky remet à M. le Président le document ci-après, dont il le prie de donner lecture :

« Le gouvernement impérial russe, après avoir examiné la proposition des Délégués espagnols relative à la prohibition de l'importation du sucre étranger primé, autrement la clause pénale, exprime toute sa sympathie à cette proposition, vu que les droits compensateurs indiqués comme alternative ne pourraient jamais être déterminés avec la précision nécessaire, et, dans le cas où la Convention sucrière sera conclue et ratifiée avec la clause pénale dont il s'agit, le gouvernement impérial profitera du délai restant jusqu'à sa mise à exécution pour la mettre en harmonie avec les Traités de commerce existants avec les Puissances étrangères; mais il est bien entendu que cette clause ne sera pas applicable à la Russie jusqu'au terme fixé par la loi existante, concernant les primes d'exportation en Asie, c'est-à-dire jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1891. »

M. le Président dit que le moment est venu de faire connaître les vues du gouvernement britannique. Ces vues sont exprimées dans la proposition suivante, que M. le Président, au nom de son gouvernement, soumet aux délibérations de la Conférence :

« A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, tout sucre brut, sucre raffiné ou glucose provenant des pays, possessions étrangères, colonies ou provinces d'outre-mer qui maintiendraient le système des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, sera exclu des territoires des Hautes Parties contractantes.

« Le fait de l'existence, dans un pays, possession étrangère, colonie ou province d'outre-mer, d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre ou sur la glucose, sera constaté par un vote des Puissances signataires de la présente Convention.

« La Commission internationale, établie par l'article 8, est chargée de prononcer ce vote.

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour obtenir ce résultat.

« Pour exclusion du territoire d'une des Hautes Parties contractantes les sucres sur lesquels ont été payées des primes ouvertes ou déguisées, il suffira que cette Puissance exclue ces sucres par un droit qui doit excéder la prime, au lieu de les frapper d'une prohibition absolue. »

M. Dupuy de Lome dit que les Délégués de l'Espagne se félicitent de la

déclaration qu'ils viennent d'entendre. Si leur proposition ne devait pas être adoptée, l'opinion émise contre les primes et sur l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée par le gouvernement de Sa Majesté Britannique, et la déclaration par laquelle le gouvernement impérial d'Allemagne reconnaît à tout pays le droit de frapper d'un impôt compensateur tout article qui reçoit une prime, donneraient à la Conférence des sucres, alors même qu'elle n'aboutirait pas à une Convention, une grande et haute importance pour la liberté et l'équité des transactions internationales.

M. Batanero croit avoir entendu que la proposition britannique laisse le choix entre la prohibition et les droits compensateurs. Cette proposition renferme les mêmes points que la proposition des Délégués espagnols, dont elle n'est que le développement plus complet, et vise tous les pays qui donnent des primes.

M. le Président répond affirmativement, en ajoutant, toutefois, que des droits compensateurs devront être supérieurs aux primes et qu'ils équivaldront, par suite, à une prohibition.

M. Jordan croit avoir compris que la sanction pénale s'applique à tous les Pays non contractants qui donneront des primes, aussi bien qu'aux contractants.

M. le Président répond affirmativement.

M. Verkerk Pistorius demande s'il n'est fait aucune exception en raison des Traités de commerce, aucune réserve à l'égard des Pays qui jouissent de la clause de la nation la plus favorisée?

M. le Président répond que la proposition faite ne comporte aucune exception.

La discussion des articles 6 et 7 est mise à l'ordre du jour, aussi bien que la question des frais de la Commission internationale.

La séance est levée à 6 heures, la prochaine réunion ayant été fixée à mardi 8 mai.

*Les Secrétaires,*

H. FARNALL, A. BATEMAN, E. BOISARD.

*Le Président de la Conférence,*

Henry de WORMS.

(A suivre.)





## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

#### Décret pour l'exécution de la loi sur la nationalité (1)

(13 août 1889) (2)

Article 1<sup>er</sup>. — L'étranger qui veut obtenir l'autorisation de fixer son domicile en France, conformément à l'article 13 du Code civil, doit adresser au ministre de la justice une demande rédigée sur papier timbré, accompagnée de son acte de naissance et de celui de son père, de la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère, ainsi que d'un extrait du casier judiciaire français.

Art. 2. — L'étranger qui veut obtenir sa naturalisation doit, dans tous les cas, adresser au ministère de la justice une demande sur papier timbré, en y joignant son acte de naissance, un extrait du casier judiciaire, et, le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère.

Dans le cas où les intéressés seraient dans l'impossibilité de se procurer les actes de l'état-civil dont la production est exigée par le présent décret, ces actes seront suppléés par un acte de notoriété délivré par le juge de paix dans la forme prescrite par l'article 71 du Code civil.

Art. 3. — L'étranger qui a épousé une Française doit, s'il veut obtenir la naturalisation après une année de domicile autorisé, produire l'acte de naissance de sa femme et l'acte de naissance du père de celle-ci, si cet acte est nécessaire pour établir son origine française.

Art. 4. — L'étranger qui sollicite la naturalisation immédiate, après une résidence non interrompue pendant dix ans, doit joindre à sa demande les documents établissant qu'il réside actuellement en France et depuis dix années au moins.

(1) V. plus haut p. 85. Cette loi du 26 juin 1889 dont l'article 5 décidait qu'un règlement d'administration publique déterminerait « les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la naturalisation ordinaire et à la naturalisation de faveur, dans les cas prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, ainsi qu'à la renonciation à la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 8 (paragraphe 4), 12 et 18 ». Le décret ici rapporté est le règlement annoncé.

(2) *Journal officiel*.

Art. 5. — La femme et les enfants majeurs de l'étranger qui demande à devenir Français, soit par la naturalisation ordinaire, soit par la réintégration, doivent, s'ils désirent obtenir eux-mêmes la qualité de Français, sans condition de stage, par application des articles 12 et 18 du Code civil, joindre leur demande de naturalisation à la demande faite par le mari, par le père ou par la mère.

Dans les cas de naturalisation de faveur prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, la demande est jointe à la déclaration faite par le mari, le père ou la mère.

Art. 6. — Les déclarations souscrites soit pour acquérir, soit pour répudier la qualité de Français, sont reçues par le juge de paix du canton dans lequel réside le déclarant.

Elles peuvent être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont dressées en double exemplaire sur papier timbré.

Le déclarant est assisté de deux témoins qui certifient son identité ; il doit produire à l'appui de sa déclaration toutes les justifications nécessaires, en y joignant son acte de naissance et le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère.

En cas de résidence à l'étranger, les déclarations sont reçues par les agents diplomatiques ou par les consuls.

Art. 7. — Les deux exemplaires de la déclaration et les pièces justificatives sont immédiatement adressées par le juge de paix au procureur de la République, qui les transmet, sans délai, au ministre de la justice.

Art. 8. — La déclaration est inscrite à la chancellerie sur un registre spécial ; l'un des exemplaires est déposé dans les archives, l'autre renvoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement.

La déclaration enregistrée prend date du jour de sa réception par le juge de paix.

Art. 9. — Lorsqu'un individu né en France d'un étranger, et domicilié hors de France à l'époque de sa majorité, veut faire sa soumission de fixer en France son domicile dans les conditions prévues par l'article 9 du Code civil, cet acte de soumission est reçu par un des agents diplomatiques ou consulaires de France à l'étranger. Il est dressé en double exemplaire ; l'un est remis à l'intéressé, l'autre transmis immédiatement au ministre de la justice par voie hiérarchique.

Art. 10. — L'individu né en France de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, et qui réclame cette qualité en vertu de l'article 10 du Code civil, doit établir quel était son domicile et celui de ses parents à l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française.

Art. 11. — La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 8 (§ 4), 12 et 18 du Code civil, de décliner, à sa majorité, la qualité de Français, est faite en son nom, par les personnes désignées dans l'article 9, paragraphe 2, du Code civil.

---

## SUISSE.

## Loi fédérale sur le ministère public de la Confédération.

(28 Juin 1889).

Art. 1<sup>er</sup>. — Le poste de procureur général de la Confédération est rétabli à titre permanent.

Art. 2. — Le procureur général est nommé par le conseil fédéral et placé sous sa surveillance.

Art. 3. — Le procureur général est chargé de remplir les fonctions qui lui sont attribuées par les lois fédérales, notamment par la loi sur la procédure pénale fédérale.

Il surveille la police des étrangers en ce qui concerne les actes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse, ainsi que les enquêtes y relatives, et présente au conseil fédéral les propositions pour l'application de l'article 70 de la constitution fédérale.

Il peut être chargé d'autres travaux du domaine pénal qui rentrent dans le ressort du département fédéral de justice et police.

Le procureur général représente, sur mandat spécial, la Confédération devant les tribunaux.

Art. 4. — Le traitement du procureur général fédéral est de 8,000 à 10,000 francs par an. Les indemnités de voyage lui sont réglées comme il est prescrit pour les fonctionnaires fédéraux.

Art. 5. — Pour des besoins spéciaux, le conseil fédéral peut désigner d'autres représentants du ministère public. Il fixe leurs honoraires.

Art. 6. — L'article 37 de la loi du 27 juin 1874 sur l'organisation judiciaire fédérale est abrogé.

Art. 7. — Le conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle entrera en vigueur.

— La loi a été ainsi motivée par le Message du conseil fédéral :

Monsieur le Président et Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous soumettre par le présent message un projet de loi sur le ministère public fédéral.

La première loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale, du 5 juin 1849, portait, à l'article 43 : « Le conseil fédéral élit un procureur général pour « toute la Confédération ; il nomme aussi un procureur d'arrondissement, « chaque fois qu'une instruction a été ordonnée. Les fonctions de procureur « général expirent en même temps que celles du conseil fédéral. »

Et à l'article 44 : « Le procureur général est placé sous la direction et la « surveillance du conseil fédéral. »

Cette loi de 1849 portait en outre que les fonctions de ministère public seraient réglées par des lois spéciales.

Il a été donné suite à cette indication, d'un côté par la loi du 27 août 1851 sur la procédure pénale fédérale (Rec. off., II, 735), loi qui est actuellement encore en vigueur, et d'un autre côté par la loi fédérale du 20 décembre 1850 sur les attributions et le traitement du procureur général (Rec. off., II, 163).

Lorsqu'en 1856, le procureur général en charge à cette époque, M. Amiet, eut renoncé à ses fonctions pour la fin de l'année, le conseil fédéral se vit appelé à examiner la question de savoir s'il y avait lieu de repourvoir cet

emploi. Il fut d'avis qu'il n'y avait pas lieu de le repourvoir pour le moment et il adressa à l'assemblée fédérale le 4 septembre 1856, un rapport sur les motifs qui le portaient à en faire la proposition.

Dans ce rapport, le conseil fédéral constatait que le poste de procureur général était déjà prévu dans les premières lois fédérales, savoir la loi sur l'organisation judiciaire, la loi sur le mode de procéder à la poursuite des contraventions aux lois fiscales et de police et la loi sur l'administration de la justice pénale.

Il constatait en outre que, indépendamment des travaux étendus que nécessitait la régularisation des questions d'heimatlosat, la sphère d'action du procureur général embrassait les affaires suivantes :

- 1° L'information préliminaire et en général les fonctions de la police judiciaire en matière pénale, les accusations et pourvois en cessation dont le tribunal fédéral était saisi, etc. ;
- 2° La poursuite des contraventions aux lois fiscales et de police, lorsqu'on n'en chargeait pas des avocats ;
- 3° Les procès civils instruits devant le tribunal fédéral dans l'intérêt de la Confédération ;
- 4° L'étude et le soin des autres affaires juridiques qui se présentent fréquemment dans les diverses branches de l'administration.

Voici comment le conseil fédéral proposait de faire face à l'administration ultérieure de ces différentes affaires : attribuer les questions d'heimatlosat à un fonctionnaire spécial, versé en la matière ; reporter directement au département fédéral de justice et police les affaires visées sous chiffres 1 et 4 ; confier à des avocats toutes celles qui sont désignées sous nos 2 et 3.

Nantie de cette proposition, l'assemblée fédérale prit l'arrêté suivant, à la date du 23 septembre 1856.

« Le conseil fédéral est autorisé à laisser vacante pour le moment la place de « procureur général de la Confédération, étant entendu que les affaires relevant de ce poste seront suivies comme il est dit dans le message du 4 septembre 1856 et qu'il sera présenté en temps et lieu un rapport et des propositions sur la question de la repourvue de l'emploi. »

Les départements s'étant prononcés en 1857 pour le maintien de l'état de choses tel qu'il existait à cette époque, on renonça à proposer la nomination d'un nouveau procureur général. C'était maintenir l'état de fait créé par l'arrêté fédéral du 23 septembre 1856. Chaque département était libre de s'adjoindre pour les procès civils, un avocat de son choix et le conseil fédéral nommait dans chaque cas spécial un procureur général fédéral pour la poursuite des affaires pénales criminelles ou de police politique.

Cette organisation est demeurée en vigueur jusqu'en 1874. On en était suffisamment satisfait pour que, lors de l'élaboration de la loi fédérale du 26 juin 1874 sur la nouvelle organisation judiciaire fédérale, on admit comme commandé par les circonstances d'abroger la loi fédérale du 20 décembre 1850 sur les attributions et le traitement du procureur général et d'édicter à sa place l'article 37 de la nouvelle loi, en ces termes : « Le conseil fédéral nomme dans chaque cas spécial le procureur général de la Confédération » (Rec. off., nouv. série, I, 117).

En attendant, nous pouvons constater qu'on a maintes fois soulevé et discuté avec plus ou moins d'énergie au cours des années la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de réélire un procureur général. Le cas s'est notamment présenté en 1879, provoqué qu'il était par une note d'honoraires que l'on trouva par trop exagérée. Le conseil fédéral en prit occasion pour inviter le département de justice et police, sous date du 24 décembre 1879, à lui faire rapport sur la question de savoir si le poste de procureur général prévu à l'article 6 de la loi du 27 août 1851 sur la procédure pénale fédérale (Rec. off., II, 735), mais demeuré vacant depuis 1857, ne devait pas être repourvu. Le département crut devoir porter cette invitation à la connaissance du tribunal et en conférer avec



des délégués de ce corps, ce qui a eu lieu en février 1880. Ces délégués, évidemment d'accord avec le tribunal lui-même, se prononcèrent contre le rétablissement du poste de procureur général, estimant que cette institution ne répondait pas à un besoin réel. Suivant eux, l'administration pouvait recourir à la procédure écrite chaque fois qu'elle aurait à se présenter devant le tribunal fédéral.

Il va sans dire que la question soulevée ne saurait être traitée uniquement à ce point de vue spécial. Les affaires auxquelles la réponse des délégués du tribunal fédéral s'applique sont actuellement en si petit nombre qu'elles ne justifieraient pas, il est vrai, le rétablissement du poste de procureur général. Il ne faut cependant pas perdre de vue que le nombre pourrait s'accroître considérablement.

Le développement de nos institutions, tel qu'il doit découler de la constitution fédérale de 1874, tend à prendre chaque année des proportions plus grandes. Des desiderata nouveaux surgissent constamment et s'accumulent. Tout ce travail exige des collaborateurs vigoureux et capables, au courant de toutes les questions, en état de faire de la bonne besogne.

Dans cette lutte progressive, ce sont non seulement les affaires du département de justice et police qui augmentent, mais aussi celles de l'administration tout entière, car chaque département a son contingent d'affaires d'une nature juridique. On s'adresse pour y pourvoir au département de justice et police.

Dans un autre ordre d'idées, nous devons rappeler que les conditions politiques et sociales dans lesquelles nous vivons se sont considérablement modifiées depuis 1880. Les relations que le pays entretient avec les états voisins tendent à devenir de plus en plus nombreuses et délicates. Les enquêtes de nature politique qu'il a fallu ouvrir à différentes reprises par suite de circonstances qu'il n'est pas nécessaire de rappeler ici, ainsi tout particulièrement en 1885, 1888 et 1889, ont aussi démontré à l'évidence que les autorités de police ne sont pas organisées de manière à pouvoir instruire ces sortes d'enquêtes avec toute la diligence et toute l'unité qu'elles demandent. Admettons un instant que nous fussions mis par la loi fédérale sur la procédure pénale fédérale en possession de moyens suffisants pour rechercher les délits politiques et les tentatives de semblables délits avant qu'ils eussent reçu un commencement d'exécution, ainsi que pour les faire dûment poursuivre soit par les autorités politiques, soit par les autorités judiciaires. L'organisation en serait-elle moins défectueuse? Non pas. Il manquerait toujours, dans une certaine mesure du moins, une direction uniforme.

Nous avons déjà insisté vivement sur le manque d'une organisation répondant à ces exigences dans notre rapport du 12 mars 1888, justifiant un crédit pour une meilleure organisation de la police politique. Malgré leur bonne volonté, à laquelle nous rendons pleine justice, les cantons ne sont pas en mesure de satisfaire aux exigences toujours croissantes du service de la police des étrangers. Or, comme nous n'avons d'autre police que celle des cantons, il s'ensuit nécessairement que nous devons rechercher les voies et moyens d'utiliser efficacement cette ressource, de manière à pouvoir remplir les devoirs internationaux qui nous incombent. M. le conseiller national Muller a déjà fait ressortir, dans son rapport de 1885 sur l'enquête contre les anarchistes, qu'il était absolument indispensable de mettre au service de l'autorité exécutive de la Confédération, dans l'intérêt du pays, une police politique sérieusement organisée, de manière à lui permettre de faire face aux obligations que lui impose l'article 102, chiffres 8 et 10, de la constitution fédérale, tâche dans l'accomplissement de laquelle elle a le droit d'attendre le concours non seulement de la législation, mais encore du peuple tout entier.

A ce point de vue encore, la présence d'un procureur général rendra des services considérables, en créant un lien régulier et permanent entre l'autorité fédérale et les cantons et en assurant ainsi une bonne organisation de la police politique.

Nous répondons ainsi au vœu exprimé par les commissions des chambres

fédérales dans leurs rapports de mars 1888, vœu auquel l'assemblée fédérale elle-même s'est associée.

On avait bien fait déjà, il est vrai, quelques tentatives pour réaliser le but poursuivi. Mais les moyens auxquels on a eu recours ne se sont pas montrés suffisants. Nous devons donc revenir à l'idée primitive d'une organisation plus serrée, idée qui trouvera en partie sa réalisation par l'institution du procureur général.

Comme nous l'avons déjà dit, le procureur général sera d'ailleurs chargé d'une quantité d'autres affaires. Il redeviendra dans les procès civils l'avocat des départements et y représentera la Confédération. Il sera appelé à préparer pour tous les départements les consultations que ceux-ci prennent de plus en plus l'habitude de demander au département de la justice. Son concours sera également précieux dans nombre de questions soulevées dans le domaine du droit international privé.

Quant à l'autre partie de sa mission, plus étendue de beaucoup que la première, le procureur général la rencontrera dans le domaine du droit pénal. En ce moment surtout, où l'on s'occupe de centraliser le droit pénal et tout d'abord de réviser le code pénal fédéral et la procédure pénale fédérale, autant de questions qui doivent intéresser le monde des juristes, la création d'un office permanent, en mesure de revoir les différents travaux et de les mettre en harmonie les uns avec les autres, est d'un grand prix. Il lui incombera aussi le soin de suivre d'un œil attentif toutes les actions pénales dont le jugement est renvoyé dans la règle aux tribunaux cantonaux à teneur de l'article 74 du code pénal fédéral, ainsi pour atteinte portée à la sécurité des chemins de fer et des tramways (50 à 70 cas par année), pour délits contre la régularité du vote, pour falsification de documents fédéraux, etc. Il faut examiner les jugements rendus sur ces délits au point de vue de leur concordance avec la loi. Le procureur général aura à voir s'il y a lieu d'en faire l'objet d'un appel ou d'une demande en cassation et à y pourvoir au besoin. L'exécution des peines d'emprisonnement, le recouvrement des amendes, etc., rentreront également dans sa sphère d'activité. Les contraventions en matière de douane, les infractions à la loi fiscale de la Confédération, résultant de la violation des prescriptions sur l'alcool, etc., fourniront au procureur général un nombre respectable d'affaires. Il devra remplir dans les enquêtes de quelque importance les fonctions multiples qui sont prévus dans la loi sur la procédure pénale fédérale, surveiller la marche de l'enquête, soutenir l'accusation et remplir à l'audience des assises le rôle d'accusateur public, etc., etc.

On ne parvient pas à épuiser dans ces quelques lignes les attributions du procureur général. La pratique et les décisions successives de l'autorité supérieure en préciseront les limites. Aussi les attributions du procureur général ne seront-elles définies qu'à grands traits dans le projet de loi ci-annexé.

Ceci dit, il ne nous paraît pas nécessaire d'entrer dans d'autres explications pour justifier le projet. Seul l'article 4 de celui-ci nous suggère encore quelques observations. Il porte que dans des circonstances spéciales le conseil fédéral peut désigner d'autres représentants du ministère public et qu'il fixe leurs honoraires. La loi de 1849 sur l'organisation judiciaire fédérale, aujourd'hui abrogée, portait que chaque fois qu'une instruction aurait été ordonnée, le conseil fédéral aurait à nommer, à côté du procureur général, un procureur d'arrondissement.

Nous ne croyons nullement nécessaire de faire revivre cette disposition. Dans la règle, c'est le procureur général lui-même qui fonctionnera. Cependant il faut prévoir les cas où les circonstances commandent de donner au procureur général un remplaçant, un suppléant ou des adjoints. Il peut arriver, par exemple, qu'une enquête pénale et des assises aient lieu dans une région de la Suisse dont le procureur général ne possède qu'imparfaitement la langue. Il peut arriver aussi que plusieurs poursuites soient conduites simultanément dans plusieurs parties de la Suisse. On doit prévoir encore le cas où le procureur est malade, celui où il est récusé, celui où, dans un long procès, il paraît utile et

prudent de lui adjoindre un collaborateur. Dans ces circonstances et pour d'autres encore, le conseil fédéral pourvoira, cas pour cas, aux besoins; non seulement il n'est pas nécessaire d'instituer pour cela un fonctionnaire permanent, mais il est au contraire utile que le choix puisse être fait dans chaque cas selon ses exigences particulières.

Nous vous recommandons l'adoption du projet de loi ci-annexé.

Agréé, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 13 juin 1889.

## TUNISIE

### Décret relatif à la protection des câbles sous-marins.

(17 juin 1889) (1)

#### TITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions spéciales aux eaux non territoriales.*

Art. 1<sup>er</sup>. — Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884 (2), ayant pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins,

(2) V. *Archives*.

qui seront commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire Tunisien, relèveront des tribunaux français et seront jugés par le tribunal correctionnel soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de Tunisie dans lequel sera conduit le bâtiment.

Art. 2. — Les poursuites auront lieu à la diligence du Ministère Public, sans préjudice du droit des parties civiles.

Art. 3. — Les procès-verbaux dressés conformément à l'article 10 de la Convention du 14 mars 1884 ne seront point soumis à l'affirmation; ils font foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux, ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

Art. 4. — Sera puni d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de deux à dix jours quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus par l'article précédent.

Art. 5. — Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les personnes ayant qualité, aux termes de l'article 10 de la Convention du 14 mars 1884, à l'effet de dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion suivant les distinctions établies au code pénal.

Art. 6. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs :

1<sup>o</sup> Le capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages.

2<sup>o</sup> Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se tiendra pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin.

(1) *Journal officiel tunisien* du 20 juin 1889. Ce même numéro contient l'adhésion de la Tunisie à la Convention internationale du 14 mars 1884.



3° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se tiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille nautique au moins.

Art. 7. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de un à cinq jours :

1° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il est en mesure de connaître la position au moyen de lignes de bouées ou autrement, ou sera amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf le cas de force majeure.

2° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ; toutefois, les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés auront, pour se conformer à l'avertissement, le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, sans que ce délai puisse dépasser vingt-quatre heures.

3° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets de pêche à un quart de mille nautique ou moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

Art. 8. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque par négligence coupable et notamment dans les cas visés par les articles 6 et 7, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques.

2° Le capitaine de tout bâtiment qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, sera cause par l'inobservation des règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages, de la rupture ou de la détérioration d'un câble commise par tout autre navire.

Art. 9. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins.

2° Quiconque aura fait usage des mêmes instruments ou engins.

Art. 10. — Sera puni d'une amende de 300 francs et 1000 francs et d'un emprisonnement de 3 mois à cinq ans, quiconque, volontairement, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs des tentatives des mêmes faits.

Le coupable pourra, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant 10 ans au plus, à partir du jour où il aura subi sa peine.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration, par la nécessité de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.



TITRE II. — *Dispositions spéciales aux eaux territoriales.*

Art. 11. — Les dispositions des articles 4, 6 à 10 ci-dessus seront observées dans le cas où l'infraction aurait été commise dans nos eaux territoriales par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque tunisien, ou étranger, sans préjudice des dispositions de l'article 4 du décret du 27 décembre 1851.

Art. 12. — Les infractions poursuivies aux termes de l'article précédent seront jugées par le tribunal correctionnel, soit du port d'attache du navire sur lequel est embarqué le délinquant, soit du premier port de la Régence où ce navire abordera, soit du lieu du délit.

Art. 13. — Les infractions commises dans nos eaux territoriales seront établies par procès-verbaux, et, à défaut de procès-verbaux, par témoins.

Art. 14. — Les procès-verbaux prévus à l'article précédent seront dressés :

Par tous les officiers de Police judiciaire ;

Par tous les officiers de Police municipale assermentés ;

Par les agents assermentés de la police des ports et les surveillants des Télégraphes.

Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les agents ayant qualité, aux termes des dispositions ci-dessus pour dresser procès-verbal dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion suivant les distinctions établies au code pénal.

Art. 15. — Les procès-verbaux dressés par tous agents ayant qualité à cet effet ne sont point soumis à l'affirmation et font foi jusqu'à preuve du contraire.

TITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 16. — Le délinquant dans le cas de l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>, sera tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de donner avis aux autorités locales du premier port où le navire sur lequel il est embarqué abordera, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin dont il se serait rendu coupable.

A défaut de déclaration, les peines encourues seront élevées jusqu'au double.

Dans le cas de l'article 10, paragraphe 4, l'auteur de la rupture ou détérioration sera tenu, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs, de faire la déclaration ci-dessus.

Art. 17. — En cas de récidive, le maximum des peines édictées ci-dessus sera prononcé ; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double.

Il y a récidive :

1<sup>o</sup> Pour les faits prévus par les articles 6, 7, 8 et 9 du présent décret, lorsque, dans les deux années qui précèdent, il a été rendu contre le contrevenant un jugement définitif pour infraction aux dispositions des dits articles ;

2<sup>o</sup> Pour les faits prévus par l'article 10, lorsque à une époque quelconque, il a été rendu contre le délinquant un jugement définitif pour infractions aux dispositions de cet article.

Art. 18. — Sont déclarés responsables des amendes prononcées pour infraction au présent décret et des condamnations civiles auxquelles ces

infractions pourraient donner lieu, les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits de l'équipage de ces navires.

Les autres cas de responsabilité civile seront réglés conformément aux dispositions de l'article 1384 du code civil.

Art. 19. — En cas de conviction de plusieurs infractions prévus par le présent décret, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Art. 29. — L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations prononcées par application du présent décret.

---

## FRANCE

### Décret modifiant le régime douanier de l'Indo-Chine

9 mai 1889 (1)

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu l'art. 47 de la loi du 26 février 1887, relatif au régime douanier de l'Indo-Chine française, et qui est ainsi conçu :

(1) *Journal officiel* du 11 mai 1889, — le décret est accompagné du rapport suivant :

#### Rapport au Président de la République française.

Monsieur le Président,

L'application du tarif général des douanes en Cochinchine et dans les pays protégés du Tonkin, de l'Annam et du Cambodge, a soulevé de nombreuses protestations.

L'administration des colonies s'est préoccupée de ces réclamations et une Commission, composée de membres des deux Chambres, de représentants du ministère des affaires étrangères, du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies, de fonctionnaires et de négociants indo-chinois, a été instituée dans le but d'étudier les modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter au régime douanier actuellement en vigueur.

Cette Commission a écarté de prime abord toutes les réclamations qui tendaient à remettre en question les dispositions par lesquelles les Chambres ont voulu ouvrir à nos industries en Indo-Chine un marché privilégié, et elle a décidé que le tarif général métropolitain ne devait souffrir d'autres exceptions que celles que le législateur a implicitement autorisées.

Elle a recherché dans cet ordre d'idées, si le tarif spécial annexé au décret du 8 septembre 1887 ne renferme pas un certain nombre de taxes purement fiscales, inutiles pour la protection de notre industrie et qui, s'appliquant à des objets d'un usage très répandu, imposent à la population indigène des charges qu'il serait préférable de lui épargner; puis elle a passé en revue les diverses propositions d'exemption qui lui étaient soumises en faveur des produits n'ayant pas de similaires en France.

Elle s'est préoccupée, en procédant à cet examen, non-seulement du point de vue fiscal, mais encore des intérêts agricoles et commerciaux des pays de l'Union, et c'est ainsi qu'elle a dû, dans un but de protection, maintenir les

« Les produits étrangers importés dans la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin, seront soumis, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1887, aux droits inscrits au tarif général de la métropole.

« Des règlements d'administration publique détermineront les produits qui, par exception à la présente disposition, seront l'objet d'une tarification spéciale et les localités où des entrepôts pourront être établis »;

Vu la loi du 15 juin 1885, approuvant le traité passé, le 6 juin 1884, à Hué, entre le gouvernement de la République française et celui de Sa Majesté le roi d'Annam ;

Vu la loi du 17 juillet 1885, ratifiant la convention conclue entre la France et le Cambodge, le 17 juin 1884, pour régler les rapports respectifs des deux pays ;

Vu le décret du 8 septembre 1887 ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Article premier. — Le tableau annexé au décret du 8 septembre 1887 et fixant les droits spéciaux applicables aux marchandises importées dans la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin, et non soumises au tarif général, est remplacé par le tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — Les produits étrangers qui auront été admis à un régime de faveur à leur entrée en Algérie seront assujettis, à leur entrée en Indo-Chine, au paiement des droits inscrits au tarif douanier de l'Indo-Chine, déduction faite des droits perçus en Algérie.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies et aux journaux officiels de la métropole et des colonies et protectorats.

Fait à Paris, le 9 mai 1889.

CARNOT.

droits sur quelques articles que la métropole ne peut, il est vrai, fournir à l'Indo-Chine, mais que la Cochinchine, le Cambodge et l'Annam produisent déjà ou pourront produire plus tard.

D'autre part, elle a été appelée à se prononcer sur les modifications qui étaient demandées, tant par l'administration de l'Indo-Chine que par les représentants de l'industrie française, dans le but de permettre à certains produits nationaux de soutenir la concurrence étrangère sur les marchés de l'Union et elle a accueilli quelques-unes des propositions qui lui étaient faites dans ce sens.

Le travail de cette Commission a été soumis à l'examen du Conseil d'Etat, qui a formulé son avis dans sa séance du 4 mai courant.

Le projet de décret que j'ai l'honneur de vous présenter réalise le vœu de la loi et tient compte, en même temps, dans une large mesure, des desiderata exprimés par le commerce indo-chinois. J'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier, monsieur le Président, de vouloir bien le revêtir de votre signature.

**Tableau des modifications au tarif général des douanes  
pour l'Indo-Chine française.**

	Unités.	Tarifs.
CHAPITRE PREMIER. — <i>Animaux vivants.</i>		
Chevaux entiers ou hongres, juments et poulains . . . . .	Tête.	Exempts.
Mules et mulets . . . . .	—	—
Bœufs, vaches, taureaux bouvillons, taurillons, génisses, veaux . . . . .	—	—
Béliers, brebis, moutons et agneaux . . . . .	—	—
Boucs, chèvres et chevreaux . . . . .	—	—
Porcs et cochons de lait . . . . .	—	—
Gibier, volailles, tortues . . . . .	100 kil.	—
CHAPITRE II. — <i>Produits et dépouilles d'animaux.</i>		
Viandes fraîches de toute sorte . . . . .	—	Exemptes.
Jambons asiatiques . . . . .	—	14 »
Oufs conservés . . . . .	—	Exempts.
Lait concentré . . . . .	—	—
CHAPITRE III. — <i>Produits de pêche.</i>		
Poisson salé . . . . .	—	2 15
Poisson sec . . . . .	—	6 »
Crevettes sèches, biches de mer, ailerons de requin . . . . .	—	Exempts.
Algues marines . . . . .	—	Exemptes.
CHAPITRE IV. — <i>Substances animales brutes, propres à la médecine ou à la parfumerie.</i>		
Cantharides . . . . .	100 kil.	30 »
Musc . . . . .	—	1.200 »
CHAPITRE VI. — <i>Farineux alimentaires.</i>		
Vermicelle asiatique . . . . .	—	Exempt.
Riz et paddys . . . . .	—	—
CHAPITRE VII. — <i>Fruits et graines.</i>		
Fruits frais . . . . .	<i>Ad valorem.</i>	3 p. 400
Lungan . . . . .	100 kil.	4 »
Noix d'arec sèches . . . . .	—	12 »
Noix d'arec fraîches . . . . .	—	6 »
Fruits à distiller. — Anis étoilé . . . . .	—	10 »
Fruits à distiller. — Anis brisé . . . . .	—	5 »
CHAPITRE VIII. — <i>Denrées coloniales de consommation.</i>		
Sucre . . . . .		Prohibé.
Galette chinoise (sucre noir) . . . . .	100 kil.	5 »
Café . . . . .	—	50 »
Thé . . . . .	—	30 »
Résidus de thé . . . . .	—	Exempts.
Agar-agar . . . . .	—	1 83
Bétel . . . . .	—	15 »
Tabacs. — Cigares et cigarettes de la Havane . . . . .	—	800 »
Tabacs à fumer, à priser, cigares et cigarettes autres, étrangers . . . . .	—	300 »



Tabacs chinois, à fumer et à priser, de toutes espèces. . . . .	100 kil,	5 »
Amomes et cardamomes, girofles, muscades et macis . . . . .	—	Exempts.

CHAPITRE IX. — *Huiles et sucS végétaux.*

Huile de gomme benjoin . . . . .	—	720 »
Huile de menthe poivrée . . . . .	—	350 »
Huile d'olive . . . . .	—	15 »
Gomme gutte. . . . .	—	12 »
Gomme sang de dragon . . . . .	—	720 »
Gomme sang de myrrhe . . . . .	—	540 »
Gomme sang d'olibanum. . . . .	—	540 »
Gomme benjoin. . . . .	—	35 »
Camphre et déchets de camphre en paillettes, dit barrow . . . . .	—	Exempt.
Opium de Bénarès brut. . . . .	—	1.300 »
Opium de Bénarès bouilli ou préparé. . . . .	—	2.600 »
Opium du Yunnan brut. . . . .	—	916 66
Opium du Yunnan bouilli ou préparé sans mélange . . . . .	—	1.833 33
Opium du Yunnan bouilli ou préparé . . . . .	—	2.600 »
Baumes. . . . .	—	Exempts.

CHAPITRE X. — *Espèces médicinales.*

Menthe poivrée . . . . .	—	12 »
Passeroses (mauves de jardin). . . . .	—	12 »
Liquorie (réglisse). . . . .	—	1 65
Galanga. . . . .	—	1 20
Amadou . . . . .	—	4 20
Ginseng américain, cru. . . . .	—	72 »
Ginseng américain, clarifié . . . . .	—	95 »
Ginseng chinois. . . . .	Ad valorem.	5 p. 100.
Ginseng de Corée et du Japon, 1 <sup>re</sup> qualité. . . . .	100 kil.	600 »
Ginseng de Corée et du Japon, 2 <sup>e</sup> qualité . . . . .	—	420 »
Putchuck . . . . .	—	7 20

CHAPITRE XI. — *Bois.*

Racine de putchuck . . . . .	—	7 20
------------------------------	---	------

CHAPITRE XII. — *Filaments, tiges et fruits à ouvrer.*

Coton vieux. . . . .	—	Exempt.
Chanvre . . . . .	—	4 25
Bambous ou rotins entiers ou fendus. . . . .	—	Exempts.

CHAPITRE XIII. — *Teintures et Tanins.*

Ecorce de manglier . . . . .	—	0 35
Gambier brut. . . . .	—	2 »
Gambier préparé . . . . .	—	25 »

CHAPITRE XIV. — *Produits et déchets divers.*

Ail. . . . .	—	4 80
Choux, navets, pousses de bambous, topi-nambours, haricots verts salés ou confits, en jarre ou en barrique . . . . .	—	Exempts.

CHAPITRE XV. — *Pierres, terres et combustibles minéraux.*

Plâtre . . . . .	100 kil.	0 08
Chaux . . . . .	—	1 »
Ciment. . . . .	—	10 »
Soufres, sublimé et autres . . . . .	—	10 »
Cornaline brute. . . . .	—	2 25
Silex, pierres à fusil. . . . .	—	0 40
Huiles minérales. . . . .	—	5 »

CHAPITRE XVI. — *Métaux.*

Plomb en lingots . . . . .	—	3 60
Minerais de cuivre. . . . .	—	6 »
Zinc en saumons. . . . .	—	3 60

CHAPITRE XVII. — *Produits chimiques*

Oxyde jaune de plomb (massicot). . . . .	—	4 20
Cinabre naturel. . . . .	—	9 »
Sel marin. . . . .	—	1 66
Salpêtre . . . . .	—	10 »

CHAPITRE XVIII. — *Teintures préparées*

Cochenille. . . . .	—	60 »
Laque . . . . .	—	3 60
Indigo liquide. . . . .	—	2 50

CHAPITRE XIX. — *Couleurs.*

Peinture verte (produit chinois). . . . .	—	5 50
Encre de Chine . . . . .	—	Exempte.

CHAPITRE XX. — *Compositions diverses.*

Bézoard. . . . .	—	1,700 »
Rhubarbe. . . . .	—	15 »
Médicaments ne figurant pas dans une pharmacopée officielle et non dénommés au tarif. . . . .	<i>Ad valorem.</i>	10 p. 100.
Sauces asiatiques et autres préparations culinaires non dénommées. . . . .	100 kil.	Exemptes.
Colle forte. . . . .	—	6 »
Colle de poisson. . . . .	—	Exempte.

CHAPITRE XXI. — *Boissons.*

Alcools. — Eau-de-vie, en bouteilles . . .	Hect. liq.	50 »
Alcools. — Eau-de-vie autrement qu'en bouteilles. . . . .	Hect. alc. pur.	50 »
Alcools. — Autres . . . . .	—	50 »
Alcools. — Liqueurs . . . . .	Hect. liq.	50 »
Eaux minérales . . . . .	<i>Ad valorem.</i>	5 p. 100.
Vins et vermouth. . . . .	Hect. liq.	20 »
Vins parfumés asiatiques. . . . .	—	20 »
Bière. . . . .	—	12 »

CHAPITRE XXIII. — *Verres et cristaux.*

Verre cassé . . . . .	100 kil.	0 25
-----------------------	----------	------

CHAPITRE XXIV. — *Fils.*

Fils de coton ou autres garnis d'or ou d'argent de premier titre . . . . .	—	2,500 »
--	---	---------

Fils de coton ou autres garnis d'or ou d'argent de second titre . . . . .	—	2.000 »
Fils de coton ou autres garnis d'or ou d'argent de troisième titre . . . . .	—	1.500 »
Fils de coton ou autres garnis d'or ou d'argent hors titre ou faux . . . . .	—	300 »

CHAPITRE XXIV. — *Tissus.*

Gunnies . . . . .	—	Exemptes.
Tissus, foulards, crêpes, tulle, bonneterie, passementerie et dentelles de soie pure d'origine chinoise . . . . .	<i>Ad valorem.</i>	10 p. 100.
Tissus, foulards, crêpes, tulle, bonneterie, passementerie et dentelles de soie pure d'autre origine . . . . .	—	20 p. 100.
Broderies à la main ou à la mécanique, de soie sur tissus de soie . . . . .	100 kil.	800 »
Couvertures chinoises . . . . .	—	30 »
Tissus de coton pur, unis, croisés et coutils présentant en chaîne et en trame, dans l'espace de 5 millimètres carrés, ceux pesant :		
Ecrus (art. 364), 11 kil. et plus de 100 mètres carrés, 30 fils ou moins . . . . .	—	80 »
Ecrus (art. 364), de 7 kil. inclus à 11 kil. exclus les 100 mètres carrés, 35 fils ou moins . . . . .	—	110 »
Blanchis (art. 365), 11 kil. et plus les 100 mètres carrés, 30 fils ou moins . . . . .	—	92 »
Blanchis (art. 365), de 7 kil. inclus à 11 kil. exclus les 100 mètres carrés, 35 fils ou moins . . . . .	—	126 50

CHAPITRE XXVI. — *Papier et ses applications.*

Papiers chinois de toute nature . . . . .	—	8 60
Papiers chinois destinés au culte . . . . .	—	Exempts.
Eventails, parapluies, parasols et ombrelles en papier . . . . .	—	—
Cartes à jouer, asiatiques et autres . . . . .	—	100 »

CHAPITRE XXVII. — *Peaux et pelleteries ouvrées.*

Malles et oreillers chinois dits de Canton, en peau ou en cuir factice . . . . .	—	18 »
--	---	------

CHAPITRE XXVIII. — *Ouvrages en métaux.*

Ciseaux chinois . . . . .	<i>Ad valorem.</i>	5 p. 100.
Montres émaillées et à perles . . . . .	La paire.	32 50
Instruments d'optique . . . . .	100 kil.	200 »

CHAPITRE XXIX. — *Armes, poudres et munitions.*

Poudre à tirer et cartouches chargées . . . . .	<i>Ad valorem.</i>	10 p. 100.
Artifices et pétards d'origine asiatique . . . . .	—	—

CHAPITRE XXX. — *Ouvrages en bois*

Articles en bambous et en racines . . . . .	—	5 p. 100.
Sabots chinois . . . . .	100 kil.	Exempts.

CHAPITRE XXXII. — *Instruments de musique.*

Instruments de musique de toute sorte, chinois . . . . .	—	Exempts.
--	---	----------

CHAPITRE XXXIII. — *Ouvrages de sparterie, de vannerie et de corderie.*

Botte et souliers chinois en paille. . . . .	100 kil.	—
Chapeaux asiatiques en écorce, en paille ou en jonc. . . . .	—	—
Nattes en paille ou en jonc . . . . .	Les 40 mètr.	2 40
Articles en rotin. . . . .	<i>Ad valorem.</i>	5 p. 100.
Cordages en rotin. . . . .	100 kil.	Exempts.

CHAPITRE XXXIV. — *Ouvrages en matières diverses.*

Peintures à l'huile chinoises . . . . .	Le cent.	1 20
Bottes et souliers chinois en peau et satin. . . . .	100 paires.	21 »
Allumettes chimiques en bois . . . . .	100 kil.	12 »
Allumettes chimiques, autres. . . . .	—	20 »
Eventails en plumes. . . . .	—	5 40
Eventails en feuilles de palmier. . . . .	—	2 60
Boutons en cuivre pour vêtements chinois. . . . .	La grosse.	0 50
Boutons chinois. . . . .	100 kil.	36 »
Curiosités. . . . .	<i>Ad valorem.</i>	3 p. 100.
Fleurs artificielles. . . . .	100 kil.	100 »
Pinceaux chinois à écrire. . . . .	—	Exempts.

Vu pour être annexé au décret du 9 mai 1889.

*Le Président du Conseil,*  
*Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies,*  
P. TIRARD.

## FRANCE

## Décret organisant la Justice musulmane en Algérie

17 Avril 1889 (1)

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes,

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

Vu le décret du 31 décembre 1859 ;

Vu le décret du 13 décembre 1866 ;

Vu le décret du 5 février 1868 ;

Vu la loi du 26 juillet 1873 ;

Vu le décret du 10 août 1875 ;

Vu le décret du 27 avril 1877 ;

Vu le décret du 13 décembre 1879 ;

Vu le décret du 13 septembre 1881 ;

Vu le décret du 10 septembre 1886 ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

(1) *Journal officiel* du 27 Avril 1889.



## CHAPITRE PREMIER

Art. 1<sup>er</sup>. — Les musulmans résidant en Algérie non admis à la jouissance des droits de citoyens français continuent à être régis par leurs droit et coutumes en ce qui concerne :

Leur statut personnel ;

Leurs successions ;

Ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre français administratif, notarié ou judiciaire.

Art. 2. — Ils sont régis par la loi française pour toutes les matières non réservées par l'article précédent, ainsi que pour la poursuite et la répression des crimes, délits et contraventions.

En matière personnelle et mobilière, le juge tiendra compte, dans l'interprétation des conventions, l'appréciation des faits et dans l'admission de la preuve, des coutumes et usages des parties.

Art. 3. — Dans les affaires énoncées à l'article 1<sup>er</sup>, les musulmans peuvent renoncer par une déclaration expresse, à l'application de leurs droit et coutumes pour se soumettre à la législation française. Cette déclaration sera insérée, soit dans une convention originaire, soit dans une convention spéciale ; la renonciation résulte, en outre, à moins de déclaration contraire, de la réception de la convention originaire par un officier public français.

Art. 4. — En ce qui concerne le statut personnel et les successions, les musulmans sont régis par les coutumes de leur pays d'origine ou par les coutumes du rite spécial auquel ils appartiennent.

Art. 5. — En matière réelle, entre Arabes, Kabyles, Ibadiques ou musulmans étrangers, la loi ou coutume applicable est celle de la situation des biens.

Art. 6. — Dans tous les cas où la loi française est applicable, les musulmans sont justiciables de la juridiction française.

Art. 7. — Les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux sont portés devant le cadi.

Toutefois, sont portés devant le juge de paix : 1<sup>o</sup> les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux des Mozabites, introduites hors du M'zab ; 2<sup>o</sup> les différends sur les mêmes matières entre Kabyles en quelque lieu qu'ils soient ; 3<sup>o</sup> les mêmes différends entre Kabyle et Arabe ou musulman étranger dans les justices de paix de Bouira, d'Aïn-Bessem et de Palestro (arrondissement d'Alger) et de Mansourah (arrondissement de Sétif).

Dans tous les cas, les parties peuvent, d'un commun accord, saisir le juge de paix. L'accord est réputé établi et le défendeur ne peut plus demander son renvoi devant une autre juridiction lorsqu'il a, soit fourni ses défenses, soit demandé un délai pour les produire, soit laissé prendre un jugement contre lui.

Toutes les contestations entre musulmans sur des matières non mentionnées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont portées devant le juge de paix.

Des audiences foraines sont tenues dans les marchés par les juges de paix.

Dans les localités qui seront déterminées par un décret rendu en conseil d'Etat, le ministre de la justice, ou, par délégation, le gouverneur général, statuant sur la proposition du procureur général, pourra

autoriser le cadi à se rendre sur les marchés qui auront lieu dans ces localités pour y juger, à la demande de toutes les parties intéressées et sans déplacement, les contestations personnelles et mobilières entre indigènes musulmans, suivant les formes indiquées dans le chapitre II du présent décret.

#### CHAPITRE II. — *Des tribunaux de cadis ou mahakmas.*

Art. 8. — La composition du personnel de chaque mahakma est fixée, suivant les besoins du service, par arrêté du garde des sceaux, sur la proposition du premier président et du procureur général.

Le personnel de chaque mahakma se compose d'un cadi, d'un ou de plusieurs suppléants (bachadels) et d'un ou plusieurs greffiers (adels).

Les mahakmas sont instituées et supprimées par décret.

Art. 9. — Les cadis, bachadels et adels sont nommés par arrêté du garde des sceaux.

Nul ne peut être cadi s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'il n'est pourvu d'un diplôme d'études dans une mederça et muni d'un certificat d'études juridiques du second degré; le bachadel et l'adel doivent être pourvu d'un certificat du premier degré et être âgés, le premier de vingt-cinq ans et le deuxième de vingt-deux ans. Les certificats sont délivrés annuellement par une commission d'examen.

La composition de cette commission et le programme d'examen sont fixés par le garde des sceaux.

Art. 10. — En cas de décès, d'absence ou d'empêchement des adels ou de l'un d'eux, le cadi, ou à son défaut, le suppléant (bachadel) pourvoit provisoirement à son remplacement.

Art. 11. — Les cadis forment une seule classe et reçoivent un traitement fixe déterminé par arrêté du garde des sceaux.

Ils perçoivent, en outre, les droits et honoraires prévus au tarif annexé au présent décret.

Art. 12. — Avant d'entrer en fonctions, les cadis, bachadels et adels prêtent, devant le tribunal de première instance auquel ressortit la mahakma à laquelle ils sont attachés, le serment suivant : « En présence de Dieu et des hommes, je jure et promets, en mon âme et conscience, de bien et religieusement remplir mes fonctions. »

Art. 13. — Les membres des mahakmas sont nommés, déplacés ou révoqués par arrêté du garde des sceaux.

Le garde des sceaux exerce le pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires de la justice musulmane et peut prononcer contre eux :

- 1° La réprimande ;
- 2° L'amende de cinquante francs (50 fr.) au plus ;
- 3° La suspension soit du traitement, soit de la part d'honoraires, soit de l'un et l'autre, pendant un temps qui ne peut excéder quinze jours ;
- 4° La suspension des fonctions avec privation de traitement et des honoraires pendant un temps qui ne peut excéder six mois.

Art. 14. — Il est attaché à chaque mahakma un ou plusieurs huissiers (âouns), suivant les besoins du service.

Ils sont nommés, suspendus ou révoqués par le procureur général.

Les rétributions des âouns sont fixées par arrêté du garde des sceaux sans préjudice des droits qui leur sont alloués par application de l'article 27 ci-après.

Art. 15. — Des défenseurs (oukils) sont attachés à chaque mahakma et pourront être chargés par les parties de les représenter.

Ces défenseurs sont nommés, suspendus ou révoqués par le procureur général.

Les conditions dans lesquelles ils exercent leur profession, ainsi que les rétributions auxquelles ils ont droit, sont déterminées par arrêté du garde des sceaux.

Art. 16. — Les cadis ne peuvent invoquer, sous peine de déni de justice, le silence, l'obscurité ou l'insuffisance de la loi pour refuser de statuer sur la demande des parties.

Art. 17. — Des audiences foraines peuvent être instituées par arrêté du garde des sceaux, qui détermine le lieu, les jours et heures de ces audiences.

Un arrêté peut également établir des mahakmas annexes comprenant un bachadel et un nombre d'adels déterminé.

Art. 18. — Les séances des tribunaux indigènes sont publiques à peine de nullité. Néanmoins, si cette publicité doit être dangereuse pour l'ordre et pour les mœurs, le cadi peut ordonner que les débats auront lieu à huis clos. Dans tous les cas, le jugement est rendu publiquement.

Art. 19. — Les cadis connaissent, en dernier ressort, des contestations concernant les successions dont la valeur est inférieure à cinq cents francs (500 fr.) en principal.

Ils connaissent en premier ressort de toutes les contestations relatives au statut personnel et celles concernant les successions dont la valeur dépasse cinq cents francs (500 fr.)

Art. 20. — La demande est introduite devant le cadi, soit par la comparution volontaire et simultanée des parties, soit par celle du demandeur seul.

Dans ce dernier cas, le cadi, par l'intermédiaire d'un âoun, fait donner avis écrit au défendeur de comparaître devant lui au jour qu'il indique. En cas de non-comparution sur cet avis, il accorde un délai, à l'expiration duquel il annonce publiquement à l'audience le jour où il prononcera son jugement et en fait donner avis au défendeur par l'âoun.

L'accomplissement de ces diverses formalités est mentionné, à la date, sur un registre tenu à cet effet par l'adel et mis à la disposition de tous les intéressés.

Les parties peuvent se défendre elles-mêmes ou se faire représenter par des parents ou par des oukils, ainsi qu'il est dit en l'article 15 ci-dessus.

Si la partie ne se présente pas au jour indiqué, il est rendu jugement. Ce jugement n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 21. — Si un musulman est absent de l'Algérie pour fait de guerre au service de la France et s'il n'est pas régulièrement représenté, aucun jugement ne peut être prononcé contre lui avant l'expiration de trois mois après la fin de la campagne.

Art. 22. — Les jugements rendus par les cadis sont, dans les vingt-quatre heures de leur prononcé, inscrits avec un numéro d'ordre sur un registre à ce destiné; ils sont revêtus du cachet du cadi, signé par ce magistrat et ses adels.

Indépendamment de la formule arabe, qui peut être insérée selon les usages, tout jugement contient :

- 1° Les noms, qualités et demeures des parties ;
- 2° Le point de fait ;
- 3° Le dire des parties ;
- 4° Les motifs en fait et en droit ;
- 5° Le dispositif ;
- 6° La date à laquelle il a été rendu, avec mention, soit de la présence des parties ou de leurs mandataires au moment du prononcé, soit de l'avis précédemment donné par le cadî, suivant l'article 20, que le jugement serait prononcé ledit jour.

Art. 23. — Les jugements contiennent en outre la liquidation des dépens. Ces dépens sont supportés par la partie qui succombe.

Pourront néanmoins les dépens être compensés, en tout ou en partie, entre conjoints, ascendants, descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré ; les cadis pourront aussi compenser les dépens en tout ou en partie, si les parties succombent respectivement sur quelques chefs.

Art. 24. — Les jugements définitifs émanés des cadis sont mis à exécution, par les soins de ces magistrats, dans les formes de la loi musulmane.

Art. 25. — Les expéditions de tout jugement émané des tribunaux indigènes doivent être revêtus de la formule suivante :

« République française,  
 « Au nom du peuple français (copier le jugement),  
 « La République française mande et ordonne à tous fonctionnaires et agents de l'autorité publique de faire exécuter ou d'exécuter le présent jugement. En foi de quoi le présent jugement a été signé. »  
 (Signature du cadî et de ses adels ; apposition du cachet.)

### CHAPITRE III. — *Des juges de paix.*

Art. 26. — En matière musulmane, les juges de paix connaissent en dernier ressort des actions civiles, commerciales, mobilières et immobilières dont la valeur n'excède pas cinq cents francs (500 fr.) de principal.

Ils connaissent en premier ressort de toutes les actions dont la valeur excède ce taux et des contestations relatives au statut personnel lorsqu'elles leur sont déferées par application de l'article 7.

En outre, ils peuvent statuer en référé ou rendre des ordonnances sur requête dans les cas prévus par le code de procédure civile.

Art. 27. — Il est institué, dans les justices de paix où les besoins de service l'exigent, des *âouns* placés sous l'autorité directe du procureur général, ainsi qu'il est dit en l'article 14 ci-dessus.

Ces *âouns*, spécialement chargés du service des avertissements ainsi que de toutes notifications à la requête des parties dont il est ci-après parlé, peuvent être appelés à faire aux indigènes la remise de tous avis de comparution à la requête du ministère public.

Ils reçoivent, pour toute remise d'avis ou d'avertissement, une rétribution déterminée par le tarif annexé au présent décret.

Les frais de remise d'avertissement sont à la charge des parties et consignés d'avance au greffe.

Les remises faites à la requête du ministère public sont payées tous les trimestres, sur des états dressés en conformité du décret de 1811.



Dans les localités où il n'est pas attaché d'âouns spéciaux à la justice de paix, le service est assuré par les âouns du cadi ou par des agents désignés par le juge de paix. Ces agents perçoivent les émoluments attribués aux âouns.

Art. 28. — Les juges de paix sont saisis, dans les contestations entre musulmans, soit par la comparution volontaire des parties, soit par un avertissement délivré à la requête du demandeur.

Cet avertissement contient les noms, professions et demeures du demandeur et du défendeur, le résumé succinct de la demande et l'indication des jour et heure de l'ouverture de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

Art. 29. — Toute affaire est inscrite au rôle du greffe avant d'être portée à l'audience.

Les parties comparaissent toujours en personne, à moins d'empêchement absolu : dans ce cas, elles ne peuvent se faire représenter que soit par un parent, soit par un notable de leur tribu justifiant par écrit de sa qualité de mandataire, soit par un oukil.

Art. 30. — Si toutes les parties se présentent, elles sont entendues en leurs explications, et le jugement est rendu sur-le-champ. Toutefois, il est loisible au juge soit d'ordonner la remise des pièces et de renvoyer en ce cas le jugement à une prochaine audience, soit d'ordonner tous moyens d'instruction avant de statuer.

Art. 31. — Lorsqu'une ou plusieurs parties ne comparaissent pas au jour indiqué, il est procédé ainsi qu'il suit : Le juge prononce la radiation de l'affaire si le demandeur ne se présente pas. Lorsque le demandeur ou l'un des demandeurs est présent et que le défendeur ou l'un des défendeurs ne comparait pas, le juge de paix prend connaissance de l'affaire ; il deboute immédiatement le demandeur si la demande ne lui paraît aucunement justifiée ; s'il estime que la demande nécessite un débat contradictoire, il indique une audience ultérieure à laquelle l'affaire sera appelée pour recevoir jugement.

Le greffier inscrit sur le pluriel le jour et l'heure auxquels l'affaire doit être appelée à nouveau. Il informe la partie qui ne s'est pas présentée par un avis contenant le nom, la profession et la demeure du demandeur, le résumé de la demande, le renvoi prononcé et l'indication de l'audience fixée pour rendre le jugement.

Art. 32. — Si, à cette audience, la partie ne se présente pas, quoique dûment avertie, il est rendu jugement.

Ce jugement n'est pas susceptible d'opposition.

La disposition de l'article 21 est applicable devant les justices de paix.

Art. 33. — Les avertissements aux parties sont dressés par le greffier portés par lui avec toutes les mentions qu'ils contiennent sur un registre spécial, traduits en marge par l'interprète et remis pour signification à l'âoun.

Celui-ci effectue la signification : au siège même de la justice de paix, par la remise à personne ou à domicile ; ailleurs, par lettre chargée, sauf pour les localités qui seront désignées par arrêté du gouverneur général, rendu sur la proposition du procureur général. Dans ces localités, la remise a lieu par les soins de l'administrateur civil, sur récépissé signé par la personne ou, à son défaut, par le chef du douar, et sans frais. Dans ce cas, l'âoun remet l'avertissement à l'administrateur, si

l'administrateur réside au siège même de la justice de paix ; sinon, il lui adresse l'avertissement par lettre chargée.

Mention est faite sur le registre prescrit au paragraphe 1<sup>er</sup>, et dans une colonne à ce destinée, de la déclaration de l'aoun relativement à la date de la remise, soit à personne, soit à domicile, ou à celle du dépôt, soit au bureau de l'administrateur, soit au bureau de la poste, et, dans ce dernier cas, le récépissé de l'envoi est joint à la mention de cette déclaration.

Toutes les autres notifications, significations et remises de pièces ont lieu dans les formes ci-dessus indiquées.

Art. 34. — Les minutes des jugements sont rédigées conformément à la loi française. Elles sont affranchies des droits de timbre et d'enregistrement. Elles mentionnent si les parties étaient ou non présentes lorsque le jugement a été prononcé.

Art. 35. — Les frais auxquels peuvent donner lieu les instances suivies devant le juge de paix sont évalués par lui, avancés par la partie demanderesse et consignés entre les mains du greffier. Ils sont taxés par le jugement sur le fond.

Art. 36. — Les jugements des juges de paix sont exécutés selon les règles de la loi musulmane, par les soins des cadis et des cadis-notaires ou des bachadels et, à défaut, par un agent d'exécution désigné, pour chaque affaire, par décision spéciale du juge de paix, rendue d'office ou sur la demande des parties.

La partie requérante peut être tenue de faire l'avance des frais d'exécution, qui sont taxés par le juge de paix.

#### CHAPITRE IV. — *De l'appel.*

Art. 37. — Les appels des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix et les cadis, conformément aux articles précédents, sont portés, dans l'arrondissement d'Alger, devant la cour d'appel ; partout ailleurs, même hors du Tell, devant le tribunal civil de l'arrondissement.

Art. 38. — Devant la cour, les appels sont portés devant la chambre musulmane

Dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, ils sont portés devant la chambre désignée par le règlement du tribunal.

Art. 39. — Les juridictions d'appel doivent siéger en nombre impair. Les décisions sont rendues par trois magistrats au moins, président compris.

Art. 40. — Les assesseurs kabyles actuellement en fonctions, près la cour d'appel et les tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou, conservent leur emploi. Ils ne seront pas remplacés. Ils ont voix consultative. Ils peuvent être suspendus ou révoqués par le garde des sceaux, sur la proposition du premier président et du procureur général.

En cas d'absence ou d'empêchement des assesseurs, il peut être passé outre aux débats.

Art. 41. — L'appel des jugements contradictoires rendus en premier ressort par les cadis ou les juges de paix n'est recevable que dans les trente jours de la connaissance qui en est donnée aux parties par un avertissement donné conformément aux articles 20, 27 et 33 ci-dessus et contenant les noms, professions et demeures des parties, la date du

jugement attaqué, son dispositif et la désignation du tribunal duquel il émane.

Dans le cas d'absence pour faits de guerre, le délai est prorogé conformément à l'article 21 ci-dessus.

Le délai d'appel des jugements rendus en l'absence du défendeur ne commence à courir que du jour où a été fait le premier acte d'exécution.

Art. 42. — L'appel est interjeté par une déclaration faite à l'adel du cadi ou au greffier de la justice de paix. Cette déclaration contient les noms des parties contre lesquelles l'appel est interjeté, la désignation du tribunal devant lequel l'affaire sera portée et les indications contenues dans l'avertissement prévu par l'article précédent. Elle est consignée sur un registre spécial. Il est délivré récépissé à l'appelant par l'adel ou le greffier. Copie de la déclaration d'appel est remise par l'aoun à chacun des intimés, suivant les formes indiquées à l'article 33.

Art. 43. — Le greffier ou l'adel qui a reçu la déclaration en donne avis au greffier de la cour ou du tribunal qui doit connaître de l'appel. Celui-ci informe le ministère public et fait inscrire l'affaire au rôle. Sur la réquisition du ministère public, le président fixe le jour de l'audience et nomme un magistrat rapporteur.

Le greffier de la juridiction d'appel avise, dans la forme prévue par l'article 44, toutes les parties en cause du jour fixé pour l'audience et du nom du rapporteur; il prévient l'appelant qu'il doit déposer au greffe, trois jours au moins avant l'audience, des conclusions signées par un défenseur, un avoué ou un avocat, et l'intimé qu'il peut y répondre dans la même forme, mais un jour au moins avant l'audience.

Les parties comparaissent en personne. Elles peuvent cependant se faire assister ou représenter par un défenseur, un avoué ou un avocat.

Le ministère public est entendu dans ses conclusions.

La décision qui intervient condamne la partie qui succombe aux dépens et en fixe la taxe. Le second paragraphe de l'article 23 est applicable.

Il ne peut être alloué, pour chaque partie, qu'un seul droit de conclusions pour chaque jugement par défaut, un pour chaque jugement contradictoire, conformément au tarif.

Art. 44. — Si l'une des parties ne comparait pas, ou si, comparissant, elle ne dépose pas ses conclusions, dans le délai fixé par l'article 43, il est procédé conformément aux dispositions des articles 31 et 32, puis statué par défaut. Le greffier de la cour ou du tribunal dresse l'avertissement et l'envoi à l'adel du cadi ou au greffier de la justice de paix, qui charge l'aoun d'en faire la remise conformément à l'article 33.

Il peut être formé opposition dans les quinze jours qui suivront le premier acte d'exécution, par une déclaration faite au greffe du tribunal d'appel.

Faute d'opposition dans ce délai, le jugement devient définitif.

Art. 45. — Toutes les fois qu'un tribunal d'appel rend un jugement préparatoire et renvoie pour l'exécution à un juge du premier degré, il désigne le juge de paix qui doit procéder aux opérations ordonnées, lequel peut, s'il y a lieu, se faire assister d'un cadi.

Les opérations auxquelles il est procédé sont constatées par des procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont affranchis de tout droit de timbre et d'enregistrement.



Art. 46. — Lorsqu'il y aura appel d'un jugement interlocutoire, si le jugement est infirmé et que la matière soit disposée à recevoir une décision définitive, la cour ou les tribunaux d'appel pourront statuer en même temps sur le fond, définitivement, par un seul et même jugement.

Art. 47. — Les jugements et arrêts rendus sur appel sont établis dans la forme ordinaire de la justice française, sur timbre, et donnent lieu à un droit d'enregistrement fixe d'un franc.

Art. 48. — Les jugements et arrêts rendus par les juridictions d'appel sont exécutés par les mêmes agents que les jugements émanés des justices de paix ou par un agent spécial désigné par le tribunal ou par la cour.

En cas de difficultés sur l'exécution, il est statué en référé, conformément aux articles 806 et suivants du code de procédure civile et au décret du 19 août 1854.

Si le juge du référé estime qu'il y a lieu à interprétation de l'arrêt ou jugement, il renvoie les parties à se pourvoir devant la juridiction qui a statué.

Art. 50. — Les jugements ou arrêts définitifs peuvent être attaqués par la tierce opposition ou la requête civile, dans les conditions prévues par les articles 474 et suivants du code de procédure civile.

Ils ne sont susceptibles de recours en cassation que pour incompétence ou excès de pouvoirs.

Art. 51. — L'appelant qui succombe est condamné à une amende du cinq francs (5 fr.). Cette amende doit être consignée, soit à l'adel de cadi, soit au greffier de la justice de paix au moment où la déclaration est faite, soit, au plus tard, au greffier de la juridiction d'appel, avant l'inscription au rôle.

Récépissé de cette consignation est remis à l'appelant contre le paiement du droit prévu au n° 85 du tarif annexé au présent décret.

#### CHAPITRE V. — *Des liquidations et des partages.*

Art. 52. — Les cadis procèdent aux opérations de compte, liquidation et partage des successions musulmanes purement mobilières.

Si les successions comprennent à la fois des meubles et des immeuble, ou si elles sont purement immobilières, il est procédé aux opérations de compte, liquidation et partage par les soins des notaires français, ou des greffiers-notaires, sans distinction entre ces derniers. Les droits successoraux sont établis conformément aux prescriptions du droit musulman.

Les notaires ou greffiers-notaires procèdent également aux opérations de compte, liquidation et partage des successions mozabites mobilières ou immobilières qui viennent à s'ouvrir en dehors du M'zab.

Art. 53. — Lorsque les opérations de compte, liquidation et partage sont faites par un notaire français ou un greffier-notaire, la minute est établie sur un registre spécial qui est communiqué, sans déplacement, au procureur de la République et aux agents de l'administration de l'enregistrement et des domaines, toutes les fois qu'ils le demandent. Le procureur de la République peut déléguer le juge de paix pour prendre cette communication.



Le notaire ou le greffier-notaire doit informer les agents de l'administration de l'enregistrement et des domaines toutes les fois que cette administration peut être intéressée dans une liquidation.

Art. 54. — Les notaires ou greffiers-notaires ne peuvent recevoir soit à titre d'honoraires, soit à titre de remise proportionnelle, que les frais actuellement attribués aux cadis par le chapitre 1<sup>er</sup> du tarif.

Art. 55. — Un délai de deux ans, à partir de l'acte constatant les opérations de liquidation et de partage, est accordé aux cohéritiers pour demander la rescision de cet acte pour cause de lésion de plus du quart.

#### CHAPITRE VI. — *Des dépôts.*

Art. 56. — Les dépôts faits entre les mains des cadis sont inscrits par eux sur un registre spécial et versés à l'administration des domaines, qui en donne récépissé.

Art. 57. — La valeur, la nature des dépôts qui peuvent être opérés entre les mains des cadis, le mode de versement à l'administration des domaines, le mode de restitution ainsi que la responsabilité des cadis et des agents des domaines sont déterminés et réglés par arrêté du garde des sceaux.

#### CHAPITRE VII. — *Des actes publics.*

Art. 58. — Les actes publics entre musulmans sont reçus, suivant le choix des parties, par les cadis ou par les notaires.

Les actes reçus par les cadis sont inscrits en entier sur un registre à ce destiné et signés par le cadi et deux adels ou par le cadi, un adel et deux témoins instrumentaires.

Art. 59. — Toute partie peut requérir expédition des actes qui la concernent. Les expéditions d'actes sont signées par le cadi et l'un des adels ; elles doivent être, en outre, revêtues du cachet du cadi.

Lorsque les cadis sont appelés à certifier la copie des actes qui leur sont présentés, mention de ce certificat est faite sur l'acte lui-même.

Les actes reçus par les cadis et les copies ou expéditions délivrées par eux sont payés par les parties, conformément au tarif. Ce tarif imprimé en français et traduit en arabe, ainsi qu'il est dit en l'article 70 ci-après, demeure exposé à l'entrée du local dans lequel les cadis tiennent leurs audiences.

Le produit des actes appartient au cadi, au bachadel et aux adels. Il est réparti entre eux dans des proportions déterminées par le tarif dont il vient d'être fait mention.

Le montant des droits dus ou perçus doit être inscrit en toutes lettres au bas de chaque acte, expédition ou copie d'acte, sous peine, pour l'adel copiste, d'une amende de cinq francs (5 fr) par contravention. Cette amende est prononcée par le tribunal qui constate la contravention.

Tout agent de la justice musulmane qui reçoit ou exige d'autres rétributions que celles portées dans le tarif peut être suspendu ou révoqué, sans préjudice des poursuites qui peuvent être dirigées contre lui, conformément aux dispositions du code pénal.

Art. 60. — Dans les circonscriptions de justices de paix où ne réside pas un cadi investi des fonctions de juge, un cadi-notaire peut être institué par un arrêté du garde des sceaux, pour remplir les fonctions de notaire ; il sera assisté d'un adel.

Dans les mahakmas annexes, le bachadel exerce les mêmes fonctions sous la surveillance du cadi.

Art. 61. — Le produit des actes reçus par les cadis-notaires est réparti entre eux et leurs adels conformément au tarif.

Le produit des actes reçus par les bachadels, dans les mahakmas annexes, est réparti entre les membres de ces mahakmas.

#### CHAPITRE VIII. — *De la forme des registres à tenir par les cadis.*

Art. 62. — Les registres sur lesquels sont inscrits les jugements, les actes et les dépôts sont tenus par ordre de date, sans blancs, surcharges ni interlignes.

Les registres relatifs aux formalités de procédure et aux appels sont tenus par les adels et ne sont signés que par eux.

Les ratures et les renvois sont approuvés.

Les registres sont cotés et parafés par le président du tribunal ou par le juge qui le remplace.

Les registres sont fournis par l'Etat et établis sur des modèles uniformes pour toutes les circonscriptions. Ils doivent être représentés aux autorités qui ont la surveillance de la justice indigène toutes les fois que ces autorités jugent convenable de les réclamer.

Art. 63. — Tous les jugements, ainsi que les actes constatant les contraventions et les dépôts, sont traduits en extraits par l'interprète de la justice de paix. Cette traduction est insérée dans la colonne à ce destinée et signée de l'interprète.

Art. 64. — Si une mahakma est supprimée, les registres sont transportés dans la mahakma à laquelle ressortit sa circonscription.

Art. 65. — Toute suppression ou destruction des registres dont la tenue est exigée par le présent décret constitue le crime prévu et puni par l'article 173 du code pénal.

#### CHAPITRE IX. — *Du timbre et de l'enregistrement.*

Art. 66. — Tous les registres dont la tenue est prescrite par le présent décret sont affranchis du droit de timbre.

Art. 67. — Aucun extrait, copie ou expédition d'actes ou de jugements ne peut être délivré aux parties que sur papier timbré, conformément à l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII, sous peine de l'amende prononcée contre le fonctionnaire public par l'article 26 de la même loi. Toutefois ces copies, extraits ou expéditions peuvent être délivrés par les cadis sur papier d'une dimension inférieure à celle du papier moyen ou d'expédition.

Art. 68. — Toutes les expéditions des jugements et actes des cadis ou des juges de paix statuant en matière musulmane qui emportent transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, les baux à ferme, à loyer ou à rente, les sous-baux, cessions ou subrogations de baux et les engagements de biens immobiliers, sont soumis à l'enregistrement dans les conditions déterminées par les décrets du 16 octobre 1878 et du 22 décembre 1888.

La traduction des actes reçus et des jugements rendus par les cadis, destinée à assurer la perception des droits d'enregistrement, est faite, dans les cantons qui ne sont pas le siège de tribunaux de première

instance, par l'interprète judiciaire de la justice de paix ; dans les autres cantons, par l'interprète judiciaire du tribunal, et à Alger par les interprètes de la cour.

Pour tous les autres actes, l'enregistrement n'est de rigueur que lorsqu'il en est fait usage, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée.

Il n'est point apporté de modification, pour les jugements et actes autres que ceux qui sont mentionnés dans les articles précédents, aux dispositions établies, relativement aux droits de timbre et d'enregistrement, par les lois, ordonnances, décrets et arrêtés réglant la matière en Algérie.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 69. — Le montant des amendes prononcées en vertu des dispositions du présent décret est versé dans la caisse du receveur des contributions diverses. Le produit en est réparti conformément aux lois et règlements suivis pour les amendes de police correctionnelle.

Art. 70. — Le présent décret et le tarif y annexé seront traduits en arabe, et un exemplaire en sera remis à chaque cadi, bachadel ou adel.

Art. 71. — Le tarif des droits à prélever par les cadis et autres agents de la justice musulmane est fixé par le tarif joint au présent décret.

Art. 72. — Le présent décret est exécutoire dans tout le territoire de l'Algérie, à l'exception des ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, qui restent provisoirement soumis au décret du 29 août 1874, et des territoires de commandement, sous réserve de ce qui est dit aux articles 29, 37 et 40 du présent décret.

Art. 73. — Conformément au décret du 13 septembre 1881 et tant qu'aucune disposition nouvelle rendue dans la même forme n'aura modifié ce décret, le gouverneur général, par délégation du garde des sceaux, ministre de la justice, rend les arrêtés prévus par les articles ci-dessus, sur les questions qui concernent la justice musulmane.

Art. 74. — Les dispositions des articles 26 et suivants du présent décret sont étendues aux juges de paix de Bouira, d'Ain-Bessem, de Palestro et de Mansourah, statuant en matière civile, commerciale, mobilière et immobilière, sans préjudice des attributions qui leur sont conférées par le paragraphe 2 de l'article 8 ci-dessus, en matière de statut personnel et de droits successoraux.

Art. 75. — Sont applicables à tous les membres des tribunaux musulmans, dans le Tell et le Sahara, pour faits relatifs à leurs fonctions judiciaires, les dispositions du livre II, titre IV, chapitre III, section II, du code d'instruction criminelle.

Art. 76. — Les emplois d'assesseurs arabes et kabyles près les justices de paix des arrondissements judiciaires de Bougie et de Tizi-Ouzou et près les justices de paix de Bouira, d'Ain-Bessem, de Mansourah, et de Palestro sont supprimés.

Toutefois, en matière de statut personnel, le juge de paix peut, d'office ou sur la demande de toutes les parties en cause, se faire assister du cadi-notaire ou de son suppléant ; en cas d'empêchement de l'un ou l'autre de ces fonctionnaires, il est assisté d'un notable préalablement

désigné par le procureur général. Cet assesseur a voix consultative et ne perçoit aucune vacation de ce chef.

Dans les contestations entre arabes, l'indigène appelé ainsi à assister le juge de paix est Arabe ; dans les contestations entre Kabyles, il est Kabyle ; et dans celles entre Arabe et Kabyle, un Arabe et un Kabyle sont désignés, s'il y a lieu, et pris parmi les personnes mentionnées ci-dessus.

Art. 77. — Sont abrogés :

L'article 34 et le paragraphe 4 de l'article 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

Le décret du 31 décembre 1859 ;

Le décret du 13 décembre 1866 ;

L'article 13, le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 14, les articles 15 et 16 et les deux derniers paragraphes de l'article 17 du décret du 8 janvier 1870 ;

Les articles 5 et 8 du décret du 29 août 1874 ;

L'arrêté du gouverneur général du 3 décembre 1874 ;

Le décret du 27 avril 1877 ;

Les articles 3, 4, 5, 6 et 7 du décret du 25 mars 1879 ;

Le paragraphe 2 de l'article 6 du décret du 7 janvier 1883 ;

Le paragraphe 3 de l'article 2 du décret du 4 juin 1885 ;

Le décret du 10 septembre 1886 ;

Et généralement toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 78. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 17 Avril 1889.

CARNOT.

---



## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

L'Empereur d'Autriche a rendu visite à l'Empereur d'Allemagne à Berlin.

Le *Messenger de l'empire* a, le 12 août, publié en tête de ses colonnes l'adresse de bienvenue suivante :

Le peuple allemand se joint à son empereur pour saluer, dans la personne de l'empereur François-Joseph, un ami et un allié de notre souverain, le chef d'une nation voisine à laquelle nous sommes unis par la tradition historique, par la communauté des intérêts et par l'amour de la paix.

Les dures épreuves qui ont atteint l'empereur François-Joseph n'ont pas brisé son courage héroïque ; la douleur qui a rempli son âme n'a jamais dominé ses devoirs de monarque et il donne un exemple éclatant à son peuple.

L'Allemagne honore dans son hôte un prince qui a, pendant quarante ans, donné le bonheur à une nation amie, et lui rend un profond hommage. Que l'empereur François-Joseph, l'ami de l'Allemagne, le noble et puissant allié, soit le bienvenu ! Que Dieu le conserve à son peuple et à nous !

Le 14 août, a eu lieu un dîner de gala.

Quand Guillaume II se leva pour porter le toast attendu, toute l'assemblée se leva avec lui. Il prononça avec sa décision d'accent habituelle les paroles suivantes :

C'est avec un cœur ému de joie que je souhaite la bienvenue à Votre Majesté dans ma capitale et dans la salle même où feu mon grand-père l'a saluée pour la dernière fois. En entendant les acclamations enthousiastes qui l'ont accueillie, Votre Majesté a dû sentir combien sont chaleureux et vivaces les sentiments d'amitié qui, depuis des siècles, lient nos deux peuples. Mon armée surtout, dont Votre Majesté a pu voir une partie, est fière d'avoir pu se présenter au coup d'œil militaire éprouvé de Votre Majesté.

Mon peuple et mon armée maintiendront fidèlement l'alliance que nous avons conclue ; mes soldats savent qu'il leur incombe de protéger la paix, avec l'aide de la brave armée austro-hongroise, et que, si telle est la volonté de la Providence, ils devront combattre aux côtés de leurs camarades.

C'est dans ces sentiments que je lève mon verre, et je bois à la santé de Votre Majesté, à la maison régnante d'Autriche-Hongrie et à nos braves camarades austro-hongrois.

Après la triple acclamation qui suivit ce toast, l'empereur François-Joseph s'est levé, tandis que la musique jouait l'hymne de Haydn, et il a lu à son tour le toast suivant :

Je remercie mon frère impérial du toast qu'il a porté en termes si chaleureux

dans cette salle qui est si pleine de souvenirs pour moi. Je suis reconnaissant de la réception brillante qui m'a été faite ainsi que de l'accueil touchant que m'a fait la population et de la grande cordialité qui m'entoure ici, au milieu d'alliés fidèles. Enfin, avec un souvenir reconnaissant pour les sentiments que j'éprouve sur tous les points de ce vaste empire, je lève mon verre et je bois à la santé de l'ami et allié qui est si près de mon cœur, à la fraternité indissoluble de cette valeureuse armée et de la mienne, et à l'augmentation et renforcement des garanties de la paix pour le plus grand bien des Etats alliés et des peuples alliés, ainsi que de l'Europe entière. Vivent Sa Majesté l'empereur et roi, Sa Majesté l'impératrice-reine et toute la maison régnante !

Ensuite, les deux empereurs se serrèrent cordialement les mains et se saluèrent de l'air le plus amical. L'empereur d'Autriche a bu ensuite à la santé du prince de Bismarck, qui s'est levé et a vidé son verre, tandis que Guillaume II buvait à la santé du comte Kalnoky, de M. Szoecyenyi, son adjoint au ministère des affaires étrangères, et du général de Beck.

On mande de Tokio à la *Gazette nationale de Berlin* que, le 11 juin, il a été signé à Berlin, entre l'Allemagne et le Japon, un traité d'une haute importance politique.

Jusqu'ici les Allemands, comme les autres étrangers, étaient soumis à la juridiction consulaire ; par contre, ils ne pouvaient s'établir que sur certains points du territoire, et ce n'est qu'avec des restrictions particulières qu'ils pouvaient entreprendre des voyages à l'intérieur. A partir du 11 février de l'année prochaine, date de l'entrée en vigueur du traité, tout sera changé pour les Allemands : le Japon sera ouvert à ces derniers. Par contre, ils seront soumis à la juridiction japonaise. Afin que l'exercice de la justice offre des garanties suffisantes, les cours de l'instance supérieure d'appel seront composées en majeure partie de non-Japonais.

Le traité est conclu pour douze ans.

Dans une de ses séances du mois d'août, le Conseil fédéral a définitivement arrêté les comptes relatifs à l'indemnité de guerre payée par la France.

Il a été décidé que le montant des sommes disponibles et destinées à l'ancienne Confédération de l'Allemagne du Nord, s'élevant à 2,773,372 marcs, sera répartie entre les différents Etats.

Les recettes provenant de l'indemnité de guerre se sont élevées à 4 milliards 207,402,808 m. 42 pf. Sur cette somme ont été prélevées : a. 1° les dépenses de toute la communauté, s'élevant à 1,826,078,102 m. 53 pf. ; 2° celles de la communauté composée des Etats du Wurtemberg, de Bade, de la Hesse du Sud et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, s'élevant (après déduction de la somme de 557,536 m., montant des intérêts versés à cette communauté) à la somme de 19,371,464 m. ; 3° celles de la communauté composée du pays de Bade, de la Hesse du Sud et de la Confédération de l'Allemagne du Nord (à l'exclusion des frais de rétablissement en vertu de la loi du 2 juillet 1873), s'élevant (après déduction de la somme de 7,362,555 m., montant des intérêts versés à cette communauté), à la somme de 2,758,138 ; 4° celles de la Confédération de l'Allemagne du Nord (y compris les frais de rétablissement relatés au 3°), s'élevant (après déduction de la somme de 21,524,701 m., montant des recettes de la Confédération), à la somme de 1,466,332,141 m. ; b. les parts afférentes à la Bavière (270,865,658 m.), au Wurtemberg (84,438,088), au grand-duché de Bade (61,380,516 m.), à la Hesse du Sud (28,902,326 m.), à la Confédération de l'Allemagne du Nord (446,273,372 m.) ; total 4,207,402,808 m., égal à la somme énoncée ci-dessus.

## AMÉRIQUE DU SUD

Nous empruntons à la *Revue Sud-Américaine*, du 31 mars dernier, les renseignements qui suivent au sujet des travaux du Congrès de droit international Sud-Américain de Montevideo, clos le 18 février dernier.

Dans une assemblée de plénipotentiaires, diplomates et jurisconsultes les plus distingués de sept puissances sur dix que compte l'Amérique du Sud, ont été discutés, élaborés et signés, huit traités qui règlent la condition, au point de vue civil et commercial, de leurs citoyens respectifs, devant la souveraineté et la juridiction des Etats représentés par les ministres signataires.

Au nom des Gouvernements de la République Argentine, de l'Empire du Brésil, des Républiques de Bolivie, du Chili (1), du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay, sont aujourd'hui jetées les bases d'un Code de droit international sud-américain qui n'attend plus que la sanction législative des Etats et qui embrasse les matières suivantes :

- 1° Traité de droit civil international ;
- 2° Traité de droit commercial international ;
- 3° Traité sur la propriété littéraire et artistique ;
- 4° Traité de droit pénal international ;
- 5° Traité de droit de procédure ;
- 6° Traité de marques de commerce et de fabrique ;
- 7° Traité de brevets d'invention ;
- 8° Convention sur l'exercice des professions libérales ;
- 9° Protocole additionnel sur l'application des lois des Etats contractants.

Le premier établit, en principe, que la condition des personnes, au point de vue du domicile, du mariage, de la famille, des relations des conjoints, des droits du père, de la filiation, de la tutelle et de la curatelle, des biens, des actes juridiques, des capitulations matrimoniales, des successions, est régie par les lois du pays de résidence, de contraction du mariage, ou bien par celles du pays où sont situés les biens, où doivent porter leurs effets lesdits actes juridiques, etc., etc.

Le second stipule que les commerçants et les actes de commerce sont soumis aux lois du pays où ils exercent et où ils sont effectués. Il fixe aussi à peu près dans le même sens le régime des sociétés (sujettes aux lois du pays de domicile), des assurances terrestres et maritimes et sur la vie (régies par les lois du pays où réside la personne et où se trouve le bien qui fait l'objet de l'assurance au moment du contrat), des collisions, abordages et naufrages, des contrats de fret, des prêts à la grosse ou sur risques maritimes, des gens de mer, des avaries, des lettres de change.

Le troisième reconnaît et protège les droits de propriété littéraire et artistique dans les Etats signataires et d'après les lois respectives de ceux-ci.

Le quatrième établit la juridiction des lois des nations contractantes, sur tous délits commis sur leur territoire respectif quelle que soit la nationalité des parties, règle le droit d'asile, fixe le régime et les procédés d'extradition, règle la prison préventive.

Le cinquième établit que la procédure judiciaire sera celle du lieu où le procès aura été intenté, fixe le régime des légalisations, l'exécution des sentences et des décisions arbitrales en matières civiles ou commerciales, lesquelles auront

(1) Le Chili n'a pas signé les Traités de droit civil et de droit pénal, les regardant comme contraires à sa législation.

dans le territoire de tous les Etats signataires la même force que dans le pays où elles auront été prononcées.

Le traité des marques de commerce et de fabrique donne à toute personne à qui il aurait été accordé l'usage exclusif d'une marque par l'un des Etats contractants le même droit dans tous les autres Etats.

Il en est de même pour les brevets et privilèges d'invention à la condition d'avoir fait enregistrer lesdits brevets et privilèges dans les autres Etats dans le délai d'un an.

Enfin, la convention sur l'exercice des professions libérales reconnaît valide et donnant droit d'exercer, dans tous les Etats contractants, tout titre ou diplôme accordant ce droit chez l'un d'entre eux.

Un protocole additionnel établit que les lois des Etats signataires seront appliquées dans les cas et la forme prévus par les précédents traités et conventions, que l'intéressé soit national ou étranger.

Tels sont, en résumé, la portée et l'esprit des traités de droit international qui viennent d'être signés en janvier et février.

Le texte de ces traités donnera, mieux que tout commentaire, une idée du grand pas que le Congrès de Montevideo vient de faire faire au droit international sud-américain et du puissant instrument de pacification et d'union qu'il constitue, en écartant, par la conciliation des droits de souveraineté de tous, les conflits de juridiction qui peuvent troubler la bonne harmonie des Etats.

Les traités signés *ad referendum* ne tarderont sans doute pas à entrer dans le domaine pratique avec la sanction définitive des puissances intéressées. Déjà M. le ministre des Affaires étrangères de la République Argentine a annoncé, dans son magnifique discours de clôture du Congrès, que son gouvernement était prêt à signer toutes les conventions élaborées.

Les autres nations américaines et les puissances européennes pourront donner leur adhésion aux traités, et l'on ne saurait trop insister sur l'utilité d'une telle adhésion pour ces dernières qui doivent se préoccuper, de concert avec les nations sud-américaines, avec lesquelles elles ont de si grands intérêts communs, de régler la condition civile, juridique et commerciale de leurs nationaux émigrés, le régime du commerce et de la navigation, d'assurer la protection de leurs marques de fabrique et commerciales, si souvent falsifiées par une concurrence déloyale et illégitime et de leur production littéraire que s'approprient si avidement sans compensation les lettres et la presse sud-américaines.

Le Congrès de Montevideo peut donc acquérir une plus grande portée qu'on ne le croit, de prime abord, au point de vue des relations correctes, régulières et fondées sur un droit commun international, non-seulement des nations sud-américaines entre elles, mais encore avec toutes les puissances des deux mondes.

Son initiative restera l'un des plus beaux titres de gloire des Républiques Argentine et de l'Uruguay ; car plus fécond et plus efficace que tant de congrès ou de projets de congrès sud-américains, éclos depuis l'indépendance, le Congrès de Montevideo a, en créant un droit civil et commercial international sud-américain, le plus approché de la réalisation de la devise *pluribus unum*, par la pratique de laquelle l'Amérique Latine doit et peut arriver, grâce à l'union et à la cohésion de ses propres forces, et mieux qu'en se faisant la protégée et la satellite de la République du Nord, à peser dans le concert universel, à faire respecter ses droits, à rendre inviolable sa souveraineté, à multiplier ses forces morales et matérielles de progrès.

LOUIS GUILLAINE.

— Nous empruntons au même journal les discours prononcés à la séance de clôture du 18 février, par le ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, M. Garcia Lagos, et le ministre des Affaires étrangères de la République Argentine, M. Quirino Costa.



M. Garcia Lagos a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

Dans un jour mémorable pour mon pays, au milieu des démonstrations les plus sympathiques, j'inaugurais, il y a six mois, les sessions du Congrès International.

Une pensée grande et généreuse nous inspirait, et les mêmes aspirations nous dominaient tous : le succès de la tâche que nous allions entreprendre tout en ne nous faisant aucune illusion sur les difficultés de cette entreprise où d'autres avaient échoué.

Pleins de confiance dans le travail fait en commun et dans le résultat obtenu, il me reste l'insigne honneur de prendre la parole pour la dernière fois pour vous adresser, au nom du Président de la République, toutes mes félicitations pour l'heureux succès qui a couronné les travaux de Messieurs les Plénipotentiaires.

Ces travaux sont aujourd'hui terminés.

Une série de traités qui constituent un véritable code de droit international privé ont été soumis à l'approbation de tous les Gouvernements qui s'étaient fait représenter au Congrès.

Ces traités sont le système le plus pratique qu'on ait enregistré jusqu'ici dans les annales diplomatiques.

Il n'y a, Messieurs, en m'exprimant ainsi, nulle exagération de ma part, car nous pouvons avancer que dans les travaux que nous avons faits, nous avons toujours consulté les juriconsultes les plus éminents et les plus grands penseurs modernes, ce qui nous a permis d'arriver à des solutions justes dans des questions qui se présentaient comme de véritables problèmes de jurisprudence internationale chez d'autres peuples qui se trouvent dans des conditions politiques et sociales différentes de celles où sont placés les pays représentés dans ce Congrès.

Tenant compte parfois de ces précédents ou s'éloignant d'eux pour se conformer à des principes plus en harmonie avec le caractère et les besoins particuliers à nos peuples, le Congrès a réussi à établir des règles fixes pour la solution des conflits créés par la divergence des lois relatives aux rapports privés tant dans la vie civile que dans les affaires commerciales et le trafic maritime. Il a également obtenu de pouvoir concilier les exigences de la justice répressive des Etats avec le droit de liberté individuelle.

Le Congrès a consacré le droit de propriété littéraire, artistique et industrielle dans les limites fixées par l'intérêt social. Il a déterminé des franchises pour l'exercice des professions libérales, et il a aussi fixé la juridiction à laquelle sont soumis les rapports juridiques qui touchent les personnes, les actes et les biens ainsi que les règles particulières qui doivent être observées dans les décisions prises en matière de procès, faisant passer avant tout et affirmant dans le vaste champ qu'elles embrassent le principe du respect mutuel du territoire qui est le gage essentiel de la souveraineté des Etats.

Aujourd'hui, Messieurs, vous avez terminé votre mission et, qui plus est, vous l'avez terminée avec sagesse et un esprit libéral et progressiste digne de l'Amérique.

Ce service si précieux que vous avez rendu au développement de nos relations internationales et à la science du droit sera accueilli par les applaudissements des peuples des deux rives de la Plata représentés dans cette fête solennelle par leurs magistrats les plus illustres.

Nous faisons les vœux les plus ardents pour que cette œuvre soit plus grande encore et que, en franchissant les frontières de notre continent, elle puisse avoir bientôt l'adhésion des Etats de l'Europe et de l'Amérique, ce qui ne pourra que la consolider, lui donner de la stabilité et affirmer les droits et le bien-être de tous, sous l'égide de nos institutions.

Avant de nous séparer, nous qui avons pris part à vos pénibles travaux, permettez-nous de vous serrer la main et de vous féliciter bien sincèrement du succès que vous avez obtenu. Nous pouvons vous donner l'assurance que M. le

Président de la République fera ce qu'il a promis dans son dernier message relativement à la sanction des traités.

Je salue, avec un profond respect, les illustres présidents des Républiques de la Plata à qui l'on doit la réunion de ce Congrès ainsi que les chefs d'Etat qui vous ont prêté leur puissant appui.

Je déclare la session close.

#### DISCOURS DE M. LE DOCTEUR QUIRINO COSTA

Messieurs,

J'ai à vous exprimer les félicitations que vous adresse le Gouvernement argentin pour le résultat de vos travaux, qui doivent contribuer à resserrer les liens entre les peuples sud-américains, les unissant encore plus sous l'empire d'une législation commune, relative aux principes de droit qui ont été l'objet de vos délibérations.

Huit traités internationaux, tel est le fruit de vos travaux. Si pour chacun d'eux l'harmonie parfaite dans les opinions n'a pu être obtenue, on doit pourtant reconnaître l'esprit de patriotisme et de fraternité qui animait chacun des membres du Congrès. Il reste aux gouvernements à chercher à loisir les solutions qui importent aux intérêts communs ; il leur reste à se mettre d'accord sur diverses questions de forme et diverses questions fondamentales, en cherchant à les rendre compatibles avec la législation propre à chaque pays.

Etant donnée la grandeur du programme des travaux, vous n'avez eu que peu de temps pour aborder sous toutes leurs faces, les problèmes les plus compliqués du droit international privé, que vous avez envisagé au point de vue universel comme l'envisagent les écrivains célèbres, comme le demandent les progrès de la science qui a pour but d'agrandir sans cesse son domaine. Et en le faisant, vous avez obéi aux progrès modernes, qui chaque jour étendent le champ de la science du droit international à mesure que les rapports entre les peuples deviennent et plus intimes et plus fréquents.

Vous avez formulé les règles les plus conformes avec les principes du droit. Vous avez fait des lois sur les personnes, les choses et les actes et ainsi vos traités réglementent la partie civile, la partie commerciale et la partie pénale. Vous avez complété vos travaux par les déclarations les plus avancées au sujet de la propriété littéraire qui, comme les autres biens, doit être reconnue par nos lois fondamentales et par des gouvernements qui ont des rapports si considérables avec le vieux monde, qui, nous envoie non-seulement des capitaux et des bras, mais aussi les œuvres scientifiques et littéraires de ses grands penseurs.

Aucune nation ne pourra se sentir blessée par les conclusions auxquelles est arrivé le Congrès International Sud Américain. Loin de là, les nations européennes verront dans ces conclusions une nouvelle preuve que l'on a cherché à proclamer des principes capables de resserrer les bonnes relations avec les peuples, avec lesquels nous échangeons nos produits, avec lesquels nous partageons nos richesses.

Messieurs, il fut un temps où le génie de Bolivar rêvait la réalisation d'un grand Congrès pour organiser une confédération sud-américaine. Il fut un temps où l'esprit fécond de Montegudo, donnant un corps à l'idée du grand capitaine, dicta de sa parole virile le programme d'une assemblée des représentants des gouvernements de cette partie de l'Amérique.

On cherchait une alliance offensive et défensive contre toute nation européenne quelle qu'elle fût, et c'est dans ce but que fut réuni le Congrès de Panama.... Mais l'Aigle de l'Equateur ne fut pas aussi heureux dans cette tentative que lors de l'étreinte de Guyaquil qui rejeta de l'autre côté des mers le Lion des Andes, inspiré à ce moment solennel des sentiments du plus pur patriotisme, et comme illuminé d'un rayon de l'astre sublime qui se leva à la journée d'Ayacucho, dans laquelle le dernier coup de canon annonça au monde entier que ces Républiques, destinées à devenir l'orgueil des races latines, étaient désormais indépendantes et libres.

Déjà, Messieurs, San Martin avait prévu, en présence des neiges éternelles, donnant des armes au bras robuste d'O'Higgins, que la liberté du Chili serait conquise à Chacabuco, après avoir traversé avec ses canons les montagnes les plus imposantes, les plus inaccessibles du globe, pour cimenter à nouveau le pacte entre les Chiliens et les Argentins qui, vainqueurs à Maipu, avaient porté triomphants jusqu'aux confins de l'Amérique les étendards des deux nations.

Après le Congrès de Panama, d'autres eurent lieu dans le même but. C'était la période embryonnaire des peuples qui venaient de s'affranchir. Souvent la foi en l'avenir leur manquait ; et croyant que des ennemis au-delà des mers les épiaient sans cesse, ils voyaient leurs forces diminuées par l'anarchie qui, née pendant les combats, grandissait chaque jour une fois l'ennemi commun vaincu.

Ces dangers ont disparu et les nations sud-américaines vivent heureuses au milieu de la paix et des progrès avec lesquels elles termineront le xix<sup>e</sup> siècle pour assurer leur grandeur et leur puissance au xx<sup>e</sup> siècle qui, comme on l'a dit, sera le siècle de l'Amérique.

Avec une foi profonde dans les grandes destinées qui sont réservées à chacun des peuples sud-américains, grâce à leurs relations étroites avec le vieux monde, obligés à faire prévaloir la raison, et occupés de mettre en valeur leurs infinies sources de richesses, chaque nation est maîtresse de son sort ; mais assurer l'avenir de l'Amérique du Sud incombe à toutes ; leurs fils doivent désirer que l'on dise toujours des Etats qui forment cette Amérique du Sud : Tous pour un, un pour tous.

Messieurs, la grandeur des peuples de cette partie du continent, sa puissance comme entité autonome, dépendent aujourd'hui de la paix, de la liberté et du développement de ses propres forces, augmentées encore par d'autres forces qu'elle saura s'adjoindre, qui formeront avec elle un tout harmonique, qui enfin, sans jamais perdre le souvenir de leur origine glorieuse, développeront de grandes horizons au travail et à l'action collective ou individuelle conformément aux lois.

Les alliances contre les peuples du vieux monde avaient leur raison d'être pendant la lutte pour l'indépendance, et même après ces combats, alors que l'Europe pouvait être dominée par une seule volonté et que la politique de ses gouvernants était une politique d'aventures et de conquêtes.

Aujourd'hui il existe en Amérique, au Nord, une grande nation, au sud des Etats florissants, occupant un rang très digne parmi les peuples civilisés ; bien plus, pour faire laire les craintes des temps passés, nous avons resserré les liens qui nous unissent à l'Europe, par le commerce chaque jour plus étendu, par l'immigration qui nous arrive et qui a commencé à peupler nos déserts, enfin par le respect que nous nous inspirons mutuellement avec la vieille Europe : tout cela nous permet de nous considérer comme des agents indispensables aux progrès du monde.

Nous n'avons donc qu'à serrer les rangs comme aux temps héroïques de notre histoire ; mais nous avons aussi à nous considérer comme frères comme autrefois et à chercher dans les inspirations du patriotisme, dans l'évocation des mânes de nos illustres prédécesseurs, les moyens d'éviter toujours les conflits sanglants capables de compromettre le grandiose avenir qui nous est réservé.

Messieurs, quand on lit les comptes-rendus de vos sessions, on reconnaît l'importance de vos travaux. La science et l'expérience que révèlent les règlements internationaux auxquels vous êtes arrivés, parlent hautement en faveur de vos gouvernements et les jurisconsultes de l'Europe et de l'Amérique qui attendent avec tant d'intérêt les résultats du Congrès, vous seront toujours reconnaissants de vos travaux qui ont sauvegardé les intérêts de l'Amérique du Sud, comme ils sont encore reconnaissants au Congrès qui eut lieu à Lima il y a quelques années, sous les auspices du Gouvernement péruvien.

On doit reconnaître aussi le concours intelligent et patriotique qu'ont prêté au Congrès les gouvernements du Paraguay et de la Bolivie. On dira toujours que sur les bords de la Plata, dans la capitale de la République Orientale de



l'Uruguay, qui a mérité le nom glorieux de Nouvelle Troie, s'est réuni le premier Congrès Sud-Américain où ont été élaborées des règles qui pour toujours éviteront tout conflit entre les lois de sept Etats souverains, où a été réalisé ce qui pour beaucoup paraissait être une utopie et qui avait été impossible jusqu'alors pour les peuples qui occupent le premier rang parmi les nations.

Parmi les peuples récemment nés, qui ont lutté un demi-siècle pour arriver à se constituer, chacun a eu son moment solennel dans les diverses époques de son histoire. Où que vous portiez vos regards dans le monde, partout dans les républiques et les monarchies vous trouverez les traces des efforts faits sans cesse par les peuples pour occuper le premier rang parmi les nations, par des institutions libres et les progrès matériels qu'ils ont sans cesse essayé d'obtenir par le travail.

Il y a peu de temps nous avons eu le spectacle solennel de l'abolition de l'esclavage au Brésil, fait grandiose auquel l'univers entier a applaudi, et qui révèle la grandeur d'âme, l'esprit de justice et d'humanité de l'Empereur Pedro II, qui a su réaliser cette œuvre généreuse au milieu de l'enthousiasme du peuple aux destinées duquel il préside.

Le Congrès de Montevideo, Messieurs, offre cet autre spectacle grandiose de nous montrer tous unis, rendant les peuples solidaires les uns des autres par des traités solennels. Et tous savent que, en présence de l'union des peuples, l'union des gouvernants est la conséquence logique et forcée.

Messieurs, en déclarant au nom de mon Gouvernement, que vos sessions sont closes, je dois vous dire que comme une preuve de l'estime et de l'approbation que méritent vos travaux, le premier acte de M. le Président de la République Argentine sera d'approuver les huit traités que vous avez élaborés et de les recommander à la sanction du pouvoir législatif.

Et, maintenant, Messieurs, je vous demande de vous lever pour rendre grâce à la Providence de la bonne issue de vos travaux et pour rendre un hommage de respectueuse considération au peuple oriental et aux gouvernants qui nous donnent une si cordiale hospitalité. Le rôle rempli par la République Orientale au Congrès International Sud-Américain sera une gloire pour elle et figurera toujours à la page d'honneur de son histoire.

J'ai dit.

## Traité de droit commercial international.

### TITRE I. — DES ACTES DE COMMERCE ET DES COMMERÇANTS.

Article premier. — Les actes juridiques sont considérés comme civils ou commerciaux conformément aux lois du pays où ils s'effectuent.

Art. 2. — Le caractère de commerçant est déterminé par la loi du pays où la personne a établi son négoce.

Art. 3. — Les commerçants et agents auxiliaires du commerce sont soumis aux lois commerciales du pays où ils exercent leur profession.

### TITRE II. — DES SOCIÉTÉS.

Art. 4. — Le contrat de société est régi tant en sa forme que relativement aux rapports entre les associés et entre la société et les tiers, par la loi du pays où cette société a son siège commercial.

Art. 5. — Les sociétés ou associations qui ont le caractère de personne juridique sont régies par les lois du pays de leur siège social ; elles sont reconnues de plein droit comme telles dans les Etats, et comme capables d'user dans ces Etats de leurs droits civils et d'ester en justice.

Pour les actes relevant de l'objet même de leur institution, elles se conforment aux prescriptions établies dans l'Etat où elles ont l'intention d'agir.

Art. 6. — Les succursales ou agences constituées dans un Etat par une société établie dans un autre Etat sont considérées comme domiciliées au



lieu même où elles exercent et soumises à la juridiction des autorités locales, en ce qui concerne les opérations auxquelles elles se livrent.

Art. 7. — Les juges du pays où la société a son domicile légal sont compétents pour connaître des différends qui surgissent entre les associés ou des procès intentés par les tiers à la société.

Toutefois, si une société domiciliée dans un Etat réalise dans un autre Etat des opérations nécessitant l'intervention des tribunaux, elle peut être citée devant les tribunaux de ce dernier Etat.

### TITRE III. — DES ASSURANCES TERRESTRES, MARITIMES ET SUR LA VIE.

Art. 8. — Les contrats d'assurances terrestres ou pour les transports par fleuves ou eaux intérieures sont régis par la loi du pays où est situé l'objet assuré, au moment de la signature du contrat.

Art. 9. — Les assurances maritimes ou sur la vie sont régies par les lois du pays où est domiciliée la société d'assurances ou ses succursales et agences, conformément à l'article 6.

Art. 10. — Sont compétents pour statuer sur les réclamations faites contre les sociétés d'assurances, les tribunaux du pays dans lequel ces dites sociétés ont leur domicile légal.

Si ces sociétés ont des succursales établies en d'autres Etats, les dispositions de l'article 6 les régissent.

### TITRE IV. — DES COLLISIONS, ABORDAGES ET NAUFRAGES.

Art. 11. — Les collisions et abordages relèvent de la loi du pays dans les eaux duquel ils se sont produits et demeurent soumis à la juridiction des tribunaux de ce même pays.

Art. 12. — Si les collisions et abordages ont lieu dans des eaux neutres, la loi applicable est la loi de la nation dont les navires portent le pavillon.

Si les navires portent un pavillon différent, les collisions et abordages relèveront de la loi du pays qui sera le plus favorable au navire auquel on demande les dommages et intérêts.

Au cas prévu par l'article précédent, la connaissance de l'affaire incombe aux tribunaux du pays où l'un des navires arrive le premier.

Si les navires touchent à des ports situés en différents pays, le jugement prévaudra qui sera porté par les autorités qui auront, les premières, eu connaissance des faits.

Art. 13. — Dans les cas de naufrages seront compétentes les autorités du territoire maritime où le sinistre aura eu lieu.

Si le naufrage a lieu dans des eaux neutres, auront à se prononcer les tribunaux du pays indiqué par le pavillon du navire ou les tribunaux du pays où est domicilié, au moment où commence le procès, le capitaine à qui on demande des dommages et intérêts, au choix du demandeur.

### TITRE V. — DU FRET.

Art. 14. — Le contrat de fret est régi par les lois et tribunaux du pays où est domiciliée l'agence maritime avec laquelle traite l'armateur.

Si le contrat de fret a pour objet le transport de marchandises ou de passagers entre différents ports d'un même Etat, ce contrat est régi par les lois de cet Etat.

Art. 15. — Si l'agence maritime n'existait pas à l'époque où commence le procès, le contrat relève des tribunaux du pays où réside l'armateur ou l'un quelconque des intéressés ou des représentants de la société.

Si c'est le capitaine du navire frété qui intente le procès, il pourra porter sa demande devant les tribunaux du pays où est domicilié l'armateur.

### TITRE VI. — DES PRÊTS A LA GROSSE OU DES RISQUES MARITIMES.

Art. 16. — Le contrat de prêt à la grosse est régi par la loi du pays où se fait le prêt.

Art. 17. — Les sommes prises à la grosse pendant le dernier voyage ont, pour le paiement, la préférence sur les dettes contractées pour la construction ou l'achat du navire, et sur l'argent pris à la grosse dans un voyage antérieur.

Les prêts faits pendant le voyage, auront la préférence sur ceux faits avant le départ du navire et si les prêts faits au cours du voyage sont nombreux ils auront pour le paiement la préférence en raison inverse de leur date, le dernier en date sera remboursé avant celui qui le précède.

Les prêts faits au port seront remboursés au prorata.

Art. 18. — Les questions qui s'élèvent entre le prêteur et l'emprunteur sont soumises à la juridiction des tribunaux du pays où se trouvent les biens sur lesquels le prêt a été fait.

Au cas où le prêteur ne pourrait opérer le recouvrement des sommes prêtées par la vente des biens, il pourra avoir recours aux tribunaux du pays où le contrat a été signé ou du pays où habite l'emprunteur.

#### TITRE VII. — DES EQUIPAGES.

Art. 19. — Les traités d'engagement pour les employés ou les équipages sont régis par la loi du pays où se contracte cet engagement.

Art. 20. — Tout ce qui concerne l'ordre intérieur du navire et les obligations des employés et de l'équipage est régi par les lois du pays dont le navire porte le pavillon.

#### TITRE VIII. — DES AVARIES.

Art. 21. — Les avaries sont régies par la loi du pays du navire à bord duquel elles ont eu lieu.

Malgré la disposition de l'article antérieur, si ces avaries se sont produites dans la juridiction maritime d'un seul Etat, elles seront régies par les lois de ce pays.

Art. 22. — Les avaries particulières sont régies par la loi qui est applicable au contrat de fret pour les marchandises qui ont souffert ces avaries.

Art. 23. — Sont compétents pour juger des avaries communes, les juges du pays du port où se termine le voyage.

Art. 24. — Les avaries particulières seront jugées par les tribunaux du pays où doit être livrée la cargaison.

Art. 25. — Si le voyage est suspendu avant le départ du navire, ou si après son départ il se voit obligé de rentrer au port de chargement, les avaries seront jugées par les tribunaux du pays de ce port.

#### TITRE IX. — DES LETTRES DE CHANGE.

Art. 26. — La forme du tirage, de l'endossement, de l'acceptation, et du protêt d'une lettre de change sera assujettie à la loi du pays dans lequel se réalisera chacun desdits actes.

Art. 27. — Les rapports de droit résultant du tirage d'une lettre entre le tireur et le bénéficiaire seront régis par la loi du lieu d'où la lettre aura été tirée ; les rapports entre le tireur et le tiré seront soumis à la loi du domicile de ce dernier.

Art. 28. — Les obligations résultant, au profit des porteurs, du fait de l'acceptation se régleront ainsi que les exceptions auxquelles ladite acceptation pourrait donner ouverture par la loi du lieu où celle-ci aura été donnée.

Art. 29. — Les effets judiciaires résultant, entre l'endosseur et le cessionnaire, du fait de l'endossement, se régleront par la loi du lieu où la lettre aura été négociée ou endossée.

Art. 30. — Le plus ou moins d'extension des obligations des endosseurs successifs n'altère pas les droits primitivement acquis au profit du tireur et du donneur d'acceptation.

Art. 31. — L'aval est régi par la loi applicable à l'obligation garantie.

Art. 32. — Les effets juridiques de l'acceptation par intervention seront régis par la loi du lieu dans lequel le tiers se sera interposé.

Art. 33. — Dans les dispositions de ce titre sont compris les bons, billets, et tous effets de commerce en tant que lesdites dispositions pourront leur être appliquées.

Art. 34. — Les questions qui pourraient s'élever entre personnes ayant concouru à la négociation d'une lettre de change seront portées devant la juridiction du lieu où les défendeurs avaient leur domicile à la date de leur obligation ou devant le juge du domicile desdits défendeurs au jour de la demande.

#### TITRE X. — DES FAILLITES.

Art. 35. — Sont juges compétents pour se prononcer sur les faillites, les tribunaux du pays du domicile commercial du failli, alors même que la personne déclarée en faillite se livrerait accidentellement à son commerce dans une autre des succursales travaillant pour le compte de la maison principale.

Art. 36. — Si le failli a deux maisons de commerce indépendantes ou davantage, les tribunaux du pays où chacune d'elles est établie se prononceront sur la faillite.

Art. 37. — La faillite déclarée dans un pays, dans le cas prévu ci-dessus, les mesures préventives dictées par les tribunaux seront exécutées aussi sur les biens que ce failli posséderait en d'autres Etats; sans rien enlever des droits que possèdent les créanciers locaux comme le stipulent les articles suivants.

Art. 38. — Une fois les mesures prises par le moyen des Commissions rogatoires, le juge fera publier pendant soixante jours des avis donnant à connaître le fait de la déclaration en faillite et les mesures prises en conséquence.

Art. 39. — Les créanciers locaux pourront, dans le délai fixé par l'article précédent et à dater du jour suivant la publication des avis, demander un autre jugement contre le failli dans un autre Etat ou le poursuivre civilement, s'il n'y avait pas lieu à déclaration de faillite.

En ce cas les diverses procédures se poursuivront séparément, chacune suivant les lois du pays où elles auront dû être intentées.

Art. 40. — On entend par créanciers locaux, ceux-là dont les créances doivent être satisfaites au lieu même.

Art. 41. — Si plusieurs procédures à fin de faillite ou d'ordre venaient à être suivies en vertu des dispositions de ce titre, et que la liquidation partielle effectuée dans un Etat laissât un excédent quelconque en faveur du failli, cet excédent sera mis à la disposition des créanciers étrangers audit Etat et à cet effet les juges devront s'entendre entre eux.

Art. 42. — Dans le cas où, soit par application de l'article 33 du présent, soit parce que les créanciers locaux n'auraient point usé du droit que leur accorde l'article 39, il n'aura été suivi qu'une seule instance à fin de faillite, tous les créanciers présenteront leurs titres et feront valoir leurs droits devant le juge ou tribunal qui aura déclaré la faillite.

Art. 43. — Même au cas de nullité de l'instance à fin de faillite, les créanciers hypothécaires antérieurs à la déclaration de celle-ci pourront exercer leurs droits devant les tribunaux du pays où sont situés les biens hypothéqués ou engagés.

Art. 44. — Les privilèges, les créances localisées au pays de la faillite et acquises avant la déclaration de celle-ci seront respectées même dans le cas où les biens grevés de privilèges seraient transportés sur un autre territoire où il existerait, contre le même failli, un jugement de faillite ou d'ouverture d'ordre.

La disposition ci-dessus n'est applicable qu'au cas où le transport des biens aurait eu lieu dans le délai de rétroaction de la faillite.

Art. 45. — L'autorité des syndics ou représentants légaux de la faillite sera

reconnue dans tous les Etats lorsqu'elle l'aura été par la loi du pays de l'ouverture, et ils devront être admis à exercer partout où besoin sera les fonctions à eux attribuées par ladite loi et par le présent traité.

Art. 46. — Au cas de pluralité d'instances, le tribunal de la résidence du failli sera compétent pour connaître, de toute mesure, le caractère civil affectant sa personne.

Art. 47. — La réhabilitation des faillis n'aura lieu qu'après avoir été prononcée dans toutes les instances contre lui suivies.

Art. 48. — Les stipulations de ce traité en matière de faillite seront appliquées aux sociétés anonymes, quelle que soit la forme de liquidation établie par les Etats contractants pour les cas de suspension de paiement.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 49. — La ratification simultanée par toutes les nations signataires n'est pas indispensable pour la mise en vigueur de ce traité.

Celle qui l'approuvera communiquera son approbation au gouvernement des Républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay, afin que celles-ci la portent à la connaissance des autres nations contractantes.

Cette procédure remplacera l'échange de Protocoles.

Art. 50. — La ratification et l'échange opérés en la forme ci-dessus, le présent traité demeurera en vigueur dès ledit acte et pour un temps indéfini.

Art. 51. — Si quelqu'une des nations signataires croyait qu'il fût de sa convenance de se délier des effets du présent traité ou d'y introduire des modifications, elle en avisera les autres nations, mais ne pourra être déliée que deux ans après la dénonciation, délai pendant lequel on s'efforcera d'arriver à de nouveaux accords.

Art. 52. — L'art. 49 est applicable aux nations qui, n'ayant pas pris part à ce Congrès, voudraient, néanmoins, adhérer au présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des nations mentionnées, signent et scellent le présent traité au nombre de sept exemplaires.

A Montevideo, février mil huit cent quatre-vingt-neuf.

### Traité de droit civil international.

#### TITRE I. — DES PERSONNES.

Article premier. — La capacité civile des personnes est régie par les lois de leur domicile.

Art. 2. — Le changement de domicile n'altère pas la capacité acquise par émancipation, majorité ou habitation judiciaire.

Art. 3. — L'Etat, ayant caractère de personne juridique, a la capacité pour acquérir des droits et contracter des obligations dans le territoire d'un autre Etat, conformément aux lois de ce dernier.

Art. 4. — L'existence et la capacité des personnes juridiques d'un caractère privé, sont régies par les lois du pays où elles ont été reconnues comme telles.

Le caractère qu'elles revêtent les habilite pleinement pour exercer hors du lieu de leur institution toutes les actions et les droits qui leur correspondent.

Mais pour l'exercice d'actes compris dans l'objet spécial de leur institution, elles seront soumises aux prescriptions établies par l'Etat dans lequel elles exécuteront lesdits actes.

#### TITRE II. — DU DOMICILE.

Art. 5. — La loi du pays dans lequel réside la personne détermine les conditions requises pour que la résidence constitue domicile.



Art. 6. — Les pères, tuteurs, curateurs ont leur domicile sur le territoire de l'Etat par les lois duquel sont régies les fonctions qu'ils remplissent.

Art. 7. — Les incapables ont le domicile de leurs représentants légaux.

Art. 8. — Le domicile des conjoints est celui constitué par le mariage, et à défaut de celui-ci, on considère comme tel le domicile du mari.

La femme séparée judiciairement conserve le domicile du mari, tant qu'elle n'en aura pas constitué un autre.

Art. 9. — Pour les personnes qui n'auraient pas de domicile connu, on considérera comme tel le lieu de leur résidence.

### TITRE III. — DE L'ABSENCE.

Art. 10. — Les effets juridiques de la déclaration d'absence, quant aux biens de l'absent, se déterminent par la loi du pays où ces biens se trouvent situés.

Les autres rapports juridiques de l'absent continueront à être soumis à la loi qui les régissait antérieurement.

### TITRE IV. — DU MARIAGE.

Art. 11. — La capacité des personnes pour contracter mariage, la forme de l'acte, et l'existence et la validité de celui-ci sont régis par la loi du lieu où il se contracte.

Cependant les Etats signataires ne sont pas obligés à reconnaître le mariage qui se serait contracté dans l'un d'eux, quand il est entaché d'un des vices suivants :

(a) Défaut d'âge de quelqu'un des contractants : le minimum d'âge requis étant de 14 ans accomplis chez l'homme et 12 chez la femme.

(b) Parenté en ligne directe par consanguinité ou affinité, soit légitime, soit illégitime.

(c) Parenté entre frères légitimes et illégitimes.

(d) Avoir donné la mort à l'un des conjoints, soit comme auteur principal, soit complice, pour se marier avec l'autre conjoint.

(e) Un mariage antérieur non dissous légalement.

Art. 12. — Les droits et devoirs des conjoints, en tout ce qui touche à leurs relations personnelles, sont régis par les lois du domicile matrimonial.

Si les conjoints changeaient de domicile, les droits et devoirs seront régis par les lois du nouveau domicile.

Art. 13. — La loi du pays de domicile matrimonial régit :

(a) La séparation conjugale.

(b) La dissolubilité du mariage, pourvu que le motif allégué soit admis par la loi du lieu où il a été contracté.

### TITRE V. — DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

Art. 14. — La puissance paternelle en ce qui touche les droits et les devoirs personnels est régie par la loi du lieu où elle s'exerce.

Art. 15. — Les droits que la puissance paternelle confère aux parents sur les biens des enfants, ainsi que leur aliénation et autres actes qui les affectent, sont régis par la loi de l'Etat où les dits biens sont situés.

### TITRE VI. — DE LA FILIATION.

Art. 16. — La loi qui régit la célébration du mariage détermine la filiation légitime et la légitimation par mariage subséquent.

Art. 17. — Les questions de légitimité de la filiation, étrangères à la validité ou nullité du mariage, sont régies par la loi du domicile conjugal au moment de la naissance de l'enfant.

Art. 18. — Les droits et obligations concernant la filiation illégitime sont régis par la loi de l'Etat dans lequel ils doivent être exercés.

## TITRE VII. — DE LA TUTELLE ET DE LA CURATELLE.

Art. 19. — La délation de la tutelle et de la curatelle est régie par la loi du lieu de domicile des incapables.

Art. 20. — La charge de tuteur ou curateur étant admise dans quelqu'un des Etats signataires sera reconnue dans tous les autres.

Art. 21. — La tutelle et la curatelle, quant aux droits et obligations qu'elles imposent, sont régies par la loi du lieu où la charge a été admise.

Art. 22. — Les pouvoirs des tuteurs et curateurs à l'égard des biens que les incapables auraient en dehors de leur lieu de domicile seront exercés conformément à la loi du lieu où ces biens se trouvent situés.

Art. 23. — L'hypothèque légale que les lois accordent aux incapables n'aura d'effet que quand la loi de l'Etat dans lequel s'exerce la charge de tuteur ou curateur concordera avec celle de l'Etat où sont situés les biens affectés par elle.

## TITRE VIII. — DISPOSITIONS COMMUNES AUX TITRES IV, V ET VII.

Art. 24. — Les mesures urgentes qui concernent les rapports personnels entre conjoints, l'exercice de la puissance paternelle, de la tutelle et de la curatelle sont régies par les lois du lieu où résident les conjoints, pères de famille, tuteurs et curateurs.

Art. 25. — La rémunération que les lois accordent aux pères, tuteurs et curateurs et la forme de la même, sont régies et déterminées par la loi de l'Etat dans lequel ont été admises ces charges.

## TITRE IX.

Art. 26. — Les biens, quelle que soit leur nature, sont exclusivement régis par la loi du lieu où ils existent, quant à leur qualité, à leur position, leur aliénabilité absolue et relative et à tous les rapports de droit dont ils sont susceptibles.

Art. 27. — Les navires, dans des eaux juridictionnelles, sont considérés comme situés dans le lieu de matricule.

Art. 28. — Les chargements des navires, dans des eaux non juridictionnelles, sont réputés situés dans le lieu de destination définitive des marchandises.

Art. 29. — Les droits de créance sont réputés situés dans le lieu où l'obligation correspondante doit être satisfaite.

Art. 30. — Le changement de lieu des biens meubles n'affecte pas les droits acquis en vertu de la loi du pays où ils existaient au moment de leur acquisition.

Cependant les intéressés sont obligés de remplir les conditions de fond ou de forme exigées par la loi du lieu de la nouvelle situation, pour l'acquisition ou la conservation des droits mentionnés.

Art. 31. — Les droits acquis par des tiers sur les mêmes biens, conformément à la loi du lieu de leur nouvelle situation, après le changement opéré et avant de remplir les conditions requises, auxquelles il est fait référence ci-dessus, prennent sur ceux du premier acquéreur.

## TITRE X. — DES ACTES JURIDIQUES.

Art. 32. — La loi du lieu où les contrats doivent être exécutés décide s'il est nécessaire qu'ils soient faits par écrit et de la forme du document correspondant.

Art. 33. — La même loi régit :

- a. Son existence.
- b. Sa nature.
- c. Sa validité.
- d. Ses effets.
- e. Ses conséquences.

## f. Son exécution.

g. En somme, tout ce qui concerne les contrats, à quelque point de vue que ce soit.

Art. 34. — En conséquence, les contrats sur les choses certaines et individualisées sont régis par la loi du lieu où elles existaient au moment où a été conclu le contrat.

Les contrats, portant sur des choses déterminées par leur espèce, sont régis par la loi du lieu de domicile du débiteur au moment où ils ont été conclus.

Ceux ayant trait à des choses fungibles sont soumis aux lois du lieu de domicile du débiteur au moment de la célébration des contrats.

Les contrats pour prestation de services sont régis :

a. S'ils portent sur des choses, par la loi du lieu où elles existaient au moment de leur conclusion.

b. Si leur efficacité dépend de quelque lieu spécial, par la loi du lieu où ils produiront leurs effets.

c. Hors de ces cas, par la loi du lieu de domicile du débiteur au moment de la conclusion du contrat.

Art. 35. — Le contrat de permutation sur des choses situées dans des lieux différents, soumis à des lois distinctes, est régi par la loi du domicile des contractants, si ce domicile était commun au moment de la conclusion du contrat et par celle du lieu où la permutation a été conclue si le domicile était différent.

Art. 36. — Les contrats accessoires sont régis par la loi à laquelle est soumise l'obligation principale à laquelle ils ont trait.

Art. 37. — La validité des contrats conclus par correspondance ou *mandataire* est régie par la loi du lieu dont est partie l'offre.

Art. 38. — Les obligations qui naissent sans convention sont soumises à la loi du lieu où s'est produit le fait licite ou illicite dont elles procèdent.

Art. 39. — Les formes des documents publics sont régies par la loi du lieu où ils sont délivrés. Les documents privés le sont par la loi du lieu d'exécution du contrat respectif.

## TITRE XI. — DES CAPITULATIONS MATRIMONIALES.

Art. 40. — Les capitulations matrimoniales régissent les rapports des époux à l'égard des biens qu'ils possèdent au moment où elles sont conclues, et de ceux qu'ils acquièrent postérieurement, en tout ce qui n'est pas défendu par la loi du lieu où ils sont situés.

Art. 41. — A défaut de capitulations spéciales, en tout ce qu'elles n'auraient pas prévu et, en tout ce qui n'est pas défendu par la loi du lieu où sont situés les biens, les rapports des époux à l'égard desdits biens sont régis par la loi du domicile conjugal qu'ils auraient fixée d'un commun accord, avant la conclusion du mariage.

Art. 42. — S'ils n'avaient pas fixé d'avance un domicile conjugal, les rapports mentionnés sont régis par la loi du domicile du mari au moment de la conclusion du mariage.

Art. 43. — Le changement de domicile n'altère pas les rapports des époux à l'égard des biens, que ceux-ci soient acquis avant ou après le changement.

## TITRE XII. — DES SUCCESSIONS

Art. 44. — La loi du lieu où sont situés les biens héréditaires au moment du décès de la personne de la succession de laquelle il s'agit, régit la forme du testament.

Malgré cela, le testament, dressé par acte public dans un des Etats contractants, sera admis dans tous les autres.

Art. 45. — La même loi du lieu où sont situés les biens régit :

- a. La capacité de la personne pour tester.
- b. Celle de l'héritier ou légataire pour succéder.
- c. La validité et les effets du testament.
- d. Les titres et droits héréditaires des parents et du conjoint survivant.
- e. L'existence et la proportion des légitimes.
- f. L'existence et le montant des biens réservés.
- g. En somme tout ce qui est relatif à la succession légitime ou testamentaire.

Art. 46. — Les dettes qui doivent être payées dans quelqu'un des Etats contractants jouiront de la préférence sur les biens y existants au moment du décès du débiteur.

Art. 47. — Si ces biens ne suffisaient pas à satisfaire les dettes mentionnées, les créanciers percevront leurs soldes proportionnellement sur les biens laissés dans d'autres lieux, sans préjudice du droit de préférence des créanciers locaux.

Art. 48. — Quand les dettes devront être payées dans quelque lieu où le débiteur n'aura pas laissé de biens, les créanciers exigeront leur paiement proportionnel sur les biens laissés dans d'autres lieux, avec la même réserve établie dans l'article précédent.

Art. 49. — Les legs de biens déterminés par leur nature et qui n'auraient pas de lieu désigné pour leur paiement seront régis par la loi du lieu du domicile du testateur au moment de sa mort, seront payés sur les biens qu'il aura laissés dans ce domicile, et à défaut de biens ou pour le solde qui manquerait, ils seront payés proportionnellement sur tous les autres biens du testateur.

Art. 50. — L'obligation de rapporter à la succession est régie par la loi du lieu où celle-ci est exigée.

Si le rapport consiste en quelque bien meuble ou immeuble, il sera limité à la succession dont ce bien dépendra.

S'il consiste en quelque somme d'argent, le rapport se répartira entre toutes les successions auxquelles participera l'héritier, qui devra le rapport proportionnellement à sa part dans chacune d'elles.

### TITRE XIII. — DE LA PRESCRIPTION.

Art. 51. — La prescription qui éteint les actions personnelles est régie par la loi à laquelle les obligations corrélatives sont soumises.

Art. 52. — La prescription qui éteint les actions réelles est régie par la loi du lieu où est situé le bien grevé.

Art. 53. — Si le bien grevé était un bien meuble et avait changé de situation, la prescription est régie par la loi du lieu où se sera complété le temps nécessaire à la prescription.

Art. 54. — La prescription d'acquisition de biens meubles ou immeubles est soumise à la loi du lieu où ils sont situés.

Art. 55. — Si le bien était un bien meuble et avait changé de situation, la prescription est régie par la loi du lieu où se sera complété le temps nécessaire à la prescription.

### TITRE XIII. — DE LA JURIDICTION.

Art. 56. — Les actions personnelles doivent être intentées devant les juges du lieu à la loi duquel est soumis l'acte juridique, matière du jugement.

Elles pourront être également intentées devant les juges du domicile du défendeur.

Art. 57. — La déclaration d'absence doit être faite devant le juge du dernier domicile de l'absent présumé.

Art. 58. — Le procès sur la capacité ou l'incapacité des personnes pour l'exercice des droits civils doit être porté devant le juge de leur domicile.

Art. 59. — Les actions procédant de l'exercice de la puissance paternelle



et de la tutelle et curatelle, sur la personne de mineurs et incapables et de ceux-ci contre ceux-là, seront jugés, en tout ce qui les affecte personnellement, devant les tribunaux du pays où sont domiciliés les parents, tuteurs ou curateurs.

Art. 60. — Les actions portant sur la propriété, l'aliénation ou autres actes qui affectent les biens d'incapables doivent être portées devant les juges du lieu où ces biens sont situés.

Art. 61. — Les juges du lieu où la charge de tuteur ou curateur a été admise sont compétents pour connaître du jugement de reddition de comptes.

Art. 62. — Le jugement sur nullité de mariage, divorce, dissolution, et en général toutes les questions qui affectent les rapports personnels des époux, seront portés devant les juges du domicile conjugal.

Art. 63. — Seront compétents pour résoudre les questions qui surgiront entre époux sur l'aliénation, ou autres actes affectant les biens matrimoniaux, les juges du lieu où sont situés ces biens.

Art. 64. — Les juges du lieu de résidence des personnes sont compétents pour connaître des mesures auxquelles se réfère l'article 24.

Art. 65. — Les jugements relatifs à l'existence et à la dissolution d'une Société civile doivent être poursuivis devant le juge du lieu de domicile.

Art. 66. — Les jugements auxquels donnera lieu la succession pour cause de décès seront poursuivis devant les juges des lieux où se trouvent situés les biens héréditaires.

Art. 67. — Les actions réelles et les questions mixtes doivent être portées devant les juges du lieu dans lequel existait la chose sur laquelle porte l'action.

Si elles portaient sur des choses situées dans différents lieux, le jugement doit être porté devant les juges du lieu de chacune d'elles.

Art. 68. — Il n'est pas indispensable, pour la mise en vigueur de ce traité, que sa ratification de la part des nations signataires soit simultanée. Celle qui l'approuvera le notifiera aux gouvernements des République Argentine et de l'Uruguay, pour qu'elles le portent à la connaissance des autres nations contractantes. Ce procédé tiendra lieu d'échange de ratifications.

Art. 69. — L'échange effectué dans la forme indiquée, le présent traité restera en vigueur pour un temps indéfini.

Art. 70. — Si quelqu'une des nations signataires croyait utile de se délier du traité ou d'y introduire des modifications, elle en avisera les autres, mais elle ne sera déliée que deux ans après la dénonciation, terme dans lequel on tâchera d'arriver à un nouvel accord.

Art. 71. — L'article 68 peut être étendu aux nations qui, n'ayant pas pris part au Congrès, voudraient adhérer au présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des nations mentionnées le signent et scellent au nombre de sept exemplaires, à Montevideo, février 1889.

## Traité de procédure internationale.

### TITRE 1<sup>er</sup>. — PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Article premier. — Les jugements, quelle que soit leur nature, se poursuivront d'accord avec la loi de procédure de la nation sur le territoire de laquelle ils seront intentés.

Art. 2. — Les preuves seront admises et appréciées d'après la loi à laquelle est sujet l'acte juridique matière du procès.

On excepte le genre de preuves que, par sa nature, la loi du lieu où se poursuit le jugement n'autorise pas.

## TITRE II. — DES LÉGALISATIONS.

Art. 3. — La sentence ou décision homologuée rendue dans des affaires civiles et commerciales, les documents publics et autres authentiques délivrés par les fonctionnaires d'un Etat, et les commissions et lettres rogatoires, porteront leurs effets dans les autres Etats signataires, conformément aux stipulations de ce traité pourvu qu'ils soient dûment légalisés.

Art. 4. — La légalisation est considérée comme faite en due forme, quand elle se pratique conformément aux lois du pays d'où le document provient et que celui-ci est certifié par l'agent diplomatique ou consulaire qui serait accrédité dans ledit pays ou dans la localité par le gouvernement dans le territoire duquel on requiert l'exécution.

## TITRE III. — DE L'EXÉCUTION DES COMMISSIONS, SENTENCES ET DÉCISIONS ARBITRALES.

Les sentences et décisions arbitrales rendues dans les affaires civiles et commerciales dans l'un des Etats signataires auront dans les territoires des autres la même force que dans le pays où elles auront été prononcées si elles réunissent les conditions suivantes :

a. Que la sentence ou la décision ait été rendue par un tribunal compétent dans la sphère internationale.

b. Qu'elle ait le caractère exécutoire et soit passée à l'état de chose jugée dans le pays où elle a été rendue.

c. Que la partie contre laquelle elle a été prononcée ait été légalement citée et représentée ou déclarée réfractaire, conformément à la loi du pays où a été poursuivi le jugement.

d. Qu'elle ne contrarie pas les lois d'ordre public du pays d'exécution.

Art. 6. — Les documents indispensables pour solliciter l'exécution des sentences arbitrales sont les suivants :

a. Copie intégrale de la sentence arbitrale.

b. Copie des pièces nécessaires pour certifier que les parties ont été citées.

c. Copie authentique de l'acte où l'on déclare que l'acte est exécutoire ou passé à l'état de chose jugée et copie des lois sur lesquelles ledit acte est fondé.

Art. 7. — Le caractère exécutoire des sentences arbitrales et le jugement auquel leur exécution donnera lieu seront déterminés par la loi de procédure de l'Etat où on requiert l'exécution.

Art. 8. — Les actes de juridiction volontaire comme les inventaires, l'ouverture de testament, les estimations ou autres semblables pratiquées dans un Etat, auront dans les autres Etats la même valeur que s'ils avaient été réalisés sur son propre territoire, pourvu qu'ils réunissent les conditions requises dans les articles antérieurs.

Art. 9. — Les commissions et lettres rogatoires qui auront pour objet de faire des notifications, de recevoir des déclarations ou de pratiquer quelque autre démarche d'un caractère judiciaire, seront exécutées dans les Etats signataires, en tant que ces commissions ou lettres rogatoires réuniront les conditions établies dans ce traité.

Art. 10. — Quand les commissions ou lettres rogatoires concerneront des saisies, estimations, inventaires ou diligences préventives, le juge qui les reçoit fera le nécessaire au sujet de la nomination d'experts, dépositaires, et en général de tout ce qu'il conviendra pour la bonne exécution de la commission.

Art. 11. — Les commissions et lettres rogatoires seront accomplies conformément aux lois du pays où l'exécution en est demandée.

Art. 12. — Les intéressés dans l'exécution des commissions et lettres rogatoires pourront constituer des fondés de pouvoir; les dépenses que ceux-ci et les démarches occasionneront seront aux frais de l'intéressé.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 13. — La ratification simultanée par toutes les nations signataires n'est pas indispensable pour la mise en vigueur de ce traité.

Celle qui l'approuvera communiquera son approbation aux gouvernements des Républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay, afin que celles-ci la portent à la connaissance des autres nations contractantes.

Cette procédure remplacera l'échange du Protocole.

Art. 14. — La ratification et l'échange opérés en la forme ci-dessus, le présent traité demeurera en vigueur dès ledit acte et pour un temps indéfini.

Art. 15. — Si quelqu'une des nations signataires croyait qu'il fût de sa convenance de se délier des effets du présent traité ou d'y introduire des modifications, elle en avisera les autres nations, mais ne pourra être déliée que deux ans après la dénonciation, délai pendant lequel on s'efforcera d'arriver à de nouveaux accords.

Art. 16. — L'article 13 est applicable aux nations qui, n'ayant pas pris part à ce Congrès, voudraient néanmoins adhérer au présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des nations mentionnées signent et scellent le présent traité au nombre de sept exemplaires.

A Montevideo, 11 janvier 1889.

---

**Protocole Additionnel.**

Les plénipotentiaires des gouvernements de la République Argentine, de la Bolivie, de l'Empire du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay, pénétrés de l'utilité de fixer des règles générales pour être appliquées par les Etats contractants sur le territoire les uns des autres, dans les cas que détermineront les traités conclus sur les diverses matières de droit international privé, ont arrêté ce qui suit :

Article premier. — Les lois des Etats contractants seront appliquées dans les cas correspondants, et que les personnes intéressées dans l'affaire juridique, dont il s'agit, soient ou non concernées.

Art. 2. — L'application en sera faite d'office par le juge de la cause sans préjudice, pour les parties, d'alléguer et prouver l'existence et le contenu de la loi invoquée.

Art. 3. — Tous les recours accordés par la loi de procédure du lieu du jugement pour les cas résolus selon leur propre législation, seront également admis pour ceux qui se décideront en appliquant les lois de quelqu'un des autres Etats.

Art. 4. — Les lois des autres Etats ne seront jamais appliquées contre les institutions politiques, les lois d'ordre public ou les bonnes mœurs du lieu du procès.

Art. 5. — D'accord avec ce qui est stipulé dans ce protocole, les gouvernements s'obligent à se transmettre réciproquement deux exemplaires authentiques des lois en vigueur et de celles qui seront sanctionnées dans leurs pays respectifs.

Art. 6. — Les gouvernements des Etats signataires déclareront, en approuvant les traités conclus, s'ils acceptent l'adhésion des nations non invitées au Congrès dans la même forme que celle des nations qui, ayant adhéré à l'idée du Congrès, n'ont pas pris part à ses délibérations.

Art. 7. — Les dispositions contenues dans les articles qui précèdent sont considérées comme faisant partie intégrante des traités auxquels elles se rapportent et leur durée sera la même.

En foi de quoi, les plénipotentiaires plus haut désignés le signent et scellent à Montevideo, février 1889.

## AUTRICHE-HONGRIE

Les délégations se sont réunies à Vienne le 20 juin.

Le 24, chaque délégation a été reçue en audience solennelle par l'Empereur, qui a prononcé le discours suivant :

« J'accepte avec une satisfaction sincère l'assurance de votre dévouement fidèle. C'est d'un cœur ému que je me rappelle les manifestations de fidélité et d'attachement inébranlables qui ont émané de tous nos peuples et nous ont donné, à l'impératrice-reine, à moi et à notre maison, la consolation et la force au milieu de notre profonde douleur.

« Il n'y a aucun changement, ni dans nos relations avec les puissances étrangères, ni dans la direction générale de notre politique étrangère. Mon gouvernement, en complète union avec nos alliés, s'emploie à développer, dans le sens pacifique, la situation toujours incertaine de l'Europe. Il nourrit le ferme espoir que les bienfaits de la paix pourront être conservés, malgré l'augmentation croissante en tous pays des forces militaires, qui nous oblige à ne pas interrompre le perfectionnement de notre puissance défensive.

« La décision regrettable du roi Milan de Serbie de renoncer au trône a remis, pendant la minorité du roi Alexandre, le pouvoir aux mains d'une régence, qui m'a donné, de la façon la plus formelle, l'assurance qu'elle continuerait à cultiver les amicales relations qui existent jusqu'à présent avec l'Autriche-Hongrie. Rempli de sentiments bienveillants pour le royaume voisin, je souhaite aussi, de mon côté, qu'il en soit ainsi, et j'espère que le patriotisme et la sagesse des Serbes préserveront le pays de graves périls.

« L'ordre et la tranquillité règnent en Bulgarie. Il est intéressant de constater les progrès que fait ce pays, malgré sa situation difficile.

« Appréciant pleinement la situation financière de la monarchie, mon gouvernement s'est efforcé de réduire au strict nécessaire les demandes de crédits pour l'armée permanente et la marine de guerre. Par suite des nécessités exceptionnelles, il est impossible d'éviter la continuation des mesures de précautions militaires qui ont été, les années précédentes, l'objet de crédits spéciaux, et d'ajourner des mesures urgentes qui sont indispensables pour donner plus de force, de puissance guerrière (*Kriegstüchtigkeit*) à notre armée.

« Les recettes de la Bosnie et de l'Herzégovine couvriront d'autant plus sûrement les dépenses causées par l'Administration de ces pays que l'on y consfate des progrès toujours croissants sur le terrain économique.

« Je recommande le projet de budget qui vous est remis à votre attention patriotique éprouvée ; je compte sur votre confiance et sur votre appui, et je vous souhaite cordialement la bienvenue. »

Dans la séance du 25 juin, le comte Kalnoki a exposé la situation extérieure. Sa tâche est, dit-il, de faire la clarté sur l'état actuel des choses ; il espère en même temps rassurer les esprits.

Nous considérons, dit l'orateur, que certainement la paix n'est pas en péril, bien que la situation puisse prendre une tournure mauvaise aussi facilement qu'elle peut s'améliorer.

L'importance des événements dans les Balkans est exagérée.

Il est inexact que le nouveau cabinet roumain ait adopté une attitude hostile à l'égard de l'Autriche-Hongrie. M. Catargi n'est pas plus russophile que M. Brătianu n'était austrophile, et de ses paroles, alors qu'il faisait partie de l'opposition, on ne peut inférer qu'il veuille agir maintenant d'une façon hostile à l'Autriche. Le président du cabinet roumain n'a jusqu'à présent donné lieu à aucun sujet de plainte.

On aurait également tort d'admettre que la présente agitation se maintiendra toujours en Serbie et qu'on y tentera de réaliser certaines idées fantastiques. La Serbie ne dispose pas de moyens d'action assez puissants pour avoir des desseins agressifs. L'Autriche doit néanmoins se garantir contre les tentatives



qui pourraient être faites en vue de créer en Serbie un foyer de menées subversives.

La cause véritable du sentiment général d'incertitude, c'est le mécontentement de certains peuples au sujet de la situation légale de l'Europe et l'excitation systématique des passions nationales.

Il est hors de doute que tous les monarques sont fermement décidés à empêcher que la paix ne soit troublée, ne serait-ce qu'à cause des proportions énormes que prendrait actuellement la guerre. On peut en dire autant des gouvernements.

En aucun cas, l'Autriche-Hongrie ne pourra être rendue responsable si la paix est un jour menacée. L'Autriche-Hongrie, d'accord avec ses alliés, fera tout son possible pour la maintenir. Les relations de la monarchie avec l'Allemagne deviennent journellement plus intimes.

Avec l'Italie, ajoute l'orateur, l'Autriche n'a pas de liens historiques comme ceux qui l'unissent à l'Allemagne. Mais je suis convaincu que l'agitation qui existe actuellement chez nos voisins du Sud disparaîtra avec le temps. Nous possédons, dans l'Italie, sous tous les rapports, un allié aussi sûr que nous le sommes nous-mêmes pour elle.

Quant aux autres Etats, sans faire exception de la Russie, il n'est pas un seul avec lequel l'Autriche-Hongrie n'entretienne des relations amicales et tout à fait normales.

— Nous empruntons à la *Revue de l'Orient* le rapport fait par M. Falk au nom de la Commission des Affaires étrangères de la Délégation hongroise.

La réponse que Sa Majesté a daigné donner au discours prononcé par notre président lors de la réception solennelle de la Délégation indique si clairement, avec tant de précision, la situation internationale actuelle de notre monarchie et la tendance de sa politique extérieure, que les déclarations faites par M. le ministre au sein de la Délégation, ne pouvaient en être que la paraphrase et le complément.

Des déclarations faites des hauteurs du trône et par M. le ministre, la commission a appris avec satisfaction et avec plaisir qu'aucun changement n'est survenu dans nos rapports avec les autres puissances ni dans la tendance de notre politique extérieure. Cette politique tendait toujours à entretenir des relations amicales avec toutes les puissances qui considèrent le respect des traités et des droits qui découlent de ces traités, comme la base de leur politique, et nous avons été rassurés en entendant constater que nos rapports amicaux établis sur cette base subsistaient avec toutes les puissances sans exception. Notre monarchie — abstraction faite même du respect qui est dû aux traités — n'a aucun intérêt qui rendrait désirable pour nous le changement de l'état de choses établi en Europe, aucun intérêt qui ne pourrait prévaloir que grâce à un changement de cette sorte ou par une atteinte aux droits d'une autre puissance et si pourtant, à la suite de circonstances indépendantes de notre volonté, la situation européenne semble toujours incertaine, notre désir le plus ardent — et, là où c'est nécessaire ou désirable, le concours de notre gouvernement — ne saurait tendre qu'à une seule chose, à la conciliation pacifique des conflits soit réels, soit imaginaires.

Cette tendance constante et suivie de notre politique extérieure nous a naturellement rapprochés des puissances de l'Europe centrale qui tendent vers des buts similaires, savoir de l'Allemagne et de l'Italie.

Le fait que cette alliance est naturelle en garantit le mieux la durabilité, et la rend indépendante des courants changeants de la politique du jour, si bien qu'elle ne saurait être atteinte par les essais que tentent, soit la politique des cabinets, soit la passion populaire, en vue de l'ébranler. C'est grâce à cette alliance que depuis des années l'Europe a été préservée des horreurs de la guerre, même à ces moments critiques où les fusils semblaient vouloir partir tout seuls ; c'est sur cette alliance qu'est basé l'espoir que nous continuerons à jouir des bienfaits de la paix, car les puissances unies dans cette alliance ont

la ferme volonté de maintenir la paix. Leur volonté qui en impose correspond à la force qu'elles représentent, qui n'en impose pas moins. Cette force rend évidente la grandeur du risque que court quiconque voudrait faire prévaloir ses intérêts particuliers au détriment de l'état de choses établi en Europe. D'autre part, cette force donne à chaque adhérent de cette alliance la garantie qu'il sera secondé par des alliés aussi fidèles que forts pour le cas où — tout en évitant soigneusement toute provocation — il se verrait réduit à la triste nécessité d'avoir à défendre sa sécurité et sa position de grande puissance, dont la défense constitue un intérêt supérieur même à celui du maintien de la paix. C'est cette expérience puisée dans les faits du passé qui rassure un peu les peuples de la monarchie, en présence des sacrifices que nous impose l'accroissement constant de notre puissance militaire et que nous ne pouvons faire qu'au prix d'efforts suprêmes.

Telle étant la tendance générale de notre politique extérieure, la Commission ne pouvait qu'exprimer son *approbation absolue* et elle espère que la Délégation s'y associera de même que précédemment.

La *politique suivie en Orient*, que la Délégation a approuvée à plusieurs reprises, n'est pas moins empreinte d'un esprit de suite clair et net.

À la fidélité aux traités qui est le trait principal de notre politique générale, se joint encore à l'égard des Etats orientaux, la détermination de respecter *le droit qu'ils ont de disposer d'eux-mêmes en toute liberté*, d'éviter toute ingérence dans leurs affaires intérieures, de suivre avec l'intérêt plein de sympathie d'un ami désintéressé la consolidation de leur indépendance et leurs efforts qui tendent à développer leurs forces intellectuelles et matérielles. Nous ne demandons qu'une chose, c'est que leur développement ne s'exerce jamais dans une direction où il viendrait en collision avec l'état de choses, basé sur les traités ou avec nos intérêts légitimes.

La Commission ne peut donc qu'approuver que *notre cabinet ait jugé inacceptable la politique qu'on désigne sous le nom de partage des sphères d'intérêts*, cette politique d'après laquelle l'influence de telle puissance dans tel Etat balkanique, au lieu d'être basée sur les traités européens, viendrait à être l'objet d'une entente spéciale entre certaines puissances.

Nous demandons que l'établissement intérieur des Etats balkaniques dans les limites fixées par les traités en vigueur relève de la libre volonté des nations respectives, *à l'exclusion de toute immixtion illégitime ou de notre monarchie ou de toute autre puissance.*

Il s'ensuit que — tant que nos droits et nos intérêts vitaux ne seront pas atteints — nous devons nous borner, à l'égard de ces Etats, à donner des conseils amicaux et à juger *objectivement* les phases de leur développement, car nous sommes convaincus que la prudence et l'intelligence de leurs propres intérêts feront comprendre à ces peuples — en dépit des erreurs qui pourraient prévaloir d'une façon passagère, — le chemin qui les fera aboutir à l'indépendance sincèrement désirée par nous.

Il a été constaté des hauteurs du trône que la Bulgarie marche d'ores et déjà dans cette voie et que, malgré les difficultés de la situation, on est parvenu à y rétablir et à y maintenir l'ordre et la tranquillité. La joie avec laquelle cette constatation a été faite évoquera certes un vif écho au sein de la Délégation. Nous sommes convaincus que le peuple bulgare qui lutte avec tant d'enthousiasme pour la liberté saura bien apprécier la reconnaissance et la chaude sympathie exprimées par une autre nation éprise de liberté et renforcera en lui l'espoir que, en persistant dans cette voie, elle parviendra dans un avenir peu éloigné à vaincre les difficultés qui s'opposent encore à la consolidation définitive de ce jeune Etat plein de vitalité.

En Serbie le récent passé a apporté des changements que nos seuls conseils ne pouvaient guère empêcher ; mais nous n'avions pas de motifs, ni n'en avions le droit, pour recourir à d'autres moyens afin de les empêcher. Ces changements ont été accompagnés de manifestations faites par une partie de l'opinion publique de l'Etat voisin — espérons qu'elles seront passagères — qui n'ont pas

été jugées d'une manière favorable par l'opinion publique de notre monarchie. Notre gouvernement observe les événements avec vigilance, mais avec le calme du fort et la commission est d'avis que — tant que les affaires seront dirigées en Serbie par le gouvernement actuel et tant que ce gouvernement remplira loyalement sa promesse d'après laquelle il désire continuer et cultiver les anciens rapports amicaux avec notre monarchie — notre gouvernement fera bien de répondre sincèrement à ces sentiments d'amitié et de respecter le droit de la Serbie de disposer d'elle-même, ce qu'il considère comme son devoir envers les autres Etats orientaux.

Mais la commission ne pouvait oublier une circonstance, c'est que nos rapports avec la Serbie ne sont pas déterminés exclusivement par les dispositions du traité de Berlin relatives aux relations entre les puissances signataires et les Etats orientaux.

Depuis que la Serbie a été accueillie dans les rangs des Etats européens indépendants, elle doit reconnaître comme loi le droit des gens reconnu par toute l'Europe et *le droit des gens impose à chaque Etat des considérations à l'égard de la sécurité et de la tranquillité de son voisin*, même quand cet Etat voisin est assez fort pour repousser avec énergie toute tentative dirigée contre son repos et son intégrité. La Commission espère que le gouvernement serbe étendra sa sollicitude sur ce point qui constitue une *conditio sine qua non* du maintien des bons rapports avec nos voisins.

Résumons ce qui précède. La commission trouve que notre cabinet, tout en maintenant la paix, a pu sauvegarder, avec tact, avec habileté, avec calme et avec dignité, les droits et les intérêts de la monarchie et, en conséquence, les peuples de la monarchie peuvent attendre avec confiance l'activité future de ce gouvernement. Si la Délégation partage notre manière de voir pour ce qui concerne le passé et notre confiance à l'égard de l'avenir, elle voudra bien l'exprimer en approuvant cette partie générale de notre rapport.

Vienne, le 2 juillet 1889.

MAX FALK, *Rapporteur.*

Comte ANTOINE SZÉCHENY, *Président.*

— Voici, d'après la *Revue de l'Orient*, le compte-rendu de la discussion qui a eu lieu, le 10 juillet, à la Délégation hongroise, au sujet du Rapport qui précède :

M. Max Falk, rapporteur : Je n'ai pas l'intention de débiter une paraphrase du rapport qui se trouve imprimé dans vos mains ; je veux seulement signaler le point de vue auquel s'est placée la commission dans l'appréciation de la situation extérieure.

Quand cette situation est jugée par un parlement qui est en permanence pendant la majeure partie de l'année, on peut discuter sur le champ toute phase de cette politique, on peut en rechercher les origines et présumer sa portée, ses conséquences probables.

Mais quand cette discussion a lieu au sein d'un corps qui se réunit une fois par an, pour deux ou trois semaines, de sorte que son coup d'œil doit embrasser les événements d'une année toute entière, alors on court le risque de voir entrer en vigueur les lois optiques, c'est que la proximité agrandit les objets que la distance diminue. L'observateur n'apprécie pas tel résultat considérable qui se trouve plus éloigné ; il est porté à exagérer tel événement moins important qui coïncide avec l'époque des délibérations.

La Commission des affaires étrangères a tâché de ne pas tomber dans cette faute. Elle met au premier plan ce qui est en effet d'une importance capitale et décisive pour le maintien de la paix : les rapports entre les puissances européennes. Et ici, sans rechercher le degré de sincérité et de durabilité des sentiments pacifiques manifestés par telle puissance ou par telle autre, sans se préoccuper des chances plus ou moins probables du prochain avenir : elle constate que, à l'heure qu'il est — on ne pouvait guère le dire il y a quelque temps — toutes les puissances ont adopté, du moins officiellement, la politique de la fidé-



lité aux traités, politique si énergiquement préconisée par le cabinet de Vienne et le Gouvernement hongrois et que cette identité de la base permet à la monarchie d'entretenir de bonnes relations avec toutes les Puissances ; mais elle a, en même temps, désigné les conditions et les limites de la durée de ces relations.

Ce succès, qui n'est pas sensationnel, mais qui n'en est pas moins précieux, ne saurait être ignoré par quiconque veut juger notre politique extérieure, car chaque année, chaque jour qui s'ajoute à la durée de la paix établie sur cette base, constitue, pour nous, un gain inappréciable.

Mais quelque soit le mérite de notre cabinet, ce serait une exagération de ce mérite si nous voulions attribuer exclusivement à notre monarchie le fait que notre politique ait ainsi prévalu. Il faut bien reconnaître que nous en sommes bien redevables à l'alliance de l'Europe Centrale qui a si brillamment rempli sa tâche et qui, il faut l'espérer, sera, dans l'avenir aussi, le soutien le plus puissant de la paix. Et comme on fait, au cours de cette année, bien des tentatives pour ébranler cette alliance, la Commission a cru devoir compter parmi les résultats favorables de haute importance, le fait que cette alliance s'est maintenue dans toute sa force.

En présence de ces circonstances qui pèsent, d'un poids décisif, dans la situation générale de l'Europe, les faits survenus dans tel Etat Oriental ou dans tel autre n'ont qu'une importance secondaire. A l'égard de ces événements la commission n'est point entrée dans les détails, ni au sujet du passé ni au sujet de l'avenir, bien qu'elle se soit prononcée assez clairement sur les principes qui ont déterminé notre politique en Orient. Elle n'est pas entrée dans les détails, car elle ne veut pas attribuer à ces événements une importance qu'ils ne possèdent nullement ; ils peuvent être désagréables ou agaçants, mais ils ne pourront guère modifier ni la situation européenne ni nos rapports avec les puissances ; si d'aucuns, qui n'osent pas tendre ouvertement à une telle modification, désirent y arriver par la provocation ou par l'exploitation de tels événements, nous ne leur rendrons pas le service de favoriser leurs efforts.

Et puis nous ne devons pas nous permettre un procédé que nous avons condamné quand il a été employé par une autre grande puissance à l'égard d'un autre Etat balkanique. Si nous avons proclamé le principe de la non-intervention, du respect de l'autonomie des Balkans, quand ce principe nous donnait des résultats favorables, nous ne devons point nous en dédire là où il a produit, pour un certain temps, un état de choses moins conforme à nos désirs.

Mais il va sans dire que cette attitude réservée a des limites, indiquées à plusieurs reprises dans le rapport ; il ne faut pas les perdre de vue ; aucune promesse, aucune menace ne doit nous amener à les restreindre ou à les reculer. Car il n'est guère possible à une grande puissance de s'arrêter à moitié chemin ; elle ne peut faire le premier pas que si elle est décidée à aller jusqu'au bout. En-deçà de ces limites, il faut la précaution ; au-delà, l'énergie. Notre précaution ne sera pas mal comprise, car on sait que nous avons des moyens abondants pour faire prévaloir notre volonté. Quand cette limite sera-t-elle atteinte et que faut-il faire pour qu'elle ne le soit pas ? Ce sont là des questions pour lesquelles il faut se remettre au ministre, tant qu'il a notre confiance. Un corps politique peut faire de la politique, mais non pas de la diplomatie !

M. le Comte Albert Apponyi : Je suis forcé de prendre la parole, car, je l'avoue, je n'adhère pas absolument à tous les détails, ni de la partie générale du rapport, ni du discours que vient de prononcer M. le Rapporteur, et je ne voudrais pas que mon silence fût considéré et interprété comme le signe d'une adhésion absolue. Ce en quoi je suis d'accord avec le rapport et avec le discours de M. le Rapporteur, c'est la façon dont on y caractérise la situation générale européenne et dont on définit la valeur de nos alliances ; moi aussi je comprends la situation en ce sens que, depuis la dernière session de la Délégation, la situation européenne n'a point changé et je constate avec plaisir que nos rapports avec nos alliés, la pleine confiance mutuelle des alliés, le sentiment de



la solidarité des intérêts n'ont nullement varié. Le rapport fait, très justement, remarquer, qu'elles sont nécessaires, à l'heure qu'il est, à ce point que telles velléités de la politique des cabinets ou telles émotions des passions populaires ne pourraient guère les modifier. J'y ajouterai que, en l'état que je connais notre pays, je n'y connais pas de courant populaire sérieux qui soit contraire à ces alliances ; toutes les nuances de l'opinion publique hongroise en reconnaissent le caractère naturel et y donnent leur adhésion. (*Très bien !*)

Mais il y a une chose que je ne sais pas dans ce que le Rapporteur a dit sur les faits survenus en Orient. Je n'ai point l'intention d'exagérer leur portée et de leur attribuer un sens exclusivement hostile et contraire à nos intérêts. S'il est vrai — ce qui a été constaté dans le discours de S. M. le Roi — que le changement de trône en Serbie a été un événement regrettable, il a été, d'autre part, constaté des hauteurs du trône que le développement de la Bulgarie était satisfaisant et correspondait à la politique que nous poursuivons dans les Balkans. Mais je n'approuve guère le dédain que M. le Rapporteur a manifesté à l'égard des changements qui peuvent survenir en Orient. Il est certain que ce ne sont pas les Etats orientaux qui décident du sort de l'Europe, mais ils sont si intimement liés aux intérêts et aux ambitions des puissances européennes, que leurs faits et gestes, comme cela s'est vu à plusieurs reprises, peuvent devenir le germe et le point de départ de complications fatales entre les puissances européennes. (*Très bien !*) Ce ne sont pas les grandes poudrières qui se trouvent sur nos frontières méridionales, mais il y a là peut-être une boîte à allumettes et si l'Europe est une poudrière chargée, il importe de savoir si la boîte se trouve encore à la portée de ceux qui veulent la paix ou bien à la portée des autres.

Je ne veux pas, je le répète, broyer du noir pour ce qui se passe sur nos frontières et je n'ai pas de données pour représenter comme une faute de notre Gouvernement ce qu'il y a de défavorable dans cette situation. Mais je dois rappeler que j'ai eu, depuis plusieurs années, des appréhensions et des doutes, non pas à l'égard du but de notre politique, but que j'approuve, mais à l'égard de la méthode employée ; que j'ai exprimé ces doutes à plusieurs reprises et aujourd'hui que la situation a tourné mal dans une partie des régions orientales avoisinantes, je me pose la question — sans pouvoir y répondre — si ces résultats défavorables ne sont pas, en partie, imputables à cette nuance de la méthode que je n'ai jamais pu approuver.

A l'égard de la politique que nous devons suivre envers les Etats orientaux, le rapport émet cette idée que nous respections absolument leur autonomie complète et leur indépendance dans leurs affaires intérieures, tant qu'ils ne dépasseront pas la limite au-delà de laquelle ils se heurteraient contre les traités existants et contre les intérêts de la monarchie et que, en nous tenant dans ces limites, nous devons nous borner aux conseils amicaux d'un ami. C'est très important. Mais si nous voulons que ces conseils aient un résultat et puissent empêcher la consolidation des tendances dangereuses pour nos intérêts, alors il faut que ces conseils aient une base et cette base ne saurait être autre chose que le respect inspiré par notre puissance et par notre énergie. Pour y arriver, il n'y a qu'un seul chemin, que nous ne saurons répudier, c'est la décision d'assumer, en face des troubles orientaux, le rôle que nous assigne notre situation géographique, c'est-à-dire le rôle dirigeant.

Quel que soit notre respect pour l'indépendance de ces Etats, on voit surgir plus d'une fois des questions dont la solution exige le concours de l'Europe. Et dans les questions qui intéressent les Etats orientaux et qui ont un caractère européen, nous ne saurions répudier le rôle dirigeant, la mission d'inspirer à l'Europe la solution. Ce rôle, nous devons l'assumer sous peine de voir déchoir notre autorité et le respect de notre puissance à un niveau si bas que nos conseils n'obtiendront que des résultats infimes.

Ce qui m'arrête dans le développement de ces doutes et de cette critique, c'est l'approbation avec laquelle j'ai accueilli les paroles du discours royal. Dans ces paroles se manifeste l'esprit que je veux voir dominer dans notre politique ;

aussi je m'abstiens de toute atteinte directe contre le ministre des affaires étrangères et de toute motion de désapprobation. Mais, avant d'adhérer à l'approbation absolue exprimée dans le rapport, je veux attendre si, dans l'avenir, les actes de notre cabinet seront conformes au ton du discours royal et je trouverai toujours l'occasion de me prononcer là-dessus. Il est vrai que les Délégations, appelées à discuter les affaires communes des deux Etats de la monarchie, ne se réunissent qu'une fois par an ; mais le contrôle constitutionnel n'est guère supprimé pour cela, car la politique extérieure doit être faite de commun accord avec le Président du Conseil de Hongrie ; quand des événements importants et particulièrement caractéristiques surgissent, nous avons le moyen — et le Parlement hongrois en a souvent usé — de critiquer la situation extérieure du pays et de la monarchie et l'activité du ministère des affaires étrangères. Je puis donc me réserver le droit de constater, au moment donné, si les actes de notre cabinet sont conformes aux paroles empreintes du sentiment de notre Puissance dont Sa Majesté nous a réjouis au début de cette session.

Si les actes seront conformes à ces paroles, j'adhérerai de tout cœur à l'approbation exprimée dans le rapport. Mais tant que je n'aurai pas puisé cette conviction dans les faits, je me permettrai de m'abstenir de cette approbation ; je me contenterai de voter à M. le Ministre tous les titres du budget et les fonds secrets, mais je n'accorde pas mon vote à l'approbation de la partie générale du rapport (*Approbations.*)

M. le comte Theodor Andrassy : Les principes énoncés dans le discours du trône ont bien précisé la politique à suivre par le cabinet. Ce discours a pris un ton qui donne à chacun la conviction de la loyauté et de l'énergie de notre politique et doit inspirer du respect et de la confiance à tous. J'adhère, de tout cœur, à cette partie du rapport qui adopte ces principes, car notre politique nous autorise aux meilleures espérances si elle sera conforme à ces principes.

Dans le passage final le rapport implique un vote de confiance absolue. Un pareil vote peut s'inspirer, soit de la connaissance détaillée des procédés employés, soit des résultats acquis.

Pour ce qui concerne les procédés, nous n'en connaissons pas les détails ; nous ne connaissons que les nouvelles publiées par les journaux et les explications générales du ministre. Or je crois que ce serait une grande faute politique que de partager la responsabilité du ministre sur la base d'une connaissance superficielle des procédés employés.

C'est donc le résultat qui doit être le motif du vote de confiance. Or le fait que nos rapports avec les peuples balkaniques ont changé plutôt à notre détriment qu'à notre avantage, que les garanties de la paix ont plutôt diminué qu'augmenté : nulle part on ne l'a si bien relevé que dans le discours du trône. Du reste, chacun le sait, chacun le sent. La commission agit loyalement si elle ne met pas en cause le ministère des affaires étrangères, car une politique doit être jugée d'après le résultat final et il est difficile de fixer le moment où ce résultat sera acquis.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas en présence d'un résultat final, c'est certain et c'est là ce qui constitue un élément favorable pour l'appréciation de notre politique. Si la Commission disait ceci : Malgré la réaction survenue dans les relations balkaniques, malgré notre connaissance imparfaite des détails de la marche qui a été suivie, nous avons pleine confiance dans les qualités du ministre et nous y voyons un gage que les événements prendront une autre tournure — alors j'adhérerais volontiers à ce vote de confiance. Mais puiser dans la situation actuelle le motif pour être rassuré à l'égard de l'avenir et pour voter une confiance absolue, ne me semble pas assez logique ; aussi ne saurais-je approuver la phrase finale du rapport.

M. le comte Etienne Keglevich : J'approuve ce qui a été dit (par le rapporteur) sur les « grandes lignes » et sur les « incidents » de la situation et j'adhère au rapport, car la Délégation, en exprimant sa confiance en général, n'approuve

pas tous les détails, tous les incidents ; elle exprime sa confiance pour l'avenir ; quant au passé, dont elle ignore les détails, elle peut, tout au plus, constater que les grandes poudrières ont été recouvertes et que les allumettes n'ont pas pris feu. Dire qu'il ne doit pas y avoir d'allumettes ce serait trop demander. Ce qu'on peut raisonnablement demander, c'est que les poudrières soient bien recouvertes et que telle allumette allumée ne produise pas d'incendie. En voulant influer sur l'existence même des allumettes, on risque d'amener l'explosion qu'on s'évertue à écarter. Notre cabinet doit s'abstenir de toute intervention pouvant être interprétée comme dépassant le principe de la défense de nos intérêts. Je ne dis pas que, en assumant « le rôle dirigeant » dont a parlé le comte Apponyi, on accélère ou amène la conflagration. On peut considérer comme profitable que notre monarchie assume ce rôle, mais on ne saurait le proclamer comme injonction au cabinet. Ce rôle dépend de la confiance des peuples intéressés et peut venir tout seul, mais il ne faut pas le désigner dans la feuille de route. (*Approbations.*)

M. Jules Horvath : Je dois vous rappeler le moment où notre position en Orient était plus favorable qu'elle n'est aujourd'hui. Alors on disait que cette situation favorable, sans léser les intérêts de qui que ce fût, était la conséquence de la situation générale et du poids dont nous pesons en Europe, qu'elle pouvait être attribuée, dans une certaine mesure seulement, à la bonne direction de notre politique extérieure. En appréciant la situation d'aujourd'hui, il faut se placer au même point de vue. La situation n'est point aussi favorable comme elle l'a été auparavant. Je ne mets pas en cause le ministre, car le résultat a été amené par d'autres facteurs ; mais c'est un fait que, de temps en temps, la situation inspire toute une série d'appréhensions. Cette situation ne saurait guère nous inspirer une confiance plus grande que celle que nous sentions lorsque la situation était plus favorable. S'il s'agit de voter confiance au ministre qui a su sauvegarder les intérêts de la monarchie, dans des moments critiques, j'y consens de tout cœur, mais je ne vois pas de motif de dire que nous manifestons notre confiance en raison de la situation qui est survenue. Le rapport représente la situation comme moins inquiétante qu'elle n'était l'an dernier, et c'est ce que je ne saurais admettre.

M. Alexandre Hegedüs : Il me semble que la phrase finale du rapport a été mal interprétée, comme si elle exprimait une confiance aveugle. Je ne l'entends pas ainsi. La Délégation, une corporation indépendante, exprime simplement l'espoir que le Gouvernement sauvegardera les intérêts de la monarchie. Mais la phrase en question exprime aussi une exigence : nous exigeons que le ministre défende, dans l'avenir aussi, la dignité et les intérêts de la monarchie. Le rapport n'expose pas en quoi la situation est devenue moins favorable, mais les orateurs ne l'ont pas fait non plus.

Mais la situation a ses exigences ; il est opportun d'exprimer notre confiance envers le ministre à l'unanimité et je pense que les orateurs de l'autre nuance ne comptent pas se départir de la pratique régulière et de provoquer une dissonance. Je crois exprimer leur intention en disant que la manifestation de leurs appréhensions a été un avertissement à l'adresse du Gouvernement. Je propose donc de nous en tenir à la pratique accoutumée, c'est-à-dire de prendre acte du rapport et de passer à la seconde lecture du budget des affaires extérieures. (*Approbations.*)

M. Louis Csernátóy : Je crois qu'il n'y a pas de doute au sujet de la question de savoir si la situation sur la péninsule est meilleure ou pire qu'auparavant. J'ose dire que M. le ministre lui-même est d'accord avec tous ceux qui l'ont représentée comme moins favorable. Inutile d'en parler davantage. On ne nie pas ce qui saute aux yeux. Mais je me permets de poser une question : quand donc la situation mauvaise a-t-elle été stable dans la péninsule ? Mais cette situation change sans cesse. Et si l'on dit que nous devons assumer le rôle diri-



geant, alors je vous demande : en quoi consiste donc le fond de la question d'Orient ? Mais dans la rivalité des puissances qui se disputent, avec jalousie, ce rôle.

On peut se rappeler que, avant la guerre de Crimée, la France et la Russie se disputaient les Saints-Lieux et une certaine clef qui ouvrait bien des choses. (On rit.)

A cette époque, et plus tard, l'Angleterre avait à Constantinople un ambassadeur puissant s'il en fut. Alors elle y dominait. Plus tard, cet ambassadeur fut rappelé et l'influence anglaise en Orient déclina.

Depuis, les opinions changent. Un jour, cette influence est en hausse, le lendemain, on dit qu'elle est en baisse.

Bref, nulle puissance n'y occupe une situation bonne ou mauvaise qui soit stable. Son influence est sujette à des oscillations incessantes.

Assumer le rôle dirigeant, c'est, je l'avoue, une chose dangereuse ; il peut venir tout seul grâce à la situation générale, sans qu'on ait besoin de proclamer que nous y aspirons. Nous pouvons y songer, mais ne le disons pas. (On rit). Car si nous le proclamons, cela veut dire que nous voulons la guerre.

Qu'est-ce que nous avons vu chez notre ministre des affaires étrangères ? Une chose, c'est qu'il n'a jamais perdu la tête au milieu des situations qui changeaient. Il a fait une politique de sang-froid, prudente et prévoyante, sans se laisser émouvoir par les oscillations de la situation.

Lorsque la politique russe fit en Bulgarie sa fameuse « campagne pacifique », on en fut indigné, chez nous et dans l'Europe entière, mais le comte Kalnoky sut garder son sang-froid ; il eut raison et il préserva la monarchie et l'Europe des graves complications qui nous menacèrent. (*Vives approbations*). Et voilà pourquoi j'ai confiance en notre politique extérieure ; au milieu de situations difficiles, de nature à égarer les autres, elle a su garder le sang-froid qui a sauvé la paix, sans sacrifier, le moins du monde, l'autorité de la monarchie. (*Vive approbation.*)

La Délégation a voté ensuite le budget du ministre des affaires étrangères.

## BELGIQUE

### Le chemin de fer du Congo

Le Gouvernement a saisi les Chambres d'un projet de loi dont la disposition essentielle est ainsi conçue :

Article premier. — Le gouvernement est autorisé à participer à la constitution de la « Société anonyme belge pour construction du chemin de fer du Congo de Matadi au Stanley-Pool », par une souscription de dix millions de francs représentée par 20,000 actions de capital de 500 francs chacune, productives d'un intérêt de 3 1/2 0/0 et amortissables au pair en déans 99 ans.

L'exposé des motifs se borne à signaler la prospérité grandissante de l'Etat indépendant, son développement administratif, et la sécurité qui y est assurée aux capitaux destinés à faire fructifier ce vaste domaine, à couronner la tâche à peine ébauchée encore. Quant à la Belgique, son intervention est justifiée non seulement par le fait que l'Etat du Congo a le roi Léopold pour souverain, mais encore par l'importance du Congo comme débouché éventuel pour le commerce et l'industrie belges. Bien qu'un capital belge de plusieurs millions soit déjà engagé dans l'exploitation économique du bassin du Congo, les importations de la Belgique ne se sont élevées, en 1888, qu'à 250,000 fr., tandis que celles des Pays-Bas dépassaient à elles seules 3 millions. Etant donnée la densité sans égale de notre population, c'est une condition de sécurité, d'existence, de placer au dehors l'excédent des produits du travail national ; et au dehors,



il n'est pas de débouché plus fertile en promesses sérieuses que le Congo. Sans compter que la civilisation suit partout la locomotive; que le chemin de fer supprimera « la bête de somme qui transporte les produits de l'intérieur à la côte », et que la Belgique a, au même titre que tous les Etats éclairés, le devoir d'aider, dans la mesure de ses moyens, à la suppression de l'esclavage.

Telles sont les considérations qui ont décidé le gouvernement à proposer aux Chambres la participation à la souscription du chemin de fer du Congo jusqu'à concurrence de 10 millions de francs, fait qui n'est pas sans précédent, une loi du 1<sup>er</sup> mai 1840 ayant autorisé le gouvernement belge à souscrire à 4,000 actions du chemin de fer Rhénan, dans l'intérêt des développements du commerce et de l'industrie, et des subventions ayant été fréquemment accordées à divers services maritimes.

Les 435 kilomètres de voies ferrées qui relient Matadi au Stanley-Pool et dont la construction demandera quatre ans, desserviront un admirable réseau fluvial, dont 11,500 kilomètres ont déjà été déclarés navigables. Les promoteurs de l'entreprise demandent, on le sait, un capital de 25 millions, qu'ils se disent assurés de réunir, du moment où le gouvernement belge, donnant l'exemple, intervient pour une part.

Voulant marquer l'intérêt et la confiance que lui inspire l'entreprise, l'Etat belge renoncerait à tirer un bénéfice de sa participation, se contentant d'un intérêt annuel de 3 1/2 0/0 sur sa souscription de 10 millions, moyennant la promesse que jusqu'à concurrence de 92 0/0 le matériel fixe et roulant du chemin de fer, ainsi que les marchandises d'échange destinées au payement des salaires, seront de fabrication belge.

Ce n'est donc pas seulement un acte intelligent et un acte philanthropique que propose le gouvernement : c'est aussi, pour le pays, une bonne affaire.

La discussion a eu lieu à la Chambre des Représentants dans la séance du 25 juillet.

M. Janson rappelle que la Chambre s'occupe pour la troisième fois du Congo. Il avait été convenu que l'alliance avec ce pays ne constituait qu'un lien personnel pour le Roi, qu'il n'en résulterait pour nous aucune charge financière. Cependant un emprunt de 150 millions fut proposé à la Chambre en 1886-87. L'émission n'était autorisée que parce qu'il s'agissait du Congo. Aujourd'hui on demande à l'Etat d'avancer 10 millions à une Société anonyme, véritable prêt fait à l'Etat indépendant. On ne dit pas si le versement de l'Etat précèdera ceux des autres actionnaires, chose importante à savoir.

M. Beernaert. — Tout le monde sera sur un pied d'égalité.

M. Janson. — On s'écarte des déclarations faites autrefois ! Et il n'y a aucune certitude que les devis ne seront pas dépassés : nous n'avons que les données de la Compagnie. On ne s'en rapporte qu'aux travaux de ses ingénieurs.

L'exposé des motifs nous vante l'avenir offert par le Congo à la Belgique, les débouchés qu'il nous crée. Pareille considération pourrait être présentée devant n'importe quel autre pays producteur. La situation est toute spéciale. Nous inaugurons une politique coloniale, en dépit des protestations les plus sincères. Le rappel du passé montre que nous faisons un premier sacrifice qui sera suivi de bien d'autres, peut-être. Je rends hommage à l'esprit d'initiative du Roi ; il n'y a à cet égard qu'une voix dans cette Chambre. Mais il faut que le pays se prononce en pleine connaissance de cause.

La Belgique ne pourrait être amenée à reprendre un jour cette colonie, sans Constitution. Qui remplacera le Roi, quand il aura disparu ? L'avenir du chemin de fer est lié au maintien de l'indépendance du Congo, et sommes-nous fixés sur cette indépendance ? Inutile de rappeler des débats qui se sont produits ailleurs. Allons-nous nous embarquer inconsidérément dans une politique coloniale ? Puis, en admettant que cette politique soit utile au pays, la Belgique a-t-elle des ressources nécessaires pour s'intéresser à des opérations de ce genre ? Le budget n'est en équilibre que grâce aux impôts votés par les libéraux, que les catholiques ont gardés !

Nous ne sommes pas fixés sur les ressources de l'Etat du Congo. Pas de droits de douane, et le Roi a fait des sacrifices pécuniaires considérables que chacun connaît. Pourra-t-il les continuer indéfiniment? Et pouvons-nous toujours intervenir sans aborder de front la question? Nous manquons des éléments nécessaires pour nous éclairer; il faut nous dire les choses comme elles sont : la Belgique peut-elle reprendre un jour le Congo? Le projet n'en dit rien. Dans ces conditions je m'abstiens, parce que la question est mal posée et qu'elle peut nous entraîner dans des circonstances que nous pourrions regretter. Je voudrais un contrôle plus serré et nous devons accepter comme évangile tout ce qu'on nous dit.

J'ai hâte d'ajouter que je suis de ceux qui ont foi, à condition d'être éclairés complètement.

Je tiens compte des faits accomplis depuis onze années, depuis les premières explorations du Haut-Congo, quand le but politique apparut après le but géographique et que l'on vit se dessiner un but grandiose. D'autres pays tâchent de s'implanter dans le territoire africain. Sont-ils dans l'erreur, sont-ils assez riches pour se payer une politique coloniale? Non.

Il y a là un vaste champ à conquérir. Auparavant on n'y trafiquait que de la marchandise humaine comme en Amérique. Qui nous dit que les noirs, bien stylés, n'arriveraient pas à cultiver comme il le faut, à produire une richesse agricole considérable? Le peu d'accès à la mer est compensé par ce fait que le Congo renferme 1,200 kilomètres de voies navigables. Raison de plus de ne pas traiter la question à la légère, car elle reviendra devant la Chambre. Si nous entrons dans une politique coloniale, aurons-nous les ressources nécessaires? Le projet n'en dit rien, il élude encore la question. Il se pourrait que les dix millions fussent irrévocablement perdus. Le gouvernement tient en suspens une foule d'œuvres utiles dans le pays même; et on voudrait nous engager dans cette opération lointaine! Le gouvernement aurait dû proposer les ressources nécessaires.

On aurait pu frapper d'un impôt légitime la transmission des immeubles par voie de succession en ligne directe, idée préconisée par M. Frère-Orban à son entrée au ministère. Le Congo ne sera pas un débouché pour les populations ouvrières; on ne peut s'y acclimater définitivement; on ne peut coloniser. Laissez la terre noire aux noirs. Vous laissez donc de côté la question des voies et moyens, et c'est un tort. Je ne suis pas hostile à l'œuvre du Congo; mais il faudrait étudier la question de près, et on ne l'a pas fait. Nous devrions savoir les ressources du Congo, agricoles et minérales. La demande de crédit est prématurée et je m'abstiendrai.

M. Somzé lit à voix basse un discours. Ce discours est le développement d'un amendement qui conclut à la souscription par l'Etat de 3/5 du capital de la Compagnie, en lui réservant le droit de souscrire en proportions égales à toutes les émissions ultérieures qui seraient faites par la Compagnie du Congo pour la même entreprise ou pour des entreprises similaires. L'orateur modifie son amendement en transformant en latitude ce dont il faisait une obligation pour le gouvernement.

M. Beernaert, ministre des finances. — En 1884 et en 1885 nous avons dit qu'il ne s'agissait que d'une réunion personnelle entre les deux pays : on ne nous a rien demandé; nous n'avons rien donné qui soit en contradiction avec cette déclaration. Il y a deux ans, nous avons demandé l'autorisation d'émettre un emprunt; nous ne l'avons fait que parce que nous avions toutes les garanties. Nous demandons de pouvoir nous intéresser à une Compagnie belge qui n'a rien de commun avec notre Souverain ni avec l'Etat. Ce n'est pas un prêt, ce n'est pas l'inauguration d'une politique coloniale; c'est un intérêt pris à une grande entreprise. Il n'est pas question d'une annexion du Congo à la Belgique. L'entreprise, au début, a eu besoin d'un peu d'autocratie. Pourquoi ne ferions-nous pas ce que font les autres pays? L'Angleterre a deux Com-

pagnies souveraines en Afrique; cette forme, analogue à la nôtre, n'est pas seule à se produire, et d'autres pays l'ont adoptée.

Le Congo peut-il vivre? L'œuvre, à ses débuts, avait peu de croyants; elles était aussi téméraire que grandiose. Il fallait remonter bien loin pour retrouver pareille entreprise. Maintenant tout cela a changé et nous avons toutes les raisons d'avoir confiance. Le Congo a devant lui le plus magnifique avenir, et celui-ci est lié à l'établissement d'un chemin de fer de Matadi au Stanley-Pool. L'étendue des fleuves navigables est de 11,500 kilomètres. Ce pays est séparé de la côte par quelques centaines de kilomètres au plus; c'est ce chemin de fer que nous demandons.

Mais nous avons toute garantie, et le chemin de fer aura une influence énorme sur les autres chemins de fer à venir. Il sera extraordinairement utile, il transformera la situation économique du Congo; le sacrifice qu'il s'agit de demander au pays est parfaitement justifié. M. Janson a rendu hommage à l'initiative royale; nous sommes donc d'accord en cela. L'Afrique, indépendante de notre pays, a pourtant le même souverain que le nôtre: on va en Afrique aujourd'hui comme si c'était la chose la plus simple du monde; les Belges sont chez eux au Congo; ils y ont pris une prépondérance qui va chaque jour s'accroissant. L'ivoire, le caoutchouc nous arrivent du Congo; autant de produits que nous ignorions autrefois!

Inutile de revenir sur les côtés les plus élevés de l'œuvre; notre drapeau apporte la paix à ce pays de l'Afrique, il réconcilie des peuplades minuscules qui étaient toujours en guerre. Plus de guerre, plus de pillage, plus de cannibalisme, plus d'esclavage, voilà les résultats de l'œuvre du Congo.

Le ministre trouve suffisant le chiffre de 10 millions comme part d'intervention de l'Etat. L'Etat versera en même temps que les autres actionnaires; il n'aura jamais à intervenir ultérieurement, comme l'a dit le rapport de la section centrale. Je ne m'oppose pas à insérer dans le projet le vœu que l'Etat se réserve un droit de préférence dans les souscriptions ultérieures. Mais ce vœu est inutile. Une autre critique a été faite relativement à la stipulation qui attribue les fournitures du chemin de fer à l'industrie belge, à concurrence de 92 0/0. MM. Anspach et Pirmez y ont vu un accès de protectionnisme. Pas du tout; l'Etat a agi ainsi non pour lui, mais pour les industriels, parce qu'il s'agit d'une entreprise où il est intéressé!

Le projet a été voté par 88 voix, il y a eu 6 abstentions.

La discussion a eu lieu au Sénat le 20 juillet.

M. Montefiore-Levi a appuyé le projet en ces termes :

Je crois qu'il est du devoir des Chambres de s'associer à l'œuvre grandiose de Sa Majesté et de lui témoigner ainsi leur reconnaissance pour ses efforts constants. Cette œuvre est aujourd'hui un fait accompli.

Une seule chose est absolument nécessaire pour que ce pays devienne véritablement utile à la Belgique : la construction d'un chemin de fer. Là est la condition *sine qua non* de l'essor de cette contrée nouvelle. Déjà on annonce une vente d'ivoire à Anvers : preuve qu'un nouveau marché va se créer dans notre métropole commerciale. Je m'en réjouis pour le pays.

Je suis donc acquis de tout cœur à l'œuvre du Congo. Je regrette seulement que l'on se soit adressé aux étrangers pour constituer une partie du capital de la Société de construction du chemin de fer. J'ai la conviction que, si on s'était adressé à nos industriels, on aurait trouvé en Belgique tout le capital nécessaire.

L'an dernier, quand il s'est agi de créer une Société pour les études du chemin de fer, on a trouvé chez nos industriels, et à fonds perdus, peut-on dire, le capital d'un million qui était nécessaire. Il est évident pour moi qu'on aurait obtenu le même résultat en s'adressant à nos nationaux pour le capital de la Société de construction du chemin de fer.



Il est regrettable que des gouvernements étrangers puissent un jour venir dire au royaume du Congo : nous avons à soutenir les droits de nos nationaux dont les capitaux sont engagés dans l'entreprise du chemin de fer.

On a regardé comme ayant un caractère protectionniste la disposition d'après laquelle le matériel du chemin de fer sera, pour une proportion déterminée, fourni par le pays. Ce n'est pas là du protectionnisme. Il est juste que la Belgique qui donne 10 millions pour la création du chemin de fer du Congo prétende que ses établissements industriels en profitent les premiers.

M. Vilain XIII explique son vote d'abstention. — Il ne votera pas contre le projet, parce qu'il constitue une œuvre qui intéresse le pays, mais il ne votera pas *pour*, parce qu'il reste, en matière de construction de chemins de fer, bien des choses à faire en Belgique.

M. Beernaert, ministre des finances, constate avec joie l'adhésion presque unanime du Sénat.

La souscription totale est de 25 millions. Le gouvernement demande à souscrire pour 10 millions. Restent 15 millions dont la moitié est souscrite par des capitalistes belges. En outre, 20,000 actions vont être mises en souscription publique, ce qui permettra à nos compatriotes d'augmenter encore la participation des Belges à cette importante affaire. Et rien, dit-il, ne pouvait constituer un meilleur prélude à une souscription publique, que le discours de l'honorable M. Montefiore-Levi.

Le projet de loi, mis aux voix, est adopté par 49 voix ; une abstention, celle de M. Vilain XIII.

## BULGARIE

Le 14 août, a été célébré à Sofia le deuxième anniversaire du couronnement du Prince Ferdinand.

Voici le discours prononcé par le Prince au banquet donné par lui :

« Messieurs, voici la troisième année que, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, j'ai été élu Prince de Bulgarie. Depuis Mon avènement au Trône, Je Me suis consacré au bonheur et à la grandeur de Mon Peuple bien-aimé, à son développement moral et matériel. Mon brave Peuple, lui aussi, a accepté tous les sacrifices pour sauvegarder son autonomie et sa liberté, et a fait tous ses efforts pour maintenir l'ordre et la paix.

« Ces sacrifices, ces efforts de Mon Peuple, sa conduite intelligente et loyale ont valu à son gouvernement non-seulement les sympathies du monde civilisé, mais encore les éloges d'un des plus puissants Monarques de l'Europe et des hommes d'Etat les plus éminents.

« Quand Je suis monté sur le trône de Bulgarie, les ennemis de notre liberté disaient hautement que cet état de choses n'aurait pas une durée de trois jours, que tout s'effondrerait avec tous ceux qui se trouvaient à la tête du gouvernement.

« Mais la Divine Providence n'a pas permis que les droits sacrés du brave Peuple Bulgare fussent foulés aux pieds. Au contraire, elle lui a donné la force de résister à toutes les bourrasques et d'éviter les embûches qu'on lui tendait habilement du dehors.

« C'est avec la même espérance en Dieu et en M'appuyant sur Mon Peuple et Ma vaillante armée que Je commence la troisième année de Mon règne, plein d'espoir que j'aurai le bonheur de voir Ma Patrie glorieuse, grande, prospère, et tous Mes sujets contents et heureux.

« Je bois à la santé de Mon glorieux Peuple et de Ma brave armée ! »



### La situation financière de la Bulgarie.

A propos de la nouvelle de la conclusion, à des conditions avantageuses (intérêt 6 0/0, amortissement 1 0/0, émission à 85 1/4), d'un emprunt bulgare de 25 millions, le journal *la Bulgarie* publie les renseignements suivants :

En matière d'annuités, la Bulgarie n'a pas à payer et ne paye réellement que celle due à la Russie (2,100,000 fr.) pour les frais de l'occupation ; et cette dette sera complètement amortie le 1<sup>er</sup>-13 juillet 1896. Il en est de même de l'arriéré du tribut rouméliote (Fr. 500 mille par an) réglé avec les représentants des Bondholders, et l'annuité du rachat du railway Varna-Roustchouk, qui atteint à peine la somme de 3 millions. Soit, en tout, une annuité de 5 1/2 millions, dont au moins la moitié cessera d'exister avant la fin du siècle.

Une comparaison avec la situation des autres Etats de la Péninsule balkanique ne sera pas, croyons-nous, hors de propos.

La Serbie a une superficie de 48,586 kilomètres carrés, avec une population de 2,013,691 âmes. Dette publique, environ 400 millions, exigeant une annuité de plus de 25 millions.

La Grèce a une superficie de 64,689 kilomètres carrés, avec une population de 1,879,561 (dénombrement de 1881). Dette publique : 600 millions. Sur un budget de 92 millions, le service de cette Dette absorbe annuellement 37 millions, soit les 40 0/0 du budget.

La Bulgarie a une superficie de 99,872 kilomètres carrés, avec une population de 3,134,375 âmes. Budget : fr. 78,496,418. De plus, la Bulgarie a un sol fertile, cultivé, et une population aussi laborieuse qu'économe.

Les ressources annuelles du Trésor bulgare présentent une élasticité des plus remarquables. On peut en juger par les chiffres officiels suivants :

Budget de 1879. . . . .	Fr.	21,494,555
» » 1880. . . . .	»	27,306,267
» » 1881. . . . .	»	29,143,814
» » 1882. . . . .	»	29,000,517
» » 1883. . . . .	»	31,502,427
» » 1884. . . . .	»	34,435,339
» » 1885. . . . .	»	35,780,323
» » 1886. . . . .	»	46,991,683
» » 1887. . . . .	»	46,927,046
» » 1888. . . . .	»	61,707,944
» » 1889. . . . .	»	78,496,418

Le recensement de la population, opéré le 1<sup>er</sup> janvier 1888, dans les 23 départements de la Bulgarie du Nord et du Sud a donné les résultats ci-après :

Bulgares. . . . .	2,326,250
Turcs. . . . .	607,319
Grecs. . . . .	58,338
Tziganes. . . . .	50,291
Israélites. . . . .	23,346
Russes. . . . .	1,069
Serbes. . . . .	2,142
Autres Slaves. . . . .	2,557
Allemands. . . . .	2,245
Français. . . . .	514
Autres nationalités. . . . .	78,096
Inconnus. . . . .	1,978
Total. . . . .	3,134,375

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Le *Bulletin officiel* du mois d'août publie un décret daté du 16 avril 1889, par lequel le Souverain institue un *Conseil supérieur*.

En voici les principales dispositions :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est institué, sous le nom de « Conseil supérieur », une Cour suprême dont le siège est à Bruxelles.

Art. 2. — Le Conseil supérieur connaît, comme Cour de Cassation, des pourvois dirigés contre tous jugements rendus en dernier ressort en matière civile et commerciale, et des prises à partie.

Le pourvoi doit être basé sur la contravention à la loi ou au droit des gens, ou sur la violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

En cas de cassation, le Conseil statue sur le fond de l'affaire.

Art. 3. — En matière civile et commerciale, lorsque la valeur du litige excède vingt-cinq mille francs, le Conseil supérieur connaît de l'appel des jugements rendus sur premier appel par le tribunal de Boma.

Art. 4. — Le Conseil supérieur se compose d'un président, de conseillers, d'auditeurs et d'un secrétaire, tous nommés par Nous.

Le secrétaire et les auditeurs n'ont pas voix délibérative.

Les auditeurs sont chargés de faire rapport dans les affaires déferées au Conseil.

Art. 5. — Sauf dans les cas exceptionnels où un nombre plus grand de conseillers serait requis par Nous, les arrêts sont rendus par cinq conseillers en cas de pourvoi en cassation et par trois conseillers en cas d'appel.

Aucun conseiller ne pourra être appelé à statuer sur le pourvoi dirigé contre un jugement auquel il aurait pris part.

Art. 6. — Les membres du Conseil supérieur donneront leur avis sur les questions dont nous croirons devoir les saisir.

— Un arrêté du 21 août nomme les membres du Conseil supérieur. Le Président est M. Pirmez, ministre d'Etat, à Bruxelles. Parmi les conseillers, on remarque MM. Barclay, associé à l'Institut de droit international, à Paris; de Martens, professeur de droit international, à Saint-Petersbourg; Rivier, président de l'Institut de droit international; Rolin-Jaequemyns, secrétaire général de l'Institut de droit international; Guillery, avocat, ancien président de la Chambre des représentants de Belgique.

## FRANCE.

L'arrangement signé, le 23 mai 1887, entre la France et l'Allemagne, et qui a été publié au *Journal officiel* de la République française, le 31 du même mois (1), pour l'établissement d'un régime douanier dans les possessions des deux Etats sur la côte des Esclaves, a été prorogé, d'un commun accord, entre les deux gouvernements, pour une durée de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1890.

(Note insérée au *Journal officiel* du 30 juin).

Un accord intervenu le 18 (6) juin dernier entre la France et la Roumanie, relativement au régime commercial provisoire établi entre les deux pays, garantit le bénéfice du tarif conventionnel roumain à tous les produits français, jusqu'au 31 décembre 1889 (19 décembre 1889, en style roumain).

(Note insérée au *Journal officiel* du 14 juillet).

(1) V. *Archives*, 1887, III, p. 32.

Un décret du 26 août 1889 (*Journal officiel* du 28 août) règle l'échange des colis postaux avec Tahiti, l'Uruguay et Hélioland.

### Discours du Président de la République aux Maires de France.

La ville de Paris a offert, le 18 août, un banquet aux Maires des communes de France ; plus de 13,000 ont répondu à l'invitation.

Le Président de la République a prononcé le discours qui suit :

Messieurs,

L'année dernière, au lendemain des élections municipales, le gouvernement de la République conviait les maires élus des principales communes de France à célébrer la fête du 14 juillet par une imposante manifestation de concorde et d'union et à préparer la commémoration de la date immortelle de 1789 par cette proclamation de solidarité et de reconnaissance nationales.

La fête qui nous réunit aujourd'hui s'inspire des mêmes pensées patriotiques : nous avons voulu appeler les représentants de toutes les communes de France à marquer mieux encore, en cette année mémorable, par leurs sentiments de gratitude et de fraternité, la force et l'unité de notre chère patrie.

Depuis la noble et splendide ville de Paris qui attire le monde par sa courtoisie et généreuse hospitalité, jusqu'au moindre de nos villages, membre non moins aimé de la famille nationale, nous avons souhaité que tous eussent ici leurs représentants associés et groupés dans une vaste fédération qui rappelle celles d'autrefois où la France nouvelle a puisé tant de force et de confiance en ses destinées.

A tous les élus des communes françaises, aux absents comme aux présents, le premier magistrat du pays, gardien de sa constitution et de ses lois, adresse le salut cordial de la France républicaine.

Cette belle manifestation de solidarité nationale ne sera pas seule, messieurs, à laisser dans vos cœurs de profondes et fortifiantes impressions. Il vous sera donné, pendant votre trop court séjour, de contempler des merveilles qui sont bien faites pour inspirer à tous, avec l'amour sans bornes de la France, le sentiment de ce que nous devons à sa sécurité, à sa liberté, à son influence, à sa grandeur entre toutes les nations.

Que pourrais-je vous dire de l'Exposition universelle qui soit vraiment digne de splendeurs dont l'imagination reste confondue ? Comment réussirais-je à louer en quelques paroles tous ces prodiges de l'art et de l'industrie que le monde entier ne se lasse pas de voir et d'admirer ? Qui ne connaît aujourd'hui, même dans les peuples les plus lointains, ce palais des machines, véritable temple du génie moderne, ou cette tour Eiffel, monument d'audace et de science, ou ces dômes élégants, ou ces galeries remplies de merveilles ?

Vous verrez tout ce qu'il y a là de travail, de force, de génie accumulé : que de virilité, que de promesses pour l'avenir !

Et c'est la France, messieurs, c'est notre patrie bien-aimée qui est et qui demeure le foyer de ces lumières, le centre de cette activité que les coupables agitations, que les factieuses entreprises n'ont pas réussi à stériliser ! Quel légitime succès de fierté pour nous, mes chers concitoyens, et avec quelle effusion cordiale nous pouvons remercier tous les peuples qui nous ont soutenus de leurs sympathies et qui sont venus contribuer à la splendeur de ce que des étrangers ont appelé *le plus grand monument pacifique de l'Europe* !

Il n'est pas seulement par sa nature même un monument de paix. Il l'est encore par les manifestations dont il ne cesse d'être l'occasion dans le monde entier, par le courant d'affection qu'il a fait naître en faveur de notre pays.

Je dois à la haute situation où m'ont appelé les suffrages des élus de la Nation l'insigne honneur de recueillir parfois, au nom de la France, l'expression des vœux qui s'adressent à elle, et de sentir de près battre les cœurs qui l'aiment. L'assemblée de bons Français qui m'écoute comprendra ma patriotique émotion en présence des visiteurs amis qui ont traversé les frontières ou les mers pour venir acclamer la France.

Ecrivains, savants, industriels, ouvriers, gymnastes, sociétés chorales, jeunesse des deux mondes, qui accourent pour partager nos travaux ou pour mêler leurs bannières à nos trois couleurs, laissent ici et emportent, j'en suis sûr, des souvenirs et des sympathies qui sont un germe fécond, semé parmi les peuples, d'amitiés plus durables peut-être que des alliances et qui ne portent en elles que des sentiments de concorde et de paix.

Notre France, messieurs, a tout à gagner dans cette visite de peuples. Si souvent calomniée, si souvent desservie par des plumes que conduit la passion ou la haine, elle peut se montrer telle qu'elle est, dans sa grâce hospitalière, dans son désintéressement, dans sa généreuse loyauté, et fail dire aux visiteurs qui nous quittent, comme au poète : *Tout homme a deux pays, le sien et puis la France !*

Nos hôtes ont pu constater aussi ce que dix-huit années de travail et d'efforts, sous un régime de liberté, ont fait d'un peuple durement éprouvé, qui a su tenir tête à la mauvaise fortune et reprendre le rang qui lui appartient dans le monde.

Ils ont compris que ce peuple se soit fermement attaché à la République qui a présidé à son relèvement, qui a su lui assurer une forte éducation civile et militaire, garantir son indépendance et sa dignité, développer son outillage industriel et commercial, et préparer les progrès qui s'imposent à une démocratie laborieuse.

La République, messieurs, cent ans après 1789, la République est devenue la France même.

Elle est le couronnement nécessaire de notre immortelle Révolution. Le double but qu'ont poursuivi nos pères, la liberté politique et la justice sociale, c'est la République qui nous permettra de l'atteindre. Gouvernement de la nation par elle-même, c'est à la nation qu'il appartient de veiller sur elle comme sur le plus précieux de ses biens, la garantie de ses droits, le palladium de ses libertés.

J'ai pleine confiance, messieurs, dans le sens éclairé, dans la droiture, dans la noble fierté de ce grand peuple de France, qu'on peut abuser une heure, mais qui sait se retrouver et faire entendre sa voix souveraine.

Résolument attaché aux conquêtes qu'il a réalisées depuis un siècle, il ne permettra à personne de porter la main sur elles. Écartant les partis qui songent encore à miner l'édifice indestructible élevé par nos pères sur le vieux sol national, il saura faire appel aux dévouements sincères et désintéressés. Il saura obtenir l'oubli des discords passagères, des divisions néfastes qui ont, à certaines heures, jeté dans notre pays des germes de découragement et de faiblesse. Il saura former un faisceau de toutes les forces républicaines et réconcilier les fils de 89 au nom de la Patrie.

C'est dans cette pensée et dans cette espérance, mes chers concitoyens, représentants dévoués des communes françaises, que je vous propose de lever avec moi vos verres.

A la République une et indivisible ! à la liberté ! à la grandeur de la France !

Ce discours a été fréquemment interrompu par de chaleureuses acclamations et des cris répétés de : *Vive la République !*

Du rapport adressé au Président de la République par le Ministre de la Justice sur l'*Administration de la justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1887* (*Journal officiel* du 8 juillet 1889), nous extrayons les passages suivants :

ORIGINE. — La part contributive des individus d'origine étrangère dans la grande criminalité est du dixième ; elle n'était que du vingtième, année moyenne, de 1866 à 1870 ; il est vrai que la proportion des étrangers en France



n'était que de 1.67 sur 100 habitants, tandis qu'elle est aujourd'hui de 2.97. Si l'on met en parallèle le nombre des accusés nés à l'étranger et celui des habitants de même origine, on voit que, sur 100,000 de ceux-ci, 40 comparaissent devant les assises ; le même calcul fait pour les habitants d'origine française ne donne que 10 accusés pour 100,000 habitants, c'est-à-dire quatre fois moins. Les 380 accusés nés à l'étranger jugés contradictoirement en 1887 par les cours d'assises l'ont été : 152 pour vol, 55 pour viol ou attentat à la pudeur, 40 pour assassinat, 40 pour fabrication de fausse-monnaie, 35 pour meurtre, 16 pour faux, 14 pour coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, 17 pour d'autres crimes contre les personnes et 11 pour d'autres crimes contre les propriétés.

Mais, pour apprécier exactement l'influence de l'immigration étrangère sur la criminalité générale, il convient surtout de consulter le casier judiciaire central, qui reçoit tous les bulletins des condamnations prononcées contre les accusés ou prévenus d'origine étrangère. En 1873, il ne lui en avait été adressé que 13,350 ; il lui en est parvenu 21,291 en 1887 : c'est pour les quinze années un accroissement de 59 0/0. Les six dixièmes de ces bulletins, 13,173 ou 61 0/0, concernaient : 5,150 des Belges, 4,689 des Italiens, 1,814 des Espagnols et 1,520 des Suisses. Si l'on rapproche ces chiffres de ceux des habitants de chacune de ces nationalités recensées en 1886, on obtient une proportion de 11 condamnations pour 1,000 Belges, de 18 pour 1,000 Italiens, de 23 pour 1,000 Espagnols et de 19 pour 1,000 Suisses. On ne peut faire une opération analogue pour les Allemands, dont le nombre en France est fixé par le dernier recensement à 100,114, parce que les bulletins de condamnation s'appliquant à des Alsaciens-Lorrains ne font pas connaître si ces individus ont opté ou non. Quant aux autres nationalités, elles sont représentées dans le recensement par des chiffres trop faibles pour qu'il soit utile d'en parler. La criminalité étrangère varie beaucoup d'un département à l'autre, ainsi que le démontre le tableau suivant, qui présente le nombre proportionnel, sur mille individus d'origine étrangère, de ceux qui ont été condamnés pour crime ou délit :

Doubs, 47 ; Pyrénées Orientales, 47 ; Hérault, 45 ; Corse, 31 ; Var, 31 ; Seine-et-Marne, 31 ; Gise, 30 ; Marne, 29 ; Aisne, 27 ; Seine-Inférieure, 24 ; Pas-de-Calais, 24 ; Bouches-du-Rhône, 24 ; Haute-Saône, 24 ; Alpes-Maritimes, 22 ; Meurthe-et-Moselle, 21 ; Vosges, 20 ; Basses-Pyrénées, 20 ; Aude, 19 ; Seine-et-Oise, 19 ; Ardennes, 14 ; Seine, 14 ; Nord, 11 ;

Les renseignements qui précèdent suffisent pour démontrer que l'élément étranger joue un rôle important dans la criminalité et qu'une part de responsabilité lui revient dans l'accroissement du nombre des délits signalé par les statistiques criminelles de ces dernières années.

### Extraditions.

En 1887, il en a été effectué 331, dont 126 sur la demande de la France et 205 sur celle de gouvernements étrangers. Les 126 malfaiteurs dont la France a réclamé l'extradition s'étaient réfugiés : 63 en Belgique ; 31 en Suisse ; 10 en Italie ; 5 dans les Pays-Bas ou le Grand-Duché de Luxembourg ; 4 en Angleterre ; 4 en Espagne ; 2 en Allemagne ; 1 au Brésil, 1 dans la principauté de Monaco ; 1 aux Etats-Unis d'Amérique ; 1 en Portugal et 1 en Roumanie.

Les 205 individus que la France a livrés aux autres gouvernements, appartenant aux nationalités suivantes : belge, 123 ; italienne, 39 ; suisse, 28 ; allemande, 9 ; espagnole, 2 ; anglaise, 1 ; autrichienne, 1 ; hollandaise, 1 et russe, 1.

Ces 331 malfaiteurs extradés étaient poursuivis soit en France, soit à l'étranger : 181 pour vol ou abus de confiance (crime ou délit) ; 33 pour faux ; 27 pour escroquerie ; 24 pour assassinat ou meurtre ; 21 pour viol ou attentat à la pudeur ; 21 pour banqueroute frauduleuse ; 7 pour excitation de mineurs à la débauche ; 6 pour faux témoignage ; 4 pour fabrication de fausse-monnaie ; 4 pour coups et blessures ; 1 pour suppression d'enfant ; 1 pour détournement de deniers publics et 1 pour menaces.

### Mouvement de la population de la France en 1888.

Le *Journal officiel* du 28 août publie le rapport suivant adressé au Président du Conseil, Ministre du Commerce et de l'Industrie, par M. Vannacque, chef de la division de la comptabilité et de la statistique.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter les résultats généraux du mouvement de la population de la France pendant l'année 1888.

D'après le dépouillement des actes de l'état-civil, il a été enregistré, pendant l'année 1888, 276,848 mariages, 4,708 divorces, 882,639 naissances et 837,867 décès. L'accroissement naturel de la population, résultant de l'excédent des naissances sur les décès, a été de 44,772 individus. Cet accroissement avait été de 56,536 en 1887. Si l'on compare ces résultats à ceux des précédentes années, on constate une diminution générale très accentuée, portant à la fois sur les mariages, les naissances et les décès. Le chiffre des divorces, ainsi que celui des naissances naturelles, présentent seuls une augmentation.

*Mariages.* — En 1888, il a été célébré en France 276,848 mariages, soit 242 seulement de moins que l'année précédente, mais 6,360 de moins qu'en 1886. Cette diminution du nombre des mariages est inquiétante par sa continuité, car, à chaque diminution dans le chiffre des mariages, correspond une perte trois fois plus grande dans le nombre des naissances ultérieures. Le taux des mariages est actuellement de 7.2 pour 1,000 habitants, au lieu de 7.5 qui était le taux ordinaire des dernières années. On a compté un mariage sur 139 habitants et un sur 42 célibataires adultes des deux sexes.

*Divorces.* — Il a été enregistré 4,708 divorces en 1888, soit 1,072 de plus qu'en 1887 et 1,758 de plus qu'en 1886. Depuis la mise en vigueur de la loi qui a rétabli le divorce, en 1884, 17,228 divorces ont été relevés dans les registres de l'état-civil. Si l'on compare le nombre des divorces à celui des ménages existants, on trouve que, sur 10,000 ménages, 6,3 se sont dissous en 1888 par le divorce, dans l'ensemble de la France, et 24 dans le département de la Seine. En d'autres termes, on a compté, en 1888, un divorce sur 1,685 ménages en France, et sur 419 dans le département de la Seine.

Comme toujours, c'est à Paris que les divorces sont le plus fréquents (1,408 divorces). Viennent ensuite, par ordre d'importance, les départements de Seine-et-Oise, des Bouches-du-Rhône et de l'Aube. La Creuse n'a compté qu'un divorce, et le Cantal n'en a enregistré aucun.

*Naissances.* — Le nombre des naissances n'a été en 1888 que de 882,639, en diminution de 16,794 sur les naissances de 1887. Jamais, si ce n'est en 1874, le nombre des naissances n'a été aussi faible, et cette diminution ne semble pas près de s'arrêter, si l'on en juge par les chiffres suivants qui montrent le mouvement constamment décroissant des naissances depuis cinq ans :

En 1884, 937,758 naissances.

En 1885, 924,558 naissances, soit 13,200 en moins.

En 1886, 912,838 naissances, soit 11,720 en moins.

En 1887, 899,333 naissances, soit 13,505 en moins.

En 1888, 882,639 naissances, soit 16,794 en moins.

D'après les calculs effectués à ce sujet par le bureau de la statistique générale de France, le nombre des naissances a diminué de près de 50,000 dans l'ensemble du pays, par rapport à la moyenne décennale, ce qui constitue un recul de plus de 5 0/0. Tous les départements, sauf huit, ont plus ou moins contribué à cette diminution. C'est dans la région du Sud-Ouest, entre la Méditerranée et l'Atlantique, que la décroissance de la natalité est le plus sensible. Dans certains départements de la Gascogne ou des Pyrénées, en effet, le nombre des nais-

sances est de 15 à 20 p. 100 inférieur à ce qu'il était il y a dix ans. Dans huit départements, il y a eu accroissement ; encore cet accroissement n'est-il qu'apparent, car il provient de l'immigration, comme le prouve la liste de ces départements : Alpes-Maritimes, Aube, Bouches-du-Rhône, Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise.

La proportion des naissances pour 1,000 habitants étant de 23,1 pour toute la France, varie de 14 dans le Gers, à 33 dans le Finistère. Ces différences ressortent encore plus si, au lieu de comparer le nombre des naissances à la population totale qui comprend les vieillards et les enfants, on recherche l'expression de la fécondité moyenne des femmes mariées de moins de quarante-cinq ans. Il résulte des calculs faits par le service que, en ce qui concerne spécialement la natalité légitime, constituant les 92 centièmes de la natalité générale, l'on compte en moyenne 19 naissances chaque année sur 100 femmes mariées de moins de quarante-cinq ans. Cette moyenne varie entre 11 dans le Lot-et-Garonne et 33 dans le Finistère.

*Naissances naturelles.* — Le nombre des naissances naturelles ne fait que s'accroître ; la proportion de ces naissances, qui était de 7,5 p. 100 en 1881, et de 8 p. 100 en 1885, atteint aujourd'hui 8,5 p. 100. Toutefois elle est loin d'être la même dans les diverses parties de la France. On a compté 25 naissances illégitimes sur 100 naissances dans le département de la Seine, de 10 à 13 dans la région du Nord, de 2 à 3 en Bretagne.

*Décès.* — En 1888, le nombre des décès est tombé à 837,867, chiffre relativement satisfaisant, soit une moyenne de 21,9 décès pour 1,000 habitants. En général, les départements qui sont doués d'une forte natalité sont également affectés d'une grande mortalité : les premiers âges de la vie, en effet, sont ceux qui payent le plus large tribut à la mort. C'est dans le bassin de la Seine, en Normandie, mais surtout dans les départements de l'Ardeche, de la Drôme, de Vaucluse et des Basses-Alpes, que la mortalité des enfants du premier âge est la plus forte (plus de 20 p. 100). Comme les années précédentes, les décès du sexe masculin l'ont emporté de beaucoup sur les décès du sexe féminin : 436,223 décès d'hommes, contre 401,644 décès de femmes.

*Excédent réciproque des naissances et des décès.* — Dans 44 départements, c'est-à-dire dans la moitié de la France, il y a eu accroissement de la population, par suite de l'excédent des naissances sur les décès. Dans les 43 autres départements, au contraire, les décès l'ont emporté sur les naissances. L'accroissement total a été de 44,772 individus ; les seuls départements du Nord et du Pas-de-Calais y ont contribué pour la moitié, et la Bretagne pour le quart ; il est remarquable que le quart de l'accroissement total est dû à l'excédent des naissances de la population étrangère, ainsi que cela ressort des statistiques du mouvement de cette population. Enfin, il faut constater que, sans l'appoint des naissances naturelles, la population française diminuerait.

*Mouvement de la population par nationalité.* — Pour la première fois, la statistique a recueilli des renseignements précis sur les mariages, les naissances et les décès des étrangers habitant la France. L'attention du Gouvernement ayant été attirée par le nombre relativement considérable des étrangers résidant dans notre pays, l'administration a pensé qu'il serait utile de connaître le mouvement des mariages, des naissances et des décès, par nationalité.

Voici les résultats de cette enquête :

On a relevé en France, pendant l'année 1888, 3,065 mariages entre étrangers de toute nationalité ; 3,403 mariages entre étrangères et Français, et 4,840 entre Françaises et étrangers. 14,373 personnes de nationalité étrangère ont donc contracté mariage en France, représentant les 2,6 centièmes des mariages célébrés.



Les naissances d'étrangers se sont élevées à 29,405, soit 3.3 centièmes de l'ensemble des naissances.

Enfin, 17,971 étrangers sont morts en France pendant la même année ; la proportion de ces décès à l'ensemble des décès ressort à 2,1 p. 100 seulement.

Il convient de rappeler, pour faciliter la comparaison, que la proportion des étrangers habitant la France est actuellement de 3 p. 100.

Aussi peut-on conclure tout d'abord des faits ci-dessus constatés que chez les étrangers le mariage est un peu moins fréquent que chez les Français, et que l'on compte parmi eux, toutes proportions gardées, plus de naissances et moins de décès.

L'excédent des naissances sur les décès a été, pour la population étrangère, de 11,134 individus, soit le quart de l'excédent constaté pour toute la France. Cet accroissement naturel, auquel vient s'ajouter l'immigration constante dont la France est l'objet, s'élève à 1 p. 100 de l'effectif des étrangers, et est dix fois plus rapide que celui de la population française (1,1 p. 1,000).

Il sera intéressant, surtout au moment où une loi (loi du 26 juin 1889 et règlement d'administration publique du 16 août 1889), vient régler à nouveau la condition des étrangers au point de vue de l'état-civil, d'examiner rapidement les résultats statistiques du mouvement de la population par nationalité, en 1888.

*Mariages des étrangers.* — Parmi les 14,373 personnes de nationalité étrangère qui se sont mariées en 1886, on a compté 7,905 hommes et 6,468 femmes ; 3,065 mariages entre étrangers ont été célébrés, mais sur les 6,130 conjoints, 5,144 étaient de la même nationalité, et 986 de nationalité différente. Enfin, 8,243 personnes de nationalité française ont épousé des étrangers, parmi lesquelles 4,840 femmes. Aussi le nombre des femmes qui ont perdu la nationalité française est-il supérieur à celui des femmes qui sont devenues Françaises par le mariage.

Si l'on examine pour chacune des nationalités principales les proportions respectives des mariages, on constate que, en France, il y a eu 96 mariages p. 100 entre Français. Plus de la moitié (57,5 p. 100) des mariages des étrangers ont été contractés entre Français et étrangers. Cette proportion varie de 70 0/0 chez les Anglais à 48, 5 0/0 chez les Espagnols.

Sur 1,000 personnes, on en a compté en France 14,6 qui se sont mariées dans l'année. Cette moyenne s'est abaissée à 12,8 pour la population étrangère, et, dans cette même population, a varié entre 6,9 dans la colonie anglaise et 21,5 dans la colonie allemande. Ce sont, après les Allemands, les Suisses qui se marient le plus en France : 49 conjoints sur 1,000 habitants.

*Naissances.* — Le nombre des naissances d'étrangers a été de 29,405, dont 11,754 chez les Belges et 9,757 chez les Italiens. En rapprochant le chiffre des naissances de l'effectif total de la population correspondante, on peut faire des comparaisons utiles, sous la réserve toutefois que la composition de cet effectif par sexe, âge, état-civil, peut n'être pas toujours la même dans chaque nationalité.

Nombre de naissances par 1,000 habitants :

France entière, 22,2.

Français, 22,1.

Etrangers de toute nationalité, 25,8.

Cette moyenne de 25,8, très sensiblement supérieure à la moyenne de la natalité française, se décompose comme il suit, par nationalité :

Anglais, 13,1 naissances pour 1,000 habitants de cette nationalité.

Suisses, 21,6 naissances pour 1,000 habitants de cette nationalité.

Allemands, 23,4 naissances pour 1,000 habitants de cette nationalité.

Espagnols, 24,3 naissances pour 1,000 habitants de cette nationalité.

Belges, 24,4 naissances pour 1,000 habitants de cette nationalité.



Italiens, 36,8 naissances pour 1,000 habitants de cette nationalité.

C'est donc dans la colonie italienne que l'on compte relativement le plus de naissances. Si l'on comparait le nombre des naissances à celui des mariages, on trouverait des résultats analogues, en ce qui concerne le nombre des naissances par mariage.

On ne peut s'empêcher d'être frappé de la grande proportion des naissances illégitimes étrangères constatées en France pendant l'année dernière. Cette proportion est, toutes les nationalités réunies, de 15,4 p. 100 naissances, à peu près le double de la proportion générale. Mais il faut considérer que la plupart des étrangers habitent le Nord et l'Est, et surtout dans les grands centres commerçants et manufacturiers, comme Paris, Lille, Marseille. Il n'est pas étonnant que la fréquence des naissances illégitimes soit semblable à celle que l'on constate dans les grandes villes pour la masse de leur population.

On a compté, sur 100 naissances totales, 7 naissances illégitimes chez les Espagnols, 11 chez les Italiens, 13 chez les Belges, 16 chez les Anglais, 17 chez les Suisses et enfin 24 chez les Allemands. Dans la ville de Paris, ces proportions ont été de 38 p. 100 chez les Anglais, 33 p. 100 chez les Allemands, 21 p. 100 chez les Suisses.

*Décès.* — Dans aucune colonie étrangère, si ce n'est chez les Allemands, la mortalité n'est aussi forte que dans l'ensemble de la France. Sur les 17,971 décès d'étrangers enregistrés, on a relevé 6,666 Belges, 4,935 Italiens et 2,288 Allemands. Sur 1 000 vivants de tout âge, dans chaque nationalité il a été constaté 23 décès allemands, 19 italiens, 18 espagnols, 14 belges, 14 anglais et 13 suisses, alors que la moyenne de la mortalité générale est en France de 22 p. 1,000. Les décès féminins dominent parmi les Italiens et les Espagnols, tandis que l'on a compté beaucoup plus d'hommes que de femmes, parmi les morts, chez les Anglais, les Belges, les Suisses, mais surtout chez les Allemands.

Tels sont, monsieur le président, les principaux résultats statistiques des différents mouvements de la population, tant française qu'étrangère, pendant l'année 1888. Le dix-septième volume de statistique annuelle, en ce moment en préparation, contiendra des détails très étendus sur ces mouvements, considérés non seulement pour la France entière, mais aussi par département et arrondissement.

## GRANDE-BRETAGNE

### Affaires de Bulgarie.

Dans la séance de la Chambre des Lords du 29 juillet, Lord Stratheden et Campbell a appelé l'attention de la Chambre sur la correspondance relative à la Bulgarie, et demandé un supplément d'informations au sujet de la question d'Orient. Il déclare qu'on ne pourra arriver à une solution que par une conférence de toutes les puissances.

Lord Salisbury répond qu'il a déjà ordonné la communication des documents intéressant la péninsule des Balkans. La Bulgarie est bien administrée et en progrès. Il y a toute raison de féliciter les gouvernants de la conduite des affaires de leur pays. Il y a donc peu de renseignements nouveaux à donner.

Le ministre des affaires étrangères ne partage pas les pronostics sinistres de lord Campbell sur l'avenir de l'état de l'Europe orientale, et il ne veut pas entrer dans l'examen des prévisions de l'avenir de la péninsule ni de la Turquie. Mais, pour l'instant, il n'y a pas lieu d'avoir de plus vives appréhensions de troubles qu'il y a quelque temps ; au contraire, les symptômes de stabilité sont rassurants. Les progrès de l'Empire turc ne sont pas aussi rapides, mais ils sont sensibles, à moins qu'il n'y ait de la part des nations désir de spéculer sur la possibilité de troubles.

Il faut reconnaître que la Russie observe une attitude correcte et rien ne justifierait une critique de la conduite de son gouvernement. Aussi, en jugeant simplement les faits, est-on autorisé à dire que la politique russe est d'accord avec les sentiments pacifiques du tzar.

Lord Salisbury ne peut donc partager les appréhensions de lord Campbell, et il croit en général que le meilleur moyen de hâter la solution pacifique d'une question réside dans le jeu naturel des intérêts des populations, et en évitant toute action ou toute parole de nature à les exciter.

Le ministre conclut en disant qu'il donnera toutes les informations possibles ; mais il a confiance que le sombre tableau que lord Stratheden a fait d'un avenir prochain ne sera pas justifié par les faits.

Après quelques observations de lord Carnarvon, la motion de lord Stratheden est adoptée.

### **L'Angleterre et la triple alliance.**

Dans la séance de la Chambre des Communes du 16 août, au cours de la discussion du chapitre du budget des dépenses, relatif au service diplomatique, M. Labouchère a demandé des explications sur les relations de l'Angleterre avec l'Italie et la triple alliance.

L'Europe, dit-il, est divisée en deux camps. L'Angleterre doit se tenir à l'écart des alliances. La France est notre voisine et notre meilleure alliée et voisine.

Faisant allusion à la visite récente de l'Empereur d'Allemagne, l'orateur désire savoir si, dans ses conversations avec Guillaume II et le comte de Bismarck, le marquis de Salisbury a plus nettement défini la situation de l'Angleterre vis-à-vis de la triple alliance. Il désire savoir, en outre, si le marquis de Salisbury a donné, directement ou indirectement, des assurances pouvant faire supposer que, dans l'éventualité d'une guerre, l'Angleterre pourrait s'unir à la triple alliance.

Sir J. Fergusson a répondu que ce n'est pas la première fois que M. Labouchère pose de semblables questions, et qu'on lui a déclaré déjà que le gouvernement réserve sa liberté d'action complète pour toute éventualité.

Le ministre répète ce qu'il a dit au mois de février de l'année dernière : que le gouvernement n'a contracté d'autre engagement, pour l'emploi des forces navales et militaires anglaises, que ceux connus par la Chambre. Aucun pays n'a plus que l'Angleterre intérêt au maintien de la paix. Le gouvernement doit être libre, dans toute éventualité, d'adopter une conduite conforme aux intérêts du pays. Les puissances reconnaissent la correction de cette attitude.

M. Labouchère a répliqué qu'il serait satisfait, si sir J. Fergusson donnait l'assurance qu'il n'a été fait à l'Italie, depuis l'arrivée du marquis de Salisbury au pouvoir, aucune communication pouvant faire supposer au gouvernement italien que le gouvernement anglais protégera l'Italie dans une éventualité quelconque contre les conséquences probables, dans la Méditerranée, de son alliance avec l'Allemagne. Si sir J. Fergusson n'ajoute rien à sa déclaration générale de l'année dernière, l'orateur continuera de croire qu'il y a une entente secrète entre le marquis de Salisbury et la triple alliance, et que cette alliance est dirigée contre la France. Le marquis de Salisbury, a-t-il ajouté, paraît avoir une haine spéciale contre la France, et il l'a grossièrement insultée par le refus de participer à l'Exposition de Paris.

M. Smith déclare solennellement que les vues attribuées par M. Labouchère à lord Salisbury et au gouvernement anglais au sujet de la France, sont purement imaginaires. Le gouvernement est sur un pied d'amitié parfaite avec le gouvernement français, malgré les efforts faits par quelques députés pour troubler les relations amicales existantes.

M. Mac Arthur a demandé une réduction de 500 livres sterling sur le traitement de l'ambassadeur à Rome, pour protester contre les réponses évasives du gouvernement.

Cette demande a été rejetée par 118 voix contre 61.

— Dans la séance du 19 août, M. Labouchère demande s'il y a quelque fondement dans la nouvelle donnée par la *Gazette Nationale* de Berlin qu'une entente ait été établie lors de la visite de l'empereur d'Allemagne à Osborne, entente qui assurerait l'identité de la politique de l'Angleterre avec celle des puissances de la triple alliance sur les questions européennes et prévoyant les conséquences de cette politique.

Sir James Fergusson répond :

Les articles des journaux auxquels il est fait allusion ne reposent que sur des conjectures ; c'est ce que démontre l'affirmation que les arrangements pris par lord Salisbury seront maintenus par les cabinets qui lui succéderaient éventuellement. Ma réponse du 19 juillet dernier, ajoute sir James Fergusson, demeure donc entière, à savoir que l'action du gouvernement anglais, en cas de guerre, s'inspirerait des circonstances, du caractère et des intérêts de l'Angleterre ; le gouvernement n'a souscrit à aucun engagement de nature à l'entraver.

M. Labouchère demande si les paroles de sir James Fergusson signifient qu'aucune conversation ayant trait à la question n'a eu lieu pendant le séjour de l'Empereur à Osborne.

Sir James Fergusson répond qu'il ignore si des conversations ont été tenues à cet égard pendant la visite de Guillaume II à Osborne, mais il est inexact qu'un échange de vues ait eu lieu.

### Situation des Arméniens.

Dans la séance de la Chambre des Lords du 28 juin, lord Carnarvon appelle l'attention sur la situation de l'Arménie, qui est de nature à mettre en jeu la paix de l'Europe. Il rappelle les engagements pris par la Turquie d'introduire des réformes en vue de protéger les Arméniens contre les Kurdes et les Circassiens. Il insiste pour que le gouvernement use de son influence sur la Porte pour agir sur cette dernière.

L'archevêque de Cantorbéry partage et appuie les vues de lord Carnarvon.

Lord Salisbury reconnaît que la Porte a pris des engagements envers l'Angleterre et les autres puissances, mais il ne peut admettre que les promesses faites par la Porte fassent que l'Angleterre soit responsable de leur accomplissement. C'est une responsabilité que le gouvernement ne peut accepter.

L'influence de l'Angleterre à Constantinople avant 1877 était très grande, parce que la Turquie était reconnaissante du concours qu'elle avait reçu pendant la guerre de Crimée ; mais depuis la guerre de 1877, comme la Porte n'a pas été protégée par l'Angleterre, l'influence de celle-ci, en se maintenant à Constantinople, n'est pas supérieure à celle des autres puissances.

Lord Salisbury repousse toute responsabilité au sujet des prétendus événements qui auraient eu lieu en Arménie, mais il reconnaît que le devoir de l'Angleterre est, partout où elle en a le pouvoir, d'améliorer le sort des chrétiens. Il croit que les faits dont il s'agit ont été exagérés, et la Porte les dément. Cependant, on ne peut nier le désordre qui existe en Arménie ni contester les incursions des montagnards. On peut blâmer la Turquie de ne pas employer des mesures de répression énergiques, mais il faut se rappeler que la Turquie est faible et pauvre.

Lord Salisbury promet à la Chambre de publier la correspondance échangée. Elle montrera qu'il y a eu de graves désordres en Arménie, mais sans la com-

plicité du gouvernement turc. Le danger réside, dans ce pays, dans la diversité des races et dans la différence des religions. En outre, des discussions comme celle que lord Carnarvona provoquée sont de nature à envenimer la situation. Lord Salisbury, en terminant, recommande à la Chambre de laisser à l'action du temps le soin d'apaiser les haines ainsi soulevées.

L'incident est clos.

— Dans la séance de la Chambre des Communes du 16 août, M. Channing a appelé l'attention de la Chambre sur la situation en Arménie, et demandé une réduction de 100 livres sterling sur le traitement de l'ambassadeur de Constantinople.

Sir J. Fergusson a combattu la réduction ; il croit que le gouvernement turc fait tout son possible pour créer un meilleur état de choses en Arménie par l'envoi de fonctionnaires plus capables. Moussa bey sera traduit devant un tribunal compétent ; tous ceux qui ont à porter contre lui des accusations pourront les formuler.

M. Channing a retiré sa demande.

M. Gladstone a adressé la lettre suivante au directeur du *Daily News*, au sujet des cruautés qu'auraient commises les Kourdes en Arménie :

Monsieur,

Ayant lu, vendredi dernier, dans votre journal le récit émanant de votre correspondant à Tiflis, je vous envoie un rapport qui m'est parvenu, pour être inséré dans vos colonnes, si vous le jugez bon ; vous y trouverez des détails relativement aux personnes et aux dates.

Ce rapport provient d'une source qui me paraît tout à fait digne de foi.

On n'a pas encore oublié que le *Daily News* a été le principal instrument qui a servi à mettre en lumière, il y a treize ans, les atrocités commises en Bulgarie, que cette campagne a contribué à soustraire au gouvernement des Turcs.

Il faut également avoir présent à l'esprit que l'Angleterre a, par traité, le droit de demander au sultan de faire cesser ces crimes et de faire punir ceux qui les ont perpétrés.

J'espère que le gouvernement de Sa Majesté voudra examiner ces matières à fond et que, dans le cas où les faits cités ici seraient établis définitivement, il profitera de l'appui puissant de l'opinion publique dans cette cause d'humanité et de justice.

Je suis, Monsieur, votre dévoué serviteur.

W. E. GLADSTONE

Havarden, le 25 août 1889.

Voici le résumé des faits dont parle M. Gladstone :

En mars, Moussa bey, son beau-frère Djaso et son beau-frère Eomer bey, à la tête d'une centaine de complices, pénétrèrent par la force dans la maison d'Agatchian (chrétien d'Arménie), au village de Khartz, entre Moosh et Biths, tuèrent d'abord à coups de fusil le père d'Agatchian et enlevèrent sa femme et sa fille Ghiulisar, âgée de 15 ans, après avoir mis la demeure à sac. En outre, ils abandonnèrent dans la neige la femme d'Agatchian, mourante de froid et de fatigue. Ils entraînent par les cheveux, et en la battant, la fille d'Agatchian, qui voulait rester auprès de sa mère. Sur la route de Zenghadibar, la jeune fille fut violée par Moussa bey. Puis, après trois jours de marche dans les montagnes, Moussa bey voulut faire célébrer le mariage de son frère Djaso avec Ghiulisar, au village de Paresank, devant le cheik Oahmed, qui refusa d'unir une chrétienne à un musulman, d'autant que, malgré les menaces de mort de Moussa bey, la jeune fille résistait de son côté. Djaso, alors, amena Ghiulisar, qu'il déclarait être sa femme, au village d'Avedick, puis à Khevenia. Grâce à



une feinte, la jeune fille finit par échapper à Djaso (qui n'a que 16 ans et qui a déjà commis plusieurs meurtres) et par se faire diriger, par les soins du conseil arménien, sur Constantinople, où elle doit déposer contre Moussa bey.

En mars également, Moussa bey s'empara aux environs de Bitlis du chrétien Ohan, qu'il persécutait depuis longtemps, le tortura longuement au moyen de fers rougis au feu, puis fit brûler le malheureux dans un feu de broussailles, après quoi le cadavre carbonisé fut jeté sur la grand'route.

Le mutessarif musulman de Moosh, Ahmed pacha, refusa d'intervenir. Moussa bey fut laissé en liberté.

Le 16 avril dernier, Moussa bey, Djaso et toute une bande de brigands envahirent la maison d'Hagop (chrétien), au village de Dabavank, tuèrent le père d'Hagop, puis Hagop lui-même. La femme d'Hagop s'étant jetée à ses pieds avec ses deux plus jeunes enfants pour leur demander grâce, ils tuèrent les deux enfants en leur brisant le crâne contre les murs. Puis ils violèrent les dix-sept femmes mariées et jeunes filles qui se trouvaient dans la maison.

### Situation de Chypre.

Le ministre des colonies, Lord Knutsford, a reçu le 12 juin, à Londres, une délégation représentant cent cinquante mille Cypriotes chrétiens, qui réclament de la reine Victoria une forte réduction des impôts.

La population totale de l'île de Chypre s'élève à deux cent mille âmes. Elle paye près de trois millions de francs d'impôts, dont la moitié environ représente le tribut payé à la Turquie, en vertu de la convention par laquelle le gouvernement ottoman a cédé l'île aux Anglais : c'est là une charge que la population trouve excessive et qu'elle se déclare même incapable de payer plus longtemps. Les délégués, qui ont conféré avec Lord Knutsford au ministère des colonies, et qui avaient à leur tête l'archevêque Sophronius, ont affirmé, disent les journaux anglais, qu'ils étaient beaucoup plus heureux sous le régime turc, en ce sens que les charges fiscales étaient alors beaucoup moins lourdes, tandis que l'agriculture était bien plus prospère. Ils ont instamment prié le gouvernement britannique de lever certaines des restrictions qui s'opposent aujourd'hui à la libre culture du tabac ; et dans un langage ferme, mais respectueux, ils ont dit qu'ils en arriveraient à refuser le paiement des impôts, s'ils n'étaient pas allégés.

Lord Knutsford, répondant à la députation, a déclaré qu'il examinera ces réclamations, le gouvernement de la reine étant, d'ailleurs, très désireux d'enlever aux Cypriotes toute cause de mécontentement.

Dans la séance de la Chambre des Communes du 22 juillet, M. Goschen déclare que, sur le tribut annuel de Chypre, 82,000 livres sterling environ ont été retenues pour le paiement des intérêts de l'emprunt garanti de 1855. La différence existant entre cette somme et le montant du total à payer par Chypre a été employée en partie pour le paiement de la rançon de MM. Syngé et Suter. Le solde dû à la Turquie, s'élevant à 53,000 livres sterling, a été gardé par le gouvernement anglais pour la création d'un fonds d'amortissement des sommes que lui doit la Turquie et pour lesquelles cette puissance n'est pas en règle, aussi bien en ce qui concerne le fonds d'amortissement que les intérêts.

### Affaires d'Égypte.

A la Chambre des Lords, dans la séance du 12 août, Lord Carnarvon a pris la parole relativement aux affaires d'Égypte.

Il manifeste sa satisfaction de l'issue de la campagne ; mais il faut prévenir le retour de difficultés semblables. Il faut envisager la politique générale à suivre dans ce pays.

La neutralisation de l'Égypte est impossible. L'application de la théorie

internationale est également impossible. Quant à la théorie qui représente surtout les idées anglaises, elle se résout dans la question de savoir si l'Angleterre doit rester et gouverner ou quitter l'Egypte.

Il y reste beaucoup à faire. L'évacuation serait une triste fin de tous les sacrifices faits par les Anglais.

Il faut donc examiner si l'Angleterre ne doit pas annoncer son intention de rester, et, tout en respectant les droits des porteurs d'obligations, d'administrer les affaires de l'Egypte aussi fermement que celles des Indes orientales.

Le marquis de Salisbury a répondu :

Il déclare qu'il faut se représenter d'abord quelle était la situation quand le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir.

La tâche qui nous fut alors imposée était excessivement difficile. Nous n'avons jamais songé que l'état de choses existant nous mettait à même de conduire dans un bref délai l'Egypte au degré de prospérité qui règne dans les pays européens ; mais nous n'admettons pas que le gouvernement n'ait pas réussi dans ce qu'il a entrepris. L'examen des documents prouve qu'il y a eu un progrès constant en Egypte sous la tutelle temporaire de l'Angleterre. Les impôts ont été réduits ; leur répartition sera donc plus équitable. Sans doute la situation financière laisse à désirer. La dette est trop lourde ; mais c'est une conséquence des fautes des gouvernements antérieurs de l'Egypte.

Pour ce qui est des relations futures de l'Angleterre et de l'Egypte, le gouvernement a exprimé et expliqué ce qui, selon lui, est un engagement liant l'Angleterre envers l'Egypte, et quelles sont les obligations que le gouvernement entend remplir. Le gouvernement anglais n'a pas dévié d'une ligne du programme qu'il s'était tracé il y a quatre ans. Lorsque Lord Carnarvon nous demande d'aller plus loin, de changer le rôle de tuteur rempli par l'Angleterre, en celui de propriétaire, et de déclarer, en dépit des affirmations du gouvernement actuel et de celui qui l'a précédé, que, dans les circonstances et les conditions actuelles, notre séjour en Egypte sera permanent, et que le régime que nous appliquerons dans ce pays sera celui d'un pays conquis, alors je dois dire que Lord Carnarvon ne tient pas un compte suffisant des engagements pris, et que nous sommes tenus de les remplir.

Dans une telle question, le gouvernement ne peut pas examiner la conduite qu'il serait plus convenable ou plus profitable de suivre ; ce qu'il doit considérer, c'est la conduite qu'il doit tenir de par ses propres engagements et de par la loi européenne. Cette loi, le gouvernement s'efforcera de l'observer fidèlement ; il n'a nullement l'intention d'abandonner la tâche entreprise ; mais il n'a pas non plus le droit d'étendre cette tâche dans les limites demandées par Lord Carnarvon.

### Situation de la Crète.

Dans la séance de la Chambre des Lords du 24 juin, Lord Salisbury, répondant à Lord Colchester, dit que le bruit d'un projet d'annexion totale ou partielle de la Crète par une puissance étrangère est dénué de tout fondement.

L'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople apporte la plus grande vigilance à surveiller tous les événements, et il a souvent contribué à aplanir des difficultés. En ce moment, l'état de choses en Crète est meilleur que précédemment ; il n'y a donc pas de raison de craindre une crise.

De temps à autre, il survient des dissensions violentes qui ne sont pas limitées aux murs d'une assemblée. Jusqu'à présent, le jugement et le bon sens des gouverneurs ont empêché ces dissensions de prendre un caractère dangereux, car des faits ayant un caractère anarchique seraient non seulement un sujet de préoccupation pour les habitants de la Crète et le gouvernement turc, mais encore soulèveraient les questions les plus délicates pour les autres puissances intéressées à la paix en Europe.

A la séance de la Chambre des Communes du 29 juillet, M. Leigh a demandé

si les habitants de la Crète ont exprimé le désir d'être placés sous la protection anglaise.

Sir James Fergusson a répondu : « Non certainement. »

Dans la séance du 2 août, sir James Fergusson a dit que les troubles actuels de la Crète étaient dus à des querelles de partis. Les membres de ces partis rivaux se sont attaqués, et, dans quelques cas des assassinats ont été commis et ont causé la panique dans certaines localités dont les populations sans protection se sont réfugiées dans les villes occupées par leurs partisans.

Des demandes ont été faites au gouvernement pour obtenir des réformes et pour que le gouverneur soit rappelé. Toutefois, il ne semble pas qu'il y ait eu jusqu'ici d'insurrection proprement dite contre l'autorité du sultan.

Au cours du banquet offert, le 31 juillet, aux ministres, à Mansion-House, par le Lord-maire, Lord Salisbury, répondant au toast de ses collègues, a dit qu'il ne croyait pas que les troubles de Crète pussent faire naître des craintes sérieuses. Il a déclaré catégoriquement, au nom du gouvernement, que l'Angleterre n'avait aucun désir d'annexer la Crète, la possession d'une île mécontente et réclamant le *home rule* lui suffisant amplement.

### Affaires de Samoa.

Dans la séance de la Chambre des Communes, du 2 juillet, M. James Bryce demande s'il est vrai que le gouvernement anglais ait consenti à aliéner les droits que l'Angleterre possédait comme faisant partie des trois puissances protectrices de Samoa, pour se contenter du rôle d'arbitre en cas de différend entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

Sir J. Fergusson répond que la convention au sujet de Samoa ne peut pas être ratifiée par le gouvernement américain avant d'avoir été soumise au Sénat de ce pays, qui ne se réunira qu'au mois de décembre prochain. Jusque-là, ajoute-t-il, il ne serait pas convenable de rendre publics les débats de la conférence de Samoa, et je ne puis pas entreprendre de démentir toutes les suppositions auxquelles ils peuvent donner lieu. Toutefois, je puis dire que le bruit auquel M. Bryce a fait allusion est sans fondement.

### Relations commerciales avec le Japon.

Dans la séance de la Chambre des Communes du 2 juillet, répondant à M. Stevenson, sir J. Fergusson déclare que le traité signé à Washington, le 30 novembre 1888 entre le Mexique et le Japon, traité qui accorde aux Mexicains le plein droit de voyager, de résider et de faire du commerce au Japon, n'a pas encore été ratifié. Il en est de même du traité signé le 20 février 1889 entre les Etats-Unis et le Japon, lequel, en aucun cas, n'entrera en vigueur avant le 11 février 1890. Ce traité règle les conditions imposées aux citoyens des Etats-Unis qui veulent résider ou faire du commerce au Japon.

Des propositions semblables ont été faites au gouvernement anglais, ajoute le ministre; elles ont été soigneusement examinées et nous espérons ouvrir prochainement avec le Japon des négociations assurant à nos nationaux les mêmes avantages.

— La clôture du Parlement a eu lieu le 30 août. Voici le discours du Trône, lu par le Lord-chancelier :

Mylords et messieurs,

C'est avec beaucoup de satisfaction que je vous relève des travaux de cette

longue session. Mes relations avec les autres puissances continuent à avoir le caractère le plus cordial.

Depuis l'ouverture de cette session, il ne s'est rien passé qui puisse diminuer la ferme confiance dans le maintien de la paix européenne que j'ai été en état d'exprimer à cette époque-là.

Le seul fait qui ait contrasté pendant ce temps avec la marche tranquille des événements consiste dans un renouvellement partiel des tentatives qu'ont faites autrefois les partisans du mahdi pour envahir la frontière méridionale de l'Égypte.

Les forces envahissantes ont été arrêtées et dispersées avec une remarquable habileté et d'une façon entièrement efficace par les troupes de S. A. le khédive, soutenues par un faible contingent britannique, sous le commandement du général Grinfell.

Une conférence relative aux affaires de Samoa, à laquelle ont pris part des représentants de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des États-Unis, s'est réunie à Berlin au printemps dernier et a adopté une convention organisant le gouvernement de ces îles. Cet acte diplomatique a été sanctionné par moi et par l'empereur d'Allemagne et n'a plus besoin que d'être approuvé par le Sénat des États-Unis.

Sur une proposition émanant de mon gouvernement, le roi des Belges a consenti à convoquer cet automne, à Bruxelles, une conférence des puissances européennes qui s'occupera de l'état actuel du commerce des esclaves par mer et par terre et étudiera les moyens d'empêcher ou de diminuer les maux qui affligent encore l'humanité.

J'ai conclu avec le gouvernement de la République française une convention par laquelle les différends concernant les limites de nos possessions respectives sur la côte occidentale de l'Afrique ont été aplanis.

Une nouvelle convention postale et télégraphique a été conclue avec la France et l'Allemagne.

C'est avec un grand plaisir que j'ai accepté les loyales offres de plusieurs des princes et chefs indigènes qui ont partagé les charges militaires qui pèsent sur mes sujets dans l'Inde britannique, et j'accueille avec reconnaissance leur coopération à la défense de l'Empire.

J'ai sanctionné avec plaisir le projet de loi destiné à mettre les régions les moins prospères de l'Irlande en communication rapide avec les principaux marchés du Royaume-Uni, à l'aide du développement des chemins de fer.

Ces mesures contribueront à l'accroissement du bien-être agricole et commercial qui se fait sentir dans ce pays depuis la disparition graduelle des troubles.

J'espère sincèrement que la nouvelle administration de l'agriculture contribuera à développer la plus ancienne de nos industries nationales,

Je reconnais avec satisfaction que l'on peut discerner partout les signes d'une prospérité grandissante et les fruits d'une confiance réciproque.

J'espère que, grâce à vos sages délibérations et à la concorde de tous mes sujets, ces progrès seront de plus en plus considérables. Je vous recommande humblement à la miséricordieuse bonté du Tout-Puissant.

## GRÈCE

### Affaires de Crète (1).

Athènes, 7 août 1889.

Les efforts du Gouvernement hellénique, dans les affaires de Crète en faveur des intérêts de la paix, qui sont aussi ceux de la Grèce, sont manifestes. Il a agi dans l'attente que ces mêmes intérêts dicteraient une action convergente à

(1) V. plus loin, p. 343, les renseignements relatifs aux affaires de Crète et spécialement la note du Gouvernement ottoman en réponse à la dépêche précédente.



la Turquie et à l'Europe. Attribuant à de l'apathie la lenteur du Gouvernement impérial, il espérait sous peu une action efficace. Aussi la population grecque de Crète, privée de munitions pour avoir voulu se conformer à la politique pacifique dictée par ceux qui dirigent la cause de l'hellénisme, se voit livrée sans défense dans les villes aux attaques de hordes sans aveu fortes de la protection de l'armée turque. Nous nous refusons à croire à cette protection; il est maintenant avéré que les ateliers militaires ottomans fournissent des armes et des munitions à la populace turque livrant ainsi à sa merci les habitants grecs sans défense. Ces mêmes autorités, sous les yeux desquelles les massacres dans les villes ont passé à l'ordre du jour, refusent le plus souvent le départ aux familles en danger. Néanmoins grand nombre de réfugiés cherchent asile dans les ports de la Grèce sacrifiant tout pour sauver la vie et l'honneur. Leur état lamentable excite la commisération publique et exige des populations et du Gouvernement royal des sacrifices exorbitants, qui sont encore le moindre inconvénient de la situation. Cet état de choses nous impose d'aviser aux moyens de défense de nos frères de Crète et nous aurions eu déjà recours à ces mesures si nous ne conservions encore un dernier espoir. Si nous nous sommes fait illusion sur les intentions de la Porte, le désir du concert européen de travailler au maintien de la paix ne peut être mis en doute. C'est à lui que nous nous adressons pour signaler la position qui nous est faite et pour réclamer qu'il prévienne la nécessité d'une action directe de notre part, en prenant lui-même en mains la cause de la paix et de l'humanité, en faisant rétablir l'ordre dans l'île par ses propres forces armées. Les atrocités qui s'y commettent, les souffrances des populations, la situation de jour en jour plus critique ne permettent pas le moindre retard dans la décision que les puissances, nous n'en doutons pas, s'empresseront de prendre dans le sens indiqué.

Veuillez faire part de ces considérations au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Signé : E. DRAGOMIS.

### Le commerce extérieur de la Grèce en 1888.

En voici l'exposé publié par la *Revue de l'Orient*, d'après une publication du Bureau de statistique du ministère des finances hellénique :

Le mouvement du commerce général de la Grèce avec les pays étrangers pour 1888 est évalué pour les exportations réunies à une somme totale de 227,531,496 fr.

Le commerce général à l'importation comprend toutes les marchandises qui arrivent de l'étranger tant pour la consommation que pour l'entrepôt et le transit; à l'exportation il se compose de toutes les marchandises grecques ou étrangères qui sortent de Grèce.

Le commerce général à l'importation a atteint le chiffre de 121,388,595 fr. et à l'exportation 103,142,901 fr.

Pour le commerce spécial, les valeurs des importations réunies montent à 204,802,923 fr., les importations y étant comprises pour fr. 109,149,182 et les exportations pour fr. 95,653,741. Il a été importé en outre, pour le compte des monopoles de l'Etat pendant l'année 1888, du pétrole et des allumettes pour la somme de fr. 4,110,087.

Il faut ajouter ici l'explication que le commerce spécial embrasse à l'importation toutes les marchandises qui sont livrées à la consommation; à l'exportation, il comprend les produits et les marchandises étrangères nationalisées par le paiement du droit.

Aux importations, les pays de provenance se classent dans l'ordre suivant : L'Angleterre pour fr. 34,938,501 commerce général et fr. 28,909,879 commerce spécial. La Russie pour fr. 29,662,153 commerce général et fr. 25,320,147 commerce spécial. L'Autriche-Hongrie pour fr. 16,891,044 commerce général et fr. 15,754,612 commerce spécial. La Turquie pour fr. 14,241,791 commerce général et fr. 12,836,504 commerce spécial. La France pour fr. 11,921,859 commerce général et fr. 10,932,663 commerce spécial. L'Italie pour fr. 4,792,843

commerce général et fr. 4,139,525 commerce spécial. L'Allemagne pour fr. 4,188,085 commerce général et fr. 4,064,951 commerce spécial. Les Etats-Unis pour fr. 2,842,991 commerce général et fr. 1,890,837 commerce spécial. La Belgique pour fr. 2,227,907 commerce général et fr. 2,048,257 commerce spécial. La Roumanie pour fr. 1,283,901 commerce général et fr. 1,271,433 commerce spécial. L'Egypte pour fr. 481,999 commerce général et fr. 475,918 commerce spécial. La Suisse pour fr. 398,079 commerce général et fr. 331,854 commerce spécial. Les Pays-Bas pour fr. 79,541 commerce général et fr. 79,869 commerce spécial. Enfin divers autres pays pour fr. 1,207,896 commerce général et fr. 1,072,733 commerce spécial.

Aux exportations, les pays de destination sont classés dans l'ordre suivant : L'Angleterre pour fr. 40,797,004 commerce général et fr. 40,613,881 commerce spécial. La France pour fr. 18,033,915 commerce général et fr. 17,906,047 commerce spécial. La Turquie pour fr. 11,017,068 commerce général et fr. 4,062,695 commerce spécial (cette grande différence entre le commerce général et le commerce spécial des exportations à destination de Turquie est attribuée aux entrepôts de Syra, du Pirée et de Corfou, qui fournissent des marchandises non grecques à plusieurs marchés de Turquie). La Belgique pour fr. 10,165,154 commerce général et fr. 10,165,154 commerce spécial. L'Autriche-Hongrie pour fr. 7,735,196 commerce général et fr. 7,668,312 commerce spécial. Les Etats-Unis pour fr. 4,711,116 commerce général et fr. 4,711,116 commerce spécial. L'Allemagne pour fr. 3,468,123 commerce général et fr. 3,466,289 commerce spécial. Les Pays-Bas pour fr. 2,384,136 commerce général et fr. 2,384,136 commerce spécial. L'Egypte pour fr. 2,042,036 commerce général et fr. 1,955,058 commerce spécial. La Russie pour fr. 1,368,801 commerce général et fr. 1,341,526 commerce spécial. L'Italie pour fr. 941,669 commerce général et fr. 968,436 commerce spécial. La Roumanie pour fr. 350,414 commerce général et fr. 342,822 commerce spécial. Divers autres pays pour fr. 128,269 commerce général et fr. 128,269 commerce spécial.

## ITALIE

### Les Ecoles italiennes en Orient (1).

Il en a été question dans la discussion du budget des affaires étrangères à la Chambre des députés (20 juin) et au Sénat (28 juin).

M. Crispi a déclaré qu'après l'examen des anciennes écoles et par suite de plaintes continuelles, on avait dû procéder à une nouvelle organisation des écoles, car il n'était plus guère possible ni digne de continuer à subventionner les écoles congréganistes antinationales, qui n'avaient pas reconnu la protection du roi d'Italie et ne voulaient admettre, en aucun cas, même la visite de nos consuls, car il est à noter que les susdites congrégations dépendent politiquement de la France et spirituellement du Vatican.

Le Gouvernement aurait manqué à un devoir strict, en continuant à secourir des écoles qui étaient italiennes seulement de nom. Le ministère a toujours été prodigue d'encouragements aux religieux qui lui en ont demandé, comme il l'a prouvé par son action en Chine et en Terre sainte.

M. Crispi constate que quelques difficultés ont été rencontrées dans la création

(1) Les journaux de Rome publient les informations suivantes concernant ses écoles :

Le budget de ces écoles, qui n'était auparavant que de 300,000 fr., a été élevé à 404,800 fr. par M. Crispi. et, cette année, à 1,033,710 fr. Les écoles, tous les degrés compris, sont au nombre de 119, dont 79 purement gouvernementales, 28 fondées par les capitaux privés, mais recevant la subvention de l'Etat, et 12 vivant d'elles-mêmes. Le nombre des élèves des deux sexes suivant ces écoles est de 7,048, sans compter 1,500 adultes environ qui suivent des cours du soir dans des écoles spéciales. Le personnel enseignant comprend : 4 directeurs généraux, 179 professeurs ou maîtres, dont 96 institutrices.

d'écoles à Constantinople. Ces difficultés ont été heureusement surmontées en parfait accord avec la Porte. M. Crispi énumère les résultats très satisfaisants obtenus.

M. Crispi soutient, en invoquant le traité de Berlin, et notamment l'article 62, que la France ne peut pas prétendre au monopole de la protection des missionnaires sur le territoire ottoman. Suivant M. Crispi, la défense de ses propres missionnaires appartient à chaque puissance, et l'on a reconnu seulement à la France ses droits acquis à la protection des lieux saints.

Au Sénat, M. Crispi, après avoir fait le procès des congréganistes, a rappelé qu'un évêque italien a dû quitter Tunis, à cause de ses sentiments pour l'Italie, après l'arrivée du cardinal Lavigerie.

M. Crispi reconnaît que le cardinal Lavigerie ne fait que son devoir en favorisant l'influence française, mais il estime que les Italiens qui ont fourni de l'argent au prélat français n'ont pas été bien avisés jet que leur argent aurait pu recevoir un meilleur emploi.

— Le Cardinal Lavigerie, dans une lettre adressée à un journal africain, a protesté contre ces dernières allégations :

La vérité, dit-il, la voici :

M<sup>r</sup> Sutter, alors âgé de quatre-vingt-quatre ans, avait donné sa démission à plusieurs reprises et, en dernier lieu, il l'avait fait agréer par le Saint-Siège, plusieurs mois avant qu'il fût même question de l'occupation de la Tunisie. Bien plus, les titres des trois religieux italiens, parmi lesquels devait être choisi son successeur, étaient déjà, selon l'usage, proposés à la Propagande par M<sup>r</sup> Sutter lui-même. Ce n'est qu'après l'occupation, que le Gouvernement français s'opposa à ce que l'on nommât, en Tunisie, un évêque d'une nationalité étrangère. Cette demande est conforme à tous les précédents. Après la démission de M<sup>r</sup> Sutter, le cardinal a été, à cause du voisinage de son archevêché, chargé par le Saint-Siège d'administrer provisoirement le vicariat apostolique de Tunisie.

Il a si peu persécuté M<sup>r</sup> Sutter, que, le Gouvernement italien ayant refusé de donner une pension quelconque à ce prélat vénérable qui avait, pendant quarante ans, servi la colonie italienne en Tunisie, M<sup>r</sup> Lavigerie a fait à ce dernier, pour ne pas le laisser dans la misère, une pension viagère annuelle de 6,000 fr., qu'il a payée de ses propres deniers, jusqu'au jour où, trois ans après, l'ancien évêque de Tunis est mort à Ferrare.

Quant à recevoir l'argent des Italiens, non-seulement jamais il n'a été donné au cardinal un centime par les Italiens pour les œuvres de la Tunisie, mais, tout au contraire, c'est lui qui, à plusieurs reprises, a envoyé en Italie aux victimes des inondations, du choléra, des tremblements de terre, d'abondantes aumônes, recueillies par ses soins dans ses deux diocèses. Il a en main les lettres de remerciements, qui lui ont été, à ces occasions, adressées par le ministère des affaires étrangères de la péninsule, et il est bien fâcheux pour M. Crispi, qui est le titulaire de ce ministère, de n'avoir pu constater leur existence.

Il se serait épargné l'ennui d'avoir prétendu que le cardinal recevait l'argent des Italiens, alors qu'il leur en donnait.

Le cardinal a créé, en outre, exclusivement toutes les œuvres chrétiennes de la Tunisie avec l'argent des associations de propagande et des catholiques de France, et les quatre millions qu'il y a dépensés ont été gagnés surtout par les ouvriers italiens, qui sont les plus nombreux du pays.

### L'agitation irredentiste.

La *Gazette officielle* de Rome, du 20 juillet, publie le rapport suivant adressé au ministre de l'intérieur par le préfet, directeur général de la sûreté publique :

Une association, qui a pris le titre de Comité de Trente et de Trieste, vient de se constituer à Rome où, usurpant l'autorité du Gouvernement, elle se pro-



pose un but que je considère comme offensant pour les prérogatives des grands pouvoirs de l'Etat.

Cette association, pour arriver au but qu'elle vise, a déposé hier, entre les mains de la police de Rome, un manifeste adressé aux Italiens, afin d'obtenir la permission d'affichage. Cette permission lui a été refusée.

Par les idées annoncées dans ce manifeste, par la forme impérative qu'il revêt, le Comité a la prétention de se substituer au Roi à qui la Constitution réserve exclusivement la conclusion des traités, le droit de paix et de guerre.

Foulant aux pieds les droits de la souveraineté territoriale, sanctionnée par les plébiscites, les auteurs du manifeste se posent en arbitres du sort du peuple et l'appellent sous le faux prétexte de délivrer Trente et Trieste, à porter dans le royaume l'agitation et le désordre. Ces factieux insultent le Gouvernement et le Parlement qu'ils accusent d'oublier les droits de la nation. Ils maudissent une alliance qui est non-seulement une base solide pour la paix de l'Europe, mais encore la garantie de l'indépendance et de l'unité de l'Italie contre l'action insidieuse d'ennemis manifestes et cachés.

Il faut observer, en attendant, que les actes du Comité de Trente et de Trieste ont spécialement pour but de troubler les rapports internationaux du Gouvernement du Roi avec une puissance étrangère et de mettre l'Italie dans un véritable état d'isolement.

Ces actes sont punis par le nouveau Code pénal qui, s'il n'est pas obligatoire aux termes de la loi, constitue néanmoins un devoir moral.

Le Gouvernement, qui ne peut pas permettre que ce délit soit commis, propose à Votre Excellence de revêtir de sa signature le projet de décret suivant :

Suit le décret, daté du 19 juillet, et signé de M. Crispi :

En présence du but que se propose le Comité de Trente et de Trieste, et vu son manifeste daté du 17 juillet courant, qui, par sa forme, tend à usurper les pouvoirs que l'art. 5 de la constitution réserve exclusivement au roi et qui ne peuvent être exercés que par lui ;

Considérant que les auteurs du manifeste pourraient, par leurs agissements, porter le trouble dans les fonctions des pouvoirs constitués, en substituant leur action de citoyens privés à l'action de l'Etat ;

Considérant que les actes dudit Comité sont une violation flagrante de la loi fondamentale et des prérogatives qui sont la base de la monarchie et sont, de propos délibéré, dirigés en vue de troubler les rapports internationaux de l'Italie avec une puissance étrangère ;

Est décrété ce qui suit :

1° Le Comité de Trente et de Trieste est dissous ;

2° Les contrevenants au présent décret seront punis aux termes de la loi ;

3° Le questeur de Rome est chargé de l'exécution du présent décret.

## SAINT-SIÈGE.

### Allocution du Pape contre l'érection du monument de Giordano Bruno.

Le 30 juin, Léon XIII a tenu un Consistoire, dans lequel il a adressé aux cardinaux l'allocution suivante (dont nous empruntons la traduction à l'*Univers*) :

Vénérables Frères,

Ce que Nous vous disions naguère en vous parlant, dans ce même lieu, des nouveaux et des plus graves attentats qui se préparaient dans cette auguste Ville contre l'Eglise et le Pontificat romain, s'est complètement réalisé, à Notre grande douleur et à l'affliction de tous les gens de bien. A ce sujet, Nous vous avons fait convoquer extraordinairement, afin de pouvoir exprimer publique-



ment à quel point ce forfait Nous a affecté, et de réprouver librement aussi, comme il convient, en votre présence, un si grand crime.

A la suite de la révolution italienne et de l'usurpation de Rome, Nous n'avons pas manqué de voir la très sainte religion et le Siège apostolique en proie à une longue série d'attentats. Mais aujourd'hui les sectes perverses tendent avec fureur à des actes bien pires encore que les précédents. Il y a des esprits qui ont résolu de faire de la ville maîtresse de la catholicité, la capitale de toute dépravation et de l'impiété ; et dans ce dessein, ils y amassent de partout des foyers de haine, afin de parvenir plus sûrement, en attaquant cette citadelle de l'Eglise catholique, à renverser de fond en comble, s'ils le pouvaient, la pierre angulaire sur laquelle elle s'appuie. Et, en effet, comme s'ils n'avaient pas fait assez de ruines depuis tant d'années déjà, voici que, dans l'intention de se surpasser eux-mêmes en audace, ils décrètent d'élever un monument public pour glorifier devant la postérité l'esprit d'apostasie contre l'Eglise et pour apprendre qu'ils veulent une guerre à mort avec le catholicisme. Que tel soit le dessein des machinateurs en nom et des principaux fauteurs de l'entreprise, la chose le dit assez elle-même. Celui qu'ils comblent d'honneurs est un homme deux fois apostat, convaincu d'hérésie par jugement, et révolté contre l'Eglise jusqu'à son dernier soupir. Bien plus, c'est à ces titres mêmes qu'ils ont voulu l'honorer ; car il est constant qu'on ne trouve en lui aucun mérite vrai. Ce n'est pas sa rare science, puisque ses écrits montrent un adepte du panthéisme et du plus honteux matérialisme, imbu d'erreurs grossières et se contredisant souvent lui-même. Ce ne sont pas ses vertus, puisque ses mœurs, au contraire, sont pour la postérité un exemple de la perversité et de la corruption auxquelles des passions insoumises peuvent conduire un homme. Ce ne sont pas ses belles actions, ses services signalés envers son pays : ses talents à lui étaient de feindre, de mentir, d'être égoïste, de ne pas souffrir la contradiction, de flatter, d'avoir l'âme basse et l'esprit pervers. Les honneurs extraordinaires rendus à un pareil homme n'ont donc guère qu'un sens, qu'un enseignement : c'est qu'il faut établir toute vie en dehors de la doctrine divinement révélée, en dehors de la foi chrétienne, et soustraire entièrement au pouvoir de Jésus-Christ l'esprit des hommes. C'est ce qui est sans contredit le but et l'œuvre des sectes méchantes, qui s'efforcent de tout leur pouvoir de séparer les Etats de Dieu, et qui attaquent avec une haine sans mesure et un acharnement extrême l'Eglise et le Pontificat romain. Et afin de rendre l'injure plus insigne et la signification de ce monument plus éclatante, on a voulu que la dédicace s'en fit avec le plus grand appareil, et en présence de la foule la plus nombreuse. Rome donc a vu en ces jours une immense tourbe amenée de tous les côtés dans ses murs ; des processions de drapeaux cyniquement hostiles à la religion, et, ce qui est le plus épouvantable, c'est qu'il s'y trouvait même des étendards avec l'effigie du mauvais Esprit qui a refusé d'obéir dans le ciel au Très-Haut, et qui est le prince des séditeux, le chef de tous les révoltés. A cette criminelle démonstration s'est ajoutée l'impudence des discours et d'écrits où la sainteté des plus augustes choses est tournée en dérision, sans pudeur, sans mesure, où on exalte ardemment cette absolue liberté de penser, qui est la mère trop féconde de toutes les mauvaises doctrines, et qui ébranle avec les mœurs chrétiennes les fondements de toute loi et de toute société civile.

Et une si triste manifestation a pu être longuement préparée, organisée et réalisée, non seulement au su des gouvernants, mais avec leur faveur et leur concours ouvert et manifeste.

Il est douloureux à constater, et c'est presque un prodige, que dans cette auguste ville où Dieu a établi le domicile de son vicaire retentisse l'éloge de la raison humaine en révolte contre Dieu, et que, là où le monde entier a été instruit à demander les purs préceptes de l'Evangile et les conseils du salut, aujourd'hui, par l'effet d'un bouleversement criminel, des erreurs coupables et l'hérésie elle-même soient impunément consacrées par des statues. Les événements nous ont conduits à ce point que nous voyons l'abomination de la désolation dans le lieu saint.

En raison de l'indignité de ces faits, comme le gouvernement de la chrétienté Nous a été confié avec la garde et la défense de la religion, Nous déclarons que Rome a été outragée, que la sainteté de la foi chrétienne a été odieusement violée, et Nous dénonçons au monde catholique tout entier, avec douleur et indignation, le sacrilège attentat.

Mais de l'outrage même on peut tirer d'utiles enseignements. Par là, en effet, l'on voit de plus en plus si Nos ennemis se sont reposés, après avoir renversé le principat civil du Souverain Pontife, ou s'ils n'attendent pas encore autre chose pour finir, à savoir le renversement de l'autorité spirituelle des Souverains Pontifes et le déracinement de la foi chrétienne. De même on voit clairement si, en revendiquant les droits du Siège Apostolique, Nous avons été mû par quelque considération humaine, ou si Nous ne l'avons pas été plutôt par le souci de la liberté du Siège Apostolique, de la dignité du Souverain Pontife et même de la prospérité des affaires italiennes qui en dépend.

Enfin, les événements eux-mêmes font trop bien voir ce que valent et où sont tombées tant de belles promesses qu'au début on n'hésitait pas à faire spontanément. Au lieu des respects et des égards de tout genre par lesquels on disait que l'on voulait généreusement rendre honneur au Pontife Romain, les injures et les outrages se sont peu à peu succédé avec la plus grande gravité, et aujourd'hui, par une injure qui éclate au jour et qui restera aux yeux de tous comme la plus grande, c'est à un homme impie et perdu de mœurs qu'on élève un monument. Cette ville de Rome, qu'on affirmait devoir être toujours le siège glorieux et assuré des Pontifes Romains, on veut en faire la tête d'une impiété nouvelle en y fondant le culte absurde et insolent de la raison humaine portée comme un faite divin.

Aussi, Vénérables Frères, examinez quelle liberté ou quelle dignité Nous est laissée pour l'accomplissement de Notre charge apostolique. Notre personne elle-même n'est pas à l'abri de danger et de crainte, car personne n'ignore jusqu'où vont les desseins et les entreprises de nos pires ennemis; et il n'est personne non plus qui ne voie qu'à la faveur des temps qui leur sont propices, leur nombre et leur impudence croissant tous les jours, ils ont résolu de n'avoir point de repos avant d'avoir poussé les choses à l'extrémité de la ruine. Que si, sur le point dont Nous Nous plaignons, on ne leur a pas laissé — uniquement par motif d'utilité — toute licence pour accomplir leurs funestes desseins par la force et avec des voies de fait, il n'est personne qui puisse se persuader aisément, qu'une fois qu'ils en auront la possibilité, ils n'en viennent même à cet excès de crime; d'autant plus que Nous sommes sous le pouvoir de gens qui ne craignent pas de Nous accuser publiquement comme si Nos intentions à l'égard de l'Italie étaient ennemies et hostiles.

On ne doit pas moins craindre que l'audace de ces hommes perdus, qui les pousse à toute sorte de crimes, et leurs passions excitées ne puissent toujours être également arrêtées et étouffées, s'il venait des temps plus redoutables encore et plus troublés, soit à cause des troubles civils et du bouleversement des affaires publiques, soit à cause des mouvements et des calamités de guerre. Par où l'on voit mieux encore quelle est finalement, la situation faite au Chef suprême de l'Eglise, au Pasteur et Maître du nom catholique.

Sous le poids de si amers soucis et de si grandes sollicitudes, Nous succomberions écrasé, vu surtout Notre grand âge, si notre âme n'était relevée et si Nos forces n'étaient soutenues et par l'espoir éprouvé que Jésus-Christ ne privera jamais son Vicaire de son divin secours, et par la conscience du devoir qui nous avertit saintement que Nous devons être d'autant plus ferme au gouvernail de l'Eglise que sévit plus violemment la tempête d'erreurs et de convoitises excitée contre elle par les enfers. Nous avons donc reposé tout espoir et toute confiance en Dieu, puisque c'est de sa cause qu'il s'agit, et Nous Nous confions surtout en la prière très pressante qu'avec tout le zèle et de toute l'ardeur de Notre âme Nous adressons à la grande Vierge auxiliaire du peuple chrétien, et aussi aux bienheureux princes des apôtres Pierre et Paul, sur la

protection et la puissance desquels cette illustre ville de Rome s'est toujours heureusement reposée.

Or, de même que vous, Vénérables Frères, vous associez assiduellement à Nos douleurs et aux prières que Nous adressons à Dieu, gardien et vengeur de son Eglise, de même Nous ne doutons aucunement que dans l'Italie tout entière Nos Vénérables Frères les évêques ne doivent toujours agir semblablement et, selon que le réclament les difficultés des temps, qu'ils ne veillent, chacun au bien de son peuple, avec un soin et une application d'autant plus instants. Nous les exhortons à s'efforcer surtout d'exposer à leurs peuples et de déclarer ouvertement toute l'iniquité et toute la perfidie de ce qu'ont entrepris de faire les ennemis de la religion, qui le sont en même temps de la patrie.

En effet, ce qu'enferme la foi catholique, c'est le meilleur et le souverain bien ; or, Nos ennemis n'ont rien de plus à cœur que d'arriver, par leurs efforts, à éloigner les populations italiennes de cette foi, qui leur a valu si longtemps toute sorte de gloire et de prospérité ; quant aux catholiques, ils doivent être avertis qu'il ne leur est absolument pas permis de s'endormir en face de tels périls ou de les combattre mollement ; ils doivent au contraire être courageux à professer leur foi, fermes à la défendre, prêts à faire promptement pour elle tous les sacrifices que leurs circonstances réclament.

Ces enseignements et ces avis s'adressent de plus près aux habitants de Rome, attendu que leur foi — c'est évident — est chaque jour perfidement en butte à des attaques de plus en plus dangereuses. Aussi, plus grand ils savent qu'est pour eux le bienfait de la foi, reçu de Dieu et en raison des rapports si proches et si intimes avec ce Siège apostolique, plus ils se souviendront d'y persévérer, pour se montrer dignes de leurs pères et de leurs ancêtres, que la renommée de leur foi a rendus célèbres dans le monde entier.

Que les Romains donc, que tous les Italiens, que tous les catholiques partout ne cessent, par des prières et toute sorte de bonnes œuvres, de demander à Dieu qu'il éloigne miséricordieusement sa colère, provoquée par tant d'odieux attentats contre l'Eglise, et que, dans sa bienveillance, il accorde aux vœux communs des bons la miséricorde, la paix et le salut qu'ils demandent en leurs supplications.

## SERBIE

*Note circulaire adressée par le Ministre des Affaires étrangères  
aux légations à l'étranger.*

Monsieur le Ministre,

Vous n'ignorez pas les bruits répandus depuis quelque temps par la presse étrangère. Ces bruits tendent à présenter la situation intérieure du royaume, et celle de ses rapports avec l'extérieur, sous un aspect tel qu'il devrait en résulter des événements désastreux, que rien, cependant, ne fait prévoir.

La célébration du 5<sup>e</sup> centenaire de Kossovo, le retour du métropolitain Michel, et le toast de S. M. l'Empereur de Russie, dont il a tant été parlé, ont donné naissance à ces bruits. Comme preuve que ladite presse cherche systématiquement à donner à tout un caractère provocant, je citerai l'exemple de la *Neue Freie Presse* de Vienne, qui a répandu la nouvelle que dans tous les pays de population serbe, divers comités enverraient des délégués à Krouschevatz pour assister à la célébration du 5<sup>e</sup> centenaire. Cette nouvelle, dont le caractère à tendance est manifeste, n'est qu'une invention pure et simple, par la raison que le comité chargé de l'organisation et de l'exécution du programme des fêtes du 5<sup>e</sup> centenaire de Kossovo n'a connaissance d'aucune délégation ayant fait part de son intention d'assister à cette solennité. De plus, le comité organisateur n'a invité à prendre part aux fêtes aucune personnalité étrangère.

De même, sont, sans aucun fondement, toutes les combinaisons de la presse, à laquelle je fais allusion, relativement à la puissance politique et au rôle du métropolitain Michel. Ces combinaisons blessent le bon sens, surtout dans les



conditions où nous nous trouvons actuellement. Il est également faux que le métropolitain ait lancé un manifeste condamnant et annulant toutes les décisions prises par la précédente hiérarchie ecclésiastique. Par la lecture même du message du métropolitain, vous vous convaincrez qu'il n'en est point ainsi. Ce document, au contraire, est rédigé dans un esprit tout à fait conciliant et ne dépasse pas les limites des prescriptions pastorales de l'Eglise.

Le but à tendance de la presse étrangère, qui s'est livrée à des commentaires à propos du toast de S. M. l'Empereur au Prince de Monténégro, est tellement manifeste que je me dispense d'en parler en détail. Il n'y a aucune raison d'attacher à ce toast l'importance que lui attribuent les feuilles étrangères et les cercles où elles puisent leurs inspirations. Il n'y a aucune raison d'interpréter le toast comme étant dirigé contre le développement paisible, régulier et normal de l'Etat serbe. De plus, aucune circonstance n'a surgi dans notre pays pouvant justifier une telle interprétation. Nous ne nous sentons nullement atteints par le toast impérial et nous ne voyons pas qu'on puisse mettre en parallèle notre roi mineur et le prince Nicolas. Ainsi donc l'interprétation malveillante du toast de S. M. l'Empereur ne repose sur aucun fondement. Il faut naturellement interpréter ce toast comme une marque de distinction à l'adresse d'un prince slave de la Péninsule des Balkans, pour son inaltérable amitié à l'égard de la Russie.

Je vous prie, monsieur le Ministre, de vouloir bien, à l'aide de ces données, démentir tous les faux bruits répandus par la presse étrangère.

Veuillez agréer, etc.

Belgrade, 3 juin 1889.

Le 27 juin, à Kragoujevatz, les fêtes commémoratives de Kossovo (1) se sont terminées par un banquet offert au roi Alexandre par la municipalité. Après un toast porté au nom de la ville de Kragoujevatz au jeune roi, le général Grouitch, Président du Conseil des Ministres, a remercié la ville de Kragoujevatz, « cette mère de toutes les villes serbes, qui fut autrefois la résidence du czar Lazare. »

M. Grouitch a fait l'exposé de la situation de la Serbie au temps de la défaite de Kossovo : c'est le manque d'union qui, à cette époque-là, a provoqué cette défaite.

« Puisse le souvenir de ce triste événement, a ajouté le premier ministre, servir de leçon aux Serbes pour l'avenir et les faire coopérer tous à l'œuvre nationale, en restant fidèlement attachés au trône et à la dynastie des Obrenovitch ! »

L'ancien ministre Mijatovich, actuellement président de l'Académie serbe, a ensuite porté un toast à tous les hôtes venus des diverses régions habitées par les Serbes, et notamment à ceux venus de Russie, « la puissante nation sœur ».

Le roi Alexandre a été couronné le 2 juillet au couvent de Zitcha.

Le commencement de la fête a été annoncé, dès le matin, par des coups de canon.

A neuf heures, des cris enthousiastes de « Zivio », poussés par la foule, annoncèrent l'arrivée du jeune roi. Le métropolite Jérôme, le coadjuteur Ducic et les autres membres du clergé vinrent, en grande pompe, à l'entrée de la cour, recevoir le roi, qui se rendit directement à l'église, accompagné par les régents, les ministres, les dignitaires de la cour, les généraux et un grand nombre d'officiers supérieurs. Dès que le roi fut entré à l'église, le métropolite prononça l'allocution suivante :

« Maître bien aimé et roi de Serbie, le peuple serbe t'amène dans ces saints lieux, « où, il y a plus de six siècles, saint Sabbas a oint son frère le roi Etienne de Serbie, pour te sacrer afin que tu puisses régner avec gloire. La sainte Eglise

(1) V. *Archives*, 1889, II, p. 368.



orthodoxe et ses serviteurs dévoués te reçoivent à cette place avec les souhaits pour la prospérité et la gloire de ta personne et celles de la maison Obrenovitch. Pourtant, avant de te sacrer, je te demande si tu es fidèle à notre Eglise et quelles sont tes croyances ».

A ce moment le métropolite tendit au roi un livre de prières. Le roi, le tenant dans sa main, récita le *Credo* à haute voix ; après quoi, le service divin commença. Après l'évangile, le roi s'avança, et ayant embrassé les saintes images de l'iconostase, se plaça devant l'entrée de l'autel et fut oint par le métropolite, au front, aux joues et aux mains.

Après le sacre, le métropolite récita une prière, que toute l'assistance écouta à genoux. Au même moment, une salve de cent et un coups de canon fut tirée.

Le jeune souverain a été vivement accueilli par la foule. Le cortège s'est ensuite rendu à Kralievo, où un grand banquet a eu lieu à deux heures.

Dans la journée on a reçu des télégrammes de félicitations du roi Milan, de la Reine Nathalie, de l'Empereur d'Autriche et du Czar.

Le soir du couronnement, le roi de Serbie a donné un dîner de gala en l'honneur de M. Persiani, et, au cours du repas, il a porté le toast suivant :

« Je lève mon verre à la santé de mon bien-aimé parrain, S. M. l'Empereur Alexandre III de Russie, qui m'a fait l'honneur particulier de se faire représenter à mon couronnement par S. E. le ministre Persiani. Vive S. M. Alexandre III ! »

M. Persiani a remercié, en assurant le roi des sentiments pleins de bienveillance et d'amitié que nourrit l'empereur à son égard.

M. Ristich, qui était resté à Belgrade, a adressé au Roi la dépêche suivante :

« Empêché, par une indisposition, de prendre part, personnellement, aux grandes et historiques fêtes nationales, dont l'une, triste, a des racines profondes dans les souvenirs du passé national, et l'autre, joyeuse et heureuse, prépare de nouvelles bases à un avenir plus brillant, je suis heureux de pouvoir — ne fût-ce que de cette manière — prendre la liberté d'offrir à Votre Majesté, l'expression des sentiments dont je suis pénétré à l'occasion de cette mémorable journée de l'histoire moderne de la Serbie.

Le développement des événements historiques dans notre chère patrie m'a, pour la seconde fois, élevé à la dignité de Régent, m'imposant le double devoir de servir la patrie et la dynastie à des époques différentes et dont la tâche est d'une autre nature.

Bien que, d'une part, ma seconde mission comme régent m'ait trouvé plus riche en expérience, il m'incombe, d'autre part, à des moments beaucoup plus difficiles, une tâche plus compliquée. Mais aussi, aujourd'hui de même qu'il y a vingt ans, j'ai la volonté inébranlable de servir dignement le trône et la Patrie.

Animé de cette ferme volonté et confiant en la protection de la Providence, j'ai, de nouveau, accepté la tâche difficile de Régent afin de rendre un dernier service à ma patrie qui me comble de sa confiance et à la dynastie sous le drapeau glorieux de laquelle mes cheveux ont blanchi.

« Comptant sur le dévouement éprouvé du peuple serbe envers le drapeau de la dynastie nationale, j'espère en Dieu qu'il ne nous sera pas difficile, à moi et à mes collègues, de remplir nos devoirs envers le trône de Votre Majesté. Après de longues luttes intérieures, la question dynastique a été à jamais résolue, lorsque, en 1858, la Serbie retentissant de centaines de milliers de voix s'écriait : « C'est à Milosch ! » — Depuis ce moment, tous les efforts malveillants du sort, loin d'avoir séparé le peuple serbe et sa dynastie, ont encore mieux raffermi leur union. Dans une période relativement courte de 20 ans, le peuple serbe a élevé et soutenu deux jeunes et tendres rejetons de la glorieuse dynastie des Obrenovitch : il les a gardés et élevés dans son sein pour partager avec

eux sa destinée fondée avec leurs aïeux. Peut-on trouver une preuve plus puissante pour démontrer combien le peuple s'est identifié avec la dynastie nationale ? Ces traits caractéristiques de notre histoire moderne démontrent mieux que n'importe quels autres événements, l'esprit qui l'anime et l'amour national qui sert de base au trône des Obrenovitch.

Sire, la seconde partie du programme que la Régence de Votre Majesté doit accomplir en gouvernant le vaisseau de l'Etat, jusqu'à la majorité de Votre Majesté, est beaucoup plus compliquée et plus pénible. Les nouvelles institutions de l'Etat, établies ou à la veille d'être établies sur la base d'une constitution des plus libérales, exigent des soins attentifs et une marche pleine de précautions et exempte de toute précipitation. Les moindres fautes suffiraient pour jeter le vaisseau de l'Etat contre les écueils de l'Anarchie et les rochers de la Réaction.

Seule la stricte application des lois dans l'Etat, les communes et dans le domaine électoral, peut fournir à l'Etat le gouvernail qui dirigera le vaisseau gouvernemental sans avarie, à travers Charybde et Scylla. Le premier devoir patriotique des Régents, du gouvernement, des fonctionnaires de l'Etat, et des communes, c'est de donner l'exemple de la légalité pour que, pendant les cinq ans qui nous restent jusqu'à la majorité du Roi, l'idéal constitutionnel du peuple serbe puisse être formé sur les bases des nouvelles institutions pouvant lui servir de bouclier et de défense de ses libertés entre les mains de son Roi.

Chaque époque a sa destination propre. La Régence c'est le règne du travail. Après les jours de douleur et de joie, les jours de la froide raison et du travail incessant nous attendent. Et continuant à épargner et à travailler dans le domaine du développement économique de la manière dont on l'a fait pendant ces quatre derniers mois, la Régence et le Gouvernement osent espérer en Dieu de pouvoir débrouiller avec succès l'héritage embrouillé qu'ils ont reçu et faire sortir le pays des difficultés sans nombre dans lesquelles il se trouve aujourd'hui.

La Régence, c'est le règne de la paix. Grâce à Dieu la paix est ramenée dans l'Eglise, la paix est recouvrée dans l'Etat. Puisse la paix régner dans tous nos rapports, chez nous et avec les voisins, et Dieu bénira les efforts que feront la Régence, le Gouvernement et le peuple serbe entier pour qu'ils puissent, à un moment heureux, remettre à Votre Majesté le pays bien entretenu, content et plein de progrès.

Vive le roi de Serbie, Alexandre I<sup>er</sup>.

## SUISSE

### Différend avec l'Allemagne au sujet du droit d'asile.

Nous avons déjà exposé les faits qui ont donné lieu au litige (*Archives*, 1889, 2, 369-373).

### Interpellation au sein du conseil national suisse au sujet du conflit avec l'Allemagne.

MM. Künzli, Ador, Arnold, Bürkli, Forrer, Isler, Lutz-Müller, Müller (Ed., Berne), Ruffy, Schobinger ont, en date du 20 juin, déposé au conseil national l'interpellation suivante :

« Les soussignés demandent à interpellier le conseil fédéral sur la question de savoir s'il est en état de faire en ce moment des communications au sujet des difficultés qui se sont produites entre la Suisse et d'autres pays. »

Dans la séance du 21 courant, M. Künzli a développé son interpellation comme suit :

« C'est avec un étonnement croissant que le peuple suisse a appris — et nous

en avons tous été témoins — qu'un cas de police d'une importance peu considérable en apparence avait amené une tension sérieuse avec une grande puissance amie, qu'une action diplomatique de plusieurs puissances en était résultée et que, dans un échange de notes, il avait été soulevé des questions d'une grande portée, qui n'ont évidemment aucune connexité avec le cas Wohlgemuth.

« Si jusqu'à présent il ne s'est élevé, dans le sein de l'assemblée fédérale, aucune voix pour demander des informations sur ces faits, si le peuple et la presse suisse ont observé une louable réserve, on peut le considérer comme une preuve de la confiance que le peuple et les autorités ont dans le conseil fédéral, comme une preuve, en outre, de la conviction qui règne partout que le conseil fédéral sauvegardera sous tous les rapports les droits et les intérêts du pays et qu'il ne fera rien qui puisse nuire à l'honneur national, à notre liberté et à notre indépendance.

« Or, comme, ces derniers temps, on a répandu les rapports les plus contradictoires sur les difficultés survenues, on éprouve généralement le besoin d'avoir des éclaircissements. En conséquence, si le conseil fédéral estime que des communications circonstanciées ne peuvent pas entraver la marche ultérieure des négociations, les interpellants croient le moment venu où l'on doit donner des renseignements précis sur la marche et sur l'état actuel de cette affaire. »

— M. le conseiller fédéral Droz a répondu comme suit, au nom du conseil fédéral :

« Vu l'état de la question et tenant compte de la légitime attente du peuple suisse d'être éclairé sur la situation, le conseil fédéral estime qu'il n'y a aucun inconvénient à faire en ce moment les communications suivantes.

« Nos difficultés actuelles avec l'Allemagne ont eu pour point de départ l'incident Wohlgemuth. Nous ne jugeons pas nécessaire de rappeler les détails de cet incident, qui sont connus pour la plupart. Le gouvernement impérial a envisagé que son fonctionnaire n'avait rien fait de coupable sur notre territoire et par conséquent avait été arrêté et expulsé à tort. En présence des faits dûment établis et tout en regrettant de n'avoir pas été informés dès l'origine par la police argovienne, il ne nous était pas possible de reconnaître l'innocuité des agissements de Wohlgemuth, et nous constatons avec peine que, malgré les échanges de communications qui ont eu lieu, les deux gouvernements n'ont pu tomber d'accord sur l'appréciation de cet incident.

« Dans la discussion à laquelle cet incident a donné lieu, des questions de principe importantes au point de vue du droit international ont surgi entre les deux gouvernements. L'Allemagne a invoqué la nécessité où elle se trouvait d'entretenir sur notre territoire une police spéciale, attendu que la nôtre ne lui offrait pas les garanties nécessaires pour une surveillance efficace des menées que dirigent contre sa paix intérieure les anarchistes et les socialistes révolutionnaires qui se trouvent en Suisse et auxquels nous accordons, suivant elle, une trop large hospitalité. Nous avons répondu que nous ne pouvons partager avec personne l'exercice de la police sur notre territoire, que c'est là un attribut de notre souveraineté et que nous devons le garder intact, aussi bien que le droit d'asile, dans les limites compatibles avec notre sécurité et avec celle d'autres pays. Nous avons d'ailleurs fait remarquer que les individus auxquels on nous reproche d'accorder une trop large hospitalité sont venus chez nous, non point comme réfugiés politiques, mais en vertu de notre traité d'établissement du 27 avril 1876, et que nous ne pouvons pas les renvoyer par mesure préventive, mais seulement lorsqu'ils contreviennent à nos lois ou compromettent notre sécurité. Sans dissimuler les fautes qui ont été commises par nos autorités inférieures dans l'exercice de la police politique, fautes que nous n'avons jamais hésité à blâmer, nous avons fait ressortir que nous avons toujours été profondément soucieux de ne pas tolérer chez nous des éléments dangereux pour nous ou d'autres pays, que nous cherchons à améliorer constamment nos moyens d'action pour les combattre, mais que les agents secrets



envoyés sur notre territoire par la police allemande, loin de servir à ce but, ont, à répétées fois, été la cause de désordres qui ont vivement ému l'opinion publique dans notre pays.

« Le gouvernement impérial a alors fait valoir que, si nous avions appliqué strictement l'article 2 du traité d'établissement qui prescrit que les Allemands, pour s'établir en Suisse, *doivent* être porteurs, non seulement d'un acte d'origine, mais d'un certificat de bonne vie et mœurs, ces inconvénients ne se seraient alors pas présentés. Il a prétendu que la production de ces papiers devait être exigée en Suisse, et que cette disposition du traité créait un droit pour l'Allemagne vis-à-vis de nous. Nous avons dû repousser fermement une interprétation qui, contraire du reste à l'esprit du traité, ne tendrait à rien moins qu'à subordonner l'admission d'étrangers sur notre territoire à l'agrément d'un autre gouvernement, mettrait en fait notre droit d'asile à sa merci et nous priverait par conséquent d'un attribut essentiel de notre souveraineté.

« Le défaut d'entente sur ces divers points a amené entre les deux pays une tension qui s'est manifestée en particulier dans la presse. Le gouvernement impérial nous ayant signifié qu'il devait se réserver de prendre à la frontière les mesures qui lui paraîtraient nécessaires pour se protéger contre les dangers que l'insuffisance de notre police politique, l'indifférence ou l'impuissance du gouvernement fédéral, la connivence d'autorités inférieures suisses, le refus de lui laisser envoyer des agents secrets sur notre territoire, et par suite de cela l'audace des éléments subversifs, font courir à la paix intérieure de l'Europe, nous avons réfuté ces imputations. Nous avons rappelé les nombreuses mesures déjà introduites pour lutter contre les éléments subversifs, qui, avec celles en préparation, montrent notre ferme volonté et le pouvoir que nous avons de remplir scrupuleusement nos devoirs internationaux, et nous avons déclaré que, si les mesures que l'Allemagne jugeait à propos de prendre de son côté étaient dirigées contre notre pays, nous les envisagerions d'avance comme n'étant pas justifiées.

« A ce moment de la discussion, la Russie d'abord, puis l'Autriche, ont aussi attiré notre attention sur les dangers qui les menacent à cause de la trop grande tolérance dont jouissent sur notre territoire les éléments anarchistes et révolutionnaires. Comme puissances amies de la Suisse, garantes de sa neutralité, elles envisagent que cette neutralité implique pour nous le devoir de fournir les garanties nécessaires contre les menées qui peuvent troubler la paix intérieure de leur pays, faute de quoi elles devraient examiner si notre neutralité est encore dans leurs intérêts. Dans plusieurs communications, l'Allemagne s'est exprimée dans le même sens au sujet de notre neutralité.

« Nous avons répondu à la Russie et à l'Autriche, en ce qui concerne l'accomplissement de nos devoirs internationaux, de la même manière qu'à l'Allemagne. Nous avons ensuite observé vis-à-vis des trois puissances que la surveillance et la répression des menées anarchistes et révolutionnaires ne sauraient être considérées comme un devoir spécial à la Suisse et résultant de sa neutralité. Ce même devoir incombe à tout état, qu'il soit neutre ou non. Quant aux mesures contre les fauteurs de désordres, nous n'avons à les discuter avec personne et nous devons nous réserver de les prendre en vertu de notre libre arbitre. Ce sont là des questions d'ordre intérieur, dans lesquelles nous ne pouvons admettre, comme état souverain, aucune ingérence étrangère. Nous avons spécialement relevé que notre neutralité n'altère pas notre souveraineté et qu'il n'est pas possible d'être véritablement neutre si l'on n'est indépendant. C'est ce que les puissances européennes ont reconnu lorsqu'elles ont proclamé, dans l'acte du 20 novembre 1815, « que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les vrais intérêts de l'Europe entière. » Nous avons déclaré en conséquence que nous devons nous maintenir fermement sur ce terrain, en faisant remarquer d'ailleurs que la neutralité de la Suisse repose aussi sur sa propre volonté.

« Le débat de ces graves questions n'étant pas encore officiellement clos, nous croyons devoir nous en tenir, pour aujourd'hui, à ces communications.



Quand le moment de vous en faire d'autres plus détaillées sera venu, vous pourrez vous convaincre mieux encore que nous n'avons et n'aurons rien négligé pour sauvegarder à tous égards la dignité, les intérêts et les droits de souveraineté de la Suisse.

« Quelle que soit, du reste, l'issue de ce débat, nous sommes en face d'une situation à laquelle nous devons vouer la plus sérieuse attention. Le conseil fédéral est chargé du soin des relations extérieures ; pour qu'il puisse faire face à sa lourde responsabilité, il faut que vous lui en donniez tous les moyens. Vous aurez à vous prononcer sur les mesures qu'il vous propose dans ce but. Il doit en particulier demander d'être mis en mesure, dans les limites de la constitution, d'exercer une surveillance plus efficace sur les éléments étrangers qui menacent notre sécurité et de remédier ainsi aux défauts que nous avons constatés dans nos moyens d'action contre eux. Le conseil fédéral espère que vous ne lui refuserez pas votre appui, et il compte d'une manière générale sur votre confiance et sur l'esprit d'union du peuple suisse pour le soutenir dans sa tâche difficile. »

— Là dessus, M. Künzli, au nom des auteurs de l'interpellation, a exprimé sa satisfaction des renseignements fournis et a témoigné au conseil fédéral la confiance générale dans sa circonspection et dans sa fermeté pour sauvegarder notre indépendance et nos libertés. Il a aussi exprimé sa conviction que les conseils et le peuple suisse marchent avec le conseil fédéral et l'appuieront dans sa tâche difficile.

Le *Reichsanzeiger* du 4 juillet publie, afin de préciser l'état où se trouvent les négociations avec la Suisse, trois lettres du chancelier, datées des 5, 6 et 26 juin, et adressées au ministre allemand à Berne, M. de Bulow.

Voici le texte de la première lettre :

Berlin, le 5 juin 1889.

Nous souffrons depuis des années de ce fait qu'anarchistes et conjurés de toute espèce ont pu, sans aucune difficulté, diriger de Suisse leurs entreprises contre la paix intérieure de l'empire allemand. La direction centrale de la démocratie socialiste allemande a son siège en Suisse; elle y tient des Congrès, où elle prépare et concerté les attaques qu'elle dirige contre nous; c'est de là que partent ses agents; c'est de là qu'elle répand les brochures incendiaires qui s'y impriment, et qui sont destinées à allumer la haine entre les différentes classes de la société, et à répandre l'esprit de révolte en Allemagne. Les criminels anarchistes les plus coupables, tels que Reinsdorff, Neve et d'autres, ont reçu leur éducation politique en Suisse, et c'est de Suisse qu'ils sont venus directement en Allemagne pour accomplir leurs assassinats.

En présence de cette agitation, les Gouvernements allemands se sont abstenus jusqu'ici de porter plainte, par égard pour la situation dans laquelle se trouve le Gouvernement suisse, et ils se sont bornés à observer les entreprises dirigées contre eux. Ils admettaient qu'il serait permis aux représentants de l'ordre public allemand de prendre sur les lieux mêmes, en Suisse comme dans les autres pays, les renseignements nécessaires pour pouvoir déjouer les entreprises criminelles, et de compter en cela, sinon sur l'appui, du moins très certainement sur la tolérance et la bonne volonté du pays voisin ami du nôtre. Les faits récents ont prouvé que cette supposition était fausse.

Des fonctionnaires cantonaux de la Suisse, tels que le commissaire de police Fischer, de Zurich, ont publiquement soutenu contre nous le parti révolutionnaire hostile à l'Allemagne.

Dans l'affaire Wohlgenuth, il est même arrivé ceci, que le fonctionnaire allemand a été arrêté et expulsé de Suisse après une détention criminelle de dix jours, et cela avant qu'il eût eu le temps de prendre des informations. Cette attitude des autorités suisses est en contradiction avec l'attitude que le Gouvernement impérial a toujours observée vis-à-vis de la Confédération suisse. Elle montre que le Gouvernement suisse est tout au moins indifférent en présence des dangers et des dommages auxquels des puissances amies

et qui protègent sa neutralité sont exposées, par suite des agitations qui sont dirigées contre ces puissances par des personnes établies en Suisse et complotant avec la connivence d'autorités suisses.

L'empire allemand n'a jusqu'ici témoigné à la Suisse que des sentiments bienveillants et le Gouvernement impérial regretterait d'être réduit à modifier son attitude amicale. Mais si le Gouvernement suisse continue à permettre que des révolutionnaires allemands établis sur le territoire suisse menacent la paix intérieure et la sûreté de l'empire allemand, le Gouvernement impérial se verra forcé, de concert avec les puissances amies, d'examiner la question de savoir jusqu'à quel point la neutralité de la Suisse est conciliable avec les garanties d'ordre et de paix sans lesquelles les autres puissances européennes ne sauraient prospérer. Alors que les parties essentielles des traités sur lesquels repose la neutralité de la Suisse sont devenues caduques par suite de la marche des événements, les dispositions favorables à la Suisse qui y sont contenues ne sauraient être maintenues en vigueur que si les devoirs qui résultent de ces dispositions sont remplis par la Suisse. Il y a pour la Confédération un devoir corrélatif à la protection dont les puissances couvrent sa neutralité : c'est le devoir de ne plus permettre que, du territoire suisse, des entreprises criminelles soient dirigées contre la paix et la sûreté d'autres puissances.

La seconde lettre est datée du 6 juin :

Berlin, 6 juin.

Par votre rapport n° 59 du 2 juin, j'ai vu avec regret que le Conseil fédéral persiste dans son attitude non justifiée. Si je voulais répondre à la note du 31 mai de M. Droz, je ne ferais que répéter ce que j'ai déjà dit. Il s'agit maintenant pour nous de mettre à exécution les mesures que nous avons préparées. Dans la note du chef des affaires étrangères suisses, il y a deux points qu'il est urgent cependant de rectifier.

L'interprétation donnée par le Conseil fédéral à l'article 2 du traité d'établissement du 27 avril 1876 est en contradiction avec le texte très clair de ce traité même, d'après lequel les Allemands qui s'établissent en Suisse doivent être pourvus d'un certificat de bonne vie et mœurs.

Cette disposition serait incompréhensible, si les autorités suisses s'arrogeaient le droit d'y renoncer selon les cas. La mise à exécution de cet article est un droit que chacune des parties contractantes peut réclamer. Le Gouvernement impérial n'a jamais abandonné ce droit. M. Droz a fait allusion à la note du 10 décembre 1880 de votre prédécesseur, mais cette note n'a pas mis en doute ce point.

A ce moment, il s'agissait de ce fait que des autorités cantonales exigeaient ce certificat même d'ouvriers allemands qui voyageaient et ne s'arrêtaient que temporairement en Suisse. Le Conseil fédéral, par une circulaire du 13 septembre 1880, avait fait savoir aux autorités cantonales que les dispositions de l'article 2 n'étaient pas applicables aux ouvriers de passage. La Note du 10 décembre 1880 ne contenait que cette demande si le Conseil fédéral avait changé d'avis à ce sujet.

Le chef des affaires étrangères suisse déclare, il est vrai, que les papiers de service de l'inspecteur de police Wohlgemuth ont été confisqués, mais ne donne aucune raison de cet agissement illégal, qui est en contradiction avec les usages internationaux et le droit des gens. On ne saurait admettre la saisie de pièces qui n'avaient rien à voir avec l'affaire pendante, alors qu'aucune instruction judiciaire n'était ouverte et que le propriétaire de ces pièces avait fait connaître sa qualité d'employé allemand.

Voici la troisième lettre datée du 26 juin :

Varzin, 26 juin 1889.

Avec votre rapport du 18 de ce mois, n° 69, j'ai reçu les deux notes que M. Droz vous a adressées aux dates du 13 et du 17. Elles exposent que le

Conseil fédéral a exprimé son regret que le Gouvernement impérial ait refusé de soumettre à un nouvel examen l'affaire Wohlgemuth.

Nous avons pris cette décision dans la conviction qu'aucun nouvel examen ne peut changer quelque chose à ce fait qu'un fonctionnaire de la police impériale a été, au su et avec la coopération de fonctionnaires helvétiques, attiré sur le territoire suisse pour y être emprisonné, et que le Gouvernement central s'est conformé à cette procédure des autorités cantonales en appliquant au fonctionnaire impérial la peine de l'expulsion. Aucune enquête ultérieure ne saurait prévaloir contre ce fait.

Par l'expulsion en question, le Gouvernement central helvétique a manifesté la résolution de ne pas avoir, vis-à-vis des fonctionnaires allemands qui ont la mission de se renseigner en Suisse sur les agissements de nos adversaires allemands, la même indulgence et la même tolérance qui est si libéralement accordée en Suisse aux Allemands ennemis de l'empire.

Puisque, de cette façon, la facilité nous est enlevée de nous défendre sur place, par notre surveillance, contre les menées et les écrits incendiaires des Allemands ennemis de l'empire, tolérés en Suisse, nous serons forcés, comme je l'ai expliqué dans ma dépêche du 6 juin à Votre Excellence, de transporter le contrôle de ces menées hostiles sur le côté allemand de la frontière, bien que de cette façon le contrôle ne puisse être assuré que d'une manière incomplète et très nuisible pour la partie pacifique de la population des deux pays. Les mesures à prendre à cet effet toucheront certainement aux clauses du traité d'établissement sur l'article 2 duquel le Gouvernement helvétique a une opinion différente de la nôtre.

Le texte même du traité n'autorise pas, à notre avis, une telle divergence d'opinion, si la Suisse arrête que les Allemands qui viennent s'y établir doivent être munis de certificats de l'autorité de leur lieu d'origine. Si l'interprétation suisse était exacte, si chacun des deux Gouvernements, et surtout celui d'Allemagne, avait voulu reconnaître à l'autre le droit d'exiger ou non les certificats en question, le texte eût été rédigé en ce sens, que chacun des deux Gouvernements peut exiger les certificats, qu'il se réserve le droit de les demander ou de ne pas les demander. Si, dans cet article, le mot « doit » (*müssen*) a été choisi, c'est une preuve que nous, du moins, dès l'année 1876, avons attaché de l'importance à être garantis contre la possibilité de voir n'importe quel Allemand en hostilité avec les autorités de son pays, réclamer en Suisse la protection de ce traité.

La note de M. Droz tient notre interprétation pour inacceptable, parce qu'elle serait inconciliable avec le droit de souveraineté des contractants. Je pourrais là-dessus répondre simplement que tout traité international, en tant qu'il traite de devoirs et de droits, entraîne pour chacun des contractants une restriction de la liberté absolue, de l'exercice de ses droits de souveraineté.

Quant à nous, en Allemagne, nous ne regardons pas l'article 2 du traité du 27 avril 1876 comme une trop grande restriction du droit souverain du pays. La preuve en est que, dans l'empire allemand, cet article 2 est appliqué depuis plus de dix ans dans le sens que je viens d'expliquer et que nous accordons le droit d'établissement aux seuls Suisses qui produisent les certificats de leur pays d'origine. Si cette procédure est conciliable avec la souveraineté de l'empire allemand, l'argument que la souveraineté suisse ne saurait permettre une telle concession n'a pas la vertu de nous persuader, surtout puisqu'il ne s'agit pas — comme le dit M. Droz — de l'admission des étrangers en général, mais seulement de la façon dont les sujets allemands sont traités en leur qualité de sujets allemands, et il est bien naturel que les Etats qui concluent des traités stipulent dans ces traités des clauses particulières touchant le traitement de leurs propres sujets en pays étranger.

Les Allemands qui s'établissent en Suisse n'en restent pas moins sujets allemands et, entre deux Etats qui étaient en rapport d'amitié tels que la



Suisse et l'empire allemand à cette date de 1876, il était explicable et conforme à l'usage que chacun des deux donnât des assurances sur le traitement des sujets de l'autre, y compris leur surveillance. Des traités comme le traité d'établissement de 1876 ne sont exécutoires que là où existe le degré de bonne volonté réciproque dont ce traité est l'expression et aussi longtemps que cette bonne volonté existe parmi les contractants.

À notre regret, la bonne volonté que nous éprouvons à l'endroit de notre voisin suisse n'a plus de retour, et le traité paraît n'être plus en harmonie avec les relations créées par ce changement de disposition.

Le Gouvernement suisse a absolument négligé de remplir jusqu'ici les prescriptions de l'article 2, et c'est justement là qu'il faut chercher une des causes principales du regrettable changement survenu dans nos relations réciproques. Si ces prescriptions avaient été remplies, il n'est guère à supposer que les Gouvernements allemands eussent ressenti le besoin de faire surveiller par la police les menées de leurs sujets établis en Suisse.

La note du 13 a pour la première fois constaté en principe et officiellement la non-exécution de l'article 2.

Nous serions donc en droit de déclarer d'ores et déjà caduc le traité de 1876 pour refus officiel d'exécution de la part de la Suisse. Mais, par égard pour les suites qui découleraient de ce changement imprévu pour les sujets des deux pays, l'Allemagne préfère se servir des dispositions contenues dans l'article 11 relativement à la dénonciation du traité. Nous basant sur la note suisse du 17 juin relative à un projet d'amélioration de la police internationale, que le Gouvernement helvétique lui-même estime désirable, nous espérons volontiers que ces efforts auront pour résultat de nous épargner la peine de prendre seuls et de notre côté de la frontière les mesures nécessaires pour nous protéger contre les menées des démocrates socialistes allemands établis en Suisse.

Nous verrons avec satisfaction entrer en vigueur en Suisse des institutions capables de nous rendre la confiance que notre sécurité intérieure ne sera pas menacée de la plus dangereusement que des frontières de l'empire. L'article 2 du traité, s'il avait été observé en Suisse avec la même ponctualité qu'en Allemagne, aurait empêché que cette confiance s'ébranlât, et nous n'aurions pas cessé de croire que la bonne volonté des Suisses à l'endroit de leurs voisins allemands soit restée la même que nous la supposons lors de la conclusion d'un traité de nature aussi intime que celui de 1876.

M. Droz termine sa note du 17 en nous demandant de ne pas tenir le Gouvernement et le peuple suisses pour des fauteurs de révolution et d'anarchie. Je ne me souviens pas que nous ayons fait au département des affaires étrangères de la Confédération un reproche ayant ce sens.

Je ne doute pas que le Gouvernement central de la Confédération n'ait l'intention de remplir les obligations de voisinage international spécifiées dans la fin de cette note de M. Droz; mais je suis obligé de constater que la législation jusqu'à présent en vigueur en Suisse ne confère pas à l'administration centrale les moyens de contraindre les autorités locales de certains cantons à l'observance des égards dus aux puissances étrangères, égards nécessaires au maintien des bonnes relations entre Etats voisins.

Parmi ces moyens, l'autorité centrale d'un Etat confédéré doit posséder le droit d'obliger chacune des autorités locales à faire respecter les traités internationaux, conclus au nom de la collectivité. En l'absence de cette garantie, les Gouvernements allemands n'auraient aucun intérêt à chercher un autre arrangement remplaçant le traité d'établissement qu'il s'agit de dénoncer.

Le 13 juillet M. Droz, chef du département des affaires extérieures de la Suisse, a remis à M. de Bulow, ministre de l'empire d'Allemagne à Berne, pour être communiquée au prince chancelier de l'empire d'Allemagne, la note dont le texte suit :

M. Droz, chef du département des affaires extérieures, a été chargé de



répondre comme suit à la dépêche de Son Altesse le Prince de Bismarck, datée du 26 juin :

Dans sa note du 15 juin, le chef du département avait déclaré qu'il ne reviendrait pas de son chef sur l'incident Wohlgemuth; s'il le fait, c'est pour réitérer que les autorités suisses n'ont en aucune manière ni tendu, ni contribué à tendre un piège à l'inspecteur de police de Mulhouse; que ce fonctionnaire a été incarcéré, puis expulsé, non point parce qu'il venait prendre des informations, mais parce qu'il avait fomenté de l'agitation. Enfin, qu'une discussion amicale contradictoire aurait, de l'avis du Conseil fédéral, mis ces faits en pleine évidence.

Le Conseil fédéral ne peut donc admettre comme justifiées les déductions que S. A. le Prince de Bismarck tire de cet incident, il envisage au contraire qu'en manifestant la ferme intention de faire cesser sur le territoire suisse toute agitation factice ou réelle, il a agi dans l'intérêt bien entendu des deux pays.

Dans sa dépêche, le Prince chancelier maintient et développe sa manière de voir quant à la portée et à l'interprétation de l'article 2 du traité d'établissement du 10 juin 1876.

Le Conseil fédéral regrette profondément d'avoir vu surgir une interprétation du traité, dont jusqu'aux récentes communications du Gouvernement impérial, il n'avait jamais été question entre les deux pays. Mais l'article 2 étant sujet à une double interprétation, le Gouvernement impérial, pour faire prévaloir la sienne, devrait pouvoir établir qu'elle répond effectivement à la volonté des parties; or, il ne peut subsister à cet égard aucun doute. Les rapports des Commissions des Chambres, le message du Conseil fédéral, le mémoire du chancelier de l'empire au Reichstag établissent clairement et d'une manière concordante que les deux Gouvernements n'ont pas entendu restreindre leurs droits et qu'ils ont eu pour but unique de déterminer les conditions, moyennant lesquelles le séjour ou l'établissement sur le territoire de l'un des Etats ne pourront pas être refusés aux ressortissants à l'autre.

Pour ne citer qu'un seul document, voici comment s'exprime le mémoire du chancelier impérial relatif à l'art. 2 du traité d'établissement.

« Art. 2. *bestimmt welche Ausweisschriften die Deutschen auf « Erfordern » beizubringen haben, um in der Schweiz Wohnsitz zu nehmen oder sich dort niederzulassen. Auch in dieser Beziehung wird von den Deutschen nicht mehr verlangt, als von den Angehörigen der Schweizer Kantone. »*

Les mots « *auf Erfordern* », pour avoir un sens, ne peuvent évidemment se rapporter qu'aux autorités suisses. Ils montrent bien que, dans l'opinion de l'auteur du message au Reichstag allemand, les pièces justificatives prescrites doivent être fournies par les ressortissants à l'Empire pour prendre résidence en Suisse lorsque ces pièces sont exigées; — mais que les autorités suisses n'ont nullement l'obligation de les exiger.

C'est ce qui résulte aussi de l'histoire des négociations du traité d'établissement avec l'Allemagne, auxquelles les traités semblables ont servi de base, soit le traité avec le grand-duché de Bade (1864), avec le royaume de Wurtemberg (1869), avec la France (1864).

L'art. 4 du traité avec le Wurtemberg dit que, pour obtenir la faculté de s'établir de part et d'autre, « il suffit » de déposer un acte d'origine et un certificat de bonne vie et mœurs et de non-indigence. De l'obligation pour l'un ou l'autre pays « d'exiger » ces papiers de légitimation, il n'en est pas question.

La formule la plus rigoureuse du traité de 1876 fut *proposée par les négociateurs suisses* pour bien marquer que l'Allemagne ne pourrait éluder les prescriptions des lois suisses sur la police des étrangers et le rendre concordant avec l'article 2 du traité avec la France. — Cet article du traité avec la France dit :

« Pour prendre domicile ou former un établissement en Suisse, les Français devront être munis d'un acte d'immatriculation constatant leur nationalité, qui leur sera délivré par l'ambassade de France, après qu'ils auront produit des certificats de bonne conduite et de bonnes mœurs, ainsi que les autres attestations requises. »

Les deux traités sont donc bien identiques dans leurs dispositions essentielles. Or, comme le chancelier de l'empire d'Allemagne en 1876, la France n'a jamais compris les stipulations de l'article 2 dans le sens d'une *obligation* imposée à la Suisse de restreindre le permis de résidence aux seuls Français remplissant les conditions qui y sont énumérées, mais dans le sens d'un droit de la Suisse d'agir de la sorte. Il en est de même des autres pays avec lesquels la Suisse a des conventions semblables.

Nous ne pouvons après cela ne pas manifester notre surprise d'entendre affirmer qu'en 1876 déjà, le Gouvernement impérial aurait attaché de l'importance à empêcher la Suisse de donner accueil à tous ceux de ses sujets qui ne vivent pas en paix, avec ses autorités. Si ce désir a existé, il est demeuré secret, le négociateur allemand ne l'a pas exprimé, et l'article 2 du traité n'en est pas l'expression.

Une semblable tendance aurait été contraire à l'esprit du traité qui a pour but de faciliter et non d'entraver l'établissement réciproque des ressortissants à un état dans le territoire de l'autre en leur assurant sous ce rapport le maximum des droits et avantages possibles. (Art. 2 et 6.)

Nous devons repousser l'imputation que nous n'aurions pas observé les stipulations du traité du 27 avril 1876 et contester absolument au Gouvernement allemand le droit de déclarer le traité caduc, parce que la Suisse n'en aurait pas observé les stipulations.

Quant à la manière dont le traité a été exécuté de part et d'autre, nous nous bornerons à faire ressortir les quelques considérations suivantes :

En premier lieu, la Note affirme que des renseignements précis permettent d'affirmer que le certificat de bonnes mœurs n'a pas été dans tous les cas réclamé des citoyens suisses établis en Allemagne.

Ensuite il est à remarquer que par diverses publications officielles, circulaire du 13 septembre 1886, qui a donné lieu à une correspondance diplomatique avec l'Allemagne, circulaire complémentaire, rapport de gestion, le Conseil fédéral par ces documents transmis à la légation de l'empire d'Allemagne a fait suffisamment connaître sa manière d'appliquer l'article 2. Ces documents ayant été remis dès leur apparition à la légation d'Allemagne, sans que du reste elle élevât jamais aucune réclamation contre leur contenu, on ne peut concevoir comment le Gouvernement impérial prétend que ce n'est que par la Note du 15 juin qu'il a appris quelle est l'interprétation donnée par la Suisse à l'article 2 du traité.

Enfin, l'autorité fédérale fait observer que les polices cantonales ont toute raison de se montrer sévères, en ce qui concerne les papiers de légitimation d'étrangers, pour empêcher l'invasion d'éléments équivoques, qui deviennent facilement un danger et une charge pour le pays.

C'est cette préoccupation qui a présidé à la rédaction du traité de 1876. « Sans faire un trop grand fond sur les certificats de bonne vie et mœurs, souvent délivrés dans des conditions qui leur enlèvent toute créance sérieuse, car il arrive que les pires sujets anarchistes et révolutionnaires, ayant des papiers parfaitement en règle, sont reçus sans défiance, nous sommes cependant loin de vouloir renoncer à cette garantie dans notre propre intérêt. Et nous prenons volontiers acte de ce que nos autorités cantonales pourront désormais exiger la production de cette garantie d'une manière encore plus rigoureuse, sans risquer de voir le Gouvernement impérial demander lui-même des tempéraments dans l'exécution de cette clause du traité. »

Le Conseil fédéral pense que le prince de Bismarck pourra se convaincre qu'il n'a jamais eu l'intention qu'on lui prête de subordonner l'admission

des Allemands en Suisse au placet du Gouvernement impérial ni de revendiquer pour lui un droit réciproque vis-à-vis des Suisses qui prennent résidence en Allemagne.

S'il est vrai, ainsi que le dit la dépêche du 26 juin, que tout traité international implique pour chacune des parties contractantes dans la mesure des droits qu'il crée et des obligations qu'il impose, l'abandon d'une part de sa souveraineté, il n'en est pas moins certain qu'il y a des attributs de sa souveraineté que la Suisse n'a jamais consenti et ne consentira jamais à restreindre de son plein gré par la voie de stipulations internationales. Et l'exercice du droit d'asile est un de ces attributs; toute l'histoire de la Suisse le prouve. Ce sont là des principes dont nous ne pouvons nous départir et qui nous dirigeront, si nous avons à négocier un nouveau traité d'établissement avec l'Allemagne. Il nous a paru nécessaire de le rappeler.

La question des mesures destinées à empêcher que du territoire suisse des menées anarchistes et révolutionnaires ne puissent être dirigées contre la paix intérieure de l'empire et à réprimer celles qui, malgré les précautions prises, viennent malheureusement à se produire, a déjà fait l'objet des précédentes communications du soussigné.

Le Conseil fédéral ne peut que réitérer les déclarations catégoriques données à ce sujet, sa ferme résolution est de ne tolérer en Suisse aucun acte contraire au droit des gens et aux égards que les Etats se doivent entre eux. En agissant ainsi, il n'est que l'expression de la volonté du peuple qui s'est manifestée en particulier par les votes unanimes aux Chambres fédérales lorsqu'il s'est agi de faire appel à leur concours législatif.

Actuellement, grâce aux mesures énergiques prises dans les dernières années, aucun chef connu du mouvement anarchiste et révolutionnaire n'est établi ou toléré en Suisse. La création d'un office central pour la police politique, telle qu'elle résulte en particulier de la décision prise par les Chambres dans leur dernière session, permettra de suivre mieux encore et de réprimer dans les limites de notre constitution, toutes les manifestations nouvelles qui, soit dans le domaine de la presse, soit dans celui des associations et réunions, revêtiraient un caractère illicite ou dangereux et menaceraient nos relations internationales.

Le Conseil fédéral ne doute pas que ces explications soient de nature à rassurer complètement le Gouvernement impérial et à le convaincre qu'il n'y a pas lieu pour lui de recourir à des moyens exceptionnels contraires aux intérêts des deux Etats. Si nous insistons avec autant de fermeté sur le respect de nos droits, c'est parce que nous avons la volonté non moins ferme de remplir scrupuleusement nos devoirs internationaux, spécialement vis-à-vis de l'Allemagne avec laquelle nous avons toujours été désireux d'entretenir les meilleurs rapports.

Le soussigné prie Son Excellence M. de Bülow de porter ce qui précède à la connaissance de Son Altesse le prince de Bismarck et de vouloir bien agréer les assurances de sa haute considération.

— En réponse à cette note, l'Allemagne a dénoncé le traité d'établissement de 1876, qui cessera d'être en vigueur le 20 juillet 1890.

---

— Par arrêté du 30 août, le Conseil fédéral a ordonné que des poursuites pénales seraient ouvertes contre les auteurs et les propagateurs du « manifeste des anarchistes suisses ». Il a nommé un procureur général et invite le Tribunal fédéral à pourvoir à l'instruction de l'affaire.

— Le Conseil fédéral a été saisi au mois d'août, d'une demande tendant à ce que la Suisse adopte un *pavillon maritime* pour couvrir, en cas de besoin, les biens de ses nationaux.

Ce n'est pas la première fois que la question se pose. Elle a été formulée



entre autres en 1862, par une société qui s'occupait de colonisation; en 1864, pendant la guerre danoise, par des pétitions de Suisses établis à Brême, à Trieste, à Saint-Petersbourg et à Smyrne. Mais, jusqu'ici, la Suisse n'a jamais fait officiellement usage de son droit d'arborer son pavillon sur mer, attendu que, n'ayant pas de marine, elle n'aurait pas le moyen de le faire respecter en cas de conflit.

Le département des affaires étrangères a été chargé d'examiner la nouvelle demande parvenue au Conseil fédéral.

Le traité de commerce entre la Suisse et la Belgique a été signé à Berne, le 3 juillet, par M. Droz, chef du département des affaires étrangères, et M. Jooris, ministre de Belgique.

**Note-circulaire du Conseil fédéral aux gouvernements des États industriels de l'Europe, concernant l'ajournement de la conférence internationale sur le travail dans les fabriques.**

(Du 12 juillet 1889).

Monsieur le ministre,

En réponse à notre circulaire du 15 mars dernier (*Archives*, 1889, II, 77), adressée à tous les États industriels de l'Europe et concernant une conférence à tenir à Berne, au mois de septembre, pour régler par voie internationale des questions se référant au *travail dans les fabriques*, les gouvernements des États dont les noms suivent par ordre de date ont promis leur participation :

Pays-Bas, Belgique, Portugal, Autriche-Hongrie, France, Luxembourg, Italie et Grande-Bretagne.

Le gouvernement russe a refusé par des motifs d'opportunité, et ceux de l'Empire allemand, du Danemark, d'Espagne et de Suède-Norvège n'ont pas encore répondu.

En terminant notre circulaire précitée, nous faisons observer que, si nos ouvertures rencontraient un accueil favorable, nous nous réservions de communiquer ultérieurement aux hauts gouvernements un programme détaillé, pour servir de base aux discussions de la conférence.

En faisant les études préalables pour ce programme spécial, et en regard des réserves assez importantes que certains gouvernements, d'accord sur le principe, ont cru devoir faire dans leur déclaration d'adhésion, nous sommes arrivés à la conviction qu'il est absolument nécessaire, dans l'intérêt de la chose, pour écarter les malentendus encore existants et pour amener à un résultat satisfaisant ces négociations, que le programme détaillé que nous avons promis soit soumis, avant la réunion de la conférence, à une étude ultérieure et à un examen minutieux de la part de tous les gouvernements participants.

Or, pour cela, le temps qui reste encore jusqu'au mois de septembre prochain nous paraît évidemment trop court; aussi jugeons-nous utile de vous proposer d'ajourner au printemps de l'année prochaine la réunion de la conférence.

Nous osons espérer que d'ici là, après avoir pris connaissance de notre programme spécial, les hauts gouvernements des États qui n'ont pas encore donné leur adhésion jusqu'à ce jour pourront se décider à prendre part aux délibérations dont il s'agit.

Dans l'hypothèse que vous serez d'accord sur notre proposition d'ajournement, nous ne manquerons pas de vous communiquer, le plus tôt que faire se pourra, le programme spécial.



## TURQUIE.

## Affaires de Crète.

## I. Note du gouvernement à ses représentants à l'étranger.

Voici le texte de la note circulaire envoyée par S. E. Said Pacha aux représentants ottomans à Londres, à Paris, à Berlin, à Vienne, à Saint-Petersbourg et à Rome :

Constantinople, 9 août 1889.

Nous apprenons que le gouvernement de Sa Majesté hellénique vient d'adresser à ses représentants en Europe, au sujet des événements de Crète, un télégramme circulaire, qui attribue ces événements à la soi-disant lenteur du gouvernement impérial et déclare que la population grecque de cette île, privée de munitions, se voit exposée sans défense dans les villes aux attaques de hordes sans aveu, fortes de la protection de l'armée ottomane ; que nos ateliers militaires fournissent des armes et des munitions à la populace turque ; que nos autorités, sous les yeux desquelles les massacres dans les villes ont passé à l'ordre du jour, empêchent le plus souvent le départ des familles en danger ; qu'enfin cet état de choses impose au gouvernement hellénique le devoir d'aviser aux moyens de défense de la population grecque de Crète, et que son espoir réside dans le concert européen pour que celui-ci veuille bien prendre lui-même en mains, et sans le moindre retard, la cause de la paix et de l'humanité, en faisant rétablir l'ordre dans l'île par ses propres forces armées.

Sans vouloir relever le but insidieux que ce document semblerait viser, je me borne à exposer ici les diverses phases des incidents qui se sont produits en Crète et ont amené un certain trouble dans la situation de cette île.

A la suite de différentes questions purement personnelles qui surgirent il y a peu de temps entre la majorité et la minorité chrétiennes de l'assemblée générale crétoise, dont l'antagonisme et les dissensions sont de notoriété publique, les partisans de la minorité commencèrent à fomenter des troubles parmi la population chrétienne, en l'empêchant, par des moyens d'intimidation et par l'expédition de bandes armées sur les lieux, de payer la dime et de rester dans la voie de l'obéissance. Encouragés par ces manœuvres criminelles, des malfaiteurs et des repris de justice se sont livrés à des actes de violence principalement contre la population musulmane des campagnes ; la sécurité ainsi ébranlée, une panique générale s'ensuivit, les paysans musulmans se virent obligés de se réfugier dans les villes et un mouvement d'émigration commença à se produire parmi les chrétiens.

La Sublime Porte, justement émue de cette situation, qui n'avait nullement sa raison d'être et prenait sa source dans les intérêts et les querelles intestines de personnalités chrétiennes, s'empressa, dès le début, d'envoyer en Crète une mission spéciale pour y faire une enquête impartiale ; les garnisons furent renforcées et des ordres péremptoires transmis aux autorités locales, leur enjoignant de mettre tous les moyens en pratique pour écarter la panique, ramener le calme dans les esprits et faire rentrer dans leurs foyers les populations affolées de terreur.

En même temps, le gouvernement impérial manda à Constantinople Nicolaki Pacha, gouverneur général de l'île, avec six notables délégués de Crète, pour se rendre un compte exact de la situation et prendre les mesures propres à calmer l'agitation sans effusion de sang. D'autre part, Riza Pacha, vali de Janina, fut envoyé en Crète, en qualité de gouverneur général intérimaire, accompagné d'adjoints civils et militaires.

Nous ne voyons donc pas comment le gouvernement hellénique trouve dans tout cela de l'apathie et de la lenteur de la part d'un gouvernement qui n'a cessé de se préoccuper avec la plus vive sollicitude du bien-être de ses peuples, et qui peut certainement prétendre au droit d'aviser de sa propre

autorité à des mesures d'un ordre essentiellement intérieur, alors surtout qu'aucun principe de droit international n'attribue à qui que ce soit la faculté d'interpréter à sa guise la situation d'une province appartenant à une puissance amie, pour chercher à provoquer une immixtion en dehors de l'action légitime de l'autorité souveraine.

Quant aux prétendues atrocités et massacres qui, selon la note circulaire hellénique, auraient été commis par les musulmans de Crète sur leurs compatriotes chrétiens, les quelques faits que je crois devoir citer plus bas parmi les plus saillants suffisent pour mettre à même tous ceux qui connaissent l'état de choses, pour ainsi dire permanent en Crète, d'apprécier le degré d'importance que l'on doit attacher aux désordres actuels et pour les édifier sur la cause et le mobile qui ont produit cette effervescence.

Les bandes chrétiennes précitées se sont ruées sur six soldats ottomans qui allaient chercher de l'eau hors de la ville de La Canée, en ont tué cinq et blessé le sixième. Des individus recrutés parmi ces mêmes bandes ont occasionné des rixes sanglantes entre des paysans du village de Calios. Cinquante de ces mêmes bandits ont volé à main armée la caisse de l'arrondissement de Kidonia et mis au pillage cette localité. D'autres ont fait irruption dans les habitations et les champs de la population musulmane de certains villages de l'arrondissement de Milopotamo, immédiatement après l'émigration de cette dernière. Viennent ensuite l'attaque du fortin d'Aya par ces mêmes bandes, attaque qui fut repoussée ; l'assassinat de deux campagnards musulmans, pendant l'agression dirigée sur quelques villages inoffensifs musulmans sis près d'Erminos, et l'incendie du village de Galata.

Cette énumération succincte remettra, sans contredit, les faits sous leur véritable jour et démontrera qu'il y a loin de là aux massacres et atrocités imputés à la population musulmane. Il en est de même de la soi-disant distribution d'armes et de munitions faite aux musulmans par nos autorités militaires.

J'ai hâte de vous prévenir qu'en présence du retard mis jusqu'ici par les délégués chrétiens à se rendre à l'invitation bienveillante de l'autorité centrale à Constantinople, Son Excellence Chakir-pacha, ci-devant ambassadeur ottoman à Saint-Petersbourg, vient d'être envoyé en Crète en qualité de commandant en chef des troupes impériales et de gouverneur général *ad interim*, en remplacement de Riza-pacha.

A son arrivée, ce dignitaire aura à établir l'état de siège dans l'île, à y instituer, conformément à la loi, des cours martiales, dont la plupart des membres sont envoyés de Constantinople, et à lancer une proclamation modérée, mais ferme, invitant les bandes rebelles à déposer les armes ; de leur côté, les troupes impériales rempliront leur devoir.

Nous sommes persuadés qu'en dépit des allégations de la circulaire hellénique, qui s'est présentée justement au moment où le calme commençait à se rétablir en Crète, et qui dès lors ne pourrait aujourd'hui avoir d'autre effet que d'inspirer des encouragements malsains, l'effervescence et la frayeur produites par quelques bandes forcées, qui n'ont pour mobile que le crime et l'outrage, ne tarderont pas à s'apaiser et que la confiance et la sécurité renaîtront dans cette partie de l'Empire.

Veuillez exposer tout ce qui précède à M. le ministre des affaires étrangères, pour l'information de Son Excellence.

### Proclamations du gouverneur général

Voici la traduction des deux proclamations lancées en Crète par Chakir pacha, commandant extraordinaire et gouverneur général intérimaire de Crète :

#### 1<sup>re</sup> Proclamation.

Tout le monde sait que cette année, depuis la réunion de l'assemblée générale, les rivalités existant entre les deux fractions des chrétiens ont pris

de l'extension ; que certains partisans de ces fractions ont créé des difficultés ; que des malfaiteurs ont commencé à exercer des exactions au préjudice des habitants de certains villages ; que cet état de choses a nui à l'ordre et à la tranquillité de l'île ; que les habitants musulmans de la campagne, n'ayant plus de sécurité, ont commencé à abandonner leurs habitations et leurs villages pour se réfugier dans les villes ; que les chrétiens se sont mis à piller les maisons et les biens des fugitifs, et qu'on enregistre toujours des incendies de maisons et des assassinats.

Les musulmans, émus de ces événements et réunis dans les villes, ayant aussi commencé à riposter aux chrétiens, le brigandage a augmenté et l'effervescence des esprits produite entre les deux classes de la population menace la sécurité publique dans l'île. En conséquence, je suis venu en Crète avec mission de rétablir la sécurité et l'ordre.

Cet état de choses a nécessité l'établissement de l'état de siège dans toute l'île.

Chacun, pour peu qu'il réfléchisse un peu, ne pourrait approuver le préjudice apporté aux habitants de toute l'île du fait d'un désordre basé uniquement sur l'intérêt privé de quelques personnes.

Aussi je déclare la nécessité pour tous de renoncer à ces vaines idées, de ne plus causer le préjudice des autres et de vaquer comme par le passé à leurs affaires. Quant à ceux qui, abandonnant leurs villages, se sont réfugiés dans les villes, ils doivent se préparer à rentrer chez eux au terme qui sera fixé plus tard par l'autorité.

Il est donc porté à la connaissance de tous que la cour martiale jugera et punira ceux qui, à partir de la date de la publication de la présente proclamation, auront commis des exactions, et que seront punis également tous ceux qui, les armes à la main, commettront des actes de brigandage, et n'auront pas déposé les armes et fait leur soumission à l'autorité.

Le 2 août 1303.

CHAKIR,

Commandant extraordinaire et gouverneur général  
intérimaire de Crète.

## 2<sup>e</sup> Proclamation.

Crétois,

J'avais dit succinctement, dans ma proclamation, publiée il y a deux jours, que les instructions données par S. M. I. le Sultan, notre gracieux Souverain et Maître, avant mon départ de Constantinople, ordonnaient, en résumé, de protéger et de défendre Ses fidèles sujets contre les perturbateurs de l'ordre.

Pour commencer à obtenir ce résultat, il a été nécessaire d'étendre les circonscriptions du cordon établi, et j'ai envoyé un détachement de troupes à Kiratizi. Quelques ignorants, ne sachant ce qu'ils font, ont osé faire feu de loin sur les soldats, qui se sont vus obligés de faire leur devoir militaire.

Les soldats occupant l'île, étant tenus de se conformer aux ordres impériaux et de remplir leur devoir sacré, partout où ils seront envoyés, n'éprouvent aucune haine ni contre les musulmans ni contre les chrétiens. D'ailleurs soyez certains que partout les troupes ont la mission unique de défendre et de protéger les habitants paisibles.

Aussi vous devez accueillir les soldats comme des protecteurs partout où ils se rendront. Les troupes impériales ne causent le préjudice de personne. Mais ne pourront jouir de cette protection tous les perturbateurs qui oseront faire feu sur les troupes, qui commettront des exactions au préjudice des habitants paisibles, et qui brûleront et pilleront les maisons et les biens d'autrui. Ceux-là, au lieu d'être protégés, seront traités en ennemis.

Par conséquent, je vous conseille sincèrement de ne pas commettre des



actes pareils, et je vous ordonne de ne pas porter désormais des armes dans les localités occupées par les troupes.

Le 4 août 1305.

CHAKIR,  
Commandant extraordinaire et gouverneur général  
intérimaire de Crète.

*Dépêche au grand vèzirat.*

S. E. Chakir pacha, commandant extraordinaire et gouverneur général par intérim de Crète, a adressé au grand vèzirat la dépêche suivante :

J'ai l'honneur de vous informer qu'il résulte de deux télégrammes que je viens de recevoir aujourd'hui du gouverneur de Candie, que la plupart des boutiques et magasins des chrétiens, qui, à cause des événements, restaient fermés dans la ville, sont ouverts par suite des proclamations et des mesures prises, et que la population a commencé à s'occuper de ses affaires dans la plus grande sécurité. Les vice-consuls des puissances étrangères ont officiellement et par écrit demandé le retrait des sentinelles placées devant les vice-consulats, considérant avec reconnaissance cette mesure comme inutile désormais. Grâce à la sécurité qui résulte de la présence des soldats sur divers points hors de la ville, les habitants de quelques villages chrétiens ont commencé à entrer, en toute sécurité, dans la ville pour se procurer le nécessaire. Il y a lieu d'espérer que bientôt les communications entre la ville et les villages seront tout à fait libres et sûres et qu'il n'y aura plus besoin de surveillance militaire.

La Canée, le 16/28 août 1889.

CHAKIR.

**Les demandes des insurgés Crétois.**

I. — FONCTIONNAIRES PUBLICS.

Le gouverneur général doit professer la religion de la majorité du pays, c'est-à-dire qu'il doit être chrétien orthodoxe, d'origine grecque et sujet ottoman.

Le reste des fonctionnaires sera pris parmi les chrétiens et les musulmans de l'île, proportionnellement au chiffre de la population.

Il sera interdit aux députés, au gouverneur général, aux conseillers, aux politiciens de proposer officiellement ou officieusement la nomination ou la révocation des fonctionnaires. Après le rétablissement du service et son épuration, tout changement dans le personnel sera nécessité par les besoins du service même, après mûre et longue délibération de l'assemblée générale. Toute révocation de fonctionnaire devra être dûment motivée dans le décret où mention sera faite des motifs d'incapacité, d'abus ou de toute cause qui aura nécessité la révocation. L'assemblée générale devra s'occuper sans retard de faire des employés des organes de l'administration et non des partis, qui doivent être tenus à l'écart dans la réorganisation du service.

Toute immixtion d'un fonctionnaire civil, judiciaire ou militaire dans les querelles des particuliers entraîne de droit sa révocation.

II. — FINANCES.

Tous les revenus de l'île, sans excepter ceux des douanes, du tabac, du sel et du timbre, seront versés au trésor local. Le Gouvernement impérial prélèvera ce qui reste après le paiement des dépenses portées au budget.

Le budget est voté pour deux ans. Pour vérifier le déficit ou l'excédent, on aura en vue le compte des deux derniers exercices : le compte sera vérifié chaque année par l'assemblée générale.

La liste civile du gouverneur général est fixée à 200,000 piastres ; le traitement du conseiller général à 60,000.



L'allocation des députés sera de 2,000 piastres par session. Elle ne pourra jamais être augmentée.

A la prochaine session l'assemblée générale votera une loi fixant d'une manière définitive les traitements des autres fonctionnaires, afin que l'on n'ait plus à s'occuper de semblables questions.

A l'exercice courant, on appliquera le budget de l'année dernière en versant les appointements de tous les fonctionnaires et des officiers de gendarmerie en monnaie courante. Et cela à partir du commencement de l'année financière, afin d'arriver à une juste réduction de tous les appointements.

### III. — RÉGIME FISCAL.

L'affermage des impôts sera supprimé. L'assemblée préparera un projet sur lequel elle délibérera à la session suivante. Le régime fiscal aura pour base les droits d'exportation prélevés en douane. Pour les objets de consommation locale, on pourra les soumettre à une taxe différente. Toutes les classes devront supporter l'impôt afin qu'il ne soit pas exclusivement supporté par la classe agricole.

Le régime fiscal en vigueur dans la province de Sphakia sera maintenu. On déduira une somme égale de l'impôt sur l'exportation de l'huile de cette province.

L'assemblée générale sera appelée à délibérer sur ce projet dès le début de la session. Le Gouvernement impérial y apportera aussitôt les modifications qu'elle jugera utiles afin que le projet puisse être voté et promulgué au cours de la session.

Les fermiers d'impôts auront un délai de trois ans pour s'acquitter envers le trésor, déduction faite des pertes qu'ils auraient subies. Les frais de liquidation ne seront pas à leur charge.

### IV. — TRIBUNAUX.

Les conseillers chrétiens de cour d'appel devront être munis du diplôme d'une Université reconnue et avoir servi comme juges, procureurs ou avocats pendant cinq ans au moins. Ils devront être âgés au moins de trente ans.

Aux emplois de président et de procureur général on préférera ceux qui, aux qualités ci-dessus, joindront des certificats attestant qu'ils ont fait leurs études dans une université européenne.

Les juges chrétiens aux tribunaux de première instance devront avoir, outre un stage de trois ans comme avocats, un diplôme d'une université reconnue ou quatre ans de bons services comme procureurs, juges de paix ou greffiers.

Pour les conseillers et juges musulmans restent en vigueur les dispositions y relatives du règlement organique, en donnant la préférence à ceux qui auront cinq ans de service et qui connaissent bien leur propre langue.

Aux emplois de présidents et de procureurs impériaux près les tribunaux de première instance et de substituts de procureurs généraux on nommera ceux qui auront des diplômes d'une université reconnue et cinq ans, au moins, de pratique.

Les juges d'instruction devront avoir aussi un diplôme d'une faculté de droit. Outre une pratique de trois ans, les musulmans devront être versés dans la langue dominante, c'est-à-dire le grec, langue dans laquelle seront faites les enquêtes.

Les conseillers et juges sont élus par l'assemblée générale de la manière suivante :

La majorité et la minorité de l'Assemblée des chrétiens et des musulmans proposent, chacune, trois candidats, soit douze en tout. Les douze noms sont mis dans une urne. Les trois premiers, musulmans et chrétiens, qui sortiront de l'urne seront nommés conseillers. Ils devront bien entendu avoir les qualités requises. La même procédure sera suivie pour les conseillers sup-

pléants et pour les juges aux tribunaux de première instance, avec cette différence, pour ces derniers, qu'il n'y aura que deux noms de chaque religion qui sortiront de l'urne.

S'il se produisait des divergences pour la désignation des candidats, la majorité ne pourra en aucune façon empiéter sur les droits de la minorité en tournant la loi. Cette disposition reste en vigueur pour toutes élections qui seront faites par l'Assemblée générale.

Dans le cas où l'un des partis refuserait de présenter ses candidats, le gouverneur général les présenterait à sa place, et le tirage au sort aura lieu comme ci-dessus.

Aucun juge au tribunal de première instance ne pourra siéger dans l'arrondissement où il exerce ses droits politiques. Après le tirage au sort, le gouvernement général désigne le tribunal où doit siéger chaque juge de tribunal de première instance, ayant soin qu'il n'y ait pas plus d'un chrétien et d'un musulman dans le même arrondissement.

Les juges une fois placés ne peuvent être changés par le gouvernement général.

Les conseillers et juges sont nommés pour trois ans.

Les anciens conseillers et juges resteront en fonctions jusqu'à l'application de la loi.

#### V. — JUGES DE PAIX ET GREFFIERS.

Nul ne saurait être nommé aux fonctions de juge de paix, de greffier, de la cour d'appel, des tribunaux de première instance, des justices de paix et des parquets, s'il n'est diplômé, qu'après avoir subi des examens d'aptitude devant un jury composé du président de la cour d'appel, du procureur général, d'un conseiller chrétien et d'un musulman, du président et du procureur impérial du tribunal de première instance de la capitale. S'il y a plus d'un candidat à un même emploi, l'emploi est donné au concours. Les compositions des candidats devront être publiées au journal officiel de l'île. Le concours sera annoncé un mois avant les examens. Si deux candidats sont de force égale, le sort décidera qui aura l'emploi.

#### VI. — CONSERVATEURS D'HYPOTHÈQUES.

Les conservateurs d'hypothèques devront fournir un cautionnement de 50,000 piastres. Ceux que la fraude, l'erreur ou l'insouciance d'un conservateur auraient lésés dans leurs intérêts, auront droit de recours en dommages et intérêts contre le fisc ou le conservateur d'hypothèques.

#### VII. — CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Les conseillers généraux d'administration ainsi que les membres des conseils des différentes administrations, sont élus par l'Assemblée générale de la même manière que les juges.

L'usage ayant prévalu de nommer, pour chaque arrondissement, un conseiller chrétien et un musulman, il y aura cinq élections différentes selon le mode précité.

Les conseillers précités sont nommés pour trois ans. Les conseillers d'administration doivent servir dans leurs arrondissements respectifs.

Les conseillers généraux et leurs suppléants devront, outre les qualités requises par les lois, être âgé de trente ans au moins ; les conseillers d'arrondissement de vingt-cinq.

#### VIII. — DÉMOGÉRONTIES CHRÉTIENNES.

Les démogéronties chrétiennes sont présidées par l'évêque, elles sont composées des juges chrétiens du tribunal du district et d'un membre du conseil d'administration désigné tous les ans par le sort.

Les tribunaux de première instance des démogéronties sont composés de deux des trois membres de la démogérontie et d'un président conformément aux dispositions du code de procédure civile.

## IX. — GENDARMERIE.

Le gouvernement général devra prendre en considération l'organisation de la gendarmerie chez les nations les plus policées, faire disparaître les défauts remarqués jusqu'ici, afin qu'elle soit mise en mesure de remplir sa mission. Il devra présenter un projet de loi à cet effet à la prochaine session de l'Assemblée générale. Il devra se borner, pour le moment, à révoquer les officiers et les gendarmes incapables ou qui se sont fait les organes des partis et les remplacer par des hommes capables et honnêtes, d'un passe irréprochable, sans tenir compte des prétentions personnelles.

## X. — TRAVAUX PUBLICS.

Les crédits annuels affectés aux travaux publics ne pourront être affectés à d'autres besoins de l'île : ils ne seront pas annulés s'ils n'ont pu être dépensés dans le courant de l'année. Ces crédits devront être versés par douzièmes dans la caisse d'utilité publique.

La loi sur la voirie devra être sévèrement appliquée dès aujourd'hui.

Les crédits qui n'ont pas encore été versés à la caisse de la voirie seront portés comme dûs par l'Etat à la susdite caisse.

## XI. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

Les inspections (éphories) d'arrondissement sont composées comme auparavant de membres élus par chaque canton et les trois villes et sont présidées par l'évêque.

Les maires chrétiens de chaque province se réunissent, selon l'usage, devant le gouverneur ou l'éparque (sous-préfet). S'ils sont d'accord, ils désignent quatre candidats et tirent, parmi eux, au sort l'éphore ; s'ils ne sont pas d'accord, la majorité et la minorité désignent chacune deux candidats et tirent au sort comme il est dit plus haut.

L'éphore de chacune des trois villes est élu par le conseil municipal chrétien, réuni sous la présidence de l'adjoint. Le tirage au sort a lieu entre six candidats pris parmi les diplômés de la ville.

Les candidats à l'éphorie de districts seront pris parmi les diplômés, sauf pour les professeurs et instituteurs en fonctions.

Les députés ne sauraient être portés candidats. Les éphores ne pourront poser leur candidature à la députation s'ils ne se démettent conformément aux dispositions de la loi électorale. Les candidats à la députation ne sauraient être candidats à l'éphorie qu'une année après les élections où ils auraient échoué.

Les éphores nommés pour trois ans servent dans leurs districts respectifs.

Les proviseurs, professeurs et maîtres de tout grade, considérés comme fonctionnaires, sont soumis aux dispositions prohibitives des lois électorales, c'est-à-dire qu'ils ne sont ni électeurs ni éligibles.

Ceux qui seraient élus députés devront, dans un mois après leur élection, opter pour l'une des deux fonctions. En cas de non-option, ils sont considérés déchus de la députation et le gouverneur général convoque le collège électoral pour procéder à leur remplacement.

Toute immixtion aux élections ou aux querelles des partis d'un membre du corps enseignant entraîne sa révocation.

Les crédits affectés au gymnase d'Héracleion et autres classes de lycées seront réunis et, prélèvement fait de 18,000 piastres pour l'entretien d'une classe de première à Sphakia, le reste sera partagé entre les gymnases de la Canée, d'Héracleion, de Rhétymo et de Lassihiti et affectés à leurs besoins.

## XII. — LIBERTÉ DE LA PRESSE.

Quiconque aura les qualités requises par la loi sur la presse, pourra publier un journal, après en avoir informé le gouverneur général, qui ne pourra lui refuser l'autorisation.

Aucun journal ne pourra, pour aucun motif, être suspendu sans un arrêt des tribunaux.

### XIII. — BANQUE AGRICOLE.

D'accord avec la Sublime-Porte, le gouverneur général fera de pressantes démarches pour l'institution d'une Banque agricole (indépendante de la Banque ottomane) qui prêtera à un taux inférieur à 9 0/0.

### XIV. — ÉLECTEURS ET ÉLIGIBLES.

Les chrétiens et musulmans indigènes, dont les qualités sont désignées par les lois, auront seuls le droit d'être élus et d'élire aux fonctions publiques et municipales. Les chrétiens ou musulmans étrangers ne pourront acquérir ces droits qu'après dix ans de séjour légal et s'ils possèdent une fortune de 50,000 piastres.

Cette disposition n'est pas applicable aux Crétois qui rentreraient de l'étranger.

Les membres de l'Assemblée générale sont élus parmi les chrétiens et musulmans, selon l'importance numérique de chaque religion. A la prochaine session, l'Assemblée désignera le nombre des députés chrétiens et musulmans, afin que les élections soient faites sur cette base dès que la session actuelle sera close.

### XV. — OPPOSITION CONTRE LES ÉLECTIONS.

Les élections à l'Assemblée générale devront avoir lieu deux mois avant sa convocation.

Toute opposition contre l'élection d'un député est remise au tribunal de première instance; elle devra être remise dans les dix jours qui suivront la proclamation du député.

L'opposition est jugée par le tribunal contre l'arrêt duquel on peut avoir recours devant la cour d'appel selon les dispositions de la loi sur les élections municipales, de sorte que la nouvelle élection puisse se faire, s'il y a annulation, avant la convocation de l'Assemblée générale.

Toute récusation du juge est inadmissible à moins qu'il ne soit parent de la partie.

L'Assemblée est convoquée le 20 août de chaque année.

XVI. — Les actes transmissifs de propriétés ou les contrats hypothécaires seront passés devant notaire. Les actes concernant des biens de l'évêque seuls pourront être passés devant cette juridiction.

Après la promulgation et l'application du firman impérial du 12 moharem 1284 autorisant l'extension du droit successoral sur les terres publiques et dédiées, on ne prélevait, pendant plusieurs années, que 10 piastres de droit de timbre sur les terres de cette nature transmises à des héritiers. Mais depuis trois ou quatre ans, les directions de l'évêque en Crète ont commencé à percevoir le droit exorbitant de 3 0/0 sur la valeur de l'immeuble. Ce droit abusif, qui détruit les avantages accordés par le susdit firman, sera abrogé et le droit de 10 piastres rétabli.

XVII. — Les patentes et autres impôts votés par les conseils municipaux et approuvés par les autorités administratives compétentes en faveur d'établissements de bienfaisance, ports, routes et autres œuvres d'utilité publique, seront perçus aussi sur les étrangers établis sur le territoire de la commune.

XVIII. — Les créances de l'île sur l'Etat seront déposées, quelle qu'en soit la provenance, à la caisse d'utilité publique de l'île.

XIX. — Pleine et entière liberté de conscience. La conversion à une autre religion ne devra pas entraîner la perte des droits politiques ou successoraux.

XX. — L'éparchie de Cydonie sera divisée en deux, sous la désignation d'Orientale et d'Occidentale.

XXI. — Aucune modification à ces dispositions ne pourra être apportée avant huit ans.



## XXII. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

Une amnistie sera accordée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1889 jusqu'à aujourd'hui. Le gouvernement impérial devra dédommager ceux dont les maisons ont été dernièrement incendiées.

Les travaux législatifs de la dernière session ne seront pas ratifiés.

Les présentes dispositions seront appliquées à partir du jour de leur ratification par le gouvernement impérial et leur promulgation faite au journal officiel de l'île.

La Canée, 31 juillet (12 août) 1889.

*Les délégués de l'Assemblée générale,*

A. VANNARIS, J. MANOUSOYANAKI, A. ANGHÉLIDIS,  
J. KRIARIS, M. L. LAMBROPOULO.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

## Congrès international de la paix.

Il s'est tenu à Paris du 23 au 27 juin, sous la présidence de M. Frédéric Passy, député, membre de l'Institut, président de la *Société pour l'arbitrage entre nations*. Il comprenait un grand nombre de membres, spécialement des délégués des diverses Sociétés de la paix de France, d'Angleterre, d'Italie, des Etats-Unis.

Voici les vœux et les résolutions adoptés :

## I

Le Congrès pense que :

1<sup>o</sup> Il y aurait utilité à déclarer qu'une clause d'arbitrage doit être insérée dans tout traité à intervenir entre deux Etats et que, cette clause ayant été admise, l'acceptation de l'arbitrage est obligatoire et non pas facultative ;

2<sup>o</sup> Le principe de l'arbitrage international devrait être l'une des bases fondamentales de la Constitution de chaque Etat. Les nations s'engageraient, moyennant la reconnaissance réciproque de la pleine autonomie, souveraineté et constitution particulière de chacune, à s'en rapporter à la décision d'arbitres au lieu de recourir aux armes ;

3<sup>o</sup> En prévision de l'établissement d'un tribunal international permanent, le Comité considère que le premier pas à faire, en vue de la réalisation de ce vœu, consiste à conseiller à chaque gouvernement ayant un traité à signer avec celui d'un autre Etat de désigner d'avance les jurisconsultes qui devront de leur côté, faire partie du tribunal arbitral, en invitant le gouvernement cotraitant à faire de même ;

4<sup>o</sup> Le Congrès émet le vœu de voir le plus vite possible les peuples conclure entre eux des traités d'arbitrage permanents conformes aux principes indiqués et développés dans les articles précédents.

## II

A. — 1<sup>o</sup> Aucun acte hostile ne doit se commettre sur les territoires neutralisés, ni sur les côtes, ni dans les eaux des détroits neutralisés ;

2<sup>o</sup> Aucune armée ne doit passer, pour se livrer à des faits de guerre, dans les limites continentales ni aucune flotte dans les limites de juridiction maritime ou fluviale des Etats neutralisés ;

3<sup>o</sup> Si, pour quelque cause que ce soit, des soldats ou des vaisseaux de guerre se réfugient sur le territoire ou dans les eaux d'un Etat neutralisé, le devoir de cet Etat sera de les bien accueillir à la condition qu'ils renoncent

à toute tentative hostile et se laissent interner tant que durera l'état de guerre ;

4° Les belligérants devront toujours respecter les édifices qui dans les villes assiégées seraient pavoisés du drapeau de Genève.

B. — 1° Le Congrès approuve le principe de la neutralisation des trois Etats scandinaves — Danemark, Norvège et Suède — acceptée par les Congrès de Genève (le 16 septembre 1883), de Berne (le 6 août 1884) et de Gothenbourg (le 19 août 1885).

2° Le Congrès reconnaissant les bienfaits et la nécessité de la neutralité de la Suisse considère comme inviolables les traités qui consacrent cette neutralité.

Il est entendu que la même réserve s'applique à tous les pays déjà neutralisés.

### Fédération des Etats.

#### III

Le Congrès déclare :

Une union doit nécessairement s'établir et croître par l'adoption successive d'une législation commune pour chacun des intérêts économiques.

Elle doit s'établir graduellement et non point d'après un plan préconçu, ou complet, ou préalable, car alors des objections seraient faites immédiatement.

L'union des nombreux états de l'Allemagne en un empire peut jusqu'à un certain point servir d'exemple. Bien avant de pouvoir même espérer la confédération actuelle, ces états avaient adopté le Zollverein ou Union douanières.

Aujourd'hui, les autres états européens sont invités par la Suisse à marcher dans la même voie et à se fédérer par un accord international unifiant les lois sur le travail, le système postal, les tarifs, les postes et télégraphes, etc.

Une plus grande uniformité dans les lois relatives aux crimes et aux mariages devrait aussi être établie.

Les défenseurs du grand principe du libre-échange devraient s'unir partout pour l'abolition des tarifs inégalitaires.

Le Congrès déclare donc accepter l'application internationale du principe de fédération.

#### IV

Le Congrès émet le vœu qu'un comité composé d'un grand nombre de membres de Société de la paix se forme dont le devoir serait de s'informer des faits graves qui pourraient occasionner une guerre, de proposer et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les causes des différends de s'accroître au point d'avoir pour résultat probable une guerre immédiate. Des membres de ce Comité pourraient aussi apaiser les conflits entre patrons et ouvriers et ouvriers et patrons.

Ce Conseil international serait nommé au *pro rata* de la population des deux pays.

B. — 1° Les professeurs de droit international dans les universités et établissements analogues doivent donner à l'arbitrage une importante place dans leurs cours et leçons ;

2° Il faut s'efforcer de faire introduire un chapitre sur l'arbitrage dans tous les traités de droit international ;

3° Il faut de même s'efforcer de persuader aux directeurs des écoles et professeurs d'inculquer à leurs élèves les principes et la pratique de l'arbitrage ;

4° Les Sociétés de la paix devront encourager la publication de livres et de brochures pacifiques et leur introduction dans toutes les écoles afin d'entreprendre de détruire les préjugés, les erreurs et les sophismes de ceux qui présentent la guerre comme nécessaire, utile et moralisatrice ;

5° Le Congrès voudrait voir les instituteurs se grouper à l'aide de comités scolaires et les gagner ainsi aux idées d'arbitrage. Les instituteurs convertis convertissent leurs élèves.

Le Congrès félicite les sociétés d'arbitrage des Etats-Unis et en France le Familistère de Guise (Aisne), d'avoir introduit l'arbitrage dans l'école et dans l'atelier.

## V

Le Congrès a adopté les résolutions suivantes :

1° Il est nécessaire afin de constituer l'Etat juridique entre les nations, d'établir un système complet de législation internationale, déterminant les Droits et les Devoirs des nations entre elles, et établissant les principes et les règlements de procédure, conformément auxquels les différends internationaux auront été réglés ;

2° La préparation d'un code pareil étant si justement désirable, on prie les différentes institutions et associations qui s'occupent de cet objet de continuer l'œuvre qu'elles ont entreprise et de poser aussi vite que possible les bases de la rédaction d'un code qui serait applicable aux disputes internationales ;

3° Parmi les réformes à introduire dans la loi internationale, les plus importantes sont celles qui aideraient à rendre les guerres moins fréquentes et plus difficiles à éclater ;

4° Les obligations de la conscience et les exigences fondamentales de la justice et du Droit international qui règlent les rapports entre les nations civilisées doivent également régler leurs rapports avec les peuples non civilisés. Et il est tout à fait désirable que le règlement et le caractère de ces obligations et ces exigences soient définis avec plus de précision.

*Le Congrès approuve l'avant-projet suivant comme devant servir de base sérieuse à la création d'un Conseil et d'une Haute Cour d'Arbitrage international.*

1. Considérant le désir, sérieusement manifesté dans toutes les contrées du monde civilisé, de mettre fin, le plus tôt possible, aux souffrances qui ont pour cause la préparation de la guerre, la permanence des armées, et, pour suite inévitable, l'arrêt de tout progrès, la démoralisation et la ruine publiques ;

2. Considérant que les conflits internationaux naissent souvent de prétentions ou d'effervescences momentanées, de fausses nouvelles ou d'ambitions personnelles, il est de la plus grande importance de laisser du temps à la réflexion et à la vérité pour produire leur influence conciliatrice ;

3. Considérant que, dans de nombreuses occasions, les nations ont soumis leurs différends au jugement d'un arbitre ou d'un conseil arbitral, -- soit qu'elles aient accepté la décision d'un souverain, d'une Cour de Justice, ou d'une assemblée de Jurisconsultes, comme dans le cas célèbre de l'Alabama ; que les sentences rendues ont presque toujours été exécutées à la satisfaction de tous. — (Voir Klüber — Droit des Gens — page 318, note A, avec les précédents y mentionnés) ;

4. Ayant égard à ce fait, acquis à l'histoire des traités de commerce, que la clause d'Arbitrage se trouve insérée dans un certain nombre des plus récents. (Voir : Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et celui d'Italie, 13 juin 1885 ; avec la Grèce, 16 novembre 1883) ; que cette clause a pour avantages, à la fois, d'offrir une organisation permanente du tribunal auquel, en cas de contestations, les parties auraient à recourir, et d'éviter les pertes de temps, les difficultés, les dangers d'une Constitution à faire pour chaque cas particulier. (Voir les documents communiqués par M. Henry Richard, M. P. à l'Association pour la réforme et la consolidation de la Loi internationale en 1886 et 1887) en faveur de l'Arbitrage entre nations.



### 5. Par ces motifs :

Les Comités réunis de la Société de la Paix et de l'Association internationale de l'Arbitrage et de la Paix invitent instamment les gouvernements de tous les Etats du monde civilisé à se concerter en vue de la constitution d'un Conseil permanent ayant mandat d'Arbitrage international, dont les pouvoirs et l'action seraient établis comme suit :

6. Chaque Etat choisit, parmi ses publicistes, ses jurisconsultes, ses citoyens les plus considérés, les membres en nombre égal (à déterminer) du Conseil international d'Arbitrage qui a pour mission de faire cesser les contestations, au moyen de la Médiation, de l'Arbitrage et des mesures propres à écarter ou à résoudre pacifiquement les difficultés internationales.

7. Le Conseil peut être tenu comme constitué aussitôt que deux Etats seront d'accord sur son organisation et auront élu les membres devant le composer.

8. Conformément à l'esprit du présent avant-projet, on peut donc admettre que la création du Conseil résulterait de la Convention arrêtée entre deux Etats de recourir à l'Arbitrage pour tout différend surgissant entre eux ; et que si, par exemple, le Royaume-Uni convenait avec les Etats-Unis d'Amérique de former un Conseil commun pour l'Arbitrage, ce Conseil aurait, dès sa formation, la compétence la plus étendue conformément aux attributions édictées par les art. 5 et suivants.

9. Le Conseil étant constitué par deux ou plusieurs Etats, il invitera les autres Etats à élire leurs délégués afin de se les adjoindre.

10. Le Conseil devra, dès sa première réunion, procéder à la désignation de ses secrétaires.

11. Dès qu'il surgira une difficulté entre des Etats représentés ou non dans le Conseil, les secrétaires à la requête des deux membres convoqueront une réunion chargée d'examiner les mesures à prendre immédiatement en vue d'arrêter les préparatifs de guerre et d'offrir les bons offices du Conseil sous forme de Médiation ou d'Arbitrage.

12. Lorsque les Etats en désaccord consentiront à soumettre leur différend à l'Arbitrage, le Conseil déléguera un certain nombre de ses membres pour former avec les personnes désignées à cet effet par les Etats en litige, une Haute-Cour d'Arbitrage internationale dont la décision sera obligatoire.

13. Pour le choix des membres de la Haute-Cour à constituer, il y aura lieu de tenir compte de la nature du conflit et de la contrée où il s'est produit. Leur mandat prendra fin aussitôt la sentence rendue ou l'arbitrage abandonné.

14. Aucune force armée ne peut être employée pour contraindre les Etats en litige à s'en rapporter à la décision de la Haute-Cour, ni pour assurer l'exécution de la sentence rendue. L'autorité du Conseil est toute morale. Néanmoins, si, après acceptation de la juridiction, les parties refusaient de se soumettre au jugement, il serait du devoir du Conseil de donner, à tous les Etats représentés dans ce Conseil, communication du jugement, en point de fait et décision, ainsi que de la constatation du refus d'exécution.

15. De même aussi, dans le cas où l'un ou l'autre des Etats en litige n'aurait pas invoqué l'intervention du Conseil, celui-ci n'en aurait pas moins le devoir de soumettre les faits litigieux à son examen et de faire son rapport aux Etats représentés par lui.

16. Le Conseil établira lui-même les règlements de son action et de la procédure de la Haute-Cour d'Arbitrage internationale.

(Les règles adoptées dans l'arbitrage de l'Alabama et celles qui ont été proposées par l'Institut de Droit international fourniront, à cet effet, de précieuses indications.)

17. On devra, de préférence, choisir pour siège du Conseil une ville située dans un pays neutre — Berne ou Bruxelles par exemple.

18. Les membres du Conseil nommés pour un nombre d'années à déterminer, seraient remplacés en cas de démission ou de décès.



19. Quoique la nomination des membres du Conseil soit dévolue aux gouvernements des Etats, ceux-ci ne sauraient en aucun cas être responsables des paroles ni des actes de leurs délégués.

20. Les dépenses d'entretien du Conseil seront supportées également par les Etats qui ont concouru à son organisation. Les frais auxquels chaque décision arbitrale donnera lieu seront répartis également entre les adversaires, quel que soit le résultat de l'arbitrage à l'égard de chacun d'eux.

21. La préparation d'un Code de Droit international sera d'une grande utilité pour guider le Conseil et la Haute-Cour d'arbitrage international. (Des efforts ont été tentés par Bluntschli, par Fied et par moi-même.) Ce sera le devoir du Conseil de pousser aussi loin que possible le travail commencé. Pour que ce Code puisse avoir une sanction légale, il faut qu'il soit appuyé officiellement sur l'autorité du Conseil et adopté par lui, au nom des Etats y représentés, ainsi qu'il a été fait en 1856 pour la Déclaration relative au Droit maritime.

*Signé : LEONE LEVI.*

Octobre 1887.

## VI

Le Congrès reconnaît avec la 6<sup>e</sup> commission que l'adoption d'un langage conventionnel ou d'un moyen de correspondance entre les hommes qui ne parlent pas la même langue pourrait être utile à la diffusion des idées de la paix. Il ne se croit pas en droit de nommer officiellement une commission permanente, mais il agréé les personnes dont les noms lui sont présentés par la 6<sup>e</sup> commission pour former la Commission internationale d'organisation du Congrès du langage ; il les invite à se mettre à l'œuvre et il espère qu'ils viendront présenter au Congrès de la paix qui se réunira en 1890, un rapport concernant l'état d'avancement de leurs travaux.

Le Congrès émet le vœu :

1. Que le grand dessein de Richard Cobden reçoive au plus vite son exécution et qu'en conséquence,

2. Des collèges internationaux soient fondés dans toutes les nations européennes dont la langue est d'usage international ;

3. Que un comité, s'inspirant des travaux du Congrès, prépare la réalisation de ce vœu ;

4. Que des sous-comités soient formés en France, en Italie, en Allemagne ou en Autriche afin que trois collèges organisés à l'instar de celui existant déjà à Londres puissent offrir bientôt le moyen d'instruire un certain nombre de jeunes gens en trois langues au moins.

Le Congrès émet le vœu que les résolutions prises par la réunion des délégués des sociétés de la paix soient portées à la connaissance des chambres syndicales, ouvrières, patronales, agricoles pour qu'elles puissent encourager la création de ces collèges et organiser des voyages internationaux.

Le Congrès exprime le vœu que nulle annexion ne soit considérée comme légitime sinon en vertu du consentement libre des peuples.

Le Congrès demande qu'un mémoire soit présenté par les soins du bureau, aux gouvernements de tous les pays civilisés, les priant d'adopter telles mesures diplomatiques qui pourront amener l'établissement d'un traité permanent et d'une cour d'arbitrage, ou de toutes autres mesures pratiques pour assurer un désarmement rapide de toutes les nations.

Le Congrès émet le vœu que dans chaque pays les amis de la paix interviennent dans les luttes électorales et fassent de la propagande en faveur des idées d'arbitrage et de paix.

Le Congrès émet le vœu que des traités d'amitié soient signés le plus vite possible entre la France, l'Amérique, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, la Suisse et le Danemark.

Le Congrès émet le vœu que les sociétés savantes étudient les moyens d'unifier le méridien.

Le Congrès émet le vœu qu'une liste exacte indiquant ce que la guerre et la paix armée ont coûté dans tous les Etats du monde soit rapidement dressée.

Le Congrès exprime le vœu qu'un autre congrès se réunisse et que toutes les sociétés de la paix sans distinction de race et de religion y soient invitées.

Les cent sociétés représentées au Congrès se souvenant des éminents services rendus à la cause de l'humanité par John Bright, H. Richard, Jean Dollfus, J.-B. Godin, Leone Levi, Emile Beaussire, déclarant saluer respectueusement la mémoire de ces hommes qui n'ont jamais transigé avec leurs opinions.

Le Congrès émet le vœu que les membres de la Conférence parlementaire se concertent pour organiser des réunions de représentants de divers pays afin d'étudier toutes les questions internationales qui pourraient menacer la paix.

Enfin, le Congrès donne mandat au bureau de porter officiellement à la connaissance de la Conférence parlementaire l'ensemble des vœux ou résolutions acclamés par les délégués.

### Congrès interparlementaire de la paix.

Il s'est tenu à Paris les 29 et 30 juin.

Un premier bureau d'âge ayant été nommé, M. Jules Simon, président, a prononcé la courte allocution suivante :

Je suis heureux de voir présents dans cette salle des représentants autorisés des amis de la paix.

Un certain nombre sont venus. Je voudrais en voir une multitude ou mieux encore je préférerais que leur nombre fût plus restreint, mais que ce fût un congrès diplomatique officiel au lieu d'un congrès volontaire. Ce que nous ne pouvons faire légalement, nous pouvons cependant y contribuer d'une façon efficace. Représentant les divers pays du monde nous pouvons faire de la plus grande force qui existe, c'est-à-dire de celle qui nous est donnée par les élocuteurs l'usage le plus éclatant.

Je souhaite la bienvenue, du fond du cœur, de la part de tous les Français pacifiques, aux représentants de tous les pays.

Sachez-le, messieurs, la majorité de notre pays est amie de la paix. Laissez-moi donc acclamer avec chaleur, d'accord avec les Français, les représentants de pays qui ne voudraient pas encore nous envoyer des délégués pour un congrès officiel. Il faut que diverses nations soient représentées au bureau pour prouver les sentiments de parfaite entente et de cordialité des membres de la conférence parlementaire.

L'assemblée a procédé alors à l'élection d'un bureau effectif. Il a été ainsi constitué : président, M. Frédéric Passy, député, membre de l'Institut ; vice-présidents, MM. Alfieri, sénateur italien ; Mazzolini, député italien ; Frédéric Bajer, député danois ; secrétaires, MM. Bart, député anglais, et J. Gaillard, député de Vaucluse.

M. Frédéric Passy a retracé les démarches faites par la commission de la paix depuis la conférence internationale du 31 octobre 1888 et a fait différentes communications au congrès. Deux cent trente-quatre membres de la Chambre des communes et trente-quatre de la Chambre des lords ont envoyé leurs adhésions. L'ambassadeur de la République des Etats-Unis à Paris a promis d'assister au congrès afin de lui montrer la sympathie qu'il inspire à son gouvernement. En Allemagne, le docteur Büchner a envoyé l'adhésion de plus de deux cents sociétés et le député Liebknecht a promis son concours le plus dévoué.

M. Bremer, député anglais, a exhibé une liasse de lettres émanant d'une foule de notabilités de la Grande-Bretagne, et M. de Marcoartu, sénateur, a déclaré que les ministres espagnols et un grand nombre de sénateurs et de députés l'avaient chargé d'être leur interprète au congrès de la paix.

La seconde séance s'est tenue sous la présidence de M. Whiting, député des Etats-Unis. On s'est occupé tout d'abord de la formation du comité général international de la paix. Trente membres ont été élus aussitôt. Ce sont : MM. Stanhope, Cremer, Fenwick, Channing, S.-W. Lawson, Henry, James, Peter, Mac-Donald, G.-B. Clak, James O'Kelly, Schwann, membres du parlement anglais ; Alfieri, sénateur italien ; Mazzolini, Pandolfi, Boneschi, Ferrari, députés italiens ; Whiting, député américain ; Victor de Hagara, député hongrois ; de Marcoartu, sénateur espagnol ; Bajer, député danois ; Anspach, député belge, Jules Simon, sénateur ; F. Passy, J. Gaillard (de Vaucluse), J. Siegfried, Sabatier, Lalande, Montaut, Barodet, Couturier, Jean Jaurès, députés français.

— Nous sommes en ce moment comme l'enfant qui naît, a dit M. Sabatier ; mais, dans dix ans, nous constituerons un véritable Parlement international.

Une vive discussion s'est engagée au sujet de la proposition suivante faite par M. Jules Gaillard :

La conférence interparlementaire,

Dans le but de déterminer en Europe un courant d'opinion favorable au désarmement,

Prend acte de la déclaration de plusieurs de ses membres affirmant leur volonté de déposer et de soutenir, dans leur Parlement respectif, une motion tendant à un désarmement simultané et proportionnel.

La proposition a été repoussée.

Voici le texte des déclarations votées :

I. Les membres de la conférence interparlementaire recommandent de nouveau, et avec instance, à tous les gouvernements civilisés la conclusion de traités par lesquels, sans porter atteinte à leur indépendance et sans admettre aucune ingérence dans ce qui touche à leur constitution intérieure, ces gouvernements s'engageraient à soumettre à l'arbitrage le règlement de tous les différends qui peuvent surgir entre eux.

II. Partout où les circonstances paraîtront favorables, comme en ce qui concerne les Etats-Unis et la France, les Etats-Unis et l'Italie, les Etats-Unis et l'Espagne, les gouvernements et les parlements sont instamment invités à la conclusion de semblables traités. La conférence est convaincue qu'une fois l'exemple donné, il ne tardera pas à être imité.

III. En attendant que des traités permanents embrassant tous les cas puissent être conclus, la conférence émet le vœu que tous les traités particuliers de commerce, de propriété littéraire ou autres, contiennent une clause spéciale d'arbitrage pour leur interprétation et leur exécution.

IV. La conduite des gouvernements tendant à n'être de plus en plus que l'expression des idées ou des sentiments manifestés par l'ensemble des citoyens, c'est aux électeurs qu'il appartient de diriger par leur choix la politique de leur pays dans le sens de la justice, du droit et de la fraternité des peuples.

V. De nouvelles réunions interparlementaires auront lieu annuellement dans une des grandes villes des gouvernements parlementaires. La prochaine réunion aura lieu à Londres.

VI. Un comité composé de membres de chaque nationalité est chargé de préparer la conférence suivante, de faire les convocations, de recueillir les souscriptions nécessaires, et, dans l'intervalle, de réunir tous ses efforts pour



dissiper les malentendus qui pourraient se produire en faisant au besoin appel à l'opinion publique.

### Congrès artistique international.

Ce Congrès s'est tenu à Paris, du 25 au 31 juillet, sous la présidence du célèbre peintre Meissonnier. Il a voté les résolutions suivantes :

I. Le droit de l'artiste sur son œuvre est un droit de propriété. La loi ne le crée pas ; elle ne fait qu'en assurer et en régler l'exercice.

Le droit de l'artiste consiste dans le droit exclusif de reproduction, d'exécution, de représentation. Nul ne peut reproduire, exécuter, ou représenter l'œuvre de l'artiste, en totalité ou en partie, sans son consentement quelles que soient la nature et l'importance de l'œuvre, et quel que soit le mode de reproduction, d'exécution, ou de représentation.

II. Le droit de reproduction, d'exécution et de représentation doit appartenir à l'artiste pendant sa vie et à ses ayants-droit pendant au moins cinquante ans à partir du jour de son décès.

III. A moins de stipulations contraires, l'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas par elle-même l'aliénation du droit de reproductions.

Toutefois, le droit de reproduction est aliéné avec l'objet d'art lorsqu'il s'agit d'un portrait commandé.

L'acquisition d'une œuvre d'art par l'Etat doit être soumise au droit commun.

IV. Le propriétaire de l'œuvre d'art n'est pas tenu de la livrer à l'auteur ou à ses héritiers pour qu'il en soit fait des reproductions.

V. L'auteur d'une œuvre d'art ne doit être astreint à aucune formalité pour assurer la protection de son droit.

VI. L'atteinte portée au droit de l'auteur doit être considérée comme un délit de droit commun. Ce délit ne peut être poursuivi par le ministère public que sur la demande de la partie lésée.

VII. On doit considérer comme une contrefaçon :

1° Les reproductions ou imitations d'une œuvre d'art par quels que soient les procédés et la matière employés ;

2° Les reproductions ou imitations d'une œuvre d'art par l'industrie ;

3° Toutes transcriptions ou tous arrangements d'œuvres musicales, sans l'autorisation de l'auteur, ou des ayants-droit.

VIII. La loi pénale doit réprimer l'usurpation du nom d'un artiste et son opposition sur une œuvre d'art, ainsi que l'imitation frauduleuse de sa signature ainsi que de tout autre signe distinctif adopté par lui.

IX. Il est utile de protéger pendant un temps déterminé, la propriété des œuvres artistiques posthumes.

X. Les artistes de tous pays doivent être assimilés aux artistes nationaux et jouir du bénéfice des lois nationales pour la reproduction, la représentation et l'exécution de leurs œuvres.

Bien qu'il soit désirable de voir s'établir entre les différents pays une convention unique, il est d'un haut intérêt, que jusque-là les traités particuliers soient maintenus en ce qu'ils ont de plus favorable que la Convention de Berne de 1886 et que les législations intérieures.

Il est à désirer que les conventions artistiques soient indépendantes des traités de commerce.

Il est à désirer également que les conventions internationales s'appliquent, non-seulement aux œuvres postérieures, mais encore aux œuvres antérieures à la signature de ces conventions.

Spécialement en ce qui touche la convention de Berne de 1886, il conviendrait de faire disparaître le paragraphe 3 de l'article 9, aux termes duquel les œuvres musicales ne sont protégées que « si l'auteur a expressé-



ment déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique. »

XI. Le Congrès émet le vœu que les œuvres artistiques soient protégées dans tous les pays, il pense que cette protection ne doit pas être subordonnée à la condition de réciprocité.

XII. Il est désirable que tous les Etats adoptent en matière de propriété artistique, une législation reposant sur des bases uniformes.

XIII. Le Congrès émet le vœu de voir disparaître les droits de douane qui gênent la circulation des œuvres d'art.

XIV. Il est à désirer qu'une association ouverte à toutes les Sociétés artistiques et à tous les artistes de tous les pays, poursuive avec persévérance la réalisation des vœux exprimés par le Congrès.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> juin. — *La réforme administrative : le Ministère de la justice*, par le vicomte d'Avenel. — *L'âge des machines*, par G. Valbert (à propos d'un ouvrage publié en Allemagne sous ce titre et où l'auteur anonyme a la prétention d'indiquer ce que sera le monde dans mille ans et ce qu'il pensera de nous).

15. — *Un apologiste de l'Etat prussien : M. Henri de Treitschke*, par J. Bourdeau. — *Peaux-Rouges et visages pâles : les réserves indiennes et l'Oklahoma*, par Albert de Chenclos. — *Le Centenaire de 1789*, par An. Leroy-Beaulieu. (Exposé des idées que soulève le Centenaire chez les différents peuples sous la forme de discours tenus par des étrangers réunis à Paris.)

1<sup>er</sup> juillet. — *La jeunesse de Richelieu : I. Origines et éducation*, par G. Hanotaux. — *Un royaume disparu : la Birmanie*, par Edm. Planchut. — *A travers l'Exposition : les Portes, la Tour*, par le vicomte de Vogüé. — *Un radical anglais d'autrefois : William Cobbett*, par G. Valbert.

15. — *La France, l'Italie et la triple alliance*. (Article anonyme dont voici la conclusion : Italie et France ont les mêmes intérêts essentiels. Ni France ni Italie ne peuvent rêver un *primato* continental ou maritime; si grand que soit leur passé, la lutte pour l'hégémonie est entre d'autres. Quel est leur intérêt suprême à toutes deux? L'indépendance des peuples, la liberté, partant l'équilibre de l'Europe. Devant ce grand objet, combien mesquines paraissent toutes les dissidences ou les jalousies! L'Italie a-t-elle déçu les espérances que notre affection avait mises sur elle, c'est qu'elle a temporairement méconnu sa mission européenne et son intérêt national. Qu'un Dieu la ramène au juste sens de ses propres intérêts, c'est la seule prière que je fasse pour elle.) — *A travers l'Exposition : l'Architecture*, par le vicomte de Vogüé.

### La Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> juin. — *Les débuts de l'émigration pendant la Révolution française*, par Ernest Daudet. — *Le Sénégal et la France au Soudan*, par le général Cosseron de Villenoisy (à propos d'un livre du général l'Aidherbe).

15. — *Messieurs les Anglais, souvenez-vous les premiers*, par Ch. de Maurel (documents divers sur l'état des rapports ayant existé depuis l'avènement de Guillaume II entre les cours de Berlin et de Londres). — *Les cahiers conservateurs de 1889*, par le marquis de Castellane. — *Les vainqueurs de Denain*, par le prince de Valori. (L'auteur relève une lacune du remarquable ouvrage du marquis de Vogüé sur Villars; un Valeri aurait joué un rôle important dans la bataille.) — *Les débuts de l'émigration pendant la Révolution française*, par Ern. Daudet.

### Le Correspondant.

10 juin. — *Les Etats-Unis du Centenaire*, par le comte de Franqueville (à propos du livre connu de James Bryce sur la République américaine). — *Les établissements d'instruction à Paris en 1789*, par Albert Babeau. — *Une visite au canal de Suez*, par A. Guynemer.

### Revue internationale.

10 juin. — *La jeunesse de Vincenzo Gioberti*, par D. Zanichelli. (Suivant l'auteur, Gioberti est à peu près inconnu aux Italiens d'aujourd'hui; après avoir été très populaire, il est tombé dans un oubli profond. Cependant il a été vraiment grand, et comme philosophe, et comme publiciste, et comme homme politique, il peut être appelé à leur droit l'un des précurseurs de l'Italie moderne. Le professeur Zanichelli se propose de la faire connaître à la génération actuelle.) — *Les dernières années de Michel-Ange*.

10 juillet. — *Vincenzo Gioberti et Cesare Balbo*, par D. Zanichelli. (Rôle joué par ces deux hommes dans la rénovation de l'Italie.) — *Promenades à l'Exposition universelle*, par A. Roux.

25. — *La croyance à la liberté*, par Ch. Secrétan. — *Giordano Bruno*, par E. Maurice. (Résumé de sa vie.)

10 août. — Une lettre d'Emile de Laveleye (au sujet de la situation politique en France). — *De Massaouah à l'Asmara*, par L. Stéphanoni (historique de l'occupation italienne, de 1885 à 1888). — *François de la Rochefoucauld*, par A. Forte-Randi.

25. — *De Massaouah à l'Asmara*. (Fin du travail qui se termine par des renseignements statistiques et économiques desquels il résulte que les Italiens doivent être préparés à voir pendant de longues années le budget passif de la Colonie grever assez lourdement celui de la mère patrie.) — *Benedetto Cairoli*, par le comte di Monale. (Notice fort élogieuse et enthousiaste.)

### Revue politique et littéraire.

4 mai. — *Un côté du conflit anglo-allemand à Zanzibar : la répression de la traite*, par Paul Fontin. — *Les échelles du Levant*, par E. Richlinberger (impressions de voyage).

11. — *Etienne Dolet* (à propos de l'érection d'une statue). — *De Paris à Versailles : Souvenirs du 5 mai 1889*, par E. Lavisce.

18. — *L'Italie et quatre-vingt-neuf*, par A. Philis. — *Lucien Bonaparte et Alexandrine de Bleschamps*, par H. Laujol. — *La France jugée par un Russe*, par L. Leger.

25. — *L'Allemagne aux îles Samoa*.

1<sup>er</sup> juin. — *Edmond Scherer*, par Ed. Rod. — *Les devoirs de la France envers les indigènes musulmans d'Algérie*, par Bérard-Varagnac. — *La Serbie économique et commerciale*, par René Millet.

8. — *Le roi d'Italie à Berlin*. — *Les Français dans l'Inde* (comptes-rendus d'ouvrages).

15. — *Lettre de Rome : le retour de Berlin*, par G. Giacometti. — *La triple alliance et l'Autriche*, par A. Berl.

22. — *La neutralité Suisse*, par Ch. Benoist. — *La mission française au Maroc : I. de Tanger à Fez*. — *Etudes sur l'histoire d'Allemagne : la Sainte-Vehme et les Tribunaux secrets*, par Jules Zeller. — *L'Autriche et la France de 1870 : le comte de Beust*, par Albert Malet.

29. — *Les Parlements du monde : le Ton-Tcha-Yang (Censure) de la Chine*, par le général Tcheng-Ki-Tong.

13 juillet. — *La triple alliance et les « guerres nécessaires »*, par Charles Benoist. — *L'Université impériale et l'enseignement supérieur*, par Liard. — *Les gens de lettres à la Bastille*, par F. Funck-Brentano (ils n'y étaient pas trop malheureux).

20. — *France et Amérique*, Conférence par Hyacinthe Loyson. — *La mission française au Maroc* (fin.)

27. — *L'œuvre scolaire de la République devant le Parlement et devant le pays*, par Elie Pécant. — *Les élections en Bohême : Vieux-Tchèques et Jeunes-Tchèques*, par Maxime Petit. — *La politique extérieure de la Perse et le voyage du Schah en Europe*. — *La perte des Etats et les camps retranchés*, par Eug. Ténot.

3 août. — *La triple alliance et l'économie politique*.

10. — *L'inauguration de la nouvelle Sorbonne*. — *Une journée à Magdebourg : l'incendie de 1631, la Colonie française, le tombeau de Carnot*. — *Les deux catholicismes*, par E. de Pressensé. — *Mémoires d'un révolutionnaire russe*, par V. Derély.

17. — *Le Réquisitoire de M. Quesnay de Beaurepaire*. — *L'Italie et la Paix*, par A. Philis.

24. — *La politique coloniale à la Sorbonne : Discours aux instituteurs*, par Pierre Foncin. — *Les Expositions nationales et universelles*, par A. Gervais. — *Mémoires du général hollandais Dirk van Hogendorp*, par Arvède Barine.

### Revue maritime et coloniale.

Juin. — *La Guadeloupe et ses dépendances*, par H. Lacaze. — *Le budget de la marine anglaise (1889-1890)*. — *Histoire de la Compagnie française des Indes*, par Doneaud du Plan (période de 1719 à 1770). — *Notice sur Valin*.

Juillet. — *Histoire de la Compagnie des Indes* (fin). — *Note sur la législation des établissements français à Madagascar*, par Crémazy.

Août. — *Etudes historiques sur la marine militaire de France : les grandes flottes de Louis XIV*, par Chabaud-Arnault. — *Chronique : les progrès de la marine marchande anglaise (proportion croissante du nombre des marins étrangers sur les bâtiments britanniques)*.

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Juin. — *Etude par M. Saleilles sur les sources de l'obligation dans le projet de Code civil pour l'Empire d'Allemagne*. — *Etude sur l'exécution des actes notariés d'après la législation autrichienne*, par Pappafava. — *Chronique législative : session du Reichstag allemand (novembre-décembre 1888)*.

### Revue algérienne et tunisienne.

Mai. — *Exposé théorique et pratique du système Torrens* (suite du travail dont nous avons signalé l'importance). — *Décisions judiciaires : faillite d'un sujet Tunisien ayant des créanciers étrangers, compétence des Tribunaux français de Tunisie; prêt à intérêts passé en Tunisie, loi applicable pour le taux, la prescription; succession musulmane d'un esclave affranchi*. — *Décret organisant la justice musulmane en Algérie* (17 avril 1889).

Juin. — *De l'application des lois françaises et de la promulgation en Algérie*, par Louis Hamel. — *Exposé théorique et pratique du système Torrens* (fin). — *Décisions judiciaires : Convention entre Européen et Tunisien, loi applicable pour la preuve testimoniale; protection de la photographie; loi applicable en Tunisie; succession musulmane*.

Juillet. — *Régime pénal de l'indigénat en Algérie : le séquestre et la responsabilité collective*, par Louis Rinn, conseiller de Gouvernement. (Le travail a pour but de démontrer que ces mesures de coercition vis-à-vis des indigènes, souvent dénoncées comme excessives et comme contraires aux principes de notre droit moderne, sont absolument nécessaires, toujours légales, justes et plus humaines que certaines dispositions de notre législation métropolitaine.)

### Annales de droit commercial français, étranger et international.

Avril. — *La loi du 4 mars 1889 sur les liquidations judiciaires*, par Bailly,



professeur à la Faculté de droit de Dijon. (Travail substantiel et judiciaire faisant bien ressortir le caractère et les difficultés de la loi nouvelle.) — Chronique de législation et de doctrine en matière de droit commercial et industriel : *Allemagne*, par Léop. Schwarz (projet de Code civil, accueil qu'il a reçu, analyse des dispositions sur le droit des obligations; loi sur la situation juridique des pays de protectorat: traités divers signés par l'Allemagne en 1888; très intéressante bibliographie).

Juin. — *La juridiction du Conseil des prud'hommes*, par Marc Sauzet (étude historique d'un grand intérêt). — Chronique de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel : *Italie*, par Luigi Franchi (abolition des Tribunaux de commerce, dispositions du nouveau Code pénal intéressant le commerce et l'industrie, organisation des caisses d'épargne. — *De la suspension des paiements dans la législation espagnole actuelle*, par Brugada, professeur à Barcelone. (Le législateur espagnol n'a, paraît-il, pas plus évité les difficultés que le législateur français en cette matière délicate.)

Août. — *La juridiction des Conseils de prud'hommes*, par Marc Sauzet. (Fin du travail dont la conclusion n'est pas favorable à l'institution. L'auteur fait justice de divers préjugés sur les *Tribunaux professionnels*, la *justice rendue par les pairs*, etc.) — *De l'organisation du Crédit agricole et des Syndicats d'agriculture*, par E. Thaller.

### Journal du droit international privé et de la Jurisprudence comparée.

1889, 1-II. — *L'ordre public en droit international privé*, par Despagne. — *De la police des étrangers en Allemagne*, par Böhm, conseiller à la Cour supérieure de Nuremberg (résumé de la législation de l'Empire et de la législation bavaroise). — *Du mariage des étrangers en Turquie*, par Salem, avocat à Salonique. (Indication d'un grand nombre de questions intéressantes et de renseignements utiles.) — *De l'exécution des jugements étrangers en France*, par Ch. Daguin. (Suite d'un travail approfondi.) — *De la condition légale des Sociétés étrangères en Grèce*, par J. Euclidès, avocat à la Cour de l'aréopage de Grèce. — Chronique : *Extraditions et expulsions* (questions soulevées à l'occasion du séjour du général Boulanger en Belgique); *nationalité française, service militaire pris à l'étranger* (affaire Cluseret); *immunité diplomatique* (litige à Berlin à propos du cocher de l'ambassade française). — Bulletin de la jurisprudence française en matière de droit international : *abordage, compétence* (défendeurs français et étrangers), *contentieux administratif* (règle à l'égard des Italiens en Tunisie), *question de désaccord entre étrangers, déserteurs* (remise par une autorité étrangère), *naturalisation du mari* (conséquence pour le divorce), *jugement étranger* (convention franco-italienne); *mariage d'étrangers, perte de la qualité de Français* (service militaire à l'étranger), *propriété artistique* (fabrication à l'étranger), *régime matrimonial d'étrangers se mariant sans contrat*. — Bulletin de la jurisprudence allemande, anglaise, belge, chilienne, danoise, égyptienne, américaine, haïtienne, italienne, hollandaise, suédoise, suisse.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1889, II. — *Du passage de troupes ou de matériel de guerre des belligérants sur territoire neutre en temps de guerre*. (Rapport de M. de Bulmerincq, rapporteur du jury chargé de juger un concours ouvert sur ce sujet par la fondation Blantsolli; le prix a été obtenu par M. Heilborn, référendaire à Berlin, dont le mémoire a été publié.)

*De la tutelle des mineurs en droit international privé*, par Ernest Lehr. — *L'année 1888 au point de vue de la paix et du droit international*, par G. Rolin-Jacquemyns (la politique coloniale et le mouvement antiesclavagiste, spécialement en Afrique).



### Le Droit d'auteur.

15 juin. — *Le Congrès littéraire international de Paris* (tableaux synoptiques des dispositions législatives et conventionnelles des pays de l'Union sur les questions soumises à ce Congrès). — *De la suppression de la caution judicatum solvi en matière littéraire et artistique*, par Cattreux.

15 juillet. — *Le Congrès littéraire international de Paris* (analyse des résolutions). — *La statistique internationale des œuvres littéraires*.

15 août. — *Le Congrès artistique international de Paris* (résolution). — Statistique italienne et suisse du dépôt des œuvres intellectuelles. — *Jurisprudence suisse* (décision d'une question très importante sur la convention littéraire franco-suisse et sa combinaison, soit avec la loi fédérale suisse de 1883, soit avec la convention de Berne), égyptienne (arrêt de la Cour d'appel mixte d'Alexandrie reconnaît que le droit de l'auteur existe indépendamment d'un texte spécial le consacrant).

### Le Mémorial diplomatique.

1<sup>er</sup> juin. — *Reconnaissance et ingratitude internationales*. — Lettre du Pape à l'archevêque de Munich (29 avril 1889).

8. — *La diplomatie française*. — Le chemin de fer du Congo. — La Compagnie française des chemins de fer de Serbie.

15. — *Les Etats balkaniques et l'Europe*. — Remise de la barrette aux nouveaux Cardinaux français par le Président de la République.

22. — *L'incident suisse-allemand*. — Message du Président de la République du Paraguay.

29. — *L'Autriche-Hongrie et les Etats balkaniques*. — Les grandes puissances et la Suisse en 1848.

6 juillet. — *Le Portugal et l'Angleterre en Afrique*. — Allocution du Pape contre l'érection du monument de Giordano Bruno (30 juin). — L'Empereur Guillaume II (extrait de l'ouvrage intéressant dû au directeur du *Mémorial diplomatique*).

13. — *Politique orientale de l'Autriche-Hongrie*.

20. — *L'Occident et les agitations de l'Orient*. — La nouvelle loi militaire française (texte). — *La guerre et la Société* (compte-rendu de l'ouvrage publié sous ce titre par le général Yung).

27. — *L'avenir des Etats balkaniques*. — Compte-rendu de l'ouvrage de sir Travers Twiss sur les droits et les devoirs des nations en temps de guerre, dont une excellente traduction vient de paraître à la librairie Pedone-Lauriel.

3 août. — *Le Shah de Perse dans l'Occident*. — Le Mexique à la fin de l'année 1888 (d'après un document officiel).

10. — *Les troubles de Crete*. — L'Empereur d'Allemagne en Angleterre. — Le Congrès colonial : discours d'inauguration de M. Barbey, sénateur, ancien ministre de la marine.

17. — *L'Empereur François-Joseph à Berlin*. — Congrès pour la réforme du droit pénal (tenu à Bruxelles les 7 et 8 août). — Les droits des belligérants sur mer (affaire du Springbok). — L'émigration française dans la République Argentine.

24. — *Le discours de M. Carnot au point de vue international* (il s'agit du discours prononcé au banquet des maires le 11 août). — Voyage de l'Empereur d'Allemagne en Alsace-Lorraine. — Lettre encyclique du Pape (15 août 1889).

31. — *Nuages orientaux*.

### L'Économiste français.

4 mai. — *La Conférence internationale de Berne pour régler les conditions du travail*, par P. Leroy-Beaulieu (article très défavorable au projet). — *L'Exposition universelle de 1889*, par G. Michel. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (l'ouverture du territoire

indien, les Etats-Unis et l'Amérique du Sud). — *Le socialisme religieux : les sectes communistes de Russie*, par An. Leroy-Beaulieu.

11. — *Cent ans de distance*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La Galerie des machines*, par A. de Foville. — *Une reconnaissance au Maroc*, par J. Chailley.

18. — *Les grèves allemandes*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La Galerie des machines* (2<sup>e</sup> article), par A. de Foville. — *Le commerce agricole international en 1888*, par P. Muller. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (les prérogatives présidentielles et les politiciens, les préjugés de couleur). — *Histoire de la dette publique en Russie*, par A. Raffalovich.

25. — *Un Zollverein américain*, par P. Leroy-Beaulieu (à propos du Congrès de Washington). — *Madagascar : le pays, les droits et l'attitude de la France, les chances de colonisation et d'assimilation*, par J. Chailley.

1<sup>er</sup> juin. — *L'impôt sur l'eau-de-vie en Allemagne*, par M. Block. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (les embarras du Président et le spoils system). — *Les lois sociales à la Chambre*. par G. Michel.

8. — *Les chemins de fer orientaux et les petits Etats des Balkans*, par P. Leroy-Beaulieu (à propos de la main mise du Gouvernement serbe sur les chemins de fer). — *Le Gabon : le pays, les habitants, les ressources, la situation présente, les chances d'avenir*, par J. Chailley.

15. — *Le mouvement de la propriété foncière en France depuis 1884*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La nouvelle loi allemande sur les associations coopératives*, par M. Block. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (la réforme du service civil). — *M'zab : la conquête, le pays et ses ressources*, par P. Masson. — *Les mauvais côtés d'une Exposition universelle*.

22. — *Les variations de prix des marchandises depuis 20 ans*, par P. Leroy-Beaulieu. — *L'économie sociale à l'Exposition*, par G. Michel. — *Les grèves en France depuis 1874*, par Turquen. — *Terre-Neuve, le pays et ses ressources, la pêche et les droits de la France*, par J. Chailley. — *La Russie à l'Exposition*, par A. Raffalovich.

29. — *Les soixante-dix Congrès et l'Exposition universelle*, par P. Leroy-Beaulieu. — *L'île de la Réunion : la situation économique, la question de l'immigration, le chemin de fer et le port*. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (la situation monétaire, le Congrès des Etats de l'Amérique du Sud).

6 juillet. — *Le marché des valeurs mobilières en Europe et en Amérique en temps de paix et en temps de guerre*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le commerce de l'Allemagne en 1888*, par M. Block. — *Quinze ans sous le cercle polaire*, par J. Chailley.

13. — *La réforme des tarifs de voyageurs sur les chemins de fer en Allemagne et en Hongrie*, par A. Raffalovich. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (difficultés curieuses soulevées par l'étrange loi sur l'introduction des travailleurs par contrat). — *La situation des cultivateurs en Egypte*, par A. Zogheb.

20. — *La solidité des fonds d'Etat et la circulation monétaire intérieure*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La Nouvelle-Guinée : les rivalités européennes, les ressources du pays, l'avenir*, par J. Chailley. — *Une curieuse industrie allemande : les soldats de plomb à Nuremberg*. — *Les relations commerciales de la France et de la Belgique*.

27. — *Les dépenses de la ville de Paris de 1876 à 1887*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis* (les chemins de fer transcontinentaux et les canaux, le commerce avec le Canada).

#### Bulletin de statistique et de législation comparée.

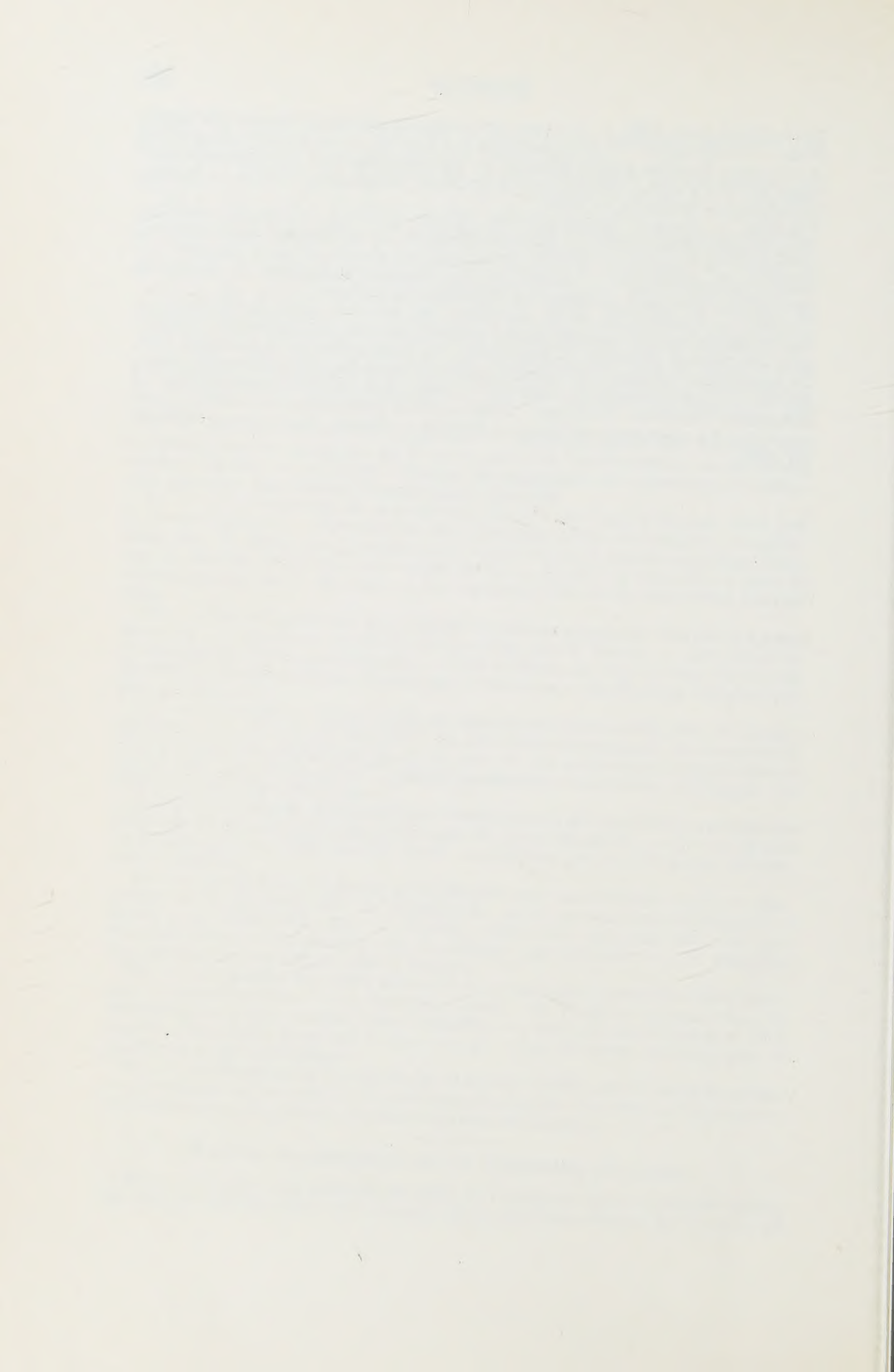
Mai. — *France* : Les patentes en 1888, le commerce des Colonies françaises en 1887, le tarif douanier de la Guadeloupe et de l'Indo-Chine; les budgets de

l'Indo-Chine pour 1889. — *Europe* : Les dépenses publiques des six principaux Etats. — *Allemagne* : La dette publique de l'Empire. — *Angleterre* : Le progrès des revenus de l'Etat depuis 800 ans. — *Autriche-Hongrie* : Le commerce extérieur de 1878 à 1887. — *Espagne* : Le projet de budget pour 1889-90. — *Russie* : Le commerce extérieur en 1888

Juillet. — *France* : Budget de 1890, la taxe militaire, les quatre contributions directes depuis 1838. — *Autriche-Hongrie* : Le projet de budget commun. — *Italie* : Le budget de 1889-90, le régime des alcools, le tarif douanier. — *Suisse* : Le monnayage. — *Etats-Unis* : La situation budgétaire, la production des métaux précieux. — *Perse* : La circulation monétaire.

Août. — *France* : La caisse nationale des retraites pour la vieillesse; le règlement du budget tunisien pour l'exercice 1887-88. — *Statistique universelle des métaux précieux*. — *Angleterre* : La restauration de la monnaie d'or. — *Allemagne* : L'assurance ouvrière contre la vieillesse et les infirmités, résultats de l'exercice budgétaire 1888-89. — *Italie* : Les encaisses métalliques et la circulation fiduciaire. — *Russie* : La dette et les institutions de crédits — *Inde anglaise* : Le commerce extérieur en 1888-89. — *Chine* : Le commerce extérieur en 1888.

---





# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

---

	Pages
1871	
Septembre. . . 26 <i>Etats-Unis</i> . M. Davis, secrétaire d'Etat par interim, à MM. Bartley et Casey. . . . .	173
1877	
Avril . . . 24 <i>Etats-Unis</i> . M. Bassett, ministre à Haïti, à M. Evaris sur l'affaire Lazare. . . . .	203
1886	
Février . . . 18 <i>Etats-Unis</i> . M. Strong, juge, à M. Preston, ministre d'Haïti	224
Mars. . . . 18 <i>Belgique — Brésil — Etats-Unis d'Amérique — Italie — Portugal — Serbie — Suisse</i> . Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et les publications scientifiques et littéraires	III, 5
Avril . . . 15 <i>Haïti</i> . M. Preston, ministre à Washington, à M. Bayard, à propos de l'affaire Lazare . . . . .	199
Octobre . . . 1 M. Thurston, haut commissaire anglais aux Samoa, à M. Stanhope. Rapport sur la situation des Samoa . . . . .	19
Novembre . . 18 <i>Haïti</i> . M. Preston, ministre d'Haïti à Washington, à M. Bayard, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, à propos des affaires Pelletier et Lazare. . . . .	167
Décembre . . 8 Rapport de M. Travers, commissaire spécial allemand, à M. de Bismarck, sur la situation des îles Samoa. . . . .	153
1887	
Janvier. . . 20 <i>Etats-Unis</i> . Message de M. Cleveland au Sénat à propos de l'affaire Pelletier . . . . .	172
— — — — — Rapport de M. Bayard, secrétaire d'Etat, à M. Cleveland, sur l'affaire Pelletier. . . . .	172
1888	
Avril . . . 23 Conférence internationale sur le régime des sucres. Treizième séance . . . . .	41
— — — 28 Conférence internationale sur le régime des sucres. Quatorzième séance . . . . .	55
Mai . . . . . 1 Conférence internationale sur le régime des sucres. Quinzième séance . . . . .	67
— — — — — 3 Conférence internationale sur le régime des sucres. Seizième séance. . . . .	77

			Pages
—	5	Conférence internationale sur le régime des sucres. Dix-septième séance . . . . .	226
—	7	Conférence internationale sur le régime des sucres. Dix-huitième séance . . . . .	234
Août . . .	8	<i>Russie — Corée.</i> Règlement pour le commerce de terre. . . . .	12
—	22	<i>Belgique — France.</i> Convention pour le raccordement des chemins de fer. . . . .	8
Décembre .	12	Arrangement relatif au mariage des indigents. . . . .	7
—	22	<i>Serbie.</i> Constitution serbe . . . . .	89
1889			
Janvier . .	23	<i>Italie — Suisse.</i> Traité de commerce. . . . .	129
Avril . . .	12	<i>France — Roumanie.</i> Convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce . . . . .	147
—	17	<i>France.</i> Décret organisant la justice musulmane de l'Algérie. . . . .	262
Mai . . . .	9	Décret modifiant le régime douanier de l'Indo-Chine. . . . .	256
Juin . . . .	17	<i>Tunisie.</i> Décret relatif à la protection des câbles sous- marins . . . . .	253
—	26	<i>France.</i> Loi sur la nationalité . . . . .	85
—	28	<i>Suisse.</i> Loi fédérale sur le ministère public de la Confé- dération. . . . .	249
Juillet . . .	2	<i>Autriche-Hongrie.</i> Rapport de M. Falk, au nom de la Commission des affaires étrangères de la Délégation hongroise . . . . .	295
Août. . . .	13	<i>France.</i> Décret pour l'exécution de la loi sur la natio- nalité. . . . .	247
Septembre.	9	<i>Belgique — Suisse.</i> Convention sur l'assistance judi- ciaire devant les Tribunaux (bénéfice du pauvre). . . . .	151

---

*Le Gérant : FÉCHOZ.*